



HAL
open science

Voyager en Patagonie : les usages touristiques de la nature

Fabien Bourlon

► **To cite this version:**

Fabien Bourlon. Voyager en Patagonie : les usages touristiques de la nature. L'Harmattan, 2020, 978-2-343-20058-3. halshs-02892807

HAL Id: halshs-02892807

<https://shs.hal.science/halshs-02892807v1>

Submitted on 7 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Voyager en Patagonie,

les usages touristiques de la nature.

Collection Tourisme et Société

L'Harmattan

Fabien Bourlon

TITRE :

Voyager en Patagonie,

les usages touristiques de la nature.

Copyrights

Je souhaite remercier ma famille, ceux qui m'ont soutenu dans cette démarche introspective et aux amis et compagnons de Patagonie, chacun, par leur amitié et leur savoir, a enrichi le regard que je porte sur le monde. La connaissance est avant tout un partage.

Merci à cette rude et belle région d'Aysén, dont la nature capture l'âme même des plus grands voyageurs. Ses chaleureux habitants y sont comme ces arbres colonisateurs, le Ñire et le flamboyant Notro, posés sur le flanc des montagnes récemment libérées des glaces, ils résistent aux coups de vent et de froid avec une infinie patience. Leur force et gentillesse méritent l'admiration et un amour fraternel.

Merci aussi à l'équipe du campus rural en Ardèche, en particulier à Pascal et Nicolas, et à l'unité mixte de recherche de l'Université de Grenoble. Merci à l'équipe du Centro de Estudios en Ecosistemas de la Patagonia (CIEP) et aux soutiens financiers de CONICYT, Gobierno Regional de Aysén et au BID-FOMIN.

J'espère que ma contribution, malgré toutes ses imperfections, sera utile à quelqu'un, humain et non humain, pour protéger ce bel écosystème qu'est toujours notre planète.

Coyhaique, le 17 mars 2020

SOMMAIRE

PROPOSITION POUR UNE APPROCHE GÉOGRAPHIQUE DES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE.....	9
PARTIE I. LES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE, ESPACE, REPRÉSENTATIONS ET PRATIQUES.....	27
I.1. LES CONFINS, ESPACE GÉOGRAPHIQUE POLARISÉ.....	29
I.2. REPRÉSENTATIONS SOCIALES DES CONFINS DE NATURE.....	78
I.3. LES USAGES TOURISTIQUES DES CONFINS DE NATURE.....	127
I.4. PROPOSITION D'UN CADRE D'ANALYSE DES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE.....	167
PARTIE II. LES ENJEUX TERRITORIAUX DES CONFINS DE NATURE, UNE LECTURE PAR LES FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE.....	173
II.1. APPROCHE ORGANISATIONNELLE DU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES CONFINS DE NATURE.....	175
II.2. FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA RÉGION D'AYSÉN.....	230
II.3. EXISTENCE ET SPÉCIFICITÉS DES FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'UN CONFIN TOURISTIQUE DE NATURE.....	362
PARTIE III. LA MISE EN TOURISME D'UN CONFIN TOURISTIQUE DE NATURE.....	369
III.1. DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES TOURISTIQUES ÉMERGENTS.....	371
III.2. CONFRONTATIONS ET COMPROMIS ENTRE LES FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE.....	398
III.3. SPÉCIFICITÉS DE LA GESTION DES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE.....	451
UN NOUVEAU REGARD SUR LES DYNAMIQUES DES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE.....	457
BIBLIOGRAPHIE.....	464
TABLES DES FIGURES, TABLEAUX, CARTES ET SIGLES.....	494
TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE.....	500

Proposition pour une approche géographique des confins touristiques de nature

La rencontre entre Européens et peuples natifs de Patagonie, vers 1764



(Museo Histórico Nacional de Argentina, auteur inconnu, 1764)

« Pour un esprit scientifique, toute connaissance est une réponse à une question. S'il n'y a pas eu de question, il ne peut y avoir connaissance scientifique. Rien ne va de soi, rien n'est donné, tout est construit. »
(Bachelard, 1975)

Pourquoi aborder le sujet des confins et leur mise en tourisme ? De nombreuses recherches en tourisme s'intéressent aux hauts lieux touristiques du fait de leur importance économique, des enjeux pour maintenir leurs qualités ou attractivités et leur besoin permanent de redynamisation dans un contexte concurrentiel fort. Cependant, ces lieux ne représentent que 10 % de la surface de la Terre. Peu de recherches s'intéressent aux enjeux des territoires en devenir touristiques. Ils sont pourtant chargés d'imaginaires forts, « non touristiques », et attractifs dans une situation de déprise des espaces touristiques de masse (Bachimon). Or l'impact socio-environnemental du tourisme sur un espace d'accueil et sur les populations locales est significatif, surtout quand il s'agit d'un territoire marginalisé et de nature. Les problèmes d'ingénierie territoriale, dans le sens de « la production, la mobilisation, la mutualisation de connaissances, pour aider les acteurs dans la compréhension de leur territoire et les aider dans l'action et la décision » (Janin & al., 2011) y sont plus complexes. En effet, les paramètres sociaux et environnementaux sont, dans des espaces non urbanisés ou fragiles, mal évalués, car pensés par des opérateurs occidentaux, en provenance de grandes métropoles, ou ayant comme références des systèmes touristiques classiques. Pour les hauts lieux touristiques et les métropoles, on cherche à gérer des flux et optimiser la rentabilité alors que ce ne sont pas les défis des zones en devenir touristique. Pourtant, s'intéresser aux marges, confins de nature ou zones de frontières, c'est chercher à améliorer nos connaissances sur des espaces parmi les plus communs au monde. C'est le but du présent ouvrage qui reprend, en partie, ma thèse de doctorat intitulé « Dynamiques territoriales des confins touristiques de nature, une lecture par les formes de développement en Patagonie chilienne » (Bourlon, 2018).

Certaines destinations de nature lointaines ont été étudiées du fait d'enjeux environnementaux importants : en Équateur (Grenier C., 2000), en Sibérie (Anthony & Shestackova, 2015), au Canada (Grenier A., 2009), au Brésil (Almeida & Suguio, 2011), en Patagonie (Segura & Bourlon, 2011) ou en Norvège (Bertella & Vester, 2015). Ces auteurs se sont intéressés aux dynamiques de développement touristique sur des fronts pionniers. Là, le tourisme est l'un des acteurs de la lutte pour la ressource naturelle (Guyot, 2012 ; Guyot & Richard, 2009). D'autres abordent les problématiques culturelles comme en Indonésie (Michel, 2011b), en Guyane (Navet, 2011), en Équateur (Ruiz & al., 2008), au Chili (Guala & Szmulewicz, 2007) ou au Tchad (Ngar-Odjilo, 2012). Ces destinations « indigènes » (Blangy, 2006)

subissent les effets indésirables du tourisme (Blangy & Laurent, 2007 ; Michel, 2012), mais peu abordent des espaces à la fois mythiques et encore non touristiques.

Il apparaît crucial, pour les pays en développement, de comprendre l'incidence d'une ouverture au tourisme. Il fait partie intégrante des politiques économiques imaginées par ses gouvernements ou les bailleurs de fonds internationaux (Cazes, 1992 ; Michel, 2011a). Les enjeux sectoriels sont importants en matière d'entrées de devises, de revenus et de création d'emplois peu qualifiés, accessibles à des communautés peu scolarisées. Cependant, les effets induits, tels que le coût en capital, afin d'adapter les infrastructures pour répondre aux exigences occidentales, les dépendances financières, les transformations autour de la propriété foncière ou les aléas des modes de la demande touristique, rendent sa mise en œuvre délicate si l'idée est d'en faire bénéficier les communautés d'accueil.

Pour le tourisme, dans un contexte de mondialisation du phénomène et d'urbanisation de la planète, l'importance des espaces de nature n'est plus à démontrer. L'ouverture des zones préservées, dans un contexte d'inégalités nord-sud, a donné lieu à une abondante littérature critique du tourisme (Hall & Boyd, 2005). Les enjeux environnementaux autour de la mise en tourisme de milieux fragiles ou dont on souhaite la conservation sont aujourd'hui évidents (Saarinen, 2015 ; Higginbottom, 2004). Ceci est rendu plus critique dans un contexte de changement climatique. Se posent ainsi des questions stratégiques de planification, d'organisation et d'aménagement raisonné des infrastructures touristiques en milieu naturel. Cela motive des organisations internationales comme l'IUCN (International Union for Conservation of Nature) à proposer des orientations méthodologiques (Casson & al., 2016) pour en limiter les conséquences négatives. Des questions d'ordre philosophiques et morales sont aussi mises en évidence par ceux questionnant la transformation des territoires par une activité économique qui n'est pas celle des communautés traditionnelles. Certains s'insurgent contre un nouvel impérialisme (Michel, 2011a) et d'autres demandent à revoir les discours sur la durabilité et la rationalité sociale et environnementale (Leff & al., 2002). Au-delà de l'incidence sur la biodiversité, les défis socioculturels d'une mise en tourisme d'espaces non urbanisés, où les modes de vie traditionnels perdurent, sont immenses. Les impacts sur le capital social, tels que l'acculturation, la perversion par l'argent facile ou la « subversion » dans les structures traditionnelles, par l'individualisme ou le rejet des ordres établis sont importants. Pour des espaces marginalisés, l'accélération ou réorientation des mouvements migratoires et la sédentarisation de communautés nomades traditionnelles (Michel, 2009) peuvent être brutaux.

Toutefois la création de patrimoines touristiques (Furt & Michel, 2011), la valorisation de la culture (Landel, 2004 ; Almeida & Suguio, 2011) et les

rencontres interculturelles (Stronza, 2001), peuvent être enrichissantes, si le développement est équilibré (Michel, 2013). Les migrations d'agrément (Martin, Bourdeau, & Daller, 2012) peuvent même redonner vie à des espaces abandonnés et à un rééquilibrage spatial bénéfique.

Une Approche géographique sociale et culturelle

Cet ouvrage étudie les logiques socio-spatiales de l'émergence et de la mise en tourisme des confins de nature. Les dynamiques territoriales associées à cette mise en tourisme sont-elles spécifiques d'un point de vue spatial, social et culturel ? Quelles sont les implications de ces particularités au regard des dynamiques d'acteurs ? Dans la perspective d'un aménagement de ces espaces, quels sont les enjeux, les confrontations et compromis entre les acteurs du développement touristique du territoire ? Il semble que les confins touristiques sont des objets géographiques aux dynamiques spécifiques que l'on doit décrire à l'aide d'outils adaptés. Il apparaît que des collectifs d'acteurs animent les dynamiques territoriales des confins de nature et définissent des formes de développement touristique spécifiques. L'utilisation de l'espace est différenciée selon des valeurs, des justifications, des représentations sociales et des principes sous-jacents qu'il s'agit de révéler. Des tensions existent lors de la mise en tourisme de ces territoires, car les projets de développement publics semblent favoriser des confrontations entre les groupes d'acteurs.

Cet ouvrage s'attachera à montrer comment la mise en tourisme des confins de nature s'organise. Une nature perçue initialement comme espace aux ressources à exploiter devient un objet d'enjeux écologiques, sociaux et économiques nouveaux lors de la mise en tourisme d'un territoire. La compréhension des enjeux socio-spatiaux à l'œuvre dans les confins touristiques de nature doit permettre aux acteurs du territoire d'orienter leurs stratégies d'interventions en favorisant l'association de formes touristiques et répondre aux attentes sociales, économiques et environnementales de la communauté.

Ce livre se positionne dans le champ de la géographie sociale et culturelle. Selon Claude Raffestin (1986) celle-ci se distingue de la géographie humaine, qui se caractérise par des « théories spécifiques relatives à la structuration du sol agricole, aux villes, aux migrations, à la localisation des activités, etc. » La géographie sociale vise quant à elle à caractériser des attributs et des lieux et cherche des corrélations. L'erreur de la géographie humaine consistant pour lui à mettre « en forme statistiques décollées des phénomènes qui sont inscrits par les pratiques dans le territoire », car « toute véritable réflexion en géographie sociale doit partir des indices, des traces ou des signes que les

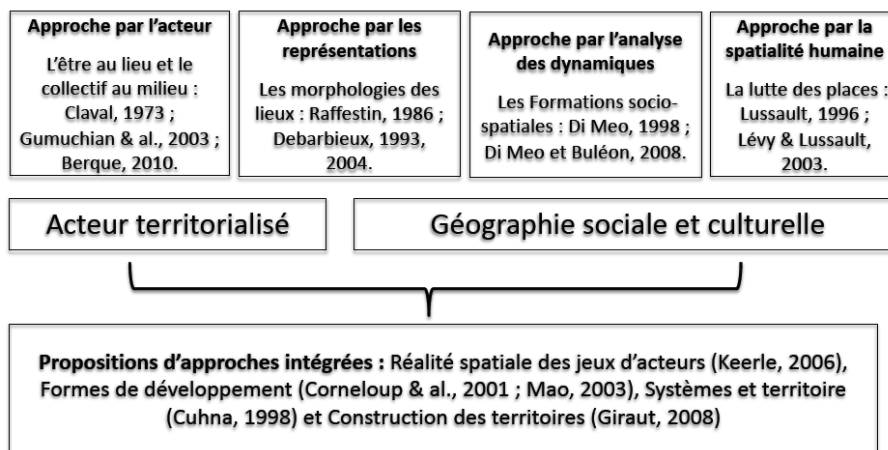
pratiques inscrivent dans le territoire » (Raffestin, 1986). Pour Guy Di Méo & Pascal Buléon (2007) « la géographie ne peut être que sociale », car un « processus de construction permanente de la relation société-espace ». Ils distinguent la géographie sociale de la géographie culturelle qui reconnaît « la double réalité, matérielle et idéale, de tout phénomène géographique » selon un espace à trois dimensions (Claval, 1972) : écologique (formes de vie en concurrence ou en symbiose), de communication (espace relationnel géré par la distance) et de mise en scène. En effet, elle fait « l'impasse de la question centrale de la domination, de l'exploitation et de l'hégémonie, qui pèsent sur les rapports sociaux [et sur] cette quête effrénée de distinction [...] de l'être et du paraître et de l'entre-soi » (Di Méo & Buléon, 2007). C'est ainsi que nous nous intéressons à cette géographie sociale qui appréhende l'espace géographique en tant que « forme à la fois scénique et active, constitutive des luttes et des enjeux sociaux » à la fois sociale et culturelle, sans « isoler de ses racines sociales la manifestation spatiale d'un phénomène culturel. »

Debarbieux, dans son introduction à *l'effet géographique* (2004), défend que « la représentation scientifique du monde n'est qu'une construction parmi d'autres, bien qu'elle se distingue [...] par l'arsenal de méthodes et de critères de validation qui lui permettent de modéliser, de simuler voire de prédire des états apparents et intelligibles du réel ». Ainsi la géographie est moins une découverte qu'une interprétation du réel, « fait de "choses" que le géographe compose en objets et en système d'objets dans le but d'en construire une connaissance » (Debarbieux, 2004). L'objet du travail de recherche présenté dans ce livre est de construire, dans un système donné, une représentation du monde tel qu'il apparaît et évolue. Il s'agit d'interroger un objet, des mots, des catégories et leurs réalités pour rendre plus explicites les tenants et les aboutissants du processus géographique. Nous proposons d'étudier « la construction collective des objets spatiaux [et] la façon dont un collectif humain élabore un système d'objets susceptibles de guider les pratiques et les transformations de l'espace dans lequel ils prennent place » (Debarbieux, 2004) dans un ensemble de pratiques sociales et institutionnelles. Au premier rang de ces pratiques, selon Bernard Debarbieux, figure « l'aménagement, conçu ici comme une action visant à transformer un objet ou un système d'objets et les relations qu'il entretient avec son environnement. » L'acteur est pensé comme un agent structurant du territoire qui construit une réalité (Staszak, 2004), sur la base de ses représentations sociales, et établit des formations socio-spatiales (Di Méo & Buléon, 2008).

L'emploi de la notion d'acteur est devenu légitime en géographie alors que cette notion est clairement une invention de la sociologie. La « dimension spatiale » (Veschambre, 2009) des rapports sociaux repose classiquement sur deux approches proposées par Bourdieu (Bourdieu, 1987). En premier lieu, une approche structuraliste affirme « qu'il existe dans le monde social lui-même, et pas seulement dans les systèmes symboliques, langages, mythes,

etc., des structures objectives, indépendantes de la conscience et de la volonté des agents, qui sont capables d'orienter et de contraindre leurs pratiques et leurs représentations ». En deuxième lieu, une approche constructiviste, c'est-à-dire qu'il y a « une genèse sociale d'une part, des schèmes de perception, de pensée et d'action qui sont constitutifs de [...] l'habitus, et d'autre part des structures sociales, et en particulier [...] des champs et des groupes [...] qu'on nomme d'ordinaire les classes sociales ».

Figure 1. Les approches théoriques et conceptuelles pour l'analyse géographique des dynamiques territoriales



(Bourlon, 2018)

Cette double approche devait permettre de dépasser l'opposition classique « entre libre arbitre et déterminisme, individu et société, programmation par la structure sociale et interaction des stratégies individuelles » (Delas & Milly, 1997). L'étude de l'espace géographique est alors capable, grâce à « deux analyses simultanées, de se valider mutuellement : une analyse des phénomènes agrégés et exprimés sous forme de construits spatiaux et une analyse des significations individuellement attachées à la pratique de l'espace » (Debarbieux, 1995b). Elle suppose de valider mutuellement « des interprétations empiriques induites ou théoriquement déduites », avec « une prise de distance du groupe étudié » et de révéler des processus spatiaux parfois inaccessibles à la conscience immédiate », afin de « retrouver des significations individuellement associées aux pratiques et aux faits spatiaux » (Debarbieux, 1995b).

Cependant au-delà de l'analyse de la spatialisation des inégalités sociales, dans le sens proposé par Bourdieu, il apparaît que la géographie sociale doit préciser encore sa conception des « entités et propriétés pertinentes à retenir

dans l'analyse » (Berthelot, 2001 dans Keerle, 2006). En effet, la géographie proposait jusqu'à récemment une lecture méso et macro dans son analyse de l'espace et de son organisation, mais sous-estimait encore l'importance de l'acteur comme agent structurant de l'espace. Comme le constate Keerle (2006), la discipline semble maintenant en accepter l'importance, à en juger par « les ajustements que Guy Di Méo a apporté à sa propre construction théorique [où] il confirme son mode de qualification des acteurs en référence à leur position territoriale ». Malgré cela, il envisage encore son importance de manière limitée, en considérant « l'espace géographique, produit de la nature et de la société, comme facteur d'explication, partielle, mais nécessaire, des faits sociaux ».

L'approche proposée par Gumuchian & al. (2003), dans l'essai *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, préconise de reconnaître en l'acteur un individu doté d'intentionnalité et un agent structurant du territoire : « le fait que tout homme et toute femme peut être acteur est aussi un appel à la mise en place de nouvelles méthodes de prises de décision dans les projets de territoire » (Gumuchian & al., 2003). Il s'agit alors de traiter le rapport entre un territoire et des actions volontaires, tout en gardant à l'esprit que « le territoire peut [aussi] n'être qu'un prétexte à cette action [...] un révélateur de cette volonté d'agir ». « Le territoire peut devenir volontairement un catalyseur de l'action, il est condition nécessaire et suffisante pour que l'acteur y inscrive son action » (*op. cit.*). L'espace accueille l'acteur et le transforme. L'acteur façonne le territoire, par des matérialités et la construction de nouvelles représentations sociales. Des processus produisent, reproduisent, animent et modifient ses formes. Cette dialectique où « forme et processus [sont] indissociablement liés et intégrés [dans un] système d'action » et seul capable de rendre compte de « la réalité spatiale et de ses représentations sociales » (*op. cit.*). Ainsi, l'introduction de la notion d'acteur se traduit par l'étude des rapports spatiaux entre « une entité idéale [et ses] relations avec d'autres entités, qu'elles soient des objets réels, des entités théoriques [comme le territoire] ou [dans la] relation d'intelligibilité impliquée par les précédentes » (Keerle, 2006).

Notions clefs

Quatre notions sont centrales dans cette recherche : le territoire, l'acteur territorialisé, les dynamiques territoriales et le tourisme de nature. Chaque notion sous-tend la grille de lecture des formes de développement touristique proposée finalement pour la compréhension des dynamiques au sein des confins de nature.

Pour certains, la « fin des territoires » était envisageable (Antheaume & Giraut, 2005; Lévy, 1993), car la notion pouvait ne plus répondre à une

logique spatiale claire, avec la complexification post-moderne du monde. Pourtant, « la notion est désormais continuellement employée par les spécialistes de différentes disciplines scientifiques, par les décideurs politiques, la presse et le grand public. [Or] ce débordement nuit à la déclinaison opératoire de cette notion » (Ginet, 2012). Si bien l'idée d'un espace territorial figé n'est plus envisageable (Giraut, 2013), son sens général reste celui, latin, de *territorium* : une portion d'espace, un sol ou un continent. En revanche, *territoralis* a pour sens : morceau de terre approprié par un individu. Le territoire est à la fois un nom, un signe d'une appropriation cartographiable, un espace naturel anthropisé et soumis à une gouvernance, incarné par des acteurs et leurs agissements (Raffestin, 1986). Le territoire est un construit reposant sur une entité socio-spatiale reconnue et appropriée comme telle par des acteurs tant endogènes (y établissant leur espace de vie) qu'exogènes (en tant que lieu de passage). Entre « espace d'appartenance et d'appropriation, le territoire possède deux dimensions, l'une matérielle (espace fonctionnel) et une autre issue des trajectoires socio-spatiales individuelles (l'espace vécu) » (Frémont, 1999) qu'il s'agit de révéler. Ainsi le territoire « n'est ni une enveloppe, ni le vide », ni un décor dans lequel se déroulerait un drame ou une intrigue, mais un « milieu plein, dans lequel l'activité d'adaptation et de coopération des individus ou des collectifs trouve ses ressources » (Isaac Joseph, 2000 dans Di Méo, 2006). C'est, en définitive, un « espace tissé d'un entrelacs de transactions, de stratégies, d'intentionnalités, de débats, d'interactions innombrables [et une] affaire d'acteurs » (Gumuchian & al., 2003). Nous pensons comme Sosa (2012) que c'est « un réseau, un tissu qui articule des composants physiques, des processus écologiques et des processus sociaux et historiques qui délimitent sa configuration en tant que forme systémique particulière associée à la disposition, mais aussi la relation de dépendance, de proximité, de propriété, d'inhérence et d'information, etc. ». Cet espace « formé par un ensemble indissociable, solidaire et aussi contradictoire de systèmes objets et systèmes actions, qui ne peuvent être abordés de manière isolée, mais comme un cadre unifié au sein duquel se développe l'histoire » (Santos, 2006). L'espace est aujourd'hui celui « d'un système d'objets chaque fois plus artificiels, soumis à des actions également induites d'artificialité et tendant chaque fois un peu plus vers des finalités étrangères au lieu et ses habitants. » De plus, dans un contexte de globalisation et de postmodernité, au sein d'espaces multiculturels ou en mutation sociale, ces territoires deviendraient « multisitués » (Giraut, 2013). Les espaces de nature en développement, à la limite de l'écosphère, en marge ou transfrontalier, sont chargés de spécificités physiques et nourris d'imaginaires. Sa marginalité en fait un espace de confrontation d'usages (Santos, 1996) dont les enjeux écologiques, économiques, sociaux, culturels et politiques sont exacerbés (Sosa, 2012). Les confins de nature sont des territoires spécifiques où l'enjeu est fondamentalement le rapport des acteurs

au milieu et à l'espace non humain, ce qui pose le problème des représentations sociales (Moscovici, 1989) et du rapport culture contre nature, débattu par de nombreux auteurs (Descola, 2006; Godet, 2010).

Selon Gumuchian & al. (2003) le territoire est « une scène où se jouent des représentations en plusieurs actes » : c'est le jeu d'acteurs. Dans un système touristique, les acteurs sont très divers : prestataires d'activités de loisir, directeurs de station, responsables d'office de tourisme, maires et fonctionnaires des communes ou des collectivités. Ils présentent des conceptions différenciées du développement, de la clientèle à attirer, des manières de vendre leurs produits, etc. Tous participent à la mise en forme d'un espace qui devient, bien souvent, un territoire touristique en fonction de choix opérés de manière inconsciente ou volontariste. Les territoires touristiques de nature sont construits sur des sens (Boltanski & Thévenot, 1991) et des valeurs (Di Méo, 1998) dont l'organisation culturelle et sociale de l'espace (Cunha, 1988) peut être décrite selon des logiques d'actions, de représentations sociales (Vachée, 2001) et traduite en formes de développement. Décrire cette organisation permet « d'affiner la compréhension des logiques d'actions (Amblard & al., 1996) des acteurs du tourisme engagés dans les activités de prestations de service et d'aménagement de la nature » (Corneloup & al., 2001). S'agissant d'un système vivant, un espace nommé se crée, vit, se développe, se transforme ou disparaît face aux événements historiques. Selon Ginet (2012), cinq évolutions des territoires sont possibles : une évolution en « autopoïèse » (Maturana & Varela, 1994), « capable d'être en autoproduction, fonctionnel dans son environnement et capable de maintenir sa structure », en résilience avec une « capacité [...] à intégrer une perturbation dans son fonctionnement, sans changer de structure qualitative » (Aschan-Leygonie, 2000 dans Ginet, 2012), en déterritorialisation (lorsqu'il se désagrège ou devient obsolète), en développement (lorsqu'il existe un projet et la volonté de valider des objectifs préétablis par un groupe social, selon des valeurs universelles ou relatives, dans une logique comparative et concurrentielle) ou en émergence (lorsque l'exercice d'un pouvoir sur un espace se matérialise par des limites et par « l'appropriation par la population au travers d'un sentiment d'identité et d'appartenance » (Ginet, 2012). Cependant dans les marges (Antheaume & Giraut, 2002) et les espaces complexes, multiculturels et à fortes mobilités (Giraut, 2013) le territoire n'est jamais fixé. En ce sens, le tourisme, phénomène fondamentalement axé sur la recherche d'altérité et basé sur des rapports au lieu exogène ou endogène influe fortement la dynamique d'un territoire. Le rapport à l'espace des acteurs peut être complexe, ambivalent, évolutif ou « transitionnel » (Di Méo, 1987). Les visiteurs semblent *a priori* exogènes au territoire touristique tant qu'ils ne décident pas de rester ou de s'impliquer dans les dynamiques locales! « La territorialité agence et articule les échelles des territoires et des réseaux que fréquente chaque individu », elle

« fonctionne à la manière d'une méta-structure : synthèse personnelle des jeux de rapports spatiaux développés par chaque individu socialisé et spatialisé » (Di Méo, 2008). C'est ce constat qui nous amène à mobiliser, dans la partie II de cet ouvrage, la théorie sociale proposée par Boltanski et Thévenot (1991) dans *De la justification des économies de la grandeur*. Ils définissent des principes supérieurs communs qui sous-tendent l'existence de « cités » auxquelles nous ferons appel. Notre « matrice d'opérations de connaissance », au sens proposé par Berthelot (2001, dans Keerle, 2006), se fondera sur ces valeurs partagées et principes supérieurs communs qui articulent les logiques socio-spatiales. La lecture des dynamiques territoriales sera appréhendée au travers de la grille de lecture des « formes de développement des espaces touristiques » proposées par (Corneloup & al., 2001) et appliquées en France à l'analyse territoriale des lieux de « sports nature » par (Mao, 2003 ; Mao, Corneloup, & Bourdeau, 2003). Il s'agira d'apprécier la pertinence de cet outil pour l'analyse de dynamiques des confins touristiques de nature. Une grille d'analyse permettra de comprendre les différentes logiques de développement touristique, entre compromis et associations autour des différents projets. Cependant, pour rendre les choses plus complexes, il n'existe pas un tourisme, mais « des tourisms ». Bien que de nombreuses définitions du tourisme et des touristes ont été élaborées depuis 1811, lorsqu'apparaît le terme *touring* en Angleterre, nous retiendrons celle du dictionnaire Lettré : « celui qui voyage par curiosité et désœuvrement ».

En se penchant sur l'épistémologie du tourisme, il en ressort que les définitions sont le plus souvent construites autour du paradigme nominaliste et décrit par des données, des durées, des distances et des inventaires. Or si ses effets sont nombreux, négatifs et bénéfiques, son étude « ne peut donc [pas] se réduire à celle de l'impact » (Boyer, 2002). C'est ainsi que Demen-Meyer (2005) propose de l'étudier comme un « méta marché » dans une « approche humaniste et économique ». D'autres, comme Mathieson et Wall (1982 dans Meyer, 2005) définissent le tourisme comme « un déplacement temporaire hors du lieu de résidence ». Son étude consisterait alors, comme le proposent Macintosh & Goeldner (1986, dans (Meyer, 2005), en une analyse de « la somme des phénomènes et leurs relations qui apparaissent dans l'interaction entre touristes, prestataires, autorités et habitants, dans l'action d'attirer et héberger les touristes et autres visiteurs ». C'est en ce sens que l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT - CSNU, 2000), déclare que le tourisme représente « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisir, pour affaires et autres motifs ». Une définition très large qui rend compte de la complexité du phénomène économique et social que représente le tourisme, dont le tourisme de nature est une variante. Pour caractériser le tourisme de nature, nous retiendrons la définition de Kuenzi &

McNeely (2008) qui le place dans les formes alternatives (Pearce, 1992) au tourisme de masse : « un tourisme basé sur la découverte de la nature et qui implique des excursions vers des parcs nationaux ou des espaces de *wilderness* ». Une définition insatisfaisante, car il y aurait autant de tourisme de nature que de touristes en milieu naturel (Weaver, Faulkner, & Lawton, 1999). Il en ressort que le phénomène socio-spatial qu'englobe le champ d'observation du tourisme est très hétéroclite et nous focaliserons notre propos et étude sur les pratiques touristiques des confins de nature et leur incidence sur les sociétés dans leur diversité, du fait des formes d'occupation et d'appropriation physique et symbolique de ces espaces (Sacareau, 2003). Nous mobiliserons, entre autres, les travaux de Mao (2003) sur les lieux de pratiques des sports de nature, d'Hall (2005) sur les mobilités spatiales et temporelles du tourisme de nature vers des destinations périphériques ou de Knafou & al. (1997) qui distinguent « l'inscription spatiale du tourisme et des loisirs à partir de l'espace-temps de référence : le lieu de vie, le lieu de l'habiter quotidien ». Le « tourisme basé sur la nature » se distingue ainsi du « tourisme d'observation de la nature » et du « tourisme d'interaction avec la faune sauvage » (Reynolds & Braithwaite, 1999). Or, toutes ces pratiques se fondent sur différentes représentations sociales de la nature (Vachée, 2001) que nous devons préciser.

In fine cet ouvrage a pour ambition d'apporter à la compréhension des dynamiques territoriales des confins touristiques de nature. L'enjeu étant de « réfléchir à l'avenir des lieux touristiques ou de ceux dont cela peut être le devenir » (Knafou & al., 1997). Cet objet socio-spatial, territoire sujet à des représentations sociales spécifiques, requiert une approche innovante pour en saisir ses dynamiques, autre que celle offerte par les outils d'analyse de systèmes productifs. Nous démontrerons qu'une lecture de la mise en tourisme des confins de nature par les formes de développement touristique révèle de manière pertinente les confrontations, compromis et associations entre les collectifs d'acteurs. L'ensemble de la démarche vise à améliorer la compréhension des systèmes de marges et de nature afin d'orienter les politiques publiques dans leurs stratégies de développement et aménagement territorial.

Note de lecture : Notre ouvrage s'intéresse aux confins de nature, qui, « par opposition à la frontière, (...) se présentent comme une surface co-appartenante aux deux espaces en interface » (Lévy & Lussautl, 2003). Ils sont le plus souvent définis comme étant « ce qui est aux limites du territoire » (Brunet, Ferras & Théry, 1993). Nous approfondirons cette analyse dans la première partie du livre, mais nous utiliserons ce concept au pluriel, « les confins », mais aussi au singulier, « un confin », lorsqu'un espace géographique spécifique est perçu comme tel. Ailleurs, cette notion, parfois traduite par *periphery* ou *borderland* en anglais et *grenzbereich* en allemand,

s'emploie de fait au pluriel comme au singulier. C'est ainsi qu'aux confins de la Patagonie se trouve la région d'Aysén, un confin touristique de nature emblématique.

Choix du terrain

Le choix du terrain pour la recherche a été la Patagonie chilienne et plus spécifiquement la région d'Aysén au Chili. En effet, par l'intermédiaire du Centro de Investigación en Ecosistemas de la Patagonia (CIEP), le gouvernement régional d'Aysén du Chili et le fonds de recherche CONICYT financent depuis dix ans des chercheurs dans de nombreux domaines des sciences de la nature et du social afin qu'ils analysent les systèmes en place et les modalités de développement de son territoire austral. Outre les études en lien avec le développement de l'hydroélectricité, de l'industrie du saumon, de la pêche ou du bois, celles sur le tourisme sont apparues. Les opportunités socio-économiques qui lui sont associées sont de première importance pour cette région isolée, peu peuplée et bénéficiant de nombreux espaces naturels. Grâce à son attractivité paysagère et aux nombreuses campagnes de promotion, une relative augmentation du tourisme a lieu depuis 2005. Cependant, dès 2010, des signes de tensions sur le territoire montrent que malgré les faibles flux de visiteurs chiliens et étrangers les problèmes sont réels. On observe des impacts environnementaux, des services touristiques de mauvaise qualité et des inégalités dans la répartition des bénéfices du tourisme. Des conflits d'usage autour des espaces les plus prisés, notamment autour de l'octroi de concessions touristiques dans les parcs, ont vu le jour. Un double questionnement, sur la stratégie à mettre en œuvre pour augmenter le tourisme et assurer sa qualité et sur les retombées économiques locales, a amené le gouvernement régional à solliciter l'aide du centre de recherche CIEP. Celui-ci a proposé de mettre en place une étude compréhensive des enjeux et des dynamiques territoriales afin d'orienter la politique du développement touristique régional. Dans le cadre d'un accord de collaboration initié en 2010, l'Université Grenoble Alpes et le laboratoire PACTE ont appuyé ce projet de recherche.

Méthode de recherche

L'objet de recherche, un espace touristique émergent, des acteurs et dynamiques territoriales à analyser, a orienté la méthode de recherche ; mixte empirique et théorique et induisant une procédure d'acquisition d'un corpus de données par étapes. Ayant « un donné et non un corpus, autrement dit des données issues d'une contingence autre » (Sarrazy, 2012), une stratégie d'enquête de type qualitative et fondée sur les discours des acteurs a été retenue. Selon la démarche théorique proposée par Abric (2003 dans Salès-

Wuillemin, 2006), la phase exploratoire réalisée en 2014, a conduit à choisir une stratégie de type qualitative, et non quantitative (Claval, 1972), pour mener la seconde phase en 2015. Enfin, une troisième phase a été nécessaire, entre 2016 et 2017 dans l'idée d'approfondir les observations et obtenir des réponses à des questions plus spécifiques. La systématisation des entretiens des travaux de terrains a été finalisée en 2017.

Le choix du cadre conceptuel, avec une place centrale accordée aux acteurs et à leurs représentations, a conduit à mettre en œuvre une stratégie permettant de révéler les valeurs et principes caractérisant leurs relations au territoire. Une approche compréhensive, qui considère « les faits humains ou sociaux [comme] des faits porteurs de significations véhiculées par les acteurs » (Paillé & Mucchielli, 2008), a orienté l'enquête de terrain vers la recherche des représentations, des pratiques et des discours. L'approche qualitative, orientée vers la compréhension des processus, plus que les mesures quantitatives et statistiques, a été privilégiée, cependant des éléments quantitatifs ont été mobilisés pour étayer la validité de certaines analyses. Les matériaux collectés sont des sources directes, tels que les discours issus d'entretiens, mais ils sont contrastés par l'analyse de sources indirectes, tels que des rapports et des produits externes au cadre de la recherche. Les discours institutionnels et promotionnels des entités publiques ou organisations privées et de la société civile ont permis de préciser des positionnements et de contraster des discours spontanés pour saisir la complexité des positionnements et représentations individuelles.

Les enquêtes cherchent à affiner les connaissances concernant les dynamiques du territoire. Les sentiments, impressions et avis ainsi obtenus permettent une « mise en perspective qui révèle la pensée, l'opinion et le vécu » (Amalric, 2005). Ces données subjectives nous intéressent, car elles nous permettent de cerner les processus d'action, de création et recomposition du territoire lors de sa mise en tourisme. Nous avons choisi l'entretien de type semi-directif parce qu'il laisse une large place à la libre expression de l'acteur enquêté. Il permet de recueillir des discours non contraints par un questionnaire fermé et un véritable dialogue avec les acteurs du territoire, en travaillant autour de thématiques préalablement établies. La trame de discussion a permis de collecter des données clefs nécessaires pour répondre à la problématique de recherche formulée en amont. Cette modalité a favorisé la consolidation de notre théorie à partir des entretiens, au lieu de construire des enquêtes et les questionnaires à partir d'un modèle théorique préexistant (Beaud & Weber, 2008). Le format des entretiens s'inscrit dans une posture compréhensive, car « les hommes ne sont pas de simples agents porteurs de structures, mais des producteurs actifs du social, donc des dépositaires d'un savoir important qu'il s'agit de saisir de l'intérieur » (Kaufmann, 2008). Malgré des critiques sur les limites des méthodes qualitatives, celles-ci sont un outil précieux pour cerner les représentations des acteurs impliqués dans l'objet d'études de cas. Elles

permettent de formuler et de vérifier des hypothèses par le biais d'observations empiriques, pouvant ensuite expliquer et approfondir des théories existantes. L'objectif étant de cerner la perception des acteurs du tourisme des confins touristiques de nature et d'identifier les facteurs favorisant l'association des formes de développement, la méthodologie qualitative a facilité une approche globale de notre problématique. Elle a permis de mieux appréhender le sens des actes, ce que n'aurait pu faire une quantification d'informations, pouvant ne pas traduire la complexité du réel.

Les acteurs rencontrés

Des entretiens préparatoires avec des gestionnaires de projets de développement ont permis d'établir l'univers de personnes à enquêter. Partant du fait que l'on « ne peut espérer prendre un point de vue totalisateur et que l'on peut seulement tenter de totaliser différents points de vue » (Beaud & Weber, 2008), des profils d'acteurs variés du tourisme local ont été identifiés durant la phase exploratoire. Par la suite, lors des phases d'entretiens approfondis, il s'est agi de respecter la diversité des points de vue, sans viser l'obtention d'un échantillon statistiquement représentatif, ce qui était cohérent avec notre objectif de compréhension des processus et non de leur quantification. En ce sens, la définition d'un agent de développement touristique a été volontairement large. Des acteurs formalisés ou non, endogènes ou exogènes, installés de longue date ou nouveaux venus, importants ou discrets, d'un point de vue économique ou social dans leur apparition publique (presse locale et rapports), ont été considérés. La sélection d'acteurs du tourisme régional se base sur des informations fournies par le centre de recherche CIEP. Le choix retenu respecte la diversité des profils et des logiques d'action, territorialité et modes de participation aux projets de développement proposés par l'État. Les acteurs du tourisme les plus passifs et peu désireux de participer aux actions collectives (acteurs du monde rural, petits commerçants et prestataires de services spécifiques), sont donc ici certainement sous représentés. La phase I, exploratoire, a conduit à réaliser de nouvelles enquêtes afin d'assurer une meilleure représentativité de l'univers des acteurs du développement touristique des confins de nature. Des institutions, scientifiques ou non, publiques et privées et à but commercial ou non, participant directement ou indirectement du développement touristique ont ainsi été prises en compte. Il est important de signaler que de nombreux acteurs ont une double casquette d'organisateur, d'utilisateur ou de gestionnaire de l'offre touristique ; un acteur peut être un prestataire de services, un consultant ou un employé au sein d'institutions publiques. Il peut avoir une incidence sur l'activité touristique, mais être à la fois un directeur d'une association culturelle, sportive ou de protection de l'environnement. Chaque acteur agit à titre individuel, mais aussi, souvent, au nom d'une institution et selon des stratégies différenciées et des parcours complexes. Les stratégies des acteurs ne sont en effet pas exclusivement déterminées par leur appartenance

à une institution, car ils endossent différents rôles, selon les contextes dans lesquels ils sont amenés à intervenir (Gumuchian & al., 2003).

Les entretiens concernent 85 acteurs répartis sur l'ensemble du territoire. Il s'agit de 47 entrepreneurs touristiques (23 entrepreneurs récemment installés sur le territoire, 18 micro-entrepreneurs locaux et 6 grandes entreprises nationales opérant sur le territoire), 13 acteurs du secteur public (communes, gouvernement régional, agents de l'État participants à l'aménagement, gestion ou positionnement du tourisme), 10 acteurs d'organisations du développement local et de la conservation (société civile, église, culture ou protection de la faune et de la flore), 5 groupes de visiteurs (familles, voyageurs nationaux ou internationaux, sportifs et récréatifs de passage dans la région) et 10 acteurs proximaux (artisans pêcheurs, guides locaux ou paysans impliqués dans le tourisme). La catégorisation des acteurs sera mobilisée dans notre analyse des dynamiques territoriales (partie II) selon sept catégories : 1. Acteurs politiques, législatifs et collectivités territoriales, 2. Acteurs proximaux et traditionalistes, 3. Entrepreneurs, alternatifs, locaux ou nationaux opérant sur le territoire, 4. Grandes entreprises, de type industriel et technologique, 5. Membres d'organisations écologistes et de la conservation, 6. Acteurs du développement local alternatif et 7. Visiteurs et consommateurs d'activités récréatives. À titre d'exemple, au sein des acteurs identifiés comme des entrepreneurs, on retrouve une grande diversité de motivations et de valeurs qui sous-tendent leur action (Bouhaouala, 2007). Un entrepreneur national ou étranger venu s'installer dans la région, pour réinventer sa vie et vivre dans un territoire isolé, agit selon des motivations très spécifiques et différentes d'une entreprise s'installant dans un territoire d'opportunités économique ou d'un colon, installé depuis deux ou trois générations, formalisant l'existence d'une micro-entreprise familiale.

La répartition géographique des entretiens réalisés selon des recommandations qui émanent d'organismes régionaux, tels que le CIEP, SERNATUR, la CORFO, les Chambres de Commerce ou des dirigeants locaux. Le choix reflète, en définitive, bien la réalité touristique : 14 localités ont été visitées parmi neuf des dix communes qui constituent la région d'Aysén (seule la commune de Lago Verde n'a pas été visitée). Du nord au sud, 1000 km environ séparent les villages visités. Ces derniers sont : Raúl Marín Balmaceda (8 enquêtes), La Junta (6), Puyuhuapi (11), Puerto Cisnes (5), Puerto Gaviota (1), Puerto Aguirre (1), Puerto Aysén (3), Puerto Chacabuco (1), Coyhaique (26), Puerto Tranquilo (6), Puerto Guadal (5), Puerto Bertrand (2), Cochrane (3), Tortel (6) et Villa O'Higgins (1).

Au total 130 entretiens ont été réalisés, car certains ont été doublés (23 cas) ou triplés (10 cas) lors des trois phases de terrain. Il s'agissait d'approfondir les échanges auprès des acteurs ayant une incidence prépondérante ou en débat, afin de bien cerner les logiques d'actions et les formes de

développement présentes sur le territoire. Dans certains entretiens deux interlocuteurs, dirigeants d'une organisation, institution ou entreprise, couple au sein d'une entreprise familiale ou un groupe de touristes, sont intervenus conjointement. Dans la plupart des cas un seul entretien a été comptabilisé, sauf lorsque les deux acteurs avaient une divergence d'approche significative. Lors de la phase d'approfondissement et de contrôle, entre 2016 et 2017, des entrevues complémentaires ont été réalisées afin d'inclure un nombre supplémentaire d'acteurs ayant organisé ou participé d'activités de tourisme scientifique (ateliers, projets pilotes ou création de circuits). Des visiteurs ont aussi été enquêtés pour cerner le niveau de participation à l'offre de tourisme scientifique à la fin du projet mené par le CIEP, entre 2013 et 2016.

La formulation du projet de recherche a été basée sur des observations et des entrevues exploratoires de terrains réalisées en 2014. Des enquêtes semi-directives de type qualitatif visaient à comprendre les dynamiques socio-spatiales qui pouvaient structurer la mise en tourisme spécifique du territoire. En 2015, il est apparu nécessaire de comprendre la nature et l'origine de conflits et d'associations identifiés lors des phases précédentes, les valeurs et principes qui sous-tendent les dynamiques territoriales et le positionnement des acteurs au regard d'un projet de développement régional spécifique, celui du tourisme scientifique. Les dates auxquelles ces entretiens ont été réalisés marquent les limites temporelles de notre analyse de l'état du système touristique. Trois périodes d'enquêtes distinctes existent : 1) Une phase exploratoire des dynamiques territoriales lors de la mise en tourisme d'un confin de nature en 2014 ; 2) Une phase approfondie autour de l'identification des formes de développement en 2015 ; Une phase approfondie d'étude du positionnement des acteurs sur les projets du territoire et du tourisme scientifique en 2016 et 2017.

La réalisation du travail de recherche sur un terrain éloigné et vaste (les villes les plus éloignées étant bien souvent distante de 300 km, vers le nord et vers le sud, de la capitale de la région d'Aysén) a été complexe et coûteuse. Les déplacements depuis Coyhaique vers la localité la plus au nord (Raúl Marin Balmaceda) demandent 8h de route et 15h vers la localité de l'extrême sud (Villa O'Higgins). Les terrains ont été financés par le CIEP, projet Conicyt R10C1003 & R17A10002, le Centre CERMOSEM, UMR PACTE de l'Université de Grenoble Alpes, le projet de coopération ECOS SUD C15H01 (CIEP – UGA) et le projet CIEP-BID-FOMIN ATN ME 13635. Une dernière série d'entretiens complémentaires a été réalisée sur fonds propre en 2017 et 2018.

Les entretiens ont fait l'objet de plusieurs lectures et ont été confrontés aux discours identifiés dans la presse ou entendus au cours d'ateliers et de réunions de travail groupales, en particulier lors des rencontres du tourisme scientifique d'août 2015, de l'atelier de clôture du projet de mars 2016 et des rencontres

des programmes de la CORFO PER Turismo et de SERNATUR (lors du *Global Sustainable Tourism Council* de septembre 2017) ou de celles du Tourisme Rural de INDAP (octobre 2017). Pour compléter le corpus de données discursives de nombreux éléments ont été mobilisés : 1) éléments issus de la littérature grise ; documents officiels (services décentralisés de l'État ou des communes) ; 2) données statistiques et géo-référencées (bases de données des services de l'État ou et associés) ; 3) données bibliographiques et historiques ; 4) discours lors de représentations officielles ou issues de la presse, de réunions ou d'ateliers des projets de développement touristique. La confrontation des différents types de données a permis d'appréhender la complexité inhérente des représentations qui sous-tend l'organisation territoriale.

Plusieurs types de documents ont été mobilisés : 1) documents d'aménagement touristique, de planification territoriale, de développement de la filière touristique : Plan stratégique de développement rural (INDAP, 2008), Charte du territoire du projet de P.N.R A.C.C.A. de la Patagonie (CONAMA, 2001 ; Gobierno Regional de Aysén, 2005a ; Gobierno Regional de Aysén, 2000), Politique régionale du développement touristique (Gobierno Regional de Aysén, 2009), Stratégie pour renforcer le tourisme de croisière (SERNATUR, 2013a) ; 2) documents concernant la gestion des aires protégées : Plans de gestion (CONAF, 2016), Plans d'usage touristique (CONAF & CIEP, 2017 ; Gale, Adiego, & Ednie, 2018), Charte de la réserve de la Biosphère (CONAF - Universidad Católica, 2017 ; Moreira-Muñoz, García, & Sagredo, 2014) ; 3) rapports d'études et diagnostics d'opportunités de développement économique et productifs communaux, 3) études d'impacts environnementaux des projets de barrage hydroélectriques de la région d'Aysén (Jaramillo & al., 2008 ; HidroAysén, 2008 ; EnergíaAustral, 2007) ; 4) documents promotionnels et publicitaires en lien avec le tourisme ; 5) bases de données statistiques géo-référencées : CIEP, SERPLAC (service de planification et coordination régionale); DIPLADE (division de planification et de développement) du Gobierno Regional de Aysén et CONAF (service des forêts et des aires protégées) du ministère de l'Agriculture.

Pour notre analyse, nous avons également mobilisé des données de natures quantitatives afin de donner certains éléments d'échelle et apprécier le contexte territorial et son importance dans l'analyse des formes de développement : 1) données des recensements de la population (INE, 2012, 2014, 2017) de l'activité économique (INE, 2012) et touristique (INE, 2009), des annuaires annuels et synthèses de l'observatoire touristique (SERNATUR, 2016 ; SERNATUR Aysén, 2017 ; SEREMI-Economía-Aysén, 2014 ; SERNATUR, 2013d) et des plans d'investissements régionaux des services décentralisés de l'État et du gouvernement régional ; 2) données géo-référencées en lien avec le Plan d'aménagement du territoire (SERPLAC, 2005), des bases de données du gouvernement régional d'Aysén (Gobierno

Regional de Aysén, 2009) et des bases de données du tourisme scientifique (CIEP, 2016 ; CIEP & SISTME, 2016).

L'étude des dynamiques des confins touristiques de nature nécessite une compréhension fine des représentations sociales des acteurs. Il a ainsi été nécessaire une mise en perspective de l'ensemble de matériaux discursifs, bibliographiques et statistiques et la construction d'une matrice de lecture permettant de les caractériser. L'outil des formes de développement touristique, fondé sur la reconnaissance d'acteurs, de logiques d'actions et de principes supérieurs communs, est ainsi proposé comme mieux à même de décrire les enjeux, les dynamiques socio-spatiales et les effets induits par les projets publics et privés sur un territoire.

PARTIE I. LES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE, ESPACE, REPRÉSENTATIONS ET PRATIQUES

La piste australe dans le parc Patagonia, Région d'Aysén au Chili 2009



(Bourlon, 2009)

« La contingence du chercheur s'élabore grâce aux concepts qui délimitent tout à la fois les espaces et les moyens d'observations, et qui conduisent à construire les catégories par lesquelles le "réel" sera saisi. » (Sarrazy, 2012)

Un nouveau regard sur les espaces de nature en développement touristique est nécessaire. Ces lieux, que nous proposons d'appeler des confins touristiques de nature, ont des dynamiques de développement territoriales qui apparaissent comme spécifiques. Ces espaces semblent pouvoir être définis comme étant des territoires éloignés des zones urbaines, des centres du pouvoir économique et politique, ayant des modes de vie traditionnels et de fortes aménités esthétiques et symboliques. Au regard des flux touristiques, concentrés à 80 % dans les pays urbanisés et proches des grandes métropoles (Peeters & Landré, 2012), le développement touristique y est contraint ou réduit. Cependant, ces espaces de nature sont idéalisés et répondent aux représentations et pratiques récréatives et touristiques actuelles, encore majoritairement européennes et nord-américaines.

Afin de situer notre frontière, entre « savoir et non savoir » (Dumez, 2011), et cadrer notre champ d'investigation, un état de la connaissance des lieux, des catégorisations, des modes de reconnaissance et des pratiques touristiques dans les confins de nature est nécessaire. Une première revue de littérature montre l'abondance et la diversité bibliographique du sujet du tourisme dans les confins de nature. Il apparaît que de nombreux concepts et regards se croisent. Les périphéries touristiques de nature (Hall & Boyd, 2005) les arrière-pays, le tourisme dans les frontières (Krakover & Gradus, 2002), les marges touristiques (Bourdeau 2011 dans (Christin, 2011) et les lieux non touristiques (Michel, 2015a) semblent s'opposer aux « hauts lieux » (Debarbieux, 1995b) lieux de la mondialisation (Retailé, 2014) « hyper-lieux » (Lussault, 2017) et autres « non-lieux » (Augé, 1992). Au premier abord, les confins touristiques de nature seraient une construction socio-spatiale géohistorique européenne du monde (Grataloup, 2007). Des isolats physiques et sociaux, des espaces périphériques au regard de pôles urbanisés mondialisés (Retailé, 2014) et des « alter-lieux » (Lussault, 2017), au sens d'espaces de résistance à une uniformisation anthropocentrée des espaces, de la planète. Le caractère naturel des confins, qui peut apparaître aussi comme une évidence (la frontière naturelle), est l'enjeu de nouveaux débats de sociétés (Amilhat Szary & Fourny, 2006 ; Fourny, 2005) et de représentations et usages touristiques (Brown & Hall, 2000 ; Bushell & Eagles, 2007 ; Hall & Boyd, 2005 ; Guyot & Richard, 2009). Dans un contexte de massification et globalisation du phénomène touristique, le sujet est pertinent, car les confins de nature sont des espaces à forte valeur symbolique, historique, culturelle ou écologique. Aussi l'accélération des mobilités, avec la hausse des flux migratoires globaux, semble remettre en cause leurs existences ou spécificités.

Chaque espace touristique est constitué d'attraits uniques, soumis à des flux et des pratiques propres. Afin de cerner les enjeux et dynamiques à l'œuvre dans ces espaces, il est fondamental de clarifier les notions de confins, confins de nature et confins touristiques de nature. L'analyse croisée des trois notions, les confins, en tant que réalité spatiale, la nature, en tant qu'objet de représentations, et le tourisme, en tant que pratique sociale, permettra de poser les bases de notre recherche. Les indicateurs, spécifiant des caractéristiques géophysiques, productives (les structures et infrastructures) et sociales (enjeux de pouvoir et les imaginaires sociaux), contrastés par l'analyse des discours et des représentations cartographiques permettront de saisir les processus affectant ces espaces de nature soumis au fait touristique. Nous proposerons, finalement, une grille d'analyse conceptuelle des confins touristiques de nature comme cadre de recherche sur les formes de développement qu'on y observe.

Le cas de la Patagonie et de la région d'Aysén en particulier, sera mobilisé en tant que confins touristiques de nature emblématique afin d'aider à la compréhension des dynamiques territoriales. Notre regard géographique sera macro : le contexte mondial, méso : la Patagonie et la région d'Aysén au Chili, et micro : les lieux, sites et localités emblématiques des pratiques touristiques.

I.1. Les confins, espace géographique polarisé

« Dans l'évidence de la réalité concrète, un lieu, c'est là où il y a quelque chose. Rien de plus banal que cet *il y a* [...], mais il n'est pas clair pour autant. Qu'est-ce donc que cet "y", où il y a la réalité ? » (Berque, 2010)

Les interstices spatiaux sont peu représentés dans les analyses géographiques. Or, pour approcher les dynamiques touristiques qui s'y déroulent, nous devons identifier et caractériser l'espace en question, le distinguer des autres. Quel est son statut ? S'agit-il d'un espace autonome ou est-il rattaché à d'autres par des liens ou des dépendances physiques et culturelles (Claval, 1972) ? S'agit-il d'un espace réseau (spatial), avec des « centres », des nœuds et des portes d'entrée (*gateways*), ou bien un territoire, abordable par le biais d'une analyse régional (Di Méo, 1994 ; Lévy, 1993) ? Questionner l'existence de cette entité spatiale, selon ses fonctions économiques et démographiques et ses enjeux sociaux, locaux et globaux, doit nous permettre de comprendre le système des confins touristiques de nature.

1.1. Fondements pour une approche des confins géographiques : périphérie, centralité, frontières et marges.

Dans son épistémologie de la géographie, Paul Claval (2001) fait le constat que « les hommes ont toujours eu besoin de connaître et de comprendre le monde qui les entourait : ils devaient s’orienter, baptiser les terrains parcourus, mettre en valeur des milieux ». Nommer les choses pour qu’elles existent. Mais comme le rappelle Claval (2011) dans sa critique « des normes sous-jacentes aux termes et aux catégories utilisés », les noms ont un poids que nous devons appréhender dans nos analyses. Qu’en est-il de la notion de confins dans différents pays, langues et cultures ? Quelles sont les valeurs ou normes sous-jacentes dans l’utilisation de ce terme ou ces équivalents ? Un lieu et un territoire sont construits en cohérence avec les actions d’acteurs, définissant un espace réel, absolu ou un espace fonctionnel. Un lieu peut être un espace ordinaire ou mythique et objet de fascination ou de rejet : un « espace vécu » (Frémont, 1999).

« La Genèse évoque *aphsey erets*, les confins de la Terre, avec un mot qui rappelle le mythe d’Apsou, celui des eaux primordiales du temps du chaos » (Brunet, Ferras & Théry, 1993). Les confins sont ainsi « des lieux de chocs et de conflits avec une connotation de précarité et d’éloignement » (*op. cit.*). Habituellement défini comme les « parties d’un territoire situé à son extrémité, à sa frontière » (dictionnaire Petit Robert). Son équivalent anglais serait *periphery*, et son adjectif *peripherality*, soit « *the outermost boundary of any area* » (Collins Concise dictionary). Pour Brunet, Ferras et Théry (1993), les confins sont « aux limites du territoire ». Les confins sont ainsi en périphérie d’un espace donné et spatialement diffus. La Sibérie, le North Cap, à l’extrême nord de la Norvège, la Laponie en Suède, la côte ouest du Pays de Galles ou le Queyras dans les Alpes de Haute Provence, sont tous des confins relatifs. Pour Jacques Lévy et Michel Lussault (2003), la frontière est une « ligne de contact et membrane d’échange » qui engendre des zones floues qui existent « dans une situation à faible consistance institutionnelle ». Mais les confins seraient, surtout « sociologiquement un espace de coexistence », un lieu d’interpénétration entre deux espaces concernés. Or « l’analyse de deux espaces séparés par des confins ne peut se faire selon une approche classiquement topologique » (Lévy & Lussault, 2003) du fait de sa spécificité, floue et imprécise, et sa nature mouvante.

Confins est un mot dérivé du latin *finis*, « ce qui touche à » (Guichonnet, 1988). On retrouve les mots *confines*, en espagnol, *confins*, en portugais et *il confine*, en italien. Il s’agit de la partie terminale d’une contrée proche de la frontière. L’usage de « confins » est plus récent (à partir du XV^e siècle) que celui de frontière, en usage dès le XIII^e siècle selon Guichonnet (*op. cit.*). Au masculin « frontier » signifie « qui fait face » ou « qui est voisin de ». *Finis* est d’un usage courant dans la période coloniale, *finis terrae* signifie les terres de l’au-

delà et on le retrouve sur les premières cartes de l'Amérique du Sud. Le mot confins, inexistant dans les langues anglo-saxonnes, est traduit usuellement par *border*, *margen*, *boundary*, *limit*, *frontier*, ou, plus récemment, par *borderland*, une terre en limite d'un espace, selon les contextes. Au sens nord-américain, *borderland* évoque une « frange pionnière » ou « un front mobile de défrichement ou d'occupation humaine qui avance » (Guyot & Richard, 2009). Mais « confins », « limites » et « frontière » ne sont pas des synonymes. La frontière est un concept « fondamental dans l'histoire des pays neufs (États Unis, Canada, Brésil, Mandchourie) [...], mais [il est] peu familier dans l'Europe occidentale » (Guichonet, 1988). L'anglais « exprime nettement la dualité distinguant la région-frontière, the *frontier*, de la ligne frontière, the *border* ou the *boundary* ».

Un confin est un espace à la marge d'un autre. Il est de ce fait, un espace d'importance moindre, en dépendance d'un autre dont la reconnaissance sociale est plus forte. Être un confin ou une périphérie « c'est être marginalisé, sans pouvoir ni influence et, de ce fait, a des implications sociales, politiques et économiques » (Brown & Hall, 2000). C'est ainsi que l'Union européenne reconnaît des « Régions Ultra-Périphériques (RUP) » telles que La Réunion, Mayotte, La Guyane, La Guadeloupe et Saint Martin pour la France, Madère et les Canaries pour l'Espagne et les Açores pour le Portugal. La Polynésie française, Saint Pierre et Miquelon et la Nouvelle-Calédonie n'en font pas partie du fait de leur plus grande autonomie politique et administrative. Le programme d'aide européen se justifie par la distance aux métropoles, les faiblesses en matière d'infrastructures et les logiques de développement local et culturel spécifiques.

La notion de confins renvoie aux notions de centralité, de périphérie, de marges et d'arrière-pays. Dans leur introduction du livre *Tourism in Peripheral Areas* (Brown & Hall, 2000), les auteurs rappellent que cette idée d'une division du monde entre centre et périphérie (*core and periphery*) vient de la théorie de la dépendance (*Dependence Theory*) issue des études sur les enjeux du développement (Franck, 1967 ; Wallerstein, 1974 dans Brown & Hall, 2000). Pour comprendre les dynamiques des confins, il convient de rappeler les fondements des concepts de centralité et de périphérie en géographie.

1.1.1. Les confins au regard du couple centralité – périphérie

Les périphéries et marges, en tant qu'objets spatiaux, sont intimement liées. D'un côté la « périphérie, comme complément du centre et condition de l'exercice de la polarisation » et de l'autre la « marge, qui permet de limiter et de “finir” un territoire là où les influences du cœur s'effacent ou en rencontrent d'autres » (Giraut, 1997). Brunet, Ferra & Théry (1993) voient en l'idée de

périphérie la « partie externe d'un espace, ou partie considérée comme étant sous la domination du centre. Du grec : qui porte autour ». La périphérie étant exploitée et fournissant des ressources et de la main-d'œuvre au centre.

Lévy & Lussault (2003) confirment que la marginalité est « une relation inégale entre les lieux », avec ceux qui bénéficient et ceux qui subissent. C'est le fondement des inégalités de développement, une relation de domination au sein des sociétés, défendu par les théories des classes. Il s'agit là d'un regard politique et social où les rapports de forces ont une incidence spatiale (Reynaud, 1981). Un centre est ainsi constitué par une population, une richesse, des connaissances et une capacité de contrôle de l'information. Il en résulte une plus grande capacité d'innovation, de moyens d'actions et de pouvoir de décision. Une périphérie présenterait une absence d'autonomie en matière décisionnelle du fait de son manque de moyens d'actions et d'innovation. Cette idée de dominant et dominé s'oppose à celle de l'évolutionnisme de Walter Rostow (1960 dans Lévy & Lussault, 2003 ; Olivier de Sardan, 2010) et sa théorie du développement et des conditions de la croissance, qui a marqué l'idéologie capitaliste des années 1960. Il apparaît que l'un n'existe pas sans l'autre et que de multiples situations existent.

Pour Jacques Lévy et Michel Lussault (2003), il y a des périphéries « extrêmes », des angles morts, délaissés (au Sahel, dans les Andes ou l'Himalaya) et des « isolats », des territoires comptant sur leurs propres forces pour exister (la Corée du Nord par exemple).

Dans les dynamiques de développement des périphéries, Lévy & Lussault décrivent deux situations : 1) La « rétroaction négative » où l'effet affaiblit la cause, car un lieu exploité se développe, s'intègre et peut acquérir un plein exercice du pouvoir ; 2) L'utilisation comme ressource de ce qui est une faiblesse, avec un « processus de rattrapage ». Il en résulte quatre problématiques du couple périphérie - centre : 1) celle de l'espace dominant versus l'espace dominé ; 2) celle, spatiale, des distances physiques et euclidiennes ; 3) celle de l'échelle ; 4) celle de la centralité. En effet : qui domine ? L'individu, un collectif ou un phénomène politique ? Est-il évident que plus on est loin et plus la périphéricité est marquée ? Clairement non et il s'agit donc de ne pas se référer à une approche spatiale trop primaire. Est-ce applicable à toutes les échelles, de manière fractale ? Probablement pas, car le point géométrique central n'est pas forcément un centre géographique effectif.

Faire appel à l'idée de centralité semble pertinente par rapport à une transaction, au sein d'un marché monétaire ou non (échanges d'argent, de culture, d'information, de langages et de valeurs). Dans ce cas, on regarde alors les interactions fluides et les liens faibles communautaires et sociétaux limités. Mais la centralité n'est pas géopolitique selon Lévy & Lussault (2003). L'analyse par le prisme de la centralité et de la périphéricité est pertinente dans le cadre des réseaux, mais ne le serait pas pour des territoires

ou des pays. Ainsi dans un système touristique, où la demande crée des réseaux d'échanges entre aires culturelles, l'analyse doit être accompagnée par d'autres modèles de relations entre les espaces, politiques et économiques. « La centralité ne serait pas seulement une qualité des lieux, mais aussi, et peut-être surtout une qualité des populations qui y vivent. Le touriste, individu fondamentalement urbain et habitant du « centre, resterait, dans son déplacement touristique, porteur de la centralité » (Knafou & al., 1997).

Centralité, périphérie et urbanisation du monde

Dans de nombreuses publications au *Bulletin Économique de l'Amérique Latine*, Raúl Prebisch (1962) analyse les enjeux économiques mondiaux et problèmes du sous-développement qu'il associe au problème centre-périphérie. Il affirme ainsi que « l'Amérique Latine, périphérie du système économique mondial, produits des matières premières et produits alimentaires pour les grands centres industriels cependant que les effets positifs du progrès restent à l'intérieur de ces centres » (Raul Prebisch, 1950 dans Hurriot & Perreux, 1995). Le centre aurait une position de domination par l'innovation sur les périphéries. L'« économie-monde est un emboîtement, une juxtaposition de zones liées ensemble, mais à des niveaux différents (...). [Seules] trois aires, trois catégories au moins se dessinent : un centre étroit, des régions secondes assez développées [et] d'énormes marges extérieures » (Braudel, 1979 dans Hurriot & Perreux, 1995). Cette vision du monde est celle sur laquelle Immanuel Wallerstein (1974) a construit son ouvrage *The modern World-system*.

Ces centres, qu'Olivier Dollfus nomme des Archipels Mégapolitains Mondiaux (AMM), seraient un « espace fermé par un ensemble de nœuds du réseau urbain de niveau mondial occupant une position centrale dans les produits d'excellence, d'innovation et de complexité à l'échelle planétaire » (Dollfus, 1990 ; Lévy & Lussault, 2003). Chiffres à l'appui, il démontre que six « îles » concentrent les flux aériens, 90 % des opérations financières et 80 % de connaissances scientifiques, comme de véritables « monstres polycentriques » (Brunet & Dollfus, 1990). Il apparaît ainsi que ce sont les sociétés urbaines qui imposent une vision et des conceptions du monde, centrées sur l'individu. Une « hyper-spatialisation » (Ascher, 2001) s'impose et « permet à un individu de concilier le vivre séparé des autres et/ou choses qui importent et la néo-proximité du réseau communicationnel d'affinités » (Lussault, 2012). Le monde est devenu « hyper connecté », mais avec des individus repliés sur eux-mêmes où la société est marquée par la fascination du *selfie*, de Facebook, de Twitter, d'Instagram, de WhatsApp et autres technologies égo-centrés. Ce nouveau rapport au lieu, où chacun se prend en photo devant des monuments classiques (Lussault, 2017), montre un nouvel « être au monde » et une nouvelle « médiance » (Berque, 1990) ou mondanité

(Berque, 2000). S'installe « un mouvement de décroisement des sociétés [où] l'individu s'impose et la communauté se recompose » (Lussault, 2017). Dans chaque continent se constituent de nouvelles métropoles créatrices de richesses, de pôles hiérarchiques et de lieux d'une « Société-Monde » (Mercure, 2001), internationalisée, globalisée ou mondialisée.

L'idée de la périphéricité se résume, pour Botterill & al. (2000) dans leur article *Perceptions from the periphery, the experience of Wales*, à cinq grandes thématiques : de l'économique, de l'urbanisation, de l'innovation, du politique et des aménités. Ainsi au regard des dynamiques touristiques, les périphéries sont des espaces éloignées des centres de productions et d'innovation, des marchés et des pouvoirs étatiques. Ils sont des lieux où les flux financiers et culturels, en provenance des centres du pouvoir politique, sont discrets et où les dynamiques communautaires et sociétales traditionnelles restent significatives. Avec l'agrandissement extrême des centres urbains et des régions péri-urbaines, les marges extérieures semblent se réduire géométriquement. Dans ce nouveau *modern World-system* (Wallerstein, 1974) avec un monde urbain et périurbain, où vit en 2009 « plus de 50 % de la population » (Rees, 2012) et qui « croîtrait à 75 % vers 2050 » (Lussault, 2012), les périphéries et espaces peu habités régressent.

Tableau 1. Une approche des confins géographiques par le couple centre - périphérie

Centre et périphérie ; les différences fondamentales pour Botterill & al. 2000	
Centre	Périphérie
Niveaux élevés de vitalité économique et une base diversifiée.	Faible vitalité économique et dépendance des industries traditionnelles.
De type métropolitain. Avec une démographie en hausse du fait de l'immigration et avec une population jeune.	Plus rural et éloigné, avec des paysages à forte valeur scénique. Un décroissement de la population par émigration et un vieillissement structurel.
Innovant, pionnier et avec un fort flux d'information.	Dépendant des savoirs et des technologies importés et souffrant de faibles circulations d'information.
Un espace où se concentrent les prises de décisions politiques, économiques et sociales.	Éloigné des centres de prise de décision donnant lieu à une sensation d'aliénation et de manque de pouvoir.
De bonnes infrastructures et aménités.	Faibles infrastructures et aménités.

(Botterill & al.,2000)

Marginalité et arrière-pays

Une marge géographique est, selon (Brunet, Ferra, & Théry, 1993), une « bordure, limite dotée de quelque épaisseur et considérée comme en position de subordination ». « La marge contient une idée d'espace blanc, vide, libre : écrire dans les marges ; avoir de la marge est avoir de la liberté dans l'espace ou le temps » (op. cit.). Une personne en marge est à part dans la société, elle est indépendante, hors du groupe, et de ce fait aussi en situation de précarité. Une connotation positive de la marge, en tant qu'espace de différence et de créativité, est associée à celle de l'isolement et de la précarité (Peuziat & al., 2012).

La notion d'arrière-pays renvoie à la géographie du commerce et transport maritime. Selon Georges (1970 dans Landel & al., 2017), l'arrière-pays incarne « l'espace dans lequel s'effectue la collecte et la diffusion des marchandises traitées par un port maritime ». Le terme « arrière-pays » serait donc la traduction littérale du mot allemand *Hinterland* (de *Hinter* : derrière, et de *Land* : terre, mot usité aussi en anglais). Mot à mot, l'*Hinterland* serait une terre de l'au-delà. Elle s'approche du concept d'arrière-pays ou de *backdoor* et *outdoor* des anglophones. Cependant il est sous-entendu qu'il s'agit surtout d'un au-delà de la culture. L'*Hinterland* serait ainsi synonyme de la nature. Dans leur dictionnaire, Lévy et Lussault (2003) confirment cette définition : « les notions d'*hinterland* et de *foreland* ont été étendues à toutes les situations où des relations s'établissent entre deux espaces distincts et complémentaires. Les villes assurant la coordination sont dites “*gateway*”, porte, charnière ou “*hinge*” ». Il y a ainsi un ensemble de relations d'interdépendances, caractérisées par des liens fonctionnels entre deux catégories d'objets géographiques complémentaires : le port ou la ville et leurs espaces périphériques ou arrière-pays.

Dans leur dictionnaire critique de Géographie, Brunet, Ferra et Théry (1993), caractérisent l'arrière-pays comme étant « lointain et réduit dans l'espace. À l'écart, dépeuplé, difficile d'accès, relégué » et « le complément indispensable du plat pays ou du bas pays auquel il renvoie implicitement, étant souvent en cours de reconquête postérieure par le tourisme ». Pour Hervé Gumuchian (1997) « les arrière-pays sont des espaces à limites floues ou du moins susceptibles de varier » alors que pour Landel, Mao, Rey et Robinet (2017) il serait le « dernier cercle concentrique éloigné du pôle [qui] se situerait au-delà des espaces périurbains et rurbains au sein de zones où s'opèrerait une [relative] perte d'influence du centre en termes de dynamiques productives et résidentielles ».

Les différents périmètres administratifs ne rendent pas compte de ces espaces, alors qu'ils induisent des cadres spécifiques et sont les vecteurs d'interventions locales. L'Europe aide les acteurs des espaces ruraux et montagnards à faible densité et poursuit une politique de rééquilibrage socio-

économique régional. Les débats autour des espaces périphériques, des marges et de la « notion d'arrière-pays induisent leur positionnement relatif par rapport à d'autres espaces empreints d'une échelle de valeurs » (Landel & al., 2017).

Pour Fernand Braudel (1979) « les zones arriérées ne sont pas distribuées exclusivement dans les vraies périphéries. En fait, elles criblent les régions centrales elles-mêmes de multiples tâches régionales, à la dimension modeste d'un pays ou d'un canton, d'une vallée isolée de montagne ou d'une zone peu accessible, parce que située en dehors des voies passantes. Toutes les économies avancées sont ainsi comme trouées d'innombrables puits, hors du temps du monde ». Or « l'idée de centre-périphérie repose toujours sur l'hypothèse implicite que l'espace étudié est un microcosme » (Huriot & Perreur, 1995). Aussi, si le principe qui sous-tend l'action n'est plus le marché, les centres peuvent changer. Un lieu symbolique peut devenir un nouveau centre-monde, tel que Porto Alegre pour le mouvement altermondialiste ou la Patagonie pour les mouvements conservationnistes (au sens de groupes animés par l'idée de conserver les écosystèmes et la biodiversité planétaire) en tant que lieu de nature emblématique à sauvegarder de la voracité des transnationales (Grenier P., 2003). C'est aussi le cas pour d'innombrables lieux touristiques. Ainsi, Viard fait l'hypothèse que « les usages des temps libres sont devenus [...] des organisateurs spatiaux et sociaux structurants dans notre société » (Viard, 2000).

1.1.2. La frontière comme confins ?

Pour Raffestin (1990) « l'actualité de la frontière se révèle presque toujours aux extrêmes. Ou bien la frontière est vécue comme une limite sacrée ou bien elle est regardée comme une rémanence anachronique ». Dans les langues latines le vocable dérive de *frons*, *frontis*, être sur le devant ou être en face, en espagnol, *frontera*, en portugais, *fronteira*, italien et roumain *fontiera*. En français le mot est issu de « frontier », qui est voisin de. Il provient aussi de *finis*, qui dans le latin classique signifie la limite d'un territoire ou la partie terminale d'une contrée, et qui donne le nom confins, « ce qui touche à ».

Les langues slaves usent chacune d'un seul mot pour définir la notion de frontière dès le XIII^e siècle : *granica* en polonais, *hranice* en tchèque et *Grenzland* en allemand. Le mot *Grenzland* provient d'une minorité germanique en Hongrie et Tchécoslovaquie. En 1894, la Deutsche Ostmarkenverein est fondée pour débattre la création d'un pays pour ces minorités, habitant entre la rivière Donau et la Mer Noire. Après la Seconde Guerre mondiale, ce mouvement pris part à celui du parti nazi alors naissant. Aussi les territoires entre les deux Allemagnes (DDR et BDR), le *no-mans land*, était qualifié de *Grenzland*. Les gens ayant des idées « étranges » sont

appelés les *grenzgängers*, de ce fait les territoires entre groupes nomades et groupes sédentaires sont des *grenzlands*. Le *grenzland* est aussi une séparation spatiale entre l'Est et l'Ouest de l'Europe et des Amériques, entre les cultures européennes et celles du Nouveau Monde, à partir duquel se construit le mythe des sauvages (Dickason, 1995). *Grenzland* se rapproche du mot anglais de *borderland*, une terre entre deux sociétés de cultures différentes.

Les frontières au cours de l'histoire

Les premières et plus anciennes frontières sont celles des sociétés, dites, primitives : « les peuples n'étaient pas séparés par des zones indifférenciées. Il y avait des contacts dans des secteurs interstitiels, bien perçus et identifiés ». Des espaces sont partagés par des groupes nomades ou peu sédentarisés, mais les différences existent et sont clairement identifiées, marquées par des signes symbolisant des limites ou des interdits. On retrouve cette idée de la frontière chez les Grecs où le territoire des cités était délimité, défendue par des garnisons, et placé sous la protection du dieu *Hermès epitermios*. Pour Berque (2010) les limites du territoire, le *forum terrae* (ce qui termine, c'est-à-dire la frontière), sont à la fois des limites culturelles, celles d'habitats ruraux (la campagne, *astu* en grec, est l'espace du dieu Pan, fils d'Hermès), un espace en voie de sédentarisation et celles de la retraite pour les anachorètes. Elles sont cependant aussi des lieux de rencontres et d'échanges ou de conflits et d'arbitrages. Au-delà de la frontière, c'est l'*eremos* (*Ερημος*), les terres incultes et non habitées par des Grecs. Dans les récits antiques, Strabon (63 av. J-C. - 25 apr. J-C.) déclare que « le géographe doit décrire le monde habité dans ses parties connues » (Tissier, 2014) l'essentiel étant la référence aux terres habitées par les Grecs, même dispersés, car le centre du monde est la culture hellénique.

Avec les Romains, le concept de frontière prend une dimension étatique. Avec la construction de l'empire, ils organisent un ordre spatial. Le territoire est délimité par des murailles discontinues et des postes sensés marquer la fin de l'espace de l'ordre romain : c'est le *limes*, une ligne dissymétrique, le *finis* des espaces indéterminés. Au-delà de cette frontière stratégique, la *pax romana*, soumise à des règles administratives et juridiques, n'est plus assurée. « Rome a créé entre l'idée de la frontière et l'idée d'État un lien de cause à effet » (Guichonet, 1988). C'est aussi le cas pour la Chine et ses murailles qui délimitaient l'espace des cultivateurs sédentaires et des nomades. Elles servaient à unifier une civilisation fondée sur des peuples culturellement divers. Les Alpes, au temps de l'Empire romain, étaient un *no man's land* parcouru par quelques voies romaines avec un espace naturel à la marge.

Avec les grandes invasions barbares, l'Europe voit les frontières renouvelées, mais aussi se dissoudre avant de se former à nouveau entre Germains et

Francs. À l'époque où « l'arc alpin voit se développer des États dynastiques », cet espace devient « une entité relativement homogène, parcourue d'une intense osmose entre les versants, par les cols que l'amélioration climatique, commencée autour de l'an mil, rend très praticables » (Guichonnet, 1988). La géopolitique se dessine alors autour d'États (dynastiques) avant d'évoluer vers des monarchies bureaucratiques et autoritaires (surtout en France et en Piémont) qui entreprennent de réduire les particularismes locaux. « La carte politique se simplifie et [...] les préoccupations se portent sur les frontières extérieures » (Guichonnet, 1988). C'est le début de l'expansion européenne vers les territoires lointains et la création de nouvelles frontières aux confins des royaumes d'Espagne, de France, d'Angleterre et du Portugal en Amérique Latine.

Avec le siècle des Lumières naît l'idée que les frontières d'États doivent aussi correspondre avec des particularités topographiques, orogéniques ou fluviales. C'est ainsi que les traités limitrophes, par exemple celui des Pyrénées (en 1659) ou celui d'Utrecht dans les Alpes (en 1713), se définissent sur la base du partage des eaux et plus tard des bassins hydrographiques. Il s'agit alors de rationaliser les arbitrages, principe renforcé à la révolution française et qui institue le principe de l'État national. La création des frontières se charge alors d'un « symbolisme sentimental » (Guichonnet, 1988) qui complexifie la donne. En effet les seules raisons naturelles ne suffisent plus et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la défense de l'intégrité nationale sont invoqués. L'avènement des nationalismes du XIX^e siècle redessine les frontières et c'est la France qui diffuse la version « géo-idéologique » selon laquelle « la frontière doit marquer les confins d'une nation, d'une culture et d'un vouloir-vivre commun. (...) La frontière se charge d'une complexe et confuse polysémie et d'une affectivité irrationnelle, subjective, génératrice de fantasmes et de mythes » (*op. cit.*).

Comme nous le montrerons dans le chapitre suivant, cette même idée confuse de la frontière apparaît en Amérique Latine. C'est en Patagonie en 1902, avec le traité sur les frontières (« *Laudo Arbitral* ») entre le Chili et l'Argentine (Mao & Bourlon, 2016), que les deux républiques naissantes sur les cendres du Royaume d'Espagne et arbitrées par les représentants de la couronne britannique se partagent les terres australes, en arguant tant de l'idée de la ligne de partage des eaux et des plus hauts sommets que des faits historiques, comme les efforts nationaux pour coloniser ces terres (Velut, 2009) et la présence effective de colons de chaque pays (Grenier, 1988). Aujourd'hui encore, la frontière administrative entre les deux pays n'est pas actée au niveau du massif du *Cerro Fitz Roy* et des *Campos de Hielo Patagónicos Sur*.

Sémantique de la frontière

Dans l'acte du colloque *L'Effet Frontière dans les Alpes*, Paul Guichonnet (1988) rappelle en préliminaire que « la frontière est une ligne continue tracée sur la carte, jalonnée par des bornes, défendues par des soldats et surveillées par des douaniers, séparant nettement deux États ». Pour lui la frontière dans les Alpes « est perceptible, évidente, et porte un nom rassurant, prédestiné ; c'est une frontière "naturelle" » (*op. cit.*). Dans les Alpes la « frontière naturelle » semble en « parfaite adéquation entre les limites du territoire national et la barrière physique que constitue la montagne » (Fourny, 2006).

Alors, la frontière, une ligne ou une zone ? L'ambiguïté de la frontière est d'être le produit de l'action humaine, elle est historique, temporelle. « Un espace n'est que l'inscription dans le monde d'un temps » écrit Lefebvre (1970 dans Guichonnet, 1988). Les lignes, les démarcations se maintiennent ou disparaissent selon les vicissitudes de l'histoire. L'importance de celles-ci semble proportionnelle à « l'efficacité des institutions [qui la défendent], de la densité d'occupation humaine de son territoire, de la cohérence de son identité et du sentiment d'appartenance de ses habitants » (Guichonnet, 1988). Pour le géographe allemand Ratzel (1897), la frontière est comme l'épiderme de l'État et chaque peuple possède son *Raumsinn*, sa conscience spatiale, « dont le mouvement serait l'indice même de la vitalité des peuples et des civilisations » (Guichonnet, 1988). Une approche ayant servi à justifier l'expansionnisme allemand du *Lebensraum*, son espace vital. Ainsi « la frontière serait animée d'une vie propre, distincte de celle de l'intérieur du territoire » (*op. cit.*). Dès 1923, avec l'idée naissante de la Société des Nations, Carls Schmidt évoque l'utopie d'une frontière dégagée des entraves nationales, la *Gestaltlose Weite* (étendue informelle). En réalité « les frontières existent, et existeront toujours, sous une forme ou une autre, parce qu'elles font partie de l'essence même de l'espace terrestre humanisé » (Guichonnet, *op. cit.*). La limite est inséparable de la différence : sans frontière pas de différences et donc absence de territoire. C'est ainsi que, pour Vidal de la Blache, « l'écoumène est fragmenté en une infinité de facettes, cernées par des limites [...] qui expriment la diversité des genres de vie, produit du dialogue entre la nature et la culture ». Ce sont les sociétés qui conçoivent, perçoivent et animent les limites de leur territoire et espace (Debarbieux, 2001). Mais « la frontière au sens géographique et politique [...] n'est finalement qu'un sous-ensemble de l'ensemble des limites » dont la « discontinuité idéologique [lui] donne [...], dans les représentations que l'on s'en fait, une épaisseur remarquable » (Raffestin, 1990). C'est pour cela que, pour Amilhat-Szary et Fourny (2006), « la territorialité comme l'ensemble des relations qu'une société entretient avec la réalité spatiale et l'altérité » peut être analysée au travers des zones frontalières.

Alors que les grands inventeurs des frontières d'État furent les Français et les Britanniques depuis la constitution de l'Union européenne, il est devenu souhaitable de les supprimer pour favoriser les échanges commerciaux. Ainsi, en Europe, la notion de frontière a perdu de sa force et le voyageur passe d'un pays à l'autre sans percevoir de barrières physiques, douanières ou culturelles avec autant d'acuité. Cette volonté de supprimer des frontières s'accompagne pourtant de la création d'autres, un peu plus loin, en les repoussant vers de nouvelles périphéries. Elles restent ainsi bien réelles dans de nombreux pays où le nationalisme, l'isolationnisme et le protectionnisme sont de mise, comme le montre la volonté du président des États-Unis de construire un mur avec le Mexique, pour se protéger de l'immigration latino-américaine.

Des frontières aux espaces transfrontaliers

Guichonnet (1988) propose cinq types de frontières : génériques ou géo-historiques, morphologiques (physiques, physiographiques ou naturelles), géométriques (par mesure astronomique, le cas du « Nouveau Monde » avec le traité de Tordesillas de 1493, arbitré par le pape Alexandre VI), anthropogéographiques (selon des critères ethniques, culturels et linguistiques) et complexes (comme en Europe, en combinant les facteurs précédents). En tout état de cause, la frontière est en réalité une notion diffuse, « fait de segments successifs, dont le support est physiographique ou ethno-géographique, résultat de compromis ou résidus du passé » (Guichonnet, *op. cit.*). Pour sa part, Marie-Christine Fourny (2006) analyse que « parmi l'ensemble des termes qualifiant les limites territoriales, les confins, marges, marches, bornes, termes, lisières, et multiples autres formes de bordures et d'extrémités, la frontière se distingue par une acceptation politique ». Certes, la frontière « marque la séparation entre deux territoires, mais une séparation au caractère militaire, voire guerrier » qui se fonde sur des différences physiques. La « frontière naturelle », où les limites nationales et la barrière physique se conjuguent, est contredite par « l'homogénéité physique du massif, les nombreuses similitudes culturelles, les échanges économiques » (Fourny, 2006) et les circulations historiques des personnes. Une deuxième catégorie, la « frontière politique », artificielle, s'opposerait à la première. Mais cette différenciation dans les typologies de frontières ne serait que le fait des « échelles considérées : si l'effet barrière du relief joue dans les échanges internationaux, aux échelles locales les cols représentent des voies efficaces de communication et d'échanges, qui renforcent les proximités socio-économiques des espaces d'altitude » et ce sont finalement des « idéologies territoriales qui ont défini le caractère séparant des Alpes » (Fourny, 2006).

Les caractéristiques des frontières sont évolutives. Dans certains espaces frontaliers, les phénomènes d'acculturation sont prépondérants, car les communautés sont soumises à l'ordre d'un groupe dominant et doivent

s'adapter pour ne pas disparaître sous le joug de lois, de politiques et d'instruments administratifs dictés par des cités lointaines. En revanche, ailleurs où la présence effective des pouvoirs étatiques est faible, ces territoires sont volontairement stigmatisés et qualifiés d'espaces périphériques. Ce sont des lieux d'importance moindre et d'échanges limités entre communautés humaines. Les frontières sont ainsi consubstantielles à l'action humaine. La frontière dans les Alpes, en tant que « zone-limite est un milieu spécifique, avec des structures administratives juridiques, économiques et mentales particulières », est le lieu de tensions intenses (Guichonet, 1988). Avec la création de l'espace européen, la « frontière subie » devient une « frontière construite » (*op. cit.*). Les Alpes sont devenues une région frontière, partagée par huit pays avec « la mise en place d'instances ou de projets fédératifs sur l'ensemble de la chaîne » (Fourny, 2006) tels que la Convention pour la protection des Alpes signée en 1991 ou la coordination d'un développement touristique commun, comme le projet européen Via Alpina. La volonté de nouer des relations transfrontalières, régionales, crée alors des *forrum terrae*, des espaces de voisinages, riches culturellement, économiquement et symboliquement. On voit ainsi comment les frontières « participent d'une nouvelle configuration territoriale, où elles ne représentent plus l'enveloppe, les "extrémités" d'un territoire national, mais des lieux d'articulation politique » (*op. cit.*). Un espace périphérique s'intègre à un espace partagé, humanisé, chargé d'importance culturelle et symbolique et devient un espace transfrontalier. Avec la protection de l'environnement et la promotion du tourisme, la frontière change encore de statut et devient un lieu de nouveaux types de développements.

Les imaginaires des espaces frontaliers et des confins

Il n'existe pas une idée de frontière figée et ses effets ont été, tout au long des siècles, considérables. Les frontières sont des espaces chargés de sens, « elles suscitent des représentations qui s'inscrivent dans la mémoire collective en symboles et parlent fortement à l'imaginaire » (Guichonet, 1988). La frontière semble ouverte, mais réelle. Elle est un entre-deux, car il est possible d'aller plus loin, au-delà d'une limite, d'un bord ou d'une barrière. Ce front est une « ligne mobile d'interface entre deux espaces » (Lévy & Lussault, 2003). On retrouve cette dimension évolutive dans le *Far West* nord-américain où le mythe de la frontière de Turner était une « frontière qui battait sans cesse en retraite » (Durafour, 2007). Dans son livre, *The Significance of the Frontier in American History* écrit dès 1920, Turner présente « une conception de la frontière [...] non dénuée de paradoxes, faisant écho à la position inclassable des États-Unis à la fois dans le monde géographique et dans l'histoire de l'humanité » (Durafour, 2007). Il met en évidence l'état d'instabilité de la conception nord-américaine de la frontière : « quatre cents ans après la

découverte de l'Amérique, [...] la frontière est finie, et avec elle s'est fermée la première période de l'histoire américaine» (Turner, 1996). Cette affirmation et vision étasunienne des choses oublie la réalité du reste de l'Amérique, où d'autres frontières se forment et évoluent.

La théorie de la frontière de Turner, en tant que « modèle d'analyse des processus d'appropriation territoriale », avec la « construction de valeurs et d'une mythologie politique propre aux États-Unis » montre une « fonction créatrice de la Frontière en matière d'engagement de l'individu » (Héritier & al., 2009). Celle-ci « ne se retrouve qu'incomplètement dans les fronts pionniers d'Amazonie ou d'Asie du Sud-Est par exemple. Pas plus qu'elle ne peut être appliquée telle quelle à l'Australie ou à la Nouvelle-Zélande, ou *a fortiori* à l'Afrique du Sud, en raison de la production particulière née des colonisations [par les Boers puis les Anglais], de la ségrégation et de l'apartheid, des recompositions lentes depuis son abolition » (*op. cit.*).

Alors que les frontières semblent évolutives, les *borderlands*, *grenzland*, confins, périphéries ou marges sont souvent décrits comme des fins du monde ou des lieux interdits, comme l'évoque l'écrivain allemand Roger Willemsen dans son livre *The End of the World* et dans le chapitre sur *Patagonia, The Forbidden Place* (2012). Pour lui, les bouts du monde sont des lieux imprécis, ressentis et illimités : « Un voyage mène presque toujours quelque part aux limites de l'abandon, jusqu'à un endroit où rien ne paraît familier, dont on ignore totalement le passé et la manière de vivre » (Willemsen, 2012). La terre étant ronde il est impossible de prouver l'existence d'un bout du monde. Mais, les frontières et « la limite des territoires, rest[ent] bien inscrite, dans le sol et dans les mémoires, la distinction est affirmée sans représenter pour autant une opposition » (Fourny, 2005) à l'idée de leur spatialité floue.

1.1.3. Proposition d'une grille de lecture pour la caractérisation des confins géographiques

Comme nous l'avons esquissé, les confins, en tant que concept géographique, relèvent à la fois de l'idée des périphéries, des marges et des espaces frontaliers. Les contours spatiaux, les enjeux socio-culturels et productifs ainsi que les imaginaires géographiques qui s'y rattachent semblent partagés. L'idée de confins apparaît comme un concept englobant, un espace non intégré, moins chargé de signification politique, mais plus lourd de sous-entendus imaginaires, d'altérité ou d'interdits à braver. Le confin et l'espace transfrontalier semblent ainsi pouvoir être des synonymes dans la mesure où les limites étatiques et politiques s'estompent et le caractère naturel est marqué. Les frontières naturelles et les confins de nature semblent pouvoir se confondre, lorsque la ligne de partage est mouvante, imprécise.

Tel que le montrent les critères retenus pour l'élaboration d'une carte des lieux les plus isolés de la planète, l'éloignement et l'accessibilité sont les éléments de première importance définissant le caractère isolé, reclus et confiné d'un lieu espace donné. Cette carte, publiée en 2009 sur le site New Scientist et reproduite en 2015 sur le site web de Universe Today par Ian O'Neil, montre les résultats de travaux de Andy Nelson et ses collègues de la Commission Européenne *Joint Research Center* de Ispra en Italie (Buchanan & al., 2009 ; Bartholomé & Belward, 2005). Le modèle d'analyse des données satellites évalue le temps de parcours, par voie terrestre, marine ou fluviale, pour parvenir à une ville de 50 000 habitants. Il combine des variables telles que la nature du terrain, l'existence de réseaux de transports, la complexité du relief à parcourir (altitudes et pentes) et les délais probables pour la traversée de frontières étatiques. Cette évaluation assez spécifique a pour but d'aider à l'orientation des politiques d'aménagement. Cette approche très graphique et parlante, qui définit les lieux « les plus isolés du monde » selon une approche géographique classique, est cependant limitée d'un point de vue qualitatif.

Comme nous l'avons vu dans les sous-chapitres précédents, les espaces périphériques peuvent être décrits de multiples façons. Dans leur article *Centre et périphéries, fondements et critères*, Hurriot et Perreur (1995) proposent une classification générale permettant de qualifier la périphéricité d'un lieu. Pour eux le thème Centre – Périphérie est essentiel en géographie et économie. Depuis la proposition du « premier modèle où l'espace est structuré selon une logique duale centre périphérie [par Von Thünen en 1826, ces deux concepts restent] deux aspects indissociables de tout système organisé » (Hurriot et Perreur, 1995).

L'idée de centre est porteuse de sens, qu'il est possible de synthétiser en cinq concepts, permettant de mesurer la centralité d'un lieu : 1) La géométrie euclidienne : une localisation dans l'espace de distances qui séparent des points et spatiale, du temps de parcours pour relier deux lieux, 2) L'approche économique, sociale, culturelle, politique : un espace structuré, de concentration et de répartition, de populations ou de certaines activités, 3) La structuration duale de l'espace qui « se traduit par des inégalités, des asymétries, des phénomènes de polarisation et de domination ». Le centre « est attractif, prestigieux, riche, développé, nouveau, etc. », et la périphérie « marginale, désertifiée, délaissée, sous-développée, sans autonomie décisionnelle, dominée, voire colonisée et exploitée » (Reynaud, 1992). 4) La centralité en tant que réalité relative, évolutive et diffuse. Le centre est relatif à l'objet qu'on étudie à un moment donné. Le centre n'est pas toujours au centre géométrique et la périphérie n'est pas non plus toujours et uniquement à la périphérie. Il peut y avoir des marges au cœur du centre urbain et les lieux peuvent évoluer, se désertifier et être réhabilités. Une analyse par « centralité diffuse » (Hurriot & Perreur, 1995) et multicentrique semble pertinente pour expliquer la localisation à l'intérieur des villes des centres de loisirs,

administratifs et sociaux ou la multiplication des centres avec les politiques de décentralisations. Elle rompt avec la dichotomie centre-périphérie et de passer à une échelle de centralité, 5) La centralité symbolique, issue des imaginaires du moment. Le centre est valorisé subjectivement, construit en tant qu'image mentale et l'espace sont basés « sur des *a priori* théoriques et méthodologiques, sur une manière de voir ». L'attachement affectif « au prestige historique, culturel ou économique » est « matérialisé par la monumentalité des centres-ville ». « Tout microcosme, toute région habitée, a ce qu'on pourrait appeler un "centre", c'est-à-dire un lieu sacré par excellence » (Eliade, 1957 dans Hurriot & Perreur, 1995 ; Debarbieux, 2001).

Malgré leur essai de mesure de la centralité, Hurriot et Perreur reconnaissent la difficulté d'évaluer l'ensemble des différents critères. Pour « saisir un espace structuré par des centres à partir de positions géographiques et des concentrations » (Hurriot et Perreur, 1995) ils proposent une mesure de la centralité qui ne dépendrait pas de la position géographique, mais de « la concentration relative d'attributs absolument quelconques dans les différents lieux » (*op. cit.*). La centralité serait « une hiérarchie qu'on peut interpréter comme une structure asymétrique d'influences » (*op. cit.*). Central devenant synonyme d'influent ou de dominant. Cette mesure est limitée, car elle repose sur un seul critère fonctionnel, alors que la réalité est multidimensionnelle. Se pose ainsi le problème du passage « de ces indicateurs unifonctionnels à des indicateurs plurifonctionnels » (*op. cit.*), de leur agrégation et de la pondération des fonctions.

Dans leur publication *les dynamiques des arrière-pays méditerranéens français : une marqueterie territoriale entre marge et périphérie* (Landel & al., 2017), les auteurs proposent pour leur part 17 critères quantifiables pouvant définir les territoires à la marge du développement économique des centres urbains. Au sein de cette analyse, on retrouve des critères d'ordre géométriques et de la géographie physique : le classement en zone de montagne, l'altitude moyenne de la commune ou son accessibilité, mesurée en temps de parcours selon la qualité du réseau de transports et de la complexité du relief. C'est ainsi que le temps d'accès aux services d'usage courant vers une ville importante, source d'emplois, est un bon indicateur de marginalité d'un territoire.

Un deuxième ensemble de critères, d'ordre socio-économique, est pris en compte : la densité de population, son vieillissement, l'importance de l'économie traditionnelle, dans l'agriculture, la pêche et l'artisanat et l'importance des petites entreprises (la part des établissements mono-personnels). Un troisième groupe de critères est en lien avec la vocation résidentielle et touristique. La saisonnalité et l'existence plus ou moins importante d'infrastructures touristiques, révèlent un certain mode d'habiter. Plus la population est saisonnière, estimée au nombre de résidences

secondaires et à la capacité d'accueil touristique, plus le caractère périurbain du territoire est marqué. Cependant, et nous reviendrons sur ce point dans l'analyse des pratiques touristiques des confins, de grandes infrastructures touristiques, répondant à une demande de loisirs de centres urbains relativement proches, sont le signe d'un espace moins isolé ou marginalisé que ne le serait une zone de montagne, de défriche (zones de revitalisation rurale par exemple) ou d'espaces naturels protégés.

Ils proposent ainsi d'aborder l'évaluation selon deux niveaux d'analyse du couple centre-périphérie, celui de la position géographique et celui de la concentration des attributs. Or en combinant « ces deux caractères, on obtient une vision plus riche, celle de l'espace structuré. Ainsi, l'espace imaginaire déborde la vision géométrique en la déformant ou en l'enrichissant de significations symboliques » (Huriot & Perreur, 1995). La centralité, en tant que « cadre d'interprétation en termes d'asymétrie, d'inégalités et de domination », évolue, ce qui est logique, car la « dissymétrie et l'irréversibilité, qui sont constitutives de l'effet de domination sont en opposition logique avec l'interdépendance réciproque et universelle sur laquelle se construit la théorie de l'équilibre général et de son rétablissement ou de sa correction automatique quand celui-ci est troublé » (Perroux, 1964 dans Huriot & Perreur, 1995).

En définitive, dans le cadre d'une analyse d'espaces périphériques de pays en développement, où les données disponibles sont restreintes, nous retiendrons des critères principaux de caractérisation selon trois ordres : 1) Des critères géométriques et géophysiques : le classement administratif (en zone de montagne par exemple), les données objectives de la complexité du relief, de la diversité des milieux naturels, de l'accessibilité, de la densité du réseau de transport (mesurée en nombre de km de routes en terre ou goudronnées par exemple) et du temps d'accès aux services d'usage courant offerts par une ville de plus de 50 000 habitants, 2) Des critères socio-économiques et démographiques tels que la densité de population, l'importance de l'économie traditionnelle et la structuration entrepreneuriale (part des petites entreprises), 3) Des critères socio-culturels, résidentiels et touristiques, et de représentations sociales, tels que l'existence de lieux touristiques reconnus (selon des classifications internationales de l'UNESCO, de l'OMT ou d'organismes nationaux), la vocation touristique d'un lieu (mesurable en nombre de touristes au regard de la population permanente) ou le niveau des infrastructures et de la capacité d'accueil touristique existante.

Cette approche, tel que le synthétise le tableau suivant, retient six catégories d'analyse dans l'identification et la caractérisation des confins géographiques. Cette grille de lecture, qui résulte de nombreuses réflexions théoriques antérieures, notamment celle de l'analyse de l'arrière-pays méditerranéen français (Landel & al., 2017) et des spécificités des centres et des périphéries

(Huriot & Perreur, 1995), doit pouvoir s'appliquer aux confins de nature et dans une zone en développement. Lorsque les données nécessaires à l'évaluation du degré de périphéricité ou de confinement ne sont pas disponibles, elles devront être inférées ou évaluées de manière qualitative.

L'accessibilité d'un espace aux zones urbaines, la densité de population, la complexité du relief (altitudes et diversité des milieux), le niveau des infrastructures favorisant la mobilité et la part de l'économie artisanale dans le PIB régional existent et peuvent, en général, être chiffrés. Ce sont en ce sens des critères de premier ordre.

Tableau 2. Une matrice de caractérisation des spécificités d'un confin géographique

Approche	Catégories	Critères	Variabiles statistiques	Auteurs de référence
Approche géométrique et spatiale	Distances et géométrie euclidienne	Isolement naturel	Altitude/reliefs/ diversité des milieux (terrestres ou côtiers)	(Landel & al., 2017); (Gumuchian, 1997); Giraut, 1997); (Gay, 2006); (Huriot & Perreur, 1995); (Guichonet, 1988)
	Accessibilité et mobilités	Enclavement marqué	Les temps d'accès aux services d'usage courant urbains, infrastructures, transports, mobilités	
Approche économique et sociale	Démographie et migrations	Espace à faible densité	La densité de population et son évolution	(Giraut, 1997); (Gumuchian, 1997); (Hirczak & al., 2008); (Talandier, 2009a); (Godet, 2010); (Brown & Hall, 2000)
	Productif	Structure productive (PIB) et tissu entrepreneur-ial	Importance des activités agricoles ou traditionnelles (rural, forestier, pêche) Structure du plan d'investissement	
	Politique et organisationnel	Espaces urbains ou ruraux et de colonisation, isolés (îles) ou défavorisés (post-conflits)	Zonages, militaire, réserves, déserts ou montagnard et espaces productifs, industriels ou de subsistance	
Approche socio-culturelle	Symbolique et idéologique	Importance culturelle et sociale des lieux : sites historiques patrimoniaux touristiques, religieux ou de préservation	Nombre d'espaces ou lieux reconnus (religieux, culturels, touristiques ou patrimoniaux) et importance spatiale et structurelle pour le territoire	(Landel, 2004); (Debarbieux, 1995a); (Cazes, 1992); (Mao, 2003); (Talandier, 2009b); Botteril & al., 2000

Bourlon, 2018

Les critères, tels que l'éloignement géographique réel ou perçu des mégalo-poles où la « signification symbolique » (Debarbieux, 1995a), pouvant être assez subjectifs ou obtenus par le biais d'enquêtes de terrains, sont aussi fondamentaux pour comprendre les dynamiques à l'œuvre sur un territoire. L'application de cette matrice de lecture au cas de la région d'Aysén en Patagonie chilienne devrait montrer sa pertinence et permettre de caractériser son statut de confins et d'espace périphérique.

1.2. La région d'Aysén en Patagonie, un confin emblématique

La Patagonie est un territoire imaginaire, issu de l'esprit de cinq siècles d'explorations occidentales, sans réalité politique et administrative, car à cheval sur deux États et cinq régions ou provinces. Il s'agit d'une zone de frontière politique, naturelle, touristique et écologique, en mouvement, animée par des pionniers, néo-colons, néo-ruraux et néo-écologistes. Ce territoire aux multiples frontières intérieures (Urbina, 2009) naturelles et culturelles est le théâtre d'affrontements assez silencieux. La conquête de ce territoire, la *Terra Nihilis* ou *Tierra de Nadie*, est un phénomène récent et placé sous le signe de la négation de l'existence de groupes natifs. On retrouve un schéma de peuplement de type nord-américain, mais où la *Conquista* hispanique de l'Amérique du Sud a laissé place à la colonisation européenne moderne, il y a un peu plus de cent ans. Malgré son isolement et sa colonisation récente (Peuziat & al., 2012), la Patagonie chilienne est le théâtre d'une confrontation entre deux visions antagonistes de l'utilisation des ressources naturelles : exploitation productive versus préservation et conservation. Elle est sujette à la « prédation » de la part de grandes entreprises chiliennes et internationales (Grenier P., 2003) de ses multiples ressources naturelles (pétrole, gaz, exploitations forestières, mines, projets hydroélectriques, aquaculture intensive), mais aussi à la conservation comme une « réserve de vie » : *Aysén Reserva de Vida* (CODEFF, 2009) et comme un espace à préserver. La région d'Aysén a gardé un caractère naturel très marqué et près de la moitié de sa superficie est classée en aires protégées. Avec une densité de population moyenne de 0,95 hab./km² et de 0,20 hab./km² hors des deux principales zones urbaines, cette région se situe parmi les espaces les moins peuplés de la planète. À titre de comparaison, la forêt tropicale humide d'Amazonie à une densité de 1,1 hab./km², le Sahara de 1,3 hab./km² et les zones de forêt boréale de 0,95 hab./km² (Mittermeier & al., 2003).

1.2.1. Un confin géographique au sud de l'Amérique du Sud

La Patagonie a été longtemps considérée comme une « *Terra Australis res Nilivus* » (Zusman, 1999), les terres du sud sans maître. Depuis la colonisation espagnole, ces vastes étendues de terres lointaines, désertiques du côté argentin et impénétrables du côté chilien, étaient considérées comme hostiles et impropres à l'élevage, en comparaison avec les terres de type méditerranéen du centre du Chili et de l'Argentine. Bien que la Patagonie apparaisse sur les premières cartes espagnoles au XVI^e siècle et que certaines cartes, comme celle de Garnier en 1860 (carte suivante), esquissent ses limites, la frontière qui sépare le Chili et l'Argentine a été ébauchée récemment, entre 1881 et 1902. Elle reste cependant aujourd'hui encore disputée au niveau du *Cerro Fitz Roy* (province de Santa Cruz en Argentine et d'Aysén au Chili). Cet espace reste une marge, oubliée du monde moderne, comme le rappelle l'ouvrage *Patagonia : a forgotten land* (Brebba, 2006).

Carte 1. Les limites historiques de la Patagonie d'après Garnier en 1860



(Garnier, 1860)

Pour le naturaliste français Alcides d'Orbigny c'est « une région du monde dont on parle tant, mais dont on connaît si peu » (D'Orbigny, 1854). Cette affirmation est particulièrement pertinente en ce qui concerne la partie chilienne fréquemment omise volontairement ou non dans les discours et les productions aussi bien littéraires que scientifiques. À titre d'exemple, Moss (2008) dans son histoire culturelle de la Patagonie ne fait référence que de manière allusive à la partie chilienne de cet espace, exception faite de la partie centrale de la région de Magellan (Punta Arenas et Puerto Natales). Graciela Schneier-Madanes, dans le livre *La Patagonie, une tempête d'imaginaire* (1996), présente « une région à l'échelle inhumaine » via une carte, des données géographiques et démographiques qui concernent exclusivement le sud de l'Argentine. La représentation cartographique exclut la partie chilienne, qui est relayée au second rang et ne bénéficie que d'une trame grisée sans élément de localisation ni toponymie. Grenier (2003) rappelle cet état de fait en liminaire de son ouvrage : « il existe [bien] une Patagonie chilienne. Ce n'est que dans l'esprit d'Argentins chauvins, relayés par des Européens ignares, que la Patagonie se limite à l'Argentine ».

Il est commun, dans une acceptation historique et restrictive (Schlüter, 1999), de considérer que la Patagonie est un territoire situé au sud de la rivière Negro en Argentine (incluant les provinces de Río Negro, Chubut, Santa Cruz et Tierra del Fuego) et au sud de la ville de Puerto Montt et jusqu'au Cap Horn au Chili (avec les régions d'Aysén, de Magallanes et de Tierra del Fuego, et la province de Río Palena de la région de Los Lagos). Cet espace (carte suivante) de quelques de 949 299 km² (693 213 km² en Argentine et 256 086 km² au Chili), tout le sud du continent sud-américain, forme un territoire 72 % plus grand que la France métropolitaine (551 695 km² en surface géodésique selon l'IGN). Dans une acceptation plus large, proposée par décret en Argentine en 1996, l'association des régions de Patagonie inclut aussi les provinces de La Pampa (au sud de Buenos Aires) et de Neuquén, soit 237 520 km² de plus du côté argentin.

Dans son livre *De la Trapananda al Aysén* l'historien Martinic (2005) raconte l'histoire de la création de la région d'Aysén. Il la qualifie d'une « île continentale » et son espace maritime, les archipels, de « dernière frontière » chilienne (Martinic, 2004). Il est curieux de constater que les archipels de Patagonie, découverts dès 1520 et cartographiés précisément dès 1741 par les Anglais, ont été oubliés au cours de la moitié du XX^e pour devenir, dans les imaginaires touristiques, la dernière frontière inexplorée de Patagonie. Les déplacements maritimes, la chasse à la baleine et de la fièvre halieutique (Peuziat, 2006) ont laissé place à la colonisation agricole, par voie terrestre, via l'Argentine. Les colons sont arrivés en provenance de la région d'Araucania et de Los Lagos pour peupler sa partie continentale, devenue une terre d'opportunités. Les paysans pauvres du sud du Chili (principalement

d'origine Chilote, Huilliche et Mapuche) et les sociétés d'exploitation agricole, propriétés de riches chiliens de Santiago ou de Punta Arenas et d'étrangers, ont ainsi « découvert » ce nouveau territoire.

Carte 2. Les limites habituellement acceptées de la Patagonie chilienne et argentine



(Bourlon, 2018)

Éloignement, complexité du relief et isolement de la région d'Aysén

La région d'Aysén, onzième région du Chili, est située entre les parallèles 43°40' et 49°15' de latitude sud. Elle possède une superficie de 108 494 km² (INE, 2014) soit un cinquième de la superficie de la France métropolitaine. Aysén appartient à ce qu'on appelle la Patagonie du Nord ou Patagonie occidentale, la zone nord-ouest de la Patagonie chileno-argentine coincée entre le Pacifique et les Andes. Elle est géographiquement éloignée à l'extrême des grandes villes. Coyhaique, sa capitale régionale, se situe à vol d'oiseau à 1 359 km de Santiago du Chili (avec une population de 5 150 000 habitants, selon le recensement de 2015), à 462 km de Puerto Montt, la capitale de la région de Los Lagos (227 698 habitants), à 848 km Punta Arenas, la capitale de la région de Magellan (124 474 habitants) et à 356 km de Comodoro Rivadavia, la ville argentine importante la plus proche (177 038 habitants, selon le recensement de 2010).

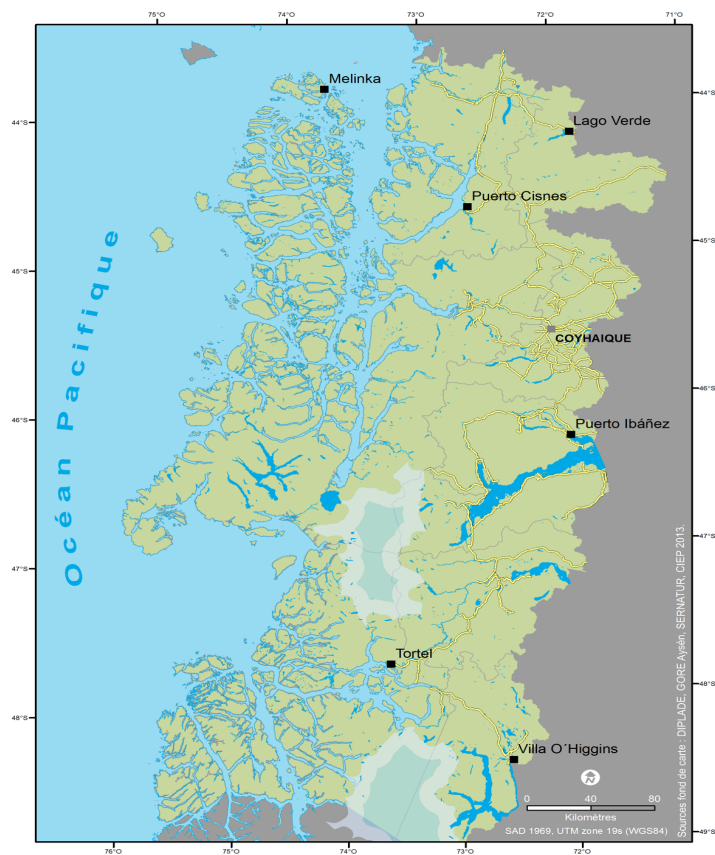
Les distances terrestres et aériennes sont marquées. Santiago du Chili est, par voie terrestre, à 1 693 km et 27 heures de trajet, *via* Puerto Montt et la ville de Chaiten (en empruntant des ferries) ou à 2 281 km et 32 heures *via* l'Argentine. En revanche, seules 2 heures 20 sont nécessaires par avion (vols directs 3 fois par jours) pour rejoindre la capitale. Puerto Montt est à 45mn de vol de Coyhaique, mais à 1 402 km et 21 heures par voie terrestre *via* l'Argentine et à 24h par voie maritime, depuis le Puerto Chacabuco, à 15 km de Puerto Aysén et 70 km de Coyhaique. Comodoro Rivadavia, dans la province du Chubut en Argentine est proche à vol d'oiseau, mais non relié par avion. Il faut 7 heures pour parcourir les 467 km de pistes et une route goudronnée. Les seuls vols possibles sont *via* Buenos Aires et Santiago du Chili et requièrent 9 heures de trajet, plus deux *stop-over* dans les capitales argentine et chilienne. Finalement, Punta Arenas, est à 1410 km de Coyhaique par la route et le voyage requiert 18 heures, en empruntant des pistes au Chili et la *Ruta 40* en Argentine. Il existe une navigation possible *via* Puerto Natales jusqu'à Puerto Aysén et tout récemment jusqu'au village portuaire de Caleta Tortel. Il faut compter respectivement 48 heures et 36 heures de voyage. Par avion, un vol direct une fois par semaine avec DAP prend 2 heures. D'autres vols quotidiens existent, *via* Puerto Montt avec les compagnies Sky et Latam et prennent 7 heures, en considérant le temps de connexion.

Alors que la Patagonie est souvent associée aux immensités des pampas argentines, la topographie de notre zone de recherche est particulièrement accidentée (carte 3). La région est occupée dans sa quasi-totalité par la cordillère des Andes : l'épine dorsale du continent sud-américain se fractionne ici en deux cordons, l'un continental, l'autre maritime. La partie montagnarde

aux amples vallées glaciaires habitée par l'homme, possède une caractéristique unique : la présence de deux immenses calottes glaciaires continentales.

Ces deux masses de glace sont, au monde, les plus proches de l'Équateur. Les champs de glace *Campos de Hielos Patagónicos Norte y Sur* sont des *inlandsis* qui constituent deux ensembles géographiques isolant entièrement la région d'Aysén de l'océan Pacifique. Seul le fleuve Río Baker les traverse en débouchant sur l'Océan Pacifique au village de Caleta Tortel. Le relief culmine au nord au mont Saint Valentin, à 4051 m, plus haut sommet des Andes de la Patagonie. La *Cordillera Oriental*, qui sépare la région de l'Argentine, culmine au sud au *Cerro O'Higgins* à 2910 m, et au centre dans le massif du *Cerro San Lorenzo* à 3706 m.

Carte 3. La région d'Aysén en Patagonie chilienne



(Bourlon, 2018)

La partie occidentale est constituée d'îles, de fjords, de canaux et de formations granitiques imposantes. Les vallées et les creux du relief abritent une infinité de lacs et lagunes. Du nord au sud, après le Golfe de Corcovado on trouve le Canal Moraleda, le Canal Elefante, la lagune San Rafael et l'Isthme d'Ofqui avant d'atteindre le *Golfo de Penas*, les fjords et canaux du Río Baker et le canal de Messier, qui conduit vers la région de Magellan. Ce secteur géographique est navigable, mais peu favorable du fait des rudes conditions climatiques, marines, ventées et pluvieuses.

La spécificité de la Patagonie d'Aysén est d'être une région au relief très montagnard, au modelé glaciaire prononcé diamétralement opposé à celui de plaines des pampas argentines. La topographie abrupte, brisée par des gorges étroites et marquée par d'importants dénivelés, est d'un attrait paysager indéniable. D'est en ouest et de vallée en vallée, les vues changent. Les hauts sommets enneigés et anciens volcans dépassent des limites de la végétation. Les glaciers s'observent facilement depuis les vallées habitées, de même que les rives des lacs aux eaux turquoise, tels que le General Carrera, le Cochrane, ou le O'Higgins. Les relevés cartographiques du relief au 250 000^e faits par l'Institut Géographique Militaire chilien existent, mais restent des zones non cartographiées dans le détail. C'est le cas des champs de glaces, des massifs et de certains secteurs côtiers. Il existe des cartes au 50 000^e mais pratiquement aucune au 25 000^e. Comme le montrent les cartes routières d'Aysén, l'accessibilité et les difficultés de mobilité sont extrêmes. Seule la *Carretera Austral* la traverse, un chemin de pénétration, comme on dit localement au sein du *Cuerpo Militar del Trabajo* (le génie militaire chargé de sa création) et du Ministère des Travaux Publics chilien (le MOP). Pour circuler il est nécessaire de passer vers l'Argentine via des postes frontaliers au nombre restreint, une quinzaine, mais dont seuls trois sont ouverts en permanence. Même les itinéraires de navigation sont limités de par l'absence de ports côtiers et les conditions météorologiques très variables.

La Carretera Austral axe névralgique d'Aysén

Les mobilités vers Aysén progressent lentement et l'intérêt de la région comme destination nationale reste très résiduel. Trois à six vols par jour, des compagnies nationales (Latam, Sky Airlines et DAP), desservent Coyhaique et trois petites compagnies aériennes (Don Carlos, San Rafael et Aerohein) proposent des vols une à deux fois par semaine vers les aéroports de Chile Chico, Cochrane, O'Higgins et Tortel. Des vols charters sont possibles. La route australe s'initie au sud de Puerto Montt, après le village d'Hornopirén, d'où il faut prendre un ferry pour rejoindre le débarcadère de Caleta Gonzalo, non loin de la ville de Chaiten. De là elle traverse, du nord au sud, les villes de La Junta, Puyuhuapi, Villa Mañihuales, Coyhaique, Cerro Castillo, Puerto

Tranquilo et Cochrane pour atteindre son extrême sud, le village de Villa O'Higgins. Ce *Camino Longitudinal Austral Ruta 7*, mieux connu comme *Carretera Austral* est, sur encore plus de 80 % de son parcours dans la région d'Aysén, une piste de terre stabilisée, d'une largeur variant de 3 à 7 mètres, classifiée (de manière un peu emphatique) sur les cartes officielles de *camino consolidado* (chemin établi) et nécessitant l'usage de plusieurs transbordeurs afin de franchir divers canaux. Cet axe routier nord-sud, long d'environ 1 240 kilomètres, a été construit à partir de 1976, principalement pour des raisons géopolitiques d'une idée formulée par le gouvernement de Salvador Allende, mais dont l'initiative de la mise en œuvre revient au dictateur Augusto Pinochet (la piste était initialement nommée *Carretera Presidente Augusto Pinochet*), tous deux soucieux de marquer la souveraineté du Chili sur cet espace. On parle de cette route comme celle de l'avancée du Chili vers les terres australes jusqu'alors abandonnées (Grenier, 1997). Depuis, de nombreux Chiliens et surtout Argentins, comble d'ironie pour un projet nationaliste, empruntent cette route dite d'intégration pour rendre visite à leurs familles restées au sud du Chili, tout en venant découvrir les beautés naturelles verdoyantes, par opposition aux zones arides de la steppe désertique argentine ou méditerranéenne du Chili.

Il faut noter que c'est seulement depuis 2003, soit 25 ans après le début du chantier, qu'une piste mène au village de Caleta Tortel. La route australe est coupée, plus au sud, au niveau de Puerto Yungay, un petit village presque abandonné, et un ferry est à nouveau nécessaire pour poursuivre la route jusqu'à Villa O'Higgins. La région restera cependant une impasse routière au niveau de ce dernier village. La route en cours de construction par les troupes du génie militaire chilien (*Cuerpo Militar del Trabajo*) pour contourner le *Campos de Hielos Patagónicos* Sur, qui débute au niveau du Río Pascua et fjord éponyme, n'avance que de quelques kilomètres par an et nécessitera forcément l'usage d'autres transbordeurs. Selon les plans régionaux, elle devrait relier la région de Magellan en 2030, mais face à la complexité du milieu et aux multiples défis d'ingénierie à relever, cela reste pour l'instant un pari ambitieux.

Depuis Villa O'Higgins, il est pour l'heure possible de poursuivre vers l'Argentine à pied, par les postes de Río Mayer et d'El Mosco, ou par bateau, puis en voiture sur 10 km et enfin à pied, par le poste de Candelario Mansilla, pour rejoindre la ville d'El Chaltén, au pied du Fitz Roy. Seules quelques centaines de personnes empruntent cet itinéraire chaque année. À partir de l'imposant Lac Carrera, il est possible de se rendre en Argentine *via* des routes transversales, depuis Puerto Guadal et Chile Chico jusqu'à Los Antiguos par exemple. En partant de Cochrane, on peut emprunter le col Paso Roballos dans la vallée de Chacabuco, devenu le Parc National Patagonia en 2017 et atteindre, par la *Ruta 40*, la petite ville de Bajos Caracoles, au nord de Gobernador Gregores et d'El Chaltén.

Des pistes latérales à la *Carretera Austral* permettent d'atteindre quelques sites d'importances du sud, comme la réserve Jeinimeni, le Cerro Tamango, la vallée du Rio Tranquilo près du Mont Saint Valentin, la vallée du *Parque Patagonia*, ou du nord comme Coyhaique Alto, Ñirehuao, Lago Verde, Futaleufú, mais la plupart nécessitent des véhicules tout terrain. De nombreux autres sites d'intérêt pour le tourisme, le volcan Hudson, le cordon Cristal, le Cerro San Lorenzo, les glaciers des *Campos de Hielos Patagónicos* ne sont accessibles qu'à pied ou à cheval.

En 2012, le réseau routier dans son ensemble était estimé à 3145 km, dont 89 % de pistes (terre, gravier ou en surface stabilisée avec un mélange de sels, d'argile et de graviers), 6 % de routes goudronnées et 5 % de routes cimentées (données des rapports du Ministère des Travaux Publics, MOP, Dirección de Vialidad, 2012). Les plans de développement des routes sont établis entre le Ministère des Travaux Publics (*Vialidad*) et les municipalités qui décident sur des plans quinquennaux des nouvelles routes ou pistes à créer. L'État jugeant recevables les demandes si elles sont justifiées par des intérêts économiques : ceux de l'élevage, de l'exploitation forestière ou de l'activité minière. Le tourisme n'est actuellement pas considéré comme un facteur significatif (économique) pouvant peser sur la création d'une route. Par ailleurs, l'impact de la construction de nouvelles routes dans des secteurs fragiles et encore peu perturbés par l'homme est sous-estimé, ce qui donne lieu à des plaintes en justice des organisations écologistes. Ce fut le cas pour rejoindre le village de Caleta Tortel qui jusqu'en 2003 n'était atteignable que par la rivière Baker avec de petites embarcations de marins-bucheron. L'un des bateliers de Tortel raconte : « En 1975, je faisais en 6 jours ce que maintenant je fais en une demi-heure par la route ». Une autre habitante et propriétaire d'un gîte ajoute : « La route a été un progrès, mais depuis beaucoup de choses ont changé, les gens se parlent moins, il y a plus de problèmes dans le village, les visiteurs viennent de Cochrane pour la journée et ne partagent plus notre vie ». Par ailleurs, la route n'est pas toujours praticable, car souvent inondée par les crues du Río Baker et la montée des eaux dans les plaines marécageuses par fortes pluies.

D'après Rolando Toloza, fonctionnaire de la *Dirección de Vialidad* du Ministère de Travaux Publics rencontré lors du lancement du livre *La Carretera Austral, La route la plus spectaculaire d'Amérique du Sud* (Toloza & al., 2012), 3000 km de pistes supplémentaires sont prévus d'ici 2020. Il déclare que les projets de tracés, en principe élaborés avec les communes, restent confidentiels, mais « seront des routes scéniques, en respectant les beautés du paysage ». Des problèmes se posent, par exemple dans le cas de la lagune de Jeinimeni, sur laquelle la CONAF (gestionnaire du territoire) se refuse à tout accès routier. C'est aussi le cas avec la route des Explorateurs passant par des terrains privés agricoles et modifiant le transport maritime depuis Puerto Montt et Puerto Chacabuco, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles installations de l'industrie du saumon. Un autre problème non résolu est celui

des routes transversales, dont celle de la région du lac O'Higgins, frontalière avec l'Argentine, qui pourrait permettre l'accès au massif du Fitz Roy, mais que les Argentins n'appuient pas, par peur des fuites de touristes vers le Chili.

C'est avant tout la Marine chilienne qui parcourt régulièrement le littoral pacifique et quelques marins pêcheurs venus de l'île de Chiloé, au nord, ou de Puerto Natales, au sud. Le transport par bateau de personnes ou de marchandises est surtout limité au port de Puerto Chacabuco, non loin de Coyhaique. Des ferries, subventionnés par l'État chilien pour garantir la continuité territoriale, transportant passagers, véhicules et marchandises, accostent à Puerto Chacabuco (proche de Puerto Aysén) et naviguent vers Puerto Aguirre, Puerto Cisnes et Raúl Marín Balmaceda, pour rejoindre Puerto Montt, à 24 heures de là. Alors que depuis les années 1950, la Marine chilienne a aidé les colons à transporter leur bois de cyprès pour le vendre à Punta Arenas, ce n'est que depuis 2017 qu'un transport de passagers et véhicules relie Caleta Tortel à Puerto Natales en 36 heures. Ce transport maritime constituant l'unique accès actuel direct à l'océan Pacifique, au sud du *Golfo de Penas*, connaît diverses fluctuations du fait des aléas météorologiques. Le redoutable *Golfo de Penas*, limité au nord par la péninsule de Taitao et le « Champ de Glace Patagonie Nord », a toujours été une barrière naturelle aux déplacements maritimes. Le développement économique au nord a été plus important de ce fait, car rattaché aux activités du port de Puerto Montt. Aujourd'hui, seuls quelques bateaux de croisière transatlantiques ou de marchandises de gros tonnage le traversent au large ou par le canal Baker et le canal Messier, pour se rendre à Punta Arenas.

L'accès aux sites naturels remarquables de la commune de Tortel, tels le glacier Jorge Montt, le parc de Katalalixar, le parc O'Higgins, ou les *Campo de Hielos Patagónicos*, n'est possible actuellement que par mer, au départ de Tortel, grâce à des embarcations sommaires. C'est la spécialité de Jorge Arratia d'emmener les touristes aux glaciers Montt et Steffen. Il souhaite s'acheter une nouvelle embarcation en fibre de verre avec deux moteurs de 75hp et aussi « poursuivre l'amélioration d'un sentier au pied du glacier Montt ou en construire un plus progressif pour les visiteurs », mais il estime que « les travaux ont pris beaucoup de retard, car il y avait trop de malentendus entre les différents acteurs et pas assez d'aide de la part de la commune ». La navigation vers le glacier Jorge Montt à travers le canal Baker dépend des conditions climatiques et des vents. Il est fréquent d'être bloqué par la progression d'un *pack*, constitué de l'entassement des innombrables icebergs dérivants. Les bateaux ne sont pas prévus pour frayer leur passage dans ces conditions et peuvent rester bloqués ou devoir séjourner chez un paysan du secteur, mais le spectacle du fjord recouvert d'icebergs est néanmoins superbe! L'ouverture de la *Route des Explorateurs* a constitué en 2013 un changement important dans les communications terrestres et maritimes. Elle permet maintenant de relier la région, au niveau du village de Rio Tranquilo

sur les rives du lac Carrera, avec le canal Moraleda et les eaux du Pacifique menant à Puerto Chacabuco et à Puerto Montt, port principal du sud chilien continental. Cela est devenu un lieu privilégié de départ pour visiter le parc national et le glacier *Laguna San Rafael*. Ce n'est toutefois pas encore un axe de communication maritime vers le nord de la région, qui ne souhaite pas financer un transport public pour un usage incertain ou limité au tourisme.

Il existe par ailleurs peu de navigation lacustre. Seul le lac Carrera est navigué entre Chile Chico et Puerto Ibáñez. Cela répond aux besoins de la mine de Fachinal qui transporte par camion puis par ferry son minerai vers Coyhaique. Les commerçants, touristes et autres voyageurs en profitent, mais les horaires sont irréguliers et très peu pratiques. Il est difficile de s'imaginer que le transport se réalisait, il y a à peine 30 ans, presque uniquement par le lac Carrera. On retrouve pour cette raison de nombreux embarcadères tout autour du lac : à Puerto Murta, Puerto Tranquilo, Puerto Sanchez, Puerto Guadal, Puerto Mallín Grande, Puerto Cristal, et bien sûr, à Chile Chico et Puerto Ibáñez. C'est ce qu'on aime appeler maintenant la route des colons. Il est remarquable que la poste fonctionne grâce aux bus publics ou aux avions des petites compagnies aériennes. Le téléphone est présent dans chaque village important et le réseau de téléphonie est bon, mais ne couvre que partiellement le territoire le long de la route. En dehors des villages et axes de circulation, le téléphone satellitaire est utilisé par de nombreux services publics et entreprises privées.

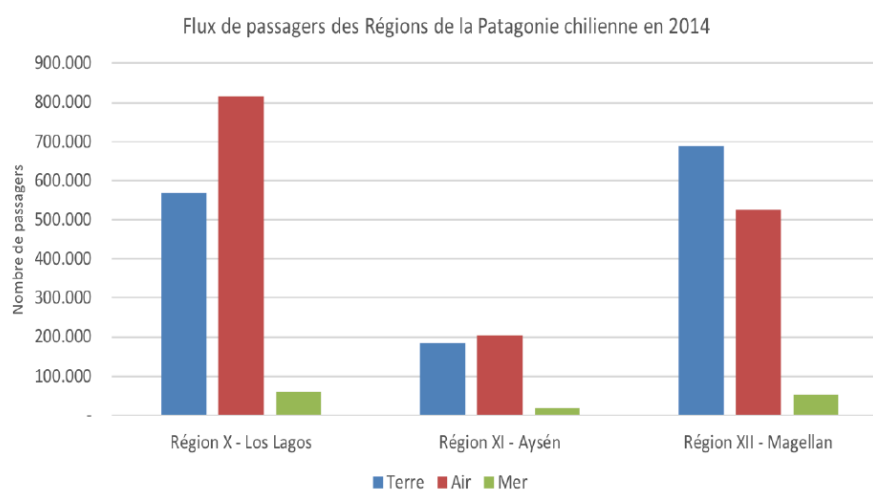
Analyse des mobilités vers la région d'Aysén

La piste principale qui relie la région du nord au sud, le chef-lieu placé en son centre, est la seule route qui permette de rejoindre le Chili continental, en empruntant des ferries à hauteur de la ville de Chaiten (Caleta Gonzalo). Une dizaine de pistes relie la région d'ouest en est avec l'Argentine, au niveau de Futaleufú, Lago Verde, Coyhaique, Balmaceda, Puerto Ibáñez, Chile Chico et Cochrane. Aucun tronçon n'est goudronné sur la partie argentine du parcours, une centaine de kilomètres, avant de rejoindre la *Ruta 40*, l'axe nord-sud principal reliant les provinces de Río Negro, Chubut et Santa Cruz.

Alors que les régions de Los Lagos et de Magellan enregistrent dans l'ensemble de leurs postes-frontière respectivement 567 048 et 687 713 passagers, Aysén n'en compte que 183 847 (sources de SERNATUR 2014), selon les registres de la police internationale aux frontières (figure suivante). Au regard des régions voisines, quel que soit le moyen d'entrée, la région d'Aysén reçoit bien moins de visiteurs, nationaux ou étrangers. Les flux aériens entrants sont très supérieurs sur la ville de Puerto Montt de la région de Los Lagos (815 661 passagers) que sur Punta Arenas, région de Magellan (525 042). Aysén possède un aéroport plus modeste qui reçoit environ 203 111

passagers par an. De la même manière les ports de Puerto Montt et Punta Arenas sont nettement plus importants que Puerto Chacabuco - Puerto Aysén, ils reçoivent respectivement 59 269 et 53 471 passagers contre seulement 19 866 pour Aysén. Les données fournies par l'agence nationale de statistiques (INE, 2014) diffèrent quelque peu ; 418 214 passagers seraient entrés dans la région dont 214 501 par voie aérienne, 19 866 par voie maritime et 183 847 par voie terrestre. Une différence de 13 519 voyageurs s'observe sur le nombre d'arrivés à l'aéroport de Balmaceda. D'autres incertitudes existent telles que l'arrivée de passagers depuis le nord de la région, en provenance de la ville de Chaiten (par ferry depuis Puerto Montt ou Caleta Gonzalo et Hornopirén) ou des ports secondaires de Puerto Cisnes et Raúl Marin Balmaceda, information non précisée à ce jour par le Service touristique d'Aysén.

Figure 2. Les flux comparés des voyageurs entre les trois régions de la Patagonie chilienne en 2014



(Bourlon, 2018, sources : SERNATUR 2014 & 2013b et DGAC 2014)

La route australe qui arrive du nord depuis la région de Los Lagos par la ville de Chaiten, chef-lieu de la province de Palena et l'Argentine (*via* le poste de frontière de Futaleufú), drainerait environ 50 000 voyageurs, qui doivent traverser ensuite cinq villages du nord de la région avant de rejoindre Coyhaique, sa capitale. Les points principaux d'entrée terrestre vers la région sont le poste-frontière de Futaleufú (région de los Lagos, 76 301 passagers), Coyhaique (poste-frontière Coyhaique Alto avec 27 226), Chile Chico (poste-frontière de Jeinimeni avec 119 953 voyageurs) et le poste Coyhaique Balmaceda (avec 21 308 passagers). À l'extrême sud, le poste de frontière de

Paso Roballos, isolé et à 100 km du village de Cochrane, enregistre 1 543 voyageurs. Selon SERNATUR, 41 % des arrivées terrestres seraient le fait d'étrangers et les arrivées par avion, soit 214 501 passagers, seraient à 86 % des Chiliens en 2016. Les méthodes de calculs permettant de préciser ces données ne sont pas explicitées dans le rapport de SERNATUR Aysén 2017. On apprécie que malgré des efforts d'évaluation statistiques les données fournies contiennent de nombreuses incertitudes. Le port de Puerto Chacabuco, avec 19 866 voyageurs débarqués en 2014 est le seul port important de la région. En définitive, le moyen le plus utilisé pour arriver dans la région est l'avion (50 % des flux sont aériens), suivi des voies terrestres (46 %, dont 25 % au niveau de Chile Chico pour le passage vers l'Argentine) alors que le transport maritime est résiduel (4 %), mais très important en ce qui concerne le transport de marchandises.

1.2.2. Aysén : front pionnier récent de la Patagonie

De nombreux livres ont traité de l'idée de la région d'Aysén comme un front pionnier. L'historien chilien Mateo Martinic raconte qu'Aysén est devenue une région administrative en 1975 après avoir été une terre de mythes, celui de Trapananda et de la Cité des César, l'*El Dorado* des terres australes (Martinic, 2005). Pour lui, le littoral d'Aysén reste la dernière frontière du Chili (Martinic, 2004), qui après avoir été le lieu de toutes les convoitises au XIX^e puis au XX^e siècle, a sombré dans l'oubli du fait de l'abandon relatif de la navigation au profit des voies terrestres pour sa colonisation.

Ce front pionnier marqué par les désastres écologiques de la colonisation récente et suivi par la déprédation des ressources par des multinationales, aidées par une classe dirigeante dominante installée à Santiago, est devenu récemment le laboratoire de divers projets, aussi bien publics que privés. La faiblesse des infrastructures associées à de fortes contraintes d'accessibilité, avec une seule route, la *Carretera Austral*, qui permet de connecter la région au reste du Chili, a imposé la recherche d'axes de développement rentables : celui de la production d'aluminium, des mégaprojets hydroélectriques, de l'élevage extensif de saumons ou de la mise en concession touristique des milieux naturels. C'est ainsi que le tourisme est proposé, dès 1999, comme une alternative de développement productif, prometteur, car adapté aux réalités de cette espace périphérique et pouvant aider à structurer le territoire.

Population, densités et évolutions

Selon le recensement de 2017, la population du Chili avoisine les 17 500 000 habitants. Les zones métropolitaines et de Valparaiso accueillent 8 900 000

personnes, les deux régions au sud de Santiago (Bernado O'Higgins et Maule) hébergent 1 900 000 habitants et la région du Bío Bío, avec Concepción, la deuxième plus grande ville du Chili, possède une population de 2 000 000 habitants. Ainsi, un territoire composé de cinq régions, qui représente 15 % du territoire national, accueille presque 13 millions d'habitants, soit 74 % de la population du pays. La région d'Aysén, avec ses 108 494 km², est la troisième plus grande région du Chili, après Magellan (132 291 km²) et Antofagasta (126 049 km²), mais la moins peuplée du pays, avec 103 158 habitants. La région de Los Lagos, au nord, dont la superficie est deux fois inférieure, compte plus de 800 000 habitants.

Il est significatif de constater que selon les sources consultées (Instituto Geográfico Militar, Archivos Biblioteca Nacional de Chile, Gobierno Regional de Aysén ou l'Instituto Nacional de Estadísticas) les surfaces régionales varient de 108 494 km² à 109 444 km². En effet des incertitudes persistent sur les surfaces territoriales entre certaines communes limitrophes comme Cisnes et Las Guaitecas (certaines données indiquent respectivement des surfaces de 16 093 km² et 620 km² au lieu de 15 831 km² et 787 km²) ou avec le voisin argentin, sur la commune de Villa O'Higgins (zone en dispute autour du Massif du Fitz Roy).

Les données de 2017, partielles et encore sujettes à vérifications, ne précisant pas les valeurs par localités, mais montrent comment la concentration démographique se maintient au profit des communes de Coyhaique et Aysén : 77 % des habitants y vivaient en 1992 contre 79 % en 2002 et 2017. Ces deux communes sont cependant très dépeuplées en dehors des agglomérations de Coyhaique (44 850 habitants en 2002, soit 76 % de sa population) et de Puerto Aysén (16 936 habitants, soit 90 %).

Dans une région immense, un cinquième de la surface de la France métropolitaine, 79 % de ses 103 158 habitants habitent dans les deux principales villes. L'ensemble des autres villes et villages reste marqué par la ruralité : le village de Melinka, proche de l'île de Chiloé et du Chili continental, ne comptait que 1 411 habitants en 2002. Puerto Cisnes, deuxième port de la région, consacré à la pêche artisanale et à l'industrie du saumon, en comptait 2 507. La population de la ville de Chile Chico, minière et frontalière de l'Argentine, s'estimait à 3 042 habitants alors que la ville du sud de la région, Cochrane, près du futur *Parque Patagonia*, des deux calottes glaciaires (*Campos de Hielo Patagónicos*) et du Río Baker, où avaient commencé les projets de constructions de cinq barrages hydroélectriques, comptait 2 217 habitants en 2012. Seules deux villes possédaient plus de 2 500 habitants et neuf plus de 500. Le reste de la population étant réparti dans 26 localités de 50 à 400 habitants et une vingtaine d'autres hameaux de moins de 40 personnes. Les hameaux de moins de 40 habitants ont été exclus du tableau de synthèse. Ils sont cependant nombreux dans les communes d'Aysén et de

Cisnes, sur le littoral, où les petits ports et regroupements de maisons de pêcheurs existent en fonction de l'activité artisanale et comme résultat de traditions nomades (Peuziat, 2006).

Les données de population de 2012 existent, mais ont été déclarées illégales et invalidées par une commission d'experts de la CEPAL (Commission Économique pour l'Amérique Latine), suite à des erreurs de procédure dans le recensement. Le recensement partiel de 2017 en est la conséquence et les données démographiques récentes par localités ne sont donc pas disponibles. L'évolution de la population par commune pourrait donner une idée de l'évolution des villages, où continuent de se concentrer les habitants de la région. Un exode rural marqué continue, surtout au profit de la capitale régionale, du port de Puerto Aysén et des chefs-lieux des communes de Melinka, Puerto Cisnes, Chile Chico et Cochrane. Le village de Puerto Tranquilo, dans la commune de Río Ibáñez, avec 303 habitants en 2002, aurait vu sa population grandir significativement créant «de graves problèmes d'assainissement, une saturation dans les hébergements et une absence de logement pour les travailleurs pendant les deux mois de la haute saison», selon une hôtelière de Puerto Tranquilo.

Tableau 3. La population et les surfaces communales de la région d'Aysén en 2017

Province	Commune	Ville Principale	Fondation de la commune	Surface (km ²)	Pop. Com. 2017
Coyhaique	Coyhaique	Coyhaique	1929	7 320	57 818
	Lago Verde	La Tapera	1926	5 622	852
Aysén	Puerto Aysén	Puerto Aysén	1957	29 970	23 959
	Cisnes	Puerto Cisnes	1955	15 831	6 517
General Carrera	Las Guaitecas	Melinka	1979	787	1 843
	Chile Chico	Chile Chico	1928	5 922	4 865
	Río Ibáñez	Puerto Ibáñez	1921	5 997	2 666
Capitán Prat	Río Cochrane	Cochrane	1930	8 930	3 490
	O'higgins	Villa O'Higgins	1966	8 183	625
	Tortel	Caleta Tortel	1955	19 931	523
TOT. région d'Aysén				108 494	103 158
Tot. Chili				756 102	17 574 003

Sources: INE (2017), Gobierno Regional de Aysén (2005)

Comme le montrent les densités de population, Aysén est une périphérie du Chili. Bien qu'étant la 3^{ème} région la plus importante du Chili en matière de superficie, elle en est cependant la moins peuplée. Elle représente 0,6 % de la population chilienne et la densité la plus faible du pays avec 0,95 hab./km² (alors que la moyenne chilienne est de 23,24 hab./km²). La région du nord du Chili, totalement désertique, possède une densité de 3,81 hab./km² à 18,67 hab./km². Seule la région de Magellan, avec 1,26 hab./km², se rapproche par sa faible densité de population. Malgré les protestations des habitants suite aux déclarations du ministre de l'Économie du gouvernement socialiste Rodrigo Grossi, qui annonçait en 2001 ne pas comprendre les manifestations contre l'installation d'une usine de traitement d'aluminium à Puerto Aysén, car « personne n'habite ici ! », il faut reconnaître que la région reste un vide démographique (tableau 3). Les données, même au niveau du pays, restent très singulières et expriment en soi une forte marginalité. Au sein de la région, la très faible densité de population est remarquable. En dehors de la capitale régionale, Coyhaique, et de la deuxième ville de la région, Puerto Aysén, on recense 0,20 hab./km². Six communes ont moins de 0,08 hab./km² et une seulement 0,03 hab./km² : la commune de Tortel. Dans les communes d'Ibáñez et Chile Chico (respectivement 0,44 hab./km² et 0,82 hab./km²), la population vit à 90 % sur les rives du lac Carrera. De ce fait, le pourtour du lac Général, les vallées adjacentes à l'Argentine et les îles du littoral, ont été proportionnellement plus affectés par l'action de l'homme et par les immenses incendies liés au défrichement de la colonisation pour la création d'espaces de pâturages ovins puis bovins (de 1900 à 1960).

Le dernier recensement en 2017 montre la réalité démographique par commune. En moyenne annuelle, sur les 25 dernières années, la population régionale a augmenté de 1 % par an, passant de 80 501 à 103 158 habitants. Une commune, celle de Río Ibáñez, a vu sa population décroître de 2 772 à 2 666 habitants. Ce sont surtout les communes de la capitale régionale, Coyhaique, celle de Puerto Aysén (avec le port principal de la région), de Río Cisnes (avec les deux autres ports importants de la région) et Las Guaitecas (proche de la région de Los Lagos) qui ont vu leur population augmenter. Le cas de la commune de Villa O'Higgins, à l'extrême sud de la région est particulier, car la population a augmenté, mais en passant de 337 habitants à 625! On apprécie une forte polarité urbaine et une large part du territoire sans habitants. La région a un fort caractère rural et un processus de désertification rurale est en cours. La capitale concentre tous les services administratifs, les lycées et le seul hôpital de catégorie 5 (apte à des interventions chirurgicales de moyenne complexité) de la région. La possibilité d'emploi avec une rémunération régulière ainsi que l'attrait pour des modes de vie urbains explique cet exode. La déprise agricole est marquée du fait d'un surpâturage extensif qui a appauvri les sols en 100 ans. On observe une dynamique défavorable aux petits paysans et une concentration des terres autour de

grandes propriétés agricoles semi-extensives. Les communes qui souffrent le plus de ces phénomènes sont La Tapera et Ibáñez, car là, les dynamiques touristiques sont plus infimes. Sur la commune de Cochrane, alors qu'une déprise avait lieu (- 4,5 % en 1992 et 2002), une période de croissance significative, liée au lancement des projets de barrages en 2008, provoque ensuite un recul qui semble s'amorcer après leur rejet en 2014. À Tortel, la dynamique est mitigée avec une hausse régulière de population entre 1992 et 2002 puis un ralentissement au profit de Cochrane entre 2002 et 2017, sans doute lié à l'ouverture de la route australe vers le village en 2003. Villa O'Higgins pour sa part, un tout petit village connecté partiellement à la route australe à partir de 1999 grandit peu à peu. Les communes de Cisnes et de Las Guaitecas au nord de la région voient, dans leur ensemble, leurs populations croître.

Activités productives de la région

Sans chercher à être exhaustifs, les éléments suivants permettent de préciser la structure économique et l'importance des activités productives régionales au regard de leurs possibles relations à la mise en tourisme du territoire.

Agriculture et élevage

La région est dans son ensemble peu favorable à l'agriculture. On peut cependant noter l'existence d'un climat favorable autour du lac Général Carrera, sur les communes de Chile Chico et de Río Ibáñez, qui permet, par exemple, une production de fruits et légumes commercialisés dans les marchés de la capitale régionale. Dans de nombreux villages, les habitants s'alimentent de leur production de produits de la ferme : pommes de terre, œufs, laits et légumes du potager. La production maraîchère est très limitée et oblige une importation massive depuis la région centrale du Chili (à 800 ou 1 600 km). L'élevage est l'activité principale de la région. Elle n'est pas aussi développée qu'en Argentine, car les zones de pampas et les prairies sont moins nombreuses et moins étendues. Cependant les pâturages travaillés sont de meilleure qualité, car le climat est bien plus pluvieux. L'élevage est encore principalement extensif et montagnard. Depuis les années 1980, l'élevage ovin a été progressivement remplacé par du bovin, à cause de la chute des cours de la laine et d'une demande accrue du marché national pour la viande rouge. La consommation de mouton reste très importante dans la région pour ses habitants. Les zones où l'activité d'élevage est la plus importante sont les alentours de Coyhaique, Valle Simpson, Villa Cerro Castillo, Puerto Guadal, Lago Verde, La Tapera et Cochrane. On retrouve cependant des éleveurs de moutons dans tous les villages, chacun possédant quelques chevaux, des moutons, des vaches ou des chèvres (dans les zones plus arides).

Activités forestières

Dès le début de la colonisation, à la fin du XIX^e siècle, la région a souffert d'immenses incendies liés au défrichage pour l'élevage ou pour faciliter l'exploitation forestière. C'est ainsi que, dès 1880, le « roi du Cyprès », Ciriaco Alvarez, a initié l'exploitation des forêts de cyprès bleu des Guaitecas sur les îles du littoral. Après les incendies, ceux-ci restaient sur pied, permettant une exploitation plus facile et rapide. Depuis 1990 la loi interdit l'exploitation du cyprès vivant, mais autorise la récolte des arbres morts encore sur pied, ce qui laisse une place aux feux accidentels et à l'interprétation... Quoiqu'il en soit, de nombreux incendies touchant des forêts de *Nothofagus* sur la partie andine et orientale de la région ont encore eu lieu jusqu'au début des années 2000, vraisemblablement l'œuvre des éleveurs locaux voulant créer de nouveaux pâturages ou entretenir les anciens. Comme le contrôle sur le terrain pour appliquer la législation en vigueur est très aléatoire, car éloigné de la capitale régionale où se trouvent les fonctionnaires, des campagnes de sensibilisation ont été initiées pour aboutir à une exploitation rationnelle et sélective du bois, notamment pour le chauffage.

Actuellement, l'exploitation du cyprès mort a surtout lieu dans la zone de Tortel et celle des archipels. Elle est spectaculaire dans les fjords, car le transport se fait par bateau : la collecte se fait pendant un mois dans un secteur isolé, on stocke le bois près d'une rivière ou d'un embarcadère, avant de le faire dériver sur les eaux, tiré ou transporté par de petites embarcations, jusqu'au port de Tortel. Là, il est entreposé jusqu'à la venue du bateau de la Marine chilienne (3 à 4 fois par an) qui l'embarque jusqu'à Punta Arenas, où il est vendu. Ce bois est très intéressant, car il est imputrescible. Le village, sur pilotis, est construit avec ce bois de cyprès.

L'exploitation des immenses forêts de hêtres (*Nothofagus Pumilio* et *Nothofagus Dombeyi*) se fait surtout non loin des villages de Villa Cerro Castillo, Bahia Murta et Lago Verde. D'immenses et somptueuses forêts ont poussé ici, sur un sol fait de cendres émises par le volcan Hudson. Une exploitation industrielle a eu lieu ici jusqu'en 2005, lorsque la plus grande entreprise régionale, *Maderas de Aysén*, a été revendue à des capitaux chinois. Depuis, l'activité forestière régionale d'exportation est très réduite, car les plus belles forêts ont été exploitées et les coûts d'extraction et de transport l'ont rendu peu compétitive au regard de la production de résineux dans le centre sud du Chili. L'activité forestière est actuellement surtout celle du bois de chauffage des villes et villages de la région.

Pêche et pisciculture

La pêche traditionnelle est très importante sur le littoral, mais elle est en crise depuis 15 ans, du fait d'une surexploitation. De nombreux pêcheurs ont vendu leurs quotas de pêche à des entreprises industrielles venues de Puerto Montt.

La consommation de poisson des habitants des villes et des paysans des villages intérieurs est faible: on lui préfère la viande. La culture « gaucha » domine sur celle des « Chilotes » du littoral. Les « ayseninos », les habitants de la région, continuent de pêcher pour leur propre consommation. Ils ne sont pas chasseurs, car la tradition n'existe pas et le grand gibier est rare, mais ils ont pris conscience de la pratique de la pêche récréative avec l'arrivée de nombreux passionnés de la pêche à la mouche, étasuniens ou européens. Le saumon, introduit dans les années 1980 et échappé des élevages industriels en mer, abonde dans les rivières.

L'aquaculture est l'axe clé du développement du littoral au sud de la ville de Puerto Montt et de l'île de Chiloé. De nombreuses entreprises de pisciculture et d'aquaculture (dont Alitec S.A., Nutreco Chile S.A., Pesquera Pacific Star S.A, Marine Harvest Chile S.A., Salmones Multiexport S.A et INTESAL S.A) aux capitaux étrangers (Norvégiens, Japonais et Coréens entre autres) ont installé plus de 400 centres d'élevage et possèdent des autorisations sur quelques 2 000 sites dans les fjords, plus ou moins éloignés des ports de Raúl Marin Balmaceda, Puerto Cisnes, Puerto Chacabuco et Puerto Tranquilo (via la route de la vallée d'Exploradores). L'activité se développe depuis les années 1990, mais elle est entrée en crise à partir de 2007, du fait de la prolifération de virus, résultats des mauvaises pratiques d'élevage. En effet, les fortes concentrations de saumons par centre, quatre fois supérieur à celles pratiquées en Europe du Nord, ont favorisé leur contamination par des virus et l'eutrophisation des eaux dans les baies fermées et ont conduit à l'utilisation de fortes doses d'antibiotiques et autres produits pour éliminer les algues sur les cages. De brusques floraisons d'algues rouges, les *mareas rojas*, sans doute liées au réchauffement des eaux de surfaces de l'océan Pacifique, mais aggravées par l'activité industrielle, ont créé une situation de crise récurrente. Par les effets conjugués d'une mauvaise presse concernant la qualité du saumon chilien et une chute des cours mondiaux, plusieurs entreprises ont fermé des centres et mis au chômage jusqu'à 50 % de leurs employés en 2010. En 2012, une crise sociale importante naît de cette récession et du malaise des artisans pêcheurs. Le manque de travail, de ressources halieutiques et les conditions de travail très difficiles, sur des fermes isolées dans les fjords au climat rude, à 6 heures de navigation d'un port, pendant 25 jours d'affilée, expliquent le mécontentement qui a bloqué toute activité régionale pendant deux mois.

Activités minières et hydroélectriques

Il existe trois zones d'activité minière (or, argent, cuivre, zinc et plomb) sur les communes de Lago Verde (mine El Toqui), de Chile Chico (mine Fachinal) et de Cochrane (mine Furioso, mise à l'arrêt en 2018). On note aussi l'existence d'une carrière de calcaire abandonnée sur la localité de Puerto Sanchez : alors que l'activité était très importante jusqu'en 1990, la Mina

Silva et le village de Puerto Cristal, sur la commune d'Ibáñez, qui comptaient jusqu'à 1 500 habitants à son apogée, sont aujourd'hui abandonnés. Le lieu déclaré Monument National est un véritable village fantôme digne d'un film du Far West. Les perspectives de développement restent importantes à en juger par le grand nombre de demandes de concessions de recherche minière. Cependant, avec l'abandon des huit grands projets hydroélectriques sur les communes de Cochrane, Villa O'Higgins et Puerto Aysén, les perspectives ont été revues à la baisse. En effet, sans une source d'énergie proche et bon marché, il faut transporter un minerai non raffiné vers le nord du pays, ce qui réduit grandement son intérêt économique. Il est important de noter que c'est surtout le village de Chile Chico qui est culturellement minier, mais aussi paysan. La mine d'El Toqui, proche de Lago Verde, fonctionne en système fermé avec des travailleurs logés sur place par périodes de 7 jours (cette mine a déclaré faillite en 2019).

Le potentiel hydroélectrique de la région est très important. Durant le régime militaire de Pinochet, l'eau a été privatisée et la grande entreprise nationale hydroélectrique ENDESA a été achetée par des investisseurs chiliens et espagnols principalement. Un système de droits d'eau pouvant être commercialisés sur le marché pour usages hydroélectrique, agricole ou domestique est établi. Le secteur hydroélectrique prend alors de l'ampleur et la région d'Aysén, où s'écoulent les plus importants fleuves du Chili dont le Río Baker, semble destinée à produire de l'énergie pour l'ensemble du pays. Cependant les conditions géographiques et de transport de l'énergie sont complexes et coûteuses. Il faut ainsi attendre 2001 pour voir apparaître, sur le Río Cuervo, non loin du port de Puerto Aysén, le premier projet de barrage hydroélectrique en vue de produire de l'aluminium, grâce à l'importation de bauxite australienne. Le projet est abandonné après de vives manifestations liées aux risques de contamination de la population avoisinante, mais surtout en raison de l'essor de l'industrie du saumon. En 2007, un vaste plan de recherche de faisabilité du projet HidroAysén (Endesa-Colbun, aux capitaux chiliens, espagnols et italiens) est lancé : il s'agit d'analyser les effets de la construction de cinq barrages gigantesques sur les deux plus grands fleuves de la région, le Río Baker et le Río Pascua. Parallèlement, le projet d'Energía Austral (Xstrata-Glencore, aux capitaux suisses, canadiens et australiens) sur trois autres cours d'eau importants, le Río Condor, le Río Blanco et le Río Cuervo, est aussi examiné. La création des huit barrages devait être associée à une ligne à haute tension continue de plus de 2 300 km, traversant les Andes de la région d'Aysén et de Los Lagos avant de rejoindre la capitale. L'objectif du projet était alors d'alimenter en électricité la région de Santiago, ainsi que les complexes miniers du nord du pays. Il n'était pas prévu d'alimenter la région d'Aysén grâce à ces barrages. Aujourd'hui, ces grands projets ont été abandonnés et seuls sont évoqués de petits barrages. Pour cela, les droits d'eau aux mains de multinationales doivent être libérés et revendus à l'État ou à des

entrepreneurs privés intéressés par des projets de plus modeste envergure. Aujourd'hui, seules quelques microcentrales produisent de l'énergie couvrant partiellement les besoins en énergie.

Tourisme

Le tourisme est présenté dans l'ensemble des rapports publics de la région et depuis quinze ans comme un axe stratégique du développement économique régional. Cependant, nos enquêtes de terrain réalisées entre 2014 et 2016 et les entretiens avec de nombreux acteurs montrent que, bien que les attentes locales envers le tourisme soient fortes, la réalité est contrastée. D'une part, Caleta Tortel, village de 500 habitants du sud la route australe, aurait reçu quelques 10 000 visiteurs au cours de l'année 2013, selon une fonctionnaire de la municipalité de Tortel. D'autre part, Puerto Gaviota, un minuscule port de pêche de 50 habitants qui n'apparaît même pas sur certaines cartes de la région, n'aurait attiré guère plus qu'une dizaine de visiteurs cette même année, selon le propriétaire d'un gîte. Un haut lieu du tourisme régional serait Puerto Tranquilo, proche du site naturel de *Capillas de Mármol*, qui lui recevrait entre 50 000 et 60 000 visiteurs par an, selon un opérateur de Puerto Tranquilo. La région est indéniablement attrayante, point que nous développerons dans le chapitre suivant, mais son incidence économique est encore incertaine et très variable sur l'ensemble du territoire. L'offre est désorganisée et voyager requiert une bonne dose d'autonomie et de patience : « Ici tout est possible, mais rien n'est sûr » (entrevue de terrain en janvier 2017, visiteur français). Cette Patagonie hors des sentiers battus, avec son identité propre et ses attraits cachés, attire cependant toujours plus de visiteurs d'année en année.

Vocation productive de la région de Aysén

Les visites de terrain et les descriptions faites dans les rapports techniques régionaux montrent que la région est par essence rurale. Comme le montre le tableau suivant, les pôles d'activités minières sont spécifiques à trois communes : Chile Chico, Lago Verde et Cochrane ; l'aquaculture et la pêche artisanale se déroulent au départ de Puerto Aysén, Puerto Aguirre, Puerto Cisnes, Raúl Marin Balmaceda et Melinka ; le tourisme est plus marqué dans deux zones, vers le village de Puyuhuapi avec le parc Queulat, et vers celui de Puerto Tranquilo avec les *Capillas de Mármol*.

Alors que Coyhaique et Puerto Aysén concentrent tous les services de l'État, administratifs, éducatifs et sociaux, les activités productives structurelles y restent traditionnelles. L'agriculture est omniprésente sur le continent bien que son poids soit relatif dans l'économie régionale (4 %). La production forestière qui y est rattachée, pèse peu, mais représente un secteur important, car il fournit en bois de chauffage et de construction des grandes villes.

L'industrie minière, concentrée sur trois localités, représente entre 17 et 20 % du PIB. L'industrie du saumon et la pêche artisanale, qui pèse 13 % du PIB, est elle aussi très concentrée, sur le littoral et les localités de Puerto Aysén (au port de Puerto Chacabuco), de Puerto Aguirre et de Puerto Cisnes. Les industries minières et aquicoles n'ont pas d'incidence structurelle sur l'ensemble du territoire. Le tourisme, bien que concentré sur deux pôles d'attrait et la capitale régionale où tous les visiteurs transitent, se diffuse peu à peu.

Tableau 4. Les activités productives principales d'Aysén par commune en 2014

Commune	Ville principale	Agricole	Forestière	Halieuthique & Aquicole	Minière & Hydro	Touristique
Las Guaitecas	Melinka			X		
Lago Verde	Lago Verde	X			X	
Río Cisnes	Puerto Cisnes			X		
	La Junta et Puyuhuapi	X				X
	Raúl Marín Balmaceda			X		
Coyhaique	Coyhaique	X				
	Valle Simpson	X				
Aysén	Puerto Aysén Chacabuco			X		
	Mañihuales	X	X			
	Puerto Aguirre			X		
Chile Chico	Chile Chico	X			X	
	Puerto Guadal	X				
Río Ibáñez	Puerto Ibáñez	X				
	Villa Cerro Castillo	X	X			
	Puerto Río Tranquilo	X				X
Cochrane	Cochrane	X			X	
Tortel	Caleta Tortel	X	X			
O'Higgins	Villa O'Higgins	X				

(Bourlon, 2018)

Selon l'Institut National de Statistiques (INE, 2014), la région compte une population active de 54 140 personnes, dont 9 550 sont des fonctionnaires et militaires. Ils représentent à eux seuls 17,6 % des actifs de la région d'Aysén, c'est-à-dire la première branche d'activité régionale. Les employés des services de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale, publics ou parapublics, représentent 9 640 emplois, soit 17,8 % de la population active. En définitive, environ 35,4 % des travailleurs sont financés par l'État. Par ailleurs, 3 304 personnes travaillent dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration (6,17 %), 4 990 personnes en agriculture (9,21 %), 1 980 dans la pêche (3,7 %) et 1 080 dans le secteur minier (2 %), secteur économiquement le plus important de la région. Le programme stratégique pour le tourisme (CORFO, 2015) confirme cette situation atypique où l'administration publique, la construction et la pêche dominent la structure du travail régional. En 2012, selon le service du Ministère de l'Économie de la région d'Aysén (SEREMI-Economía-Aysén, 2014) et sur la base de données du Service National des Impôts, 82,8 % des entreprises privées de la région étaient très petites (micros), 15,3 % petites et moyennes et 1,4 % grandes, ces dernières employant 26 % des travailleurs. L'analyse précise qu'entre 2005 et 2012 l'évolution économique de la région est basée presque exclusivement sur une hausse des ventes de grandes entreprises qui ont doublé leurs chiffres d'affaires. Pour sa part, l'étude du programme stratégique régional (PER) pour le tourisme (CORFO, 2015) indique que 98,5 % des entreprises liées au secteur du tourisme sont des micros et petites entreprises familiales.

Le tourisme n'est pas individualisé dans les analyses publiques (tableau suivant). L'activité est rattachée, partiellement, aux hôtels et restaurants (1,7 % de l'activité), aux activités de transports et télécommunications (5,7 %), mais participe aussi des activités de la construction, du commerce et de l'immobilier. Les dépenses dans ces domaines ne sont pas uniquement le fait de visiteurs pouvant être qualifiés de touristes, puisque de nombreux professionnels utilisent ces services. Le transport est aussi celui des marchandises, car la région est en très grande partie dépendante d'importations venant du Chili continental et de l'Argentine. D'après l'étude du Service National du Tourisme (SERNATUR Aysén, 2017) et sur la base des données fournies par le service des impôts des années 2005 et 2012, selon les revenus déclarés par les entreprises participant à l'activité touristique (*Actividades Características de Turismo*), c'est-à-dire le logement, la restauration, le transport de passagers, les agences de voyages ou opérateur et guides indépendants, le chiffre d'affaires pour 2005 serait de 16,3 millions de dollars américains et de 31 millions en 2012. Il en résulte que le tourisme représentait 18 % de l'activité productive régionale en 2005 et 27 % en 2012. Elle serait la première activité productive régionale et aurait ainsi une incidence économique très supérieure à l'agriculture (6 à 4,1 %), à la pêche et à l'aquaculture (14 à 13 %) ou l'activité minière (17 à 20 % du PIB).

Il est important de considérer que l'industrie du saumon était à son apogée en 2006 et a depuis souffert une grave crise, entraînant la suppression de plus de 50 % des emplois du secteur. L'activité minière s'est amplifiée, alors que l'agriculture continue son déclin. Les données de l'activité touristique doivent cependant être considérées avec précaution. En effet, la grande majorité des entreprises exercent la pluriactivité : des services touristiques, mais aussi de transport de marchandise, de commerce ou d'agriculture et d'élevage. Or il n'est pas possible à ce jour, au service des impôts, de faire la part des revenus proprement touristiques des entreprises, valeurs d'ailleurs plutôt sous-estimées pour payer moins d'impôts. De nombreuses ventes de services, apparentées à l'activité touristique, comme la restauration, l'hébergement, la location de voiture ou le transport de passagers, peuvent être le fait de clients professionnels et non de visiteurs et touristes.

Tableau 5. La structure du PIB de la région d'Aysén de 2005 et 2012

Activités économiques par ordre d'importance	2005	2012	Évolution
Commerce au détail	40 %	30 %	baisse
Activité minière	17 %	20 %	hausse
Pêche et Aquaculture	14 %	13 %	stable
Construction	6 %	9 %	hausse
Transports et télécommunication	6 %	6 %	stable
Agriculture et forêts	6 %	4 %	baisse
Industrie et manufacture	2 %	4 %	hausse
Éducation	2 %	4 %	hausse
Activités immobilières	2 %	3 %	hausse
Activités financières	1 %	3 %	hausse
Services d'Eau et Électricité	1 %	2 %	faible hausse
Hôtels et restaurants	1 %	2 %	faible hausse
Services à la Communauté	0 %	1 %	faible hausse
Services Sociaux et de Santé	0 %	1 %	faible hausse
Milliers de \$US (1\$US= 500\$ chiliens en 2012)	91 426	115 734	
Tourisme en milliers de \$US	16 331	31 010	
Part du tourisme dans l'activité régionale	18 %	27 %	

(SEREMI-Economía-Aysén, 2014 ; SERNATUR Aysén, 2017)

En définitive, l'économie de la région est dépendante de l'État, des activités primaires et du commerce, mais traditionnellement agricole. Le tourisme s'installe peu à peu et commence à concurrencer économiquement et spatialement les autres activités productives.

Organisation du territoire, histoire et enjeux géopolitiques

D'autres chercheurs ont questionné les dynamiques géographiques au Chili, notamment Anne Laure Amilhat-Szary (Amhilat-Szary, 1999), d'un point de vue culturel et politique, sur la problématique du paradoxe territorial néolibéral, sur la problématique de l'intégration des communautés indigènes (Amilhat-Szary, 2006) ou sur le thème des enjeux géopolitiques et de l'intégration régionale au niveau de la frontière triple, entre le Chili, le Pérou et la Bolivie (Rouvière, 2009 ; Guyot, 2012). Pour leur part Grenier (1988) et Velut (2009) ont questionné l'incidence de cette « si longue frontière » entre le Chili et l'Argentine. Enfin Hernán Escobar (2007) a montré les enjeux spécifiques en matière d'aménagement de la région d'Aysén, en sa qualité de « zone extrême » du Chili. C'est cependant Grenier (1997) qui aborde précisément la problématique de dynamiques territoriales sur les enjeux autour de l'ouverture de la route australe et de la conséquente ruée des transnationales vers la Patagonie et ses ressources naturelles (2003).

À partir du XVI^e et jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la mer favorise les mobilités et les échanges, l'enjeu principal étant la maîtrise du canal de Magellan. Les Espagnols tentent d'installer une colonie en 1584 aux deux extrémités du Détroit de Magellan afin de s'opposer à la montée en puissance de la Marine anglaise et à sa possible prise de possession du canal liée à la présence du corsaire Francis Drake (Martinic, *Cartografía Magallánica 1523 - 1945.*, 1999). En 1584 Pedro Sarmiento de Gamboa fonde les bases de deux villages sur le Détroit, mais ces expériences sont un désastre, les pionniers succombent de froid et de faim, incapables de s'adapter au milieu naturel. Entre 1599 et 1616, les Hollandais installent sur la péninsule du Brunswick une base logistique et de protection pour leurs navires. À la suite de ces tentatives, près de deux siècles et demi vont passer sans nouvelles vellétés de colonisation.

Au début du XIX^e siècle, la Patagonie reste en grande partie à découvrir. Les Britanniques affirment leur présence grâce à de multiples voyages d'explorations scientifiques et géographiques dont celle de Phillip Parker King et Robert Fitzroy à partir de 1826 et celle associée à Darwin à partir de 1831. Cela conduit la jeune République du Chili à affirmer sa souveraineté territoriale sur les terres australes en installant à partir de 1843 une présence militaire chilienne à Fuerte Bulnes, sur le Détroit de Magellan, puis un pénitencier et un port qui deviendra Punta Arenas. C'est à partir de ce lieu que

la colonisation chilienne va s'amplifier, grâce aux colons étrangers attirés par les opportunités foncières offertes par le Gouvernement chilien. Une colonisation autour de comptoirs et de fermes, les *estancias*, se développe dans la pampa durant les années 1870 et 1880, dont les propriétaires et investisseurs sont fréquemment étrangers (anglais, écossais, allemands, espagnols, etc.). Cette dynamique associée à la fièvre de l'or, au développement de la pêche à la baleine et à la chasse aux otaries génère de nombreux flux migratoires. La colonisation chilienne continentale se diffuse depuis Punta Arenas vers le nord alors que celle de l'Argentine se produit du nord au sud, au départ de Buenos Aires puis de Carmen de Patagones. La frontière entre les deux pays est à ce moment totalement virtuelle et les représentations cartographiques restent très approximatives, voire totalement inexistantes pour les zones continentales (Martinic, 1999).

La colonisation continentale d'Aysén s'initie à partir du milieu du XIX^e siècle par les steppes désertiques, mais c'est la Guerre du Pacifique, conflit qui oppose le Chili d'un côté et le Pérou et la Bolivie de l'autre, pour la maîtrise des ressources en nitrate dans le nord, qui accélère la dynamique. Pour s'assurer de la neutralité de l'Argentine et de sa non-entrée en guerre, le Chili lui propose de résoudre le différend territorial en Patagonie. Les deux nations signent l'accord de 1881 dit du « *Tratado de Límites* », qui fixe les principes généraux de la définition du tracé frontalier : « la ligne de séparation partant des points les plus élevés de la Cordillère qui divisent les eaux et passants entre les chutes qui se déversent de l'un et de l'autre côté » (Matos, 1996). Si cette définition permet aisément de s'accorder sur la ligne de partage des eaux et la crête frontalière sur une grande partie septentrionale de la Cordillère des Andes, elle reste difficile à appliquer en Patagonie principalement pour les espaces insulaires, les Champs de glace et les massifs limitrophes.

Plusieurs villes sont fondées peu après : Porvenir en 1883 au Chili (en Terre de feu, à l'est de Punta Arenas, sur l'autre rive du détroit de Magellan), à la suite de la découverte d'un important gisement aurifère ou Rio Gallegos en 1885 en Argentine, pour y implanter une sous-préfecture maritime et une garnison militaire. Une mission anglicane s'installe à Ushuaia en 1871 dirigée par le Pasteur Thomas Bridge (Bridge, 2013) dont on retrouvera le fils dans la région d'Aysén à partir de 1919. La ville se développe progressivement avec l'arrivée de chasseurs d'otaries, de marchands, de fonctionnaires et de militaires argentins et avec la construction d'un pénitencier.

En 1902, l'accord frontalier de 1881 est relancé avec le processus dit de « *Laudo Arbitral* » qui vise à arbitrer et préciser le tracé des frontières en Patagonie. Réalisée à la suite d'une médiation anglaise, une commission bipartite d'experts est mise en place comprenant Francisco Moreno pour l'Argentine et Hans Steffen pour le Chili. Des difficultés persistent alors dans sa définition en de nombreux endroits (Gallois, 1903). Outre les critères

géographiques, les deux experts s'appuient sur des arguments historiques pour étayer leurs rapports. Ils mettent en avant les logiques d'implantations de nouvelles populations de part et d'autre. Les deux États vont, dès lors, accélérer leurs politiques de colonisation afin de marquer leurs souverainetés territoriales. Cependant, les antagonismes vont continuer autour de cette souveraineté territoriale. Ainsi, une dispute autour de trois îlots inhabités (Lennox, Nueva et Picton), au débouché atlantique du canal Beagle, a failli être à l'origine d'un conflit armé en 1978. Une médiation papale donne lieu à la signature au Vatican du traité « *Tratado de Paz y Amistad* » réglant définitivement le désaccord en 1984. Le tracé de la frontière entre le Mont Fitz Roy et le Cerro Daudet sur le *Campos de Hielo Patagónico Sur* a fait l'objet d'un accord Chili-Argentine en 1998, qui pose le principe de l'engagement des deux pays à préciser ultérieurement et pacifiquement celui-ci. Si bien le principe est acquis, la définition de la ligne frontalière reste encore en suspens! La conséquence est la présence, encore aujourd'hui, sur les cartes chiliennes d'un large carré blanc au sein duquel devrait prendre place la future frontière une fois les négociations abouties.

L'actuelle région d'Aysén reçoit officiellement en 1903 ses premiers colons, sur les rives du Lac Buenos Aires (aujourd'hui Lac General Carrera du côté chilien). Durant les décennies 1910 et 1920, le Chili appuie la mise en place de grandes concessions agricoles. Ces sociétés basées sur le modèle des estancias de l'Argentine s'installent sur les prairies de la Cordillère orientale, à l'Est des Andes : la *Sociedad Industrial de Aysén*, à l'emplacement de l'actuelle ville de Coyhaique, l'*Anglo-Chilean Pastoral Co.*, sur l'actuelle commune de Río Cisnes et dans la vallée du Río Chacabuco et du Río Baker et la *Sociedad Explotadora del Baker* sur l'actuelle commune de Cochrane. En parallèle et en concurrence pour l'appropriation des terres, de nombreux colons sont attirés par la possibilité de devenir propriétaires. Mais ceux-ci entrent rapidement en conflit avec les sociétés agricoles dont les titres sont octroyés à Santiago en méconnaissance totale et volontaire de la colonisation spontanée. Ceci donnera lieu à la Guerre de Chile Chico entre 1914 et 1918 (Ivanoff, 2014), une succession d'escarmouches entre les employés des sociétés agricoles, aidés par l'armée chilienne, et les petits paysans « gauchos ».

Sur le littoral et dans les archipels de Guaitecas et de Chonos, au sud de l'île de Chiloé, la chasse à l'otarie (lion de mer ou *lobos marinos*) et à la loutre marine (*gatos de mar*) est un commerce lucratif. Mais c'est avec l'activité forestière, la coupe du Cyprès bleu des Guaitecas, que de nombreux habitants de l'île de Chiloé émigrent vers le sud et s'installent de manière permanente dans les archipels, dans les villages actuels de Melinka et Repollal. De nombreuses îles subissent une large déforestation par incendie afin de faciliter l'accès aux seules essences recherchées. Certains font fortune comme Ciriaco Álvarez surnommé le « Roi du cyprès » et généreront d'importantes activités

d'extraction et de négoce. Cette dynamique s'étend rapidement vers le sud. Bajo Pisagua est créé en 1906 à l'embouchure du Rio Baker. De manière volontariste, l'État installe aussi des postes militaires. Puerto Eden sur le canal Messier est fondé en 1937 par les forces aériennes chiliennes (escale des hydravions entre Puerto Montt et Punta Arenas). Les derniers Kawésqars y seront progressivement regroupés.

Sur le continent et avec la loi de la colonisation (*Ley de la colonización*) votée en 1937, une accélération de la colonisation a lieu. Les terres sont octroyées à ceux qui peuvent faire la preuve de leur mise en valeur et de leurs usages agricoles. L'État chilien se charge de la régularisation *a posteriori*. Les conséquences écologiques seront dramatiques puisque pour la seule région d'Aysén, en un été, 3 millions d'hectares de forêts seront brûlés sur les 11 millions de la superficie totale régionale. Cette déforestation marque encore aujourd'hui le paysage. De nombreux étrangers profiteront ultérieurement des facilités et largesses faites par l'État chilien pour construire des communautés allemandes à Puyuhuapi à partir de 1930 (Ludwig, 2011) ou belges à Chile Chico à partir de 1948 (Chenut, 2003). Les Allemands de Puyuhuapi sont des agriculteurs cherchant à fuir la misère dans laquelle étaient plongées les campagnes de la Bohême avant et après la Seconde Guerre Mondiale. Le gouvernement chilien attire donc les colons vers les territoires du sud, de l'Araucanie jusqu'à la Terre de Feu. Il est très attentif à trouver des familles acceptant de s'installer aussi bien en territoire Mapuche que dans ces zones isolées aux conditions climatiques extrêmes et à la mise en valeur complexe.

La partie centrale de la Patagonie chilienne, l'actuelle région d'Aysén, n'a d'existence légale qu'à partir de 1894, quand elle sera arbitrairement rattachée à la province de Llanquihue au nord et la province de Magellan au sud. La frontière est définie au niveau de l'actuelle Cerro Lindero Magallanes, près du Village de Puerto Bertrand, à la limite entre les communes de Chile Chico et Cochrane. Le territoire d'Aysén est créé en 1928 qui devient très rapidement la province d'Aysén, en 1929, avec comme chef-lieu Puerto Aysén. La XI^e région d'*Aysén del General Carlos Ibáñez del Campo* est constituée en 1975 avec comme capitale Coyhaique, ville fondée en 1929. Cette politique incitative de colonisation perdurera sous la dictature de Pinochet jusqu'à la période contemporaine. La construction de la *Carretera Austral* (Grenier P., 1997) répond pour partie à cet objectif avec le maintien des régions du sud en zones franches afin de renforcer leur attractivité.

Prédation des ressources naturelles

Selon Michel (2001), dans tous les espaces lointains, en Asie comme ailleurs, « les trois "M" Militaires, Missionnaires, Marchands (dans l'ordre d'apparition...), n'ont cessé d'exporter une certaine idée (plus proche du pire

que du meilleur !) de la civilisation occidentale ». C'est ainsi que « partout dans le monde (...) pour l'édification des fronts pionniers (...) les trois "E" – État, École, Église – forgent le lieu et constituent le fer de lance de la modernité à l'occidentale et du développement qui, logiquement, initiera la suite du processus et des opérations "civilisatrices", économiques en priorité » (Michel, 2015b). C'est ainsi qu'en Patagonie aux marins découvreurs ont suivi les militaires conquérants, les missionnaires évangélisateurs et les marchands avides. Pour Grenier (1996) c'est un *Far West* dans le *Far South* qui s'est installé en Patagonie dès le milieu du XIX^e siècle. Après la conquête de l'espace, la « Patagonie Obstacle », s'en suit une exploitation avide des ressources, la « Patagonie Ressource ». Grenier (2003) réalise un diagnostic très documenté et pessimiste de la prédation des ressources naturelles par les multinationales. Dans un pays où selon lui, la pensée ultralibérale reste le modèle dominant, il montre comment la surexploitation de la mer et des forêts a eu un impact dévastateur sur l'environnement tout en ne satisfaisant que les intérêts d'acteurs économiques exogènes au territoire. Le même type d'analyse pourrait être développé sur la création d'exploitations pétrolières, gazières et minières en Terre de Feu et dans la région de Magellan, dont l'effet économique est minime en matière de développement régional. Il fait le pronostic d'une nouvelle période, celle d'une « Patagonie Spectacle » (Grenier P., 2003), « avec des hordes de touristes » venant consommer (Urry, 1995) ces paysages du bout du monde.

Après l'apogée des sociétés agricoles qui s'achève avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, les principaux acheteurs de laine et viande ovine étant les Européens, une période d'extraction minière débute sur le pourtour du Lac General Carrera (ex Lac Buenos Aires) dans les années 1930 (Sandoval, 2007). Elle consolide l'existence de la ville de Chile Chico et donne vie à la navigation sur le lac. Elle facilite ainsi la dissémination des colons dans les vallées adjacentes. Cette activité minière correspond aussi à l'arrivée des premiers aventuriers explorateurs, tels que le géologue suisse Arnold Heim (2009) qui vient dans la région pour faire l'ascension du Mont Saint Valentin (4051m) et la traversée du *Campos de Hielo Norte*. Pour sa première incursion en 1939, il rejoindra Puerto Aysén puis passera par l'Argentine pour rejoindre le village de Chile Chico avant de traverser le lac vers sa rive ouest et le Río Leones. C'est durant ce voyage qu'il offre ses services de géologue pour décrire le gisement de la Mina Silva, actuel village abandonné de Puerto Cristal.

Comme le montre la polémique autour du projet hydroélectrique de la création de cinq barrages dans le sud de la région d'Aysén les conflits continuent. L'entreprise porteuse du projet « HidroAysén », un consortium des entreprises chiliennes Endesa et Colbun dont les capitaux sont en majorité étrangers, reçoit un fervent appui politique en 2006 lorsqu'elle annonce ses projets

pharaoniques. Dans cet esprit, l'État offre depuis cent ans de multiples options de concessions en autorisant l'exploitation de ressources ou de territoires à des fins productives. C'est avec l'idée que de grands projets industriels peuvent dynamiser le développement d'un espace isolé que l'État a permis la multiplication des fermes d'élevage de saumon, des exploitations forestières et minières et la privatisation des droits d'eau.

Cette réalité historique a conduit, à partir de 1994 et le retour de la démocratie, à certains changements législatifs. Certaines contraintes ont été instaurées et les projets d'exploitations sont soumis à une évaluation environnementale. Cependant, cette dernière est passive : l'entreprise doit déclarer les incidences potentielles et proposer des actions de compensations. L'État évalue le dossier, mais avec des moyens très limités pour des études indépendantes ou des contrôles lors de travaux et opérations. Ainsi, en guise d'exemple, les services de l'État doivent demander aux industries du saumon de venir les chercher au port pour faire l'inspection des installations et vérifier le respect des bonnes pratiques sanitaires et chimiques des centres d'élevage. Seule la Marine chilienne possède une capacité de navigation pour sillonner les fjords, mais elle n'a pas d'attribution légale pour contrôler les installations.

Après la période des années 1970, où le Service Régional de Planification et de Coordination (SERPLAC) et le Fond National de Développement (CORFO) du Ministère de l'Économie chilien, visant à exploiter au maximum les ressources naturelles (IREN, 1979), une intention de mettre en œuvre une gestion planifiée a vu le jour. Un plan de zonage et d'usages prioritaires des ressources du territoire a été étudié à partir de 1999 par le Gouvernement Régional d'Aysén, la SERPLAC avec l'aide du Bureau de la Coopération Allemande (GTZ) et l'Université de Berlin (Gobierno Regional de Aysén, 2005b) (Gobierno Regional de Aysén, 2013) afin de rendre compatible les usages partagés des ressources. Depuis 2005, les projets importants doivent être compatibles avec des zones à usages prioritaires définies dans le *Plan de ordenamiento territorial*, de préservation, de conservation, de pêche, d'aquaculture, d'exploitation forestière ou minière et d'usage agricole ou touristique. Dans les faits, ceci reste théorique et constitue un point parmi d'autres que l'entreprise doit prendre en compte dans ses études d'impacts. De nombreuses initiatives parviennent à se soustraire aux études grâce à une procédure dite de déclaration d'impact, si elle estime que son activité ne génère pas d'impact significatif.

Des plans de gestion, voulus comme plus durables ont aussi vu le jour, sous le même gouvernement du président Ricardo Lagos (2000 à 2006), mais sous l'égide de la Commission nationale pour l'Environnement (CONAMA) et avec l'appui technique de la coopération française (Agence Française de Développement du Ministère des Affaires Étrangères) de la Fédération Française des Parcs Naturels Régionaux (FFPNR). C'est le projet A.C.C.A.

dont l'étude de faisabilité s'initie en 1995 sous le nom de projet Río Baker puis du projet Patagonia (DBE, 1995). En 1999 se met en place un programme de coopération (Gobierno Regional de Aysén, 2000) qui s'achève après 5 ans en 2005, avec la promulgation de la Charte du Territoire (Gobierno Regional de Aysén, 2005a).

Cette période de réflexion sur l'aménagement et la planification territoriale culmine avec l'élaboration des stratégies de développement régional concertées (SERPLAC, 2006). Cependant, les limites de l'organisation du territoire par l'État sont clairement identifiées (Escobar, 2007) : il est difficile de rendre compatible le discours d'un développement durable d'une région isolée, dans un pays néolibéral et la volonté de favoriser de grands projets industriels. Leurs impacts étant significatifs et, en l'absence d'une législation plus contraignante, les conflits sociaux et environnementaux se sont multipliés à partir de 2006, principalement avec le lancement des projets hydroélectriques et la multiplication des élevages industriels de saumon et leurs problèmes sanitaires. C'est ce que montre la carte des conflits d'usages élaborée par le Centre de Recherche sur les Écosystèmes de la Patagonie (CIEP) : le tourisme et la conservation (le respect des aires protégées définies par l'État) rentrent en conflit avec toutes les activités industrielles.

Aysén un front pionnier

Une fois stabilisés les problèmes géopolitiques et frontaliers avec l'Argentine, l'État chilien a favorisé le peuplement de cet espace éloigné en y favorisant des activités économiques extractives. Selon le directeur du service de tourisme, l'État souhaite aujourd'hui « rentabiliser » son investissement régional, bien qu'il soit le deuxième plus faible des 15 régions du pays (\$US250 millions, soit plus de huit fois inférieure à la région métropolitaine). Il reste important, car, rapporté au nombre d'habitants, il est de \$US 2 500, soit trois fois supérieur à la moyenne nationale (Maldona & Medel, 2016). Du fait des limitations agricoles, avec seulement 14 % de terres aptes à l'élevage et l'exploitation forestière, des ressources minières très difficiles à identifier et exploiter au cœur d'une cordillère des Andes, la vocation productive de la région est floue. Les espaces protégés, couvrant presque la moitié de la région, semblent, pour la majorité des habitants un frein au développement socio-économique.

La région d'Aysén est-elle un confin? Oui, cette zone « extrême » est limitée dans son développement économique par son isolement, sa faible population et reste dépendante de l'État (Peuziat & al., 2012). La prise de conscience des attraits naturels et culturels a initié une dynamique touristique qui change la perception des autorités politiques quant à sa vocation productive.

I.2. Représentations sociales des confins de nature

« Tout lieu de l'écoumène [la relation de l'humanité à l'étendue terrestre] participe concrètement d'un rapport sujet/prédicat [S/P], selon un mode ontologique qui n'est autre que la réalité ; mais tous les lieux ne sont pas chargés d'autant de prédicats que le sont les hauts lieux. » (Berque, 2010)

Nous avons montré l'existence des confins en tant qu'espaces périphériques. Ces espaces se justifient d'un point de vue euclidien comme la distance géométrique d'un lieu aux centres urbains mondialisés, mais aussi socio-économique : en ce sens, ils sont à l'extrême opposé des centres du pouvoir politique dominant. Il ressort cependant des analyses précédentes que les confins sont presque toujours des espaces géographiques à la symbolique forte et associée à des espaces de nature d'une grande beauté paysagère. On les « reconnaît pour la beauté de leurs paysages terrestres ou marins [...] souvent qualifiés de sauvage, lointain, hors des sentiers battus, l'arrière-pays et au-delà et non altéré » (Botterill & al., 2000). Les confins, ces espaces périphériques, seraient aussi essentiellement naturels, qu'ils soient marins, terrestres ou aériens. Cerner les enjeux du développement touristique dans les confins de nature nécessite une compréhension du rapport de l'homme à la nature et de ses pratiques culturelles, qui varient fortement d'un pays à un autre selon des « genres de vie » (Claval, 2011) très divers.

2.1. Fondements pour une approche géographique des confins de nature

En géographie, la problématique spatialisée du rapport homme-nature est abordée dès 1864 par le géographe Perkins Marsh (1898), puis par Reclus (1881) et Ratzel (1891). Le questionnement de la formation de l'écoumène est aussi central que la notion du couple centralité-périphérie. Aujourd'hui encore, beaucoup de géographes considèrent que « les hommes ne sont jamais en prise directe avec la nature ; ils vivent dans un environnement qu'ils ont créé [et] dépendent de l'environnement où ils sont installés » (Claval, 2011), rappelant les fondements de l'analyse anthropo-géographique de Ratzel (1891). En effet, pour le géographe allemand, l'analyse géographique et politique est avant tout celle de l'opposition entre le « *Naturvölker*, encore incapable de se protéger réellement du milieu, de le transformer et de le maîtriser [et] à l'autre bout de l'échelle [...] les *Kulturvölker* [qui] pratiquent des agricultures savantes » (Ratzel dans Claval, 2011). Les géographes français, comme Vidal de la Blache, poursuivent cette logique de l'étude des influences du milieu sur les sociétés humaines. Tissier (2014) rappelle que dans sa « géographie humaine », Paul Vidal de la Blache décrit son objet

d'étude : « la terre, comme demeure de l'espèce humaine » et le sens de son travail : l'analyse de « la relation d'interdépendance entre l'humanité et son habitat » (Vidal de la Blache, 1913). Cependant, il propose d'élargir le regard géographique en proposant d'inclure une perspective « écouménale » à la géographie classique, en « invitant à une prise en compte en termes généraux des relations de la terre et de l'humanité ». Selon lui, « aujourd'hui toutes les parties de la terre entrent en rapport, l'isolement est une anomalie qui semble un défi » (Tissier, 2014). Pour Tissier, « on peut lire l'emploi ou le réemploi de la notion d'œkoumène dans la géographie classique comme un effet d'héritage culturel hybridant l'ancienne notion hellénistique et la position cosmopolite de la philosophie des Lumières » (*op. cit.*). Il est aussi l'expression de l'opposition de l'analyse du monde, soit par le prisme de l'homme en tant qu'être jouet des dieux et de la nature, ou acteur et transformateur du monde, par son intelligence et ses outils scientifiques, qui lui permettent de dominer son espace et les autres espèces.

Plus spécifiquement, « les espaces pionniers, par un processus de colonisation sont intégrés à l'œkoumène », les fronts pionniers sont « l'extension de l'œkoumène » et les « franges pionnières » des marges où se dessinent des « sub-œkoumènes plus ou moins temporairement colonisés » (Monbeig, 1966). Pour Maximilien Sorre (1943), « la terre est d'abord un habitat au sens biologique où le genre humain vit et se reproduit » étant « lui-même divisé en races adaptées aux différents milieux ». Ainsi, l'œkoumène est « une notion clé de la géographie humaine » et l'étude des confins de nature serait celle « du peuplement, des densités et des discontinuités de l'œkoumène, et des migrations » (Sorre 1943 dans Tissier, 2014) qui induisent l'aménagement de milieux naturels.

2.1.1. Culture, nature et écoumène

Le débat de la relation homme-nature est vaste et a fait l'objet de nombreux livres et publications scientifiques. Bourg et Fragnière (2014), dans leur anthologie *La pensée écologique*, proposent une analyse historique. Les racines du sujet se situent dans les écrits des philosophes grecs, du siècle des Lumières avec les écrits de Rousseau, et de ceux du « transcendantalisme » tel Emerson en 1846, Thoreau en 1854 ou d'autres penseurs nord-américains, comme Pinchot dès 1910, ou européens, comme Arne Næss dès 1973.

Critique de la cosmologie naturaliste

Pour Descola (2006), professeur d'anthropologie de la nature, il s'agit de dépasser l'opposition nature/culture existant en Occident. Selon lui, le rapport à la nature tel que construit au siècle des Lumières est à l'origine d'une

cosmologie qu'il qualifie de « naturaliste ». Le prisme par lequel nous organisons le monde nous empêche de comprendre les autres cultures. Pour de nombreux peuples, les animaux et certains êtres inanimés possèdent un esprit, des intentions et des sentiments, qui ne diffèrent pas fondamentalement de celle des humains. L'approche de Descola (2006) est « un encouragement à inventer les nouvelles formes de composition du monde commun pour dépasser le modernisme » (Boullier, 2006, dans Lézy & Chouquer, 2006). Ainsi, cette frontière entre la nature et la culture est en débat et questionne le rapport humain au territoire et à « la fixation des limites et de la forme du monde » (Lézy & Chouquer, 2006). Nous sommes, en tant que géographes, invités à changer de regard, car les peuples anciens « n'ont jamais songé que les frontières de l'humanité s'arrêtaient aux portes de l'espèce humaine, elles qui n'hésitent pas à inviter dans le concert de leur vie sociale les plus modestes plantes, les plus insignifiants des animaux » (Descola, 2006).

Pour Descola, le naturalisme est une ontologie des sciences modernes, une vision du monde qui pose une opposition radicale d'intériorité entre les humains et la nature, malgré une similarité d'apparence. Elle postule par ailleurs que rien n'advient sans une cause, imbibant par là notre sens commun et notre principe scientifique. Pour les cultures analogistes qui dominent en Chine (Berque, 1990), mais aussi jadis chez les Aztèques ou en Europe jusqu'à la Renaissance, le monde est un ensemble infini de singularités. Pour Descola, « l'analogisme est un rêve herméneutique de complétude qui procède d'un constat d'insatisfaction : prenant acte de la segmentation générale des composantes du monde sur une échelle de petits écarts, il nourrit l'espoir de tisser ces éléments faiblement hétérogènes en une trame d'affinités et d'attractions signifiantes ayant toutes les apparences de la continuité » (Descola, 2006). Pour vivre et agir, il faut savoir interpréter les signes de la nature. Or, « c'est bien la différence infiniment démultipliée qui est l'état ordinaire du monde, et la ressemblance le moyen espéré de le rendre intelligible et supportable » (*op. cit.*). Survivre est une lutte contre la nature.

Nous aurions une vision biaisée du monde réel, celle issue de la philosophie des Lumières et qui fonde nos valeurs modernes: l'homme serait l'acteur d'un contrat social, qui arrache l'humanité d'un « état de nature » et d'un « avant l'émergence de la société » (Rousseau, 1755). Cette idée, issue des théoriciens du contrat social du XVII^e siècle et qui s'oppose à celle d'état de droit, alimente de nombreux débats. Dans son *Discours sur l'origine et les fondements des inégalités parmi les hommes*, Rousseau déclare sur la nature de l'homme et l'état de l'homme naturel : « un état [de nature] qui n'existe plus, qui n'a peut-être jamais existé, qui probablement n'existera jamais, et dont il est pourtant nécessaire d'avoir des notions justes pour bien juger de notre état présent » (Rousseau, 1755). Il y a ainsi le « mythe du sauvage » (Dickason, 1995), un être d'une nature innocente ou bonne, mais aussi hostile (Hobbes, 1651). Pour l'Occident, l'état de nature est situé dans un temps

reculé, avant la naissance des sociétés étatiques et le développement des civilisations centralisées. C'est la civilisation moderne qui met fin à cet état « naturel ».

Cette vision du monde, la mondialisation, les méfaits du développement (Retailé, 2007) et la reconnaissance d'une crise environnementale globale dont l'homme est responsable, pousse de nombreux auteurs à nous inviter à un nouveau rapport au monde. C'est ainsi que surgissent des écotopies (Callenbach, 1975) ou les propositions d'un nouveau « contrat naturel » (Serres, 1990). Ces souhaits d'une relation plus respectueuse du monde sont de plus traduits en termes concrets. Pelluchon (2015) propose d'« imaginer une forme d'association qui protège la personne, les biens et l'intimité de chaque associé et encourage la convivialité et la justice conçue comme partage des nourritures. [Car] chacun est relié dans sa vie et son usage des nourritures, aux autres hommes (passés, présents et futurs) et aux autres vivants ».

Étude socio-géographique à la frontière de l'Écoumène

L'étude de la formation d'une nouvelle conscience du rapport de l'homme au monde est abordée, par exemple, en sociologie des sciences par Michel Serres (1990), Claudette Lafaye & Laurant Thévenot (1993) ou Bruno Latour & al. (1991). Le débat se centre alors autour de la capacité des sociologues à « intégrer la cause de la nature » ou des critiques de la modernité, celle de Næss, « qui résulte selon [Luc Ferry] du commun renoncement à la définition de l'homme comme être d'anti-nature » (Lafaye & Thévenot, 1993). Le débat lancé par Serres (1990) d'une « morale objective » et son « souci d'appréhension du rapport entre objectif et collectif et d'un parallèle entre le mouvement des droits et des sciences » (Lafaye & Thévenot, 1993) reste d'actualité. C'est ainsi que dans le domaine des analyses des faits touristiques de nature, « une sociologie pragmatique (Latour, 2010) émerge pour observer la manière dont [les] compositions montagnardes se construisent » (Corneloup, 2017). La structuration des espaces touristiques de nature aujourd'hui serait la résultante de nouveaux rapports homme-nature, soumis à l'écologie philosophique, politique et corporelle.

Comment prendre alors en compte cette nouvelle perspective dans une démarche géographique d'analyse des dynamiques territoriales de confins de nature, des espaces *a priori* au-delà de l'écoumène et de l'influence de l'homme ? Il faudrait, comme l'invite à penser Harvey, d'autres géographies (*multiple geographies*), une géographie de l'au-delà de l'écoumène ? À l'approche classique d'une géographie de la « science de l'écoumène », « c'est-à-dire de la Terre en tant qu'elle est humanisée : habitée, aménagée, représentée, imaginée par les sociétés humaines » (Sorre, 1943) s'ajoute une réflexion d'ordre ontologique. Dans *Écoumène, introduction à l'étude des*

milieux humains, Berque (2000) propose d'étudier la relation écologique entre l'homme et la terre habitable. Cette perspective assortie d'humanisme « prend en compte le caractère humain de la terre et le fondement terrestre de l'humanité » (Tissier, 2014). Mais « le concept d'écoumène a-t-il encore une pertinence positive puisque l'on peut considérer qu'il n'y a plus sur la planète d'espaces vierges [car] l'humanité, ne serait-ce que les traces de ses rejets aux hautes latitudes et altitudes et dans les océans, y est partout présente » (*op. cit.*) ? Oui, car quand bien même la terre serait dans sa totalité un écoumène, il nous resterait à étudier « la relation de l'homme à sa planète, la seule qui lui soit habitable » (*op. cit.*).

Étymologiquement, l'écoumène est entendu comme « la demeure (*oikos*) de l'être de l'humain » (Tissier, 2014). Augustin Berque (2000) emploie le concept pour désigner la « relation d'un groupe humain à l'étendue terrestre [caractérisée par une] imprégnation réciproque du lieu et de ce qui s'y trouve ». « Dans l'écoumène, le lieu et la chose participent l'un de l'autre. Dans un espace abstrait, en revanche, la chose peut être située ici ou ailleurs, cela n'affecte pas son être ; et réciproquement, le lieu est définissable indépendamment de la chose, par exemple en géométrie par des coordonnées cartésiennes, ou sur le globe terrestre par des méridiens et des parallèles » (*op. cit.*). Il construit son approche sur les concepts de *topos* et de *chôra*. Cela peut être compris respectivement en tant que lieux cartographiables ou existentiels. La *chôra* est à la fois « empreinte et matrice [, elle] accueille et engendre [, est] un lieu dynamique, à partir de quoi il advient quelque chose de différent, non pas un lieu qui enferme la chose dans l'identité de son être » (Berque, 2000). Le *topos*, le lieu individuel a aussi toute son importance, car « dans la réalité de l'écoumène, tout lieu tient des deux à la fois ; mais la modernité ne fut que cartographe », c'est-à-dire une transformation du monde en topos en oubliant la réalité de la *chôra*. « Tant socialement qu'individuellement, c'est-à-dire comme concitoyens, nous devons prendre en compte notre corps médial dans l'unité trajective de sa triple dimension technique, écologique et symbolique ; alors que nous le pensons et le traitons comme un simple agrégat de *topoi*, là dehors dans l'étendue, inorganique et désintégrée par le dualisme, ainsi que l'exprime la croissante incohérence de nos paysages. » (*op. cit.*). Pour Berque, l'idéal serait d' « atteindre une harmonie dans la relation des sociétés humaines à l'étendue terrestre », car « l'existence humaine atteint sa vérité quand le souffle du corps animal et celui du corps médial sont à l'unisson ». Dans cet ordre d'idée, il analyse la pensée japonaise de Nishida qui déclare que « l'être ne peut être que situé [...] dans un *Basho*, autrement dit dans un certain champ, ou un certain milieu, qui le relativise » (Berque, 2010). Quand l'individu croit dominer son milieu il se trompe, le milieu accepte l'être en action, réagit, s'adapte ou s'oppose. Le milieu agit sur nous. Il ne peut y avoir d'être séparé du milieu.

Il s'agirait donc de changer notre « conscience géographique » (Dardel, 1990). C'est ce à quoi nous invite la Chaire d'Anthropologie de la Nature du Collège de France, dirigée par Descola, avec les cours proposés pour l'année 2015-2016 sur les usages de la terre, cosmopolitique de la territorialité. Aller au-delà de la dichotomie centre-périphérie, stratigraphique et d'étagements historiques pour aller vers une partition orientée du monde (Lézy & Chouquer, 2006).

Les modes d'identification proposés par Descola (2006) « ne sont pas des modèles culturels ou des *habitus* localement dominants, mais des schèmes d'intégration de l'expérience qui permettent de structurer de façon sélective le flux de la perception et le rapport à autrui en établissant des ressemblances et des différences entre les choses à partir des ressources identiques que chacun porte en soi : un corps et une intentionnalité ». Selon cette définition, les modes d'identification structurent aussi bien le flux de la perception que le rapport à autrui, à partir de l'idée que les humains se font « des propriétés physiques et spirituelles de leur propre personne » (*op. cit.*). Certaines critiques de la proposition de Descola indiquent qu'elles « confondent des processus de structuration logique de la perception et celui de structurations ethniques de la condition qui, s'ils présentent des analogies de structure, relèvent toutefois de plans différents » (Le Bot, 2007). Il faudrait alors distinguer « dans l'étude des relations de l'homme aux "existants", humain comme non humain [...] les cosmologies ou les ontologies [...] des ontonomies. Les premières relèvent d'une théorie du signe, alors que les secondes relèvent d'une théorie de la personne » (*op. cit.*). Les propos de Descola renvoient « aux origines de la pensée géographique et amorcent le nécessaire dialogue entre philosophes et géographes » (Berque, 2000, dans Berthemont, 2001).

Dans le cadre de l'étude des confins touristiques de nature, il est important de prendre en compte cette dimension ontologique au travers des représentations sociales. Le rapport au monde des acteurs est structurant, car dans « l'écoumène, tout être se compose dynamiquement d'un lieu individuel [un *topos*] et d'un milieu collectif [une *chôra*] » (Berque, 2010) et l'étude des milieux humains doit être appréhendée dans « sa triple dimension technique, écologique et symbolique » (Berque, 2000). Or l'identification des représentations sociales est nécessaire pour cerner les tensions territoriales à l'œuvre sur un espace à la limite de l'écoumène. C'est ce que Zimmerer (2007) propose « afin de passer de la seule conservation et gestion des ressources au développement et ses alternatives ». En effet, nous avons « besoin d'améliorer notre compréhension des problèmes qui sont [...] en grande partie environnementaux » et faire naître une culture écologique (à l'interface de l'écologie politique). « L'écologie culturelle » a un sens au sein des confins environnementaux, tels que ceux à la frontière mexicaine et

étasunienne, où les cultures et des processus sociaux hybrides se renforcent (Zimmerer, 2007). Dans un espace à la limite de l'Écoumène, les dynamiques d'acteurs sont soit influencées par l'absence de relations habituelles, soit par des relations conflictuelles fondées sur des représentations du monde antagonistes.

Lorsque des relations existent, elles reposent souvent sur des échanges économiques et sociaux d'une nature unipolaire conflictuelle, extractiviste ou de nature guerrière. Dans certains cas, les rapports sont plus subtils : les missionnaires, les explorateurs ou les aventuriers et sportifs s'immergent dans cet espace dans une quête d'altérité et de conquêtes. En ce sens, Vachée (2001) propose d'aborder les dynamiques territoriales des sports nature au travers de trois représentations sociales: écologiste, anthropocentriste et progressiste. Nous développerons ce point dans la deuxième partie de ce livre. En somme, l'impression généralisée est celle d'une réduction des confins sur toute la planète, tel qu'exprimé par l'explorateur Christian Clot, « il n'y a plus d'espaces méconnus pour l'homme » (Rencontres « Le Grand Bivouac » à Briançon en avril 2015). Seules les profondeurs de la mer semblent encore en grande partie mystérieuses pour l'homme. Cependant l'explorateur montrait, en partant en solitaire dans les fjords de Patagonie pour tester la résistance humaine aux milieux extrêmes de la planète, qu'il reste encore des espaces terrestres marqués par l'isolement.

2.1.2. Wilderness, forme emblématique des confins de nature

« It is in vain to dream of a wilderness distant from ourselves. There is none such. It is the bog in our brains and bowels, the primitive vigor of Nature in us, that inspires that dream. I shall never find in the wilds of Labrador any greater wildness than in some recess of Concord, i.e. than I import into it. » (Thoreau, 1856)

Wilderness et nature ordinaire

« Le wilderness n'existe pas séparé de nous et c'est la vigueur primitive de la nature en nous qui nous pousse à sa recherche », déclare Thoreau (1971). C'est ainsi que les confins de nature évoquent, chez l'auditeur occidental, de nombreux lieux emblématiques comme le Sahara, le Grand Nord canadien, la Sibérie, le désert de Gobi, le Tibet, la Patagonie, les pôles, etc. Il existe de toute évidence différents confins de nature: montagne, déserts, forêts, glaces, lieux qui sont aussi le support d'imaginaires forts (Debarbieux & Rudaz, 2010). Selon le *Wilderness Act* de 1964, celui-ci peut être défini comme « un espace où la terre et sa communauté de vie ne sont pas affectées par l'homme, et où l'homme est un visiteur qui ne reste pas. » La notion de *wilderness*

émerge avec la colonisation du continent nord-américain par les Européens. « Le Wilderness correspond littéralement aux grands espaces sauvages, vierges de pratiques et de structures anthropiques. Elle peut être assimilée au "Wild West" situé au-delà du front pionnier ». Godet (2010). Jacques Lepart et Pascal Marty (2006) soulignent une correspondance entre l'idée de *wilderness* nord-américaine, et celle de *Sylva*, européenne d'origine romaine. C'est assez récemment que le concept du *wilderness* a pris une nouvelle dimension, justifiée par les scientifiques « conservationnistes » désireux de protéger la biodiversité et les écosystèmes « exceptionnels » ou « intacts » afin de maintenir des équilibres écologiques mis à mal par l'activité humaine (Mittermeier & al., 2003). Cette biologie de la conservation est critiquée pour être une « approche purement technique de gestion de la nature : calculs de minimums de populations viables, estimation du nombre d'individus à relâcher pour un programme de réintroduction, nombre de jours de pâturage par an pour pouvoir conserver des oiseaux de prairie humide, etc. » (Godet, 2010).

Laurent Godet oppose au concept de *wilderness* celui de « nature ordinaire ». Cette dernière correspondant à une « nature du quotidien » (*every day nature*) ou aux « paysages ordinaires » (Kaplan, Ryan & Kaplan, 1999 ; Sansot, 1989, dans Godet, 2010) cherchant surtout à préserver des espèces rares (Godet, 2010). En français, le qualificatif de « ordinaire » semble avoir été attribué aux paysages plus qu'à la nature. « Nos sociétés occidentales, devenues des "sociétés paysagères" à partir du XV^e siècle selon Berque (1994), ont établi une hiérarchie principalement esthétisante des paysages » (Godet, 2010). Les racines de cette pensée sont latines avec les concepts de *ager* (le champ cultivé), *hortus* (l'espace jardiné), *saltus* (terres non cultivées) et *sylva* (la forêt). Ainsi la nature ordinaire regrouperait l'*hortus* et le *saltus*, qui ne sont ni totalement dominés par l'homme, ni totalement sauvages.

Le débat est donc celui du besoin de redonner de la valeur aux espaces anthropisés. Ces lieux ordinaires, « démythifiés, car connus méritent également d'être conservés aux côtés de l'homme », et c'est sans doute « la trop grande familiarité et le caractère si commun de cette nature "de tous les jours", qui a masqué les enjeux écologiques, socio-économiques et scientifiques qu'il y a, à la conserver ou l'étudier » (Godet, 2010). Pour certains, il faudrait « sortir des espaces protégés pour conserver la biodiversité » (Lepart & Marty, 2009) en favorisant, selon les principes de l'agroécologie, des pratiques respectueuses de l'environnement dans les espaces de transitions, entre parcs et milieux urbains. La nature ordinaire est un *continuum* important entre les extrêmes des espaces « dominés » par les forçages anthropiques d'une part, et les espaces considérés comme « vierges » et « sauvages » (Godet, 2010) d'autre part. Ils ont une valeur fonctionnelle et abritent des espèces aussi menacées que celles de milieux exceptionnels habituellement considérés dans la création de parcs nationaux. Un autre

facteur important qui milite en faveur de la protection de cette nature ordinaire est l'intérêt croissant des citoyens « à la conservation d'espèces familières, qui les entourent au quotidien, en témoigne par exemple leur participation croissante aux programmes dits "d'écologie participative" » (*op. cit.*).

Par opposition aux lieux de nature ordinaire, le *wilderness* est le lieu où l'on se rend rarement sans raison. « On s'y rend parce qu'on a une mission... je viens ici étudier une région différente du Québec », selon un visiteur canadien. Cette mission de reconnaissance est effectuée pour l'identification ou l'extraction de ressources précieuses ou pour un travail d'évangélisation ou d'exploration scientifique, afin de combler une curiosité ou un manque de connaissance. Historiquement, les confins sont souvent devenus des espaces attractifs, à *posteriori* du fait de la découverte de ressources naturelles (le pétrole en Patagonie argentine ou les gisements miniers du désert d'Atacama). Bien qu'espaces périphériques, ils sont alors fortement rattachés à des pôles de pouvoirs décidant de l'importance géostratégique de ces lieux. En ce sens aussi, des espaces d'extractions de ressources minières sont redevenus par la suite, comme au Pays de Galles (Botterill & al., 2000), des marges sociétales post-industrielles (Bachimon, 2013).

Avec l'avènement du tourisme, les confins de nature ont attiré un nouveau genre de visiteur: les voyageurs romantiques et aventuriers sportifs, agissant avec un objectif avoué de type initiatique, physique ou intellectuel. Dans *Making Wilderness*, les auteurs islandais, néo-zélandais et finlandais, Sæþórsdóttir, Hall & Saarinen (2011) montrent comment s'est construite l'idée du *wilderness* en Islande. Il s'agit d'une réalité évolutive, dans le temps et dans l'espace. Des lieux visités par des missionnaires et des bergers ont été abandonnés puis remis en valeur par les voyageurs occidentaux à la recherche d'espaces répondant à leurs quêtes d'altérités.

Identifier, localiser et cerner l'idée des confins nous oblige à préciser les perceptions et rapports des sociétés humaines avec la nature. Les enjeux du développement touristique des confins sont fonction du rapport des acteurs d'un territoire à ces espaces de nature. Les représentations du *wilderness* sont à la fois spatiales (le lieu et l'espace en question), socio-économiques (les enjeux socio-économiques sous-jacents) et socioculturelles (la symbolique et les imaginaires associés).

Représentations culturelles de la nature

Un essai de compréhension des enjeux environnementaux et sociétaux a été initié au sein du projet Environment & Society Portal, mené par le Rachel Carson Center for Environment and Society, la Ludwig Maximilians Universität de Munich et le Deutsches Museum. Dans l'idée de cartographier le *wilderness* mondial, un travail collectif dirigé par Marcus Hall de l'Université de Zurich (UZH, Suisse) et Wilko Graf von Hardenberg de

l'Université de Wisconsin-Madison (USA), cherche à appréhender spatialement le sujet. Ils proposent d'analyser les différents regards sur le concept de *wilderness*, sa traduction dans la langue et la culture locale ainsi que des lieux emblématiques par pays. Les contributeurs reconnaissent eux-mêmes les limites de l'exercice, car les définitions sont le résultat de spécificités culturelles et d'évolutions historiques au sein d'une même société. Cependant, l'exercice éclaire la complexité du sujet et fournit des éléments pouvant aider à cerner les enjeux socio-spatiaux du développement dans les confins de nature.

Dans le tableau ci-après, nous avons cherché à enrichir le travail des chercheurs de l'équipe de Hal & Graf von Hardenberg en l'étendant à de nouveaux espaces géographiques et culturels afin de montrer la diversité des représentations de la nature.

Le terme de *wilderness* provient, selon l'*Oxford Dictionary*, de l'anglais ancien *wildeoren*. *Wild* signifie sauvage, *deor* animal (de *deer*: le daim) et *ness* appartenance. On retrouve des variantes dans les langues germaniques *wildernis*, ou *Wildnis*, mais aussi *wilthijaz* en germanique primitif, *wildi* en ancien saxon, *villr* en ancien norse, *wilde* en frisian, *wild* en dutch, *wilpeis* en germanique gothique ou encore *gwyllt* en gaellic, non-domestiqué. En définitive, *wild* en anglais a le sens de « à l'état naturel, non cultivé ou domestiqué ». Selon l'*Oxford Dictionary* on retrouve ce nom, signifiant un espace non cultivé et désolé dès 1590. La terminologie *Wild West* elle apparaît en 1849, au moment de la conquête de l'ouest américain.

C'est au Royaume-Uni, mais surtout en Angleterre, Écosse et Pays de Galles, que s'installe le concept de *wilderness*. Cet espace non cultivé, non habité, non dérangé et inhospitalier, s'oppose au monde productif, industriel et urbain. Au XVII^e siècle, il sous-entend les terres au-delà des espaces et paysages habités et donc sans loi. Le concept est mis en avant durant la période du romantisme victorien avec la création des parcs naturels. Au XIX^e siècle, les paysages sublimes de la période victorienne, idéalisés pour les touristes et alpinistes, sont le Royal Forest, les Scottish Highlands et les Up Land Parks du Lake & Peak Districts. Au XX^e siècle, les parcs pour les gens ordinaires deviennent un idéal, le *wilderness* est finalement substitué par le concept de *wildness*, un espace ayant un certain degré de naturalité (Bate, 1991 ; Sheail, 2010). En langue allemande, on trouve le mot *Wildnis* : l'autre lieu, de *Wald* : la forêt. Au Moyen Âge, c'est un lieu hostile, distinct des lieux cultivés. Il devient, au XVII^e siècle, un lieu romantique et esthétiquement fort. S'installe alors l'idée du *Verwilderung* (*rewilding* en anglais), c'est-à-dire celle de rendre à la nature ou de « naturaliser » des lieux habités (Kupper, 2012).

Tableau 6. Les imaginaires de la nature et lieux du wilderness, selon des pays et des cultures passées et contemporaines

Langue	Pays	Lieux emblématiques	Équivalent linguistique du wilderness	Références sur la thématique
1. Anglais	Royaume-Uni,	Royal Forest, Scottish Highlands	wilderness : non cultivé, non habité, non dérangé et inhospitalier	(Bate, 1991). (Sheail, 2010).
2. Anglais	USA	Yosemite Park Walden Yellowstone Alaska	<i>wild</i> : terres au-delà des lieux colonisés, l'homme est un passant	(Thoreau, 1971) (Muir, 1981) (Nash, 2001)
3. Nez Percé	USA	Bitterroot Mountains, Idaho, Montana et Great Plains	<i>titoqanót wétes</i> : les terres sans habitants ou désertiques	(Schwede, 1966)
4. Grec	Grèce antique	Les forêts de Fraktos	Écoumène, <i>agrios</i> : sauvage, <i>eremos</i> : désert opposé a <i>oikos</i> (habiter), campagne, <i>astu</i>	(Berque, 2010) (Hall, 2014)
5. Latin	Rome Antique	La Germanie, le Mur d'Hadrien	<i>ager</i> : champ <i>hortus</i> : jardins <i>saltus</i> : pâturages <i>sylva</i> : forêt en marges.	(Godet, 2010) (Lézy & Chouquer, 2006)
6. Japonnais	Japon	Les Monts Fujiyama	pas de wilderness, mais le <i>Basho</i> , subsumation de l'être au lieu	(Berque, 2010) (Descola, 2006)
7. Allemand	Allemagne, Suisse	Parc Val Cluozza, la forêt Noire	<i>Wildnis</i> : l'autre lieu et <i>Wald</i> : forêt	(Kirchhoff & Trepl, 2009) (Kupper, 2012)
8. Français	France	Les Alpes, les Indes et l'Amérique, la Polynésie	<i>sylva</i> , Antimonde, nature en marge du Monde, « Terres Inconnues », barbares	(Debarbieux, 2001) (Staszak, 2003) (Godet, 2010)
9. Français	Canada	Grand Nord, le Mont Royal	Le wilderness nord-américain et les peuples premiers, les paysages et parcs	(Gagnon, 2005) (Gagnon, 2006) (Debarbieux, 2001)

10. Islandais	Island	Les plateaux « <i>hálendi</i> » et les montagnes de Snaefell.	<i>Víðerni</i> : non transformé, lieux de pâturages. <i>öræfi</i> : une zone hostile	(Sæþórsdóttir, Hall, & Saarinen, 2011)
11. Saami	Suède	La forêt, la Laponie et la toundra	<i>Vildmark</i> : perdue <i>Wild Land</i> : frontière, <i>Ödemark</i> : étendue sauvage, les forêts	(Cantell, 2005) (Wall, 2009)
12. Finlandais (Saami)	Finlande	Lapland, parc Pyhä-Häkki	<i>erämaa</i> : terres perdues. <i>Erämaa-alueet</i> : le <i>wilderness</i>	(Haila, 1997)
13. Espagnol	Espagne / Amérique Latine	Les Andes, l'Altiplano, L'Amazonie	<i>El intocado</i> : le <i>wilderness</i> , non altéré <i>prístino</i> : comme aux origines	(Diegues, 1999) (Ruiz & al., 2008)
14. Achuar	Équateur	Amazonie	La nature n'existe pas séparée des humains	(Descola, 2006) (Descola, 1986)
15. Mapu-dungun	Chili	Le Río Maule, Araucanie, Parque Nahuel Huapi	<i>Mapuche</i> : homme de la terre <i>Yalltëku</i> : Le <i>naturel</i> , Esprit et énergie propre	(Fierro & Geeragat, 2004) (Grebe, 1994)
16. Quechua	Pérou	L'Amazonie, l'Atacama, les Andes, les terres australes.	<i>Sach'a runa</i> : sauvage, <i>Uywa</i> : domestique. <i>Tercuman</i> : les grands confins, « dernier lieu que la vue perçoit »	(Di Salvia, 2011) (Cortés, 2008) (Guffroy, 1994), (Itier, 2013)
17. Tibétain	Tibet	Le mont Kailash, le Xighian	ཁོར་ཡུག, [khor yug tu], environ - nement, tout ce qui nous entoure, སེམ་ཚེན [sèm tchèn], l'ensemble des êtres sensibles	(Ross, 2001) (Descola, 2006)

(Bourlon 2018)

Aux États-Unis, le concept de *wilderness* est l'essence de la culture nord-américaine. Il évoque le pionnier qui fait reculer la frontière et amène la civilisation en dominant l'espace sauvage. Le *wilderness* donne aux États-Uniens leur identité, ils n'ont pas de cathédrales ou de forts du Moyen Âge, mais des monuments naturels encore plus sublimes. Grâce à la vision de Muir (Muir, 1981) dans son livre *Our National Parks* publié 1901, l'idée de préserver ce *wilderness* pour les générations futures s'impose. Il s'agit déjà de lutter contre l'exploitation sauvage des ressources naturelles et la surfréquentation. Le succès touristique des parcs est tel que l'écrivain Nash déclare en 1967 « le *wilderness* est en danger d'être aimé à mort » (Nash, 2001). En revanche, pour les Indiens Nez Percé, des montagnes de l'Idaho et du Montana, l'idée du *wilderness* n'existe pas : le peuple ayant été créé de la terre, il ne peut y avoir de dichotomie homme-nature. Ils parlent des « *titoqanót wétes* », les terres sans habitants, désertiques. Il existe aussi des lieux de passage à l'âge adulte appelé *wéyekin*, considérés comme un espace au-delà de celui des hommes vivants (Schwede, 1966).

Dans la Grèce antique, *Ἐρημος* sont les déserts, *ερημοδικών* (*eremodicon*) sont les lieux désertés et *αγριότοπος* les lieux sauvages (*agriôs* : agreste) à l'opposé des lieux habités : *Oikos*. L'Écoumène étant l'espace habité, la campagne (*astu*) serait l'espace nourricier et l'espace des anachorètes (retirés de la vie publique). Au-delà des cités-États (les *polis*), c'est le désert (*eremos*), un lieu vide, sans habitants grecs et non cultivés (Berque, 2010). Les lieux non grecs sont barbares et exotiques (lieu de rencontres et d'échanges) et le domaine du dieu Hermès. La notion de *wilderness*, dans l'idée de « nature sauvage », n'existe pas. Cependant on trouve le mythe de Pan, fils d'Hermès, et personnification de la nature et de l'agriculture, associée aux îles lointaines et aux espaces ruraux. L'esprit de Pan est celui de la nostalgie de la terre nourricière, un concept inventé par les citoyens athéniens (Hall, 2014). Dans la Rome Antique, les mots qui permettent de cerner les contours d'un espace pouvant se comparer à l'idée de *wilderness* sont *ager*, le champ cultivé où l'homme domine l'espace, *hortus*, l'espace jardiné, *saltus*, les terres non cultivées vouées principalement au pâturage et utilisées ponctuellement, et *sylva*, la forêt et l'espace situé en marge des lieux occupés par l'homme (Godet, 2010). La *sylva* serait l'espace sauvage au-delà de l'*hortus* et du *saltus* (ni dominé par l'homme, ni sauvage). Cette claire séparation des lieux et des usages est définie comme le « dualisme romain » par Descola (Lézy & Chouquer, 2006), les prémices de l'esprit naturaliste et de la séparation homme-nature.

Pour les Japonnais, il n'y a pas de mot pour le *wilderness*, mais l'idée du *Basho*, la subsumation de l'être au lieu. Pour Augustin Berque (2010), dans la vision du philosophe Nishida « le prédicat subsume le sujet [...] dans un milieu commun », il a une « relation complexe entre la question de l'être et la question du lieu », car l'être est indifférencié du monde vivant. Au lieu de dire

« Socrate est un homme », la relation s'exprime par : « il y a Socrate dans le *basho* "homme" ». « La réalité selon les bouddhistes est cinétique, et non statique, mais la logique, de son côté, imagine une réalité stabilisée en concepts et en noms. Le but ultime de la logique bouddhiste est d'expliquer la relation entre une réalité en mouvement et les constructions statiques de la pensée » (Stcherbatsky, dans Ross, 2001). La nature est indifférenciée de tous les êtres sensibles, car il y a pour de nombreux Asiatiques une inexistence d'un soi autonome. Pour Descola (2006), ce monde est celui « insaisissable de l'analogisme, monde *a priori* chaotique et boursoufflé puisqu'il contient une infinité de choses différentes », avec des différences de physicalité et d'intériorité.

Pour la culture francophone, le mot *wilderness* ressemblerait à celui de l'antimonde des Romains (Lepart & Marty, 2006), une nature en marge du monde. On retrouve dans les récits de voyage les concepts de « Terres Inconnues », désertes, sauvages (l'équivalent de *silva*, forêt des Romains) ou « d'espace de barbarie » (la forêt vierge) sur la cartographie du XVI^e au XIX^e siècle. L'espace sauvage serait un lieu ne bénéficiant pas du confort de la civilisation. Mais Rousseau amène un nouveau regard avec sa critique de l'homme civilisé, perverti et d'une humanité sans sa naturalité. Il propose une définition de l'homme naturel, mais affirme l'impossibilité de définir la nature en tant que telle (Rousseau, 1755). Au Canada francophone, l'idée fait débat et Gagnon (2005) essaye de saisir les similitudes et différences avec la culture anglo-saxonne et le rapport aux espaces protégés des Latins. L'étude des imaginaires autour du mont Royal (Debarbieux, 2001) ou de Tahiti (Staszak, 2006) révèle des schèmes mentaux, « entre mythes et réalités » (Bachimon, 1990), de voyageurs tiraillés entre la fascination du sauvage et un rapport au monde de type naturaliste. Ceci semble être le prolongement des pensées du siècle des Lumières où le sauvage, au moment de la « découverte » des Amériques, est « représenté pendant ces deux siècles comme vivant dans "l'enfance de la nature", ou plus idéalement, dans un âge d'or, idée qui, depuis l'antiquité classique, n'a jamais cessé de hanter les esprits européens » (Dickason, 1995).

On retrouve dans les autres pays latins et en Amérique Latine une vision semblable. Le *wilderness* n'existe pas comme concept, mais l'espace est souvent qualifié de non altéré (*intocado*), vierge comme à l'origine (*pristino*) ou inhospitalier (*inhóspito*), sauvage (*silvestre*). On retrouve, dans le rapport conflictuel des conquérants espagnols avec les peuples premiers et l'espace naturel, l'idée que la nature vierge sauvage, non altérée par l'homme, doit être conquise à son profit. Le rapport à la nature est teinté de croyances, du religieux et du sacré (Diegues, 1999 ; Ruiz & al., 2008).

Pour les cultures nordiques, le *wilderness* est une zone inutile à l'homme ou hostile. Pour les Islandais c'est *Víðerni*, l'espace non transformé par l'homme,

ou l'*öræfi*, l'espace sauvage, les plateaux centraux *hálendi*, les péninsules et étendues de lave noire qui s'opposent aux lieux de pâturage. Mais l'Islande est aussi un espace de forte mixité homme-faune : les deux partagent les rares lieux habitables (Sæþórsdóttir, Hall, & Saarinen, 2011). Pour les peuples Saami de Laponie, on évoque l'*Ödemark*, le désert et l'étendue sauvage improductive, les forêts. Dans la mythologie nordique, les éléments sont le reflet des dieux qui habitent la nature et les hommes, l'agriculture faisant partie du monde dès sa création (le poème d'Edda). Le *Vildmarkis*, le *Wild Land* ou terres perdues, est l'interface entre un espace cultivé ou non, habité et désert, hors contrôle et qui fait peur (Cantell, 2005 ; Wall, 2009). Pour les Finlandais, aussi Saami, *Erämaa-alueet* serait le lieu sauvage, la forêt boréale, dont le Parc national Pyhä-Häkki a été classé récemment en *Wilderness Area*. *Erämaa* est un concept central pour la compréhension des relations traditionnelles des Finlandais avec la nature et l'usage de ses ressources : il est un lieu non habité de manière permanente, mais non en dehors de la civilisation. Il n'y a pas de dichotomie entre espace sauvage et habité. C'est un lieu dont on doit apprendre les spécificités (Haila, 1997).

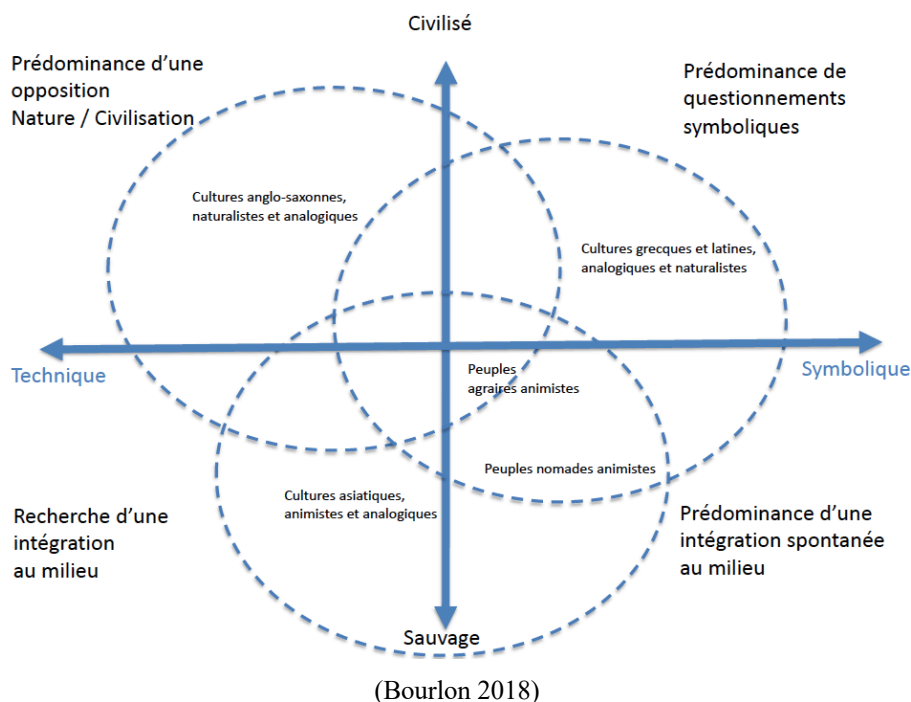
Pour les peuples nomades d'Amérique Latine, tels que les Achuars en Amazonie équatorienne (Descola 1986) la nature n'existe pas séparée des humains. En Asie, en Amérique Latine, en Amérique du Nord, en Arctique ou dans l'espace boréal sibérien, les animaux sont parfois perçus comme des êtres à part entière avec un langage, une morale et une culture (Descola 2006). C'est le cas pour les Mapuches qui se déclarent « hommes de la terre » (*Che* : hommes et *Mapu* : Terre). La nature sauvage possède un esprit, une énergie et une vie propre dont est partie intégrante l'espèce humaine. Il n'y a donc pas de mot équivalent au *wilderness* et *Ñuke Mapum*, équivalent de la *Madre Tierra* ou *Pachamama* des Quechuas ou Aymaras, la Terre, doit être entendu comme un concept plus vaste et profond, il ne s'agit pas que du sol, géologique ou tellurique. Contrairement à la *Pachamama*, la *Ñuke Mapu* n'est pas une divinité. Il existe des liens quotidiens et surnaturels, magiques, entre les hommes et la terre nourricière, marqués par un devoir de réciprocité et un lien cosmique. « La nature sauvage a un esprit, une énergie et une vie en soi. Elle constitue un témoignage vivant de la création divine. Dans chacun de ses constituants - l'eau, la terre, les monts, les forêts primaires, la faune et flore, les pierres, le vent, le feu, etc. - réside un esprit propriétaire ou gardien (*ngen*) dont la mission est de protéger et préserver la vie, le bien-être et la continuité des phénomènes naturels » (Grebe, 1994, dans Fierro & Geeragat, 2004).

Pour la culture quechua, à laquelle se rattachent les Incas, les peuples d'Amazonie, du désert d'Atacama et des terres australes (sud du Río Aconcagua et Maule), le *wilderness* représente les espaces lointains, sauvages et non civilisés. Ainsi *Tercuman* désigne le grand confins, le « dernier lieu que la vue perçoit » (Cortes, 2008). Il s'agit d'un lieu où le *Tahuantinsuyo* (ou *Qhapaq Ñan*), le chemin de l'Inca permettant de joindre les lointains

territoires de l'empire, s'arrête. Mais l'homme surgit des entrailles de la Terre et de la mer pour devenir ensuite agriculteur. C'est le sens du culte porté à Viracocha, Huari o Huichama, une « divinité agricole étroitement liée au soleil, qui détruit ou entraîne par lui la première humanité (pré-solaire) pour faire surgir l'humanité actuelle consacrée à l'agriculture irriguée » (Itier, 2013).

Plusieurs enseignements ressortent de l'analyse précédente. Avant tout, le *wilderness* est un composant essentiel de la culture anglo-saxonne ou nordique. Aux États-Unis l'idée du *wilderness* a été cultivée afin de donner du sens et une identité à ce « Nouveau Monde » créé par les colons européens. Le paradoxe étant aujourd'hui que ce concept identitaire, devenu un moteur du développement économique nord-américain, a été adulé par les touristes au point de le mettre en danger de mort (Nash, 2001). Dans d'autres cultures, bien que ne faisant pas appel au concept de *wilderness*, d'autres terminologies proches sont utilisées. Comme le résume la figure ci-après, on constate un rapport au monde différencié entre les peuples voulant domestiquer, habiter et civiliser l'espace environnant et les peuples anciens vivant immergés dans la *sylva* et l'*éromos*.

Figure 3. Les formes de rapports à la nature pour certains groupes culturels



Pour les groupes nomades, chasseurs et cueilleurs, l'espace naturel est indifférencié de l'espace humain (tel que chez les Achuars, Les Nez Percé, les Saamis ou les Mapuches). La nature est plus qu'un lieu de vie, car ces peuples se considèrent comme membres d'une matrice ou communauté du vivant. L'homme est naturel et une relation symbiotique est nécessaire, car pour survivre et s'alimenter, les humains doivent respecter les non-humains. En revanche, les espaces moins visités, les forêts lointaines, les sommets ou les déserts sont des lieux symboliques forts, la terre des dieux et des esprits, le lieu des phénomènes au-delà de la compréhension des humains. Ce rapport symbolique à l'espace est plus ou moins marqué dans les imaginaires de chaque société. Avec l'avènement de l'agriculture et de l'élevage, une frontière se dessine entre habité et sauvage. Pour les Grecs anciens, les Islandais ou les Incas, une distinction est faite entre l'espace domestiqué et celui non contrôlé ou au-delà de la compréhension des hommes. C'est l'espace des dieux (Viracocha pour les Incas, Pan pour les Grecs) ou des esprits (pour les Islandais). Une relation de dépendance aux éléments naturels (la pluie, le soleil, le froid, le feu) existe et il s'agit de savoir coexister de manière équilibrée : faire des sacrifices, remercier les dieux ou rendre une partie de sa récolte aux esprits. D'un point de vue géographique pour les Grecs antiques, mais aussi les Incas, l'espace non habité est lointain, exotique, mais surtout barbare. On retrouve l'importance de l'espace dominé chez les Incas au XV^e siècle, lorsque l'Empire relie par le *Tahuantinsuyo* (le chemin de l'Inca) ses différents confins. Les Tercumens sont les terres au-delà de la vue de l'empereur (qui aurait ensuite donné le nom à la région de l'Atacama), espaces non soumis à son autorité. Les Mapuches sont l'un de ces peuples des terres australes insoumis aux Incas, résistant aux Espagnols et aux armées de la République chilienne jusqu'au XIX^e siècle.

Il y a deux mille ans, Strabon déclarait : « le géographe doit décrire le monde habité dans ses parties connues, négliger les contrées inconnues, de même que ce qui se trouve hors de portée ». Vidal de la Blache invitait à étudier la terre comme la demeure de l'espèce humaine. Cependant, comme le proposent Berque et Descola, il est fondamental de comprendre l'être au lieu de la complexité de ses rapports à la nature pour cerner la réalité du Monde. L'étude géographique, toujours ethno-centrée, doit prendre en compte les diversités culturelles et l'évolution dans le temps de leurs rapports à l'environnement, afin de saisir des enjeux et des dynamiques spatiales.

Cartographie des « existants »

Une cartographie des « existants », exprimant nos modes de relation au monde « naturel » proposé par Descola, est tentée par Lézy & Chouquer (2006) et montre l'existence « d'espaces géographiques ontologiques ». Cette grille de lecture peut expliquer des tensions à l'œuvre sur des territoires où des rapports

au monde s'opposent. Le souci de Philippe Descola n'était pas de « fournir aux géographes une nouvelle typologie régionale [et] le problème principal soulevé par son découpage du monde n'a pas été résolu » (Lézy & Chouquer, 2006), car il « ne permet guère de répondre à la seule question qui vaille : pourquoi tel fait social, telle croyance, tel usage sont-ils présents ici et non là ? » (Descola, 2006). « La cartographie des phénomènes décrits peut sans doute faciliter l'identification de certains facteurs de localisation [mais] le déterminisme géographique ne semble pas absolu et il est aussi vain à un Européen de vouloir cesser de penser en naturaliste qu'à un Algonquin d'échapper à l'animisme » (Lézy & Chouquer, 2006). Les modes de pensée ne sont pas exclusifs les uns des autres, ils peuvent coexister. Vouloir fixer ces frontières est hasardeux et « la carte proposée tente d'obéir à la lettre et à l'esprit des principes définis par l'auteur lui-même [et] s'articule autour de la double polarité du "je" grâce auquel Descola a accepté de situer, dans différents systèmes de repère, l'intériorité productrice de sa géo-poétique » (*op. cit.*). Descola semble faire de l'Amazonie le centre de l'univers animiste or ce monde obéit à une logique géographique parallèle au monde occidental. Il occupe aujourd'hui des milieux extrêmes : les tropiques et « les pôles » décrits par Max Sorre (1943). Un « grand archipel analogique (...) s'éparpille à la surface de la Terre en une multitude d'îles et d'îlots dont aucun réseau de diffusion n'aurait pu uniformiser à ce point la structure » (Descola, 2006). On observe un lien entre cultures premières et massifs de montagnes jeunes, que nous avons tendance à envisager comme des espaces répulsifs (climat, sols, risques...). Mais il y a une logique pour Lézy & Chouquer (2006) : « le tracé de ces montagnes tertiaires dépend lui-même de l'axe de la circulation la plus rapide de l'énergie et de la matière sur terre, à savoir le méridien magnétique [...]. Telle la tête d'un serpent dont la queue s'effilerait entre Antarctique et Terre de Feu, le redressement de la terminaison européenne fait apparaître, au XV^e siècle, une pensée coupée du contact vertical entre le lieu de naissance et la forme du ciel ce jour-là ». Une lecture verticale du monde est ainsi remplacée par une lecture horizontale. Le naturalisme porte un regard nouveau qui oppose le nord et le sud et s'intéresse à l'humanité des côtes et des bordures des fleuves. Cet exercice cartographique iconoclaste révèle l'intérêt et les limites de la segmentation du monde proposée par Descola, mais « il s'agit sans doute de la présentation la plus complète, la plus claire et la plus honnête de la vision du monde proposée par la pensée naturaliste du début du XXI^e siècle. » Il serait possible de localiser sur la carte des représentations de la nature selon Descola, élaborée par Lézy & Chouquer (2006), les cas analysés précédemment, des groupes culturels très hétéroclites et choisis de manière aléatoire, et mesurer la diversité de rapports au *wilderness*. Le regard est différent de l'approche de Descola, car nous nous intéressons à des groupes de sociétés métissées dans un monde globalisé et dont les perceptions évoluent au contact des sociétés industrialisées. Cependant une lecture générale de

l'être à la nature d'un groupe culturel par pays apparaît comme pertinente pour comprendre les tensions existantes lors d'échanges culturels, que favorise le tourisme de voyageurs provenant surtout des pays occidentaux.

Cartographie de la nature

La cartographie des représentations culturelles de la nature est complexe et sa difficulté d'interprétation grande, notamment dans une perspective aménagiste. C'est sans doute pour cette raison qu'il est beaucoup plus courant de cartographier les espaces non urbanisés, « naturels », protégés ou non, et la biodiversité du monde, assez facilement fractionnable. C'est devenu un enjeu majeur pour de nombreuses organisations internationales, le cœur du discours pour la sauvegarde de la planète (Tompkins, 2012 ; Haila, 1997 ; Guyot & Richard, 2009) ainsi qu'un enjeu majeur dans le développement touristique des territoires où les aires protégées sont importantes (Giraut, Guyot, & Houssay-Holzschuch, 2004 ; Bushell & Eagles, 2007 ; Hall & Boyd, 2005 ; Higginbottom, 2004 ; Nash, 2001 ; Talandier, 2009b, notamment dans les espaces périphériques ou frontaliers (Fourny, 2005 ; Hall & Boyd, 2005).

C'est ainsi que l'International Union for Conservation of Nature (IUCN) a créée la base de données mondiale des espaces protégés. Son rapport, *The Protected Planet Report*, utilise les informations de 2016 (IUCN UNEP-WCMC, 2016) pour identifier 217 155 espaces protégés nationaux déclarés dans 244 pays et territoires (202 467 espaces terrestres et 14 688 espaces marins). De nombreux autres sites, tels que ceux de l'UNESCO, les réserves de la Biosphère ou les sites patrimoniaux de nature, existent, mais ne sont pas formalisés ou leurs aires géographiques ne sont pas précisément définies. Le plan de gestion stratégique 2010 - 2020 pour la sauvegarde de la biodiversité et sa gestion (Casson & al., 2016) constitue l'un des deux plus grands engagements pris par des gouvernements. Selon ses auteurs, « ils reconnaissent tous deux l'importance des aires protégées en tant que stratégie cruciale pour la conservation de la biodiversité et le développement durable ». Le message est que le futur des habitants de la planète dépend du nombre d'espaces protégés et de la reconnaissance de leur importance économique et sociale par les populations de ces espaces protégés. Les aires protégées permettent de répondre aux agressions anthropiques sur le milieu et au changement climatique, afin d'assurer la qualité des ressources en eau et nourriture des communautés en général et des plus vulnérables en particulier. Les auteurs reconnaissent cependant que l'existence des aires protégées est insuffisante, car elles ne protègent que 20 % des espaces de biodiversité les plus importants et qu'il faut identifier des mécanismes permettant aux communautés qui en ont la charge d'être rétribuées à hauteur des bénéfices écosystémiques qu'elles fournissent. Les défis actuels sont d'organiser des politiques de développement des pays pour en augmenter le nombre et

d'intégrer réellement les communautés locales dans les structures de gouvernance et de gestion associées aux aires protégées.

Cartographie du wilderness

Dans cet esprit de conservation de la biodiversité, un groupe de travail a tenté d'identifier les espaces encore peu anthropisés et devant être protégé. La carte des *Wilderness Areas* proposée par Mittermeier & al. (2003) est établie grâce à quatre grands critères socio-spatiaux : (1) faire partie d'écorégions et d'unités biogéographiques importantes définies par les spécialistes (Olson & al. 2001, dans Mittermeier, & al., 2003), (2) avoir une extension de plus de 1 000 000 d'hectares (3) être reconnues comme relativement intacte grâce à des enquêtes d'opinions (200 spécialistes ont été approchés pour décider si oui ou non la zone est, au moins, 70 % dans son état originel d'il y a 500 ans) et (4) avoir une densité de population de moins de 5 hab./km², hors zones urbaines pouvant exister ponctuellement sur l'espace. Le résultat de ce travail révèle que 44 % de la surface terrestre est habitée par moins de 3 % de la population. La concentration des populations en certaines zones du globe est forte, mais seulement 22 % du globe a une densité de population de moins de 1 hab./km².

Cette représentation a le mérite de montrer une réalité basée sur l'opinion d'experts, celle d'un *wilderness* perçu par des « conservationnistes » (Godet, 2010). Il peut ainsi être un outil de conscientisation et d'aide à la prise de décision dans l'aménagement de certains territoires. Dans le cas de notre recherche, il permet d'identifier des zones de nature reconnues pour leur importance relative au regard du tourisme de nature. On observe que la Patagonie dans son ensemble (la steppe désertique) et chilienne en particulier avec sa forêt magellanique, est reconnue comme un *wilderness*. Son importance en tant qu'espace de nature est confirmée par le fait qu'environ 50 % du territoire patagon chilien est classé en parc ou réserve nationale.

Cette approche est tout de même critiquée par ceux qui considèrent que les bénéfiques écosystémiques d'une nature ordinaire sont tout aussi importants. Il faudrait, selon eux, travailler aux petites échelles spatiales et avoir une approche des distributions qui s'intéressent « autant aux "contenants" [forme et agencement spatial de milieux] qu'aux "contenus" [caractéristiques de leurs biotopes et biocénoses] » (Godet, 2010). Pour effectivement améliorer le bien-être de la planète et de ses habitants il faudrait « prendre soin de la nature ordinaire » (Mougenot, 2003), ne plus protéger seulement une « nature épurée » (décidée par des spécialistes) et apprendre à gérer une « nature hybride », basée sur l'engagement de personnes volontaires (Godet, 2010), car la valeur écologique des choses est très relative d'une situation et d'un territoire (Lepart & Marty, 2006).

L'idée, pour les Occidentaux, d'identifier les *wilderness* de la planète est ainsi très spécifique aux civilisations occidentales. Lorsque l'équipe du Conservation International et du Center for Applied Biodiversity Science at Conservation International (Mittermeier & al., 2003) proposent d'élaborer une carte du *wilderness*, ils le font sur la base d'espaces à forte valeur symbolique occidentale. Il s'agit de conserver des espaces non anthropiques, éloignés des centres urbains et ayant une valeur sur le plan d'une biodiversité reconnue par des spécialistes. Ces espaces s'opposent aux lieux de Nature Ordinaire (Godet, 2010) et sont attirants pour le scientifique comme le voyageur. Les espaces « vierges » où la main de l'homme moderne n'a pas mis son pied destructeur fascinent les Occidentaux!

L'importance des espaces de nature éloignés des centres urbains pour les Occidentaux est claire, mais cela est vrai pour ses habitats. Aborder les rapports au lieu des acteurs du développement touristique est ainsi fondamental. L'approche géométrique, spatiale, économique et sociale d'un territoire doit être renforcée par l'évaluation de l'importance symbolique de la nature, pour le visiteur et ses habitants. Cerner les ontologies dominantes, naturaliste, animiste, analogique ou totémiste, permet de comprendre les enjeux d'un espace à forte naturalité. Un confin de nature est un espace symboliquement fort. Il est le support de modes de vie spécifiques, habité de manière symbiotique par certains groupes traditionnels. Pour Isabelle Sacareau (2017) il répond aussi à « l'imaginaire des contemporains et le désir de se rendre sur ces hautes terres associées à la spiritualité et aux mysticismes », ou au désir d'une nature vierge, non altérée par l'homme ou abandonnée, car trop hostile à la vie. Selon leur importance sociale et culturelle, symbolique et idéologique, des sites naturels et paysagers, protégés, publics ou privés, sont mis en valeur. « À cela s'ajoute l'imaginaire de la nature sauvage tel qu'il s'est déployé aux États-Unis à travers l'invention de la *wilderness*, associé à la sensibilité écologique contemporaine. Présentées comme des hotspots de la biodiversité et des laboratoires du changement climatique, de nombreux massifs montagneux des Suds ont été inscrits dans des aires protégées » (Sacareau, 2017) et sont devenus des hauts lieux touristiques.

2.2. Confins de nature emblématiques : la Patagonie et Aysén

« La beauté n'est pas dans les choses, mais dans les yeux de ceux qui les regardent. » (Francisco Coloane dans *Los Conquistadores de la Antártida*, 1979).

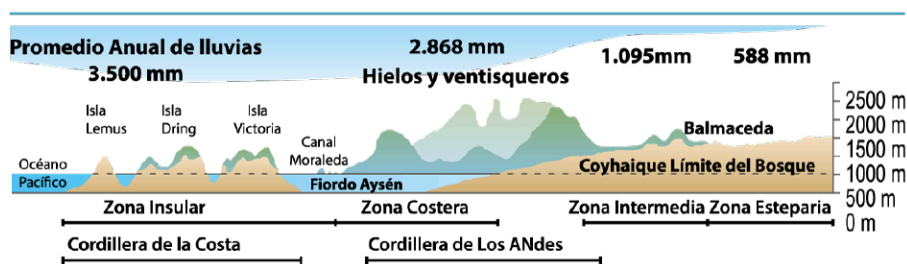
La Patagonie est un espace de *wilderness* et de biodiversité reconnue par des experts internationaux. Pour le Chili, comme « en Chine, (...) en Inde ou en

Thaïlande, le développement du tourisme dans les périphéries montagnardes est devenu un moyen de moderniser et d'intégrer, à moindres frais, au territoire national des régions frontalières pauvres et politiquement sensibles » (Sacareau, 2017).

2.2.1. Climat, diversité de l'espace naturel et écosystème

La Patagonie chilienne se caractérise par une très grande diversité paysagère, géomorphologique et climatique (figure suivante). Elle est à la fois un espace montagnard et maritime, sur sa façade ouest, lacustre et de steppes (pampa) à l'Est. La partie méridionale de la Cordillère des Andes est marquée par la présence des deux grands champs de glace continentaux nord et sud (*los Campos de Hielos Patagónicos Norte y Sur*) dont l'altitude moyenne est de 1500m d'altitude. D'une superficie cumulée de plus de 17 000 km² (Glasser & al., 2008), ils constituent les plus grandes masses glacières continentales après l'Antarctique et le Groenland. Les massifs de la Patagonie bénéficient d'une renommée internationale : le massif de Torres del Paine (dont le point culminant est le Paine Grande avec 3050 m d'altitude) et le volcan Lautaro (3380 m) se trouvent en région de Magellan alors que le Fitz Roy (3405 m) et le Cerro Torre (3102 m) se trouvent à la frontière entre l'Argentine et la région d'Aysén. Celle-ci compte en revanche de nombreux massifs pratiquement inexplorés dont le Mont San Valentin (4051 m) et le Mont San Lorenzo (3706 m) sont les plus spectaculaires. D'autres ensembles, rivalisant en beauté et en difficulté avec le Yosemite comme les Torres del Avellano, sont très peu visités.

Figure 4. Les spécificités topographiques et climatiques de la région d'Aysén



(SERNATUR Aysén, 2007)

Un large espace maritime se singularise par un enchevêtrement de plus de 300 canaux s'ouvrant sur l'Océan Pacifique. Ils séparent une myriade d'îles, entre 3500 à 5500 îles ou îlots selon les méthodes et échelles d'observation retenues. Les espaces littoraux sont recouverts pour la plupart de forêts magellaniques

primaires extrêmement denses et constituées de diverses essences de *Nothofagus* ainsi que de larges zones humides composées de lichens, mousses et arbustes à feuilles pérennes. Sur sa partie est, la région d'Aysén est bordée par la pampa caractéristique de la Patagonie argentine. Ces vastes espaces de plaines sont recouverts de prairies arides, composées de graminées et d'arbustes épineux. Les forêts apparaissent uniquement aux abords immédiats du piémont de la Cordillère où se localisent aussi de nombreux lacs. Les plus importants sont alimentés par les glaciers issus des champs de glace continentaux et des massifs limitrophes. Parmi ceux-ci, le lac General Carrera (ou lac Buenos Aires pour sa partie argentine) est le deuxième plus grand lac intérieur d'Amérique du Sud après le Titicaca (Bolivie/Pérou). Ces lacs donnent naissance à divers fleuves dont le Baker qui, avec un débit moyen annuel proche de 900 m³/s, est le plus important du Chili.

Climat contrasté

La diversité des milieux trouve pour partie son origine dans les forts contrastes climatiques : humide et froid sur l'étrémité versant pacifique (subpolaire océanique), sec et venteux dans les zones de pampa (climat plus continental semi-aride) et, entre les deux, les Andes patagoniennes au climat montagnard froid. Les vents dominants de nord-ouest en provenance du Pacifique confèrent à la Cordillère un rôle de barrière. En moins de 40 kilomètres de distance, la pluviométrie peut ainsi passer de plus de 8 000 mm annuels, sur le littoral et les versants au vent, à 1 200 mm sur les versants est sous le vent, et à 200 mm dans la pampa limitrophe de l'Argentine. Toute la région est renommée pour ses conditions extrêmes et ses changements climatiques brusques. Bahia Felix, situé sur une île du Pacifique à la latitude de Punta Arenas, est cité comme la station météo ayant le record mondial du nombre de jours de pluie annuel avec une moyenne de 325 jours! À ces précipitations s'ajoutent des vents violents dits catabatiques ou *Williwaw*, pouvant atteindre 300 km/h en rafale. Tous les récits de voyages, expéditions et explorations australes, aussi bien maritimes que terrestres, relatent ces conditions climatiques extrêmes et contraignantes. Cependant, vers l'Est et sur tous les pourtours des Grands Lacs, il existe un climat plus favorable qualifié parfois de Méditerranéen. Les réserves de Cerro Castillo, Jeinimeni et Tamango se situent dans ce secteur, non loin de l'immense lac Carrera, entre la zone andine et les reliefs moutonnés de l'ouest. Ces espaces plus ouverts, ensoleillés et bénéficiant d'une pluviométrie raisonnable, bien que très ventés, expliquent la forte concentration humaine traditionnelle.

Ces caractéristiques climatiques diversifiées expliquent la grande hétérogénéité des milieux et d'habitats naturels. Leurs spécificités sont uniques aux yeux de nombreux scientifiques qui souhaitent la préservation de la biodiversité planétaire.

Diversité géologique

La carte élaborée par le service géologique et minier SERNAGEOMIN en 2003, met en évidence quatre grandes unités lithographiques de la région: métamorphique, volcanique, sédimentaire et intrusive. Dans la partie nord-orientale et comme dans le restant du Chili, de nombreux volcans récents ponctuent le paysage. Les volcans Hudson, Maca, Cay, Melimoyu et Corcovado sont les plus spectaculaires. Le volcan Chaitén, entré en éruption en 2010 dans la province limitrophe de Palena (région de Los Lagos), est tristement célèbre pour les dégâts humains causés. D'autres formations volcaniques plus anciennes, jurassiques, crétaciques ou de l'Oligo-Miocène, composent la cordillère orientale. Pour l'œil averti, la route australe, de l'aéroport de Balmaceda à Coyhaique, parcourt plusieurs formations volcaniques du Pléistocène (1 Ma), de l'Oligocène (18 Ma) et du Crétacé (65 Ma), dont le Cerro MacKay, qui domine la capitale régionale.

La chaîne orientale est aussi constituée de formations sédimentaires, principalement des époques Oligo-Miocène et Éocène. Les conglomérats, grès et dépôts volcano-clastiques, rhyolitiques et andésitiques, sont recouverts de sédiments fluvio-glaciaires récents. La série Guadal, au sud du Lac Carrera, est réputée pour ses gisements fossilifères, marins et terrestres. Sous cette formation, les strates du Jurassique datées de 147 Ma ont fourni le plus ancien dinosaure d'Amérique du Sud, le *Chilesaurio*. Au-delà des derniers fronts morainiques du Pléistocène qui bordent les lacs binationaux s'étendent des reliefs planiformes, la pampa désertique, qui s'étalent jusqu'aux côtes atlantiques. Le centre ouest de la région est marqué par la présence d'intrusions granitiques, principalement jurassiques et crétaciques qui constituent les Andes à proprement parler. À l'Est se trouvent ceux du Cerro Castillo, du massif de Sierra Cristal, des Torres Del Avellano et du San Lorenzo, ce dernier dont la beauté alpine égale le Fitz Roy ou les Torres del Paine. À l'ouest de la route australe se trouve le batholite nord-patagonien composé de plutons monzogranitiques, dioritiques ou gabroïque. Sur cet ensemble reposent les champs de glace de Patagonie. Au-delà, le littoral est composé d'îles granitiques et de formations sédimentaires paléozoïques modelées par le passage d'anciens glaciers. Dans la zone sud et est de la région, se trouvent les ensembles métamorphiques constitués principalement de grès, schistes verts et phillites. C'est au sein de cette formation ancienne de plus de 380 Ma que se trouvent les ensembles et îlots calcaires recristallisés dits des « *Capillas de Marmol* », formation qui attire chaque année quelques milliers de visiteurs.

Écosystèmes régionaux

Sept ensembles d'écosystèmes peuvent décrire la région d'Aysén : la forêt

caducifoliée, la forêt sempervirente, la steppe patagonienne, les zones arbustives caducifoliées, les zones arbustives périglaciaires, la végétation arbustive sempervirente océanique et les tourbières (Gobierno Regional de Aysén, 2005b). Les forêts caducifoliées, sempervirentes et les zones de tourbières dominent. La steppe est plutôt une spécificité de l'Argentine et les zones périglaciaires sont circonscrites autour des immenses champs de glace. D'est en ouest, il est possible d'apprécier sur 150 km l'ensemble de la diversité des écosystèmes.

Si on se réfère aux écorégions définies selon les différents ensembles climatiques de Köppen (Peel, Finlayson, & McMahon, 2007) la région connaît six environnements climatiques : le milieu tempéré humide et froid, insulaire ou continental, 5 835 000 ha.), de steppe froide de Patagonie (371 090 ha.), boréal andin humide et froid (1 602 220 ha.), de toundra (591 750 ha.), de neige (220 971 ha.) et zones lacustres (228 050 ha.). On retrouve à l'ouest, l'espace de mer ouverte et un littoral exposé aux alizés de l'Océan Pacifique. Il est composé d'îles où se développe une végétation très dense et qui s'accroche à un relief abrupt. La descente à terre n'est possible qu'en certains sites favorables (Silva F., 2013).

À l'Est, les prairies et les steppes patagoniennes sont celles des éleveurs patagons : les *baqueanos* (paysans), les *gauchos* (d'influence argentine) et les *huasos* (originaires du Chili central). Les vallées, prairies de zones de forêt anciennement brûlées et les steppes de l'Est et de l'Argentine (pampas) sont utilisées pour l'élevage extensif ou semi-intensif. Les forêts, sempervirentes dans le secteur occidental et caducifolié sur les versants orientaux, souvent primaires, sont considérées comme l'une des premières richesses de la région.

La haute montagne et les champs de glace se situent au-delà de la limite des forêts et d'une zone « alpine » située vers 1 000 m d'altitude. En montant vers les hauteurs, au substrat rocheux couvert d'une végétation boréale composée de mousses et de lichens, se succèdent des sols dénudés, morainiques et récemment libérés ou encore recouverts de glace. Cette zone, aux conditions extrêmes, est très intéressante dans un contexte d'étude des changements climatiques dans l'hémisphère austral. L'ensemble des champs de glace de notre zone d'étude se trouve classé en aires protégées (parcs nationaux ou réserves naturelles) et sous l'administration de la CONAF. De nombreuses zones humides et environnements fluviolacustres parsèment la région. C'est l'espace naturel le plus marquant de la région et les innombrables lacs, zones humides et tourbières périglaciaires sont en grande partie méconnus.

Patrimoine faunistique et floristique spécifique

La flore la plus emblématique est celle des forêts. On ne trouve ici, dans la forêt humide du littoral, que trois espèces de conifères, le Ciprés de las

Guaitecas (*Pilgerodendron uviferum*) et deux variétés de Mañío (*Podocarpus nubigena*). Le Canelo (*Drimys winteri* var. *andina*) et la Tapa (*Laurelia philippiana*) s’y associent. Dans les forêts continentales poussent le Coihue (*Nothofagus dombeyi*, *Nothofagus betuloides* ou *Nothofagus nitida*), la Lenga (*Nothofagus pumilio*) et le Ñire (*Nothofagus antarctica*). Les forêts primaires de Lenga (*Nothofagus pumilio*) sont uniques, car les arbres pluri-centenaires peuvent atteindre 70 m de haut. Le Ñire, un arbre pouvant atteindre 30 m, est un colonisateur de zones périglaciaires. Dans les forêts tempérées autour des lacs on trouve l’Arrayán (*Luma apiculata*) au tronc rougeoyant et le Nortro (*Embotrium coccineum*) dont la fleur en grappe rouge est spectaculaire. D’autres plantes telles que les arbustes de Maqui (*Aristotelia chilensis*) et de Calafate (*Berberis buxifolia*), dont on dit que celui qui en mange le fruit revient toujours en Patagonie (« Quien come Calafate vuelve a Magallanes ») et les cactus nains des steppes (*Austrocactus patagonicus*) sont emblématiques et endémiques des zones australes.

Au sein de cette diversité de milieux habitent de nombreux animaux. Les plus importants pour la science ne sont pas nécessairement les plus spectaculaires pour le visiteur. Le dragon des glaces (*Andiperla willinki*), insecte plécoptère de la famille des Gripopterygiidae vivant sur la glace dans les Campos de Hielos Patagónicos, ou les batraciens tels que la grenouille de Darwin (*Rhinoderma darwini*), difficiles à observer, attirent de nombreux chercheurs.

Couverture du guide la faune marine des archipels de Patagonie de 2015



(CIEP, 2015)

En milieu marin, on trouve l’éléphant de mer (*Mirounga leonina*), l’otarie ou lobo marino (*Otaria flavescens*), de nombreux dauphins dont la tonina overa (*Cephalorhynchus commersonii*) et la tonina negra (*Cephalorhynchus eutropia*), la baleine à bosse ou ballena jorobada (*Megaptera novaeangliae*), la baleine bleue (*Balaenoptera musculus*), les orques (*Orcinus orca*), la

loutre ou *chungungo* (*Lutra felina*) sur littoral exposé et la loutre de mer (*Lutra provocax*) sur le littoral et zones d'eau douce, pour ne citer que quelques noms. Les mammifères terrestres sont le *guanaco* (*Lama guanicoe*) des steppes, le *huemul* (*Hippocamelus bisculus*), daim endémique du Chili et de l'Argentine, un cervidé nain (*Pudu pudu*), le puma (*puma concolor*), des chats sauvages comme le *colo colo* (*Felis colocolo*) en prairies et forêts orientales, le chat de Geoffroy ou *gato montes* (*Felis Geoffroyi*) et la *guiña* (*Felis guigna*) des forêts caducifoliées et du littoral. Dans la steppe on trouve aussi le tatou ou *pichi* (*Euphractus pichiy*) et le putois patagon ou *chingue* (*Conepatus chinga*).

Les oiseaux les plus emblématiques de la région d'Aysén sont: les autruches ou *ñandus* (*Pterocnemis pennata pennata*) de la steppe, l'albatros royal (*Diomedea epomophora*) en mer ouverte, le cormoran des roches (*Phalacrocorax magellanicus*) du littoral, l'ibis blanc (*Bubulcus ibis*) et l'ibis noir (*Theristicus melanopsis*) dans les zones humides, le *chucaco* (*Scelorchilus rubecula*) et l'oiseau mouche ou *picaflor chico* (*Sephanoides sephanoides*) dans les forêts humides, le cygne à col noir (*Cygnus melancoryphus*) et l'oie sauvage telle que le *caiquén* (*Chloëphaga picta*) dans les zones d'étangs et lacs, les pics dont le fameux pic noir à tête rouge de Patagonie (*Campephilus magellanicus*) et les perruches ou *cachañas* (*Enicognathus ferruginea*) dans les forêts caducifoliées, le majestueux condor des Andes (*Vultur gryphus*) et les aigles dont l'aigle aguila mora (*Geranoaetus melanoleucus*) dans les zones montagneuses.

De nombreux acteurs du territoire ont su utiliser ces faunes et flores emblématiques pour en faire la promotion touristique (selon le service du tourisme régional et le département du tourisme du CIEP) et installer des discours pour la conservation ou la sauvegarde de la région autour de l'idée de la région : *Aysén Reserva de Vida*, promue par les associations locales de défense de la faune et de la flore.

2.2.2 Aysén la « dernière frontière », approche socioculturelle

« En Terre de Feu, j'appris que ce feu follet [Lucas Bridge] se trouvait alors dans une lointaine vallée des Andes du Chili méridionale. Il ne me restait plus qu'à reprendre ma chasse à l'homme. Quelques semaines plus tard, après avoir traversé des régions montagneuses d'une singulière beauté, j'arrivais à une ferme implantée dans une large vallée [du Río Chacabuco, et actuel parc Patagonia en région d'Aysén]. Une grande silhouette marquée par les intempéries vint à la porte pour m'accueillir... C'était mon homme » (Tschiffely, 1938, dans Bridge, 2013). Lorsque Tschiffely, un célèbre aventurier et écrivain du *National Geographic*, écrit, vers 1938, il vient de parcourir à cheval plus de 5000 km. En partant de l'extrême sud de la Terre de Feu, il passe par le détroit de Magellan et les pampas arides balayées par le

vent et rejoint les confins des provinces de Magellan et de Llanquihue. Ce territoire austral du Chili deviendra en 1975 la *Región de Aysén del General Carlos Ibañez del Campo*. Lucas Bridge, fils de Thomas Bridge, le missionnaire anglican et « indien blanc » de Terre de Feu (Estancia Haberton près d'Ushuaia), est installé là depuis 1919 pour diriger la Société d'Exploitation du Río Baker de la Compagnie Hobb & Co. C'est cette immense *estancia* qui sera rachetée ensuite par une famille de colons belges en 1947, les Desmet-Raty et par Douglas Tompkins et Kristine McDivitt en 2005. Cette *estancia* est aujourd'hui le cœur de l'actuel parc Patagonia.

La Patagonie, dans son ensemble, bénéficie d'une très forte valeur symbolique et c'est ce que résume très justement le titre de l'ouvrage dirigé par Graciela Schneier-Madanes (1996): *Patagonie, une tempête d'imaginaire*. Dans ce livre, plusieurs auteurs apportent leur regard, comme Grenier (1996) et Canesi avec son texte *Poussières Patagones, épopée du regard*. Il résume en deux idées les imaginaires de ces terres australes : « La Patagonie, c'est schématiquement la Sibérie au pied des glaciers de l'Himalaya, avec, au bout de la route, les mirages du pôle sud » (Canesi, 1996). Alors pour lui, « avec de tels atouts, la Patagonie ne pouvait pas ne pas devenir, tôt ou tard, l'un des « must » du tourisme d'aventure, du fait même qu'elle est susceptible de garantir au visiteur sensations fortes et dépaysement absolu ». Mais « au fil de ces images s'impose l'évidence d'une Patagonie Cul-de-sac, pour d'innombrables itinéraires individuels venus s'échouer ici dans un décor d'avant l'histoire des hommes ». Et il pose la question: « Cette contrée largement inhospitalière, peuplée de légendes macabres, conjuguant sous-peuplement et "mal développement", comment peut-elle encore, aujourd'hui plus que jamais, exercer un tel pouvoir de fascination ? »

Patagonie, espace culturel produit par la littérature (européenne)

Ce territoire a inspiré de multiples auteurs et romanciers bénéficiant d'une renommée internationale. Jules Verne qui y consacre plusieurs ouvrages tout comme Antoine de Saint-Exupéry ou le Chilien Francisco Coloane. Il est aussi un espace incontournable du récit de voyage. C'est le cas de Bruce Chatwin (1977) avec son livre *En Patagonie*, érigé au rang de chef-d'œuvre de la littérature du voyage par les critiques littéraires, malgré son manque de rigueur et un certain parti pris romanesque qui s'affranchit parfois de la vérité historique, notamment concernant le massacre des paysans dans la province de Santa Cruz (Borrero, 1989 ; Schneier-Madanes, 1996). William Henry Hudson (*Un flâneur en Patagonie*, 1929, *Le naturaliste à La Plata*, 1930), Luis Sepúlveda (*Le monde du bout du monde*, 1995), Paul Theroux (*Patagonie express*, 1988) et nombreux écrivains situent leurs histoires dans ces terres australes. L'utopie de la Cité des Césars, « l'Eldorado austral » Martinic (2005, 2007) se situe dans ces terres du sud et sa recherche est l'objet de

nombreuses missions jésuites. L'utopie d'Antoine De Tounens (1825-1878) se situe en sa limite nord et donne lieu aux versions romancées des écrivains comme Saint-Loup (Marc Augier, *Le roi blanc des Patagons*, 1955) ou Jean Raspail (*Moi, Antoine de Tounens, roi de Patagonie*, 1981). Des auteurs plus contemporains retracent eux l'arrivée de nouvelles communautés, celles des Gallois en 1865 dans la vallée du Chubut en Argentine (Roberts & Gavirati, 2008), des Allemands fuyant les Sudètes et la Bohème (Ludwig, 2008) ou des Belges à Chile Chico, région d'Aysén, en 1949 (Chenut, 2003). Plus récemment les projets de création de parcs naturels privés, qui relèvent de projets à la fois politique, territorial, économique, idéologique, voire philosophique et esthétique, faisant référence à la *Deep Ecology* et à une nouvelle économie (Tompkins, 2012), donne lieu à une littérature militante écologiste considérée par certains comme un impérialisme vert. La littérature de montagne est aussi riche comme en témoignent les écrits de Lionel Terray (1961) ou de Gino Buscaini et Silvia Metzeltin (1989).

Pour tous la Patagonie est « un lieu imaginaire qui par fantaisie a attiré les uns et rejeté d'autres, mais qui en réalité ne laisse jamais indifférent, n'a cessé d'enthousiasmer et de décevoir ceux qui ont voulu poursuivre en elle leurs propres rêves et leurs propres aspirations » (Buscaini & Metzeltin, 1989).

Populations natives de la Patagonie chilienne, les oubliés du territoire

Quatre périodes distinctes marquent le peuplement de la Patagonie : celle des populations natives, des *conquistas* espagnoles et des explorations européennes du XVI^e au XVIII^e siècle, des marchands, chasseurs, chercheurs d'or et pionniers européens du XIX^e siècle et celle du XX^e siècle, avec une colonisation agricole organisée par l'État. Cette dernière façonne les structures démographiques contemporaines.

Le peuplement humain ancien est estimé à près de 13 000 ans (Boschín, Casamiquela, 2001). Du côté chilien, la présence humaine doit être postérieure au dernier maximum glaciaire (*Last Glacial Maximum*) daté entre 13 000 et 11 000 ans BP (Before Present, soit avant 1950) (Glasser & al., 2008). En effet, durant cette période, les champs de glace étaient réunis et s'étendaient sur l'ensemble de la Patagonie chilienne (Mc Ewan, Borrero, Prieto, 1997). Les datations estimées des peintures rupestres les plus anciennes, découvertes à proximité du Lac General Carrera, donnent une fourchette de 9 000 à 8 000 ans BP (Mena, 2004). Les premières traces d'occupation de la grande île de la Terre de Feu et des archipels fuégiens sont avérées depuis 10 500 ans BP au site archéologique de Tres Arroyos, depuis 12 000 à 13 000 ans BP au site de Monte Verde (Dillehay, 2001) près de Puerto Montt dans la région de Los Lagos et depuis 9 600 ans BP sur le site de Baño Nuevo dans le haut Río Cisnes dans la région d'Aysén (Mena & al., 2000 ; Mena & al., 2002).

Quand les premiers Occidentaux découvrent la Patagonie (Magellan en 1520), les groupes de populations natives se répartissaient le long du littoral : les Yamanas (aussi appelés Yaghanes) au sud, les Kawésqars (ou Alakalufs) dans la partie centrale des canaux, les Chonos et les Huilliches au nord et les ethnies Haushs, Selk'nam (ou Onas) et Tehuelches dans les étendues de steppes. Les Selk'nam et Tehuelches (le groupe Aonikenk) sont à l'origine du mythe des géants patagons. Le premier contact a lieu à Port Saint-Julien en 1520. Antonio Pigafetta, chroniqueur et écrivain embarqué dans l'expédition de Magellan, en dresse la première description : « le plus grand d'entre nous ne lui venait qu'à la ceinture » (Duvernay-Bolens, 1995). Il « les [range] également du côté des animaux. Leur voix puissante ressemblait à celle d'un taureau et ils portent des manteaux bien subtilement cousus, de la peau d'une bête dont la tête et les oreilles sont grandes comme celles d'une mule, le cou et le corps d'un chameau, les jambes d'un cerf et la queue semblable à celle d'un cheval » (*op. cit.*). Contrairement à l'idée reçue que le nom de Patagon vient de « grands pieds » (*pata* en argot sud-américain voulant dire pied), celui-ci est très probablement né d'un personnage légendaire d'un roman de chevalerie du XVI^e siècle. « Dans l'intérieur des terres, loin des côtes où se masse la population, il existe depuis peu un peuple qui vit à l'écart [...]. Ces hommes vivent comme des bêtes dans une région montagneuse. Féroces et agiles ils mangent de la chair crue, sont vêtus de peau d'animaux et sont si différents des autres hommes que c'est merveille de les voir. Parmi eux vit un monstre, un Patagon né d'une Patagonne et d'un animal étrange et lascif », raconte le second livre de Palmerin qui traite des grands gestes de Primaleon. Il semble donc que « Magellan et son chroniqueur [Pigafetta] ont donné au peuple nouvellement découvert le nom du héros [...] du roman chevaleresque [...] qui remonte à 1512 » (Duvernay-Bolens, 1995). Or la question des géants patagons a été cruciale : « le support imaginaire d'un problème aussi fondamental que celui de la place de l'homme au sein des êtres vivants [...] Un géant est-il un homme ? » (Duvernay-Bolens, 1995). La question que posent les géants découverts en 1520 par Magellan remet en cause le récit biblique de la création et fait qu'ils vont « être, jusqu'au XIX^e siècle, au centre d'un débat sur les origines de l'homme » (*op. cit.*). La construction du mythe et sa diffusion perdureront pendant plus de trois siècles jusqu'à la description d'Alcides D'Orbigny réalisée en 1829 (D'Orbigny, 1854). Il met fin à cette croyance occidentale et redonne aux Tehuelches des mensurations, des traits socioculturels et une morphologie plus humaine.

L'orthographe des noms des groupes ethniques varie selon leurs transcriptions phonétiques et certains sont connus sous diverses dénominations (celles auxquelles se reconnaissaient les ethnies, celles données par un autre groupe, les explorateurs ou les colons). Le mot Tehuelche, désignant le groupe continental nomade associé aux steppes de Patagonie, provient du mapudungun (langue des Mapuches, présents au nord de la Patagonie, dans la

région d’Araucanie au Chili et les provinces de Rio Negro et Neuquén en Argentine) et signifie *gente tosca* ou *gente ruda* (gens bruts ou rudes). Le nom a été repris par des ethnographes comme Escalada à partir de 1949 ou Casamiquela dans les années 1990.

Carte 4. La territorialité précoloniale des populations natives de Patagonie)



(Mao & Bourlon, 2016)

Indiens chasseurs nomades des steppes

Les Haushs, Selk'nams (Onas) et les Tehuelches (répartis selon l'historien et ethnologue Escalada en 1949, en 4 groupes distincts : Aonikenk, Cheuachekenk, Mecharnuekenk et Gününa Küne) vivaient dans les espaces

de steppes (carte 4). Les Haushs et les Selk'nams se trouvaient en Terre de Feu et sur les rives du détroit de Magellan alors que les Tehuelches étaient installés sur le continent sur la partie orientale de la Cordillère, du canal de Magellan jusqu'à approximativement le 42^e parallèle, à partir duquel commençaient les territoires des Mapuches et des Pehuenches, d'ouest en est. La répartition spatiale des différentes ethnies constitue le « complexe Tehuelche » (Escalada, 1949). Leurs modes de vie, styles d'habitats, mobilités, coutumes, croyances et langues ont été décrits dès 1829 par Alcides D'Orbigny, puis par les explorateurs Musters en 1871, Moyano et Lista vers 1884 et, plus récemment, par les ethnologues et archéologues Escalada (1949), Casamiquela (1991), Mc Ewan, Borrero et Prieto (1997). Le seul qui évoque la présence des Tehuelches à Aysén, en 1896, est l'explorateur Llwyd Ap Iwan (Roberts, Gavirati, 2008).

Indiens chasseurs, ils se nourrissaient principalement de guanaco et de ñandu (*Rhea pennata* ou choique). De multiples abris sous roche ornés de peintures rupestres marquent les lieux de passages, de campements ou de cérémonies de ces nomades. Plus de 175 sites sont ainsi répertoriés sur le seul pourtour du lac Général Carrera (Mena & Ocampo, 1993 ; Mena, 2004) et bien plus dans les steppes entre l'Argentine et le Chili. « Ces peuples de chasseurs n'ont jamais défendu ni de frontières ni d'identités strictes, voyageant et se mélangeant avec d'autres groupes voisins » (Mena, 2004). Aux XIX^e et XX^e siècles, un grand brassage de cultures semble avoir lieu, entre les peuples Aonikenk du sud, comme le révèle le nom même de Coyhaique (*aike* : le lieu et *coy* : des lagunes), et ceux provenant de plus au nord : Mapuches, Pehuenches et Gününa Küne.

Nomades des mers

Des Indiens nomades et navigateurs colonisaient les canaux le long de la Terre de Feu et sur la côte occidentale. Leur présence est avérée des zones les plus australes dans les archipels proches du Cap Horn aux canaux au sud de l'île de Chiloé, comme le démontre l'ensemble des travaux menés de 1980 à nos jours par l'archéologue Dominique Legoupil (1989). Les peuples Yamanas (Yaghanes), Kawésqars (Alakalufs) et Chonos étaient présents tout le long de la partie méridionale du littoral patagon. Les Yamanas étaient implantés dans les archipels au sud de la Terre de Feu jusqu'au canal de Magellan, les Kawésqars de ce dernier au Golfo de Penas et les Chonos au nord de celui-ci dans la péninsule de Taitao et l'archipel éponyme de Los Chonos. Au nord, les Chonos étaient en contact avec les Mapuches-Huilliches qui occupaient l'île de Chiloé. « Ces peuples partageaient les mêmes traits culturels les plus significatifs avec des modes de subsistance, des organisations sociales, des croyances et pratiques religieuses assez semblables. Leur nombre était relativement faible, atteignant à peine quelque 8 000 individus, réparti entre

près de 4 000 Alacalufs [Kawésqars], un peu plus de 3 000 Yaganes [Yamanas] et quelques 1 000 Chonos. Notre connaissance de ces groupes est assez hétérogène ; nous avons une bonne connaissance des Yaganes, un peu moins des Alacalufs et presque rien des Chonos » (Ocampo, Quiróz, & Aspillaga, 2002). Ils naviguaient sur de grands canoës construits en planches de bois de hêtre pouvant être démontés pour traverser des isthmes ou passer par voie terrestre d'un canal à l'autre. Leur alimentation dépendait presque exclusivement du milieu marin *via* la chasse ou la pêche de mollusques (les *cholgas* : grosses moules) et crustacés (araignées de mer), lions de mer, loutres et dans une moindre mesure de poissons et d'oiseaux marins dont les cormorans ou les manchots. Les baleines échouées complétaient leur alimentation. Leurs camps, installés sur les rivages, étaient constitués de huttes sommaires construites avec des branchages recouverts de peaux d'otaries. Les feux qu'ils entretenaient sur leurs bateaux et dans leurs campements seront les premiers signes de vie identifiés par les navigateurs au temps des Grandes Découvertes. Les nuages de fumée au-dessus des campements sur les rivages des canaux sont à l'origine du toponyme de « Terre de Feu ». Les premiers explorateurs en feront une description pour le moins condescendante à l'image de Darwin lors de son passage dans le canal de Magellan en décembre 1832 : « ces malheureux sauvages ont la taille rabougrie, le visage hideux, couvert de peinture blanche, la peau sale et grasseuse, les cheveux mêlés, la voix discordante et les gestes violents. Quand on voit ces hommes, c'est à peine si l'on peut croire que ce soient des créatures humaines, des habitants du même monde que le nôtre. On se demande souvent quelles jouissances peut procurer la vie à quelques-uns des animaux inférieurs » (Darwin, 1875). Un des derniers témoins de la vie nomade de ces ethnies est Joseph Emperaire (2003), ethnologue et archéologue ayant vécu plusieurs années au contact des Kawésqars à la fin des années 1940 et début des années 1950 dans les canaux patagons. Ces peuples finiront par s'éteindre, progressivement terrassés par les maladies contagieuses importées par les colons, les tentatives de sédentarisation par les missionnaires ou les autorités et leur incapacité à intégrer les modes de vie moderne. Les derniers descendants, tous métissés, se trouvent dans les villages littoraux tels que Puerto Eden sur le canal Messier pour les Kawésqars ou Puerto Williams sur le canal Beagle pour les Yamanas.

Génocide indien

L'extinction de ces ethnies indiennes nomades à l'aube du XX^e siècle s'explique par de nombreux facteurs concomitants. Le premier est interne au système indien. Les Tehuelches vont payer un lourd tribut lors de conflits territoriaux interethniques avec les Mapuches et entre groupes rivaux. Toutes les autres causes sont exogènes. Avec l'extension des terres dédiées à

l'élevage vers le Sud, se crée le « problème indigène », ainsi nommé par le général Julio Argentino Roca qui commande la guerre du désert en 1879 - 1880 à partir de Buenos Aires. L'objectif est d'affirmer la domination de l'Argentine au sein des zones de pampas patagones en soumettant les groupes ethniques natifs (Mapuches au nord et Tehuelches au sud). Entre 1 200 et 1 600 Indiens auraient perdu la vie durant cette campagne militaire (Boschín & Casamiquela, 2001).

Dans la grande île de la Terre de Feu, les Haushs et les Selk'nams vont être exterminés par les propriétaires des *estancias*. Ces derniers payaient des tueurs à gages une livre sterling pour tout trophée d'Indien. Les natifs étaient considérés comme des prédateurs pour les troupeaux ovins des grandes propriétés (Chapman, 1986). Même s'il est difficile d'avoir des estimations chiffrées fiables, plusieurs milliers d'Indiens furent sans aucun doute massacrés. Sepulveda (1995), dans son livre *Le monde du bout du monde*, entretient cette mémoire en citant certaines des familles encore vivantes à Punta Arenas ayant une responsabilité dans cette tragédie. Diverses missions salésiennes ou anglicanes tenteront d'offrir un refuge aux Indiens et de mettre fin aux massacres et oppressions (Bridge, 2013). Mais les manques de moyens tant sanitaires qu'humains, les épidémies, la promiscuité, les rixes, les travaux imposés, l'alcool, les dépressions du fait de leur captivité et des changements de modes de vie, ainsi que les évasions risquées vont transformer ces expériences humanitaires en échecs. La plupart des missions fermeront au début du XX^e siècle. D'un point de vue socio-spatial, la disparition ou l'assimilation des populations natives laisse l'espace libre à la colonisation qui s'accélère durant la seconde moitié du XIX^e siècle.

Avec une société peu à peu métissée, de nombreuses autres tragédies sociales et ouvrières ont lieu, à l'instar de celle de 1906 près de l'actuel village de Tortel (Osorio, 2016), celle de 1920 dans la province de Sanat Cruz, que relate le fameux livre *La Patagonia Tragica : Asesinatos, Pirateria y Esclavitud* de Luis Borrero (1989), et, à nouveau à Aysén vers Tortel, celle de l'assassinat de nomades Kawésqars par les employés de Lucas Bridges de la compagnie Hobbs & Co. (Osorio, 2012) ou des abus de la Sociedad Industrial del Aysén à Coyhaique vers 1930, qui payait ses employés en fiches valables uniquement dans ses établissements. Bien que les conflits sociaux de 2012 ne soient pas identitaires, comme plus au nord, en région d'Araucanie où les Mapuches revendiquent des droits ancestraux à la terre et une culture différente, la lutte pour les ressources naturelles, halieutiques, forestières et agricoles, prolonge ces conflits anciens. Aujourd'hui, les causes environnementales autour des activités industrielles dans la région montrent une continuité dans cette relation conflictuelle entre des multinationales, des grandes familles et la classe dirigeante et les colons, paysans et néo-ruraux (Grenier P., 2003).

Comme de nombreux espaces aujourd'hui touristiques ont connu un assujettissement, une oppression et une extermination des populations natives, indiennes d'Amérique du Nord, peuples aborigènes d'Australie, Saamis de Scandinavie, ceux-ci connaissent un processus contemporain de patrimonialisation. C'est le cas en Argentine à Esquel (l'écomusée de Leleque), à Gobernadore Gregores et au Chili à Puerto Williams (éthnomusée des Yamanas) ou à Aysén à Caleta Tortel (Memorial Isla de los Muertos), où l'on rappelle les disparitions des groupes natifs et les drames ouvriers pendant la période industrielle. En tant que devoir de mémoire ou pour réaliser une forme de thérapie collective, cette dynamique vise à remettre sur le devant de la scène ces populations aujourd'hui disparues ou acculturées. De nombreux musées, espaces culturels et de création d'artisanat survalorisent le sujet dans l'iconographie et la communication touristique.

Identité culturelle et espace touristique

Comme l'écrit Mauricio Osorio dans l'étude socioculturelle d'Aysén *Matices de una identidad que asoma* (CEPAL, 2009), cette région est en pleine mutation culturelle et l'on y observe de nombreux conflits sociaux et de questionnements politiques. Cette étude sur l'identité régionale, dirigée par la CEPAL (Comisión Económica para América Latina y el Caribe), commission des Nations Unies pour l'Amérique Latine, basée à Santiago du Chili et créée à la demande du gouvernement régional d'Aysén (CEPAL, 2009), propose six aires culturelles géographiquement distinctes. Cependant, elles peuvent se simplifier en trois ensembles culturels: l'ensemble *Chilote* des pêcheurs d'origine indienne et métissée avec les premiers Espagnols, celui *Gaúcho* des éleveurs de la pampa en provenance d'Argentine et celui latino Européen des colons chiliens d'origine espagnole (XVI^e au XX^e siècle), allemande, anglo-saxonne et autres (du XIX^e et XX^e siècle).

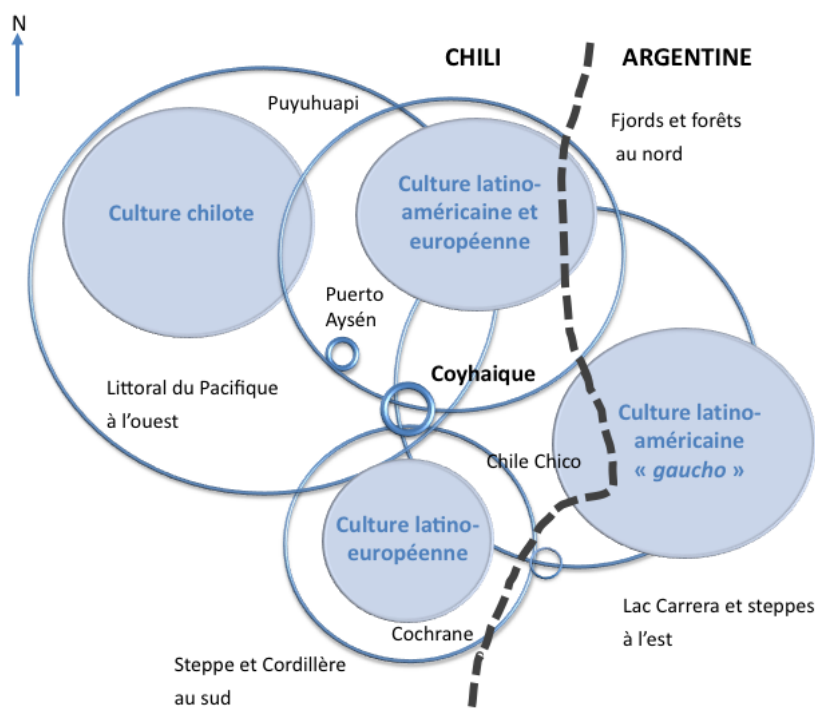
Les aires culturelles du Río Baker et de Lago Verde seraient principalement celles de *gauchos*, les éleveurs ovins de la pampa, venus d'Argentine et aux origines eurolatines (Basque, Espagnol et Portugais principalement). Les zones du Lac General Carrera ou du bassin de la rivière Palena - Queulat seraient latino-européennes, là se sont installées des familles paysannes venues de la région de Los Lagos et d'Araucanie, d'ascendance mapuche, chileno espagnole pauvre, allemande et argentine. Le littoral pacifique et le bassin hydrographique de la rivière Aysén, où se retrouvent des groupes de pêcheurs venus de l'île de Chiloé et des colons chileno européens, seraient *Chilote*. La confluence des trois groupes donne lieu aux deux zones urbaines principales de la région. Cette distinction en trois influences culturelles est importante, car elle structure les logiques d'occupation de l'espace et les modalités de mise en tourisme (figure ci-après). Il existe une quatrième aire culturelle dans le sud de la région, sur les communes de Villa O'Higgins et

Tortel. L'occupation est celle de colons *gauchos*, en provenance de la région de Magellan et d'Argentine et celle de *Chilotes* et Kawésqars, dans les secteurs du littoral, résultant d'une immigration maritime en provenance du nord et du sud. Son incidence semble encore marginale sur l'organisation du territoire, mais l'ouverture vers l'Argentine et vers le secteur très touristique d'El Chalten pourrait changer la donne.

L'analyse territoriale, menée de 2014 à 2015 sous l'égide du CIEP (2016), a défini pour sa part cinq pôles culturels et thématiques le long du littoral pacifique et de la *Carretera Austral*. Elle s'inspire de travaux sur l'identité culturelle régionale de la CEPAL (2009). Chaque zone est marquée par une nature omniprésente et une culture régionale tournée vers le monde de la pêche, de la ruralité et de la colonisation. Coyhaique, la capitale régionale, ne figure pas comme pôle, car la volonté des acteurs est de rompre avec le centralisme pour mettre les périphéries au cœur du processus. D'autres secteurs et localités, telles que Chile Chico, La Tapera ou Laguna Verde, s'associent indirectement aux pôles précédemment nommés en tant que nœuds des mobilités touristiques et points de passage vers l'Argentine. Chaque pôle dégage une identité touristique spécifique ainsi que le résume, du nord au sud, leurs intitulés : « Nomades et Colons des canaux australs », « Trois cultures et un monde », « Une vie liée à la mer », « Un territoire d'explorateurs » et « Le début de la fin du monde ». De cette proposition s'est organisée l'offre de services en fonction des flux touristiques existants, des types de clientèles déjà présents et des capacités installées chez les entrepreneurs locaux.

Dans chacun des groupes, on retrouve un rapport à la nature différencié. Les rapports à la nature peuvent se résumer en une relation que Descola pourrait qualifier d'animiste pour les descendants des peuples premiers, qu'on retrouve au sein des communautés de pêcheurs *Chilotes*, Huilliches, et des petits paysans d'origine mapuche. Avec l'évangélisation et la modernité, leurs visions ont évolué vers un rapport plus analogique. Il existe une approche du monde différente des Européens qui a ressurgi dans le cadre des luttes environnementales menées par les groupes mapuches dans les régions d'Araucanie, de Los Rios, de Los Lagos et d'Aysén. Les éleveurs, les *gauchos* d'origine métissée chilienne, argentine et européenne (espagnole et portugaise), ont un rapport analogique à la nature et une vision anthropocentrique du monde. En revanche, chez les colons européens, *estancieros*, propriétaires terriens, entrepreneurs dans le domaine de l'extraction des ressources naturelles et les néo-ruraux chileno européens, le rapport à la nature est anthropocentrique ou progressiste. Avec la colonisation, ce rapport à l'espace évolue, la culture européenne domine peu à peu et valorise les lieux selon des représentations naturalistes, chargées d'imaginaires littéraires et scientifiques.

Figure 5. Les aires culturelles contemporaines de la région d'Aysén



(Bourlon, 2018)

Notre enquête de terrain montre une relation claire entre quatre secteurs géographiques aux influences culturelles spécifiques et les zones touristiques en construction. Douze acteurs sont Chiliens d'origine *Chilote*, descendants métissés des natifs Huilliches et Mapuches en provenance de l'île de Chiloé. Ils se situent dans les villages du littoral. Leur vision est plutôt animiste et leurs rapports aux ressources du territoire de type anthropocentriques : il s'agit d'assurer leur survie et souvent au détriment de la nature et de la biodiversité marine. Aujourd'hui, leur incidence sur le développement touristique est faible, mais s'insère progressivement dans le nord de la région, dit de Palena-Queulat. Un deuxième groupe (16 acteurs) composé de colons latins chiliens, argentins et européens se retrouve à la fois dans le nord de la région (Palena-Queulat), à Coyhaique et sur le pourtour du lac General Carrera (zone dite du Lago Chelenko). Leur vision des usages des ressources est centrée sur le besoin de défricher et civiliser ce front pionnier. Ces néo-ruraux arrivés plus récemment (dans les années 1980) ont une vision plus anthropocentrique et écologique. Un groupe (10 acteurs) européen est arrivé à la fin du XX^e siècle pour s'installer autour de Coyhaique et le Lac Carrera (zone du Chelenko).

Son rapport à la nature est plutôt anthropocentrique et écologique : il cherche à s'insérer dans le milieu. Le dernier groupe, majoritaire (47 acteurs), est composé de Chiliens et Latino-Américains émigrés des zones pauvres du Chili continental dès 1902 (lors de la définition des frontières avec l'Argentine). Ils sont arrivés par l'Argentine et ce sont installés à Coyhaique, sur les rives du Lac Carrera, vers Cochrane et Villa O'Higgins. Certains provenaient de la région de Magellan *via* l'Argentine. Leur culture est celle de paysans et d'éleveurs *Gaicho*. Leur vision de l'occupation de l'espace est surtout anthropocentrique (30) ou progressiste (11) : il s'agit de défricher et de coloniser pour subsister. Cependant, certains ont des modes de vie et font des choix que l'on peut qualifier d'écologiques.

Il est possible de spatialiser schématiquement l'occupation de la région lors de sa mise en tourisme. On remarque que les trois groupes culturels continentaux sont associés à l'une des trois Zones d'Intérêt Touristiques Prioritaires (ZOIT), Palena - Queulat, Chelenko et Los Glaciares. Seul le groupe du littoral n'est pas rattaché à une zone touristique. Au sud et à l'ouest, on retrouve le groupe culturel *gaicho* des éleveurs et vers le nord et autour du Lac Carrera, des groupes plutôt européens. Comme le résume un des acteurs de Puyuhuapi, la culture y est métissée entre « Chilotes et Allemands ». Un autre entrepreneur affirme : « le lac Carrera se peuple d'Européens et de Gringos et ici c'est déjà une petite Europe! » L'imaginaire d'un espace où les cultures natives vivent en harmonie avec la nature et où les *Gauchos* chevauchent librement la pampa ne se justifie plus beaucoup ! Depuis 2012, des efforts ont été faits par l'État pour rapprocher les acteurs de la culture « chilote » (métissées des populations natives du littoral et des Chiliens descendants des premiers européens, principalement espagnols).

2.2.3. La protection de la nature dans la région d'Aysén

Nous avons évalué l'organisation de l'espace en fonction des spécificités historiques et culturelles. Elles structurent le territoire, mais c'est la nature omniprésente et diversifiée qui explique son attrait touristique actuel. Cette région est à plus de 50 % classée en aires protégées (carte suivante). Les autorités ne l'ont pourtant mis en avant que très récemment comme une opportunité touristique, les paysans y voyant un frein à la colonisation de l'espace.

Aysén un espace naturel protégé par l'État

Le Chili a mis en œuvre de manière précoce des mesures de protection de certains sites naturels ou patrimoniaux (CIPMA, 2003). Dès 1879, une loi est votée pour préserver des zones de forêt sur les versants andins. Les premières

réserves forestières sont classées en 1883, la première réserve (Alto Bío Bío) est créée en 1912 et le premier parc national (Puyehue) est établi en 1941. « L'idée de réserver des aires naturelles à des fins de conservation et d'usage public était installée dans les esprits de certaines personnalités chiliennes avec une grande vision du futur » (Weber & Gutiérrez, 1985). La première réserve nationale de Patagonie chilienne dite de *Magallanes* est créée en 1932 et le premier parc national est celui du Cap Horn, fondé en 1945. Par la suite de très larges zones littorales et montagnardes ont été classées en parcs nationaux (10 Parcs en Patagonie sur les 31 du Chili) et en réserves nationales (14 réserves sur les 48 du pays) ou en Monuments Naturels (5 sur les 15 existants). Elles forment un *continuum* spatial du cap Horn jusqu'au sud de l'île de Chiloe sur près de 1 800 km (carte 5). Pour ne citer que les plus importants, le Parc National de la Laguna San Rafael (créé en 1957) a une superficie de 1 742 000 hectares, le PN Alberto de Agostini (créé en 1965) couvre 1 460 000 hectares et le PN Bernardo O'Higgins s'étend sur 3 525 901 hectares. Ce dernier serait le second plus grand espace protégé des Amériques. Certaines réserves nationales ont, elles aussi, des superficies se comptant en millions d'hectares (Réserves Alacalufes de 2 313 875 hectares et Las Guaitecas de 1 097 975 hectares). La superficie cumulée des espaces protégés pour les régions XI et XII est de 11 870 409 hectares, ce qui représente 49 % des territoires régionaux et 84 % des aires protégées du Chili.

Ces espaces protégés sont gérés par la Corporación Nacional Forestal (CONAF), organisation de droit privé au sein du Ministère de l'Agriculture chilien. Les moyens humains et financiers à leur disposition restent extrêmement faibles (voire dérisoires) en référence aux superficies concernées et aux difficultés d'accès et de déplacement. Ainsi en 2006, seuls six gardes-parcs sont affectés à la gestion et conservation du PN Bernardo O'Higgins, pour une surface comparable à celle de la Belgique. Depuis 2014, un débat est en cours au Chili concernant une nouvelle organisation de la gestion des aires protégées avec la création d'un Ministère de l'Environnement. À l'heure actuelle, la CONAF a la responsabilité de la gestion des aires protégées, mais le Ministère possède celle de la protection de leur biodiversité. Il est possible qu'à terme les gardes-parcs deviennent des fonctionnaires de ce dernier.

Tout le système de gestion des espaces protégés chiliens est largement inspiré de celui des États-Unis : entrée payante, gardes-parcs, dénomination des entités, règlement et plan de gestion, zonage strict des usages, centres d'information et d'interprétations, etc. ; les similitudes sont nombreuses. Le guide de formation des gardes-parcs (CIPMA, 2003) s'inspire en grande partie du manuel du *National Park Service* (Moore, 1993). La stratégie écotouristique semble elle aussi être largement influencée par le modèle étasunien. En revanche, les moyens disponibles et investis ne sont pas comparables.

Carte 5. Les aires protégées de la Patagonie chilienne et Argentine, 2016



(Bourlon, 2018, Sources GADM data base, 2017)

Les ressources financières des parcs nationaux des USA reposant sur une fréquentation annuelle de 280 millions de visiteurs (National Park Service, 2009) sont bien supérieures aux 2,4 millions d'utilisateurs estimés en 2013 (ils étaient moins d'un million entre 2000 et 2002) pour l'ensemble des 100 unités de conservation chiliennes (INE, 2014). Les moyens disponibles consacrés à la médiation environnementale sont très faibles et le travail des gardes-parcs est surtout d'entretenir les infrastructures, de gérer des enjeux forestiers ou de faire payer des entrées. Depuis 2014, un investissement important a été consenti par le gouvernement régional pour établir des plans de gestion des aires protégées et d'usage public de certains secteurs. La CONAF avec l'aide

du CIEP et d'universités nationales vient de finaliser huit plans d'usages publics (CONAF & CIEP, 2017 ; CONAF - Universidad Católica, 2017 ; CONAF, 2016). La méthode de travail, qui s'est voulue participative, fait l'objet d'une publication de la part des chercheurs du CIEP (Gale, Adiego, & Ednie, 2018). Lors des enquêtes l'un des chercheurs déclare que le vrai défi est ici de trouver « la fine ligne de partage entre conservation et usages pour garantir la durabilité », c'est-à-dire garantir la vocation des parcs nationaux en tant qu'espaces de protection de la biodiversité.

Protection partagée et privatisation d'une nature habitée

La « protection théorique de la région d'Aysén est importante, mais sa protection réelle est faible » déclare un membre d'une association locale de protection de la nature. « Ces espaces protégés n'offrent pas d'opportunités économiques et limitent les activités traditionnelles », se plaint un batelier et bucheron de Tortel. Près de Tortel, un autre acteur, animateur d'une organisation locale, confirme par ailleurs que « de nombreux écosystèmes ne sont pas protégés, la majorité est constituée d'espaces montagnards et périglaciaires, ce qui nous a motivé à demander une concession ». C'est aussi ce qui a motivé la fondation Conservación Patagonica dirigée par les Tompkins à acheter les terrains agricoles de la vallée du Río Chacabuco pour en faire le Parc Patagonia. La grande surface de terres protégées, exclues d'un développement productif traditionnel et industriel, a conduit, dès 1999, les communes à manifester leur inquiétude. Nombre d'entre elles ont des aires protégées à prendre en compte dans leurs plans de développement. Dans le cadre de la coopération entre la France et le Chili. Cette situation a donné lieu à l'idée d'exporter le modèle des Parcs Naturel Régionaux dans le sud de la région d'Aysén (CONAMA, 2001). Intitulé *Area de Conservación de la Cultura y del Ambiente*, ce projet ambitionnait de rendre compatibles les activités traditionnelles et la protection de la nature en créant une aire de conservation de la culture et de l'environnement. Le nom pouvant prêter à confusion, car il semble difficile de « conserver » la culture et l'environnement, toujours dynamiques, il cherchait avant tout à favoriser les activités économiques existantes (élevage et activité forestière) et le tourisme. Bien que la charte du territoire (Gobierno Regional de Aysén, 2005a) ait été approuvée par le président Ricardo Lagos, celui-ci n'a pas été poursuivi une fois les financements internationaux épuisés (répartis de manière assez clientéliste entre les différentes communes et les services de l'État). La complexité de fonctionnement et de gouvernance du modèle français dépassait les compétences techniques et légales du Service de l'Environnement et du gouvernement régional de l'époque. Le projet a créé conscience qu'il existait des modèles de développement pouvant rendre compatible les usages et les intérêts, une fois un plan de travail accordé. Le

caractère descendant des politiques régionales ne prenant pas réellement en compte les intérêts locaux et la volonté affichée de favoriser le développement, c'est-à-dire d'appuyer les projets industriels, explique qu'aucune suite n'y a été donnée. Les projets de barrages hydroélectriques sont apparus en 2006 dans cette même zone.

Dans cette dynamique consistant à chercher des modèles compatibles entre développement et protection de la nature, la CONAF essaye de donner vie à la Réserve de la Biosphère de la Laguna San Rafael. Cette réserve (MAB) existe depuis 1976. À partir de 2001 et jusqu'en 2005, avec l'aide de la coopération allemande, son actualisation et l'inclusion des communautés avoisinantes ont été tentées, sans succès du fait, à nouveau, de l'apparition des projets hydroélectriques sur la rivière Baker, à la limite sud-est du parc Laguna San Rafael et de la commune de Cochrane. Récemment, depuis 2014, l'Université Catholique de Santiago a repris le travail d'actualisation et de rénovation du statut de Réserve de la Biosphère. Alors que les projets de barrages ont été abandonnés, un accord a été trouvé pour élargir son périmètre au cœur duquel se trouverait le Parc National Laguna San Rafael et en périphérie les communes et localités avoisinantes de Tortel, Puerto Tranquilo et Cochrane (CONAF, 2016). Le nouveau président de la République élu en mars 2018, Sebastian Piñera, devra donner son aval à la poursuite du projet.

Pour compléter ce panorama des initiatives de protection de la nature, il convient de signaler la création de diverses aires de conservations privées. Ce thème sera détaillé plus longuement dans la description de la forme de développement écologique, mais il est important de noter qu'à partir de 2002 et surtout 2005, des particuliers et des fondations, dont les plus connues sont *Conservación Patagónica* et *Patagonia Land Trust Foundation*, ont commencé l'achat de terres pour la conservation. Le milliardaire étasunien Douglas Tompkins, fondateur de la marque de vêtement de montagne North Face et de Sportwear Esprit, est l'exemple emblématique, souvent cité en référence, de cette dynamique. Mais il n'est pas le seul : plus de 50 très riches entrepreneurs chiliens ont suivi cet exemple. Ainsi, le président du pays, Sebastian Piñera, ou l'actionnaire principal de Banco de Chile, Andronico Luksic, ont acheté leurs grands domaines naturels (Bourlon, 2017) ; le parc privé Tantauco de 118 000 hectares, dans la partie sud de l'île de Chiloé et l'Estancia La Margarita de plus de 60 000 hectares, vers le village de Villa O'Higgins. Le label de Sanctuaire de la Nature, reconnu par l'État chilien, a été mobilisé, car il confère un certain niveau pérenne de protection. Il s'impose aux administrations publiques dans le cadre des projets d'aménagement du territoire et de l'instruction des dossiers d'infrastructures. Le Parc de Pumalin géré par la fondation du même nom et initié par Tompkins fut le premier projet privé à bénéficier de cette labellisation nationale. Avec la hausse du nombre de projets, le statut d'aires protégées privées a été débattu et promu par l'association des acteurs de la conservation privée *Asi Conserva Chile*. Le

débat est de savoir si ces projets privés participent d'une réelle protection de la biodiversité (Sepúlveda & Villarroel, 2006) ou ont d'autres visées foncières et touristiques (Bourlon, 2017).

« Aysén réserve de vie », entre écologie et tourisme

Les premières mentions du concept apparaissent dans les années 1980-90 et c'est lors d'un mouvement d'opposition à l'installation d'une décharge nucléaire en Argentine, à 400 km d'Aysén, que le maire de Coyhaique, la capitale régionale, déclare officiellement sa ville « Non nucléaire, libre de résidu dangereux et Réserve de Vie » le 12 octobre 1990. L'idéal *Aysén Reserva de Vida* (figure ci-après), devient un slogan touristique dès 1997, dans le cadre d'un programme de préparation de guides touristiques de Villa Cerro Castillo, initié par Francisco Vio, Peter Hartman et de nombreux membres des associations CODEFF (Corporación Pro Defensa de la Fauna y Flora), de protection de la Faune et de la Flore, et CODESA, de développement durable d'Aysén.

Logo de la campagne Aysén Reserva de Vida en 2009



(CODEFF, 2009)

Dans le « manuel du savoir-vivre patagon » (Segura & Huenchuñir, 2014), on peut lire : « Vous avez certainement aperçu en plusieurs endroits cette phrase "Aysén Reserva de Vida" (ou bien son acronyme ARV), représentée par une main ouverte et une femelle guanaco avec son petit en référence aux peintures rupestres laissées par les premiers habitants de la Patagonie, les Tehuelches. [...] Si vous êtes émerveillés par la beauté de sa nature et la spécificité de ses habitants, nous vous demandons que ce que vous réalisez dans ces parages ne tue pas ce qui la première fois vous avait enchanté [...] C'est ce dont beaucoup d'entre nous rêvent, ici à Aysén, et ce que nous demandons à ceux qui viennent ici », déclare le président de l'organisation CODESA (Corporación privada para el Desarrollo Sustentable de Aysén). Dans le document *Sistematización de la experiencia de trabajo de*

la Corporación de Defensa de la Flora y Fauna región de Aysén – Aysén Reserva de Vida, on peut lire : « Il s'agit d'un regard "holistique" qui prend en considération les dimensions sociales, culturelles, spirituelles et productives des personnes et qui promeut la valorisation de ce que chacun est et de ce dont il dispose » (CODEFF, 2009). Le principe qui sous-tend le concept est : « concevoir le développement en fonction de l'être humain et non centré sur d'autres choses qui, bien qu'elles puissent être importantes, ne sont pas primordiales ni essentielles [...]. En tant que citoyens et êtres vivants nous sommes capables de voir ce que nous faisons, ce qui nous rend heureux, ce qui nous permet de vivre, ce qui nous permet de nous projeter avec nos familles [...] et de construire à partir de ce que chaque individu peut donner, et non demander aux personnes de s'adapter au modèle qui vient de l'extérieur ». L'un des membres de l'organisation déclare : « Quand nous déclarons, en tant que groupe, que nous travaillons en faveur d'Aysén Réserve de Vie, nous assumons un engagement qui passe en permanence par un questionnement personnel ». C'est ce que déclare aussi le président fondateur de l'organisation régionale Peter Hartmann : « Les habitants d'Aysén permettront-ils que leur région devienne un lieu quelconque, comme tant d'autres dans le monde, avec les mêmes problèmes ? Pouvons-nous continuer d'avancer en étant complices d'un modèle destructeur et prédateur ? Serons-nous capables de mettre en valeur ce qui nous est propre et dignement chercher notre authenticité et notre destin ? »

Cette déclaration d'intention est reprise par plusieurs organisations locales qui se regroupent dans la coalition *Aysén Reserva de Vida* en 2009 et qui dirigent le Conseil pour la Défense de la Patagonie (*Consejo de Defensa de la Patagonia*) lors des premiers projets pour la création de cinq mégabarrages hydroélectriques dans la région d'Aysén, à partir de l'année 2006 (Rodrigo, 2007). Pour cette raison, aux yeux de nombreux politiciens, *Aysén Reserva de Vida* est un mouvement de caractère fondamentalement écologiste. Pour ses défenseurs, il s'agit pourtant de valoriser son territoire, sa qualité de vie et son patrimoine naturel et culturel. Favoriser les activités productives traditionnelles endogènes en les associant au tourisme semble répondre à l'imaginaire de voyageurs européens et nord-américains : un lieu vivant dans un environnement naturel sain, le tout selon les rythmes et les modes de vie d'une société non industrialisée. C'est ainsi que l'École des Guides de Patagonie revendique son appartenance au mouvement et revendique un développement durable et équitable des localités rurales de la région d'Aysén. La volonté des animateurs du projet est de former des résidents du territoire issus de toutes les tranches d'âge (de 20 à 50 ans) et de divers secteurs d'activités (agriculture, pêche, artisanat et petit commerce) aux métiers du tourisme de nature. « Il s'agit de les inviter à une nouvelle relation avec la nature environnante », déclare l'un de ses animateurs, un micro-entrepreneur de Coyhaique. La connaissance du milieu et les capacités locales n'avaient

que fortuitement été mises en valeur lors d'expéditions d'explorations organisées par des étrangers. Les établissements éducatifs, très traditionnels, n'ont pas cherché à former des guides de plein air. Dans sa présentation de 2003, l'École de Guides remarque que « l'isolement et le caractère naturel, vierge et sylvestre de notre environnement font de la Patagonie une destination très attrayante pour les visiteurs étrangers ». Alors que le pays fait la promotion de la nature sauvage d'Aysén, cet « espace rude où les Patagons grandissent doit être partagé et les étudiants apprennent pour cela, car ils en sont les représentants et héritiers vivants » (un guide de Puerto Aysén). L'un des guides issus de l'école et garde-parc à Queulat précise que « du fait des pressions grandissantes du tourisme, la Patagonie, sa faune, sa flore et ses aires protégées sont menacées et il faut former les guides locaux et gardes-parcs afin de conserver et valoriser les valeurs naturelles et patrimoniales de la région ».

Changer le regard des jeunes, mettre leur savoir acquis au service des visiteurs désireux de découvrir, comprendre et s'intégrer à cet environnement de nature extrême, sont des défis pour des jeunes dont les parents ont participé aux incendies de forêt pour créer des espaces agricoles pour l'élevage (Escobar, 2007). Les cours théoriques concernant la biodiversité, la géologie, la préhistoire et la culture paysanne cherchent à faire prendre conscience de l'importance du patrimoine naturel et de sa mise en valeur pour le tourisme. Il faut cependant observer que la relation à la nature proposée est basée sur la philosophie nord-américaine du *Leave No Trace* (« Sans traces », au Québec). Cette initiative, à laquelle a participé pendant de nombreuses années l'un des fondateurs de l'École des Guides de la Patagonie, est importée au Chili en 1992 par l'école NOLS (the National Outdoor Leadership School). Créée aux États-Unis en 1965, elle établit des bases à l'étranger et vend des programmes de formations, pour la vie au plein air et pour le leadership en milieu extrême, aux étudiants d'universités américaines ou à certains comités d'entreprise. Le programme revendique une méthode éducative ayant pour objectif de minimiser les impacts dans les zones de pleine nature (McGivney, 2003). Il apparaît qu'Aysén Reserva de Vida est une déclaration des organisations et des habitants de la région, cherchant un nouveau rapport à cette nature qui les entoure, sous l'impulsion du tourisme naissant. Comme le montre Olive Patricia Dickason, dans son livre *Le mythe du sauvage* (Dickason, 1995), un renouvellement du mythe est complexe et incertain, « basé sur un regard européen et construit à partir d'éléments empruntés au monde gréco-romain, à la bible et au folklore médiéval ». Pour de nombreux gardes-parcs, « les paysans de notre génération sont et resteront des pionniers défricheurs de forêts pour leur bétail » (un garde-parc de Coyhaique) et « seule la génération suivante sera plus respectueuse et vivra peut-être du tourisme ».

Biodiversité et tourisme, une cohabitation possible ?

En Patagonie, « une autre fin du monde est possible » selon Franck Michel (2015a). Le débat existe, mais la diversité des approches montre qu'une gestion concertée est encore difficile. Aucune aire protégée de l'État ne fonctionne de manière à répondre à la demande touristique. Des études sont en cours pour définir des zones d'usage public, mais une fois approuvées l'État devra allouer des moyens humains et financiers. Des infrastructures sont envisagées, mais non le nombre de gardes-parcs. La Réserve de la Biosphère reste une idée théorique, car aucun village ou communauté n'y sont rattachés et son plan de gestion n'est pas encore approuvé après 15 ans d'études. L'abandon du projet de Parc Naturel Régional montre aussi que la coexistence d'une protection de l'espace naturel, du développement du tourisme et du maintien de l'activité productive traditionnelle n'est pas évidente. Tout développement touristique semble reposer sur l'idée de concessions. Le modèle consiste à une mise à disposition par l'État des terrains fiscaux et ° protégées pour des usages commerciaux et récréatifs. Dans un contrat de cinq à trente ans, le bénéficiaire s'engage à aménager l'espace et partager les retombées économiques de l'initiative.

Dans le film muet *Voyage en Terre de Feu* daté de 1929, présenté lors des "Journées d'archéologie de la Patagonie" qui se sont tenues à Coyhaique en octobre 2014, Castelnau, son réalisateur voyageur et géographe, déclare à propos des Kawésqars : « ils ont tout à portée de main, fruits de mer, bois, peaux et viande de phoque, ils vivent dans des cahutes de peaux de bêtes... ils ne font aucun effort autre que le strict nécessaire, ils ne veulent rien de plus... ». Puis il conclut : « Ils ne veulent pas se civiliser ». C'est peut-être cela l'explication et la magie de la Patagonie : un confin où la civilisation occidentale et urbaine n'impose pas son rythme et des communautés qui ne ressentent pas le besoin de se civiliser. On retrouve, dans les communautés paysannes des vallées orientales d'Aysén et au sein de celles des pêcheurs des archipels de l'Océan Pacifique, une vision du monde que résume un dicton qui déprime le nouveau venu : « Celui qui se dépêche perd le temps » (*Quien se apresura pierde el tiempo*). Impossible d'exiger un respect des horaires et de s'assurer de la présence de son guide pour une balade à cheval ou en raft. Cependant comme le déclare un guide et paysan de Tortel : « nous ne sommes jamais en retard, nous nous levons à l'aube pour boire le maté, puis nous allons voir nos animaux et, au retour, quel que soit l'heure, nous prenons notre déjeuner... Alors, pour une réunion avec nous, il suffit que vous arriviez à l'aube... » Il semble ainsi impossible de visiter à la va-vite ce confin austral ou de planifier son voyage pour en tirer un profit maximum durant quinze jours de vacances. Comme le résume un visiteur à Puerto Tranquilo : « ici tout est possible, mais rien n'est sûr ! ». Impossible de s'assurer que le guide ne

fera pas faux bon juste ce jour-là, parti voir son bétail où boire le maté avec un voisin. Ici, il faut s'immerger, s'abandonner au rythme local. En somme, c'est toujours le mode de vie des nomades de la mer, Kawésqars ou Chonos, et des chasseurs-cueilleurs de la pampa, Tehuelches ou *gauchos*. Une leçon d'écologie ?

2.3. Grille de lecture géographique selon les rapports à la nature

Selon les travaux de Garnier et Sauvé (1999) sur la psychologie de l'environnement et de l'éducation, il existe un lien étroit entre la représentation et l'agir. La représentation sociale met en forme une stratégie qui elle-même rend la représentation légitime : « l'individu fait partie du système qu'il perçoit et les stratégies qu'il adopte deviennent une partie intégrante de l'environnement qu'il appréhende à son tour comme extérieur à lui-même. Les façons de considérer l'environnement sont donc, dans un sens très large, fonction de ce qu'on y fait, y compris les stratégies déployées pour l'explorer et le comprendre » (*op. cit.*). Pour ces auteurs, l'environnement est compris dans sa dimension de Biosphère, « la zone dans laquelle la vie telle que nous la connaissons peut exister et où la vie, à son tour, peut affecter et transformer cette zone » (Vernadsky, 2012). Pour Sauvé (1994), l'environnement peut être abordé soit comme un problème à résoudre, une ressource à gérer, apprécier, respecter et préserver, une biosphère où vivre ensemble, soit comme un milieu de vie à connaître et aménager. Au sein de cet espace partagé, les représentations se structurent au travers des interactions avec l'objet, alors qu'elles sont elles-mêmes déterminées par les premières.

Pour Augustin Berque (2010), l'étude des milieux humains doit considérer les trois dimensions : technique, écologique et symbolique. Pour cerner les dynamiques territoriales d'un confin de nature, cette approche peut être précisée en considérant la caractérisation de l'espace naturel (une approche écologique et fonctionnelle), de l'être au lieu (symbolique et culturel) et des usages (socioculturels ou techniques). L'espace naturel en tant que « milieu pour être » ou « *chôra* » (Berque 2010) peut être caractérisé en spécifiant sa diversité biologique et sa répartition. Jugé extraordinaire et déclaré comme important en matière de biodiversité ou exceptionnel en tant que milieu, il est mis sous protection, acte matérialisé par la création des espaces protégés. S'il est jugé socialement important, il peut être patrimonialisé au sein de parcs aménagés et d'espaces périurbains. La naturalité s'exprime en termes techniques et descriptifs que l'on veut systémiques afin d'en assurer sa préservation ou relever son importance écologique.

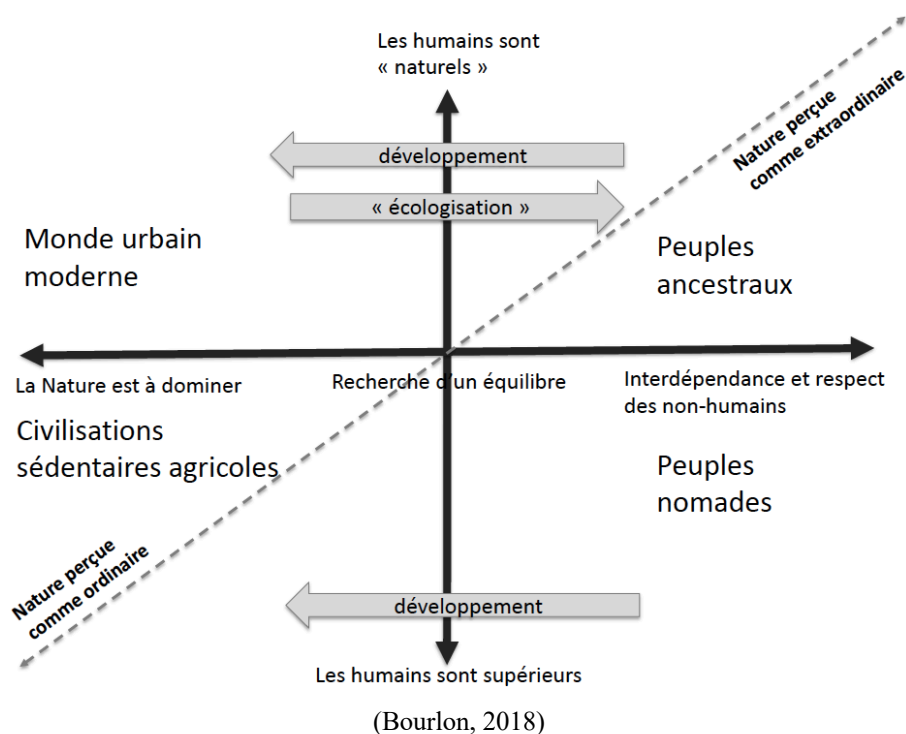
Une autre approche, socioculturelle, qui analyse « l'être au milieu » ou « *topos* » (Berque 2010), révèle des ontologies dominantes. Selon le schéma simplifié proposé par Descola (2006), elles sont « naturaliste » pour les

sociétés occidentales, « analogique » pour de nombreuses communautés indo-européennes et américaines, agricoles et pastorales, « animiste » pour des groupes nomades asiatiques et amérindiens ou « totémiste » pour les groupes aborigènes d’Australie. Elle nous permet d’appréhender une « cosmogonie » (Descola, 2006) propre aux habitants d’un lieu. Les actions humaines sont tributaires de ces représentations et induisent des usages de la nature (figure suivante). Comme démontré dans ce chapitre, ce sont les civilisations sédentarisées qui créent l’idée du *wilderness* en tant qu’espace sauvage opposé à l’homme et contre lequel il doit s’affronter pour grandir. Le *wilderness* existe en tant que produit d’une relation complexe entre un groupe humain et son espace vécu. La nature de l’expansion de l’écoumène, c’est-à-dire d’une domestication du monde, est sujette à des représentations et des projections spatiales d’imaginaires à différentes échelles. L’implantation de systèmes agricoles, d’urbanisation du monde et de développement du tourisme réorganise l’espace selon les rapports des hommes à l’environnement. Des peuples ancestraux ou nomades sont amenés, par le biais du tourisme, à passer d’un rapport au monde essentiellement écologique en interdépendance des non-humains, à celui, plus anthropocentrique et socio-économique, occidental. De la même manière, par rétroaction, des habitants de sociétés urbanisées revoient leur être au monde, à la recherche d’un nouvel équilibre homme - nature. Ils s’essayeront à un retour au sauvage et une immersion dans le milieu avec l’espoir de vivre en harmonie avec l’univers.

L’analyse du concept de *wilderness* montre les limites d’un essai de segmentation des rapports homme - nature. Il existe une diversité de relations à la nature ordinaire et aux espaces de nature sauvage (Godet, 2010). Une évolution des rapports s’observe avec l’urbanisation du monde et la réduction des espaces « naturels ». L’idée du *wilderness* devient de plus en plus importante pour les voyageurs occidentaux qui interrogent ce rapport « naturaliste » au monde, établi en Europe dès le XVI^e siècle et basé sur les seules connaissances cartésiennes et scientifiques. Face aux crises environnementales observées, une redécouverte des modes de vie des peuples « primitifs » semble à la mode. Cependant, chaque territoire a ses spécificités et ses dynamiques, en particulier au regard du phénomène touristique. Pour les confins de nature, il est nécessaire de considérer une approche socioculturelle qui prend en compte l’importance naturelle, écologique et esthétique des lieux et les représentations symboliques qu’expriment ses habitants. L’espace naturel doit être évalué selon ses spécificités géologiques, climatiques et écosystémiques. Ainsi, la géologie de la région d’Aysén, comme produit de la rencontre de trois plaques tectoniques, qui donne lieu à la cordillère des Andes et d’imposants *inlandsis*, peut être mise en avant dans des discours de développement. Les particularités géologiques installent des écosystèmes qui sont uniques : des forêts caducifoliées tempérées et primaires sur les versants montagnards, une végétation humide dans les archipels et

fjords du Pacifique ou une steppe froide et désertique au cœur du continent. Ces éléments qui apparaissent aujourd'hui comme des lieux d'importance biologique mondiale favorisent ainsi de nouveaux modes d'habiter le territoire.

Figure 6. Les usages passés et contemporains de la nature



L'identification des représentations sociales, symboliques et culturelles, informe sur l'importance relative des lieux, selon le nombre de sites patrimoniaux, religieux ou touristiques du territoire. Pour les Occidentaux, la Patagonie est ainsi un espace chargé de significations naturalistes et symboliques, utopiques et littéraires. Mais il est aussi un espace de confrontation entre deux mondes : celui des peuples premiers, plutôt animistes, et celui des colons, désireux de conquérir leur espace de vie et exprimant un rapport progressiste à la nature. Plus récemment, il est devenu celui de l'émergence d'une vision naturaliste, « conservationnistes » (Godet, 2010) et militante, voulant transformer l'espace en une « réserve de vie ». Cette réalité s'exprime par la création d'un réseau de parcs nationaux, une Réserve de la Biosphère et des zones à vocation touristique d'intérêt national (voulues par la communauté). On constate cependant que l'importance

socioculturelle donnée aux espaces naturels est surtout paysagère. Certes le nombre de zones consacrées à la protection de la diversité du paysage est important, la région d'Aysén compte 19 parcs et réserves nationaux et de nombreux parcs privés, mais ces zones sont très peu étudiées ou singularisées. Par ailleurs, les sites culturels ancestraux et les lieux patrimoniaux et mémoriels sont à peine mis en valeur, démontrant le désintérêt relatif de la majorité des habitants pour leur passé. Or le tourisme semble pouvoir faire évoluer les perceptions de leur territoire aux acteurs.

I.3. Les usages touristiques des confins de nature

« Une intrication complexe entre la question de l'être et la question du lieu [...] si le lieu est là où il y a quelque chose, le milieu est ce sans quoi il ne peut y avoir quelque chose » (Berque, 2010)

Nous avons identifié les confins de nature et montré comment ceux-ci sont des espaces d'exception attirant les voyageurs. Leurs spécificités spatiales, notamment au regard de l'éloignement des centres urbains et le regard polarisé des acteurs, nous amènent à questionner les logiques d'action qui s'y déroulent. Comment se construisent les espaces touristiques de nature ? Quels sont les imaginaires des marges, périphéries et confins de nature qui alimentent la dynamique touristique ? Tous les lieux touristiques ont été initialement des espaces périphériques. Ils changent de statut avec une « civilisation qui consomme les paysages » (Urry, 1995) et les lieux de nature. Ces espaces géographiques sont la prédilection des personnes fuyant les lieux industrialisés et urbains. Quand un espace devient attirant pour les premiers touristes, doit-on parler de marge et de périphérie touristique, d'espace touristique en devenir ou de « fronts pionniers du tourisme » (Guyot & Richard, 2009 ; Héritier & al., 2009) ?

L'incidence du tourisme sur une destination est en général évaluée par des flux et on s'inquiète des incidences du tourisme quand des seuils, souvent très arbitraires, sont atteints (Hall & Boyd, 2005). Or, l'importance d'un lieu est avant tout le résultat de représentations et de spatialisation de pratiques (Debarbieux, 2004). Il en résulte que l'accompagnement du développement touristique des espaces de nature est complexe et donne lieu à de nombreux travaux (Hall & Page, 2009), études de cas (Brown & Hall, 2000), réflexions théoriques (Pearce & Butler, 1999) et recommandations pour leur aménagement (Higginbottom, 2004 ; Eagles, McCool, & Haynes, 2002 ; Bushell & Eagles, 2007 ; Butler, 2002 ; Pearce, 1995, 2013, 2015). Afin de comprendre les enjeux pour des confins de nature soumis au développement

touristique, nous chercherons à spécifier son importance, les représentations et les usages qui participent de leur structuration spatiale.

3.1. Pratiques touristiques dans les espaces de nature

Dès 1974, Cohen s'intéresse à la définition sociologique du tourisme. Les questionnements autour du phénomène émergent avec l'étude des motivations, des rôles, des relations, des institutions impliquées et des incidences des visiteurs sur les sociétés visitées (Cohen, 1984). L'étude scientifique du tourisme trouve son origine en Europe, la première région à ressentir les conséquences de sa massification. L'italien Bodio publie le premier article scientifique en sociologie sur le sujet en 1899, mais les contributions les plus significatives sont allemandes (Von Wiese, 1930, Ogilvie, 1933 et Norval, 1936), avec notamment la publication des premiers livres concernant l'industrie touristique (Cohen, 1984). Pour Cohen, la définition classique donnée d'un touriste par l'Organisation Mondiale du Tourisme en 1968, « un visiteur occasionnel qui séjourne durant au moins vingt-quatre heures dans le pays visité et dont le propos du séjour peut être classifié selon l'une des catégories suivantes : (a) loisir (activité récréative, vacances, santé, études, religion et sport); (b) travail (familles, mission, réunions) » est insatisfaisante, car trop large et pauvre d'un point de vue théorique. Pour lui, « il est plus utile d'aborder le phénomène comme un processus de changement culturel » (Cohen, 1984). C'est ainsi que MacCannel, dans *The Tourist, a New Theory of the Leisure Class, Staged Authenticity*, propose une approche sociologique théorique approfondie (MacCannel, 1976). Il compare le phénomène touristique du XX^e siècle à celui des pèlerinages religieux des sociétés traditionnelles avec toute la symbolique et la quête d'authenticité et de vérité ultime qui les entourent. Cependant, comme le précise Cohen (1984), de nombreuses évidences empiriques montrent aujourd'hui la très grande variété de motivations qui expliquent les mobilités touristiques. En effet, « nous sommes entrés dans une société où chaque individu tente de se construire un projet personnel de vie qui sinue entre deux pôles d'action et de pratique, le travail et les loisirs » (Viard, 2002). Ceci a amené les géographes à « associer [les] deux perspectives tant économiques [analyse spatiale et quantitative des phénomènes] que culturelles par l'analyse des nouvelles formes de spatialités et territorialités [sens donné aux pratiques spatiales] aussi bien touristiques que ludiques » (Mao, 2003).

Nous aborderons le tourisme de nature dans une dimension large, c'est-à-dire toutes les activités récréatives de non-résidents sur un espace peu urbanisé. Les acteurs du tourisme de nature étant à la fois le visiteur, étranger ou national, les hôtes et les prestataires permettant la réalisation d'un séjour. Il est très difficile de clairement distinguer un touriste d'un voyageur d'affaire,

national ou international, privé ou public, séjournant sur un territoire exclusivement pour des raisons de travail, mais réalisant des activités récréatives quotidiennes ou ponctuelles un jour de repos. Nous aborderons ainsi le fait touristique dans son ensemble et sur un territoire de nature, sans prétendre quantifier précisément son importance.

3.1.1. Tourisme de nature

Définitions

Les définitions du Tourisme en général et du tourisme de nature en particulier ont été proposées par de nombreux auteurs. Dans leur livre *Natural area tourism: Ecology, impacts and management*, Dowling, Newsome et Moore (2012) considèrent le tourisme naturel comme étant une composante du tourisme alternatif, par opposition au tourisme de masse, au tourisme culturel ou événementiel. Ses variantes incluent le tourisme d'aventure, le tourisme de nature et le tourisme d'observation de la faune sauvage (*wildlife tourism*). Le tourisme de nature est une dénomination générale incluant les promenades à la journée, les circuits en voiture ou autre moyen de transport en plein air. Il s'agit là d'une vision assez simple de la problématique, basée sur le type d'activité réalisée en pleine nature, soit d'observation soit sportive.

Hill et Gale (2009) dans leur livre *Ecotourism and Environmental Sustainability* proposent une structure théorique des activités touristiques de pleine nature qui oppose le tourisme de masse, qualifié de « tourisme d'un grand nombre de personnes cherchant à répliquer des schémas culturels propres dans un environnement institutionnalisé [et le tourisme alternatif] caractérisé par la petite dimension et la durabilité » (Hill & Gale, 2009). À l'interface entre les deux se trouvent les activités de pleine nature (*Natural Area Tourism*), en milieu sauvage ou en captivité (*Wildlife Tourism*). L'écotourisme a une dimension éducative et d'appui à la conservation alors que le tourisme d'aventure se réfère aux activités risquées ou sportives dans un cadre naturel. Pour Higginbottom (2004) une classification des activités touristiques en milieu sauvage, *Wildlife Tourism*, peut s'établir en fonction des usages et de l'interaction humaine avec les animaux. Chaque pratique, le tourisme rural, l'écotourisme, la chasse ou le tourisme de nature, recouvrant des aspects des autres autour du dénominateur commun, l'intérêt pour la faune sauvage. On apprécie que l'inquiétude des auteurs consiste avant tout à classifier les pratiques afin d'évaluer leur niveau d'impact sur la faune sauvage et les écosystèmes. C'est ce que propose Reynolds et Braithwaite (1999) avec un cadre générale pour réaliser le « *wildlife tourism* ». Ces définitions du tourisme dans les espaces naturels permettent *in fine* de cadrer les politiques d'aménagement touristique des territoires, notamment dans les aires protégées (Bushell & Eagles, 2007 ; Eagles, McCool, & Haynes, 2002).

Imaginaires touristiques de nature

Comme le dit Gaston Rebuffat, il existe une force symbolique de la nature qui explique son attraction : « L'attrait de l'altitude ne serait pas si grand s'il n'était l'attrait du mystère. Depuis des siècles, les neiges éternelles ont fait rêver les hommes. Autrefois "montagnes maudites", pour les paysans écrasés à leur pied, aujourd'hui "jardin féérique" pour les hommes modernes cernés de chiffres, de vitesse et de bruit, elles sont encore un monde à part, un monde au-dessus du monde. (...) Dans leur stérilité, les montagnes sont seulement faites pour notre bonheur. Car l'homme ne se nourrit pas que de blé, de pétrole et d'acier. Il doit aussi nourrir son cœur » (Gaston Rebuffat, *MontBlanc Jardin Féérique*, éditions Hachette, 1962, réédité chez Guérin en 1998).

Comme le rappelle Pascal Mao (2003) les lieux sportifs sont des construits sociaux ou culturels. C'est la dualité des lieux au sein d'une dialectique de l'ici et l'ailleurs qui établit sa fonction et son usage. Le lieu du quotidien, dans un espace urbain contraint par le travail, s'oppose à l'espace de nature, lieu de récréation et de liberté. Cette symbolique de la montagne, espace de nature par excellence, est analysée par Corneloup (2000). Le territoire communautaire, le centre, le village, ses habitants et ses modes de vie, s'opposent au monde environnant, la périphérie, l'ailleurs marqué par l'insécurité et l'ombre, mais aussi le non-humain, l'inexpliqué et le merveilleux, la nature et la montagne, lieu des divinités. Cet ailleurs est ainsi à la fois repoussant et attirant et seuls les plus braves, les chasseurs, les ermites et les montagnards osent affronter l'espace naturel et inhumain. Cette construction du rapport au monde par le biais des pratiques des sports de nature a été approfondie par la suite (Corneloup, 2004). Comprendre les mécanismes sociologiques amenant l'acteur à s'engager dans une activité sportive et aventureuse peut nous aider à comprendre ses attentes et par conséquent sa conduite et la nature des relations qui s'établissent entre le visiteur et l'hôte dans un espace de nature.

Pour comprendre la construction des espaces touristiques de nature, on peut, à l'instar de Descola, s'interroger : « pourquoi tel fait social, telle croyance, tel usage sont-ils présents ici et non là ? Pourquoi tel lieu attire-t-il et tels usages de l'espace s'y développent et non d'autres ? » (Descola, 2006).

L'abondante iconographie de la littérature de voyage montre comment les confins sont dès le XIX^e siècle un thème fort du voyage. En effet, « la relecture de l'histoire et des pratiques sportives de nature a permis de localiser les foyers d'innovations et de découverte de ces activités dans les marges et confins [espaces montagnards et d'arrière-pays au XIX^e siècle] » (Mao, 2003). Ainsi le Mont Blanc est passé d'être une « sublime horreur », à celui d'un rêve ou d'un défi des alpinistes en herbe voulant gravir leur « 4 000 ». Debarbieux

(2001) analyse en profondeur la construction du mythe de la montagne. Le Mont Royal à Montréal est une colline devenue montagne et parc urbain autour duquel se construit la ville (Debarbieux & Marois, 1997).

La nature fait partie des imaginaires des cultures occidentales. Elle a été « popularisée » dès 1850 par les vacances des Anglais à la montagne et les alpinistes victoriens dans les Alpes. Aux États-Unis d'Amérique, la création des parcs, sous la conduite de Muir (1981), participe à une construction de symbolique des lieux de nature pour rivaliser avec les monuments européens. Il condamne les projets d'aménagements (le barrage de Hetch Valley en Californie) pour le confort des hommes de la ville et déclare que *La Nature* est le temple le plus sacré : « *Dam Hetch Hetchy! As well dam for water-tanks the people's cathedrals and churches, for no holier temple has ever been consecrated by the heart of man* » (Muir, *The Yosemite*, 1912). Son combat est celui de la sauvegarde des espaces des prédations humaines : « *These temple destroyers, devotees of ravaging commercialism, seem to have a perfect contempt for Nature, and, instead of lifting their eyes to the God of the mountains, lift them to the Almighty Dollar* » (*op. cit.*). L'attrait des parcs comme Yellowstone est tel que, malgré son amour de la liberté individuelle, Muir fait un plaidoyer au Congrès des États-Unis et obtient de celui-ci, en 1886, l'envoi d'un détachement de cavalerie pour protéger le patrimoine nord-américain. C'est ainsi qu'est né le service des *park rangers* dont l'écrivain Edward Abbey devint l'un des employés. Pour lui, la nature intacte n'est pas un luxe, mais un élément vital pour la vie : « *Wilderness is not a luxury but a necessity of the human spirit, and as vital to our lives as water and good bread* » (Abbey, 1968). Selon Abbey le rapport que nous entretenons avec celle-ci est le reflet de notre civilisation qui, si elle détruit la nature, se trahit : « une civilisation qui détruit le peu qu'il reste des espaces sauvages, l'unique, l'original, se coupe de ses origines et trahit les principes mêmes de la civilisation ». Après deux saisons au Parc National Arches dans l'Utah, il déclare son combat pour l'interdiction du tourisme motorisé dans les espaces protégés. « Mettons fin aux voitures dans nos parcs nationaux. Faisons marcher les gens ou monter à cheval, à vélo, sur des mules, des cochons sauvages - tout - mais laissons les automobiles et les motos et tous leurs cousins motorisés en dehors. Nous avons accordé de ne pas conduire nos automobiles dans les cathédrales, salles de concert, musées d'art, assemblées législatives, chambres et autres sanctuaires de notre culture, nous devrions traiter nos parcs nationaux avec le même respect, car, eux aussi, sont des lieux sacrés ». C'est dans cet esprit que Roderick Nash, contemporain d'Abbey, constate que le tourisme menace la nature (Nash, 2001). Les discours et imaginaires semblent coïncider, car la loi fédérale dite du *Wilderness Act* est votée en 1964 établissant un cadre pour la protection du *wilderness* et de ses usages multiples pour « le bien de tous ». Cette loi, imprécise sur certains points et notamment concernant les peuples premiers, donne aujourd'hui lieu

à de nombreux débats. La construction de l'idée du *wilderness*, étudiée en Islande par (Sæþórsdóttir, Hall, & Saarinen, 2011), amène de nombreux auteurs à questionner son usage, sa « conservation » utilitaire et les pratiques touristiques qui s'y déroulent : « que protégeons-nous, pour qui et contre quoi ? » (Saarinen, 2015) Les imaginaires des confins géographiques de nature sont des construits historiques des centres émetteurs du tourisme international (Debarbieux & Rudaz, 2010). Les exotismes de personnalités emblématiques (Staszak, 2003) construisent une géographie des imaginaires (Staszak, 2006 ; Staszak, 2001 ; Harvey, 1992 ; Collignon & Staszak, 2004 ; Soja, 1989) qui explique l'apparition des lieux d'un tourisme mondialisé, que ce soit en Polynésie (Bachimon, 1990) ou en Patagonie (Bourlon, 2017). Sa diffusion massive s'explique par les motivations des voyageurs occidentaux, amoureux de paysages exotiques (Urry, 2001) et consommateurs de lieux (Urry, 1995), qui cochent comme étant « fait » leur visite à l'une des « 100 destinations à voir avant de mourir » (National Geographic's 100 places of a life time "to visit before you die" ; <https://www.listchallenges.com/travelers-100-places-of-a-lifetime>).

Les brochures des opérateurs touristiques de voyages d'aventure et de culture surfent sur la vague vers les "confins", clairement surreprésentés dans les imaginaires occidentaux. Comme le constatent Kuenzi et McNeely (2008), le tourisme de nature est en pleine expansion sur la planète, surtout vers les parcs et espaces de *wilderness* des pays en développement, lieux où la biodiversité mondiale est concentrée. Pour eux, le retour à la nature pour voir les sommets enneigés, la savane multicolore avec sa faune exotique, les forêts luxuriantes ou les littoraux vierges avec leurs oiseaux et leur vie marine est l'expérience de vacances la plus enrichissante. Pour les occidentaux on serait passé progressivement d'un tourisme de masse attiré par les « périphéries du plaisir » (Weaver, 1993), lieux balnéaires et tropicaux, grandes métropoles et autres hauts lieux touristiques, comme certains parcs nationaux, à des pratiques intimistes ou élitistes d'un écotourisme de nature (Hill & Gale, 2009). Or le tourisme vers les espaces de nature a pris une nouvelle ampleur avec l'attrait clairement identifié des lieux de montagne pour les habitants de pays en voie de développement. Des imaginaires et des « pratiques de la montagne (...) globalement similaires à celles des touristes occidentaux (découvrir et contempler le paysage, marcher et respirer le 'bon air') », mais qui se réfèrent néanmoins à d'autres cultures et « valorise d'autres motifs paysagers comme les forêts et les cascades plutôt que la haute montagne enneigée » (Sacareau, 2017, Sacareau, Taunay, & Peyvel, 2015), induisent de nouvelles dynamiques touristiques.

Tourisme de masse contre tourisme alternatif

Pour beaucoup le tourisme de masse serait né en 1950 avec l'apparition des congés payés. Mais pour Boyer (2002) « ce ne sont pas les congés payés de 1936 qui ont initié le bronzage ; d'ailleurs, 1936 ne fut pas la grande conquête des vacances que l'on dit. Le plaisir nouveau du soleil d'été auquel les corps s'exposent est antérieur. Il fut inventé en dehors des villes d'hiver de la Côte d'Azur, dans les ports de pêche (Saint-Tropez, Collioure...), des villages d'arrière-pays (Cagnes, Vence, Vallauris...) choisis par des écrivains, des peintres qui recherchaient la lumière. » C'est bien un « processus élitiste [qui donne] naissance [au] développement des stations de ski fonctionnelles qui, après 1950, furent créées ex nihilo au-dessus de la zone d'habitation permanente » (Boyer, 2002). Aux États-Unis à « la fin du XX^e, l'Amérique, et principalement la Californie, sont à l'origine de la plupart des inventions de tourisme (...) le contenu se résumait en trois ou quatre S : Sea, Sand, Sun and... Sex » (*op. cit.*), motivé à nouveau par des acteurs de la classe aisée. Le tourisme de masse est donc une dynamique élitiste qui se popularise.

Le tourisme alternatif a été défini par certains anthropologues comme celui « respectueux des valeurs de la nature, du social et de la communauté » (Eadington & Smith, 1992 dans Stronza, 2001). Cela semble proche de l'écotourisme qui serait inspiré par « l'histoire naturelle d'un lieu et des cultures traditionnelles » (Ziffer, 1989 dans Stronza, 2001). D'autres parlent de tourisme local, « ce tourisme marginal est alors qualifié de diffus, d'arrière-pays, de villégiature résidentielle, d'intégré à son milieu, ou encore de rural ou de vert. Il est parfois dit de proximité lorsqu'on évoque des fréquentations générant des flux tendus et courts [...]. Tout cela entre dans la catégorie floue d'un tourisme local » (Amirou & Bachimon, 2000) et idéalisé.

Pour Douglas Pearce (1992), aucune définition du tourisme alternatif n'est largement acceptée. Dans un essai de conceptualisation et typification des tourisms, il estime que les premières expériences d'un tourisme intégré aux communautés locales auraient eu lieu en 1972 sur l'île de St Vincent et les îles des Caraïbes voisines. Un tourisme « contrôlé » aurait débuté à cette époque en Guadeloupe, puis serait apparu dans les îles de Tuamotu, dans le Pacifique Sud. Il identifie enfin la Casamance, au Sénégal où un programme de tourisme alternatif a été mis en place dès 1983, avec la construction de neuf villages traditionnels Diola pour l'accueil de touristes. De ces tentatives surviennent de nombreux questionnements concernant leurs impacts culturels et économiques (Cazes, 1992 ; Smith & William, 1992) et ces possibles bénéfiques pour les communautés traditionnelles (Stronza, 2001).

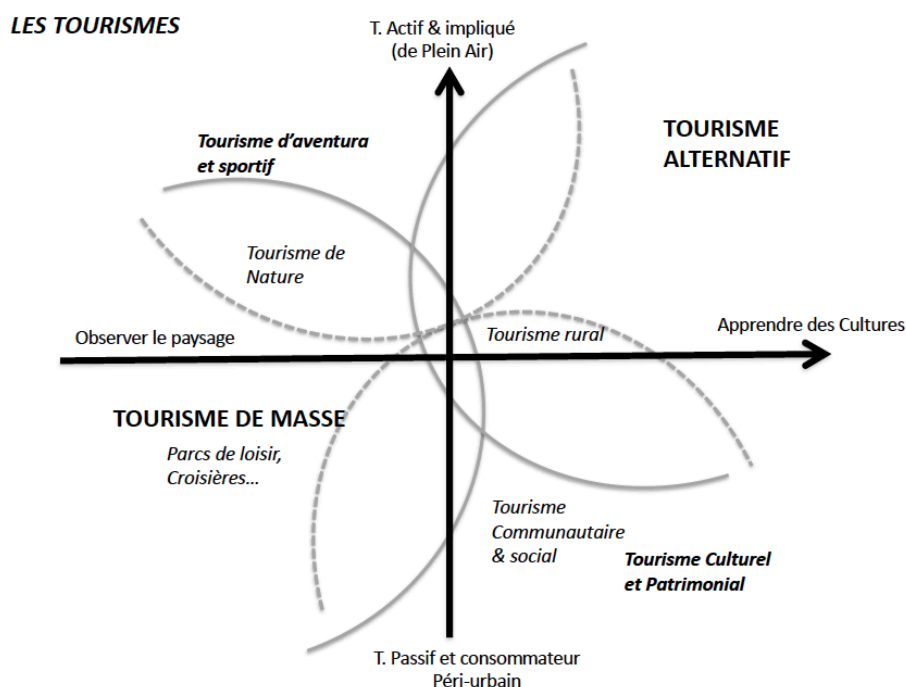
Qu'en est-il aujourd'hui de cette opposition de tourisme de masse contre tourisme alternatif ? S'agit-il de deux pratiques opposées ou de stades de développement différenciés ? Un tourisme local, durable et respectueux, mais marginal, contre un tourisme global qui participe du renforcement de

l'économie d'un pays ? La question est d'autant plus cruciale quand on souhaite installer le tourisme dans un espace de nature non aménagé. La question est alors de savoir s'il faut investir massivement en infrastructures afin de créer un système de type fordiste ou au contraire proposer des stratégies diffuses. Il semble difficile de créer dans un confin un système touristique de comptoir, « lieu créé ex nihilo pour accueillir des touristes (...) caractérisé par une banalisation complète de la capacité d'accueil [et qui] n'est pas un lieu de vie » (Knafo & al., 1997). Des stations se créent parfois où « la primauté de l'activité touristique dans le lieu (...) est créatrice du lieu [et] se caractérise par la présence d'une population permanente, ce qui en fait également un lieu de vie. » (*op. cit.*) Mais il s'agit là de systèmes qui transforment totalement le milieu d'accueil et sont très dépendants d'aléas macro-économiques. Cette imposition du tourisme sur un territoire de marge a été mise en évidence par Sylvain Guyot (2012) au travers du concept de « fronts pionniers du tourisme », en l'occurrence à la limite entre les États bolivien, péruvien et chilien. C'est cette diffusion des pratiques touristiques dans les pays en développement, qui s'érigent en « nouvelles colonies de vacances » des pays riches, qu'a critiqué Georges Cazes (1992). Il est un fait que des inégalités socio-économiques liées au développement du tourisme s'accroissent au nord comme au sud et conduisent à sa mise en cause structurelle, fonctionnelle et environnementale (Hall, 2007).

La problématique du développement touristique aux frontières est aussi un enjeu pour de nombreux pays (Krakover & Gradus, 2002 ; Butler, 2002), car les espaces naturels y ont une importance géopolitique considérable (Fourny, 2005). Lorsque la dimension environnementale prend de l'importance autour des enjeux industriels et d'extraction de matières premières et que des projets de conservation s'y opposent, certains évoquent un « Eco-front » (Guyot & Richard, 2009 ; Héritier & al., 2009). Dans ces contextes, le tourisme acquiert une dimension stratégique qu'il convient de prendre en compte dans les réflexions autour du développement économique et de l'aménagement d'un territoire. Le tourisme est devenu une composante de la structure économique d'un pays avec une incidence socio-culturelle significative que l'on cherche à maîtriser par des « tourisms alternatifs ». Ces autres usages devraient, en théorie, limiter l'impact social et environnemental, du tourisme tout en profitant de ses bénéfices économiques.

Tel que le résume la figure suivante, une opposition conceptuelle se crée entre deux visions du développement touristique. L'une serait celle d'un développement industriel et l'autre d'une « infusion » du fait touristique dans la société, un « tourisme alternatif » ou « local » opposé au « tourisme de masse » et d'invasions touristiques. Si l'on associe, à chaque manière de mener des projets touristiques, des intérêts culturels ou paysagers et un rapport à l'espace et à l'autre (Bachimon, 2005) passif ou actif, il apparaît clairement que chaque pratique a des exigences et des incidences différentes.

Figure 7. Les différentes pratiques touristiques de nature



(Bourlon, 2018)

Au sein des pratiques touristiques dites de « masse », l'intérêt thématique est plutôt culturel et urbain, les paysages sont des décors. L'attitude du voyageur est plutôt passive, il est consommateur de lieux nouveaux et s'implique peu ou pas dans la vie du lieu visité (Urry, 1995). Dans les pratiques alternatives, le voyageur serait l'acteur d'une expérience de découverte du monde extérieur, conscient et responsable de ses impacts. Le second ne serait plus un « idiot du voyage » (Urbain, 2002b) et aurait réinventé ses pratiques (Viard, 2000) en participant d'un tourisme durable (Eagles, McCool, & Haynes, 2002) soucieux de la protection des lieux de nature et de la culture des pays qu'il visite (Mowforth & Munt, 2009). Les manières de réaliser un voyage s'opposent, dans cet essai de catégorisation des pratiques touristiques, entre le tourisme sportif et d'aventure et le tourisme culturel et patrimonial. Il apparaît que de nombreuses variantes ou hybridations des pratiques sont possibles qui semble rendre quelque peu vains les essais de classification. Une classification permet cependant de mettre en évidence des systèmes et dynamiques touristiques autour d'une destination.

Évolution des logiques récréatives

On observe que la séparation des registres touristiques aide à la compréhension des enjeux de développement d'un territoire. Comme mis en évidence par différents auteurs, une diversification des registres récréatifs est à l'œuvre depuis 20 ans. Le rejet des lieux touristiques, l'apparition de nouvelles logiques de voyages et le retour aux premières pratiques élitistes vers des destinations privilégiées sont observés un peu partout dans le monde (Mowforth & Munt, 2009). Les pratiques récréatives, réduites à un acte de consommation, sont décriées bien qu'encore dominantes. Il semble que « le tourisme ne connaît pas la crise [et que l'] on observe régulièrement qu'il rebondit et s'adapte très vite aux nouvelles réalités, qu'elles soient géopolitiques, idéologiques ou économiques » (Michel, 2015a), mais une remise en question des pratiques de masse existe. Des espaces sont protégés au sein de zones très touristiques, car la nature est menacée (Nash, 2001) et des sites industriels abandonnés redeviennent des espaces réinvestis par la faune sauvage (Godet, 2010). Le retour à la nature est prôné au cœur de la Suisse et de la France autant qu'aux confins du Yukon (Pasche & Bertrand, 2013).

Dans une perspective historique, Bourdeau (2011) analyse l'évolution des pratiques récréatives. Celles-ci seraient passées du tourisme moderne, au post-tourisme, à l'hyper-tourisme pour aboutir au « trans-tourisme ». Le tourisme, né avec la modernité, reposerait sur une logique interne dans laquelle les notions d'accès à un lieu situé ailleurs, de découverte et de visite, sont centrales, nécessaires et suffisantes à la définition de l'expérience touristique. Le post-tourisme, issu de la postmodernité (Urry, 2002), serait en revanche celui d'une logique interne de jeu et de transgression ludique, centrée sur la sensation et l'expérience offertes par des événements et des spectacles. À partir des années 2000, on observe une opposition entre un hyper-tourisme, pensé à partir de la notion d'hyper-modernité (Lipovetsky, 2004) avec son exacerbation technologique, géographique et culturelle du sens et des formes du tourisme moderne, et un trans-tourisme écho d'une trans-modernité (Corneloup, 2010).

Une cohabitation entre les formes touristiques, modernes, trans-modernes et hyper-modernes, s'observe selon les lieux, urbains, ruraux, centraux ou périphériques, même si cela ne va pas sans conflits. C'est dans cette association et hybridation des formes qu'un « au-delà du tourisme » apparaît, grâce à « l'exploration d'altérités négligées ou refoulées et à des pratiques marquées par un volontarisme éthique [social, environnemental, économique] et une recherche de cohérence existentielle » (Bourdeau, 2011). Cette nouvelle approche du tourisme serait un « après-tourisme » et, d'un point de vue historique, issue d'une trans-modernité dans laquelle les pratiques touristiques accordent « la priorité à l'autonomie des cultures récréatives par rapport à

l'hétéronomie économique et à la vision industrielle » (*op. cit.*). Des pratiques nouvelles ou hybridées émergent, dans lesquelles le registre récréatif et l'univers du travail sont intimement associés à la découverte du territoire et aux projets de vie alternatifs. C'est ainsi que peut s'interpréter l'apparition du tourisme scientifique en Patagonie (Bourlon & al., 2017) qui sera abordé dans la partie 3 du livre.

3.1.2. Spatialisation des pratiques

Nous avons abordé les pratiques touristiques habituellement décrites et leurs évolutions historiques, mais quels seraient les facteurs qui amènent un visiteur à choisir une destination ? C'est l'enjeu de nombreuses études cherchant à comprendre les motivations de possibles destinations émergentes ou en cours de reconversion. Il est clair que le marketing et la disponibilité d'informations disponibles ne sont pas suffisants. Les facteurs motivationnels, thématiques, émotionnels et les imaginaires du voyage semblent primer, mais aussi s'adapter à l'offre existante de services et d'infrastructures (Pearce & Schott, 2005).

Mondialisation du fait touristique

L'appropriation de la planète par le tourisme semble évidente (Gay, Vacher, & Paradis, 2011). En effet, « il n'y a plus guère de lieux qui résistent à la mise en tourisme du Monde et l'écoumène touristique déborde l'écoumène humain de l'"habiter" sédentaire, car le tourisme est fondamentalement un déplacement et participe de ce fait pleinement à la mise en circulation du Monde à différentes échelles » (Gay, 2006). « Le tourisme a aussi été l'agent d'une mondialisation spécifique qui a produit son propre espace de flux et de pratiques » (Sacareau, 2017). De nombreux auteurs montrent les logiques de construction des hauts lieux (Debarbieux, 1995a) et des hyper-lieux (Lussault, 2017) et la mondialisation du phénomène. C'est « dans le contexte particulier de la colonisation au cours du XIX^e siècle (...) que s'est effectuée la mise en tourisme des montagnes d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine » (Sacareau, 2017). Cette globalisation inégale et polarisée c'est accrue vers tous les recoins de la planète au XX^e siècle avec l'accélération des mobilités et des moyens de transport (Gay, 2006), vers des destinations chaque fois plus nombreuses. Une carte établie en 2003 montre la dissémination du fait touristique (Gay, Vacher, & Paradis, 2011) depuis les années 1800. L'Europe, l'Angleterre, les États-Unis et la France sont parmi les destinations mondiales les plus anciennes (avant 1800), alors qu'en Chine le phénomène est récent. L'Amérique Latine, hormis les grandes villes comme Rio de Janeiro, Sao Paulo, Lima ou Buenos Aires, s'insère dans la dynamique

touristique après les années 1950. Il reste cependant de nombreux espaces sont encore "non touristiques". Pour d'autres auteurs (SASI Group & Newman, 2006 ; World Banque & World Development Indicators, 2003), seuls 10 % de la population mondiale voyagerait vers quelques lieux de pays particulièrement touristiques. L'Europe recevait ainsi 46 % des voyageurs mondiaux en 2003. L'Andorre recevait 45 visites par habitant, la principauté de Monaco 7, les Bahamas 5 et l'Islande 2,57 (en 2014 ce ratio est passé à 3 visiteurs par habitant). Il apparaît clairement que ce sont l'Europe en général, la France en particulier, les États-Unis et la Chine qui structurent les flux mondiaux. Le poids du tourisme est cependant relatif pour chacune de ces destinations. D'une année sur l'autre les flux de voyageurs varient au gré des aléas sécuritaires et des modes, mais le poids relatif des destinations reste assez stable.

Confins touristiques de nature, le début d'un cycle de vie?

Pour R. Butler (1980), les destinations touristiques seraient animées selon un cycle : le *Tourism Area Life Cycle* ou TALC. Il montre comment dans le temps, les espaces touristiques évoluent selon le nombre de visiteurs qu'il reçoit. Il existerait ainsi 6 phases dans la vie d'une destination : (1) la découverte et l'exploration, (2) l'implication des acteurs locaux, (3) le développement de l'offre, (4) la consolidation commerciale puis (5) une phase de stagnation pour atteindre (6) un état d'incertitude entre le renouvellement, le décroissement, la stabilisation ou le déclin, progressif ou rapide. Chaque décideur peut ainsi, théoriquement, prendre des mesures pour éviter le déclin d'une destination. De nombreux auteurs anglo-saxons ont basé leur travail sur l'idée de ce cycle, mais plusieurs analyses critiquent sa pertinence. Une comparaison des modèles d'évolution des produits touristiques de nature proposée par Pascal Mao (2003), montre que les modèles de Chadeaud (1987), Clary (1993), Miossec (1976) et Butler (1980) incorporent des éléments semblables que l'on retrouve dans la création des lieux de pratiques sportives. André Suchet considère que le cycle de vie proposé est un concept inadapté à l'étude d'une aire géographique, car la « notion de cycle de vie est adaptée à un produit, mais non à une destination qui peut bénéficier de plusieurs cycles de vie différents » (Suchet, 2015). En effet, une destination n'est pas que la coïncidence entre l'offre et la demande. Butler fait lui-même un bilan des critiques de son modèle (Butler, 2011). Il reconnaît la complexité de l'évolution des destinations et le besoin de prendre en compte d'autres indicateurs que celui du nombre de touristes, au profit de ceux pouvant évaluer des incidences socioculturelles et environnementales sur l'espace visité. Il défend la pertinence d'ensemble de son modèle, mais reconnaît le bien-fondé de descriptions plus précises, telle que celle de Zimmermann (1997, dans Butler 2011) sur la diversité des évolutions des systèmes touristiques selon les

types de pratiques. Il se pose, ainsi, la question de savoir si les confins, lorsqu'ils reçoivent leurs premiers touristes, se situent dans la phase 1 du cycle de vie d'une destination. Un espace « proto-touristique » ou émergent semble échapper à la logique organisée de l'offre et de la demande. Si bien, l'image générale d'une évolution temporelle est recevable, car il y a bien un cycle avec un début et l'apogée d'une dynamique touristique, il existe des questionnements concernant son devenir (Botterill & al., 2000). Cependant, cette évolution est à la fois relative aux pratiques concernées et à des lieux spécifiques. En outre, il semble que celle-ci est très souvent tributaire d'aléas dont la résolution est assez indépendante des volontés locales ou des politiques publiques. Comme le montre Mao (2003), un lieu devient touristique de manière hétérogène et avec une évolution historique propre à chaque cas. L'attrait initial d'un espace de nature n'est fondamentalement pas lié aux infrastructures, à une offre touristique ou à une volonté locale d'accueil. Les confins montagnards ont été « progressivement englobés dans l'écoumène touristique des Européens et des Nord-Américains, à travers des pratiques telles que l'alpinisme, l'écotourisme ou la découverte des villages des minorités ethniques, avec une inégale participation des sociétés montagnardes dans la mise en tourisme de leur territoire » (Sacareau, 2017). Ces espaces touristiques, potentiels ou émergeant, attirent des sportifs et aventuriers selon une logique qui n'est pas celle de l'offre et de la demande. Les contraintes des espaces marginaux, qui pourraient limiter les perspectives de développement d'un tourisme de masse, peuvent constituer l'intérêt principal d'un lieu. Ainsi la transformation d'un territoire non touristique à celui d'un lieu à la mode est sujette à des phénomènes complexes de réactions locales, d'acceptation ou de rejet du visiteur et de ses motivations.

Les espaces touristiques de *wilderness* semblent être le négatif des hauts lieux touristiques de la planète. La superposition des cartes des espaces de *wilderness* et des lieux touristiques principaux montre que moins l'espace est touristique, plus le lieu semble avoir une importance pour la conservation de la biodiversité. Les confins touristiques de nature sont soumis à des flux touristiques résiduels, du fait de leur éloignement. Cependant, car ils sont souvent peu installés dans les imaginaires collectifs, ils « souffrent » d'un manque d'aménagement ou d'organisation structurelle pour le tourisme. Ils sont souvent des lieux dont l'importance est reconnue par leur biodiversité spécifique (Mittermeier & al., 2003) et légitimés pour leurs qualités paysagères. En conséquence plus le tourisme d'observation de la vie sauvage (Newsome, Dowling, & Moore, 2005) se développe plus l'attrait de la destination est affecté du fait de l'impact sur la biodiversité de ces pratiques. Le possible développement devient alors un désastre socio-culturel et écologique (Hall & Boyd, 2005).

Évolution spatiale et temporelle des espaces touristiques de nature

Avec l'ultra-mobilité et l'hyper-connectivité, une accélération de la mise en tourisme de certains confins de nature semble avoir lieu. On observe que des espaces passent chronologiquement du statut de marge touristique à celui de hauts lieux. Or l'attrait touristique principal pour les amateurs de confins semble lié à leur faible organisation et à une nature non endommagée par l'homme, l'absence d'infrastructures touristiques étant alors un aspect positif pour le voyageur d'aventure et d'exploration. Pearce (1995) modélise l'incorporation de nouveaux espaces touristiques. Au départ de métropoles où les loisirs se popularisent, les touristes migrent peu à peu vers des destinations périphériques, urbaines puis rurales. Une fois les destinations urbaines installées, les pratiquants migrent vers des espaces de nature, proximaux et aménagés, pour finalement s'intéresser aux destinations lointaines. Ainsi, pour Pearce (1995), les wilderness éloignés sont des lieux touristiques périphériques pour des voyageurs et praticiens expérimentés. Il convient de comprendre ces processus afin de gérer les destinations en fonction de cette demande (Pearce, 2013). On retrouve cette inquiétude dans l'essai de compréhension de la création des lieux sportifs de Mao (2003), où une pratique spécifique peut donner lieu à la création de parcs de loisirs urbains, de stations vertes, de bases de loisirs de plein air ou d'espaces pour des pratiques libres (pédestre, équestre ou alpine), diffus ou concertés et semi-intensifs (dans les parcs naturels). Dans son étude sur les pratiques de sport nature, il différencie trois espaces de pratique : celui de l'espace de vie, celui des espaces naturels et celui des confins (Mao, 2003). Les pratiques sportives évoluent d'un espace de proximité, proche du lieu de vie, vers des séjours sportifs courts dans l'espace régional, puis au niveau national ou international. Il y a une lente appropriation des lieux par les pratiquants de loisirs et de sports de nature (Bessy, 2010). Mao (2003) identifie dans les gorges du Verdon, des phases précises et des périodes historiques où des pratiques et logiques culturelles dominent. Le processus de développement des lieux de sport nature débute souvent par de mythiques « premières », suivies d'une lente territorialisation du fait de la massification et diversification des pratiques.

L'internationalisation de ce phénomène est qualifiée de « nouvelles formes de nomadisme » (Mao, 2003) ou d'« ubiquisation des loisirs » (Chazeaud, 2000). Les confins n'apparaissent pas spatialement fixés et les pratiques de style californien (Mao, 2003) se retrouvent jusqu'en Patagonie dès les années 1970 (Bourlon, 2017). D'un point de vue spatial, les enjeux du tourisme sont fortement liés à la distance du bassin d'origine, à l'accessibilité aux lieux de pratiques et surtout au temps requis pour les rejoindre. Comme le précise Hall (2005) dans sa « théorie des mobilités temporaires dans le temps et l'espace », les types de tourisme sont étroitement liés à l'isolement et ces lieux favorisent certaines pratiques. Une pratique quotidienne ou de loisir de fin de semaine est la marque d'un espace touristique péri-urbain. Le tourisme au long cours,

sur une durée de plusieurs semaines ou plus, s'inscrit dans le cadre d'une destination lointaine propre aux *wilderness*. Sur la base de ce postulat, Zillinger (2005) a étudié les typologies de pratiques des visiteurs, principalement suédois et allemands, vers différents lieux touristiques. Elle confirme l'idée que les pratiques touristiques à la journée sont des promenades et des courses et celles du week-end la spécificité du tourisme domestique national et résidentiel. Au-delà de trois semaines, les pratiques sont celles de vacanciers nationaux et internationaux vers des logements locatifs et celles de travailleurs saisonniers allant vers une résidence secondaire. Enfin, les programmes d'échange d'étudiants étrangers et les voyages d'études, avec des séjours de type sabbatique d'Européens, sont ceux dont la durée et l'éloignement du lieu d'origine sont les plus importants (Zillinger, 2005). En définitive, les lieux lointains de *wilderness* attirent des voyageurs internationaux et pour des pratiques d'immersion sociales et sportives. Les espaces de nature lointains, une fois explorés et partiellement anthropisés, attirent un tourisme international au long cours. Ces lieux de frontière prennent, sous certaines conditions de consolidation, des usages récréatifs par des nationaux et peuvent devenir des destinations touristiques (Butler, 2002). Les pratiques sportives vers des espaces de nature lointains (nationaux ou internationaux) sont auto-organisées par des passionnés en réseaux informels, fonctionnant selon des règles tribales évolutives, auto-construites et légitimées. Ils cherchent la distinction dans la performance individuelle et collective et s'inscrivent dans une volonté d'autoréalisation (Mao, 2003). Les pratiques de voyages propres aux confins de nature semblent en revanche le fait de « découvreurs », pionniers sportifs et aventuriers, exogènes au territoire (Grenier P., 2013 ; Grenier A., 2009 ; Sæþórsdóttir, Hall, & Saarinen, 2011). Les explorateurs récréatifs, les guides de montagne et les sportifs semblent ainsi être les touristes de prédilection des confins de nature. Quelques-unes des pratiques nordiques évoquées par les auteurs précédents sont les expéditions d'explorations scientifiques et sportives, les pratiques trans-modernes (héliski, chasse...), les aventures organisées (trek, randonnée à ski ou moto neige), les pratiques extrêmes ou ésotériques (de survie, de retour à la vie primitive et de retraite), les voyages expérientiels souvent individuels au long cours (les routards, les « road trips », le wwoofing) et autres voyages désorganisés (Michel, 2004). À cette évolution des pratiques occidentales, il faut cependant constater un élargissement de la problématique. Après « l'invention du tourisme en Europe au cours du XIX^e siècle (...), le développement du tourisme de masse issu des pays industrialisés, s'affirme depuis la fin des années 1970, une troisième révolution touristique : celle d'un tourisme de masse mondialisé et diversifié. » (Sacareau, Taunay, & Peyvel, 2015). C'est l'augmentation du tourisme interne dans des pays comme la Chine et l'Inde et la création de nouvelles destinations inconnues du tourisme occidental.

3.2. La Patagonie chilienne, un espace en développement touristique

« Celui qui se dépêche en Patagonie perd du temps », Proverbe patagon.

Les confins touristiques supportent de faibles flux et sont éloignés des centres urbains, dans des espaces de nature emblématiques ou spécifiques à certaines pratiques. Qu'en est-il de la Patagonie et de la région d'Aysén ? Comment se situe-t-elle en tant que destination dans le cycle décrit par Butler ? Les attraits symboliques et touristiques de la Patagonie sont certains, mais que représente cette destination à l'échelle mondiale ? Quelles sont les pratiques de loisirs ou récréatives emblématiques ? Nous aborderons ici successivement l'analyse de l'importance des flux, la spécificité et la spatialité des pratiques touristiques vers les espaces de *wilderness*.

3.2.1. Flux touristiques vers les wilderness

Espaces du wilderness, espaces mondialisés

Dans son étude exploratoire sur les principales destinations touristiques nordiques, Tourisme Québec a voulu « caractériser les destinations touristiques nordiques qui ressembleraient aux destinations québécoises situées au nord du 49^e parallèle » (Tourisme Québec, 2016). L'objectif est de « positionner leurs destinations au nord du 49^e parallèle du Québec dans l'offre globale du tourisme nordique » (*op. cit.*). Cette étude est complétée par des données existantes pour la Patagonie chilienne (SERNATUR, 2016) et argentine (MINTUR, 2014). Des espaces très significatifs comme la Sibérie, la Mongolie et autres espaces nordiques ou austraux devraient idéalement être inclus à la réflexion. De nombreuses études existent sur la Nouvelle-Zélande et l'Australie, mais, au vu des flux touristiques, il semble que les dynamiques n'y soient pas celles de confins touristiques.

On observe une relation entre les types de pratiques, les imaginaires touristiques des lieux et les niveaux d'infrastructures (ports, aéroports, réseaux routiers et taille des villes). Le tourisme de croisière semble plus important en Norvège, Islande, Alaska et dans une moindre mesure en Argentine (à Ushuaia), où des ports d'une certaine importance peuvent accueillir le débarquement massif de centaines voir de milliers de passagers. Sur terre, les pratiques de découvertes de la nature, d'immersion culturelle et de bien-être sont importantes dans les pays scandinaves. Les pratiques d'aventure, de camping et de chasse sont l'apanage du Groenland, du Canada et de l'Alaska.

En Patagonie, comme au Canada et en Alaska, priment la découverte des parcs, le camping, mais surtout le parcours en voiture des routes traversant des espaces naturels peu habités. L'observation de la faune est très présente en

Alaska et dans une moindre mesure en Islande et en Patagonie où les grands mammifères sont peu nombreux. Il est aussi intéressant de voir que l'intensité des pratiques récréatives est très variable. Le tableau suivant montre le rapport qui existe entre la superficie des espaces étudiés, leur peuplement et les flux touristiques auxquels ils sont soumis

Tableau 7. Les pratiques des confins touristiques nordiques en 2013

	Espace	Nombre de touristes en 2013/2014*	Activités emblématiques
Laponie (Finlande)	1 région	401 586	Nature / culture / bien-être
Laponie (Suède)	1 comté	431 746	Nature / culture / bien-être
Nord et Svalbard (Norvège)	3 comtés	1 000 514	Nature / croisière
Islande	Pays	998 600	Croisière, 4x4 et observation d'oiseaux
Groenland (Danemark)	1 région	69 580	Aventure & nature
Québec au-delà du 49° (Canada)	4 régions+	174 008**	Chasse et explorations scientifiques
Nunavut (Canada)	1 territoire	16 750	Banquise & icebergs
Manitoba du Nord (Canada)	1 région	68 000	Explorations
Territoires Nord-Ouest (Canada)	Territoire	91 810	Nature, camping & aventure, T. d'affaires
Yukon (Canada)	Territoire	443 300	Nature & aventure
Alaska (États-Unis)	État	1 946 400	Croisière, montagne, parcs et observation de la faune
Patagonie argentine (Rio Negro, Chubut, Sta Cruz, T. Fuego)	4 Provinces	2 063 389	Parcs et circuits routiers (croisières à Ushuaia)
Patagonie chilienne (Los Lagos, Aysén et Magallanes)	3 Régions	692 376	Tourisme d'aventure, visites de parcs et circuits routiers

* Les données concernant le nombre de visiteurs ne sont pas strictement comparables. Les méthodes de calculs différentes incluent ou non le tourisme intérieur. En Argentine il s'agit du nombre de touristes étrangers, le tourisme national pour la Patagonie Argentine s'élèverait à 8 079 600 voyageurs (MINTUR, 2014). Seuls les voyageurs étrangers non résidents sont comptabilisés pour le Chili (SERNATUR, 2016). **Pour le nord Québec (Tourisme Québec, 2016) il s'agit du nombre de passagers embarqués vers des destinations nordiques.

(Bourlon, 2018)

Tableau 8. La densité et la pression touristique sur des destinations nordiques en 2013-2014

	Entité	Surface en km ² (a)	Nbr. d'habitants (b)	Nbr. de touristes 2013 a 2014 (c)	Densité touristique (c/a)	Pression touristique (c/b)
Pays nordiques d'Europe*	Plusieurs pays	374 379	1 249 469	2 832 446	7,57	2,27
Laponie (Finlande)*	1 région	100 367	182 856	401 586	4,00	2,20
Laponie (Suède)*	1 comté	97 257	249 436	431 746	4,44	1,73
Norvège du Nord et Svalbard *	3 comtés	173 997	484 648	1 000 514	5,75	2,06
Islande*	Pays	103 125	332 529	998 600	9,68	3,00
Groenland (Danemark)*	1 région	2 166 086	55 984	69 580	0,03	1,24
Canada*	Fédéral	5 518 489	314 347	810 860	0,15	2,58
Québec, nord du 49° (Canada)*	4 régions+	1 200 750	120 000	174 008	0,15	1,48
Terr. Nord-Ouest (Canada)*	Territoire	1 346 106	44 100	91 810	0,07	2,08
Yukon (Canada)*	Territoire	482 443	37 400	443 300	0,92	11,85
Alaska (États-Unis)*	État	1 700 134	738 432	1 946 400	1,14	2,64
Patagonie Argentine **	Fédéral	693 213	1 776 091	2 063 389	2,98	1,16
Terre de Feu (Ushuaia)**	Province	21 571	142 500	382 800	17,7	2,69
Patagonie Chilienne	3 Régions	289 368	1 098 399	692 376	2,39	0,63
Région d'Aysén ***	1 région	108 494	103 158	78 962	0,73	0,77
Région de Magallanes***	1 région	132 291	166 533	341 626	2,58	2,05
France (référentiel)	1 Pays	750 000	60 000 000	80 000 000	106,67	1,33

(Bourlon, 2018, sources : *Tourisme Québec, 2016 ; ***SERNATUR, 2016 ; **MINTUR, 2014)

Il apparaît que la situation est très différente pour une région comme Aysén que pour l'Islande ou les pays de Scandinavie. Dans le premier cas, la « densité touristique », comprise comme le nombre de visiteurs au regard de la surface de la destination, est de seulement 0,73 visiteur par km² contre 9,68 en Islande et 7,57 en moyenne pour les pays scandinaves. De même, le ratio de la « pression touristique », c'est-à-dire le nombre de visiteurs et le nombre d'habitants du pays (ou région) visité, varie énormément, de 0,7/habitant pour la région d'Aysén en Patagonie chilienne contre 3 pour l'Islande et 2,27 pour les pays d'Europe du Nord.

Intensité d'usage touristique

Un indicateur que l'on propose de qualifier « d'intensité touristique » semble pouvoir décrire l'importance générale de l'activité touristique sur un espace (tableau précédent). En associant les valeurs de « densité touristique » et de « pression touristique », soit la somme de la « densité touristique » sur le territoire et de la « pression touristique » sur la communauté ($c/a + c/b$ sur le tableau), il est possible de mettre en évidence des différences entre les espaces touristiques de nature. Un indice d'intensité touristique d'un territoire entre 0 et 1, indique qu'il 'agit d'un confin touristique, entre 1 et 3, d'un espace touristique émergent, entre 4 et 8, d'un espace en devenir touristique et, au-delà de 8, d'un espace touristique consolidé. On constate que le niveau d'intensité de développement touristique la Patagonie chilienne et argentine est similaire à celui du Canada (hormis le Yukon) et de l'Alaska. Entre 2 et 3, c'est-à-dire émergents (si l'on exclut Ushuaia qui reçoit de nombreux croisiéristes), ils se situent bien en dessous de ceux des pays scandinaves et de l'Islande, pays touristiques consolidés. Le Groenland, la province du Québec au-delà du 49°, le Yukon, le Territoire du Nord-Ouest et la région d'Aysén en Patagonie chilienne sont quant à eux des confins touristiques de nature.

La touristification de la Patagonie chilienne et argentine

Les pratiques touristiques en Amérique du Sud « se sont démocratisées dans la première moitié du XX^e siècle en particulier au Chili et en Argentine » et généralisé avec, notamment, « la dictature moderniste de Carlos Ibáñez del Campo (1927 - 1931) » ou le péronisme en Argentine avec « l'encouragement du tourisme social, et le développement de centres de vacances balnéaires pour les classes moyennes » (Sacareau, Taunay, & Peyvel, 2015). Cependant le tourisme international n'a pris son essor en Patagonie qu'à partir des années 1970. Aujourd'hui la Patagonie est un espace symbolique, difficile à localiser sur une carte du monde, mais dont tout le monde parle. Terre de contrastes et d'extrêmes, entre déserts, massifs glaciaires et archipels océaniques, elle fait

rêver, car on la trouve lointaine, rude, isolée, inaccessible, mais attirante comme pouvaient l'être les Alpes il y a deux siècles.

L'offre touristique proposée par de nombreux opérateurs montre une étonnante similitude des choix d'itinéraires. Les voyageurs montrent à travers leurs blogs et carnets de voyage qu'ils reproduisent les mêmes schémas de voyages ; les lieux, la durée du séjour et les moyens de transport choisis. Un territoire grand comme la France est parcouru en 7 à 20 jours, selon deux grandes options d'itinéraires rythmés par des sauts de puce aériens ou de longs parcours terrestres dans la pampa désertique. La majorité des circuits organisés ont pour point de départ sud-américain la ville de Buenos Aires, tous choisissent de visiter la Péninsule Valdès (Puerto Madryn), El Calafate et le glacier du Perito Moreno et Ushuaia en Argentine ainsi que le Parc de Torres Del Paine au Chili. L'imaginaire est réduit à quelques hauts lieux installés par des émissions télévisuelles comme *Ushuaia* ou par des plans de marketing rodés comme celui du Torres del Paine. Les mythiques Détroit de Magellan et Cap Horn sont à peine mentionnés sur les cartes. Malgré l'image qu'elle renvoie, la Patagonie n'est pas un lieu d'errance et de divagation touristique. Les interstices géographiques entre ces hauts lieux sont parfois de véritables non-lieux touristiques (Augé, 1992). Les lieux touristiques de la Patagonie (INE, 2012 ; MINTUR 2014) possèdent des chiffres de fréquentations dont les ordres de grandeur restent modestes au regard du tourisme international. Les incontournables de la Patagonie sont majoritairement localisés en Argentine. Du nord au sud les lieux les plus connus sont Bariloche, la péninsule Valdès, El Chalten, le Fitz Roy, El Calafate, le glacier Perito Moreno et Ushuaia à l'extrême sud en Terre de Feu. Bariloche et, dans une moindre mesure, El Bolson et Esquel, sont des stations de montagne dans la Cordillère des Andes et proposent des activités de sports d'hiver et de nature diversifiées aux touristes nationaux, surtout brésiliens et chiliens (carte suivante).

La Péninsule de Valdés et Puerto Madryn, lieux d'observation de la faune marine et stations balnéaires durant l'été austral, ont attiré 336 258 visiteurs (entrées payantes) en 2013 d'après l'administration *Área Natural Protegida Península Valdés*. 20 % seraient des étrangers, 30 % des Argentins de la région de Chubut et 50 % des Argentins d'autres régions. Pour sa part, El Chalten, point de départ des trekkings menant au pied du Champ de Glace Patagonien Sud et des sommets du Fitz Roy et du Cerro Torre, est une station touristique qui a connu une croissance très rapide : la Direction du Tourisme d'El Chalten a estimé les fréquentations à 2000 touristes en 1996, à 46 000 en 2006 et à 75 000 en 2010 (www.portal-patagonico.com.ar, 2010). Ces chiffres ont désormais augmenté et atteint près de 80 000 en 2013.

Carte 6. Les flux touristiques de la Patagonie en 2014



(Bourlon, 2018)

N'existant pas d'entrée payante pour cette partie du parc, les statistiques nationales de fréquentation du Parc National Los Glaciares sont confondues avec celles du glacier Perito Moreno. Ce dernier, à quelques dizaines de kilomètres de route goudronnée de la ville d'El Calafate, est le haut lieu touristique de la Patagonie avec presque 600 000 visiteurs payants pour l'année 2013. Un espace très aménagé permettant l'accès aux personnes à mobilité réduite offre une vue panoramique à cet immense glacier en provenance du Champ de Glace Patagonien Sud qui, avec un front de glace de 80 à 120 m d'épaisseur, se jette dans un bras du lac Argentino. À l'extrême sud, au-delà de Rio Gallegos, la capitale régionale de la province de Santa Cruz, que très peu visite, est le Détroit de Magellan, la Terre de Feu et à son extrémité l'Ushuaia. La ville « Du Bout du Monde », comme l'annonce la pancarte à l'entrée de l'agglomération, et le Parc National de *Tierra del Fuego* situé à 15 km à l'ouest, ont accueilli 317 454 visiteurs en 2013, d'après l'administration fédérale argentine. Un bout du monde qualifié ironiquement, par certains des quelque 65 000 Argentins qui y vivent, de *Culo del Mundo* (*le cul du monde*). En réalité, il s'agit d'une ville « *Duty Free* » et d'un port d'embarquement et de passage pour les croisières vers l'Antarctique.

« Bienvenue à Ushuaia, le cul du monde », départ des croisières vers l'Antarctique.



(Bourlon, 2015)

En comparaison, la Patagonie chilienne connaît une lente mise en tourisme en dehors des deux hauts lieux du tourisme international que sont le Parc National de Torres del Paine (197 503 visiteurs ayant payé leur entrée en 2014) et le Parc National Vicente Perez Rosales, près de la ville de Puerto Montt et l'île de Chiloé, hors de l'espace patagon à strictement parler, avec 415 625 visiteurs. Ces deux espaces sont connectés aux espaces argentins et aux pôles d'attraction touristiques par bus ou, le plus souvent, grâce à des liaisons aériennes en raison des distances. Les villes argentines de Bariloche

et d'Ushuaia sont distantes de 2 700 km, dont 1 500 km de piste non asphaltée. La région d'Aysén ne connaît ainsi que des fréquentations faibles. Ce constat se vérifie aussi pour les autres espaces tels que la partie chilienne de la Terre de Feu ou encore le sud de la région de Los Lagos : la province de Palena et le village de Chaitén, porte d'entrée vers le parc Pumalin.

Émergence du tourisme dans la région d'Aysén

Pour appréhender les fréquentations touristiques régionales, de multiples sources doivent être recoupées. Elles émanent principalement de l'*Instituto Nacional de Estadísticas* (INE), qui réalise le recensement de la population et de diverses données sectorielles, faisant un bilan statistique régional annuel. La CONAF (*Corporación Nacional Forestal*) fournit pour sa part les données de fréquentation des aires protégées (quand les entrées y sont payantes) et distingue les étrangers des habitants de la région et des visiteurs nationaux du fait d'un tarif différencié. La *Policía de Investigación* et les *Carabineros* fournissent le nombre de passagers aux postes frontaliers avec l'Argentine et les nationalités des voyageurs. Les services portuaires (EMPORCHA - *Gobernación Marítima*) recensent les données du trafic maritime, le fret et le nombre de passagers ou de véhicules embarqués, sans différencier nécessairement la nationalité des personnes transportées. Enfin la DGAC, Direction Générale de l'Aéronautique Civile, comptabilise le nombre d'arrivées et de départs des aéroports, distinguant les voyageurs nationaux et internationaux.

C'est finalement le Ministère de l'Économie, du Développement et du Tourisme (*Ministerio de Economía, Fomento y Turismo*), par son Service Régional du Tourisme (SERNATUR), qui réalise les bilans touristiques annuels. Ces compilations de données collectées auprès des autres services d'État sont interprétées et complétées par diverses enquêtes thématiques. Certaines données nationales sont remises sous forme de tableaux Excel, permettant un travail d'analyse statistique. La définition du statut de touriste reste pourtant large et seule la comptabilité par nombre de visiteurs étrangers et non-résidents est fiable. Diverses études ou recherches ponctuelles et sectorielles permettent de faire une évaluation qualitative du tourisme. Dans certaines régions des observatoires du tourisme ont été créés par les services d'État en partenariat avec des universités.

Même si cet appareil statistique peut paraître important, de nombreux questionnements existent quant à sa capacité à appréhender avec justesse le phénomène touristique. À titre d'exemple, dans son bilan annuel jusqu'en 2014, le Service National du Tourisme de la région d'Aysén estimait la fréquentation touristique régionale à 50 % des entrées, quel que soit le mode de transport usité (aérien, maritime ou routier *via* le passage d'une frontière).

Or Aysén comptabilise 432 723 voyageurs en 2014, dont 78 962 sont étrangers et 270 000 des touristes chiliens (déduit par une règle de trois sur la valeur estimée par SERNATUR en 2015). Ils étaient 483 107 voyageurs en 2015, dont 114 586 sont étrangers et 313 470 chiliens (SERNATUR Aysén, 2017). Ainsi, seulement 55 051 des voyageurs de 2015 ne seraient pas des touristes. Bien que le Service du Tourisme affirme avoir fait une étude en la matière, il semblerait qu'il ne prenne pas en compte les déplacements touristiques infra-régionaux et sous-estime les mobilités hors du champ touristique. Un touriste qui désire visiter l'ensemble des hauts lieux de la Patagonie est comptabilisé inmanquablement à plusieurs reprises dans ces statistiques (divers passages de frontières, transferts en avion, voire transbordements en bateau). La part importante des travailleurs non originaires de ces régions laisse supposer des allers-retours fréquents avec le reste du pays. D'après l'Institut de Statistiques nationales (INE, 2014), les fonctionnaires et militaires représentent à eux seuls 34 % des actifs de la région d'Aysén, ce qui représente la première branche d'activité régionale. D'autres mobilités contraintes sont à prendre en considération comme celles des cadres des industries (énergie, extraction minière et salmoniculture), du commerce, des échanges transfrontaliers, des phénomènes de pluri-résidences et des mobilités d'étudiants et de chercheurs. Le fait que le Chili soit un État extrêmement centralisé, où toutes les prises de décisions politiques, administratives et économiques se concentrent dans la métropole de Santiago, accentue clairement les mobilités.

Sans pouvoir donner un chiffre précis, il faut choisir soit de considérer l'estimation proposée par SERNATUR comme une valeur extrêmement haute ou ne comptabiliser que les mobilités d'étrangers (donnée fiable), une valeur basse. Les analyses des « hauts lieux » touristiques de la région, notamment celle du monument naturel Capillas de Marmol qui aurait reçu environ 50 000 visiteurs en 2014, tendraient à donner raison à l'hypothèse basse. Une analyse relative des flux vers la région d'Aysén montre qu'il s'agit de la région la moins visitée du pays. En 2013, le nombre total de voyageurs arrivés au Chili était de 9 030 101, dont 4 238 208 Chiliens, 1 215 689 étrangers résidents au Chili et 3 576 240 étrangers non résidents. Le sous-secrétariat au tourisme considère que les étrangers non résidents arrivés au Chili sont des touristes, d'affaire ou de loisir. Ils représentent environ 40 % du nombre total de voyageurs enregistrés aux postes-frontière.

Le nombre de touristes étrangers arrivés à la région d'Aysén en 2008 était de 46 454, sur un total de 2 710 024 pour l'ensemble du Chili, soit 1,7 % du flux total. En comparaison, la région de Los Lagos recevait cette année-là 183 551 touristes étrangers non résidents et la région de Magellan 302 465, soit respectivement 6,8 % et 11,2 % du flux total. En 2014, le nombre de voyageurs étrangers non résidents arrivés à la région d'Aysén était de 78 962, soit 2,1 % du total national (4 478 336) contre 271 788 pour la région de Los

Lagos (9,3 % du total national) et 341 626 pour la région de Magellan (7,4 % du total national). Il ressort de notre analyse générale des flux touristiques vers la Patagonie et la région d'Aysén qu'il est difficile d'en cerner l'importance. Le Service Régional du Tourisme surévalue probablement le phénomène. Aysén reste une destination très secondaire au niveau national. Il reste que le phénomène peut être structurant pour le territoire.

Le parc national Laguna San Rafael

Aysén possède un haut lieu touristique ; une icône régionale dont l'image est parfois associée à la Patagonie chilienne dans son ensemble (comme les Torres del Paine ou les églises en bois et maisons sur pilotis de Chiloé). Il s'agit de la Laguna San Rafael, immense glacier issu du *Campo Hielo Norte* descendant jusqu'à la mer dans une baie au sein du parc national éponyme. Cet espace littoral n'est accessible qu'en bateau.

Selon l'entreprise portuaire Emporcha, quelque 19 866 personnes ont débarqué au port de Chacabuco en 2013 (SERNATUR, 2013a). Catamaranes del Sur, la principale entreprise touristique basée à Puerto Chacabuco, navigue 5 fois par semaine vers la Lagune avec un navire d'une capacité de 80 personnes et transporte environ 6 500 touristes par an. Il faudrait ajouter à ce chiffre les croisières nationales et internationales exceptionnelles au départ de Puerto Montt (région de Los Lagos), qui amèneraient environ 8 000 passagers à la Laguna San Rafael pour une visite par voie maritime. Selon les enquêtes de terrain, auprès des entrepreneurs de Puerto Tranquilo, environ 720 personnes ont été débarquées à terre pour parcourir le sentier emblématique du parc national et payer leur entrée. Elles seraient comptabilisées dans les données de la CONAF. Le service des aires protégées évoque un nombre de 1 944 entrées payées (CONAF, 2014) pour l'ensemble du parc national qui compte cinq entrées principales : la Laguna San Rafael, la vallée Exploradores (non officielle en 2014), le glacier Leones, les vallées Soler et Colonia (ces trois dernières zones sont restreintes aux visites privées d'opérateurs concessionnaires ou propriétaires des accès) et le glacier Steffen. Quelques autres visiteurs accèdent au parc par hélicoptère ou voies maritimes sans passer par les entrées officielles. Au regard des entrées enregistrées par des opérateurs privés, l'ensemble du parc aurait reçu 12 830 visiteurs répartis en cinq secteurs : 6 500 par voie maritime à Laguna San Rafael (pour un opérateur basé à Puerto Chacabuco), 5 200 à la vallée Exploradores, 500 par le glacier Leones, 330 aux vallées Soler et Colonia et 300 au glacier Steffen. On voit que le lieu iconique de la région, le glacier Laguna San Rafael, dans le parc éponyme, ne reçoit pas autant de visiteurs qu'escompté au vu de la promotion qui en est faite et que seuls 1 944 visiteurs payent effectivement leurs entrées au parc.

Les sites naturels de la route australe

La grande majorité des lieux d'intérêt touristique se répartissent principalement le long (ou à proximité) du seul axe de communication constitué par la *Carretera Austral* qui traverse la région du nord au sud. Au regard des enquêtes de terrain de 2014, les six lieux touristiques les plus importants sont : le parc Pumalin à l'extrême nord avec environ 30 000 visiteurs (estimation obtenue suite à une enquête auprès de la fondation *Conservación Patagónica*, car son entrée n'est pas payante), le parc Queulat au nord avec 18 012 entrées payantes (CONAF, 2015), la Réserve Nationale Coyhaique au centre avec 21 670 entrées et, vers le sud de la région, le monument des Capillas de Marmol avec environ 50 000 visiteurs, le Parc privé Patagonia avec 10 000 visiteurs (selon l'organisation basée à Cochrane) et enfin le village de Tortel, qui aurait reçu 15 000 visiteurs selon la Municipalité. Au nord, le Parc National de Queulat dont l'entrée principale est à proximité de la *Carretera Austral*, permet l'accès à un immense cirque rocheux au sommet duquel se trouve une langue glacière suspendue au-dessus d'une lagune. Il connaît une fréquentation en hausse depuis 2007 : il recevait alors 10 000 visiteurs annuels, contre plus de 18 000 en 2014 (CONAF, 2015). Il devient l'incontournable lieu à visiter pour les voyageurs de la route australe. Au sud, le monument Capillas de Marmol est une formation rocheuse de marbre, observable dans le lac General Carrera et à proximité du village de Puerto Tranquilo. L'érosion de la roche liée aux vagues et à la dissolution du calcaire a façonné ces îlots et créé des formes très esthétiques. Plus de 25 prestataires permettent une découverte du site en bateau, pour une fréquentation estimée à 10 000 personnes en 2010 et à 50 000 en 2014 par la Chambre du Tourisme de Puerto Tranquilo. Le site du glacier Exploradores, dans la vallée du même nom, fait partie du Parc National Laguna San Rafael. Il permet d'apprécier un panorama unique sur le Mont San Valentin (4051 m) et la partie septentrionale du *Campo de Hielos Patagónicos Norte*. Le propriétaire principal des lieux a aménagé un sentier de découverte et d'interprétation, aboutissant à une plateforme panoramique sur le glacier. Sa fréquentation était de 5 000 personnes lors de la saison 2013 - 2014, selon un entrepreneur de Puerto Tranquilo. Sont comptabilisées les entrées privées payantes au point de vue. Seuls les 560 randonneurs accédant effectivement au glacier dans le parc ont payé leur droit à la CONAF. Treize guides locaux ont emprunté un sentier non aménagé et amené quelque 500 visiteurs additionnels en 2014, sans payer d'entrée au parc. Le nombre de visites vers le glacier serait passé à 4 000 en 2016 (selon une entrevue avec les services des parcs en 2016), ce que confirment les récentes données statistiques pour l'ensemble du parc (et ses 4 sites visités), avec 7 625 entrées en 2016. Ceci serait dû à l'aménagement d'un sentier pour les guides locaux et évitant de passer par le site du prestataire historique du secteur. Un procès est en cours entre celui-ci et la CONAF. Le Parc naturel privé Patagonia, dans la vallée de

Chacabuco, connaît pour sa part un nombre de visites estimé à 10 000 touristes en 2014, d'après la fondation *Conservación Patagónica* gestionnaire du site. Ce chiffre est difficile à vérifier puisque l'accès au parc est libre. La seule information fiable dans le secteur est le registre de passage du poste-frontière voisin, le Paso Roballos, qui comptabilise 1 543 personnes cette même année.

Au sud de la région enfin, le village de Tortel, déclaré Monument Patrimonial typique, car construit presque entièrement sur pilotis et en bordure du fjord Baker, recevait en 2014 environ 15 000 visiteurs (information fournie par les fonctionnaires municipaux en 2014 et basée sur le nombre de nuitée et de transports touristiques déclarés). Selon les informations fournies par les opérateurs locaux, quelques centaines de touristes vont vers les glaciers Steffen (300 visiteurs) et Jorge Montt (500 visiteurs) à partir de ce petit port.

Un peu plus loin, au terminus de la route australe et au départ du village Villa O'Higgins, quelque 1 500 passagers auraient embarqué en 2014 vers l'immense glacier homonyme issu du *Campo Hielo Patagónico Sur*, selon un entrepreneur de Villa O'Higgins. À nouveau, le seul chiffre fiable est celui des passages aux frontières vers l'Argentine, à Rio Mayer, Candelario Mansilla et Río Mosco, au nombre de 798 en 2014.

Les niches touristiques

En marge de la visite de ces sites, un certain nombre de niches touristiques se sont développées dans la région d'Aysén. La première et plus ancienne est celle de la pêche à la mouche. Divers lodges (comptoirs hôteliers) et prestataires se sont spécialisés dans ce secteur d'activité et proposent une découverte de la ressource halieutique. Ce tourisme très élitiste est principalement tourné vers une clientèle nord-américaine et européenne. La plupart des investisseurs dans ce domaine sont étrangers ou chiliens de Santiago. Une vingtaine de lodges est implantée dans la région (CORFO, 2015). L'un des opérateurs enquêté à La Junta indique que cette activité est lucrative et peut générer jusqu'à 6 000 dollars américains par semaine, dans la mesure où l'entreprise est reconnue et insérée dans les réseaux de magasins et revues spécialisées. En 2014, il recevait environ huit clients par semaine pendant six mois.

La seconde niche touristique peut être regroupée sous l'appellation de tourisme d'aventure. Chaque année, quelques expéditions se donnent pour objectif de conquérir divers sommets ou de traverser les canaux en kayak de mer. Le nombre annuel d'explorateurs est de quelques dizaines (selon un opérateur de Puerto Guadal). Certains prestataires se sont spécialisés dans des versions plus accessibles à un public de non-initiés ou amateurs en offrant des circuits de trekking ou des descentes en rafting. Le bourg de Futaleufú, au sud-Est de Chaiten, s'est spécialisé dans la descente de rivière en raft avec

l'installation d'une offre diversifiée de prestations de services. Sur l'ensemble de la région, quelque 49 agences et opérateurs réceptifs se sont créés dans le secteur du trekking et de la découverte des espaces naturels (CORFO, 2015). Les plus importants sont basés à Coyhaique et opèrent dans toute la région selon des circuits sur mesure. Un cas particulier est l'école *Northern Outdoor Leadership School* (NOLS). Cette entreprise étasunienne privée offre des stages d'apprentissage multiactivités, une formation à l'*outdoor* et à la survie en *wilderness*. Ces stages accueillent de nombreux étudiants nord-américains qui viennent valider des unités d'enseignements reconnues dans leurs universités. Elle reçoit environ 350 élèves par an pour des stages payants de trois semaines à trois mois. Les stages de deux mois peuvent coûter jusqu'à 10 000 dollars américains.

Un projet bien organisé depuis 12 ans est celui de *Patagonia Adventure Expeditions*, qui a mis en place l'*Aysén Glaciar Trail*. Grâce à une concession sur 15 ans octroyée par la CONAF, l'opérateur a l'exclusivité d'un parcours de six jours dans le Parc National Laguna San Rafael. En 2014, ils ont accueilli 330 visiteurs, selon l'entrepreneur basé à Puerto Bertrand. Plus d'une centaine ont payé 6 000 dollars américains leur séjour d'une semaine. Les autres visiteurs, étudiants ou scientifiques chiliens, doivent s'acquitter d'un droit d'entrée de \$US 80 et de frais de logistique à hauteur de \$US 100 par jour environ. Un autre cas emblématique est celui d'un lodge basé dans le petit village de Puerto Guadal. L'opérateur emmène ses clients en Jet Boat pour remonter la rivière Leones et rejoindre le Parc National Laguna San Rafael au niveau du glacier Leones. Il reçoit environ 500 clients par an pour cette activité et près de 2 000 dans son hôtel et ses bungalows, pouvant accueillir 60 personnes.

La troisième niche d'activité concerne les itinérances au long cours réalisées par des routards de toutes nationalités et de tous les âges en empruntant la *Carretera Austral* à pied, à vélo, en stop, en bus, à moto ou en voiture. Il s'agit de la niche la plus importante d'un point de vue quantitatif. La route, dont la fonction première était purement géopolitique, est devenue un itinéraire panoramique qui bénéficie aujourd'hui d'une certaine renommée à l'échelle internationale. Elle est reconnue comme la cinquième route touristique la plus belle au monde selon une enquête du journal *The Guardian* et de la BBC réalisée en 2008 (one of the 5 « most beautiful roads in the world»). Les Argentins furent d'ailleurs historiquement ses premiers usagers touristiques, ce qui marque un paradoxe sous la dictature de Pinochet et face à la montée du nationalisme d'État de l'époque (Grenier, 1997). Il s'agit d'un passage presque obligé pour les routards traversant l'Amérique du Sud, l'autre et unique possibilité étant d'emprunter la Route 40 en Argentine, longeant le versant est de la Cordillère des Andes et traversant des centaines de kilomètres de steppe aride.

Le tourisme rural

Un autre type de tourisme, intérieur cette fois-ci, doit être évoqué. Il concerne des fréquentations infrarégionales qui sont de deux types : tourisme rural familial ou urbain. La très forte concentration urbaine de Coyhaique, représentant à elle seule autour de 50 % de la population régionale, est le résultat d'un exode des jeunes actifs et des familles avec des enfants en âge d'être scolarisés, en provenance des zones rurales. Un tourisme intérieur se développe donc, permettant un retour aux *campos* (fermes ou propriétés agricoles) lors des week-ends et des congés, pour maintenir les liens familiaux ou communautaires. Dans le sens inverse, les zones rurales fréquemment très éloignées des villes imposent des déplacements pour des raisons commerciales, administratives ou sanitaires à dimensions touristiques. Dans le cas d'Aysén, tous les services de niveau supérieur se concentrent à Coyhaique, la capitale régionale. De nombreuses populations se situant à des distances/temps se comptant en journées du chef-lieu de région, les mobilités ne sont envisageables qu'exceptionnellement et dans le cadre d'un séjour d'une durée minimale (un ou deux voyages par an d'une durée d'au minimum une semaine). Ces flux restent en grande partie non marchands et échappent aux évaluations de SERNATUR et aux statistiques officielles puisqu'ils ne sont pas comptabilisés, dans leur très grande majorité, dans les entrées et sorties de la région.

Comme nous l'avons montré pour tous sites et formes de tourisme confondus, les flux de fréquentation restent modestes à l'échelle nationale et très faible à l'échelle mondiale. Hormis l'aéroport qui reçoit 432 000 passagers (arrivées et départs), l'axe Balmaceda - Coyhaique, par lequel 200 000 personnes transitent, et les axes Coyhaique - Villa Cerro Castillo et Puerto Ibáñez - Chile Chico, où circulent 120 000 personnes, aucun secteur de cette immense région ne reçoit plus de 100 000 visiteurs. Par ailleurs, ce sont les déplacements touristiques au sein de la région qui semblent générer l'usage des services de restauration, d'hébergement et de transport. Au vu des analyses de terrain, nos estimations de flux sont très éloignées des 313 470 touristes comptabilisés par SERNATUR en 2015, sauf à considérer que ces mêmes touristes ne visitent pas les sites majeurs d'intérêt sportifs, paysagers, naturels ou culturels de la région. Il semble plausible que la volonté de montrer la vocation touristique de la région amène de nombreux acteurs du territoire, tant publics que privés, à sur évaluer systématiquement la dynamique touristique de la région.

En tout état de cause, il faut reconnaître un accroissement du nombre de visiteurs et de la fréquentation des sites touristiques de près de 7 % par an depuis 2012 (SERNATUR Aysén, 2017). Mais au-delà des chiffres, la structuration territoriale du secteur touristique reste embryonnaire. La logique de comptoirs (lodges et gîtes en secteurs isolés) domine et la plupart de ces implantations sont le fait d'investisseurs étrangers ou nationaux. Les profits

sont de fait partiellement externalisés, car les impératifs en matière de qualité des produits, d'approvisionnements ou de facturation font que ces entreprises privilégient fréquemment des fournisseurs en dehors de la région. Ils ont ainsi très peu recours aux circuits courts et cela s'applique aussi à l'emploi. Le manque de main d'œuvre régionale formée impose aux prestataires un recrutement à l'échelle nationale, voire internationale. Pour ces différentes raisons, les retombées territoriales et régionales directes et indirectes sont limitées.

3.2.2. La mise en tourisme de la région d'Aysén en Patagonie chilienne

Comme l'a montré notre analyse, nous sommes « réduits à des évaluations grossières [et à nous] appuyer que sur des données extrêmement lacunaires et parfois contradictoires, fondées essentiellement sur des enquêtes réalisées dans les hébergements marchands ou sur les entrées dans les grands sites touristiques » (Sacareau, Taunay, & Peyvel, 2015). Les difficultés liées à la fiabilité des méthodes de recueil statistique nous amènent à privilégier une approche par l'histoire et la spatialisation du phénomène touristique dans la région d'Aysén.

Entre la période des conquêtes, la « Patagonie obstacle », celle des explorations marchandes et naturalistes, la « Patagonie Ressource », et la « Patagonie Spectacle », des voyages sportifs et touristiques (Grenier P., 2003), presque 480 ans ont passé sans que le rapport à l'espace des découvreurs n'évolue substantiellement. Après la période des découvertes initiée par Magellan en 1520, les conquêtes se suivent : celles militaires espagnoles (Sarmiento, Ulloa et autres) et européennes (Drake, Bougainville et Cook par exemple), celles évangélistes des jésuites (à partir de 1603 depuis l'île de Chiloé) et celle marchande des chasseurs de peaux et de baleines dès 1789 (Quiroz, 2015) et des chercheurs d'or (Martinic, 2007) dès 1869. La Patagonie se transforme en un « *Far South* » (Grenier P., 1996) avec une exploitation prédatrice des ressources naturelles qui s'impose. Avec une période des 3 « M », celle des Militaires, Missionnaires et Marchands, mis en évidence en Asie par Franck Michel (2013), les géographes, naturalistes ou ethnographes comme Hans Steffen (dès 1894), Alcides d'Orbigny (dès 1826), Charles Darwin (dès 1831) et bien d'autres, apportent de nouvelles connaissances concernant les « richesses » du territoire. Ces explorations scientifiques contribuent à forger un imaginaire sportif et touristique (Mao & Bourlon, 2016). Décrite sous un jour nouveau par des montagnards comme Alberto de Agostini dès 1905 (1929), Felix Tschifely dès 1927, Augusto Grosse dès 1932, Arnold Heim en 1939 et 1945, Reichert dès 1954, Lionel

Terray après son expédition de 1952 et Gino Buscaini et Silvia Metzletin, notamment dans leur livre *Les Orgues de Patagonie* (1989), l'idée de la Patagonie comme espace propice aux pratiques alpines et d'aventure s'installent. Ces regards sont complétés par celui des anthropologues comme José Emperaire en 1950 (2003) et des archéologues comme Dominique Legoupile dès les années 1980 (1989) entre autres. Bien que les précurseurs du tourisme en Patagonie datent de plus d'un siècle, tel que l'Anglaise Florence Dixie arrivée en 1879 (Dixie, 1880), les premiers pêcheurs à la mouche en 1930 en Argentine ou vers Laguna San Rafael dès 1935 (Astorga & Saavedra, 2015 ; Grosse, 1955), son avènement est un lent processus (Ferrer, 2009).

Dans la région d'Aysén, les premiers touristes sont comptabilisés à partir de 1980 seulement. C'est à la fin des années 1990 qu'elle attire par sa nature encore peu anthropisée et qui doit être étudiée ou sauvegardée (CODEFF, 2009 ; Tompkins, 2012). S'installe alors une nouvelle dynamique et forme d'appropriation de l'espace, avec l'achat des terres pour le tourisme et la conservation, qui accélère la mise en tourisme de la région. Plusieurs ouvrages et publications sont consacrés à la mise en valeur imaginaire et touristique de la Patagonie (Schneier-Madanes, 1996 ; Hochkofler, 2002) et d'Aysén (Grenier, 1997 ; Muñoz & Torres, 2010 ; Núñez & al., 2017). Les publicités sont tout aussi parlantes. Ainsi l'hôtel et opérateur Patagonia Connection (thermes de Puyuhuapi) fait l'éloge d'un lieu « Au Sud du Silence », la revue Enfoque d'une Patagonie « sans limites » et le Patagon Journal se vante d'explorer « la dernière frontière ».

Les représentations touristiques

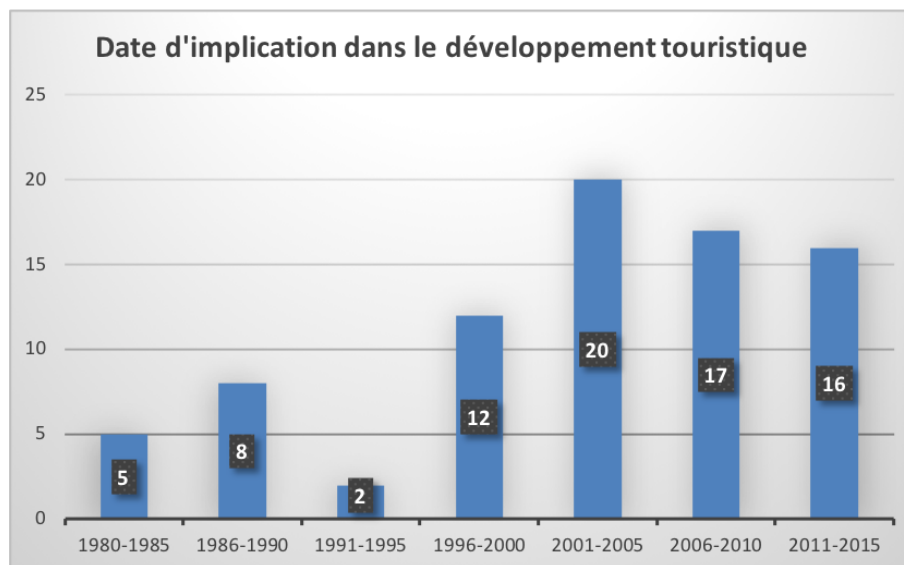
Pour les acteurs locaux, lorsqu'ils sont sollicités pour participer d'une mise en tourisme, ils évoquent différentes perceptions de leur territoire. Comme dans le cas du projet du CIEP *Los Archipiélagos Patagónicos* ils l'évoquent avec des mots éloquents ; « Nature, Amplitude, Fragmentation, Paix, Liberté, Indompté, Force, Découverte et Mystère » et résume les archipels de Patagonie en une phrase : « Un endroit presque inexploré, très riche en vie marine, forestière et événements géologiques » (CIEP, 2016). Dans son analyse stratégique des potentialités touristiques, l'équipe du programme régional (CORFO, 2015) présente une synthèse de ses enquêtes de représentations du territoire et des attributs touristiques d'Aysén ; « la nature, les glaciers, le paysage, la Laguna San Rafael, la Carretera Austral, le Lac Carrera ». Mais ils évoquent aussi les défis et points faibles : « l'accessibilité, la méconnaissance du territoire, les villes, l'aéroport de Balmaceda, Coyhaique, les prix et les plans de développement » (CORFO 2015). De nombreuses autres études pour le développement du tourisme régional, le projet de Parc Naturel Régional (CONAMA, 2001), les orientations

sectorielles (SERNATUR, 2007), la politique régionale du tourisme (Gobierno Regional de Aysén, 2009) ou les plans stratégiques du gouvernement régional (Gobierno Regional de Aysén, 2013) abondent en diagnostics, mais tardent à structurer une approche cohérente qui réponde aux attentes des visiteurs et aux désirs des acteurs régionaux.

Diffusion du tourisme sur le territoire

Les entretiens de terrain réalisés à partir de 2014 montrent que les premières initiatives de développement touristique datent des années 1980 et que la dynamique s'accélère à partir des années 2000. On constate que soixante-trois des quatre-vingts acteurs enquêtés (sont exclus les cinq visiteurs) se sont investi dans le tourisme après 1996 (soit 79 %).

Figure 8. Les périodes d'implication des acteurs enquêtés dans le développement touristique à Aysén entre 1980 et 2015



(Bourlon, 2018)

Grenier (1997) dans son article sur la Patagonie chilienne avance que ceci coïncide avec l'ouverture au public de la route australe, vers le sud de la capitale régionale. En effet, la traversée du massif du Cerro Castillo puis du Río Ibañez et du Río Coffre pour rejoindre la vallée de Murta a été longtemps un obstacle. La lente diffusion du tourisme du nord de la région se confirme lorsqu'on regarde les dates de création d'initiatives de tourisme et leur lieu

d’implantation (tableau suivant). Celles-ci s’installent dès 1974 dans le nord de la région vers Raúl Marin Balmaceda, Puyuhuapi et à Coyhaique, la capitale régionale. C’est à la fin des années 1990 que la route semble motiver l’installation de projets touristiques vers le sud, à Puerto Tranquilo, sur les rives du Lac Carrera. Cette diffusion du nord au sud avec l’avancée de la route australe s’accompagne d’une diversification de l’offre touristique, d’une plus forte implication de l’État, dès les années 1990, et d’un accroissement du nombre d’initiatives de conservation, à partir de 2001. Le long de la *Carretera Austral*, de nombreuses prestations se développent de façon spontanée (Muñoz & Torres, 2010 ; Inostroza, 2016). L’offre répond aux besoins des entreprises venues extraire des ressources naturelles, des habitants et des premiers voyageurs d’affaires. Rapidement, la vocation touristique de la route s’affirme avec des hôtels ou bungalows (« *cabañas* »), des restaurations rapides, des commerces au détail et la vente de produits et de services à la ferme.

Tableau 9. Les périodes, lieux et activités des acteurs enquêtés à Aysén en 2014 - 2017

Période	Lieux	Activités des acteurs
1980 - 1985	Puyuhuapi et Coyhaique	Logement et tourisme rural (5 acteurs)
1986 - 1990	Raúl Marin Balmaceda, Puyuhuapi et Coyhaique	Logement, navigations et aménagements de l’État (8 acteurs)
1991 - 1995	Raúl Marin Balmaceda et Coyhaique	Logement et tourisme rural (2 acteurs)
1996 - 2000	Puyuhuapi, Coyhaique et Puerto Tranquilo	Logement, aventure et aménagements de l’État (12 acteurs)
2001 - 2005	Diffusion du nord au sud, arrivée à Tortel	Logement, aventure, navigations, aménagements de l’État et premier projet de conservation (20 acteurs)
2006 - 2010	Puyuhuapi, Coyhaique et Lac Carrera	Navigations, aventure, aménagements de l’État, logement et alimentation (17 acteurs)
2011 - 2015	Coyhaique, le nord, Lac Carrera et littoral	Logement, opérateurs sportifs, aménagements de l’État, tourisme rural et culturel (16 acteurs)

(Bourlon 2018)

Les acteurs locaux profitent de cette opportunité afin de diversifier leurs revenus agricoles traditionnels, basés sur l’élevage extensif. Les entreprises sont familiales. La qualité comme les prestations sont hétérogènes et en deçà

des attentes de nombreux visiteurs, aussi bien sur le plan des prix pour les routards, que de la qualité pour des clientèles plus exigeantes. Cette offre opportuniste s'inscrit plus dans une économie de subsistance que dans une offre touristique planifiée, structurée et standardisée. En même temps, l'impact socio-économique reste significatif et constitue un complément voire un moteur pour le maintien des colons et néo-ruraux sur le territoire.

L'offre touristique régionale

En 2015, un état des lieux de l'offre touristique est établi par la CORFO dans le cas de son Programme Stratégique Régional (PER) de tourisme. L'étude relève la concentration de l'offre touristique par commune. Il apparaît que l'offre se concentre à hauteur de 40 % dans la capitale régionale. Trois autres zones se partagent 39 % de l'offre : 16 % sur l'immense commune de Cisnes qui inclut les villages de Puerto Cisnes, Puyhuapi, La Junta et Raúl Marín Balmaceda, 12 % sur celle de Rio Ibáñez où se trouvent le village touristique de Puerto Tranquilo et 11 % sur celle de Chile Chico, dans la ville éponyme très fréquentée, car sur un passage de frontière stratégique et sur les rives du Lac Carrera (notamment Puerto Guadal).

L'offre recensée par la CORFO inclut 476 logements, 120 établissements de restauration, 49 agences et opérateurs de tourisme, 79 entreprises de transport, 170 prestataires individuels de services d'aventure et activités sportives, 52 guides et 22 autres prestataires divers (ruraux en particulier). Au total, 968 entreprises sont installées officiellement sur le territoire (CORFO, 2015). Selon le Service du Tourisme (SERNATUR, 2014), 170 prestataires (individuels) de services et 49 agences et opérateurs proposent 16 types d'activités. Elles peuvent être segmentées en 4 catégories : tourisme récréatif, tourisme de villégiature, écotourisme et découverte de la nature et activités sportives de plein air. Les offres principales dans l'ordre d'importance sont : le trekking et la randonnée en montagne (35 %), la pêche sportive (14 %), les navigations lacustres et marines (12 %), le canoé - kayak (9 %), la randonnée équestre (7 %), le cyclisme (7 %), le rafting (5 %) et l'observation de la faune et de la flore (3 %). Cette offre est répertoriée, car les opérateurs ont l'obligation théorique d'informer de chaque activité programmée avec les règles et moyens de sécurité mis en œuvre. Cependant la réalité des pratiques est peu suivie par le Service du Tourisme qui n'a que deux employés pour vérifier l'exactitude des informations fournies sur toute la région. La déclaration permet aux opérateurs d'être sur les listes officielles du service et de bénéficier éventuellement des actions de promotion commerciale. Pour l'État il s'agit de réguler l'activité, mais surtout de se décharger de toute responsabilité légale si l'opérateur n'a pas appliqué les protocoles qu'il déclare au moment d'un accident. L'offre correspond à celle voulue par l'opérateur et afin de profiter des actions de promotion des offices du tourisme

il s'inscrit dans de nombreuses catégories alors qu'il ne développe, au mieux, qu'une à trois activités. L'offre la plus récurrente, les circuits terrestres pour observer le paysage, découvrir les villages ou visiter une ferme n'apparaît pas explicitement. Elle n'est pas répertoriée comme une pratique à part entière. La chasse qui existe très ponctuellement, dans des parcs privés fermés, n'est pas indiquée non plus. Les croisières d'une capacité de 60 passagers sont limitées à un opérateur régional en mer et à un autre sur le Lac O'Higgins. De nombreux bateliers offrent en revanche des navigations courtes sur des bateaux en fibre de verre ou en bois, tous d'une capacité maximale de 12 passagers. Ainsi, les croisières internationales n'apparaissent pas dans l'offre régionale, car elles sont le fait de bateaux naviguant de Puerto Montt à Puerto Chacabuco avant de continuer vers la région de Magellan (ou inversement).

Les pratiques touristiques

De nombreuses enquêtes, analyses et diagnostics territoriaux montrent que les pratiques récréatives sont presque exclusivement orientées vers la découverte passive de la nature. Il y a très peu d'activités urbaines ou récréatives de proximité hormis la Réserve de Coyhaique, dont 90 % de visiteurs sont chiliens. Les activités familiales à la campagne, pour le weekend, ne sont pas répertoriées. Cependant il est très probable que les visites aux sites de Capillas de Marmol, Queulat ou Puyuhuapi, sont le fait de visites de parents et d'amis des résidents (De Grandpré, 2016). Ce tourisme domestique, qui est sous-évalué, permet à de nombreux prestataires de travailler une grande partie de l'année, le tourisme international étant concentré sur les mois de décembre à mars. Selon les données obtenues par la CORFO (2015), après enquêtes dans les hébergements régionaux, le profil du visiteur est à hauteur de 33 % celui de familles de classe moyenne à aisée (4 personnes en moyenne) voyageant avec leur propre véhicule. Suivent, les jeunes adultes (29 %) voyageant en couple et ayant un fort pouvoir d'achat (sans doute des étrangers), les jeunes (17 %) majoritairement universitaires ou les routards (9 %), des cyclistes aisés et avec un discours écologiste et des jeunes *backpackers* chiliens ou israéliens voyageant avec un budget réduit. Enfin, un groupe d'adultes du troisième âge (12 %) qui voyagent en bus et en bateau vers la Laguna San Rafael, passe par des opérateurs régionaux ou nationaux. Les lieux visités, selon les enquêtes concernant la demande de l'Observatoire du Tourisme (données INE - SERNATUR Aysén 2013d) sont : la route australe (62 %), le lac Carrera (45 %), les Capillas de Marmol (33 %), le parc Queulat (32 %), la Réserve de Cerro Castillo (23 %), le village de Tortel (20 %), la Laguna San Rafael (9 %) et les Campos de Hielos Patagónicos (9 %). Au vu des attraits touristiques mentionnés, le tourisme est principalement routier, afin de parcourir la *Carretera Austral*, longer le lac Carrera et atteindre le village de Tortel. Il est aussi axé sur des navigations de quelques heures sur le Lac Carrera vers les

ilots de Capillas de Marmols ou vers le glacier de la Laguna San Rafael. Cette dernière se réalise principalement avec la croisière au départ de Puerto Chacabuco (pour les touristes du troisième âge ou les Chiliens aisés) ou, dans une moindre mesure et au départ du village de Puerto Tranquilo avec des embarcations de type zodiac, pour les clients plus aventureux. Ces voyages en bateau prennent respectivement 12h et 5h.

Des visiteurs réalisent des randonnées courtes vers le point de vue sur le glacier Queulat (2 à 3h) ou vers le Cerro Castillo (5 à 7h de marche). Finalement, on peut aussi remarquer que la pêche à la mouche représente moins de 1 % des activités réalisées dans la région d'Aysén, selon un animateur de projets publics et spécialiste de la pêche sportive de Coyhaique, ce qui est surprenant dans une région reconnue pour cela. L'activité reste une niche pour Européens et Nord-Américains. Les enquêtes montrent finalement que la durée moyenne des séjours dans la région d'Aysén est de 6 jours (CORFO, 2015). Ils s'insèrent cependant souvent dans des programmes longs de 15 à 20 jours vers d'autres secteurs de la Patagonie chilienne et argentine. Certains programmes régionaux, comme ceux de l'école NOLS ou d'éco-volontariat de recherche et de conservation, s'étendent sur 30 jours ou plus.

Les zones touristiques

En concordance avec les pratiques observées, un essai de spatialisation du tourisme a été entrepris. Dès 1999, le lac Carrera est proposé comme zone touristique d'intérêt national prioritaire. Il est déclassé en 2012 (sous le gouvernement de droite) puis reconfirmé en 2017 (sous le gouvernement de gauche) pour être validé légalement au niveau national. En 2007 (carte suivante), cinq zones prioritaires de développement sont proposées : (1) la route australe, Puyuhuapi et le Parc National Queulat (qui devient la ZOIT Patagonia-Queulat), (2) la route Coyhaique - Puerto Aysén, (3) Les canaux et le Parc National Laguna San Rafael, (4) Le lac Carrera et la rivière Baker (qui devient la Zoit Chelenko) et (5) le port de Tortel et le lac O'Higgins (qui s'intègre ensuite à la ZOIT Los Glaciares). De 2008 à 2012, des zones dites *Chile Emprende* (le Chili entreprend) sont créées puis abandonnées, sur le Lac Carrera et le secteur Palena-Queulat au nord de la région par exemple. À partir de 2012, en réponse aux projets de barrages, une autre zone est proposée à partir du village de Cochrane et dans le bassin versant du Río Baker, à la fois pour montrer que des alternatives aux projets industriels existaient et que ceux-ci pouvaient cohabiter (Segura & Bourlon, 2011). En définitive la proposition de 2007 est précisée en 2013 puis confirmée en 2015 dans les différents plans de développement régional. Ceci culmine en 2017 avec la création de trois zones d'intérêt touristique prioritaires (ZOIT) : A). Patagonia Queulat, B). Chelenko - Lago General Carrera), et C). Provincia Los Glaciares.

Carte 7. Les zones touristiques prioritaires selon les services d'état d'Aysén



(Bourlon, 2019)

Le tourisme dans la région d'Aysén est indiscutablement axé sur l'attrait d'une nature exceptionnelle. Cependant, malgré la richesse des potentialités touristiques, ces dernières sont bien plus faiblement mobilisées qu'en Argentine. De nombreux freins structurels existent. Une faible accessibilité, un seul aéroport, un port maritime consacré au transport de marchandises, de faibles infrastructures routières et une faible structuration professionnelle du secteur expliquent cette situation. Malgré certains investissements et essais d'organisation par le biais de concessions pour structurer l'offre, la région risque de rester encore durablement en marge du tourisme de masse malgré une claire intentionnalité pour le favoriser. Les orientations sont encore peu

claires et dirigées vers le tourisme alternatif ou de niches. Les programmes d'État favorisent l'investissement en équipement des entreprises et l'émergence d'offres de tourisme d'intérêt spécifique ou expérientiel, tels que le tourisme scientifique.

3.3. Les confins touristiques de nature, espaces spécifiques

Au vu des éléments théoriques et du cas spécifique de la région d'Aysén, nous proposons de définir un confin touristique de nature comme un espace dont la mise en tourisme est récente, peu structurée et avec une offre incertaine. Il existe un attrait touristique indéniable, mais le territoire n'est pas construit en fonction de l'activité. On peut voyager en Patagonie et passer à côté de la région d'Aysén, car elle n'est pas reconnue comme un incontournable touristique. Quand bien même il représente 20 % du PIB (chiffre imprécis), le tourisme est saisonnier et n'est pas marquant dans le paysage et le quotidien régional. Un confin touristique de nature se rattache à ces « territoires à coloniser sur les zones molles et floues des confins » qu'évoquent Antheaume et Giraut (2002). Cet espace flou est un territoire à vocation touristique, mais en recherche d'une cohérence interne dans son offre. Les pratiques qu'on y observe sont spontanées et profitent de spécificités, d'une route panoramique et des paysages de grande beauté avec des opportunités, mais sans offre organisée pour des pratiques de marges et d'extrême (Bessy, 2005).

3.3.1. Spatialisation des pratiques dans les confins touristiques nature

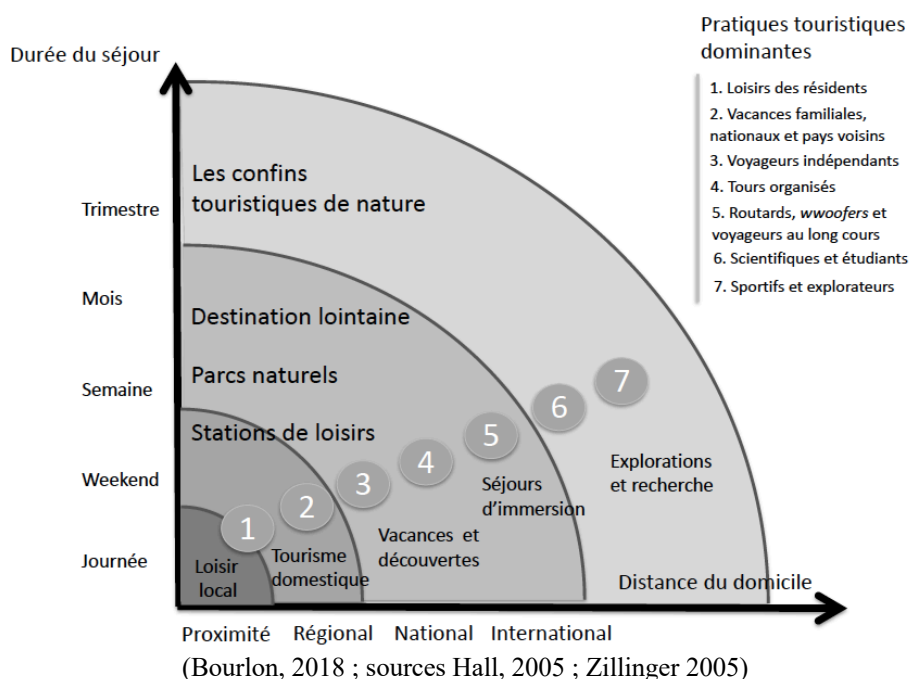
On observe, dans la continuité des études de Michael Hall (2005) et Malin Zillinger (2005) en Suède, que les pratiques dans un confin touristique spécifiques (figure suivante). Elles sont marginalement celles de proximité, des loisirs locaux ou du tourisme domestique, pour le week-end (1), car les villes et les populations urbaines sont petites. La demande de services est faible ou basée sur des échanges sociaux de type familial et rural. Très peu de sites touristiques aménagés sont disponibles.

Dans le cas de la région d'Aysén et aux abords de sa capitale régionale, seuls la réserve nationale de Coyhaique, un site d'escalade modeste, un espace de bord de rivière et une piste pour moto-cross sont disponibles pour une communauté de 50 000 habitants. Des vacanciers nationaux (2) ou internationaux indépendants (3), en provenance de centres urbains, distants de 500 à 1000 kilomètres, réalisent avant tout une découverte motorisée de la route australe et des villages et paysages de lacs et de montagnes qui la jalonne. Ce tourisme national, d'une durée moyenne d'une semaine représente

plus de 75 % des flux touristiques, selon les enquêtes dans les hébergements de la région d'Aysén.

Les Chiliens développent des pratiques touristiques qui ne sont plus celles d'« une frange minoritaire de privilégiés, qui ne feraient qu'imiter les pratiques des touristes occidentaux » (Sacareau, Taunay, & Peyvel, 2015). On trouve aussi un tourisme organisé (4), vers quelques hauts lieux touristiques (Laguna San Rafael, Queulat et Capillas de Marmol) et dont la clientèle est plus âgée, qui représente près de 10 % des flux. Le reste de l'univers des voyageurs vers les confins est hétéroclite, composé en grande partie (5) de *backpackers* (routards), de cyclistes au long cours, de *woofers* (séjours de volontariat à la ferme) et de participants d'événements sportifs (pêche sportive, trail, cascade de glace et escalade), de voyages d'études et de recherche (6) ou d'explorations aventureuses et sportives (7) en kayak, pack raft, ski de randonnée et autres pratiques de haute montagne.

Figure 9. Les Mobilités temporaires dans les confins touristiques de nature



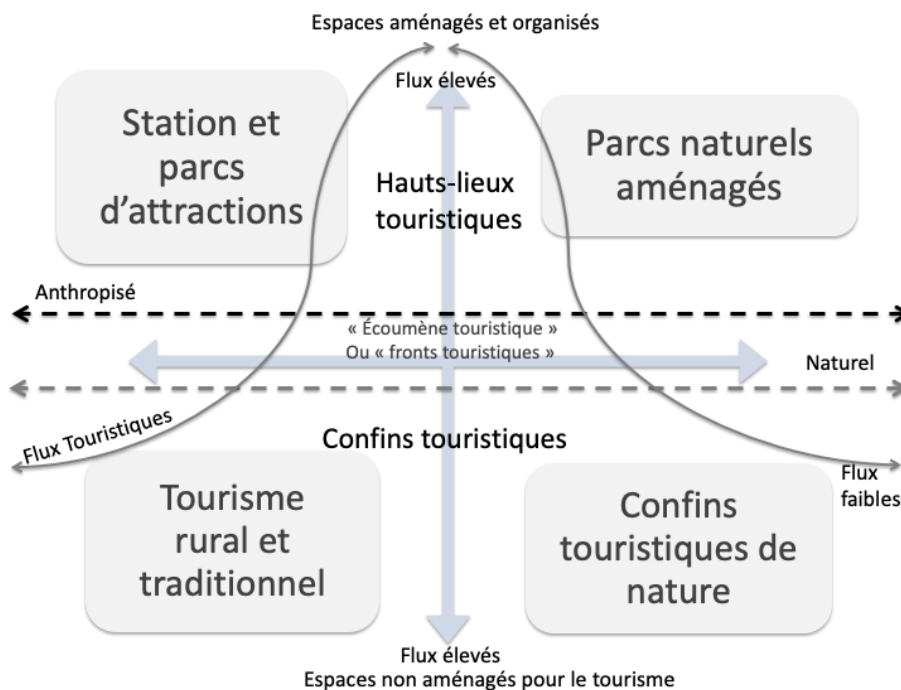
Alors que des lieux de hautes ou « moyennes montagnes recouvertes de forêts et peuplées d'animaux sauvages, mais aussi de minorités ethniques, apparaissent comme des destinations particulièrement exotiques pour [les]

touristes domestiques [et internationaux] issus des grands foyers urbains » (Sacareau, 2017), certains sont des confins touristiques de nature, lorsqu'une part relativement importante des pratiques observées sont celles d'immersions, d'explorations aventureuses ou de recherche et d'apprentissage et d'exploration. Ainsi, un confin touristique de nature se caractérise comme étant une zone de frontière (étatique ou infranationale), de marge politique ou administrative, distante des métropoles urbaines, attractive pour des visiteurs, mais où les modes de vie traditionnels sont peu transformés par les activités de loisirs.

3.3.2. Confins de nature et aménagement touristique

Au regard de l'aménagement du territoire, un confin touristique de nature est peu ou non aménagé pour la pratique d'activités récréatives. Il s'oppose aux stations et parcs d'attractions périurbains et aux parcs naturels aménagés, prévus pour l'accueil d'un grand nombre de visiteurs.

Figure 10. Les systèmes touristiques de nature selon les flux et niveaux d'aménagements



(Bourlon, 2018)

Il se situe au-delà des espaces ruraux et traditionnels, mais partage avec ceux-ci la spécificité de faibles flux de fréquentation. Sur une matrice d'analyse descriptive à deux dimensions socio-économiques, le niveau de développement des infrastructures touristiques et les flux de visiteurs, les confins touristiques de nature se trouvent à part (figure précédente). Lorsque l'activité humaine s'intensifie ou que des lieux de pratiques récréatives spécifiques sont créés, un confins touristique change de statut à celui de parc naturel aménagé, de stations de loisir ou parcs d'attractions ou d'espace touristique rural périurbain. Seul un diagnostic des modalités récréatives dominantes, d'aménagements spécifiques et des flux touristiques peut confirmer le statut d'un espace touristique. Son évolution d'un espace à faible organisation, sans système touristique fonctionnel et où la demande des pratiques s'impose aux habitants, est tributaire de choix stratégiques faits par les acteurs du territoire. Une politique passive permet aux confins touristiques d'apparaître au gré de la demande qui l'a fait naître (la pêche à la mouche, les explorations sportives, le cyclisme, etc.) alors que des stratégies d'aménagement peuvent les faire disparaître au profit d'un modèle de Parc naturel aménagé ou d'un espace de tourisme rural. Il en résulte de nombreux questionnements puisque l'augmentation des flux et l'évolution des pratiques modifient l'objet qui a motivé leur apparition dans l'offre touristique internationale.

Pour Michael Hall & Stephen Boyd (2005) il faut s'inquiéter des choix politiques visant à favoriser le tourisme de nature. Lorsque l'État s'implique dans l'aménagement des espaces montagnard en France « la décision politique [révèle] une vision urbaine et souvent jacobine du développement des confins français [...] peu soucieuse des identités et spécificités géographiques locales » (Mao, 2003). Cet aménagement touristique autoritaire amène de nombreux territoires à questionner le modèle imposé et oblige, tôt ou tard, à mobiliser une intelligence culturelle collective (Corneloup, Bourdeau, & Mao, 2004) afin de réagencer symboliquement les supports d'imaginaires et modifier les pratiques récréatives. Dans un espace encore non touristique où l'État n'a pas encore imposé un modèle économique, les acteurs du territoire peuvent anticiper et s'organiser pour répondre à une demande ou la rejeter et proposer des pratiques spécifiques au lieu, afin d'attirer les touristes souhaités et migrer vers un système choisi.

I.4. Proposition d'un cadre d'analyse des confins touristiques de nature

L'ensemble des éléments abordés dans cette première partie du livre nous a permis de clarifier qu'un espace touristique de nature doit être décrit selon

trois dimensions distinctes et complémentaires : le positionnement spatial, les représentations symboliques et les pratiques et usages (Berque, 2010). Un confin de nature est par essence un espace de marge avec des représentations et des pratiques associées qui se différencient de milieux urbains ou périurbains. Premièrement, spatialement, un confin de nature est une périphérie, une marge ou une zone frontière que l'on peut décrire selon les distances euclidiennes aux centres les plus proches et la nature des rapports aux pouvoirs politiques et économiques dominants. Les distances aux métropoles et la densité de population nous renseignent sur le niveau de marginalité des confins. Deuxièmement, il est marqué par des représentations sociales et symboliques exogènes et endogènes. Il est symboliquement en opposition aux espaces de l'écumène, mais son degré de naturalité relatif ; un *wilderness*, un espace de vie pour des communautés rurales ou un espace péri-urbain de loisirs. Comprendre les enjeux du territoire impose de cerner les rapports nature - culture qui y prévalent (Descola, 2006). Les usages de la nature, le mode d'habiter et le rapport au milieu, varient entre trois pôles : progressiste, avec une volonté de domination de l'espace, anthropocentrique, centré sur des besoins humains et écologique, avec une recherche d'équilibre harmonieux avec le monde non humain (Vachée, 2001). Il est enfin caractérisé par des représentations symboliques. Des lieux sont reconnus par le visiteur et l'habitant du territoire (Debarbieux, 1995a). L'espace est soit habité et civilisé au sein d'une nature quotidienne façonnée par l'homme, soit naturel et sauvage, lieu hostile ou de refuge, de ressources naturelles ou à protéger et conserver. Chaque lieu peut être composé, hybride, tiraillé entre des pôles de représentations et d'usages : c'est l'espace vécu des acteurs du territoire. Troisièmement, les critères pouvant caractériser les confins sont fonction des pratiques touristiques de nature qui s'y déroulent et l'importance des flux et des mobilités vers et en son sein. Les pratiques sociales, les formes d'habiter, entre mobilité et sédentarité, et des types de pratiques, contemplatives, hédoniques ou collectives, s'insèrent dans un régime d'historicité (Bourdeau, 2011). Elles précisent le degré de naturalité, la valeur symbolique, l'attrait ou le rejet de cet espace, à dominer ou dans lequel s'immerger, se découvrir ou se retrouver.

Le résultat de cette approche analytique, qui précise d'autres approches géographiques spatiales, socioculturelles et socio-économiques, permet de jeter un regard nouveau sur des confins de nature emblématiques : le désert du Sahara, le plateau tibétain, la toundra sibérienne, le Grand Nord canadien, la forêt amazonienne, les contreforts himalayens ou les massifs glaciaires et fjords de Patagonie, sont tous spécifiques. L'approche proposée permet de mieux cerner les types d'espaces en présence : intégrés, transfrontaliers, de transitions, flous, réels ou symboliques, en phase d'équilibre ou de transformation, etc. Cette grille de lecture appliquée au confin touristique de

nature emblématique qu'est la Patagonie chilienne (tableau suivant) montre sa pertinence est précise les dynamiques qu'on y observe.

Tableau 10. Une analyse socio-spatiale du confinement touristique de nature d'Aysén en 2014

Approche	Catégories	Critères	Variabes statistiques	Exemple de la région d'Aysén, Chili
Spatiale	Distances et géométrie euclidienne	Isolement « naturel »	Altitude/reliefs/ diversité des milieux (terrestres ou côtiers)	Capitale régionale à 400 km d'une ville de 50 000 hab. Territoire accidenté, déserts, forêts, glaciers, archipels, climat montagnard.
	Accessibilité et mobilités	Enclavement	Temps d'accès aux services courants espaces urbains, infrastructures et mobilités	Un axe routier nord-sud de 1000 km, 11 % de 3145 km de voies goudronnés. Le sud à 15h de la capitale régionale et services primaires, 36h pour atteindre Santiago.
Économique et sociale	Démographiques et migratoire	Espace à faible densité	La densité de population et son évolution	108 494km ² , 103 158 habitants, 77 % de la population dans la capitale régionale, 9 villages de 500 à 2 500 habitants, densité de population de moins de 0,8 à 0,03 hab./km ² sur 8 communes. Fort exode rural.
	Productif	Structure productive et tissu entrepreneurial	Importance des activités agricoles ou traditionnelles (rural, forestier, pêche)	Prédominance du commerce, pêche, aquaculture, forêt, mines, 33 % du PIB, tourisme 18 à 27 % et agriculture 4 %. 35 % d'emplois sont sur fonds publics, 9 % non-salariés ruraux. 83 % des entreprises sont des micro ou des PME.
	Politique et organisationnel	Zones rurales, de montagne, isolées, défavorisées	Organisation de l'espace. Zonages d'usages militaire, protégé, rural, halieutique ou de conservation	Région administrative récente (1975), espace pionnier, économie néolibérale, extraction des ressources primaires. Existence d'un plan d'État spécial pour Zone Extrême. Essai de zonage d'usages industriels, touristiques ou de protection (50 % du territoire).

(Bourlon, 2018)

Tableau 10. Une analyse socio-spatiale du confin touristique de nature d'Aysén en 2014 (2)

Approche	Catégories	Critères	Variabes statistiques	Exemple de la région d'Aysén, Chili
Socio-culturelle	Espace naturel	Importance écologique	Spécificités géologiques, climatiques et écosystémiques	Volcans, chaîne des Andes, point tectonique triple, 2 calottes glaciaires, forêt froide, fjords, steppe, sites biologiques clefs.
		Importance esthétique	Espaces consacrés à la protection du paysage	50 % du territoire protégé, 19 parcs et réserves déclarés, Parc Patagonia et 50 parcs privés.
	Représentations et symboliques culturelles	Importance culturelle	Espaces identitaires, reconnus (religieux, ou patrimoniaux) ayant une incidence spatiale sur le territoire	La Patagonie, espace chargé de signification naturaliste, symbolique, utopique et littéraire pour les Occidentaux. Espace de survie des peuples premiers, de conquêtes pour les colons et néoruraux. L'idée d'une « réserve de vie », Réserve de la Biosphère de la Laguna San Rafael, réseau de parcs nationaux de l'État et 3 zones à vocation touristique.
	Infra-structure touristique	Histoire et structure de l'offre touristique	Infra-structure et offre pour des pratiques spécifiques (parcs naturels, stations, comptoirs, villes touristiques)	Offre récente peu consolidée, focalisée sur la route australe et ses paysages, navigations vers des glaciers. Activités de trek, de montagne et d'eau vive en aires protégées. Tourisme rural, comptoirs pour la pêche sportive et sports d'aventure de nature. Infra-structure hôtelière et restauration réduite.
	Pratiques récréatives touristiques	Lieux de pratiques	Hauts lieux touristiques historiques et patrimoniaux présents dans l'offre touristique nationale ou internationale	3 zones touristiques potentielles, 5 hauts lieux : La <i>Carretera Austral</i> , le Parc National Queulat, la formation géologique de Capillas de Marmol, le Lac Carrera, glacier San Rafael et village de Tortel. Un maximum de 50 000 visiteurs par an sur un site. Touristes argentins (20 %), européens et nord-américains (10 %), chiliens (familles et routards, 65 %).

(Bourlon, 2018)

D'un point de vue spatial, la région d'Aysén est extrêmement éloignée des métropoles et centres de pouvoir, faiblement peuplée, enclavée et peu accessible. Le tissu productif est dépendant de l'activité touristique, mais son importance économique reste faible, 98 % des entreprises déclarant y participer sont des micro-entreprises. Politiquement, il s'agit d'une région administrative récente, déclarée comme une « zone extrême » et quasiment entièrement dépendante des investissements de l'État : 35 % des emplois régionaux sont publics. Les propositions d'organisation du territoire se basent sur la logique des entreprises privées et de regroupements d'acteurs économiques défendant des intérêts productifs.

Le secteur du tourisme bénéficie de subventions et de fonds d'investissement de l'État et d'un important programme de concessions des espaces publics, une logique ultra libérale pour favoriser une économie touristique pouvant compenser le déclin des activités d'extractions de matières premières. Les spécificités naturelles sont ici uniques : une grande diversité d'écosystèmes et un espace de biodiversité à conserver de manière prioritaire (Mittermeier & al, 2003). Ses paysages grandioses, faits de volcans, glaciers, forêts primaires et dédales d'îles et de fjords, sont des atouts esthétiques certains pour le tourisme. L'idéalisation de la nature est renforcée de manière volontaire par de nombreux habitants qui partagent l'idée que leur région est une « réserve de vie » (*Aysén Reserva de Vida*). Il s'agit de sauvegarder la nature en tant que support des modes de vie traditionnels plus écologiques et durables, ceux des colons et des néo-ruraux, par opposition aux modes de vie urbains du reste du pays. Les imaginaires associés au territoire sont nourris par une abondante littérature écrite et une production cinématographique qui favorisent l'envie des Européens de découvrir ces lieux. Cependant, l'histoire culturelle, surtout celle des peuples premiers, n'est pas mise en valeur, voire volontairement oubliée par les générations issues d'une colonisation récente. Cependant, les racines culturelles des populations natives sont peu à peu revalorisées, car les modes de vie qui s'y rattache sont perçus comme plus écologiques. Le sujet fera débat pour les années à venir, lorsqu'un travail de mémoire aura été fait.

Dans la région d'Aysén, l'infrastructure et l'offre touristique sont peu consolidées. Les pratiques sont spontanées. C'est le cas de la descente (du nord au sud) de la route australe en voiture, à vélo, à moto, en van aménagé ou en auto-stop. De manière secondaire, pour des visiteurs plus aventureux, sont offertes des visites à la ferme, de courtes randonnées ou des descentes de rivière en kayak ou raft. Un groupe très réduit de visiteurs réalise des séjours exclusifs de pêche à la mouche. Quelques-uns partent marcher en autonomie complète au cœur des immenses parcs naturels ou naviguer dans les dédales des fjords sur les rives de l'Océan Pacifique. Le tourisme commence cependant à s'organiser autour des trois territoires déclarés comme « zones d'intérêt touristiques » (ZOIT) prioritaires, Patagonia Palena-Queulat, Lago Chelenko et Provincia Los Glaciares, de la route australe (des études sont en

cours pour améliorer l'offre routière) et des secteurs d'usage public à aménager dans les réserves et parcs nationaux de Queulat, Cerro Castillo, Jeinimeni, Laguna San Rafael (entrée du glacier Exploradores), Katalalixar (glacier Steffen) et Bernardo O'Higgins (secteur du glacier Chico), ainsi que vers le nouveau parc Patagonia. Comme le démontre la grille d'indicateurs du tableau précédent, un regard transversal fait apparaître que la région d'Aysén est un exemple emblématique de confins touristiques de nature. La matrice proposée précise sa nature générale et ses spécificités. Grâce à l'identification des tensions spatiales, productives et socioculturelles, il permet de mieux comprendre les enjeux et des dynamiques associées à sa mise en tourisme.

PARTIE II. LES ENJEUX TERRITORIAUX DES CONFINS DE NATURE, UNE LECTURE PAR LES FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Navigations vers le Glacier Laguna San Rafael, Région d'Aysén, Chili 2011



(Bourlon, 2011)

« Dans sa trajectivité, l'existence humaine est tout autant ek-sistence [un "être-au-dehors-de-soi", Heidegger 1958] hors de cette chôra collective [le milieu] qu'elle l'est hors du topos individuel [le lieu] ; et c'est justement de l'infinie contingence de cette dualité inhérente à l'humain, cet être à la fois individuel et collectif, que naissent indéfiniment les histoires humaines. » (Berque, 2010)

Dans cette deuxième partie, nous nous intéressons aux constructions et dynamiques territoriales des confins touristiques de nature. Il s'agit ici de proposer une grille de lecture sociale et culturelle des systèmes spatiaux touristiques à forte naturalité et émergents. Notre approche voudrait « penser le territoire en tant que construction intégrale, dialectique, complexe, multidimensionnelle et pluridimensionnelle, à partir du vécu social et ses multiples et plurielles interactions, processus et dynamiques, où le géographique et l'écologique, l'économique, le social, le culturel et le politique seraient compris comme des parties indivisibles et en interaction, à chacun de ses niveaux, contextes et échelles » (Sosa, 2012). En effet, l'espace est « formé par un ensemble indissociable, solidaire et aussi contradictoire de systèmes d'objets et systèmes d'actions, non abordés de manière isolée, mais comme un cadre unifié au sein duquel se développe l'histoire » (Santos, 1996).

La géographie sociale s'intéresse aux « pratiques et [...] connaissances [qui] se traduisent par des relations à l'extériorité et à l'altérité » (Raffestin, 1986) et permet d'appréhender la complexité territoriale (Di Méo, 1987 ; Giraut, 2008) par l'identification des formations socio-spatiales. Il est ainsi possible de montrer les enjeux de pouvoir et les tensions autour d'unités spatiales. Cependant, notre approche propose de mobiliser plus spécifiquement les théories d'une « hiérarchie des besoins » (Maslow, 1943), des présentations et représentations des acteurs (Raffestin, 1977). Elle porte « sur l'analyse des relations que les groupes, et par conséquent les sujets qui y appartiennent, entretiennent avec l'extériorité et l'altérité, à l'aide de médiateurs dans la perspective d'atteindre la plus grande autonomie possible compatible avec les ressources du système » (Raffestin, 1986). Les relations sociales produisent l'espace et les espaces induisent certaines relations, bien que « la principale forme de relation entre l'homme et la nature, ou mieux, entre l'homme et son milieu, est le fait de la technique [c'est-à-dire] un ensemble de moyens instrumentaux et sociaux, par lesquels l'homme réalise sa vie, et en même temps produit son espace » (Santos, 2006). Parce qu'il y a une « inséparabilité des objets et des actions sociales » (Sosa, 2012), il nous faut décrire les moyens mobilisés et les logiques des acteurs pour comprendre les dynamiques d'un territoire. Des actions dont les logiques sont celles d'acteurs territorialisés (Gumuchian & al., 2003) façonnent l'espace. Des individus créent des « imaginaires géographiques » (Debarbieux, 2010) et induisent un

processus collectif (Collignon & Staszak, 2004). Un acteur est immergé dans un système organisationnel local et impliqué dans l'aménagement touristique *via* des champs d'action, des « économies de rôles » (Boltanski & Thévenot, 1991), des conventions fondés sur des systèmes de valeurs et de justifications induisant des logiques d'actions (Bernoux, 1996) et des formes de développement (Corneloup & al., 2001). Cependant, un « glissement s'est opéré du territoire [lié au référent national] aux territoires des appartenances, des projets et des pratiques, individuelles et collectives multiples » (Giraut, 2008), qui oblige à approfondir l'analyse par des approches sociales et culturelles. Il s'agit de montrer la pertinence d'une lecture par les formes de développement touristique, qui mettent en évidence les dynamiques, conflits et compromis qui animent le système territorial (Mao, 2003). L'emploi d'une grille d'analyse, pour étudier le confin de nature qu'est la région d'Aysén en Patagonie chilienne, montre l'existence des formes théorisées et des spécificités sociales, spatiales et historiques.

II.1. Approche organisationnelle du développement touristique des confins de nature

« Le défi a consisté à développer notre imaginaire épistémologique et heuristique sur le territoire, de façon à faire germer (...) de nouveaux concepts, utiles à un nouvel apprentissage, qui orientent la manière de faire un authentique développement durable avec une approche et une perspective territoriale » (Sosa, 2012).

Les processus de territorialisation contemporains, multiformes et multi-situés (Giraut, 2013) nous poussent à utiliser de nouveaux outils de la sociologie pour appréhender une nouvelle complexité. Dans une perspective constructiviste, nous reconnaissons que l'acteur individuel construit sa géographie, lutte pour produire son espace (Soja, 1989) et induit les dynamiques collectives (Collignon & Staszak, 2004 ; Harvey, 1992). Mû par des besoins vitaux (Maslow, 1943), l'individu agit selon des périmètres (Raffestin, 1977) et des logiques d'actions individuelles territorialisées (Raffestin, 1986). Ces dernières construisent des représentations collectives et sociales (Moscovici, 1989) qui s'expriment spatialement (Di Méo, 2008).

Considérant que l'acteur territorialisé anime le système spatial, nous proposons de mobiliser les théories des justifications sociales proposées par Luc Boltanski et Laurant Thévenot (1991), pour révéler la nature des dynamiques des confins touristiques de nature. Cette approche a été proposée par Jean Corneloup et son équipe dès 2001, dans le domaine des pratiques sportives de nature, puis développée par Pascal Mao en 2003 puis Jean

Corneloup, Philippe Bourdeau et Pascal Mao en 2004 sur des lieux emblématiques en France. Nous cherchons à mettre en évidence des « formes de développement touristique » dans les confins de nature qui seraient animés par des représentations sociales de la nature (Moscovici, 1984 ; Vachée, 2001) et des imaginaires spatialisés (Debarbieux & Rudaz, 2010).

1.1. Acteurs au cœur du développement touristique

L'Amérique du Sud est confrontée à la complexité du développement socio-économique et du tourisme en particulier. Un regard critique est posé et fait écho aux constats de Lefebvre (1974) qui déclare que la nature est fragmentée et occupée globalement ou de Dollfus (1990) qui affirme que l'action humaine tend à transformer l'espace naturel afin de s'approprier un territoire et en revendiquer l'accès, le contrôle et l'usage. Les approches au territoire et à son développement sont en « grande mesure partielles (car évaluées selon une variable), pragmatiques (selon une situation donnée et un point de vue dominant), opérationnelles (pour établir des cadres dans la mise en œuvre de politiques), de gouvernabilité (selon des divisions administratives) ou centrées sur des intentionnalités prescriptives liées au besoin d'être » (Sosa, 2012). Elles ne répondent pas aux besoins de l'administration publique. Pour assurer son bon développement, il s'agirait de changer les regards afin que « le territoire soit compris comme une réalité contextuelle, un processus et un objet de transformation » (*op. cit.*) en remettant les personnes au cœur de l'analyse de ses dynamiques.

Comme le rappellent (Corneloup & al., 2001), les travaux de théoriciens en sociologie des organisations et en management (Amblard & al., 1996 ; Bouhouala, 1999 ; Friedberg, 1992 ; Friedberg, 1993 ; Crozier & Friedberg, 1977 ; Mintzberg, 1989) sensibilisent déjà à l'idée que les entreprises, et d'une manière plus générale les organisations, sont des structures humaines. Ce sont « les notions de culture, d'identité, de valeurs, de mentalités » et de micro-mentalités des entrepreneurs (Bouhouala, 2007) qui sous-tendent les stratégies de développement et doivent être appréhendées pour orienter la gestion des espaces de nature. Un espace touristique est un système au sein duquel des interactions se construisent entre des acteurs et des publics en fonction d'intentionnalités, de rôles dans la société et de finalités recherchées. Selon les formes de régulation, la présence d'acteurs endogènes, exogènes et/ou transitionnels (Di Méo & Buléon, 2007) au territoire, des « logiques d'action en présence et [des] jeux de pouvoir dominants, la forme de développement ne sera pas de même nature » (Corneloup & al., 2001). Dans le prolongement des travaux en micro-économie et en management et sociologie du sport sur les représentations sociales de la nature et sur la géographie des lieux de sport nature (Corneloup & al., 2001), nous orientons

notre lecture organisationnelle des confins touristiques de nature par une « analyse des jeux d'acteurs » et l'étude des « liens faibles [des] interactions sociales [...] des symboliques emblématiques [de] l'altérité et [des] processus de construction des hauts lieux et des cultures » afin de « décoder d'une manière plus appropriée les réalités sociales » (Corneloup, 1999, dans Mao, 2003).

1.1.1. Système territorial des confins de nature

La mise en tourisme du territoire comme processus socio-spatial peut être abordée par le biais d'une approche organisationnelle, en décrivant les dynamiques d'acteurs et logiques d'actions à l'œuvre. Nous proposons une analyse systémique, celle d'« ensembles spatiaux à complexité cumulative, composés d'entités interreliées et donc interdépendantes » (Lussault, 1996). « Le recours à la systémique [...] se légitime non pas comme une théorie fondamentale [...], mais comme une manière d'appréhender la complexité du réel dans le mouvement » (Mao, 2003). La réalité territoriale peut être représentée par des systèmes : « ensembles d'éléments et de relations entre ces éléments, éventuellement associés pour la réalisation d'un ensemble de finalités communes » (Cunha, 1988). Le système peut être cerné par quatre notions : l'interaction (entre éléments distincts du système), la globalité (ensemble non réductible à ses parties), l'organisation (agencement des relations entre composants) et la complexité (non simplifiable). L'analyse des dynamiques d'un territoire est alors celle d'un « système complexe » (Le Moigne, 1990) qui peut se résumer à un « groupe d'éléments reliés, interdépendants et interagissant qui, ensembles, forment une structure fonctionnelle unique » (Weaver et Opperman, 2000, dans Pearce, 2013). Il est possible d'aborder « toute chose ou idée qui semble complexe [,] l'objectif étant de réduire la complexité [...] en désagrégeant l'ensemble (chose ou idée) en ses éléments pour identifier les éléments cruciaux pour observer comment ils sont interconnectés » (Pearce, 2013). Il s'agit de simplifier la lecture du système qui peut être « hiérarchique par nature, composé d'un set de sous-systèmes organisés (et) peut être ouvert ou fermé selon que l'on prenne en considération l'environnement dans lequel ce système est inséré » (*op. cit.*). Le système touristique étant un « système adaptatif complexe » (Baggio, 2008 dans Pearce, 2013), le degré d'interdépendance entre les acteurs du système est déterminé par « l'intensité des relations, le degré de bonne volonté et (...) la confiance réciproque » (*op. cit.*) et par un système de gouvernance.

L'analyse de la territorialité, qui « reflète la multi-dimensionnalité du vécu territorial des membres d'une collectivité » (Raffestin, 1986) ou d'un « système touristique localisé » (Capone, 2006, dans Corneloup, Bourdeau, & Mao, 2004), repose sur la compréhension d'un lieu dans l'espace et de sa

dynamique. Grâce aux flux générés par des individus, le lieu acquiert du sens social (espace vécu) en tant que système de fréquentation. Il est régulé de manière endogène (le sous-système organisationnel endogène du lieu) par la circulation d'informations et par les réactions aux *stimuli* (sous-systèmes d'information). Cette analyse permet la prise de décision en fonction des actions et réactions qui modifient l'équilibre interne au système (Mao, 2003).

1.1.2. Acteurs et positionnements dans le système territorial

Comme nous l'avons vu, un espace social est le résultat des différentes interactions entre les acteurs qui développent sur cet espace divers projets ou stratégies, individuels ou collectifs. Le jeu d'acteurs peut être compris comme la dynamique d'un ensemble d'individus qui participent simultanément à la co-construction de l'objet géographique. Des *stakeholders* (dans la terminologie anglo-saxonne, littéralement « ceux qui détiennent un enjeu sur le territoire ») agissent « conditionné[s] par le territoire et le territoire est le produit de leur action » (Debarbieux, 1997). L'action organisée se construit dans des zones d'incertitudes. Un « ordre local » est un champ d'action où les acteurs « sont en concurrence les uns avec les autres tant pour la définition des "problèmes" [...] que pour l'élaboration des "solutions" qui seront apportées » (Friedberg, 1992, dans Mao, 2003). Ce système d'action local peut revêtir différentes configurations appréhendables au travers de la compréhension des logiques d'actions.

Dans la description des champs d'action en lien avec les pratiques touristiques, nous avons affaire à une personne physique ou morale qui intervient dans le système territorial et des individus agissants « à travers des logiques d'actions diverses, confrontés à des expériences plurielles [qui] mobilisent donc des aspects différents et parfois contradictoires, de leurs personnes » (Corcuff, 1995). L'acteur, ou l'actant, peut être défini comme un « opérateur générique doté d'une capacité d'agir » (Lévy & Lussault, 2003) et comme un agent ayant le pouvoir de « provoquer l'action des autres » (Di Méo, 2008). Le statut d'acteur est une posture, un comportement, une volonté et une intentionnalité associés à une position plus ou moins stratégique sur le territoire. L'agent peut devenir acteur. Les acteurs se territorialisent dans la mesure où « ils participent de façon intentionnelle à un processus ayant des implications territoriales » (Gumuchian & al., 2003). Acteurs et agents décrivent des organisations d'actions collectives qui se « spatialisent et se territorialisent [...] constitués en systèmes d'action concrets, les formes de régulation que suscite leur gouvernance produisent des discontinuités, des bifurcations, des ruptures sociales et spatiales qui génèrent à leur tour des fragmentations territoriales » (*op. cit.*).

L'analyse des dynamiques territoriales permet de cerner cette idée

« d'individus aux facettes multiples et changeantes dans ses conduites, croyances, rationnelles ou irrationnelles, objectives ou relatives, qui développent des stratégies individuelles et collectives pour répondre aux influx et réagir aux changements » (Mao, 2003). Les acteurs s'adaptent aux cadres en fonction de leurs *habitus*, mais restent aussi imprévisibles, s'adaptant ou réagissant aux structures qui les entourent et leurs actions ne répondent pas à une rationalité absolue.

Les rapports qu'entretiennent les acteurs avec le territoire sont fondamentaux dans la construction de l'espace touristique qui est le résultat d'une confrontation permanente de logiques propre ou externes aux lieux. Le « degré d'ancrage et d'appropriation que l'acteur développe par rapport à un espace donné » (Mao, 2003), la valeur des choses et les représentations symboliques. Le sentiment d'appartenance oppose les habitants aux visiteurs, les résidents aux saisonniers, les propriétaires aux locataires, les vacanciers aux travailleurs, les projets de vie aux projets économiques des entités étatiques. Le rapport au lieu et au temps de vie qu'ils lui consacrent spécifie en grande partie leur action et il est difficile de faire dialoguer deux acteurs qui projettent des mondes différents, chacun le formulant « tel qu'il le veut et tel qu'il en rêve dans l'avenir » (Claval, 1984). Trois catégories génériques d'acteurs peuvent être établies selon leur « appartenance plus ou moins accusée aux territoires soumis à leur action : acteurs endogènes, issus du territoire dans lequel ils vivent et agissent, [...] acteurs exogènes qui l'investissent de l'extérieur [et] acteurs transitionnels, [...] des situations intermédiaires [...], enfants du territoire installés à l'extérieur, mais y conservant des attaches, des intérêts économiques et stratégiques, habitants très mobiles l'intégrant dans leurs réseaux d'habitation et de vie, résidents secondaires, etc. » (Di Méo, 1991). Le voyageur au long cours, le routard et le motard ne se projettent pas dans les mêmes mondes que les colons, les néo-ruraux ou les entrepreneurs venus pour rester. L'acteur endogène est à l'initiative de l'offre touristique, il a une emprise sur l'évolution du territoire. « Cette opposition structure la place de l'acteur dans le système organisationnel, mais influe aussi directement sur leurs logiques d'actions et les formes de développement qui en résultent » (Mao, 2003). Cependant, dans un contexte d'hyper-mobilité, nous voyons que cette réalité est remise en partie en question du fait des acteurs multi-résidentiels, migrants d'agréments ou autres acteurs endo-exogènes ou transitionnels, tels que les enfants des familles traditionnelles du territoire installés dans les zones urbaines émettrices de visiteurs, attirés par un voyage dans leur région d'origine.

Les acteurs du tourisme sont aussi nombreux que les situations et les territoires le permettent. Selon Brunet, Ferra et Théry (1993) les acteurs sont : l'individu (famille et ménage), le groupe (clan ou association), l'entreprise, l'État et les collectivités locales, qui ont une action organisationnelle de l'espace ou sur « l'espace vécu » et les imaginaires. Selon Di Meo (2008), les acteurs sur un

territoire sont des « conseillers généraux et régionaux, les députés et sénateurs, les préfets et hauts fonctionnaires [...], certains chefs d'entreprises, les membres influents d'associations, etc. ». Pour Bricker (2010), les acteurs du tourisme ne sont pas que des entreprises, mais un groupe bien plus vaste dont il faut vérifier le rôle et l'incidence pour assurer un tourisme de qualité. Il s'agit d'un « large éventail d'acteurs et partenaires participant au processus de développement et de conseils permanents, renforçant les actions, leur applicabilité [et] assurant un certain degré de durabilité au sein d'un programme. Ceci inclut non seulement un large panel de secteurs au sein de l'industrie du tourisme, mais aussi des organisations et associations, des dirigeants de gouvernements, et des membres de la communauté indirectement rattachés au développement du tourisme » (Bricker, 2010). Lors du Congrès International de l'Écotourisme au Canada, Robyn Bushell & Paul Eagles (2007) remarquent la diversité des acteurs qui sont partie prenante des débats sur le développement du tourisme : « les acteurs de la conservation, les législateurs, les écologistes, les activistes sociaux du développement, et les représentants de l'industrie cherchant à orienter le débat sur le futur du tourisme durable ». Pour sa part, dans son analyse sur la gestion intégrée des zones côtières, l'UNESCO propose un « processus dynamique qui réunit gouvernements et sociétés, sciences et décideurs, intérêts publics et privés » (UNESCO, 2001). La « ronde des acteurs » (*op. cit.*) est composée d'experts (opérateurs, scientifiques et organisations supranationales), d'institutions (services de l'État, associations locales et médias), de la société (communautés locales et citoyens), de décideurs (élus, acteurs économiques) et de gestionnaires (collectivités locales).

Selon Pearce (2013), les acteurs considérés dans un système touristique sont habituellement des entreprises du tourisme et parfois des autorités locales et d'autres institutions publiques. En lien avec le tourisme rural dans la région d'Aysén, Gale (2006) choisit de segmenter le secteur touristique selon le « capital social » des acteurs, par opposition au « capital culturel » (les ressources touristiques), économique (les agents de la promotion), humain (les agents de l'éducation et de la formation professionnelle) et naturel (les spécificités naturelles du territoire). On retrouve les différents acteurs impliqués dans le développement touristique local : les agences, opérateurs et guides en tourisme, les entreprises de service de l'industrie touristique, les consommateurs et les communes et villages. Il est rare que soient considérés les touristes et les résidents comme acteurs du système. En ce sens, sur un lieu sportif de nature, Mao (2003) propose une classification générale des acteurs participant directement aux processus de production ou de gestion de l'espace touristique de nature selon cinq groupes : politiques, économiques, agents de pratiques, acteurs locaux proximaux et pratiquants sportifs. Cette classification est pertinente pour un espace de pratiques touristiques et récréatives, mais doit être précisée pour un espace touristique de nature.

En définitive, nous retenons dans notre recherche trois grandes catégories d'acteurs : les décideurs, gestionnaires et experts publics, les influenceurs socio-économiques et la société civile du territoire, citoyens (endogènes) organisés ou non. Nous ajoutons à ces derniers : les individus ou organisations ayant une incidence sur le territoire lors de leurs séjours (acteurs exogènes) et ceux ayant une incidence spécifique sur la protection écologique du territoire. Par ailleurs, nous choisissons de différencier, au sein de la catégorie socio-économique, les acteurs ayant une approche spécifique et ceux ayant une approche générique. Au sein de la société civile, nous proposons de différencier les habitants de longue date ou « traditionnels » de ceux récemment incorporés, endo-exogènes, souvent porteurs de logiques alternatives.

1.1.3. Acteurs de l'espace touristique

Six groupes d'acteurs participent à la réalité territoriale d'un système touristique de nature : les acteurs politiques, législatifs et technocratiques (décideurs et gestionnaires institutionnels), les acteurs économiques locaux ou industriels exogènes, les acteurs proximaux traditionnels ruraux (les habitants), les acteurs proximaux du développement local (la société civile), les acteurs écologistes et de la protection ou conservation des milieux (organisations environnementales et individus locaux, nationaux ou supranationaux) et les visiteurs (récréatifs ou sportifs) consommateurs exogènes au territoire.

Acteurs politiques, législatifs et technocratiques institutionnels

Les acteurs politiques, législatifs, administratifs et institutionnels de l'État et des collectivités locales sont des personnes morales principalement exogènes au lieu de développement touristique. Pour eux, le tourisme est une problématique du territoire qu'ils doivent diriger ou orienter. Ils réfléchissent en rapport à l'impact socio-économique, géopolitique ou stratégique de plans et de projets globaux de développement. Leurs décisions influent directement sur les dynamiques territoriales et touristiques en imposant des aires de protection ou des normes et règlements d'usages et l'encadrement des pratiques entrepreneuriales de sécurité ou de gestion environnementale. Ils mobilisent des ressources financières afin d'orienter le développement socio-économique du territoire (aménagement des infrastructures, subvention à la création d'initiatives privées ou octroi de concessions dans les aires protégées par exemple).

Les acteurs scientifiques et techniques sont des producteurs et gestionnaires de connaissances nécessaires à l'établissement de législations et normes. Ils n'ont pas d'incidence politique déclarée, ne cherchent pas à produire des

richesses ou à en consommer, mais questionnent les dynamiques locales. Ils créent un savoir et le partagent, permettant au pouvoir politique de contrôler ou d'accompagner le développement touristique du territoire en générant des règles, des normes ou des solutions technologiques aux problèmes d'aménagement. Ils participent à la mise en œuvre des contrôles et à l'application de la législation. Ils produisent et partagent des connaissances fondamentales (universelles) à travers des processus éducatifs ou d'apprentissages techniques selon des cadres établis par les politiques.

Acteurs entrepreneuriaux locaux endo-exogènes

Ce sont des acteurs multiples du secteur marchand (concurrencé ou de monopole) impliqués dans tous les domaines des pratiques touristiques et les prestations de services au visiteur. Au sein de ce groupe d'acteurs, on trouve des sociétés anonymes, des sociétés à responsabilité individuelle, des organisations et associations publiques à but lucratif, des prestataires de services de restauration, de transport ou de médiation et des organisations parapubliques et associatives, des micro, petites et moyennes entreprises ou des multinationales qui participent au développement économique à grande échelle quand ils sont exogènes et parfois à plus petite échelle lorsqu'ils sont endogènes.

Les entreprises touristiques d'un espace de nature de marge offrent en premier lieu des activités structurantes dans le domaine du transport, de l'hébergement, de la restauration, des sports, à petite échelle et hyperspécialisées (thématiques ou spatiales). Celles d'un espace pour le tourisme de masse sont celles des « stations », balnéaires ou montagnardes, organisées selon un modèle fonctionnel pour offrir des services standardisés.

Acteurs proximaux traditionalistes ruraux

Les acteurs proximaux traditionalistes sont des protagonistes et usagers de l'espace et du patrimoine (colons, ruraux, société d'accueil) investis dans la vie locale et acteurs au sens de communauté d'accueil. Ce sont des acteurs endogènes dont le lieu d'action est un « espace social de référence » (Di Méo, 1987) qui est l'un des « protagonistes de la vie locale ».

Ces acteurs constituent la communauté d'accueil ou société locale, « collectivité démocratique enracinée dans un territoire local » (Lafaye & Thévenot, 1993) qui concède au quotidien, de gré ou de force, une partie de son espace habité ou vécu. Leurs valeurs forment la culture locale et le contexte attrayant pour le visiteur en recherche d'altérité.

Acteurs proximaux du développement local alternatif

Les acteurs du développement local sont « alternatifs », habitants et résidents de territoires ruraux ou périurbains. Ils sont investis dans les projets de développement local, touristiques et culturels. Ils pratiquent des activités de plein air, récréatives et culturelles, dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Les pratiques sont plus ou moins ludiques, récréatives, éducatives et intégrées à la vie locale. Ils peuvent être à la tête de micro et petites entreprises de prestations de services touristiques, ou bien être salariés ou fonctionnaires d'entreprises d'autres secteurs économiques, mais s'investir dans la vie locale et le développement territorial en dehors de leur cadre professionnel habituel, au sein d'associations culturelles et sportives ou d'organisations de protection du patrimoine et de conservation de la nature. Ils habitent des villes et villages du monde rural ou périurbain. Néo-ruraux, résidents d'agrément et multi-résidents il se caractérisent par « la manière selon laquelle [ils] construisent leur relation à un lieu sur des usages récréatifs et une attention au cadre de vie » (Corneloup & al., 2014). Dans un contexte de transition du tourisme vers une fonction résidentielle ils structurent l'organisation du territoire, car ils sont « producteurs et consommateurs, à la fois acteurs et spectateurs » (Brunet, 1990, dans Mao, 2003).

Acteurs écologiques individuels ou institutionnalisés

Les acteurs « écologiques » au sein du système touristique sont aussi divers que sont divergentes les représentations de la nature au sein de chaque groupe culturel. Nous développerons cette problématique des logiques d'action selon les représentations sociales de la nature dans le chapitre suivant. Les travaux de Vachée (2001) et surtout de Descola (2006) montrent cette complexité et diversité des rapports entre les êtres humains et la nature. Les représentations sociales de la nature proposées par Vachée qualifient les acteurs d'un territoire comme écologistes, anthropocentristes ou progressistes. En revanche, la relecture du rapport entre culture et nature que propose Descola questionne la supériorité de l'homme moderne, avec une pensée « naturaliste » et des sagesses « primitives », à des représentations totémiste, animiste ou analogique. Enfin, d'autres penseurs, comme Arne Næss (Næss & Glasser, 2005 ; Næss & Rotenberg, 2009), proposent une lecture dualiste entre des acteurs tenant d'une *Deep Ecology* (écologie profonde) et d'une *shallow ecology* (écologie superficielle) que l'on pourrait alors schématiquement résumer en sous-groupes d'acteurs aux approches sociales différentes : écologistes, socio-écologistes ou écologistes progressistes.

Acteurs visiteurs et consommateurs exogènes

Non intégrés à l'organisation du lieu, consommateurs d'espace et des ressources, ces acteurs ne « développe[nt] pas directement de projet de territoire » (Mao, 2003), mais modifient le système organisationnel local par leurs actions et demandes. Les habitants sont influencés par leur circulation sur le territoire. Il faut gérer l'impact de leur usage des ressources locales (stratégies de gestion des déchets, d'organisation de modes de préservation des patrimoines). Leur incidence est négative ou positive selon leur impact économique, écologique et social. Sur une destination touristique telle qu'un confin de nature, les voyageurs sont des « nomades » (Mao, 2003), des pratiquants sportifs, des explorateurs modernes, des routards et des touristes amateurs de la nature. Leur approche est égocentrique (anthropocentrique), construite autour d'un projet de voyage, spontanée (les touristes consommateurs), élaborée et planifiée de longue date (les voyageurs au long cours) ou pluriannuelle, conçue comme une année sabbatique ou une pause dans un parcours professionnel. Ils sont tous des consommateurs d'espaces et de ressources naturelles au sens d'Urry (1995) dans *Consuming places* et, mais aussi des voyageurs à la recherche d'expériences de vie avec un *romantic gaze*. Indépendamment du mode d'usage de l'espace, le projet est toujours « à la recherche d'un Eden perdu » ou d'une altérité, sociale et environnementale, du fait de leur provenance souvent urbaine. Le séjour est temporaire, personnel et individualiste, même si partagé par Facebook avec des milliers de « *friends* ». Il n'y a pas d'assise spatiale à leur présence, mais ils affectent matériellement leurs sites de prédilection, le spot et la nature vierge qu'ils marquent de leur pas, de leurs feux et de leurs poubelles.

Limites de la classification

Cette tentative de classer les acteurs d'un territoire de nature n'est pas exhaustive ni parfaite, mais elle permet d'avoir un cadre d'analyse pour cerner la structure socio-spatiale des confins touristiques. Il est primordial de positionner les acteurs selon leurs projets et leur économie de rôles. Elle est évidemment imparfaite, car les acteurs peuvent être hybrides ou migrer d'un statut à l'autre dans le temps et dans l'espace, mais permet de décrire les dynamiques et logiques d'actions à l'œuvre sur un territoire et au sein d'un système en développement touristique.

1.2. Lecture socio-spatiale des dynamiques touristiques de nature

Le territoire en tant qu'espace vécu (Frémont, 1999) ou espace perçu (selon les enquêtes de terrain) peut être appréhendé par une description des

représentations sociales (Moscovici, 1984) d'acteurs, d'agents, d'habitants, d'entrepreneurs et de visiteurs. « Une géographie de l'action [...] ouverte sur la société et les grandes questions sociales qui impliquent l'espace géographique » peut saisir « l'épaisseur de l'économie, des jeux de pouvoir et des idéologies » (Di Méo, 2008). La géographie sociale cherche à clarifier la « complexité des faits et des univers géographiques [,] la construction des lieux, des territoires et des paysages, de leur gestion, de leur aménagement et [parfois] de leur développement, plus largement de leur mobilisation identitaire, politique, économique et sociale dans toute une série d'événements et de phénomènes concernant les sociétés et leurs enjeux contemporains » (*op. cit.*). Pour cela, deux niveaux de la réalité socio-spatiale sont à aborder : « le contexte, celui des enjeux et des déterminations collectives [et] le tissu des motivations et des stratégies individuelles » (*op. cit.*). Les acteurs partagent des référents communs au sein d'un réseau de développement territorial et il s'agit de décrire cette organisation et la « capacité à créer un collectif capable de participer à la mise en forme de cet ancrage » (Corneloup, Bourdeau, & Mao, 2004). À travers les logiques d'actions (Amblard & al., 1996) il est possible de comprendre le positionnement ou l'identité du territoire. « La démarche consiste à évaluer le Système Culturel Local et les ressources culturelles d'un site en observant les logiques d'action des acteurs, les formes d'aménagement, les animations, les types d'échange, de réciprocité et de liens entre acteurs » (Corneloup, Bourdeau, & Mao, 2004). Le système peut être celui « d'un réseau d'acteurs éclatés et peu cimentés qui évoquent leurs points de vue ici ou là, s'échangent sporadiquement quelques appréciations sur [...] le comportement des clients » (*op. cit.*) ou bien d'un système culturel complexe où les *habitus* (Bourdieu, 1987) sont structurants.

Une géographie des imaginaires (Debarbieux, 2010) ou des émotions (Staszak, 2001), individuelle et esthétique, participe aussi au façonnement des territoires. Un constructivisme postmoderne (Harvey, 1992) propose l'idée que la somme d'actions fragmentées forme l'espace social. La réalité serait le résultat d'une « expérience relative du temps, de l'espace et de la causalité en tant que transitionnelle, évanescence et fortuite et arbitraire » (Harvey, 1992). L'approche théorique choisie s'inscrit dans un « constructivisme interactionnel » pour aborder la connaissance de l'action (Corneloup, 2004). La référence au concept d'*habitus* au sens de Bourdieu est prise en compte, mais sans « réduire cette enculturation à un ensemble de prédispositions, issu de cette "histoire faite corps" [car l'acteur] n'est pas que le dépositaire des structures : il possède des stratégies, il est confronté à des choix et il participe activement à ce processus de formation [et] développe une logique d'action identifiable » (Corneloup, 2004). Il ne s'agit pas seulement d'adopter une approche interprétative et individuelle, mais de relier des actions à un contexte socio-culturel afin de comprendre les positionnements,

les échanges, les ancrages ou les contournements. L'individu est acteur de la construction d'un ensemble selon des logiques issues d'un contexte. L'approche par les logiques d'actions permet d'intégrer les vécus d'expériences, les stratégies collectives et la participation de l'individu au processus, « sans pour autant négliger les formes organisationnelles au sein desquelles se déroule l'action » (*op. cit.*).

L'agir individuel s'inscrit dans un contexte sociétal, historique et culturel (Di Meo, 1991). Pour Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991), il se fonde sur des justifications et des principes communs supérieurs. Cette approche sociologique systémique complète les deux autres pôles de la sociologie française de Bourdieu et de Latour. En simplifiant, ces « principes théoriques [peuvent être] résumés par cette formule lapidaire [...] de Vandenberghe ; "Structures, grandeurs et platitudes" [...] c'est-à-dire structure du champ, économies de la grandeur, plan d'immanence du réseau » (Esquerre, 2009). Selon Boltanski et Thévenot (1991) « l'acteur n'est pas mené par une loi cachée [comme chez Durkheim et Bourdieu], mais serait encadré par une grammaire qui limite les possibilités de justifications ». Cela « reviendrait à garder un principe structurel (or la structure c'est un réseau mal connu) tandis que les réseaux seraient au contraire sans forme ni logique » (Esquerre, 2009). Le « compositionnisme » de Latour considère en revanche que les acteurs jouent avec leur environnement pour définir les contours du monde, selon le « principe d'acteur-réseau » (Latour, 2010). En tout état de cause, au-delà des débats d'écoles, l'important est de pouvoir compter sur un système sociologique qui soit « un ensemble théorique suffisamment solide pour servir d'armature à des analyses concernant toutes les variétés de sujets sociologiques possibles, et en même temps suffisamment souple pour permettre une circulation d'une discipline à l'autre » (Esquerre, 2009). Les logiques d'analyse de Bourdieu, Latour, Boltanski et Thévenot autorisent ce double mouvement interdisciplinaire entre objets, en gardant leur identité par un ensemble de mots clefs associés à des logiques d'analyse, tels qu'*habitus* et champ (Bourdieu, 1987), acteur et réseau (Latour, 2010), épreuve et cité (Boltanski & Thévenot, 1991). Ils partagent tous l'idée que « ces modèles deviennent faux et dangereux dès qu'on les traite comme les principes réels des pratiques, ce qui revient, inséparablement, à surestimer la logique des pratiques et à laisser échapper ce qui en fait le principe véritable » (Bourdieu, 1980 dans Esquerre, 2009). Ces trois systèmes de sociologie diffèrent entre eux par leur capacité d'hybridation. Le système de Bourdieu « ayant été souvent décliné en étant fort peu altéré d'un objet à un autre, tandis que [celui de Boltanski & Thévenot] n'aura pas cessé de s'hybrider » (Esquerre, 2009).

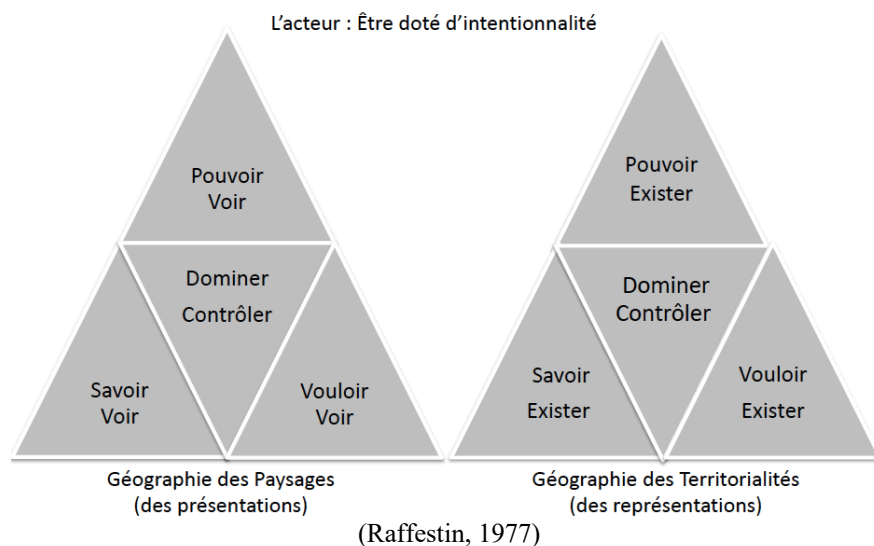
1.2.1. Périmètres de l'action individuelle sur un territoire

Le territoire est « une portion de la surface terrestre appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux » (Gumuchian, 1991). Les logiques d'actions individuelles et motivationnelles ont été théorisées par Maslow dès 1943 dans *La hiérarchie des besoins*, comme des besoins physiologiques, de sécurité, d'appartenance, d'affect, d'estime de soi et de réalisation personnelle. C'est ainsi qu'une géographie de la territorialité invite à étudier « le système de relations qu'entretient une collectivité, partant d'un homme, avec l'extériorité » (Raffestin, 1977). Ce processus d'échange et de communication se base sur le fait que nous sommes biologiquement et socialement enserrés dans « un réseau complexe de relations » (Raffestin, 1977). Le « territoire est le produit de la transformation de l'endosomatique terrestre par l'exosomatique humain » et « l'écogénèse territoriale est la chronique d'un "corps à corps". Entre les territorialités individuelles [...] politiques et décrété[e]s, parfois imposé[e]s, une tension s'établit dans l'ordre de la pratique comme dans celui des représentations et de la cognition » (Di Meo, 2008). Cette approche géographique est « nécessaire pour comprendre les mouvements de contestations, les révoltes qui se manifestent [...] dont l'origine est fréquemment l'existence de relations dissymétriques perçues comme telles et devenues dès lors insupportables » (Raffestin, 1977). C'est « la signification culturelle des positions par rapport à l'autre, [...] des distances relationnelles » et « la relation à l'altérité » qui en sont le fondement (*op. cit.*).

Appréhender les dynamiques collectives oblige à cerner les actions individuelles qui les fondent, c'est-à-dire analyser les principes, les périmètres et les choix possibles que sont les « stratégies ou logiques [que les acteurs] mettent en œuvre dans la construction du système d'action territorial » (Mao, 2003). « L'analyse des logiques d'action dans la société civile implique d'appréhender cet ensemble comme étant à la fois autonome et particulièrement orienté vers et par la politique » (Jamet, 1991, dans Mao, 2003). Raffestin (1977) propose deux ordres de rapports au territoire : celui de la présentation, d'une « géographie classique » et d'un « langage du paysage », et celui de la représentation, d'une géographie territoriale, faite de signes d'usages (figure suivante). En effet, on peut connaître « parfaitement le cours de la rivière, mais cette connaissance (*acquaintance*) reste très éloignée de ce que nous pouvons appeler connaissance (*knowledge*) en un sens abstrait et théorique. La connaissance, dans le premier cas, n'est qu'une présentation ; dans son sens théorique, elle implique et présuppose la représentation » (Cassirer, 1975, dans Raffestin, 1977). « Toute société possède une présentation de la géostructure dans laquelle elle évolue, mais [elle] tend à élaborer une représentation (une mise en scène) qui révèle ses finalités profondes » (*op. cit.*). La dynamique globale d'un espace humain

« est conditionné[e] par toute une problématique sociale qui s’inscrit dans un triangle [...] qu’on peut schématiquement représenter » selon trois pôles : vouloir, pouvoir et savoir. « Mais selon les finalités prépondérantes de l’organisation sociale, les questions seront différentes ; vouloir quoi, savoir quoi et pouvoir quoi ? » (Raffestin, 1977). Le triangle d’une analyse des présentations peut se synthétiser en trois concepts : vouloir Voir, pouvoir Voir et savoir Voir. Celle des représentations pourrait se résumer à la trilogie : vouloir Exister, pouvoir Exister et savoir Exister. Si l’on considère que l’ordre du vouloir est inhérent à toute action, l’objectif de l’acteur étant de transformer, contrôler ou dominer son territoire, les deux ordres des formations socio-spatiales sont celles du pouvoir et du savoir.

Figure 11. Les périmètres d’action des acteurs d’un territoire selon Raffestin, 1977



À partir des deux regards proposés par Raffestin (1977), nous pouvons élaborer une grille de lecture des actions individuelles basées sur un savoir et la recherche de pouvoir, de reconnaissance sociale et de construction identitaire. En juxtaposant l’approche dite de « présentation » faite de réalités, de matérialités et de « paysages », avec une approche par les « représentations », c’est-à-dire fondée sur des symboliques et des *habitus* (au sens de Bourdieu), nous pouvons appréhender l’organisation sociale du territoire de manière globale. Le pouvoir d’exister se trouve en symétrie opposée au pouvoir de voir, le savoir exister au savoir voir et le vouloir voir au vouloir exister. Au centre de ce système social se trouve toujours le besoin de dominer et de contrôler.

1.2.2. De la justification et des principes supérieurs communs

L'approche générale proposée par Raffestin doit être précisée pour rendre compte de la complexité sociale. Une lecture plus fine des logiques d'action nécessite le recours aux théories sociologiques. Comme nous l'avons évoqué préalablement, l'idée des « justifications sociales » (Boltanski & Thévenot, 1991) semble capable de « rendre compte de la manière dont se construisent les objets géographiques en situation » (Mao, Corneloup, & Bourdeau, 2003). Cette approche sociologique du développement se fonde sur une analyse des principes, des valeurs et des économies de grandeur. « L'étude d'un lieu nécessite la compréhension des liens qui unissent les acteurs participant à la production d'un ensemble de conventions » (Corneloup & al., 2001). Or ceux-ci sont le résultat de principes supérieurs communs auxquels des acteurs adhèrent. Il se construit des accords, des équivalences et des hiérarchies entre les personnes et les objets. L'un des principes communs qui unit les différentes formes de justification réside « dans une communauté de référence, une « cité », composée d'humains d'égale dignité susceptibles de faire entendre leur voix et de mettre en question des ordres d'importance qui rompraient avec cette commune humanité » (Boltanski et Thévenot, 1991).

Pour Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991), de grands principes basés sur une conception du bien commun construisent une cité. Chacune obéit à des axiomes communs. Il existe un principe de commune humanité : les êtres humains ne sont pas des choses, ce qui exclut les sociétés ne reconnaissant pas l'humanité des autres (ou pratiquant l'esclavage). Les cités doivent comprendre des États hiérarchisés avec un principe de justice entre individus différenciés et un principe d'égale dignité selon « la position qu'occupe un individu dans un groupe ou qu'un groupe occupe dans une société », un statut plus ou moins permanent et une grandeur issue d'une mise à l'épreuve (souvent remise en cause parce que les épreuves sont vite renouvelées). Elles requièrent une formule d'investissement qui implique un coût ou sacrifice, tel que le renoncement à la grandeur dans les autres cités. Les personnes en concurrence vont être classées selon l'ampleur du sacrifice consenti. Elles partagent un bien commun et le « régime de la dispute en justice » implique que l'on argumente ses prétentions en référence au bien commun, spécifique à chaque cité.

La logique des cités rejoint d'autres conceptions plus familières de la justice, de la proportionnalité, de la rétribution et de la contribution. Le modèle se fonde sur l'idée d'une pluralité des conceptions du juste que Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991) traduisent en six cités : (1) inspirée, (2) domestique, (3) de l'opinion, (4) du civique, (5) du marchand et (6) industrielle. Une cité

(7) écologique est proposée par Claudette Lafaye et Laurent Thévenot en 1993 dans *Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature*. Ils proposent l'intégration de la nature dans des ordres de justifications existants et définissent une « cité verte » (Lafaye & Thévenot, 1993) qui complète le propos. Ces cités s'opposent, mais les acteurs peuvent migrer d'une cité à l'autre en évoluant dans leurs logiques argumentaires en fonction des circonstances.

Les justifications se construisent autour de situations concrètes dans lesquelles des objets de nature diverse peuvent être impliqués. Lorsque la cité est étayée par des objets qui la représentent, Boltanski et Thévenot (1991) parlent alors de « mondes communs ». Le monde des objets est indispensable pour arrimer les arguments de la justification publique agencée en cités : « la référence à des choses qualifiées entraîne donc une extension du cadre de cohérence par lesquels les cités se déploient dans des mondes communs » (*op. cit.*).

Pour notre analyse géographique d'un territoire touristique, il ne semble pas pertinent de reprendre tous les principes sous-jacents à cette approche, mais d'en retenir les éléments essentiels. Nous retiendrons ceux qui caractérisent les mondes ou les cités de manière générale : les principes supérieurs communs, l'état de grand, la dignité des personnes, le répertoire des sujets (acteurs), des objets et dispositifs, la formule d'investissement, les relations naturelles entre les êtres et les figures « harmonieuses de l'ordre naturel ». En effet, ceux-ci pourront servir à préciser les formes de développement touristique que nous mettrons en évidence par la suite (tableau 11).

Les éléments de justification proposés par Boltanski et Thévenot (1991) peuvent expliciter des logiques d'actions générales des acteurs du tourisme sur un espace de nature. C'est en ce sens que, Corneloup, Bouhaouala, Vachée et Soulé (2001) ont proposé l'idée que le rapport d'acteurs aux espaces de nature pourrait être de l'ordre de « cités touristiques ». D'autres auteurs analysent le développement d'un territoire autour de cette théorie des mondes. Ainsi, Simonneaux, en 1999, construit sa thèse, *Acteurs, enjeux et régulation dans la dynamique du tourisme en espace rural*, en postulant que « la demande touristique est la conséquence de conditions économiques et sociologiques ». Pour comprendre la complexité du phénomène touristique en espace rural, il propose une approche systémique en mobilisant les notions d'état de grandeur, de représentations sociales, d'identité et de valeur symbolique. Par le biais de la notion d'économie des conventions, il cherche à « comprendre comment des individus reconnaissent et justifient la valeur [la grandeur] accordée à un objet » (*op. cit.*). Ainsi, l'économie des conventions permet de relier « des concepts relevant de plusieurs disciplines : le marché au monde marchand, la valeur symbolique au monde de l'opinion, le don au monde domestique, le sacré au monde de l'inspiration » (Simonneaux, 1999).

Tableau 11. Les justifications et principes supérieurs communs des cités proposées par Bolstanski, Thévenot et Lafaye en 1991 & 1993

Dans un	Monde civique	Monde domestique	Monde marchand	Monde industriel	Monde Vert	Monde de l'inspiration	Monde de l'opinion
Une cité où les êtres :	accèdent collectivement à la grandeur	s'épanouissent dans le cercle familial	agissent et sont mus par le désir de posséder	Se basent sur les sciences et techniques	protègent et sont en harmonie avec la nature	accueillent les changements au gré de l'inspiration	accordent une importance aux modes
Principe supérieur commun	le collectif et la volonté générale	L'engendrement, au fil des générations	représentées par la concurrence	basée sur l'efficacité et la performance	la protection et respect de la nature	l'inspiration et les émotions	la réalité de l'opinion des autres
État de grand	la règle et la représentation	la supériorité hiérarchique	la convergence des désirs	le performant et fiable	ce qui est écologique	l'état spontané, un état intérieur	la célébrité de la visibilité
Dignité des personnes,	lié aux droits civiques et à la participation	lié à l'aisance de l'habitude	comprend l'intérêt, le désir, l'égoïsme	a pour origine leur travail et leur énergie	un environnement sain et harmonieux	possibilité de créer	désir d'être reconnu
Répertoire des sujets (acteurs)	Les collectifs et les représentants (partis, bureaux)	Les relations entre êtres semblables	les concurrents, vendeurs et clients	professionnels, scientifiques, experts	Leaders et institutions écologistes	les créateurs, souvent méprisés	les vedettes et leurs supporters
Répertoire des objets et des dispositifs	les formes légales : lois, décrets	les règles de savoir-vivre et bonnes manières	la richesse, les objets de luxe	moyens, outils, méthodes, plans	règles de protection et contrôle	ils relèvent de l'esprit et du corps	une image qui véhicule un message
Formule d'investissement	c'est le renoncement au particulier	les grands ont des devoirs à l'égard des proches	l'opportunisme, la liberté	le progrès dans une vision dynamique	renoncer à consommer, être conscient	s'évader de l'habitude, remettre en question	Le renoncement au secret (le prix à payer)
Relations naturelles entre les êtres	Le rassemblement par la parole	une bonne éducation, la tradition	des relations d'intérêts (acheter, vendre, négocier)	un fonctionnement régulier des êtres et des machines	le principe de précaution et l'harmonie	une alchimie des imprévus, créer et laisser créer	l'influence, de la persuasion pour attirer
Figures harmonieuses	une démocratie (l'État)	les convenances, les principes	le marché	le système	un lieu de vie harmonieux	l'imaginaire, la création	l'image auprès d'une audience

(Bourlon, 2018 ; sources Bolstanski & Thévenot, 1991; Lafaye & Thévenot 1993)

Pour Jean Simonneaux, la sacralisation de la nature par les visiteurs et la valorisation du patrimoine assoient le développement touristique en milieu rural. Pour leur part, Pascal Mao, Jean Corneloup et Philippe Bourdeau (2003) proposent l'idée que les dynamiques territoriales autour des pratiques des sports de nature peuvent aussi être lues par le biais des justifications proposées par Boltanski et Thévenot et par des représentations de la nature.

1.2.3. Représentations sociales dans les pratiques de la nature

Pour Moscovici, les représentations sociales doivent être comprises comme étant un construit résultant d'un processus sociocognitif individuel et collectif (Moscovici, 1984 ; 1977 ; 1989). Cet ensemble de perspectives théoriques, à la croisée de la sociologie et de la psychologie, est d'abord descriptif, mais « on observe qu'elles s'ouvrent progressivement à des préoccupations explicatives et même stratégiques au regard de l'intervention éducative et de l'action sociale » (Garnier & Sauvé, 1999). C'est ainsi que Claudette Lafaye et Laurent Thévenot (1993) constatent que « les choses de la nature, la cause de la nature, sont de plus en plus souvent invoquées dans les relations entre humains » et que leurs représentations doivent être prises en compte. Peu après, dans son article *Les cités du littoral*, Bernard Kalaora (1995) analyse le livre d'or du Conservatoire de l'Espace du Littoral et des Rivages Lacustres et montre la diversité des représentations des natures du littoral. Les natures y sont exprimées autour de deux pôles : « l'un négatif où le littoral apparaît comme souillé et détruit par la même présence de l'homme et de ses activités, l'autre positif où il incarne la pureté originelle, l'harmonie perdue, l'authenticité et où il est source de tous nos émois patrimoniaux ». Les valeurs évoquées par les acteurs coïncident avec celles des justifications et de l'économie des grandeurs (Boltanski & Thévenot, 1991) selon des « cités » de natures, industrielles, domestiques, marchandes, écologiques, inspirées et de renom. Les acteurs mettent en jeu différents principes de légitimité pour défendre ces natures. Des « représentations dites sociales, c'est-à-dire collectivement forgées et partagées, sont celles qui reflètent le système des valeurs communes aux membres d'un même groupe [qui] gravitent autour des critères d'harmonie et de beauté des paysages, d'équilibre et de mesure des éléments, du climat en particulier, de complémentarité des régions et des hommes [et] du caractère naturel des frontières » (Di Méo, 2008).

Dans un confin touristique de nature, une lecture spécifique des logiques d'action des acteurs selon leurs représentations de la nature est nécessaire. En effet, « les représentations territoriales ou paysagères d'un groupe donné s'enracinent dans les réalités matérielles de son espace, de ses lieux de vie, tout autant que dans son idéologie » celles « de stratégies très personnelles, mais aussi celles de raisons, de causes fournies par le caractère très

contraignant des conditions d'existence de chacun » (Di Méo, 2008). Cette lecture par les représentations sociales de la nature proposée par Moscovici (1989) a été mobilisée par Vachée (2000) dans la justification des principes régissant les formes de développement touristique (tableau suivant). Elle met en évidence des types de pratiques sportives de pleine nature basées sur trois représentations sociales : (1) écologiste, où l'acteur recherche un état idéal qui aurait précédé l'homme et où la nature est sauvage et mythique et, ayant une valeur intrinsèque, il faut agir pour sa protection et veiller aux équilibres naturels en adaptant sa conduite aux exigences naturelles ; (2) anthropocentrique, si l'acteur considère que l'homme est au centre de l'univers et qu'il doit aménager la nature pour prospérer, car elle est là pour son bien, elle est sociale et doit être modelée ; (3) progressiste, lorsque l'acteur exprime le souhait d'une nature maîtrisée et rationnelle, où l'homme doit dominer les éléments externes et transformer le milieu afin de grandir, la nature étant son matériau. Ces trois rapports au monde, écologiste (la nature possède une valeur intrinsèque), anthropocentriste (où la nature existe par l'homme) et progressiste (la nature existe pour) structurent les dynamiques humaines sur un espace de nature.

Tableau 12. Les représentations sociales de la nature selon Vachée en 2000

Modèle	Types de représentation de la nature
Écologiste Nature sauvage Nature mythique	Recherche d'un Eden perdu. La nature est un mode de vie. La nature possède une valeur intrinsèque. Protection et mise en réserve des espaces de la nature. L'homme se détruit en détruisant la nature. L'homme nuit aux équilibres naturels. L'homme doit adapter ses activités aux exigences de l'ordre naturel.
Anthropocentriste Nature sociale Nature modèle	L'homme est au centre de l'univers. Il faut aménager la nature selon les besoins de l'homme. La nature existe par l'homme. La nature n'a pas de valeur propre.
Progressiste Nature maîtrisée Nature rationnelle	Domination de l'homme sur la nature. Nécessité de dégradation de la nature par le progrès. Gestion rationnelle des espaces naturels. Maîtrise et transformation des éléments naturels par l'homme. La nature est un outil, un matériau. L'homme se construit en transformant la nature.

(Vachée, 2000)

On retrouve cette idée avec l'auteure australienne Bentrupperbäumer, qui dans *Human dimension of wildlife interactions* (Bentrupperbaumer, 2005) met en avant quatre facteurs déterminants dans la relation êtres humains et faune sauvage : une volonté de dominer (*Doministic view*), une vision utilitariste de la nature pour le tourisme (*Utilitarian view*), une approche éthique du bien-être animal (*Moralistic view*) et une approche en faveur de la conservation (*Protectionistic view*). Elle précise que les trois premières approches sont clairement anthropocentristes, la deuxième progressiste et seule la dernière, où l'homme reconnaît à la faune une valeur *per se*, serait écologiste.

Philippe Descola, au travers d'un regard anthropologique et analytique de l'apparente dualité nature / culture, propose de revoir les limites et la forme du monde tel que nous les concevons habituellement. Parce que « bien des sociétés dites "primitives" n'ont jamais songé que les frontières de l'humanité s'arrêtaient aux portes de l'espèce humaine » (Descola, 2006 dans, Lézy & Chouquer, 2006), l'idée d'une « pensée sauvage » serait incohérente. Descola propose de « ranger » le monde selon des classes de disposition de l'être envers une nature qui serait « naturaliste », une pensée moderne qui postule une identité entre l'homme et la nature au niveau de la « physicalité », mais avec des différences « d'intériorité » : « Nous sommes composés des mêmes atomes, nous obéissons aux mêmes lois de la physique ou de la nature, mais [avec] une altérité de l'"intériorité" » (Descola, 2006). Les uns ont une âme et les autres non. Cette position « naturaliste » est qualifiée de « scientifique » par Dardel (1990) en 1952. Les trois autres dispositions sont pour Descola (2006) : (1) « animiste », qui affirme une identité d'intériorité « mais tout à fait différente et indifférente à cette différence sur le plan de la physicalité » ; (2) « totémiste », qui reconnaît aux existants de la planète une similitude tant au niveau de l'intériorité que de l'extériorité et (3) « analogique », qui conçoit une altérité complète des physicalités comme des intériorités. Cette relation analogique serait caractéristique des communautés médiévales ou pré-urbaines modernes. Descola affirme une supériorité évolutive de la pensée naturaliste au regard des autres, notamment par rapport à une position analogiste du fait de sa capacité à respecter le multiculturalisme (Lézy & Chouquer, 2006). Ceci n'enlève en rien un éventuel mérite des peuples animistes ou totémistes, des sages « primitives », à mieux être en équilibre avec le monde non humain.

Descola comme Latour invitent à observer les non-humains comme des acteurs au même titre que les humains, en adoptant un regard de symétrie. Descola (2006) propose de parler de « collectifs » au lieu de sociétés, pour décrire les écosystèmes humains et non humains. Latour propose, quant à lui, un constructivisme social qui inclut les non humains, un « collectif » ou « assemblé d'êtres capables de parler » (Latour, 2004, dans Obin, 2006) dans

un « territoire comme un assemblage en perpétuel mouvement » (Obin, 2006). Cette précision montre l'importance critique d'analyser les logiques d'acteurs selon leurs représentations sociales afin de préciser les contours des formes de développement touristique.

De nombreuses nuances et hybridations sont possibles dans les positionnements des acteurs ; cependant, en synthèse, la nature est soit « dominée » et « aménagée » ou « idolâtré et mystifiée » (Mao, 2003). Les acteurs vont modeler l'espace par des pratiques empruntées de ces représentations. Pour des entrepreneurs « verts », la nature devra être aménagée, domptée pour satisfaire les attentes des touristes. Pour l'État, la nature devra être patrimonialisée, aménagée pour le profit des citoyens, car elle est le bien et l'héritage des générations futures. Pour un écologiste, elle devra être protégée, voire soustraite à l'action néfaste des êtres humains, ou encore être mise à disposition dans des cadres stricts pour en assurer sa qualité. Au sein des écologistes, des pôles existent : d'une part ceux prônant la nécessité de revoir intégralement nos rapports aux « non-humains », les tenants d'une *Deep Ecology* et d'autre part ceux, au vu de la dégradation sociale et environnementale de la planète, qui pensent qu'il est encore temps de corriger nos actions en agissant de manière plus respectueuse avec la nature. Les premiers, à l'instar des communautés ancestrales, prônent son respect, en tant qu'amie et support de vie (Descola, 1986), l'homme n'étant autre que naturel. Les deuxièmes, qualifiés parfois de tenants d'une « écologie superficielle », ont un regard plus anthropocentrique. Dans le cadre d'un développement local, il s'agira de protéger la nature comme lieu de vie afin d'assurer son bien-être. Pour les paysans, la terre assure la subsistance, il faut la respecter, mais la modeler à ses besoins. Pour l'homme industriel, elle sera l'opportunité de créer des technologies pour montrer sa grandeur, pouvoir en retirer les richesses, contrôler sa « sauvagerie » ou la restaurer en cas d'usage excessif, le « rewilding » (Hall, 2014).

1.3. Logiques d'action des acteurs des espaces touristiques de nature

« Le concept de logique d'action permet de casser la prégnance des logiques technologiques, économiques ou gestionnaires omniprésentes dans les organisations » (Bernoux, 1996).

Mais « la compréhension des logiques d'action des acteurs ne peut se réduire aux modèles de la microéconomie standard. Weber (1972) a montré que l'on ne pouvait se satisfaire d'une approche en termes de rationalité en utilité pour comprendre l'action sociale » (Corneloup & al., 2001). L'action d'un individu est complexe et variable dans le temps et dans l'espace, cependant une typologie est utile, car elle permet de décrire un système d'actions. Jean Corneloup, Malek Bouhaouala, Cécile Vachée et Bastien Soulé (2001)

proposent trois processus et six principes d'action sur un territoire de sport nature : « écologique (principes de la vision de la nature et de la relation au lieu) ; économique (principes des éthiques sportives et de la pluralité des rationalités) [et] politique (principes des conventions et de la prise de décision) ». Pour eux, ces processus participent à l'identité et à l'organisation des sites touristiques, faisant émerger des formes de développement et des positionnements spécifiques du territoire. Pascal Mao (2003) propose cinq logiques principales dans la stratégie des acteurs, « visant à réaliser son projet pour un territoire sportif ». Elles sont les suivantes : politique, économique, écologique, sportive et technocratique - législative.

Dans une perspective globalisante et simplificatrice, les trois pôles d'équilibre, habituellement invoqués dans le Rapport *Bruntland* en 1987, nécessaires au développement durable et au « tourisme durable », du Sommet Mondial de l'Écotourisme en 2001 (Eagles, McCool, & Haynes, 2002), sont le besoin de protéger l'environnement (pôle écologique), de bénéficier l'économie locale (pôle économique) et d'apporter au bien-être des communautés du territoire (pôle culturel et politique). De nombreux auteurs ont montré l'ambiguïté du concept de développement durable tant dans sa mise en œuvre que de sa dépendance au milieu naturel. Certains (Budowski, 1976 ; Blamey, 2001 ; Honey, 1999 ; Ceballos Lascurain, 1987, dans Tardif, 2003) relèvent les défis de l'écotourisme et montrent que les impacts environnementaux, socioculturels et économiques du tourisme sont significatifs.

Si l'on rapproche ces trois pôles du développement touristique « durable » avec les trois représentations sociales proposées par Vachée (2001), écologique (d'immersion et de protection de la nature), anthropocentriste (sociale et politique, centrée sur l'homme) et progressiste (socio-économique, centrée sur l'usage productif de la nature), on peut placer schématiquement les acteurs d'un confin touristique de nature selon trois logiques d'action générales : une logique socio-politique, une logique socio-économique et une logique socio-écologique. Dans un contexte de mise en tourisme d'un espace de nature, nous choisissons de développer les trois logiques d'action générales proposées en correspondance avec les sept typologies de logiques d'acteur définies dans le chapitre précédent : 1/ Logique socio-politique : 1.1. Politique, législative et administrative, 1.2. Industrielle et technologique ; 2/ Logique socio-économique : 2.1. Économique et marchande, 2.2. Proximale et traditionaliste et 3/ Logique socio-écologique : 3.1. de développement local, alternative et créative, 3.2. écologique et 3.3. récréative et ludique.

Chaque logique peut être décrite selon quatre regards, ceux (1) du développement durable, écologique, socio-économique et socio-politique, (2) des périmètres d'actions de Raffestin (1977), le Pouvoir/Savoir/Vouloir et l'Exister/Voir/Dominer), (3) des représentations sociales progressiste,

anthropocentriste et écologiste de la nature (Vachée, 2000) et (4) des justifications sociales et citées proposées par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991) et Claudette Lafaye et Laurent Thévenot (1993).

1.3.1. Logique socio-politique

Logique d'acteurs politiques, législatifs et administratifs

La logique politique et législative fait référence aux cadres donnés à l'action collective des acteurs politiques et administratifs, qui peut se traduire par un développement fonctionnel (paradigme productiviste ou progressiste) ou territorial (paradigme existentiel et anthropocentrique) et qui opposerait la « gestion de capital » à « la gestion de patrimoine » (Barel, 1980 dans Mao, 2003). Au sein de cette logique, la primauté est donnée à l'économie de marché qui dicte les critères de la gestion des ressources naturelles, à l'intérêt collectif et aux problématiques socio-culturelles, au détriment du principe de précaution propre à une approche écologique.

Un paradigme existentiel se présentant comme une vision alternative au libéralisme des années 1970 apparaît dès les années 1990, notamment depuis la Conférence de Río en 1992. Une critique du mode de développement industriel s'installe pour « lui substituer un monde écologique [...] condition d'une harmonie retrouvée entre l'homme et la nature par ses attaches particulières à une communauté locale » (Lafaye & Thévenot, 1993). Cependant, les réalités socio-économiques et les crises économiques mondiales successives ont limité les ambitions politiques en ce sens. La signature des accords, à la Conférence de Paris COP21 en décembre 2015, a relancé le débat sur fond de crise climatique mondiale. Néanmoins, la logique politique reste avant tout anthropocentrique et progressiste, préoccupée de développement économique et d'équité sociale. Elle est en étroite relation avec les logiques technocratiques, législatives et scientifiques, car les normes nécessaires à l'exercice du pouvoir reposent, dans les sociétés occidentales et contemporaines, sur la base d'études et d'analyses rationnelles. Dans le domaine du tourisme, les normes sont établies afin de gérer les enjeux, les retombées économiques et les risques ou les conséquences des pratiques récréatives.

Logique industrielle et technologique

La logique industrielle et technologique est celle d'une approche analytique, basée sur la volonté de trouver des solutions aux enjeux et défis à relever, ressentis ou posés par des acteurs publics et privés. Il s'agit d'une logique de l'ordre du « vouloir » basée sur un « savoir » et l'approche au regard des usages de la nature est clairement progressiste. L'étude scientifique des risques, l'établissement de normes (technocratiques) et la recherche de

solutions technologiques adaptées accompagnent le développement touristique à grande échelle des centres, stations ou musées. Le cas des pratiques sportives en France (Mao, 2003), en particulier du fait de législations issues de judiciarisation de cas conflictuels, notamment au vu des impacts environnementaux, est structurant. La résolution des conflits par les pouvoirs politiques s'établit grâce aux scientifiques et techniciens dont le principe supérieur commun est basé sur l'efficacité et la performance dans l'organisation. Dans cette cité « industrielle » au sens de Boltanski et Thévenot (1991), ce qui est grand est performant, fiable et opérationnel. Dans des lieux à fort développement touristique, la gestion est rationnelle et cadrée. Ainsi, les sociétés d'exploitation des remontées mécaniques ou des transports en téléphérique fonctionnent sur une logique en flux tendu : les skieurs enchainent les pistes et les guides multiplient les sorties vers le Mont Blanc. La nature est une ressource externe instrumentalisée et adaptée aux attentes des donneurs d'ordres, souvent de manière conflictuelle avec les organismes de protection des espaces naturels.

Cependant, dans les marges ou confins touristiques où les pratiques à grandes échelles ne sont pas encore généralement établies, les projets industriels sont moindres, mais existent et sont basés sur les critères de rendement et cadres génériques, bien que les normes établies au niveau national peuvent être localement non appliquées et contournées. Dans l'économie locale, la reconnaissance de l'importance de lieux récréatifs en développement est souvent faiblement prise en compte dans la gestion territoriale. C'est lorsqu'apparaissent les conflits d'usage autour de pratiques nouvelles à plus grande échelle, que l'analyse technique et scientifique est remobilisée. Avec des flux touristiques faibles, le nombre d'accidents ou de situations de risques est limité et les pouvoirs politiques choisissent de ne pas légiférer ou dicter des normes complémentaires. La nature est alors un espace d'application de technologies innovantes pour assurer l'efficacité de l'activité et éventuellement, si les normes l'exigent, sa protection. Une vision rationaliste de la nature marquée par un souci d'optimisation et d'efficacité domine : « Les systèmes de représentations basculent vers la métaphore d'une nature atelier où l'espace de pratique se transforme en lieu professionnel » et « la maîtrise des techniques et de la gestuelle renvoie à la maîtrise des éléments » (Corneloup & al., 2001).

1.3.2. Logique socio-économique

Logiques économiques et marchandes

Les lieux de nature sont ancrés dans des logiques économiques et de marché depuis peu, avec l'affirmation de pratiques touristiques organisées et commercialisables à grande échelle. Des sociétés de toute nature créent des

«logiques managériales et de marketing» (Bouhaouala, 1999). De nombreuses prestations de services sont aujourd'hui offertes aux touristes dans des sites de nature aux spécificités diverses telles que dans les parcs et réserves d'État ou privés. Les consommateurs étant chaque fois plus nombreux dans un secteur en pleine expansion mondiale, cette logique d'action est devenue prépondérante.

Ici les acteurs sont mus par le désir de posséder. Par le biais de la vente de services et de biens aux visiteurs, consommateurs, ils développent un pouvoir structurant l'espace. L'activité marchande se fonde sur l'offre de services et d'équipements sur des espaces dont l'accès est régulé par un prix. Il en résulte l'aménagement de l'espace de nature afin de lui donner une plus-value commerciale et justifier des prix de prestations proportionnellement plus élevés, par exemple les services de cure de santé ou de pratiques sportives en stations (balnéaire ou de montagne). La logique progressiste et anthropocentrique est tiraillée entre l'idée d'une nature domestiquée en tant qu'espace privé pour le développement d'une activité économique et celle du respect d'espaces publics à usage collectif dont il faut financer l'entretien.

Comme l'a démontré Malek Bouhaouala dans son travail sur les micro-mentalités et logiques d'action des dirigeants d'entreprise du tourisme sportif, une spécificité des PME du tourisme est leur hyperspécialisation (thématique ou spatiale) et leur « fonctionnement [qui] peut être mis en relation avec [leur] vision du monde, [leurs] objectifs sociaux et le rapport du dirigeant au territoire » (Bouhaouala, 1999). Il existe d'autres entrepreneurs et prestataires pouvant être qualifiés d'agents de marketing, dont les choix du lieu d'installation des infrastructures pour le développement de produits ou bien les modes d'opération sont dictés par des règles marchandes, en réponse à la demande dans un système concurrentiel et une rationalité économique maximale. La création d'entreprises est parfois le résultat d'acteurs voulant vivre une passion sportive et récréative en étant fortement attachés au lieu qu'ils colonisent avec plus ou moins d'infrastructures permettant leur pratique de prédilection. Des associations spontanées, ou gestions en *cluster*, plus ou moins appuyées par les services d'État, peuvent fédérer des entrepreneurs autour de projets territoriaux et asseoir l'importance des logiques entrepreneuriales. L'aménagement des espaces de nature « entraîne la revendication par certains acteurs (municipalités, propriétaires, prestataires, etc.) d'intégrer la notion de péage aux espaces sportifs de nature » (Mao, 2003).

La seule volonté de maximiser les profits n'explique pas toute la diversité de logiques d'action. Selon Corneloup, Bouhaouala, Vachée & Soulé (2001) « la recherche d'indépendance (Collins et Randolph 1991), d'accomplissement de soi (Bouhaouala, 1999 ; Julien et Marchesnay, 1996), la possibilité de vivre de sa passion (Bouhaouala, 1996 ; Lahlou, 1991) et le rapport au territoire

(Marchesnay, 1998)» sont des raisons d’agir structurant les réalités entrepreneuriales. Des « éthiques professionnelles qui varient selon les visions du monde et les valeurs auxquelles les acteurs adhèrent » obligent à étudier les « micro-mentalités » qui permettent de cerner, chez les entrepreneurs, des rapports divergents au monde, à l’économie et à l’espace (Bouhaouala, 2007).

Logique proximale, rurale et traditionnelle

Les acteurs locaux, habitants de longue date et insérés dans les dynamiques socio-économiques locales et les activités culturelles traditionnelles sont à la fois des protagonistes et des usagers de l’espace et du patrimoine local. Leur logique d’action en tourisme découle de l’activité productive principale : l’agriculture, l’élevage, l’exploitation forestière ou halieutique. Il s’agit avant tout d’offrir des activités à la ferme : la vente de produits du terroir, une visite guidée, un repas et plus rarement une activité plus élaborée, telle qu’une randonnée équestre ou un événement culturel traditionnel, rencontres, jeux, danses ou musique.

Ancré dans des traditions, il peut y avoir confrontation d’usage et de représentation avec d’autres acteurs et les touristes (Szmulewicz, Gutiérrez, & Winkler, 2012 ; Simonneaux, 1999). La cohabitation entre l’habitant et le visiteur est possible dans la mesure où les bénéfices existent pour les deux parties, symboliques tels que la reconnaissance des richesses culturelles ou du mode de vie local (un accueil chaleureux), ou économique tels qu’une entrée d’argent et la sensation de payer pour une prestation satisfaisante. Les conflits peuvent aboutir au rejet mutuel, du fait d’un non-respect des us et coutumes ou du mode d’habiter existant sur le territoire ou d’une non-acceptation des pratiques traditionnelles par le visiteur. Les enfants issus de familles locales ou rurales, en position « transitionnelle » (Di Méo, 1986), peuvent migrer hors de cette logique et rejoindre des logiques alternatives ou ludiques et sportives sur leur territoire d’origine. C’est le cas dans des territoires à fort exode rural où les jeunes reviennent l’été retrouver leurs familles et leurs racines, mais en n’accompagnant plus vraiment le projet familial.

1.3.3. Logique socio-écologique

Logiques écologiques

Les hôtes « observent une demande de plus en plus forte de pratiques authentiques, proches de la nature et ouvertes vers des pratiques plus écologiques [et] sollicitent un changement de stratégie de développement » (Corneloup, Bourdeau, & Mao, 2004). En réponse à une inquiétude sociétale

grandissante, une logique touristique écologique s'installe où prédomine la recherche d'une harmonie avec la nature. Deux postures prévalent en décrivant des approches différentes bien qu'elles soient, dans une perspective sociale, compatibles sur de nombreux points. Ainsi, les défenseurs d'une *Deep Ecology*, organisés en associations, fondations ou par certains philanthropes, vont mettre l'accent sur le besoin d'éduquer, de faire prendre conscience d'un besoin de changement de paradigme : la société doit changer son rapport à la nature et ses modèles économique et social. Ils sont des médiateurs d'une connaissance écologique et cherchent à avoir une incidence philosophique, mais sans nécessairement produire des richesses ou consommer des ressources touristiques. Ils montrent la valeur des espaces naturels non intervenus et invitent à questionner les dynamiques locales. Ils se positionnent souvent en contre-pouvoir à la pensée dominante. En revanche, les tenants d'une *Shallow Ecology* (écologie « naturaliste » ou anthropocentrique) peuvent facilement se confondre avec les acteurs dits du « développement local ». Préoccupés par le maintien d'un espace de vie de qualité et pour les générations futures, ils ne questionnent pas la place de l'homme sur la planète, mais cherchent à avoir une incidence sur les politiques publiques afin de minimiser les impacts du tourisme sur leur territoire. Ils ont un certain pouvoir politique, car ils participent à une économie locale, revendiquent le besoin de solutions aux défis environnementaux et accompagnent le développement du territoire en s'investissant dans des initiatives *eco-friendly* compatibles avec la protection de l'environnement social et naturel.

On constate, au sein de cette logique écologique et des périmètres d'action proposés par Raffestin, que les acteurs oscillent entre deux pôles d'équilibre difficiles à concilier : le savoir et le vouloir exister. Le besoin de savoir et de comprendre avant d'agir prédomine. Les justifications sont celles d'une « cité verte » (Lafaye & Thévenot, 1993) où le principe supérieur commun est celui d'une protection de l'environnement et d'une vie en harmonie avec la nature. Les acteurs écologiques du tourisme recherchent la « nature naturelle » (Kalaora, 2001) et souhaitent limiter leur impact sur ce patrimoine qu'ils estiment être un bien commun vital de l'humanité. La maîtrise des impacts, la diminution de l'empreinte carbone et de la consommation locale pour le maintien de la biodiversité et une limitation du réchauffement climatique sont une priorité, quitte à restreindre les activités touristiques en proposant un *slow tourism*, pour réinventer les dynamiques des territoires (Bourdeau, 2003 ; Delaplace & Gravari-Barbas, 2016).

Logiques du développement local alternatif et récréatif

La logique de développement local alternatif est par essence néo-rurale, car menée par des acteurs revenant à une vie rurale après une période urbaine. Elle est alternative, car elle résulte d'acteurs investis dans des projets

récréatifs et culturels qui cherchent à s'ancrer dans le territoire en aménageant leur espace de vie de manière raisonnée, soucieuse des enjeux culturels et environnementaux. Leur investissement est anthropocentrique et écologique, mais, à divers degrés, ils sont soucieux d'obtenir les ressources économiques qui rendent possible leur mode de vie. Impliqués dans la vie locale, ils participent à une gouvernance locale à travers des organisations culturelles, de voisinage ou communales, en essayant d'influencer les pouvoirs politiques. Ils sont les premiers à manifester des inquiétudes ou une opposition aux projets entrepreneuriaux non respectueux de la culture au sens large et de l'environnement. Cependant, leurs engagements sont inégaux et ils se contredisent, pouvant être solidaires ou concurrents avec d'autres acteurs du lieu, selon les priorités du moment. Ils marquent clairement l'espace en participant à la production culturelle, récréative et artistique, notamment au travers de la production d'artisanat, de l'organisation d'activités communautaires et de l'aménagement touristique. Regroupés en associations, l'incidence de leurs actions est supérieure, car ils bénéficient alors d'une autre légitimité auprès des administrations et pouvoirs politiques.

Ils cherchent à s'assurer d'une qualité de vie élevée, d'un certain confort matériel et financier, mais qui restent secondaires au regard de leurs convictions locales, sociales ou environnementales. Ils s'investissent dans des structures ou entreprises de type familial ou d'avant-garde. Il s'agit d'offres touristiques « douces », intégrées, écologiques, solidaires, responsables, innovantes ou créatives (Bouhaouala, 2007). Leur client est « perçu comme un partenaire à satisfaire en vue d'atteindre les objectifs socio-économiques » (Corneloup & al., 2001) ou la réalisation de projets territoriaux, économiques, sociaux ou environnementaux qui ont été établis. Ils sont aussi très actifs dans l'agriculture biologique ou traditionnelle et dans les métiers spécifiques à leur territoire. Au sens de Boltanski et Thévenot, ils font partie d'un « monde de l'inspiration », car ils s'adaptent et « accueillent les changements d'état au gré de leur inspiration » (Boltanski & Thévenot, 1991) et de leurs émotions. Ils ne cherchent pas à dominer, mais leur mode de vie est une imposition sur les formes traditionnelles, ils veulent savoir pour pouvoir bien-vivre.

Logiques touristiques, récréatives, culturelles, ludiques et sportives

Les logiques d'action touristiques, récréatives, ludiques et sportives sont habituellement peu considérées comme ayant une incidence sur le développement territorial. Les acteurs récréatifs sont des visiteurs individuels, groupés ou organisés en institutions culturelles et de voyage, consommateurs de paysage et d'expériences de nature. Ils correspondent aux logiques du « tour-iste » aristocratique du siècle passé, à la recherche d'expériences enrichissantes et initiatiques, autant que des « nouveaux désirs de campagne et passions résidentielles » (Urbain, 2002). Selon les périmètres d'actions

proposés par Raffestin, ils se rattachent au pôle du « vouloir-exister ». Ils voyagent en quête d'altérité vers des destinations à la mode et, en ce sens, leur logique est de l'ordre de l'opinion selon les principes de justifications de Boltanski et Thévenot (1991). Les logiques sont aussi diverses que l'origine et les motivations culturelles ou sportives, réelles ou virtuelles qui sous-tendent leur voyage (Dewailly, 2006) : nomades, sportifs à la recherche d'immersions extrêmes (Mao, 2003), néo-aventuriers, routards mystiques en manque de vie « authentique », trappeurs ou adeptes d'expériences en autarcie ou en communauté. Sur une destination de nature, le principe moteur est de découvrir des paysages plus ou moins non impactés par l'action des êtres et des services leur permettant cette immersion recherchée, active ou passive.

On retrouve ici les individus adeptes de modes de vie et de pratiques transgressives, « primitives » ou « sauvages » (Pasche & Bertrand, 2013). Dans le cadre des activités de sports de nature, Pascal Mao (2003) les qualifie de libertins ou libertaires par leurs actions transgressives, car pratiquées sur des espaces habituellement consacrés à l'agriculture, à l'élevage ou la sauvegarde de la nature dans les parcs nationaux. Jean Corneloup, Malek Bouhaouala, Cécile Vachée & Bastien Soulé (2001) choisissent de classer ces acteurs dans une logique écologique, car ils sont à la recherche de nature vierge et sont sensibles aux thématiques écologiques. Ils sont néanmoins des consommateurs d'espaces et d'expériences, des visiteurs récréatifs ou ludiques en mal de « vraie » nature qu'ils ne protègent pas forcément par leurs pratiques. Certains peuvent migrer du statut de touriste à celui d'acteur du développement local, dès lors qu'ils initient des projets où « le profit et la rentabilité ne sont pas des enjeux majeurs » (*op. cit.*). Ils peuvent aussi rejoindre la logique écologique si leur projet est plus « vert », s'ils sont à la recherche d'un nouveau rapport à la nature, initiatique ou éducatif par exemple.

1.4. Formes de développement touristique des confins de nature

La notion de développement renvoie à celle de projet et « à la validation d'objectifs préétablis par le groupe social en charge de gérer et d'aménager son territoire [...] au regard de valeurs [indicateurs de développement] considérées comme universelles ou relatives [...] d'un territoire par rapport à d'autres territoires » (Ginet, 2012). Le territoire de référence se situe en général dans une logique soit comparative soit concurrentielle : on mesure alors son attractivité (Hatem, 2004). On mesure l'attractivité d'une destination touristique par sa « diversité d'équipements, d'acteurs, d'actions, d'événements qui provoquent des déplacements [...] [par ses] qualités naturelles et spectaculaires » (Gagnon S., 2007) ou par les imaginaires qui en font un haut-lieu ou non (Debarbieux, 1995a). Le niveau de développement

est aussi parfois défini par la capacité d'accueil ou d'hospitalité des acteurs du territoire (De Grandpré, LeBlanc, & Royer, 2017 ; De Grandpré, 2007).

On perçoit ainsi, « la complexité territoriale [qui] n'est ni une calamité ni un bienfait [mais] une expression spatiale des mutations sociales » (Giraut, 2008) qu'il est fondamental de cerner dans un contexte d'aménagement et de développement. Ainsi, « face à la mobilité du capital et des hommes, l'enjeu territorial existe et il n'est pas à sommes nulles. Il y a des gagnants et des perdants [et] les modèles spatiaux qui circulent sont tout sauf neutres, dans la mesure où ils peuvent accroître la capacité ou l'incapacité régulatrice territoriale » (*op. cit.*).

Les types de développement peuvent orienter le positionnement touristique du territoire en influençant l'attractivité du territoire. Cette problématique est particulièrement cruciale sur des territoires nouvellement récepteurs d'acteurs occidentaux en mal d'altérité. Tel que l'a démontré George Cazes dans *Tourisme et Tiers monde un Bilan Controversé* (1992), les défis sont nombreux, car un positionnement peut avoir de graves conséquences et exacerber les inégalités sociales. L'analyse du problème de développement touristique d'un territoire est en général positionnée selon trois approches génériques : économique, locale ou durable.

Le développement économique régional s'intéresse à la localisation des activités productives, à leurs interactions spatiales, au rapport entre zones de production et centres de consommation et à la croissance. En ce sens, « le développement désigne des processus tendant à la fois à la diffusion harmonieuse des effets de la croissance dans la société entière et à l'acquisition d'une autonomie de croissance. Il implique des transformations qualitatives et des modifications des structures sociales et économiques » (Georges, 1970), que Marx (1867) avait mises en évidence comme donnant lieu aux conflits des sociétés modernes : l'homme « se sert des propriétés mécaniques, physiques, chimiques de certaines choses pour les faire agir comme des forces sur d'autres choses, conformément à son but » (Schneuwly, 1999). Plus simplement, le développement peut être compris comme un « plus de » : « une augmentation des possibilités, un ajout de capacités nouvelles sans idée sous-jacente de réorganisation » (Koffka, 1921, dans Schneuwly, 1999). Cette approche cherche à comprendre et accompagner les mutations dans l'aménagement productif du territoire. Dans l'approche dite du développement local ou « durable » du territoire, les perspectives politiques de gouvernance locale, d'échelle d'intervention et de viabilité sociale et environnementale sont fondamentales. Ce regard s'inscrit dans un changement de paradigme, du productivisme à la patrimonialisation, du local face au global. Une problématique est abordée dans les analyses concernant la touristification des économies des pays en développement : le tourisme est vu comme une opportunité que l'on doit réguler afin d'assurer des retombées

positives « durables » sur les territoires d'accueil. C'est ainsi qu'émergent les stratégies globales telles que celles de l'Organisation Mondiale du Tourisme et du projet *Global Sustainable Tourism Criteria*, des Parcs Naturels Européens et de la chartre pour un tourisme durable, des réseaux de tourisme durable et solidaire (Lamic, 2008) ou de l'organisation privée étasunienne, *The International Ecotourism Society*, qui s'enquit de fédérer les entreprises et professionnels cherchant à améliorer les retombées sociales, économiques et environnementales de leurs activités. En effet, « chaque fois que l'organisme ou l'un de ses organes devient plus grand, plus lourd, structuré plus finement, plus performant, [...] il le fait selon un développement comme croissance ou maturation et [un] développement comme apprentissage [et] réaction d'un individu face à un environnement déterminé » (Vygotski, 1934, dans Schneuwly, 1999). Un développement idéal serait endogénique, individuel, unidirectionnel et prédéterminé, linéaire ou cyclique, c'est-à-dire « conçu comme un modèle biologique [...] du germe à la plante ».

L'approche par les formes de développement propose en revanche un regard différent, par le biais de logiques d'actions et des projets de territoire d'acteurs endogènes et exogènes. Le développement n'est plus une confrontation économique ou idéologique, une évolution socio-économique inéluctable ou l'imposition d'un modèle d'organisation social, mais avant tout « la transformation d'un système d'action » (Crozier & Friedberg, 1977). La mise en tourisme d'un territoire résulterait d'un processus historique et collectif que l'on peut mettre en perspective avec l'outil des formations socio-spatiales (Di Méo, 1991, 1998). Des acteurs interagissent en vue d'une transformation d'un système en voie d'organisation ou de réorganisation. Une forme serait structurante lorsqu'elle se généralise à l'intérieur du système et fait évoluer son organisation sociale. Au début du développement les actions sont simples, mais leur complexification donne lieu à des formes culturelles très élaborées. « La construction sociale des fonctions psychiques, consiste dans le fait que le développement ne peut plus être conçu comme endogénique, mais comme rapport entre interne et externe » (Schneuwly, 1999) et comme un « processus incessant d'automouvement » (Vygotski, 1934 dans Schneuwly, 1999). « Les potentialités humaines ne se réalisent pas automatiquement, de l'intérieur, suivant le modèle embryonnaire, et que favoriseraient ou empêcheraient les conditions concrètes externes [...], mais sont le résultat de mouvements de dépassement de contradictions, qui comprennent d'une part un pôle personnel [...], les conditions sociales de vie, le pôle situationnel [...] à un moment donné » (Schneuwly, 1999).

1.4.1. Analyse des approches des dynamiques territoriales par les justifications

L'idée des formes de développement touristique proposée en 2001 (Corneloup, Bouhaouala, Vachée & Soulé, 2001) permet d'approfondir la problématique de l'existence d'une diversité de transformations territoriales par le tourisme. Ils affirment que « les logiques d'action développées par les acteurs en fonction des principes et processus d'action présentés engagent le territoire dans une forme de développement » (Simmel, 1981 ; Maffesoli, 1996 dans Corneloup & al., 2001). Il s'agit de la forme au sens sociologique et épistémologique de Simmel (1981) de « trajectoires [...] incertaines et dépendantes des contextes d'enculturation » (Corneloup, 2004) ou de l'action fragmentée au sens d'Harvey (1992) avec un rapport au temps, à l'espace et aux causalités, transitoires, fortuites et arbitraires. Ces formes exprimeraient une réalité d'un monde fragmenté et soumis à une insécurité économique menant les individus vers la recherche de valeurs stables : une exigence d'autorité et d'institutions de base, la famille, la religion, l'État (Simmel, 1978, dans Harvey, 1992). La notion de forme de développement a pour fondement théorique celles des « cités » et des « mondes » proposés par Boltanski & Thévenot (1993) et celles des représentations sociales de la nature (Vachée, 2001). Elle permet à Corneloup & al. (2001) de proposer une typologie de formes des espaces sportifs de nature. Ils précisent que celle-ci « repose sur une approche formiste (Maffesoli, 1996) mi-spéculative, mi-empirique, qui puise ses fondements dans l'observation de terrain, dans l'étude de micro-champs sportifs (escalade, stations de sports d'hiver, marché des prestations du plein air, etc.). » (Corneloup, 2000) « Que ce soit au niveau du rapport à la nature, du choix des pratiques (ludiques, compétitives, contemplatives...), de l'engagement corporel accepté, de la relation avec les populations locales, de l'intérêt porté au patrimoine, des divergences sont observables entre acteurs territoriaux. Elles vont participer à marquer de leur empreinte la dynamique locale » (Corneloup & al., 2001). Ces formes « renvoient à des orientations culturelles différentes en fonction du façonnage des pratiques qui produisent des effets géographiques particuliers sur les lieux concernés » et « à partir desquelles s'organise la gestion d'une station sportive » (Corneloup, Bourdeau, & Mao, 2004).

La présence d'une forme (ou des formes) de développement sur un lieu donné fait « référence aux notions de gestion directe [élémentaire], indirecte, normalisée et mixte (effective) développées par H. Ollagnon [1984], G. Barouch [1989], L. Mermet [1985] dans des problématiques environnementales » (Mao, 2003). Une « mise en forme des lieux » peut s'explicitier en trois phases : la définition d'un problème, la recherche d'une solution et une modalité de gestion (op. cit.). Sur un territoire de nature, ce sont les représentations sociales de la nature et les opportunités pour des

pratiques sportives qui induisent sa transformation. L'émergence des formes de développement serait le résultat d'opportunités ou de brèches, dans le sens de faiblesses institutionnelles, de vides réglementaires, d'absence de marché établi et de logiques d'acteurs au regard de l'usage d'une ressource touristique. Des lieux d'opportunités surgissent de manière variable dans le temps et dans l'espace, en réponse à une demande. Des facteurs ou des actions le transforment au bénéfice de certains selon des motivations, des valeurs et des rapports différenciés à la nature.

Pour Kalaora (1995), dans la protection du littoral, « nous avons affaire à une véritable épreuve au sens littéral du terme où les personnes doivent conjointement leurs talents et compétences pour s'accorder sur la qualité de l'objet à examiner » qui requiert la mobilisation de fondements sociologiques. Dans le développement conservatoire du littoral, « différents principes de légitimité pour défendre ces natures » sont mis en avant et font appel à différentes natures, qui sont « selon une typologie empruntée à Boltanski (Boltanski & Thévenot, 1987) : la nature industrielle, la nature marchande, la nature inspirée, la nature de renom, la nature civique [et] la nature domestique » (Kalaora, 1995). L'organisation du territoire est régie par des systèmes de pensées et des valeurs. Aussi, pour comprendre comment s'organisent les échanges sur un espace rural, Simonneaux fait appel à « des concepts économiques, sociologiques et géographiques : état de grandeur, représentations sociales, identité, valeur symbolique, sacré, patrimoine, développement rural, paysage, territoire » (Simonneaux, 1999). Il montre comment les politiques de développement du monde rural se construisent de plus en plus autour de sa mise en tourisme. Une nécessité de rendre attractifs les lieux s'installe, pour mieux vendre des produits et mettre en valeur une région en patrimonialisant et protégeant ses paysages « naturels ».

Pour Jean Corneloup et al. ,« la généalogie de la création des stations de sports d'hiver en France renvoie directement à certaines formes de développement présentées : forme patrimoniale pour les stations de première génération, forme républicaine pour la deuxième génération de stations, forme entrepreneuriale pour la troisième génération et, enfin, forme locale pour la quatrième génération ». Huit formes de développement des lieux de pratiques sportives de nature sont proposées : (1) républicaine (urbaine), (2) technocratique et normative, (3) éducative (de la connaissance), (4) entrepreneuriale et/ou de marketing, (5) traditionaliste et conservatrice, (6) du développement local, (7) écologique et (8) libertine, nomade et ludique (Corneloup & al., 2001 ; Mao, 2003). Des principes régissent ces formes selon trois processus : « écologique (principes de la vision de la nature et de la relation au lieu) ; économique (principes des éthiques sportives et de la pluralité des rationalités); politique (principes des conventions et de la prise de décision). Ces processus participent à la déclinaison de l'identité et de l'organisation d'un site de pratique, faisant émerger une forme de

développement et un positionnement spécifiques de ce dernier » (Corneloup & al., 2001).

Pour les zones balnéaires, Bernard Kalaora (1995) propose une segmentation des lieux de nature en concordance avec la typologie de cités empruntée à Luc Boltanski et Laurent Thévenot : la nature industrielle, la nature marchande, la nature inspirée, la nature de renom, la nature civique, la nature domestique ou la nature préservée (en lien avec la « cité verte » proposée par Claudette Lafaye et Laurent Thévenot en 1993). En milieu rural, Jean Simonneaux (1999) propose de rattacher les logiques d'action du tourisme à des manières de développer un territoire. Celui-ci peut être orienté par le marché et se rattacher au « monde marchand » par sa valeur symbolique, au « monde de l'opinion » par l'importance des échanges entre personnes ayant des affinités, au « monde domestique » ou au « monde de l'inspiration » par son caractère sacré.

De manière plus explicite, Corneloup et autres (2001) évoquent des cités touristiques qui se rattachent aux cités de Boltanski et Thévenot. Cependant des variations dans les terminologies subsistent : ils évoquent une cité touristique « urbaine » se rattachant à une forme de développement « républicaine », alors que la forme de développement « technocratique et législative » donnerait lieu à une cité touristique « normative » et la forme « éducative et législative » à une cité touristique « de la connaissance ». Toutes trois seraient à rapprocher de la cité civique proposée par Boltanski et Thévenot. Il est un fait que l'éducation aux sports de nature a été un axe des politiques publiques en France, mais il existe par ailleurs des écoles de sports nature à finalité commerciales, qui devraient être classifiées dans une forme entrepreneuriale.

La cité industrielle de Boltanski et Thévenot est traduite par certains auteurs (Corneloup & al., 2001 ; Mao, 2003) comme une forme de développement touristique entrepreneuriale sur les lieux de sport nature, en référence aux stations touristiques qui font appel à la technologie et la rationalité scientifique. La cité marchande est reconnue dans une forme de développement de type marketing. La forme de développement locale serait rattachée à la « cité verte » et la forme écologique proposée en France serait rattachée à la cité dite de « l'inspiration », celle des acteurs des lieux sportifs de nature. Il nous semble pourtant qu'elle puisse s'inscrire plutôt dans une logique récréative et ludique. Pour ces auteurs, il s'agissait de caractériser des systèmes touristiques, mais le degré de précision dans l'application d'une typologie à un projet de développement dépend, en somme, des acteurs en présence et de leurs logiques d'action. Ainsi, si l'on se réfère à un groupe d'acteurs proposant des technologies pour des aménagements touristiques structurels voulus par une région, la justification sociale de ces acteurs est avant tout technologique et scientifique et non commerciale. Une entreprise

(ou un groupe d'acteurs) faisant appel à la technologie industrielle pour entreprendre son projet économique devrait être classifiée dans la logique économique et en lien avec la cité marchande. Une forme de développement écologique peut inclure des acteurs du monde des sports de nature militant pour la conservation. Cependant, la nature est perçue par les acteurs (Corneloup & al., 2001 ; Mao, 2003) comme une nature dont on veut profiter, consommer plus que préserver en limitant la présence de l'homme. Elle devrait être de ce fait associée à une cité de « l'inspiration » ou du « renom ». Rattacher une logique d'acteur animé par un projet touristique à l'une ou l'autre forme, dépend en définitive de l'intentionnalité « récréative et ludique » ou « de développement local ». Il existe effectivement une logique écologiste chez certaines organisations comme *Mountain Wilderness*. Dans ce cas de figure, les acteurs ont pour logique d'intervention la protection du milieu naturel et non l'intention première de favoriser l'activité récréative. Cette forme écologique devrait alors être associée à la cité « écologique » proposée par Lafaye et Thévenot (1993).

Cette approche par une revue de littérature montre que la notion de formes de développement touristique est très directement associée aux cités et justifications sociales proposées par Boltanski et Thévenot. On observe l'existence de variations au sein des formes décrites en France qui nous invite à étudier le lien entre celles-ci et les logiques d'actions des acteurs du territoire.

1.4.2. Acteurs, logiques d'action et formes de développement touristique

La logique d'action dans son sens large, qui dépasse les logiques technologiques, économiques ou de gestion (Bernoux, 1996), permet de décrire une réalité d'intentionnalité d'acteurs. Mais « c'est l'action des hommes et les institutions dont ils se doteront pour maintenir cette action qui orientent leur usage, car les acteurs, à l'intérieur d'une organisation, ne sont jamais passifs, ne sont pas seulement des objets de la domination [...] ils demeurent actifs et [...] sans leur implication [...] les changements ne peuvent tout simplement pas avoir lieu » (Bernoux, 2014). La forme que prend le résultat d'une action au sein d'une entreprise, une organisation ou un territoire est fonction de représentations (Moscovici, 1989), de logiques et d'appropriations individuelles (Bouhaouala, 2007) et collectives (Di Méo, 1985).

Une rapide lecture croisée des périmètres d'actions (Raffestin, 1977) et des logiques d'actions, avec celle des principes supérieurs sous-jacents aux justifications sociales proposés par Boltanski et Thévenot, montre qu'il existe

une relation assez marquée entre les notions (figure suivante). Les acteurs politiques, législatifs et les collectivités locales, associées à l'idée de « contrôler et dominer » au sens défini par Raffestin (1977), se rattachent à la « cité civique » dont les principes supérieurs sont : le collectif, la volonté générale et l'organisation des activités par la création de cadres réglementaires. Les acteurs proximaux, traditionalistes et du monde rural fondent leur action sur l'idée du « savoir voir », c'est-à-dire qu'ils agissent dans un cadre culturel traditionnel (de l'ordre de l'*habitus*) en vue d'un développement socio-économique familial et patrimonial rural. Ceci se rapproche des principes supérieurs qui régissent la « cité domestique ». Pour leur part, les entrepreneurs agissent dans un périmètre d'action défini comme « pouvoir exister », selon la logique économique « faire des affaires », qui se rattache aux principes qui régissent la cité marchande.

Les acteurs industriels et techniques agissent selon une logique progressiste (au sens de Vachée, 2001), technique et scientifique de l'ordre du « vouloir voir » (que l'on peut interpréter comme « construire pour montrer ») qui correspond à la « cité industrielle ». Les acteurs écologistes et de la conservation peuvent pour leur part être associés à l'idée de « savoir exister » (c'est-à-dire comprendre avant d'agir), selon une logique de protection de la nature caractéristique de la « cité verte ». Les acteurs participant à un développement local peuvent être rattachés à l'idée de « pouvoir voir » (avoir la capacité de reconnaître pour agir), dans le sens d'une construction sociale créative, basée sur des préoccupations environnementales et le besoin du maintien d'un espace de vie de qualité, des notions qui rejoignent les principes supérieurs de la « cité de l'inspiration ». Il nous semble enfin que les visiteurs, touristes, sportifs et voyageurs ou consommateurs de lieux et d'expériences (Urry, 1995) ont comme périmètre d'action le « vouloir exister » (c'est-à-dire « agir pour montrer que l'on est ») qui rejoint les principes supérieurs communs sous-jacents à la « cité de l'opinion ».

L'existence de typologies d'acteurs agissant selon des périmètres (Raffestin, 1977), des principes socio-économique, éco-social et socio-politique (Corneloup & al., 2001) et des logiques d'actions, s'associe aux principes supérieurs communs des cités de Boltanski et Thévenot (1991) et Thévenot et Lafaye (1993) et donne lieu à des formes de développement touristique identifiées par plusieurs auteurs (Corneloup & al., 2001 ; Simonneaux, 1999 ; Kaloara, 1995 ; Mao, 2003). Il est possible de superposer les « cités » aux périmètres d'actions et préciser ainsi les logiques d'actions territoriales. Ceci nous permet de synthétiser dans le tableau suivant l'existence théorique de groupes d'acteurs, leurs périmètres et logiques d'actions, leur rattachement à des justifications, à des représentations sociales et aux formes de développement touristique d'un espace de nature.

Tableau 13. Une synthèse des acteurs et leurs logiques d'actions dans le développement touristique

	Acteurs	Périmètres d'action	Principe d'action des projets	Représentation sociale de la nature	Justification sociale	Typologie de formes de développement
1	Acteurs politiques, législatifs et collectivités	Le pouvoir dominer / contrôler	Socio-politique et législatif	Anthropocentriste, progressiste et écologiste (conservation)	Civique, collectif, volonté générale, réglementaire	Étatique ou républicaine
2	Acteurs proximaux et traditionalistes	Savoir Voir	Socio-économique, proximal et traditionnel	Progressiste et anthropocentriste (patrimoine foncier, long terme)	Domestique, familiale, traditions, règles de savoir vivre	Domestique, locale et traditionnelle
3	Entrepreneurs	Pouvoir Exister	Socio-économique	Progressiste, productif et court terme, anthropocentriste	Marchande, posséder, intérêts, affaires, richesses	Marchande et entrepreneuriale
4	Acteurs industriels et techniques	Vouloir Voir	Socio-économique techo-industriel	Progressiste, à moyen et long terme	Industrielle, technique, scientifique, efficacité organisation	Industrielle et technologique
5	Acteurs écologistes et de la conservation	Savoir Exister	Éco-social, écologiste et de la conservation	Écologiste, protection, patrimonial, projet immédiat et long terme	L'harmonie avec la nature, le contrôle des impacts, savoir.	Écologique et de la conservation
6	Acteurs du développement local alternatif et récréatif	Pouvoir Voir	Socio-économique et éco-social	Anthropocentriste et écologiste, projet de vie, moyen terme.	L'inspiration, le spontané, la création de corps et d'esprit	Locale, inspirée alternative
7	Visiteurs et consommateurs	Vouloir Exister	Éco-social, récréative et ludique	Anthropocentriste, défis et projets de court terme.	L'opinion, la moda, la reconnaissance, l'image et l'altérité	De la mode du loisir, récréative ou sportive

(Bourlon, 2018)

De manière imagée, on peut résumer cette logique organisationnelle territoriale et touristique par trois exemples. Un paysan voyant un gain possible associé à la valorisation de son patrimoine familial, selon une logique socio-économique, une justification sociale familiale (« domestique », Boltanski & Thévenot, 1991) et une représentation de la nature progressiste, donne lieu à une forme de développement touristique de type rural, domestique et traditionaliste. Un entrepreneur voyant une occasion d'affaires associée à un site naturel d'exception, selon une logique socio-économique et avec une vision progressiste, investira dans l'aménagement touristique selon une forme de développement, entrepreneuriale et marchande. Un acteur du développement local alternatif animé d'un projet de vie « inspiré », selon une logique éco-sociale et une représentation de la nature anthropocentrique, induira une forme de développement « inspirée », locale ou « alternative ». Il en sera de même pour des acteurs du monde civique, des écologistes ou les touristes. Ils donneront lieu respectivement à des formes de développement « civique » (ou « républicaine », « étatique » et « législative »), « écologique » (ou « patrimoniale » et « de la conservation ») et « de l'opinion » (« des modes », ou « récréative » et « ludique »).

1.4.3. Les sept formes de développement touristique de nature

De manière synthétique, nous proposons de définir sept typologies de formes de développement touristique : étatique, traditionaliste, entrepreneuriale, industrielle et technologique, écologique, alternative et récréative, toute autre forme devant être une variante de celles-ci. Certaines logiques organisationnelles d'un espace touristique de nature placées sur le triangle des périmètres d'actions de Raffestin (1977, 1986), les justifications sociales (Boltanski & Thévenot, 1991 ; Lafaye & Thévenot, 1993) et les représentations sociales de la nature (Vachée, 2001) peuvent être associées à chacune des sept formes de développement.

Forme de développement touristique étatique et législative

Cette forme est placée sous la logique socio-politique du pouvoir et du contrôle. L'usage de la nature est plutôt anthropocentrique, au service de la ville, par des citoyens surtout citadins et périurbains. Elle s'inscrit dans la « cité civique » de Boltanski et Thévenot (1991). La nature est pensée comme l'antidote aux effets néfastes du travail fordiste et aménagée pour séduire « les codes de lecture des citadins » (Corneloup & al., 2001). Mais les acteurs politiques, législatifs et les collectivités locales cherchent aussi à valoriser, tout en le protégeant, un patrimoine public de nature qu'il agence, façonne et

modèle pour favoriser un développement socio-économique. Celui-ci est évalué et dirigé par des spécialistes, techniciens et scientifiques.

Les projets emblématiques sont des centres aérés, des parcs nationaux, des sentiers aménagés pour la randonnée pédestre et équestre, pour des circuits à vélo et pour des événements sportifs de compétition en nature. Les entrepreneurs sont les organisateurs d'activités sportives, culturelles ou éducatives en plein air. Les habitants des zones périphériques et les touristes en général sont les bénéficiaires de ce type de développement. Des préoccupations pédagogiques et éducatives peuvent orienter l'aménagement de l'espace naturel. Des infrastructures et des cadres législatifs accompagnent les projets sportifs, scolaires ou sociaux (réinsertion, développement personnel et citoyen). Ceci est particulièrement important dans les parcs proches des zones urbaines.

La gestion rationnelle de l'espace naturel est contradictoire, tiraillée entre vouloir sauvegarder les espaces et la biodiversité, en accord avec des engagements nationaux et internationaux, tout en voulant favoriser le développement économique. Ainsi, il faut assurer la qualité des lieux, les rendre conviviaux et garantir leur accès en toute sécurité. Cette volonté est accompagnée par une démarche technocratique extrême, avec des règles qui encadrent l'offre touristique commerciale, les responsabilités légales et la protection de l'environnement. Les normes communales, nationales ou internationales régulent les pratiques. Il s'agit d'une nécessité selon les technocrates, mais un frein et un autoritarisme pour de nombreux usagers.

Forme de développement touristique industrielle et technologique

Dans cette forme de développement touristique technologique et industrielle, les objets techniques et les méthodes scientifiques sont centraux et basés sur l'efficacité et la performance dans l'organisation opérationnelle. Depuis les années 1960, les stations basées sur une logique productiviste ont imposé un « pilotage par la norme » en référence à la « cité industrielle » (Boltanski & Thévenot, 1991). Les acteurs clefs sont ici les professionnels, scientifiques, experts, spécialistes et responsables d'organisations, dont le travail et l'énergie servent à concevoir des moyens, outils, méthodes et plans pour le progrès, l'évolution dynamique et le fonctionnement de systèmes productifs. Ingénieurs et techniciens cherchent à améliorer la performance des opérations d'entreprises publiques et privées du tourisme. La finalité est d'améliorer l'efficacité en vue d'atteindre l'objectif fixé, qu'il soit marchand ou non marchand. La nature est une contrainte dont il faut tenir compte dans l'élaboration des réponses technologiques, en respectant un cahier des charges et les principes sécuritaires ou les normes imposées par les pouvoirs publics ou les collectivités locales. L'organisation maximale s'impose, à l'image des

sociétés d'exploitation de remontées mécaniques en montagne, des croisières transocéaniques, des centres balnéaires, des parcs ludiques urbains type Disney, des musées technologiques, ou des parcs et sites de « nature » aménagée (de « *surf indoor* » ou autres « *canopys* », c'est à dire l'accrobranche). Les particularismes locaux, culturels et territoriaux importent peu. Le client est le donneur d'ordres, l'objectif étant de l'aider à structurer un mode opératoire adapté à son projet, de réaliser des études de faisabilité et d'évaluer les impacts. La nature est ainsi un espace d'application de technologies innovantes et de méthodes scientifiques pour en assurer la protection ou la conservation.

Forme de développement touristique entrepreneuriale

Les acteurs impliqués dans cette forme de développement sont des entrepreneurs du tourisme de nature, des sociétés anonymes ou à responsabilité individuelle et des organisations et associations parapubliques ayant un but lucratif. Ils sont mus par l'idée du « pouvoir exister » au travers de l'activité marchande et soumis en permanence à la concurrence des acteurs du même groupe, animés eux aussi du désir de posséder des ressources financières et des biens. Cette forme se rattache à la cité « marchande » proposée par Boltanski et Thévenot (1991). Le rapport à la nature est progressiste et anthropocentrique, il doit être adapté au besoin des clients, selon leurs désirs et dispositions à payer pour des biens et des services. La logique est exogène au territoire. De nombreuses entreprises s'installent sur les lieux de pratiques, mais elles ne cherchent pas à participer à des dynamiques du territoire autrement que par l'aménagement de l'espace en fonction des besoins de leurs clients. Certaines entreprises peuvent profiter des modes écologiques pour offrir une prestation « verte » ou sur mesure, « solidaire » ou culturellement intégrée, mais toujours dans l'idée d'une réponse à la demande identifiée en amont. Lorsque l'implication sociale ou écologique de l'acteur est forte, elle peut migrer vers d'autres formes de développement, écologique, locale et alternative. Le rattachement d'un acteur à la forme entrepreneuriale est le fait de discours affichés et d'actes concrets en matière de redistribution des gains financiers vers des actions sociales ou écologiques précises. En général dans ce cas de figure, l'entrepreneur crée souvent des structures à but non lucratif permettant d'atteindre ses objectifs philanthropiques.

La logique économique et éthique est celle de l'offre et de la demande, structurée autour de produits standardisés pour des clients (les touristes) « rentables », c'est-à-dire capables de payer les coûts des prestations majorés d'une marge significative. L'action se base sur les études de marché, le marketing et les logiques d'innovation compétitives. Le projet entrepreneurial est de l'ordre du défi et de l'innovation qui est un succès lorsqu'il est rentable.

Le chef d'entreprise dirige une organisation performante dont les modèles dans les espaces de nature sont les camps de safaris, les comptoirs, les « pourvoiries » au Canada, les *lodges* aux États-Unis et les autres sites d'accueil de pratiques commerciales fermées ; le *staged* ou *enclavic tourism* (Edensor, 2001). Les espaces de nature sont aménagés, organisés, embellis, rendus « design » et modernes avec peu de considération pour les contextes culturels, les enjeux environnementaux et la biodiversité. Les entrepreneurs gèrent des intérêts commerciaux et « un discours émerge qui modifie les représentations ainsi que les catégories de lecture des lieux de nature » (Corneloup & al., 2001). La nature devient un gigantesque parc d'attractions et les espaces naturels appartiennent à l'homme pour en faire son terrain de divertissement. Dans un espace de nature peu aménagé, l'offre des entreprises locales se structure autour des thématiques suivantes : le paysage (points de vue à découvrir), l'aventure (sports en pleine nature), l'observation de la nature, la navigation (croisière sur les fjords ou les lacs), la pêche sportive (à la mouche en rivière ou sur des lacs), le monde rural (activités à la ferme, randonnées équestres paysannes), la culture locale (histoire, archéologie, rencontres) et les activités de villégiature (hébergements en bungalows, cabanes, gîtes, lodges en bord de lacs, fjords, rivières ou montagne). L'offre prédominante est celle des prestations de services de transport, de restauration et d'hébergement afin de permettre les mobilités et les séjours vers les sites de nature de pratiques.

Forme de développement touristique traditionaliste

Cette forme de développement touristique locale s'inscrit dans une « cité domestique » (Boltanski & Thévenot, 1991) et dans une approche anthropocentriste de la nature. Elle s'exprime au travers de l'action des habitants, acteurs locaux et proximaux, qui cherchent à profiter économiquement des dynamiques touristiques, dans le respect des traditions et des pratiques résultant d'une histoire familiale. « Les compétences sont le produit de l'histoire que l'on transmet de génération en génération » et on essaye de profiter de « la richesse du site sans avoir de stratégie de développement bien construite » (Corneloup & al., 2001). Ces acteurs ont un savoir local et voient des opportunités induisant des actions qui marquent le territoire. Leur action est fondamentalement endogène. Dans un contexte touristique développé, tel que dans le Vercors, ils deviennent prestataires en loisirs sportifs, membres d'associations culturelles, gestionnaires de maisons et sites patrimoniaux. Les familles locales participent à l'organisation touristique dans une logique entrepreneuriale ou micro-entrepreneuriale, conservatrice ou traditionaliste et en voulant minimiser les prises de risques (Bouhaouala, 2007). L'espace naturel est une ressource pour l'entreprise familiale, un patrimoine communautaire qu'il faut gérer pour que

les générations suivantes puissent en tirer parti. La propriété foncière n'a plus seulement une valeur agricole, mais touristique qu'il faut aussi apprendre à cultiver afin d'assurer la subsistance familiale. Les activités développées sous une direction souvent patriarcale, mais en réalité reposant presque toujours sur les capacités de gestion et d'accueil des femmes, sont orientées à la découverte de la vie rurale (agricole ou de pêche en milieu littoral) et du partage familial.

Dans un espace à forte naturalité non aménagé pour le tourisme, où la structure sociale et culturelle est traditionnelle, indigène ou autochtone (Blangy & Laurent, 2007) et rurale (Szmulewicz, Gutiérrez, & Winkler, 2012 ; Grenier A., 2009 ; Ruiz & al., 2008), c'est la vente de la production locale et les services d'hébergement ou d'alimentation qui prédominent. Parfois, avec une expérience accrue par la demande des visiteurs, touristes indépendants ou familles de zones urbaines proches, des activités telles que la visite guidée de la ferme, les randonnées équestres ou les circuits de chasse ou de navigation pour la pêche sont offerts. Cette forme de développement est structurante dans le sens où elle permet souvent l'ancrage de services touristiques entrepreneuriaux, ses acteurs connaissant le territoire, ses contraintes physiques, naturelles et climatiques et le contexte culturel et humain qui restreint les possibilités d'agir. Les sites tels que les fermes, maisons de pêcheurs ou refuges de berger sont des jalons d'une offre marchande qui s'installe de manière concomitante avec l'augmentation des formes de développement touristique traditionalistes.

Forme de développement touristique écologique

Les acteurs participants à la forme de développement écologique sont des particuliers ou des organisations privées participant à la protection et conservation de la nature. Un leader charismatique, chef de projet, acteur de la vie local, traditionaliste ou néo-rural et entrepreneur peut mener une action individuelle ou au sein de structures organisées. Le principe supérieur commun est celui de la conservation et sauvegarde de la nature et d'un patrimoine considéré comme « de l'Humanité ». Il faut le préserver pour sa valeur *per se* et pour les générations futures. Savoir et connaître les milieux, les dynamiques et enjeux naturels est essentiels afin de vivre en harmonie avec la nature. Il s'agit de construire des projets, avec l'aide de donateurs et mécènes (souvent ceux qui par ailleurs la détruisent dans des projets industriels), pour sauvegarder des espaces et une biodiversité identifiée comme menacée par des scientifiques et spécialistes. Cette forme de développement s'exprime spatialement autour de zones de protection et sites patrimoniaux qui deviennent des lieux attractifs pour les visiteurs à la recherche de nature préservée. « L'optique consiste à gommer le maximum d'artifices et de béton pour donner la priorité aux produits et pratiques naturels au mépris de la culture et des attentes urbaines » (Corneloup & al., 2001). La

gestion est à la fois ancrée dans le court terme, pour sauvegarder rapidement un écosystème menacé par exemple, mais aussi dans le long terme, pour restaurer des milieux dégradés par l'homme afin de maintenir la biodiversité pour les générations futures (Tompkins, 2012 ; Bushell & Eagles, 2007 ; Buckley, 2010).

Un projet devant être financé, diverses stratégies peuvent être mises en œuvre, comme la recherche de donateurs « philanthropes », les actions de volontariat permettant l'aménagement, la protection ou la restauration de l'espace à protéger et la mise en œuvre de droits d'entrée. L'objectif n'est pas marchand, mais des stratégies entrepreneuriales (Bouhaouala, 2007) peuvent être pensées pour atteindre l'objectif : conserver la nature dans son état « sauvage ». Le client n'est pas perçu comme un simple consommateur mais comme un partenaire auquel il faut transmettre le respect du lieu et une passion qui « vise à amener ce dernier à établir une relation fusionnelle à l'espace naturel » (Corneloup & al., 2001). L'expression spatiale de cette forme de développement se manifeste par des sites et des propriétés de dimensions variables qui peuvent être rattachés à un réseau de parcs privés ou valorisés individuellement par un propriétaire heureux de partager son œuvre écologique. Le territoire est un lieu de vie permettant un mieux-vivre, un bien-être ou une harmonie avec le monde et un espace de pratiques fusionnelles avec la nature. Certains projets peuvent acquérir une dimension étatique ou « civique », dans la mesure où le parc privé ou la zone de conservation (forêt, littoral, espace montagnard, etc.) redevient un espace public ou si une législation et des normes publiques sont établies pour sa protection et conservation, avec sa visite par des scientifiques, organisations ou touristes aux intérêts spécifiques.

Forme de développement touristique locale alternative

La forme de développement locale alternative est le fait d'acteurs locaux ou proximaux néo-ruraux participant à la vie sociale d'un lieu de nature, lointain ou périurbain. Leur périmètre d'action est celui du « pouvoir voir », c'est-à-dire qu'ils sont capables d'agir en ayant les connaissances pour transformer leur espace selon une logique économique teintée de préoccupations écologiques, culturelles et sociales. Le projet est celui d'une vie, un choix qui survient par opposition à celui de la ville et du travail routinier (Pearce, 1992). Il est le résultat d'une action créatrice en vue d'une vie plus harmonieuse et en accord avec le milieu environnant. Il est « inspiré » au sens proposé par Boltanski et Thévenot (1991) et son rapport à la nature est de type écologique et anthropocentriste.

Les acteurs sont endogènes dans le sens où ils s'impliquent dans la vie locale

bien que leurs liens avec leur ville ou milieu d'origine puissent être forts. Le principe économique qui sous-tend leurs projets touristiques est celui du « libre choix » c'est-à-dire de l'invitation à partager un mode et un art de vivre plus que la vente de « paquets touristiques ». L'innovation, le travail associatif et la fabrication de produits de qualité, sur mesure, sont essentiels, car permettent d'attirer des visiteurs engagés, passionnés et convaincus comme eux des besoins de réinventer le monde et la manière de faire du tourisme. Les projets sont ancrés dans une passion thématique, patrimoniale, technique ou intellectuelle en cohérence avec des dynamiques locales et qui doivent leur permettre de vivre heureux, en équilibre avec les autres et la nature. Ils complètent souvent les projets publics qui cherchent à redynamiser la vie en milieu rural, car ils cherchent à redonner de la valeur aux espaces traditionnels dans « un subtil équilibre entre les loisirs, une économie pastorale et une consommation écologique de la nature » (Corneloup & al., 2001). Les modes récréatifs préférés sont ceux de la découverte du patrimoine historique et culturel, de l'immersion dans un espace de nature humanisé et les pratiques aventurières ou symboliques et spirituelles (les voyages de développement personnel). Le projet peut être individuel ou collaboratif et se dérouler dans des lieux emblématiques tels que des villages, des sites culturels ou spots de nature ruraux, montagnards ou du littoral, mais il cherche toujours à être « durable » (Bricker, 2010), « responsable », « solidaire », éthique (Lamic, 2008) ou « écotouristique » (Tardif, 2003).

Forme de développement touristique récréative

La forme de développement touristique récréative et sportive a été décrite par Mao (2003) en tant que forme « libertine » pour les lieux de pratiques sportives. En général pour des lieux touristiques de nature, il convient d'élargir le concept à celui de « forme récréative » du fait de la diversité des acteurs, des modalités de voyage et des pratiques possibles. Le voyageur pratiquant de loisirs et de sports est un acteur qui, en agissant, transforme l'espace d'accueil. Le « vouloir exister » spécifie sa manière d'être et il cherche à démontrer qu'il est capable de surmonter des défis et des épreuves initiatives, le voyage ayant une signification sociale et personnelle forte. La logique d'action est sociale, récréative et parfois écologique (dans son discours du moins) lorsqu'une immersion dans la nature est recherchée tout en minimisant les impacts de la pratique. C'est la réalité de l'opinion des autres qui conditionne le succès du projet. Les acteurs de la forme récréative font partie de la cité « de l'opinion » (Boltanski & Thévenot, 1991). Ils sont anthropocentristes dans leur rapport à la nature. L'espace naturel est là pour qu'ils puissent se réaliser en tant qu'individus sensibles. Ce sont des acteurs exogènes, car ils ne restent pas sur le territoire de leurs pratiques. C'est ce qui fait dire à Mao (2003) que ce sont des nomades, certes, mais du loisir. Leur

logique économique est celle de la non-imposition, du libre arbitre et de la liberté de choix selon leurs besoins du moment. Ils ont des pratiques centrées sur l'expérience individuelle, hédoniste et ludique. Leur rationalité dans l'action est libre, floue, analogique ou transgressive afin de pouvoir assouvir leur soif d'altérité, d'immersion et de découverte de soi. Le principe spatio-temporel sous-jacent à cette forme de développement est celui de l'hypermobilité, des défis, du changement et de l'adaptation selon des besoins associés aux pratiques de découverte. En termes de gestion des projets touristiques, ceux-ci sont spontanés, autogérés ou en réseau selon des groupes ou des tribus et « clans » (Mao, 2003). Les lieux emblématiques où ces acteurs agissent sont : la route (Michel, 2009), le sentier, la rivière, l'espace de nature non géré ou régulé, le *spot wild*, etc. Leurs actions et projets attirent d'autres touristes et explorateurs, sportifs, branchés ou « californiens » (Mao, 2003) et créent des modes.

Ils ont un rapport ambivalent aux autres formes. Ils peuvent s'associer à toutes, dans la mesure où elles permettent la réalisation de leur projet. Mais les conflits surgissent dès qu'ils ne souhaitent pas respecter les législations en vigueur, payer des prestations marchandes, respecter les us et coutumes locaux, les contraintes environnementales ou les priorités des projets de développement locaux.

1.5. Les formes de développement touristique, un outil d'analyse des dynamiques territoriales

Au vu de la synthèse des approches socio-géographiques précédente il apparaît pertinent d'analyser les dynamiques territoriales d'un confin touristique de nature par le biais de sept formes de développement. Des logiques d'acteurs, des représentations et des justifications sociales sous-tendent chaque forme. Deux types de principes, de 1^{er} ordre et de 2^{ème} ordre, précisent les modalités d'intervention qui structurent l'espace et les modalités d'installation, en lien avec les justifications et valeurs idéologiques.

1.5.1 Logiques d'actions et modalités de développement des confins touristiques de nature

Dans la première partie de ce livre, nous avons montré les ontologies de la nature qui semblent précéder la structuration socio-spatiale des espaces à la limite de l'écoumène. C'est en ce sens que Augustin Berque (2010) nous invite à décrire un espace géographique selon trois composantes (techniques, symboliques et écologiques) qui caractérisent « l'être au monde ». Philippe Descola (2006) lui propose une ontologie qui décrit ce rapport au monde non

humain selon quatre catégories : « analogique », « naturaliste » ou « animiste » et « totémiste ». Ce rapport de l'individu au monde façonne les actions collectives.

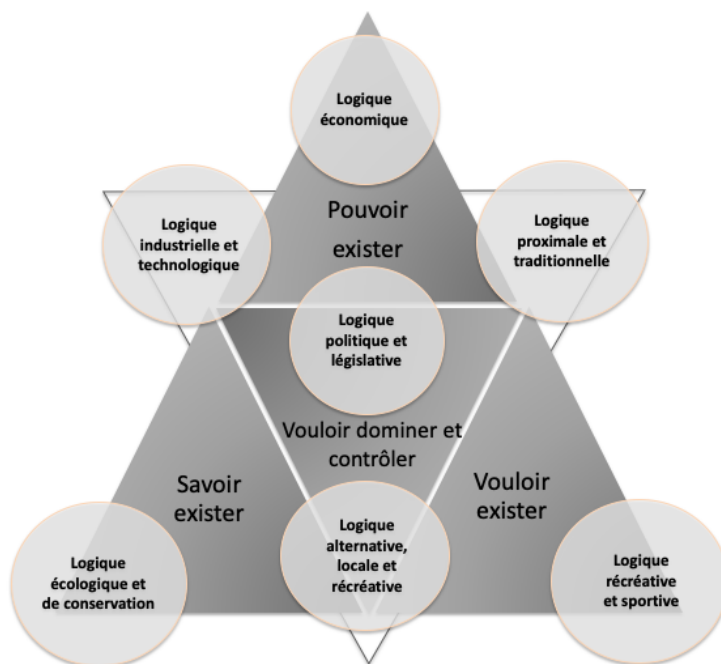
Les logiques d'actions se fondent sur un « être à la nature », mais ce sont les représentations sociales de la nature qui structurent les modalités d'interaction entre les formes de développement. Dans cette partie nous avons montré une approche possible par les représentations sociales (Moscovici, 1989) et par les pratiques sur un territoire. Celles-ci s'organisent selon des logiques économiques, socio-politiques ou éco-sociales, ou en d'autres termes, selon des modalités « progressistes », « anthropocentriques » ou « écologiques » (Vachée, 2000). Bien que des analogies existent entre une approche ontologique et les représentations sociales de la nature, nous avons choisi de privilégier une approche par les logiques d'actions (Corneloup & al., 2001 ; Mao, 2003) pour notre analyse spatiale des dynamiques d'un territoire.

Dans un contexte de forte naturalité, les logiques d'actions peuvent se résumer à trois sphères pouvant s'hybrider ou entre lesquelles les acteurs peuvent migrer : socio-politique, socio-économique et éco-sociale. Aucun acteur n'ayant une logique d'action purement écologique, progressiste ou anthropocentrique, des sous-ensembles d'acteurs peuvent exprimer des sensibilités divergentes ou encore évoluer dans leurs discours et représentations. Si l'on replace les logiques d'action sur le triangle de Raffestin selon les périmètres d'action (figure suivante), on trouve que la logique politique et législative est au centre, voulant contrôler et/ou dominer.

Les logiques économiques, industrielles technocratiques et proximales traditionalistes sont situées dans le pôle « pouvoir exister ». La différence entre les logiques industrielles et traditionalistes est dans l'ordre du savoir (ou concevoir) et du voir (percevoir et agir). En revanche, les logiques écologiques, récréatives et du développement local se situent sur un axe allant progressivement du pôle « savoir exister » (en harmonie avec le milieu naturel) au pôle « vouloir exister » (percevoir et consommer la nature). En élargissant ensuite le périmètre d'action des acteurs, on observe que certaines logiques partagent certaines des valeurs. Ainsi les logiques économiques, industrielles, traditionnelles et politiques se rapprochent dans la volonté de dominer et d'user les ressources naturelles de manière « progressiste » (Vachée, 2000). Il en est de même pour les logiques écologistes, récréatives et de développement local qui ont une approche écolo-anthropocentriste des usages de l'espace touristique de nature. Les logiques traditionnelles et locales partagent certains aspects politiques et législatifs. La logique récréative se retrouve plus proche des logiques traditionalistes, puisque leurs acteurs partagent le même désir de « voir » ou « vivre » l'espace naturel. Les logiques écologistes et industrielles se retrouvent associées autour de l'idée de mettre

en œuvre des actions de protection et de conservation des ressources naturelles.

Figure 12. Les périmètres et logiques d'actions des acteurs territorialisés



(Bourlon, 2018)

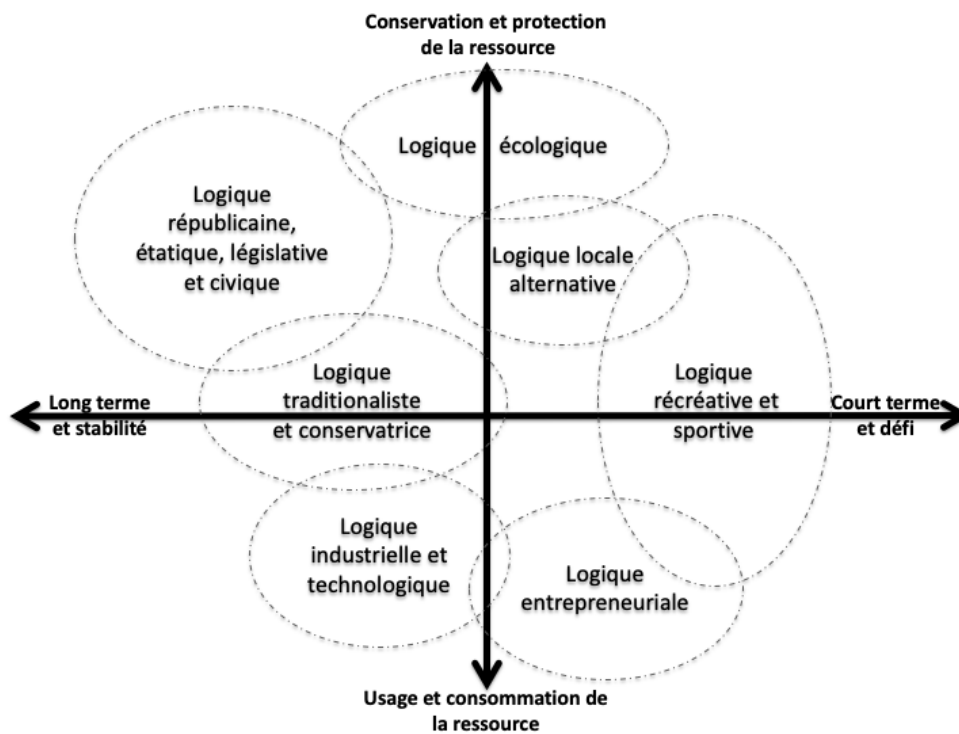
Des liens existent entre les logiques d'action et les représentations sociales de la nature et certaines s'hybrident : la logique politique, législative et technocratique peut se confondre avec celle « industrielle et technologique » autour de l'activation de méthodes de gestion normées ou « scientifiques » pour assurer le développement territorial. Ceci est compréhensible dans la mesure où la création d'infrastructures touristiques de grande ampleur (centres balnéaires ou hivernaux, centres d'interprétation ou musées) requiert de la mise en œuvre de systèmes de fonctionnement ou de régulation des impacts qui sont étroitement tributaires des pouvoirs politiques. Un centre de recherches peut être le bras scientifique d'un gouvernement régional ou un opérateur de projets de développement, au profit des entreprises et des acteurs locaux.

Il est aussi possible de replacer les logiques d'actions dans un confin de nature selon deux axes : celui de l'usage de la ressource et celui des projets mis en

œuvre (figure suivante). L'axe vertical a deux pôles extrêmes : celui de la consommation et celui de la conservation. La nature peut être une ressource (à exploiter), une nature « obstacle » (à gérer) ou une nature « spectacle » (à conserver et contempler). Sur l'axe horizontal, on retrouve les types de projets désirés par les acteurs entre défis immédiats, vouloir changer le monde, leur lieu de vie et leurs habitudes, et ceux possédant une volonté de stabilité par le maintien d'un patrimoine et des traditions. Cette dichotomie traduit des projets sur le long terme (lieu de vie, patrimoine et traditions à maintenir ou protection de l'espace) et sur le court terme avec des usages et activités hédonistes et des défis.

Les logiques écologiques et néo alternatives se situent dans un ensemble où l'acteur protège plus la ressource et où son projet touristique est de l'ordre du défi personnel et écologique. À l'inverse, les acteurs ayant une logique républicaine et étatique ont une approche du projet de l'ordre de la stabilité et de la protection d'un patrimoine.

Figure 13. Les logiques d'actions, pratiques et usages de la nature



(Bourlon, 2018)

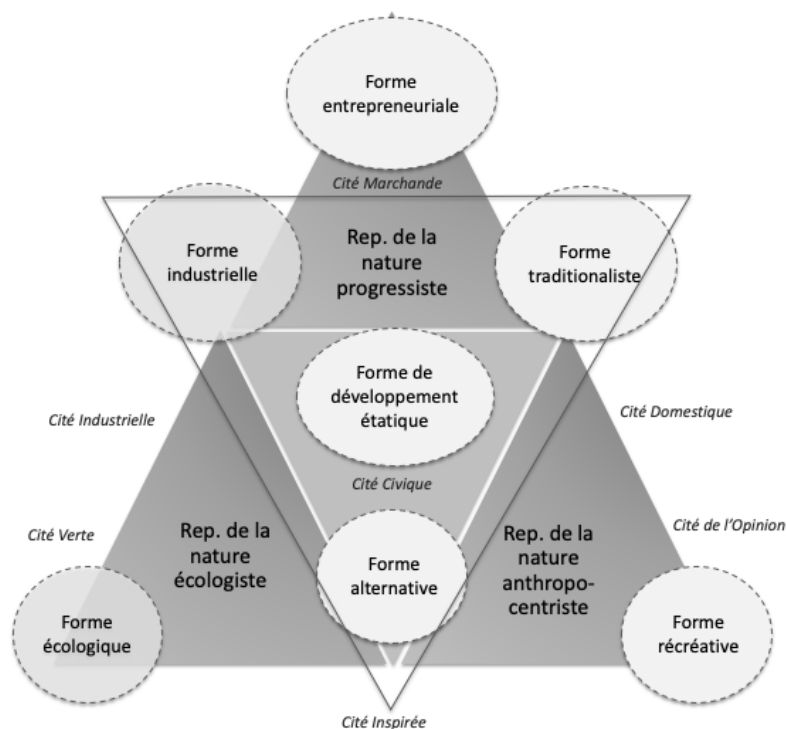
Pour leur part, les logiques traditionalistes et conservatrices cherchent à profiter des ressources naturelles en vue de projets touristiques pouvant apporter une stabilité à leur mode d'existence. Les acteurs de la logique industrielle, entrepreneuriale et récréative (les visiteurs) ont tous une vision plus ou moins progressiste et anthropocentrique de la nature, cherchant à profiter de la ressource pour leurs désirs individuels ou collectifs. Les visiteurs étant multiples et tiraillés entre la consommation et l'expérience de vie, avec une tendance accrue des voyages intelligents, écoresponsables ou solidaires, les projets sont dispersés sur l'axe vertical, mais toujours orientés au court terme. Au sein de ces trois dernières logiques, les voyages et les projets entrepreneuriaux sont de l'ordre du défi et faits en sorte que l'initiative marchande soit un succès ou que le périple récréatif, sportif et ludique soit «top». Les acteurs de la logique industrielle sont en revanche plus précautionneux, les investissements en infrastructure ou en recherche et développement, nécessitant d'être pensé sur le long terme.

1.5.2. Typologies des formes de développement des confins touristiques de nature

Le cadre précédent nous permet de situer les formes de développement touristique selon les périmètres, les logiques d'action et les représentations sociales de la nature. En gardant à l'esprit la possible hybridation ou rencontre entre les formes, il est possible d'obtenir une grille de lecture des dynamiques d'un territoire en fonction de l'importance de chaque forme de développement. Les formes entrepreneuriale (la « cité marchande »), industrielle (la « cité industrielle ») et traditionaliste (la « cité domestique ») ont une approche plutôt progressive des projets de territoire. Les formes récréative (la « cité de l'opinion ») ou alternative (la « cité inspirée ») possèdent un regard plus anthropocentrique alors que celui de la forme écologique (la « cité verte ») serait écologiste (figure suivante).

L'incidence socio-spatiale de chaque forme de développement touristique peut se synthétiser selon des principes de premier ou de second ordre (tableau suivant). Les éléments des principes de premier ordre sont ceux définis par les périmètres et les logiques d'action des acteurs du territoire. Les périmètres combinent les actions de l'ordre du pouvoir, du savoir, du voir et du dominer et les logiques s'hybrident entre approches socio-politiques, socio-économiques ou socio-écologiques.

Figure 14. Les justifications sociales, représentations de la nature et formes de développement touristique.



(Bourlon, 2018)

Le premier principe « supérieur commun » est celui des justifications sociales définies par Boltanski et Thévenot (1991) et Lafaye et Thévenot (1993) selon le schéma des « cités » (civique, domestique, industrielle, marchande, verte, inspirée et de l'opinion). Le deuxième principe est celui du rapport à la nature défini par les représentations dominantes définies par Vachée (2001) : écologique, progressiste et anthropocentrique. Ces deux principes peuvent expliquer le rapport au lieu spécifique à chaque forme qui, de plus, pourra s'exprimer en termes du rapport au lieu exogène, endogène ou transitionnel. Le système étant complexe, des formes pouvant s'exprimer avec des variantes locales ou être dominantes ou récessives sur un territoire, il s'agit avant tout d'avoir une lecture globale et de garder à l'esprit l'existence possible d'éléments sous-jacents pouvant expliquer des dynamiques ponctuelles.

Les principes de second ordre précisent des spécificités dans la mise en œuvre du projet touristique : la logique économique sous-jacente, les modalités de mise en œuvre, l'incidence et la matérialité spatiale. Cependant, du fait des hyper-mobilités observées dans les pratiques touristiques actuelles (de

nombreux acteurs pouvant migrer de statut au cours des processus), la complexité est grande et chaque facteur est plus ou moins structurant dans les dynamiques d'un territoire. Le principe de l'économie dominante ou de l'éthique marchande peut se décliner de diverses manières : collectif, de marketing, macro-économique, productif local, basé sur des subsides d'État ou sur l'offre et la demande, foncier agricole, patrimonial ou de conservation, public ou non marchand. Il peut être basé sur : le libre choix, la qualité, le « sur mesure », l'art de vivre, le choix spécifique et individualiste, hédoniste ou ludique, etc. En lien avec ces principes économiques, les formes concernent et attirent des publics différenciés, mais identifiables : les citoyens, les familles traditionnelles, les clients et touristes rentables, les politiciens, les entrepreneurs, les écotouristes, les donateurs et les partenaires engagés, passionnés et convaincus, les visiteurs écolos ou branchés, les autres touristes et les explorateurs récréatifs. En deuxième lieu, la caractérisation des modes de prises de décisions est clef. La gestion peut être centralisée et pyramidale basée sur le patriarcat, le chef d'entreprise, le leader charismatique, l'organisation performante, commerciale ou industrielle, avec des donneurs d'ordres ou collaborative participative, spontanée, anarchique ou clanique. La rationalité de l'action doit intégrer les principes spatio-temporel sous-jacents, ceux-ci pouvant être de l'ordre de : la stabilité et du contrôle, de la stabilité et du conservatisme, du défi, de l'innovation rentable, de la conservation et de la patrimonialisation, de l'équilibre, de l'échange, de la mobilité ou encore de l'adaptation récréative et ludique.

Il en résulte différentes typologies de rationalité d'action dans la mise en œuvre des projets touristiques. Celle-ci peut se décliner en une approche politique et législative, stratégique et technique, culturelle, productive, patrimoniale, familiale, de l'ordre du savoir-faire, du métier, du marketing, de l'innovation, du projet patrimonial, du défi, de la passion, du local, du participatif ou heuristique, flou, analogique et transgressif. Le principe des styles de pratiques touristiques activées dans un espace de nature peut être enfin spécifié selon qu'elles soient mixtes, récréatives, éducatives, publiques, rationalisées, traditionnelles et familiales, autour de la chasse, la pêche et les événements culturels et traditionnels, standardisées en circuits et stations, musées, parcs ou sites de nature aménagés, ou enfin d'immersion dans la « nature sauvage », dans des espaces refuges pour des activités récréatives spontanées, ludiques, sportives et de découverte. Chaque forme donne place à la création de lieux emblématiques qui représentent le résultat possible de la dynamique associée. Ainsi peuvent être créés des parcs et espaces protégés publics, des espaces ruraux traditionnels contrôlés ou domestiqués, des comptoirs ou sites d'accueil pour des pratiques commerciales, des sites protégés privés ou *spots* de conservation, des villages à la mode en milieu rural, montagnard ou périurbain, des routes mythiques et des espaces naturels non gérés ou régulés comme le *spot wild*.

Tableau 14. Les typologies et principes des formes de développement des confins touristiques de nature

FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'UN CONFIN DE NATURE (partie 1)							
FORME	Étatique et législative	Locale traditionaliste	Entrepreneuriale	Technologique	Écologique	Locale alternative	Récréative
Acteurs de la forme	Politiques, législatifs, collectivités territoriales	Locaux et proximaux, traditionnels, ruraux	Économiques, entrepreneurs du tourisme	Professionnels de l'innovation de l'industrie technologique	Publics et privés de la nature et conservation	Organisations, locales, néo-rurales, usagers récréatifs	Visiteurs et voyageurs, pratiquants sports et loisirs
Principes de 1^{er} ordre : logiques d'actions et les justifications sociales							
Périmètre d'action	Contrôler	Savoir voir	Pouvoir exister	Vouloir voir	Savoir exister	Pouvoir voir	Vouloir exister
Logique d'action	Socio- politique, législative	Socio- économique proximale et traditionnelle	Socio- économique marchande	Socio- économique industrielle	Écologique	Socio- économique, écologique et social	Éco-social, récréatif
Principe supérieur commun	Prééminence du collectif ou la volonté générale	Engendrement par génération, respect des traditions et de la hiérarchie	Représenté par la concurrence, désir de posséder des biens	Industriel, techniques, scientifique, efficacité, organisation	Conservation, sauvegarde de la nature et du Patrimoine de l'Humanité	Projet de vie, jaillissement de l'inspiration, protection du milieu	Réalité de l'opinion des autres conditionne le succès
« Cités »	Civique	Domestique	Marchande	Industrielle	Écologique	Inspirée	De l'opinion
Représentation sociale de la nature	Anthropocentriste	Anthropocentriste et progressiste	Progressiste	Progressiste et anthropocentriste	Écologique	Écologique et anthropocentriste	Anthropocentriste
Le rapport au lieu	Exogène (nationaliste, centraliste)	Endogène et transitionnel	Exogène	Exogène	Exo-Endogène	Endogène	Exogènes & transitionnel

(Bourlon, 2018)

FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'UN CONFIN DE NATURE (partie 2)							
FORME	Étatique et législative	Locale traditionaliste	Entrepreneuriale	Technologique	Écologique	Locale alternative	Récréative
Principes de 2^{ème} ordre : principes, modalités et incidences dans le développement touristique							
L'économie dominante et éthique marchande	Collectif, développement socio-économique macro	Productif et foncier, autosuffisance alimentaire et subsides d'État	Marchand : offre et demande en produits standardisés	Le travail professionnel le temps passé, les technologies produites	Foncier et patrimonial, biens communs, non marchand	Libre choix, art de vivre, innovation, qualité, sur mesure	De la consommation, Libre choix, individuel, hédoniste, ludique
Modèle de gestion	Centralisé et pyramidale, collectif	Le patriarcat, la famille, la tribu	Chef d'entreprise, organisations	Par donneurs d'ordre, publics ou privés.	Le leader charismatique, chef de projet	Le projet individuel ou collaboratif local	Spontané, anarchique, sans gestion
Principe spatio-temporelle	La stabilité et le contrôle	La stabilité et conservatisme intergénérationnel	Projet, défis et l'innovation rentable	Projets innovants à moyen terme	la conservation patrimoniale à long terme	Équilibre, insertion et conservation	Mobilité, défi, adaptation ludique
Rationalité de l'action touristique	Politique, législative et stratégique	Culturelle, patrimoniale, familiale	Études de marché, marketing	Technologique, dynamique, planifiée	Foncière et patrimoniale	Passionnée, locale et participative, heuristique	Libre, flou, analogique, transgressif
Pratique touristique	Récréative et éducative en espace aménagé	Traditionnelle à la ferme, équestre, chasse pêche	Circuit standardisé, marketing et rentabilité	En station, musée, parc ou site naturel aménagé	D'immersion dans la nature et espace refuge	Immersion et pratique de nature, aventureuse	Pratique ludique, sportive et de découverte
Publics concernés	Les citoyens	Les familles, les groupes culturels	Les clients et touristes	Les collectivités, entrepreneurs et organisations	Les proches, les écotouristes convaincus	Les engagés, passionnés, socio-écologiques	Les autres branchés, sportifs, explorateurs
Lieux emblématiques et matérialités	Parcs et espaces protégés	Lieux domestiqués, ruraux, isolés	Comptoirs et sites d'accueil commerciaux	Centre de pratiques récréatives	Parcs Privés, réserves, sites emblématiques	Villages et sites à la mode, îles, campagnes	La route, l'espace de nature non géré ou régulé

(Bourlon, 2018)

Les principes généraux et secondaires seront précisés pour chacune des formes de développement sur un territoire afin de mettre en lumière des oppositions ou des associations de formes, parce qu'en concurrence ou partageant des valeurs communes.

Les sept formes de développement touristique renvoient à autant de modes d'organisation de l'espace d'un confin de nature. Elles peuvent être à dominance socio-politique, institutionnelle et civique (forme étatique), à dominance socio-économique et progressiste (les formes entrepreneuriale et industrielle et technologique), à dominance socio-économique locale anthropocentriste (forme locale traditionaliste), à dominance éco-sociale, anthropocentriste et écologiste (les formes écologique et locale alternative) ou à dominance sociologique et anthropocentriste (la forme récréative et sportive). L'empreinte des trois premières formes est exogène à l'espace local : l'État, les entreprises et les industriels perçoivent la nature comme un lieu touristique devant participer au développement économique et social, un espace géopolitique, un marché ou un lieu d'application de technologies « déterritorialisé et résilié » (Corneloup & al. 2001). Les autres formes sont à l'inverse endogènes, car la question du développement est une affaire locale, celles d'individus partis prenants dans l'incidence de leur action où même des considérations écologiques globales peuvent sous-tendre l'action. La forme de développement touristique du loisir est en revanche exogène, mais anthropocentriste, car le lieu des pratiques est indifférent territorialement parlant et est choisi si les conditions sont réunies pour les pratiques souhaitées.

Sur un territoire, la présence d'une, plusieurs ou toutes ces formes de développement crée les conditions pour des conflits d'usages du lieu de nature. Nous avons mis en avant des éthiques de développement productiviste, écologiste et anthropocentriste, c'est-à-dire organisées en accordant la priorité soit au progrès et à la domination de la nature, soit à l'humain ou à son rapport harmonieux avec la nature. Mais les logiques d'action ne se réduisant pas à un diptyque élémentaire et outre la différenciation des sites de pratique selon la forme de développement dominante, le système est également dynamique et la perspective temporelle doit être prise en compte (Corneloup & al., 2001 et Mao, 2003). Ainsi, une lecture chronologique renvoyant à des formes dominantes successives s'impose, car elles apparaissent ou deviennent récessives en fonction du jeu d'acteurs sur le territoire. À Chamonix (Corneloup & al., 2001) où la forme de gestion est « domestique » ou « traditionaliste », « le territoire des Chamoniards » a laissé place à un aménagement « républicain » (le Club Alpin Français) puis industriel privé (la société des téléphériques). Dans tous les cas, la variété des formes s'ancre dans une opposition entre le monde urbain et les périphéries rurales, le développement touristique reposant sur des valeurs et usages pluriels des espaces de nature. Cette approche de l'aménagement des espaces touristiques en milieu naturel, à la fois théorique et empirique, permet de mettre en

évidence la complexité du fonctionnement d'un site. Il peut être en correspondance avec une forme donnée ou du croisement conflictuel ou équilibré de plusieurs formes. Dans les cas de tensions, des médiateurs peuvent être identifiés afin d'harmoniser les relations entre les intérêts divergents. La prise en compte de cette complexité paraît nécessaire dans une optique d'adaptation des aides et d'élaboration de programmes de développement durable.

Alors que dans la région d'Aysén en Patagonie chilienne le développement touristique s'affirme de manière récente comme un axe important de développement économique, des tensions s'observent déjà. Dans ce confin de nature nous devrions retrouver partiellement ou entièrement les acteurs communs à un système touristique. Cependant il reste à démontrer l'existence et donc la pertinence de l'approche par les formes de développement proposées. Toutes les formes sont-elles présentes et s'expriment-elles de manière similaire ou bien à l'inverse, existe-t-il des spécificités, des hybridations et l'absence de certaines formes ?

II.2. Formes de développement touristique de la région d'Aysén

« Un champ des formes de développement est alors identifiable, au sens de Bourdieu (1987), au sein duquel des acteurs sont en lutte pour imposer ou valoriser leur vision du monde, du loisir et du plein air. » (Corneloup & al., 2001)

Dans cette partie, nous mettons en évidence la pertinence d'une lecture socio-spatiale globale sur « un espace de jeu, [compris comme] un champ de relations objectives entre les individus ou les institutions en compétition pour un enjeu identique » (Bourdieu, 1994 dans Mao, 2003). Sept formes de développement touristique existent, dont les modes principaux d'organisation ont été explicités dans le chapitre précédent. Cette segmentation doit nous permettre de décrire les dynamiques socio-spatiales de la région d'Aysén en Patagonie chilienne. Notre hypothèse est que dans un confin touristique de nature, les sept formes théoriques de développement touristique s'y expriment, éventuellement avec des spécificités. Il s'agit de montrer quels sont les acteurs du territoire qui participent de chacune d'entre elles ainsi que l'histoire de leur implantation sur le territoire et les logiques d'action qui les sous-tendent. Selon les justifications, les représentations sociales, les principes économiques dominants et l'éthique auxquels elles font référence, il est possible de préciser leur rapport au lieu et les types de projets touristiques qui sont entrepris au sein de celles-ci.

Grâce à des entretiens semi-directifs, auprès de 85 acteurs du développement touristique de la région d'Aysén (carte suivante), l'analyse qualitative des discours et actes exprimés ou reconnus au travers d'articles de presse relatant leurs projets touristiques, nous cherchons à mettre en évidence leurs participations aux formes de développement. Conscients des défis posés par l'analyse critique des discours et de la pensée sociale (Van Dijk, 2002), nous cherchons avant tout à identifier des représentations sociales (Moscovici, 1984) individuelles et leur participation aux dynamiques collectives (Moscovici, 1989) et aux matérialisations spatiales de la mise en tourisme du territoire. Les récits d'acteurs montrent une évolution spatio-temporelle et historique par périodes, spécifiques à la mise en tourisme de la région d'Aysén. Dans un confin de nature, le nombre réduit d'acteurs participant au système touristique et la spatialisation possible de leurs actions de développement permettent de montrer le poids relatif de chaque forme (émergente, dominante ou dominée) et ainsi de poser le cadre de dynamiques territoriales.

Pour chaque forme, nous abordons quatre ensembles d'éléments et principes participant à la mise en œuvre de projets touristiques dans un espace de nature. Sur la base de la structure d'analyse proposée (tableau 14) nous décrivons : (1) les **acteurs** de l'implantation locale de la forme, (2) les **logiques d'actions** et les justifications sociales, (3) les **modes de gestion** dans le développement des projets touristiques (4) la **rationalité sous-jacente** à l'action touristique et (5) son **incidence spatiale**. Nous cherchons à montrer comment elle prend forme dans un contexte historique et au regard des opportunités, des ressources naturelles d'intérêt touristiques ou en réaction à des menaces externes suivant des regards d'acteurs souvent divergents.

La participation à une forme de développement des acteurs enquêtés est rendue possible grâce à l'analyse de leurs discours, aux logiques d'actions et aux types de projets, étatiques, entrepreneuriaux, traditionnels, écologiques et récréatifs auxquels ils déclarent participer. La participation d'acteurs à une forme est spatialisée selon son lieu d'action de prédilection puis cartographiée de manière objective. L'organisation socio-spatiale de la forme est décrite en fonction des logiques d'actions et des typologies dominantes : socio-culturelle, socio-économique, écologique et sociale (éco-sociale). Les périmètres d'actions (Raffestin, 1977), les principes supérieurs communs avec un rattachement à une « cité » sur la base des catégorisations proposées par Boltanski & Thévenot (1991) et Lafaye & Thévenot (1991) et l'une des trois représentations sociales de la nature (écologique, progressiste ou anthropologique) sont précisés. Pour chaque forme, les modes de gestion dans le développement des projets touristiques, tributaires d'une économie dominante et d'un modèle de prise de décisions dans la mise en œuvre de projets de tourisme, sont détaillés. Nous montrons comment la rationalité dans l'action touristique, fonction d'une approche esthétique et d'un « être au monde », donne lieu à certaines pratiques touristiques. Celles-ci, effectivement activées ou seulement souhaitées, donnent lieu à la construction d'une offre à destination d'un public recherché, concerné ou influencé. La mise en tourisme induite par chaque forme se traduit finalement par des projets, des matérialités spatiales et des lieux emblématiques. Nous concluons cette démarche en cinq étapes, en décrivant les tendances contemporaines, les évolutions de la forme et son rapport au territoire et aux enjeux socio-politiques du moment.

Carte 8. Les acteurs enquêtés et leur participation aux formes de développement touristique, région d'Aysén en 2016



(Bourlon, 2018)

2.1. Forme de développement touristique étatique et législative

« La croissance économique ne peut se faire au détriment de l'environnement unique de cette région, nous devons nous développer et maintenir cet espace exceptionnel qui nous entoure. C'est là notre défi. » (Ricardo Lagos, président de la République du Chili, 2005, Cochrane, Aysén)

La forme républicaine théorisée en France (Corneloup & al., 2001 ; Mao, 2003) est pensée à partir d'un État républicain décentralisé et jacobin, défendant l'intérêt public et reposant sur un choix collectif basé sur des principes démocratiques. La vision est principalement anthropocentriste. La nature étant au service des urbains et des citadins comme antidote aux effets néfastes de la ville, elle devient le jardin de cette dernière. Jusque dans les années 2000, la « nature domestiquée [...] séduit les codes de lecture des citadins » (Corneloup & al., 2001). Il faut ainsi aménager, façonner et modeler l'espace pour satisfaire le citoyen citadin en créant des stations de ski et des parcs naturels pour les pratiques sportives. À cette logique est associée une approche technocratique qui pousse à l'extrême la gestion utilitaire de l'espace encadrant l'offre touristique avec des règles rigoureuses.

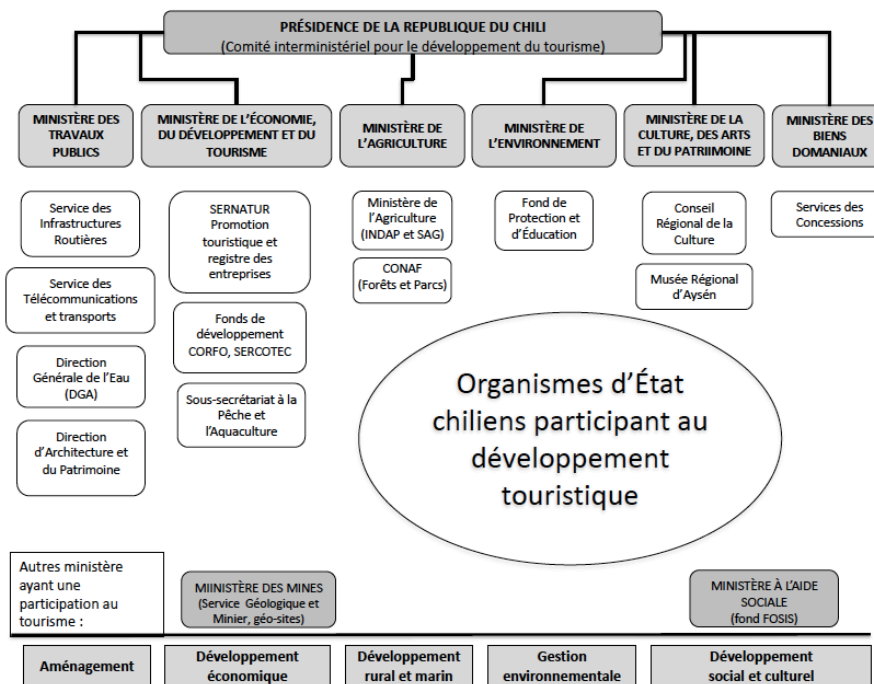
Cette forme, qualifiée en France de « républicaine » et « technocratique », existe aussi en Patagonie, mais, s'agissant d'un confin géographique isolé politiquement et éloigné des centres urbains (la ville importante la plus proche, Puerto Montt, avec ses 227 698 habitants, est à 1h de vol ou 24h de route), les « besoins » de l'État sont différents. Il ne faut pas créer des espaces de nature domestiqués pour les besoins des citadins, mais, pour des raisons géopolitiques, de réaffirmer des frontières incertaines du fait de la complexité naturelle du territoire, en organisant les usages, les circulations et son agencement grâce à des matérialités spécifiques.

2.1.1. Acteurs de la forme de développement étatique en Aysén

Douze acteurs de la forme de développement étatique ont été identifiés lors des enquêtes de terrains. Il s'agit d'employés et fonctionnaires du service d'État du Fond de Développement Productif CORFO (Corporación de Fomento, 1 acteur), du Service du Tourisme SERNATUR (Servicio Nacional de Turismo, 3 acteurs), du service des Parcs CONAF (Servicio Nacional de Turismo, 2 acteurs), du service de l'Aide à la Petite Agriculture INDAP (Instituto de Desarrollo Agropecuario, 1 acteur), du Centre de Recherches CIEP (Centro de Investigación en Ecosistemas de la Patagonia, 2 acteurs), du Musée Régional d'Aysén, de la DIBAM (Dirección de Bibliotecas Archivos

y Museos, 1 acteur) et des municipalités de Puerto Cisnes et de Caleta Tortel (2 acteurs).

Figure 15. Un schéma organisationnel de l'État chilien pour le développement du tourisme à Aysén en 2014



(Bourlon, 2018, sources : Gobierno Regional de Aysén, 2009 ; CORFO, 2015 ; SERNATUR Aysén, 2013b)

Ces acteurs politiques, législatifs, administratifs et institutionnels de l'État et des collectivités locales sont dans une grande mesure des professionnels venus de Santiago du Chili ou des personnes originaires de la région, formés ailleurs et revenus sur place. Hormis les deux responsables d'aires protégées, les intervenants sont majoritairement exogènes aux lieux de développement touristique. Ils interviennent selon les trois champs d'action : économique, socioculturel et environnemental.

De nombreux services de l'État interviennent dans l'aménagement touristique et la mise en œuvre des directives nationales valables, pour des espaces géographiques très variés (arides, montagnards, marins, urbains, ruraux) et selon les trois axes d'intervention : socio-économique, environnemental et socio-culturel (figure 16). Pour les pouvoirs politiques, le développement

touristique consiste d'abord à favoriser des initiatives économiques sur un territoire encore très peu peuplé et perçu comme « sous-développé ». Les stratégies d'organisation touristique cherchent à satisfaire une demande internationale, hypothétique et identifiée au travers d'études de marché fournies par des consultants nationaux et experts internationaux. L'élaboration de directives pouvant améliorer la qualité des prestations en hôtellerie, gastronomie et services de transports, pour répondre aux standards internationaux, accompagne cette démarche. Les normes établies au niveau national à partir de 2007 cherchent à créer un cadre pouvant garantir une certaine qualité dans les prestations commerciales et la sécurité des touristes. Des règlements opérationnels contraignants obligent en théorie les prestataires à être en règle d'un point de vue fiscal, communal ou sectoriel, selon les types d'activités de transport, d'alimentation ou autres services du tourisme proposés. C'est dans cet objectif que l'État chilien a organisé les services ayant une ingérence dans le développement touristique. Sous la conduite d'un Comité Interministériel pour le Développement du Tourisme, une coordination de l'intervention sectorielle de l'État est tentée. Comme le montre la structuration politique, administrative et technique pour l'aménagement touristique étatique du territoire, élaborée sur la base des éléments disponibles dans la Politique Régional du Tourisme d'Aysén (Gobierno Regional de Aysén, 2009), le diagnostic économique et productif régional de 2015 (CORFO, 2015) et le plan d'investissement régional pour le tourisme de 2014 à 2018 (SERNATUR Aysén, 2013b), de nombreux services sont impliqués. Le tourisme étant un phénomène sociétal transversal où toutes les actions participent à sa mise en œuvre, nous présentons ici, de manière simplifiée, les services d'État interagissant de manière significative au niveau national, mais au regard des spécificités de la région d'Aysén.

Le Service National du Tourisme (SERNATUR) existe depuis 1975, mais est intégré depuis 2014 au Sous-secrétariat d'État au Tourisme du Ministère de l'Économie du Développement et du Tourisme. Depuis les années 1980, il est chargé de la recherche, planification, développement, contrôle, promotion et coordination de l'activité touristique du Chili. Dès 2007, outre la promotion de l'offre récréative commercialisable, l'institution devient responsable du registre des entreprises de tourisme « certifiées » (auparavant les entreprises devaient simplement être inscrites au registre du commerce) selon des normes nationales définissant une trentaine de types de services et activités touristiques. Plus récemment, le service mène le marketing stratégique des destinations du pays en coordination avec les ministères ayant une incidence sur le tourisme. Une collaboration étroite existe avec la Corporation d'Aide au Développement (CORFO) dépendant du Ministère de l'Économie. La CORFO dispose de fonds très conséquents et subventionne les entreprises et organisations privées ayant des projets d'investissements ou d'innovations technologiques (le fond *Innova Chile*) et industrielles dans tous les domaines,

dont celui des prestations de services et du tourisme. Depuis peu, la CORFO appuie des initiatives dites « sociales » ou d'intérêt collectif (projets dits d'intérêt public). SERCOTEC (Servicio de Cooperación Técnica) est un autre service dit de « coopération technique » qui vise à développer des initiatives nouvelles ou consolider les micro-entreprises, les petites entreprises et l'artisanat. Ses fonds sont plus modestes, mais sont très appréciés des acteurs du tourisme, car leur mise en œuvre est assez simple, notamment le fonds dit de *capital semilla* (que l'on peut traduire par « fond pépinière »).

Le Ministère des Travaux Publics (Ministerio de Obras Públicas, MOP) est en charge de l'aménagement des réseaux routiers, maritimes et lacustres ainsi que de la mise en valeur des bâtiments historiques de l'État (la direction de l'architecture) et de l'aide au développement des réseaux de communications via le Sous-secrétariat aux Télécommunications (Subsecretaría de Telecomunicaciones). L'Institut du Développement Agro-Productif (INDAP) du Ministère de l'Agriculture œuvre à la diversification des activités rurales comme le tourisme rural et l'agrotourisme. Pour sa part, le Fond d'Aide Sociale (Fondo de Solidaridad e Inversión Social, FOSIS) du Ministère des Affaires Sociales, intervient de manière modeste par des aides afin de créer des opportunités socio-économiques nouvelles pour les familles vulnérables, le petit commerce ou les artisans.

La Direction de la Culture des Archives et des Musées (DIBAM) s'intéresse, quant à elle, à la mise en valeur des spécificités culturelles et cherche à intégrer ses préoccupations aux activités et informations touristiques. Un Conseil de la Culture régional dispose d'un budget restreint pour des études de cadastres des sites culturels ou de mise en valeur de patrimoines et de thématiques choisies par des acteurs locaux et traditionnels. Le premier Musée d'État de la région d'Aysén est fondé en 2015 sous la responsabilité du gouvernement régional.

Le Ministère de l'Environnement (Ministerio de Medio Ambiente, MMA, créé en 2010), le Ministère de l'Agriculture et ses deux unités (celle de la protection de la faune sauvage à travers le Service de l'Agriculture et de l'Élevage (Servicio Agrícola y Ganadero, SAG) et celle du patrimoine sauvage par l'intermédiaire de la Corporation Forestière (Corporación Nacional Forestal, CONAF), ainsi que le Ministère de l'Économie (par le biais de son Sous-secrétariat à la Pêche et l'Aquaculture (Servicio Nacional de Pesca y Acuicultura, SERNAPESCA) sont chargés de la protection de la biodiversité, des espaces protégés et de l'évaluation des impacts des projets industriels et touristiques. Le Ministère de l'Environnement est faiblement doté d'un fond pour la mise en œuvre d'initiatives ayant une composante écologique, de conservation ou d'éducation à l'environnement. Ce Fond de Protection de l'Environnement (Fondo Protección Ambiental, FPA) permet de cofinancer des initiatives à caractère écologique et éducatif, des

organisations sociales et culturelles, régionales ou nationales. La CONAF est l'organisme le moins pourvu en moyens financiers : il gère les risques d'incendie, la gestion forestière et l'accès et l'aménagement succinct des aires protégées terrestres. Le Sous-secrétariat à la Pêche est chargé de la protection des espaces et de la faune marine. Il est aussi l'organisme autorisant l'installation et le fonctionnement aquicole, notamment des élevages de saumons. Sa fonction en tant que garant de la biodiversité marine n'a pris de l'importance que récemment, à la suite de plusieurs accidents écologiques majeurs sur le littoral. Ce service n'a cependant aucun programme d'aide à la diversification productive du secteur de la pêche artisanale, à l'instar de l'INDAP au Ministère de l'Agriculture. Il n'intervient donc pratiquement pas dans la mise en tourisme du territoire, mais contrôle, avec les services de la Marine chilienne, les activités de navigations motorisées ou non.

D'autres services d'État interviennent de manière secondaire dans la mise en tourisme du territoire. C'est le cas du Ministère des Transports, du Ministère de l'Activité Minière (Servicio Nacional de Geología y Minería, SERNAGEOMIN) avec la mise en place de géo-sites, du Ministère de la Santé avec les normes et le contrôle des établissements touristiques ou d'alimentation, le Ministère des Biens Publics (*Ministerio de Bienes Nacionales, BBNN*) avec l'octroi des concessions touristiques sur les terrains publics, la Direction Générale de l'Eau (Dirección General del Agua, Ministerio de Obras Públicas, DGA) avec l'établissement des normes pour la gestion des ressources en eau et les usages industriels, agricoles, domestiques ou touristiques. Enfin, le Bureau National des Catastrophes Naturelles (Oficina Nacional de Emergencia del Ministerio del Interior, ONEMI) du Ministère de l'Intérieur gère les situations de crises et participe à la mise en œuvre des protocoles à suivre pour les activités réalisées en zones à risque.

Le Gouvernement Régional d'Aysén intervient dans le développement du tourisme par le biais de plans d'aménagement stratégiques que les services d'État doivent théoriquement respecter. Pour leur part, les communes interviennent dans l'aménagement touristique au travers de décrets municipaux (*ordenanzas municipales*) et de plans de développement (Plan de Desarrollo Comunal, PLADECO), en investissant sur fonds propres (très réduits) ou via des fonds provenant du gouvernement régional dans des infrastructures touristiques basiques (aménagement des places dans les villes et villages, construction de zones piétonnes ou de bord de mer ou de lacs, routes touristiques secondaires, etc.). L'incidence des communes de la région d'Aysén sur le tourisme reste faible, mais est de plus en plus présente dans les plans de développement communaux. En tout état de cause, les collectivités locales, communales ou régionales pèsent peu au regard des services déconcentrés de l'État (Escobar, 2007).

Depuis quinze ans, les universités et unités de recherche et de développement telles que le Centre de Recherches des Écosystèmes de la Patagonie (CIEP), interviennent dans l'aménagement touristique par le biais de l'étude des enjeux économiques et sociaux. Elles conseillent les autorités régionales et les services d'État (SERNATUR, DGA, CONAF, etc.) dans l'élaboration de leurs stratégies, plans d'investissements et aménagements pouvant favoriser le tourisme. Ces centres dirigent aussi des projets de recherche/développement financés par le Fond National de Développement Régional (FNDR), par le Fond de Recherche National (Fondo Nacional para el Desarrollo Regional, CONICYT devenu récemment l'ANID, Agencia Nacional de Investigación y Desarrollo) ou par des fonds sectoriels proposés par la CORFO.

Nous avons ainsi une multitude d'acteurs cherchant tous à structurer, agencer et dynamiser le tourisme sur le territoire. Chacun défend l'idée d'une gestion législative et normée, mais avec des logiques d'actions différentes, écologiques, socio-économiques ou socio-culturelles. Ils ont une incidence relative sur les autres formes de développement.

2.1.2. Logiques d'actions et justifications sociales étatiques

Le périmètre général d'action au sein de la forme étatique est celui de pouvoir contrôler les dynamiques sociales à l'œuvre sur ce territoire du sud chilien, selon une vision nationale centralisée. La logique d'action est surtout socio-culturelle, politique et législative. Il s'agit de transposer sur le territoire les cadres et normes définis au niveau national qui doivent théoriquement préserver les intérêts de la majorité des Chiliens. Du fait du centralisme encore profondément établi et d'une gouvernance déconcentrée, mais non décentralisée, les investissements définis régionalement ne représentaient en 2014 que 17 % (\$37 800 981 millions de pesos chiliens) du montant total (\$219 900 065 millions, soit environ €300 000) investi par l'État dans la région d'Aysén. De plus (comme présenté en partie I), la majeure partie des emplois régionaux (34 %) est liée à la fonction publique et occupée par des professionnels venus du reste du pays.

Le « principe supérieur commun » qui régit cette forme de développement, au sens défini par Boltanski & Thévenot (1991), est celle de la prééminence du collectif et de la volonté générale. Le rapport à la nature (Vachée, 2001) est fondamentalement anthropocentriste et progressiste, car il s'agit encore d'investir des terres inhabitées et « à exploiter » (Tecklin, Bauer, & Prieto, 2011). Alors que le territoire se distribue à 83 % sous statut public et à 50 % en catégorie d'Aires protégées (parcs nationaux, réserves, monuments naturels, etc...), il peine à s'imposer (Mandujano-Bustamante, Rodríguez-Torrent, & Reyes-Herrera, 2016). Une telle quantité de surfaces protégées pourrait nous autoriser à penser que pour l'État, la région a une vocation

écologique et patrimoniale. Il n'en est cependant rien, car les moyens alloués à la gestion des espaces protégés sont dérisoires. Ils ne représentent que 0,01 % du budget d'État de la région et servent à financer les équipes de protection des incendies et une trentaine de gardes-parcs, chargés de préserver quelques 55 000 km² et de gérer 18 unités distinctes, dont 5 parcs nationaux, 11 réserves et 2 monuments naturels (<http://www.conaf.cl/conaf-en-regiones/ayesen/>). La création d'aires protégées résulte d'une volonté politique de faire « acte de présence », en donnant une fonction géopolitique à des territoires très peu peuplés, tout en remplissant des engagements internationaux. Avec la ratification par le Chili le 4 octobre 1967 de la Convention de Washington de 1940 sur la protection de la faune, de la flore et des paysages naturels des Amériques, de nombreux parcs sont créés en dehors des vallées facilement accessibles ou « utiles » (agricoles ou forestières). Leur importance en tant qu'outils de sauvegarde de la biodiversité n'apparaît que dans les années 2000 (CONAMA, 2008), après la ratification en 1994 de la Convention Internationale sur la protection de la biodiversité, issue du Sommet de Río de Janeiro de 1992.

Le manque de moyens donnés à l'État pour la gestion des Aires protégées donne lieu dès 2001 (Programa Invertir en Patagonia, Ministerio de Bienes Nacionales) à la mise en œuvre d'une politique de concessions touristiques censée créer des infrastructures favorisant le tourisme et générant des revenus à la CONAF, responsable de l'administration des Aires protégées. Cependant, du fait des faibles flux touristiques et des coûts élevés des investissements, seuls quelques investissements privés ont eu lieu dans la région. En revanche, cette politique et les droits d'entrée au Parc National du Torres del Paine (Région de Magallanes) contribuent à hauteur de 50 % aux frais de gestion de l'ensemble des parcs et réserves du pays. Paradoxalement, la mise en œuvre de concessions a très probablement restreint un accroissement des visites spontanées des Aires protégées d'Aysén, du fait des droits d'entrée additionnels exigés par les concessionnaires. Les cas de la Réserve Nationale de Cerro Castillo (deux fonctionnaires de Coyhaique et Puyuhuapi), du secteur du glacier Exploradores (un entrepreneur de Puerto Tranquilo) ou des vallées Soler et Colonia du Parc National Laguna San Rafael (un entrepreneur de Puerto Bertrand) sont des exemples emblématiques de cette problématique.

La logique globale d'intervention pour favoriser le tourisme est une continuité des logiques de colonisations des années 1940 (Ley sobre la colonización de la Provincia de Aysén núm. 686 de la República de Chile, Santiago, 10 avril 1937), la donation de terres aux paysans laissant place à celle de concessions touristiques et à une politique d'attraction des investissements privés. Un ensemble de programmes d'État, visant à appuyer les entrepreneurs (dont les organisations ou universités privées) voulant investir dans des infrastructures pouvant favoriser le tourisme, est dirigé par le Ministère de l'Économie (CORFO) et le Ministère des Biens Publics (*Ministerio de Bienes*

Nacionales). La seconde logique est celle de l'équité sociale prônée par les gouvernements de centre - gauche depuis 2005. Celle-ci donne lieu en 2014 au Plan d'Investissement des Zones Extrêmes (Planes Especiales de Desarrollo de Zonas, PEDZE, decretos présidentiels N° 1233, 1242 y 1243 de 2014 de la République du Chili) pour l'amélioration des réseaux routiers, l'aide aux entreprises, la création d'un musée régional, d'un nouvel hôpital régional, d'une université régionale, etc. L'idée générale étant que l'amélioration de la qualité de vie des habitants favorise le tourisme.

Le rapport au lieu des acteurs de la forme étatique dans la région d'Aysén est principalement exogène, car soumis à des logiques nationales et centralisées. La gestion du territoire est pensée en fonction des orientations politiques du moment et définie à la capitale, Santiago du Chili. Le tourisme dans les espaces protégés, sa promotion et les modalités de structuration de l'offre sont gérées selon des standards semblables, que ce soit pour le désert d'Atacama, pour les terres australes ou pour les vallées méditerranéennes du centre du pays. Cependant, certains acteurs de la forme étatique ont des rapports au lieu de type endogène dans la mise en œuvre du projet. Ainsi, le Service des Affaires Sociales (FOSIS), le Service de Gestion des Forêts et des Aires protégées (CONAF) et le Service d'aide aux paysans (INDAP) du Ministère de l'Agriculture ou les services de la culture (*Consejo de la Cultura* et DIBAM) s'investissent sur leur lieu d'intervention du fait de leur proximité avec les habitants du territoire. « Nous cherchons à rompre avec l'idée d'un musée imposant une vision centraliste de notre région et à associer les habitants à notre projet », déclare ainsi le directeur du Musée Régional d'Aysén (un fonctionnaire de Coyhaique). Les lignes directrices des services viennent du niveau central, mais leurs actions s'adaptent en bonne partie aux réalités locales. En revanche, les services comme le Ministère des Travaux Publics (MOP), le Service du Tourisme (SERNATUR) et les agences de développement (CORFO et SERCOTEC) ont un rapport au lieu exogène et envisagent l'incidence de leur action à une échelle méso ou macro : il s'agit avant tout de favoriser le développement économique du pays. Dans le domaine de l'environnement et de la protection de la faune et de la flore, le Service de l'Agriculture et de l'Élevage (SAG) avec son unité pour la protection de la faune et de la flore, le Service de la Protection de la Faune Marine (du Sous-secrétariat de la Pêche et de l'Aquaculture) et le Ministère de l'Environnement, ont une action exogène. Ils cherchent à protéger la « ressource » d'une manière générique. Leurs actions en lien avec le tourisme ont une emprise locale et une participation communautaire, mais l'objectif est global malgré un discours « durable ».

2.1.3. Modes de gestion dans le développement des projets touristiques étatiques

Cette forme de développement a pour principe économique celui du développement collectif macro-socio-économique. Le développement voulu, jugé nécessaire pour cette région reculée, est celui permettant son intégration aux dynamiques nationales et favorisant la création des richesses pour l'État. En sus de cet objectif, des considérations géopolitiques expliquent de nombreux investissements d'État. Bien qu'il soit l'un des plus faibles du pays (\$100 000 millions de pesos, soit environ €33 millions d'euros [1€ équivalent à 750 Clp], contre \$800 000 millions en région Métropolitaine), le budget des investissements de l'État pour la région d'Aysén représente un montant six fois supérieur à la moyenne nationale par habitant : \$1 200 000/hab. pour \$200 000/hab. en métropole (INE, 2014). Les investissements pour la région d'Aysén ont été revus à la hausse en 2015 du fait des faiblesses infrastructurelles de base. Les plans spécifiques tels qu'*invertir en Patagonia* à partir de 1998, le *Plan de Conectividad Austral* en 2011 ou encore le Plan de Développement des Zones Extrêmes (PEDZE) à partir de 2015 (\$519 millions supplémentaires) ont tous cherché à rééquilibrer le niveau de développement de cette zone reculée. C'est toujours l'éloignement et l'isolement géographique et routier qui ont servi à justifier de manière générique de tels investissements (Peuziat & al., 2012). L'État répond ainsi aux plaintes des colons et des entrepreneurs qui considèrent qu'« il est urgent de procéder à d'importants investissements publics » (un entrepreneur de Puerto Chacabuco). Cependant, pour des organisations sociales et culturelles régionales c'est « l'isolement qui a permis à la région d'Aysén de ne pas subir un modèle de développement imposé par l'élite politique centrale », selon une organisation de Coyhaique. Les modèles de développement qui s'opposent sont ainsi ceux de l'exploitation des ressources naturelles progressiste et endogène ou alternative et anthropocentriste. La logique étatique est bien résumée par Jorge Rodriguez Grossi, ténor de la politique nationale et plusieurs fois ministre, qui déclarait en 2001 : « à quoi sert-il d'avoir les espaces les moins pollués de la planète si personne n'y habite ? Pourquoi voudrai-je d'un pays ou d'un Aysén en tant que Sanctuaire de la Nature si nous ne pouvons jamais en profiter ? [...] Pourquoi voudrais-je d'un espace vide d'habitants afin de maintenir une certaine nature ? » Bien que moins tonitruant, ce discours reste toujours la norme aujourd'hui, alors que les grands projets hydroélectriques Alumysa, HidroAysén et Energia Austral (présentés dans la première partie) ont été annulés et que l'industrie minière au Chili est en déclin (elle est passée de 16 % en 2010 à 8 % du PIB chilien en 2016). Ce discours est tout de même contrasté au sein même de l'État. Ainsi, au moment du lancement des projets de barrages de Hidroaysén, Oscar Santelices, directeur national de SERNATUR en 2006 déclarait : « ce qui peut se passer avec ce barrage nous inquiète. Non seulement par rapport aux

paysages, mais au regard du label de cette région... Le [Río] Baker m'inquiète parce que c'est l'un des grands attraits touristiques de la région ».

La forme de développement étatique et législative est centralisée et pyramidale, ce que nous retrouvons au Chili et en Patagonie chilienne. Le Sous-secrétariat au Tourisme est sous l'autorité du Ministre de l'Économie, lui-même aux ordres du Président de la République. Le Comité Interministériel pour le Développement du Tourisme, auquel participent sept ministres d'État (Économie, Développement et Tourisme, Travaux Publics, Logement et Urbanisme, Agriculture, Biens Domaniaux, Environnement et Culture), est chargé de coordonner les orientations du gouvernement et les investissements de l'État au niveau national. Au niveau régional, le directeur du Service National du Tourisme (SERNATUR) doit obtenir l'aval du Préfet de la région et de son ministère pour agir. Il est dépendant des orientations politiques et son action est à très court terme. Le gouvernement régional ou les maires ont une incidence indirecte et faible sur les orientations du développement et, par partis politiques interposés, sur la nomination des directeurs des services d'État nommés par leur ministre de tutelle avec l'aval du Président de la République. Dans la région d'Aysén, les directeurs des services du tourisme ont souvent été des techniciens connaissant le territoire qui ont eux-mêmes choisi leurs équipes locales. Très peu des professionnels de SERNATUR ont le statut de fonctionnaire, la majorité a un contrat à honoraires et à durée déterminée, basé sur des objectifs et des rendus selon un calendrier d'exécution propre au projet auquel ils sont rattachés.

La région d'Aysén étant une destination de nature, le rôle du Ministère de l'Environnement chilien, créé en 2010, devrait être important. Cependant, son action est placée sous la tutelle d'un Conseil des Ministres pour la Durabilité (Consejo de Ministros para la Sustentabilidad) au sein duquel on trouve les Ministres de l'Économie, de l'Agriculture, des Finances, de la Santé, du Développement, de l'Énergie, des Travaux Publics, du Logement, de l'Urbanisme, des Transports et Télécommunications, de l'Activité Minière et de la Planification. Le Ministère de l'Environnement doit coordonner les orientations des autres ministères et vise avant tout à améliorer les politiques de développement économique et l'exploitation productiviste des ressources naturelles. Le Directeur régional reçoit des instructions de son ministère, mais aussi du Préfet de la Région et du Conseil des Ministres pour la Durabilité. Il gère un budget d'appui à des actions socio-environnementales locales : le Fond de Protection de l'Environnement auquel peuvent postuler des organisations et des communes. Pour l'État, la priorité n'est pas le respect de l'environnement, même si des avancées sont constatées depuis 1994 (date de la création de la Commission nationale de l'Environnement qui a donné lieu par la suite au ministère actuel). En effet, jusqu'en 2010, il ne s'agissait que d'évaluer des projets d'investissements privés et industriels, une politique d'État qui a évolué à la suite de la multiplication des défis environnementaux

liés aux projets industriels dans le pays et aux projets hydroélectriques et aquicoles dans la région d'Aysén.

Le principe spatio-temporel général et théorique qui sous-tend cette forme de développement est celui du contrôle dans la durée, bien que celui-ci soit un concept relatif au Chili et à la Patagonie chilienne en particulier. Il existe des orientations générales à long terme (25 ans) telles que la Politique Régionale du Tourisme (Gobierno Regional de Aysén, 2009) et des programmes d'investissements à 5 ans qui dépassent de peu la durée d'un mandat politique présidentiel (4 ans) : c'est le cas du Plan d'Action Régional d'Aysén pour le Tourisme, 2014-2018 (SERNATUR Aysén, 2013b).

Les cadres législatifs et normatifs sont pensés dans la durée, mais les décrets présidentiels les instituant peuvent être retardés et leur effet territorial beaucoup plus tardif. C'est ainsi que la décision de créer les normes touristiques chiliennes est approuvée en 2006, les décrets permettant leur mise œuvre voient le jour en 2008 et l'obligation du respect des normes est acté pour 2013, mais est encore sujet à exemptions en 2016. À ce jour, de nombreuses initiatives touristiques ne sont pas inscrites au Registre National car les procédures administratives et bureaucratiques dépassent les capacités qu'ont les acteurs locaux à établir leurs protocoles de mise en œuvre des services proposés (les procédures de sécurité par exemple). Les moyens humains et financiers du Service Régional du Tourisme sont limités : seuls deux techniciens ont été embauchés pour faire le suivi des 968 entreprises formalisées d'Aysén (CORFO, 2015). Il est difficile de faire des contrôles de terrain et seuls sont visités les logements touristiques, les transports touristiques privés et certains opérateurs ayant pignon sur rue, ce qui fait dire aux entrepreneurs enregistrés que « seules les initiatives formalisées sont soumises au contrôle et qu'il en résulte une concurrence déloyale », selon un entrepreneur de Coyhaique.

Le poids financier de l'État dans la mise en tourisme est croissant. Selon le diagnostic réalisé par la Fédération Française des Parcs Naturels Régionaux dans la région d'Aysén (CONAMA, 2001), les actions en faveur du tourisme étaient quasiment inexistantes en 1999. SERNATUR se contentait de faire la promotion des beautés du paysage et d'une offre touristique limitée aux séjours sur la route australe et aux lodges de pêche à la mouche. Questionné sur l'accroissement de l'investissement de l'État, Cristián Alarcon, directeur régional de SERNATUR (2013b), indique qu'aujourd'hui « 93 % des investissements régionaux du Fond National pour le Développement Régional (FNDR) apportent au développement touristique : les routes scéniques, les stationnements des points de vue et les aménagements vers les parcs. Il n'est donc pas possible de faire un bilan simple de l'investissement de l'État dans le tourisme d'Aysén [...]. En matière de développement touristique, l'investissement public est passé de \$300 millions à \$2 000 millions puis à

\$20 000 millions en marketing, promotion, qualité et transferts de compétences», selon un fonctionnaire du service régional du tourisme à Coyhaique. Cette évolution de l'investissement régional pour le tourisme entre 2007 et 2017 reflète clairement la volonté de développer ce dernier. « Malheureusement, [le] ministère, au niveau central, ne s'investit pas de la même manière », selon lui. En effet, c'est le gouvernement régional qui pousse à ces investissements et non le Ministère de l'Économie qui voit d'autres enjeux nationaux plus importants à ses yeux. Par ailleurs, d'autres services comme la CONAF ont des moyens humains et des budgets de fonctionnement qui ne permettent pas la mise en œuvre des politiques d'État. Malgré l'importance déclarée de l'investissement régional en tourisme par le biais du Fond Spécial pour les Zones Extrêmes (PEDZE) de quelques \$US 800 millions, celui spécifiquement alloué au tourisme (hors investissements en infrastructure) représente moins de 1 % du budget régional total (\$330 522 millions, tous fonds ministériels sectoriels confondus), mais presque 25 % du FNDR (\$55 000 millions) décidé localement. De plus, il existe peu de capacités locales capables de tirer parti des sommes allouées. De nombreux projets sont sous traités et il en résulte un clair manque de cohérence d'ensemble, les recommandations stratégiques issues des études n'étant ensuite pas mises en œuvre par manque de moyens humains au sein des équipes des différents services déconcentrés de l'État.

2.1.4. Rationalité de l'action touristique étatique

Les plans d'investissement de l'État expriment la rationalité de son action sur un territoire. Régionalement, elle se concrétise par les orientations du Fond National de Développement Régional (FNDR) et les modalités d'attribution aux services d'État, communes et organisations privées en charge de projets d'intérêt public, qui complètent l'intervention déconcentrée de l'État. Pour rendre compte de l'intervention étatique, l'analyse du Plan d'Investissement Public pour le Tourisme dans la région d'Aysén 2014-2018 permet de mettre en évidence les tendances actuelles. Le gouvernement régional a attribué des ressources supplémentaires aux services de l'État \$213 millions de pesos (soit €285 000), de manière sectorielle et géographique et en faveur du tourisme dans la région d'Aysén. On observe deux logiques d'intervention principales : celle des investissements en infrastructures, destinés à résoudre des faiblesses structurelles de l'aménagement du territoire, mais pouvant bénéficier au tourisme et celle visant à renforcer l'activité touristique à proprement parler.

L'investissement en infrastructures cherche principalement à améliorer la circulation sur la route australe (60,9 % du Fond Régional FNDR est dédié à la *Ruta 7*), à agrandir et moderniser l'aéroport principal de la région de Balmaceda (14,4 %). Il s'agit ensuite de créer quatre nouvelles structures

portuaires (6,1 % du budget) sur les lacs Général Carrera et O'Higgins ou sur le littoral, sur la commune de Puerto Cisnes et vers Bahia Exploradores sur la commune de Puerto Aysén. La création de nouvelles structures portuaires pourrait en partie favoriser l'industrie des croisières, encore balbutiante en Patagonie chilienne, mais bénéficiera surtout au transport maritime des marchandises et des habitants de la région. Dans une moindre mesure, à hauteur de 4,1 % du budget, des bâtiments historiques seront restaurés et des structures d'accueil seront créées dans deux Parcs Nationaux, Queulat et Laguna San Rafael, et dans la Réserve Nationale Jeinimeni (2,9 %).

En zone urbaine, dans les chefs-lieux, Puerto Aysén, Coyhaique, Puerto Ibáñez, Cochrane, Chile Chico et Tortel, il s'agira d'améliorer les espaces piétons et les places publiques (4 %). À Coyhaique, la création d'un musée régional est priorisée alors qu'à Puerto Aysén un marché d'artisanat et un nouvel espace culturel devraient voir le jour (4,1 %). Bien que modestes, ces investissements plus spécifiquement touristiques étaient quasiment inexistantes avant 2010. Il apparaît aussi que le tourisme permet de justifier l'importance de certaines dépenses des services déconcentrés de l'État qui cherchent à résoudre les défis structurels de la région. Il sert aussi d'alibi aux communes voulant renforcer ou créer des infrastructures secondaires (routes et chemins ruraux, terminaux des transports publics terrestres et lacustres) ou aménager des espaces urbains (places publiques et espaces verts) pour améliorer la qualité de vie des habitants. Les subventions visant exclusivement à renforcer l'activité touristique sont de trois ordres : les études et plans stratégiques, les actions de promotion et de marketing et les subventions à l'activité économique. Les fonds alloués à la mise en valeur et à la promotion touristique de la région sont les plus importants (\$7 802 738 pesos) et représentent 3,6 % du Fond Régional (\$213 771 588 pesos). On y trouve le financement d'un observatoire de l'activité touristique, un programme d'actions de marketing, de positionnement et de transfert (en réalité de promotion) ayant pour objectif d'augmenter l'arrivée des touristes en Patagonie chilienne.

L'axe du renforcement du capital humain et de la qualité de l'offre (1 % du budget) vise à mettre en œuvre les politiques publiques, telles que l'activation de plans stratégiques ou la mise aux normes des acteurs du secteur touristique. Il s'agit d'aider les opérateurs à élaborer des protocoles de travail pour chaque activité commercialisée (de façon à pouvoir rendre légalement responsable l'opérateur en cas d'accident et de non-respect des normes). Avec une fraction du budget global, il s'agit d'accompagner la formalisation d'initiatives et de favoriser la professionnalisation du secteur par des formations ciblées. Dans cet espace de frontière, les accidents de transport et ceux des pratiques (en eau vive par exemple) sont en hausse depuis 2008. Cependant, la formalisation (c'est-à-dire l'inscription au registre national) est utile si l'on cherche à

bénéficiaire de la promotion touristique publique et le contrôle de qualité est très théorique. Seules deux personnes sont chargées de veiller sur le terrain à la mise en œuvre des normes et principalement dans le domaine du logement et du transport touristique. Le suivi sanitaire de la restauration est assuré par les services du Ministère de la Santé. Sur l'ensemble des autres pratiques, 24 définies par l'État en 2011, récréatives, sportives, culturelles ou d'observation de la faune et de la flore, seuls sont encore exigés des protocoles du déroulement des activités (itinéraires et moyens de sécurité) définis au sein de l'entreprise. Théoriquement, l'activité touristique est normée, mais dans les faits, chacun opère à sa convenance et sans nécessairement avoir une équipe de professionnels adéquats pour encadrer les activités proposées. En 2017, le Label de Qualité touristique *Sello Q* a été attribué à quinze entreprises, mais le Label de Tourisme Durable, *Sello S*, à aucune à ce jour, pour 1161 entreprises enregistrées au registre des impôts. Le Label de Tourisme Durable «S» considère 73 critères sociaux, environnementaux et économiques à remplir pour les logements et 54 pour les opérateurs. Les critères ont été établis avec l'aide de l'Organisation Internationale *Global Sustainable Tourism Council* (GSTC) et visent en premier lieu l'industrie hôtelière. Ces démarches vont dans le sens d'une professionnalisation du secteur, mais la bureaucratie qui y est associée pourrait en limiter la portée. Seize entreprises opèrent ainsi selon des standards reconnus internationalement, mais des diplômes professionnels ne sont toujours pas exigés pour créer une entreprise ou devenir un guide touristique. Pour s'établir en tant que guide, seul un diplôme de premiers secours est exigé au moment de l'inscription au Registre des Guides. Dans cette même orientation, un subside de \$542 millions (0,3 % du Plan d'Investissement Touristique 2014-2018) en faveur du monde rural doit favoriser d'ici à 2018 l'insertion d'acteurs locaux dans la dynamique touristique. Par le biais du Service d'Aide à la Petite Agriculture (INDAP), il s'agit de renforcer la politique nationale qui consiste à consacrer 7 % du budget du Ministère de l'Agriculture en faveur d'investissements touristiques, soit \$4 000 millions sur 3 ans. Cette aide additionnelle cherche à augmenter la production et la vente de produits du terroir et de l'artisanat et à créer des infrastructures touristiques complémentaires à celles spécifiques de l'activité agroproductive.

Bien que sous-jacente, car indiquée dans les plans d'investissements en infrastructures, la protection de l'espace naturel, dont on vante la beauté et la « virginité » dans les campagnes de promotion, est peu présente dans ce Plan de Développement touristique. Il s'agit avant tout de profiter des opportunités touristiques que présentent les Aires protégées. Pour certains, ces espaces stratégiques pour les pratiques récréatives de nature commencent à devenir un sujet politique au niveau national. Depuis dix ans, le Ministère de l'Économie et la CONAF au niveau central cherchent à rendre « productifs » les parcs et

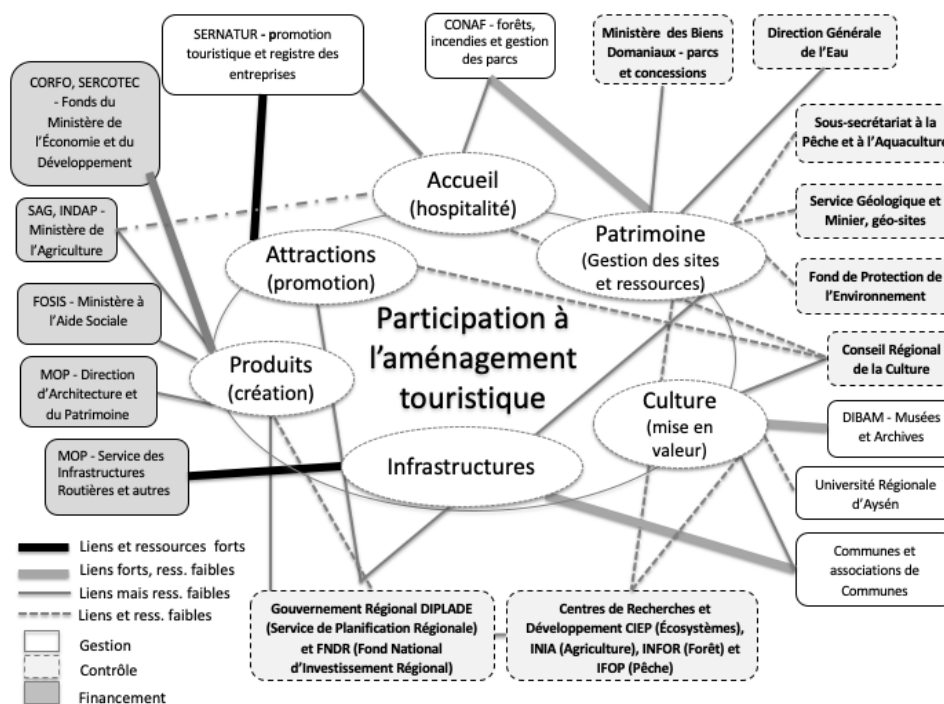
les réserves. Pour la CONAF, le constat est celui d'une « augmentation de la demande pour visiter les Aires protégées [et d'une] hausse de la fréquentation annuelle des visiteurs qui a été de 7 % jusqu'en 2010 et qui à partir de 2011 est passé à environ 12 % » (Angel Lazo, chargé du département des usages publics des Aires protégées de la CONAF, 2014). Il s'en suit la proposition de planifier le tourisme dans les parcs et réserves : « la planification constitue l'instrument technique primordial pour organiser, prioriser et optimiser le développement des services et activités d'usage public à l'intérieur des Aires protégées, de manière à garantir la compatibilité avec les usages qui ont motivé la création des Aires Naturelles protégées de l'État » (*op. cit.*). Le constat est optimiste : l'élaboration du premier Plan d'Usage Public (PUP) a commencé dès 2013 et la CONAF en dispose déjà de 15 au niveau national. « À la fin de 2017, la région [d'Aysén] devrait compter 11 PUP des parcs et réserves et devenir la région qui a le plus de plans », selon un employé d'un centre de recherche de Coyhaique. Cependant, aucune augmentation des moyens de l'État alloués à la gestion des espaces protégés n'y est associée. La CONAF espère que les revenus issus des concessions et des entrées aux parcs permettront d'embaucher plus de personnel, c'est-à-dire répliquer le cas du Parc National du Torres del Paine (qui fournit plus de 50 % du budget de gestion des 101 Aires protégées du Chili). L'État investit moins que ce que le tourisme ne rapporte à la CONAF dans les parcs et réserves, ce qui explique que ce gouvernement régional ait choisi d'investir dans des études de terrain pour la mise en place des plans de développement touristique des Réserves Nationales Río Simpson, Lago Jeinimeni, Cerro Castillo, Coyhaique et des Parcs Nationaux Laguna San Rafael et Bernardo O'Higgins, six plans qui sont en cours d'élaboration par le Département du Tourisme Durable du CIEP (CONAF & CIEP, 2017). Le plan de rénovation du statut de Réserve de la Biosphère du Parc National Laguna San Rafael (CONAF, 2016), dont l'aire devrait être élargie pour continuer à bénéficier du label UNESCO en associant des localités avoisinantes (Tortel, Puerto Tranquilo et Cochrane), mené par l'Université *Pontificia Universidad Católica* (de Santiago) est aussi appuyé financièrement par le Gouvernement Régional d'Aysén. L'État centraliste impose des orientations nationales aux services déconcentrés régionaux et aux acteurs chargés historiquement de la protection des parcs et réserves, en leur exigeant un changement de fonction vers l'accueil du public et l'animation auxquels ils n'ont pas été formés. Selon un universitaire de Coyhaique, le défi est de trouver « la fine ligne de partage entre conservation et usages pour garantir la durabilité » du tourisme dans les Aires protégées. Le besoin de veiller au contrôle des impacts environnementaux, notamment dans les Aires protégées où la hausse de flux touristiques est spectaculaire (Parc National Queulat), n'est pas encore perçu comme critique par l'État. Selon un fonctionnaire de Coyhaique, « L'absence de volonté d'augmenter le nombre réduit de fonctionnaires de la CONAF », actuellement 30 gardes-parcs pour

une région de la taille du Portugal, est emblématique de cet état de fait. C'est ainsi qu'au sein de la CONAF, l'unité de gestion du patrimoine naturel de la région d'Aysén défend depuis plusieurs années l'idée que sa fonction est avant tout de protéger la biodiversité. En l'état actuel des équipes de terrain, il n'est pas possible de contrôler les impacts du développement du tourisme dans les Aires protégées selon un fonctionnaire de Puyuhuapi et un chercheur de Coyhaique. L'État chilien a fait le choix des concessions touristiques dans les Aires protégées pour pallier les manquements des services publics (Escobar, 2007 ; CEPAL, 2002 ; CONAF & CIEP, 2017). Loin de résoudre le problème structurel du manque de moyens de l'État dans la gestion des Aires protégées, de nouvelles tensions ont été créées du fait de la mise en place d'un système de droit de passage ou de l'obligation d'engager les services d'opérateurs et entrepreneurs exogènes (qui sont les seuls capables d'obtenir des concessions, de tenir le cahier des charges et de s'acquitter d'un pourcentage de leurs bénéfices auprès des Services de l'État, de la CONAF ou des *Bienes Nacionales*), au détriment d'acteurs proximaux et micro-entrepreneurs qui ne peuvent plus offrir leurs services de manière spontanée.

Comme le montre la figure suivante, l'intervention de l'État est complexe. Comme le résume le Directeur régional du Service du Tourisme d'Aysén, « la Loi 24 403 oblige chaque ministère à travailler ensemble », mais son efficacité n'est pas démontrée : l'objectif est de créer des produits, de travailler l'offre, mais sans s'inquiéter de la demande ni de l'expérience du visiteur (Pearce & al, 2016).

Les intentions de l'État sont claires : il s'agit de favoriser le développement économique par des investissements en infrastructures et le développement des produits et leur promotion avec des mécanismes de forts apports financiers, mais avec de faibles moyens pour leur gestion ou le contrôle de leur incidence socio-environnementale et culturelle. Le lien entre l'importance dans la participation au développement touristique de certains acteurs (tracés forts) et leur budget pour une intervention réelle est partiel ou dissymétrique. Le Ministère des Travaux Publics dispose de budgets très importants pour les infrastructures, mais ne contribue pas à la cohérence de l'offre et ne gère pas la demande (accueil, information, qualité de l'offre). La CONAF, les communes et les services d'État qui contrôlent et gèrent la fréquentation des espaces les plus visités ne disposent pas de moyens pour assurer la qualité des sites ou la protection de la faune et de la flore. Les fonds de développement (CORFO, SERCOTEC, INDAP) participent à la construction de l'offre, mais n'assurent pas la qualité de la formation des professionnels du secteur.

Figure 16. Les interventions des services publics chiliens dans le développement du tourisme à Aysén en 2014



(Bourlon, 2018)

Le Service du Tourisme doit coordonner l'ensemble du système touristique selon les directives des autres ministères et faire le suivi de la qualité de l'offre sans intervenir sur sa cohérence ni la gestion des sites. SERNATUR ne dispose pas de ressources humaines ou de moyens propres pour le suivi de l'expérience des visiteurs ou pour la consolidation du cadre socio-culturel. Les services de la culture sont quant à eux peu impliqués dans la construction de l'image ou la participation des dynamiques existantes en lien avec son développement.

Pratiques touristiques souhaitées et publics concernés

Au regard des éléments présentés, il apparaît clairement que l'État souhaite favoriser les pratiques récréatives, quelles qu'elles soient. Au vu de l'importance donnée à la promotion et au marketing, il s'agit d'attirer un public international, de favoriser l'entrée des devises étrangères dans le pays et dans une moindre mesure de favoriser le marché touristique intérieur. Pour cela, l'aide aux entreprises souhaitant investir dans le tourisme (formalisation,

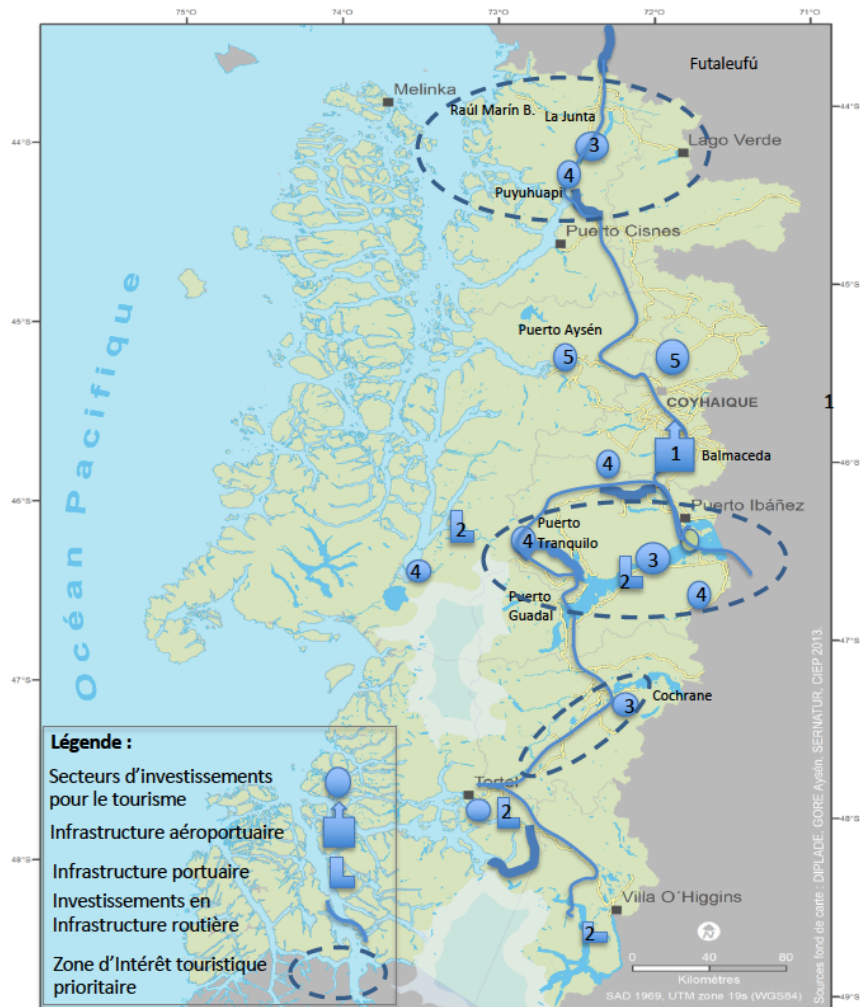
obtention de labels de qualité touristique, formations) et l'amélioration du réseau routier et de la signalétique routière sont jugées stratégiques. Dans un deuxième temps, il s'agit de favoriser l'usage des espaces aménagés ou protégés avec des moyens limités pour la gestion des flux. Ce sont des concessionnaires qui aménagent certains sentiers afin de vendre leurs prestations, mais ce sont le service des parcs (CONAF), le Service Agricole et de l'Élevage (SAG), le Service de la Pêche et de l'Aquaculture (SERNAPESCA) et le Ministère de l'Environnement (mais sans aucun fonctionnaire sur le terrain) qui doivent garantir la protection des sites et de la biodiversité.

Contrairement à ce qui est décrit en France où les citoyens sont les bénéficiaires des investissements de l'État, ici ce dernier favorise avant tout les entrepreneurs touristiques (hôtellerie, restauration, transport et opérateurs) et les visiteurs (surtout motorisés et empruntant la route australe). Les parcs ne sont pas gérés dans l'idée d'un espace de récréation pour les habitants du territoire, mais comme possibles lieux de pratiques commerciales. Les subventions à la formation de guides locaux dépendent de l'existence de projets privés d'intérêt public (au sein des zones touristiques prioritaires ou selon des thématiques spécifiques). Malgré la création d'une université régionale d'État, ce sont un institut professionnel (INACAP), une université (l'Universidad Austral de Chili) et une association (l'École des Guides de la Patagonie) qui proposent des formations payantes. Sur des critères sociaux, certains étudiants obtiennent des bourses d'études leur permettant de financer une formation universitaire. Cependant, l'État n'exigeant pas de diplôme pour entreprendre ou guider, le niveau professionnel du secteur ne devrait pas évoluer à court terme.

Lieux emblématiques de l'intervention de la forme étatique

La matérialisation spatiale de l'action de l'État est avant tout celle résultant des plans d'aménagements territoriaux. Il existe un zonage général assez théorique qui définit les usages prioritaires pour l'aquaculture, l'activité minière et industrielle, pour la conservation (parcs et espaces protégés ou contrôlés) et pour le tourisme. Ce cadre législatif oblige les projets privés de développement à se soumettre à une évaluation d'impact qui peut décider de leur rejet, s'ils sont en contradiction avec les objectifs des zones d'activités prioritaires. Cependant, les limites de ce zonage sont fortes. En guise d'exemple, les limites d'influence des Aires protégées sous administration de la CONAF sur le littoral sont en conflit avec les attributions du Service de la Pêche pouvant délivrer un permis d'aquaculture en mer.

Carte 9. Spatialisation de la forme de développement étatique de la région d'Aysén selon le plan d'investissement de 2013



(Bourlon, 2018, sources ; SERNATUR, 2013b)

Du point de vue des investissements, l'incidence spatiale de la forme de développement étatique peut être précisée en fonction des communes et des sites prioritaires que le Plan 2014-2018 met en évidence. Au regard des autres formes de développement, il s'agit de la forme qui prédomine dans la région d'Aysén. En effet, si l'on compare l'investissement public en tourisme, \$14 700 millions (soit €19,6 millions) en subsides et \$199 098 millions (soit €265 millions) en infrastructure (SERNATUR, 2013b), et celui du privé d'environ \$3 600 millions (\$US6,19 et €4,8 millions) on mesure le déséquilibre économique du territoire entre 2010 et 2012 (SERNATUR,

2013c). Un doute persiste sur cette évaluation des investissements privés, car la fondation *Conservación Patagonica* a apporté plus de \$US 20 millions pour l'achat et la mise en œuvre du parc Patagonia depuis 2005, selon cette même organisation rencontrée sur site. Ce montant semble ne pas être pris en compte dans l'étude de Sernatur. Le siège de la fondation se trouvant dans la région de Los Lagos, il est possible que ces chiffres ne soient que partiellement imputés à la région d'Aysén.

Les investissements de l'État peuvent être cartographiés (carte 9) définissant des sites d'intervention prioritaire pour consolider le tourisme. On distingue ainsi l'intervention à l'aéroport de Balmaceda (1), les aménagements portuaires du littoral à Puyhuapi, Bahia Exploradores, Lac Général Carrera et du lac O'Higgins (2), les trois zones d'intérêt touristique Palena – Queulat, Chelenko et Los Glaciares (3), les quatre Parcs et Réserves Queulat, Laguna San Rafael, Jeinimeni y Cerro Castillo (4) et la restauration de bâtiments historiques et création de musées et marchés à Puerto Aysén et Coyhaique (5). L'intervention de l'État *via* le service INDAP du Ministère de l'Agriculture est aussi rurale, mais très réduite (0,3 % du budget). Elle favorise avant tout trois communes : La Junta, Cochrane et Puerto Ibáñez, qui ont une vocation rurale et productive plus marquée, grâce à la présence de terres cultivables ou de pâturage extensif de meilleure qualité. Seule la commune de Coyhaique présente des cultures et des zones de pâturage intensif, mais l'investissement touristique n'y est pas priorisé. Il faut toutefois considérer que l'importance des investissements publics est relative et l'incidence socio-spatiale, du point de vue des imaginaires et des circuits et produits créés, est floue. Aucun rapport n'évalue les retombées financières des campagnes de promotion et des investissements en infrastructure touristique menés depuis 15 ans. Cependant, au regard des dynamiques globales du système touristique et de l'analyse des rapports de force entre formes de développement, les investissements renseignent utilement sur les enjeux.

2.1.5. Incidence territoriale de la forme de développement étatique

La grille de lecture suivante montre d'un point de vue qualitatif l'intervention de l'État dans la région d'Aysén. On apprécie la prépondérance d'une approche « progressiste », exogène et socio-économique de la forme étatique. La logique politique générale est néo-libérale. L'établissement de nouvelles législations vise à favoriser le tourisme et, dans une moindre mesure, à réguler sa mise en œuvre dans les domaines du transport et de la restauration. Dans un deuxième temps, à partir du moment où le tourisme devient un secteur économique d'importance, l'intervention consiste en l'amélioration des investissements en infrastructures, afin de rendre l'offre plus compatible avec

l'attente des visiteurs, en réponse à des situations de conflits commerciaux ou d'usages et de risques sanitaires.

Tableau 15. Une synthèse des logiques d'intervention des acteurs de la forme étatique à Aysén

Acteurs	Représentation sociale de la nature	Modalité de mise en œuvre	Logique dominante	Moyens
INTERVENTION SOCIO-ÉCONOMIQUE				
SERNATUR	Anthropocentrique	Exogène	Sociale	Moyens
Communes	Anthropocentrique	Endogène	Sociale	Faibles
CORFO	Progressiste	Exogène	Économique	Importants
SERCOTEC	Progressiste	Exogène	Économique	Moyens
MOP	Progressiste	Exogène	Économique	Très Importants
INDAP	Anthropocentrique	Endogène	Économique	Moyens
SERNAPESCA Ministère de la Pêche	Anthropocentrique	Exogène	Économique	Très Faibles
INTERVENTION SOCIO-CULTURELLE				
FOSIS	Anthropocentrique	Endogène	Sociale	Faibles
DIBAM (musée et culture)	Anthropocentrique	Exogène	Sociale	Faibles
INTERVENTION ENVIRONNEMENTALE ET ÉCOLOGIQUE				
CONAF (unité Aires protégées)	Écologiste – anthropocentrique	Endogène	Sociale et écologique	Faibles
SAG (Serv. Agricole)	Écologiste	Exogène	Écologique	Très Faibles
Ministère de l'Environnement	Écologiste	Exogène	Écologique	Très Faibles

(Bourlon, 2018)

C'est ainsi que les communes élaborent des plans en intégrant le volet tourisme (Escobar, 2007) dans l'amélioration des infrastructures routières, maritimes et urbaines pouvant faciliter les mobilités ou rendre certains villages plus présentables. Ces « plans d'amélioration urbaine », aménagements des places centrales, des zones de circulation, des trottoirs en ville ou des bords de lacs et rivières, déclarent de plus vouloir améliorer la qualité de vie des habitants. Les subventions d'État aux entreprises, acteurs ruraux et organisations sociales et culturelles pouvant favoriser l'activité touristique et l'attraction de visiteurs sur des zones spécifiques d'intervention (Zones Touristiques Prioritaires et espaces protégés) cherchent à accélérer le développement économique d'une région perçue comme « extrême », isolée ou « reculée ». La préoccupation de la protection des ressources, du paysage, de l'environnement et des spécificités culturelles

n'apparaît que de manière secondaire. Jusqu'à présent, les autorités politiques et étatiques centrales (à Santiago du Chili) ont choisi de ne pas réguler les projets dans la peur de freiner l'activité et le développement. Peu d'actions socio-culturelles favorisent ou accompagnent des initiatives endogènes et des systèmes touristiques appropriés axés sur des visions locales, propres au territoire.

La possible création d'une agence pour le développement touristique régional, est annoncée par un fonctionnaire de Coyhaique, comme étant une instance de coordination des investissements publics (à l'instar du Conseil des Ministres national). Comme une Organisation de Gestion de la Destination (Pearce & al., 2016) elle chercherait à rendre plus compatible l'offre avec la demande. L'Observatoire Touristique de Aysén (SERNATUR Aysén, 2017), ébauché dès 2010, cherche pour sa part à comprendre les flux et les intérêts des visiteurs. L'étude de l'incidence de la mise en tourisme du territoire et l'installation de mécanismes de contrôle ou de canalisation des flux touristiques sont en revanche laissée aux mains des centres universitaires, par le biais d'études financées régionalement au travers de fonds gérés par la CORFO.

Comme nous l'avons mis en évidence, l'intervention étatique est géographiquement répartie et transversale. Cette intervention favorise avant tout les entrepreneurs et les acteurs du monde rural. C'est ainsi qu'INDAP (Ministère de l'Agriculture) et FOSIS (Ministère des Affaires Sociales) ont une incidence directe, bien qu'encore modeste, sur le développement du tourisme en milieu urbain ou rural. Ils favorisent ainsi la forme de développement traditionnelle. Pour sa part, CORFO, l'Agence de Développement Nationale, par le biais de subsides aux projets productifs et commerciaux, favorise les formes de développement entrepreneurial, industriel ou technologique. SERCOTEC, Service d'Aide aux Initiatives des micros et petites entreprises, artisans et prestataires de services touristiques, favorise à la fois des acteurs ruraux et urbains, traditionalistes ou alternatifs. SERNATUR, Service National du Tourisme, par son action de mise en valeur de l'offre (attraits patrimoniaux ou produits), de promotion et de régulation de l'activité, s'inquiète quant à lui avant tout de la demande. Il favorise ainsi les visiteurs et la forme de développement touristique récréative, en invitant à parcourir la route australe et à réaliser des activités récréatives et sportives sur des sites spécifiques. Les entrepreneurs et acteurs du tourisme en général, sont les bénéficiaires de l'action de promotion et commencent, depuis 2007, à être accompagnés dans la formulation de leur offre. La création de « Zones d'Intérêt Touristique » (ZOIT) préfigure l'évolution de la logique d'intervention par la mise en place de coordinations ou de création de clusters entrepreneuriaux et locaux.

Concernant le patrimoine culturel et naturel, bien que son rôle soit encore modeste, l'apparition du Conseil Régional de la Culture (DIBAM, Archives et Musées) dans la sphère du développement touristique, avec des études et actions de mise en valeur des spécificités culturelles locales, favorise les acteurs locaux, traditionnels et alternatifs. Il définit des espaces culturels ou de créativité qui permettent aux acteurs locaux d'exprimer leurs valeurs et visions et les partager avec les visiteurs. Pour leur part, le Ministère de l'Environnement, le Ministère de l'Agriculture par le biais de son Unité de Protection de la Faune Sauvage du Service de l'Agriculture et de l'Élevage (SAG) et de l'Unité du Patrimoine Sauvage de l'Office des Forêts (CONAF), et le Service National de la Pêche cherchent à favoriser des actions de conservation écologiques et alternatives. Cette synthèse de l'incidence de la forme étatique sur les autres formes de développement permet d'identifier des enjeux, des confrontations et des compromis qui expliquent les dynamiques territoriales.

2.2. Forme de développement touristique traditionaliste

Dans le monde domestique (Boltanski & Thévenot, 1991), les acteurs cherchent à maîtriser les dynamiques locales dans le respect des traditions, des ententes et des pratiques résultantes de l'histoire familiale. Le monde rural est mû par cette logique (Simonneaux, 1999) et « les compétences sont le produit de l'histoire que l'on transmet de génération en génération » (Corneloup & al., 2001). Elles marquent les perspectives et possibilités de la mise en tourisme d'un territoire rural ou traditionnel. Les défis de l'intégration du monde rural au fait touristique ont été abondamment étudiés en Europe (Mao, 2003 ; Bourdeau, 2003 ; Bouhaouala, 1999 ; Pecqueur, 2004 ; Martin, Bourdeau, & Daller, 2012) et dans les espaces « en développement », c'est-à-dire peu urbanisés, partout dans le monde (Pearce, 2013 ; Blangy & Laurent, 2007 ; Navet, 2011 ; Michel, 2011c ; Michel, 2003). Dans la région d'Aysén, un confin touristique de nature et un espace récemment colonisé par les Européens, le défi de l'intégration du tourisme aux dynamiques locales a aussi été débattu par les chercheurs Escobar (2007), Gale (2006), Inostroza (2016), Michel (2015b) et l'écrivaine chilienne d'origine allemande Luisa Luwig (2011).

Au Chili, comme dans le reste de l'Amérique du Sud, le sujet du tourisme rural est omniprésent dans les politiques de développement de différents organismes comme l'*Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura* (IICA, 2009) ou le Ministère de l'Agriculture chilien (Constabel & al., 2008). Il est perçu comme une opportunité, mais sa mise en œuvre, notamment l'intégration culturelle en milieu traditionnel des visiteurs venus du monde urbain, est un défi. La logique de réseaux économiques nécessaires

au tourisme rural est jugée difficile à installer dans des sociétés où la logique familiale ou de clan prédomine (Szmulewicz, Gutiérrez, & Winkler, 2012). Le tourisme est souvent pensé comme une alternative économique aux activités productives traditionnelles moins rentables. Il est rarement intégré aux logiques culturelles existantes ou choisi consciemment par les hôtes (Ruiz & al., 2008) et souvent imposé par les néo-ruraux (Bachleitner & Zins, 1999 ; Corneloup & al., 2014). Le sujet est d'autant plus d'actualité que le thème du tourisme durable s'est imposé dans les discours politiques des organisations mondiales participants à son développement : l'OMT, l'UNESCO ou le *Global Sustainable Tourism Council* par exemple. Une nouvelle rationalité dans sa mise en œuvre est devenue nécessaire (Leff & al., 2002 ; Lamic, 2008 ; Guala & Szmulewicz, 2007).

2.2.1. Acteurs locaux proximaux, traditionnels et ruraux

Vingt acteurs, qui s'associent à cette forme de développement, ont été rencontrés. Ils sont installés dans les localités rurales de Puyuhuapi (3) et La Junta (3) ou du littoral : Puerto Aysén (1), Tortel (3), Puerto Cisnes (3), Raúl Marín Balmaceda (3), Puerto Gaviota (1) et Puerto Aguirre (1). Ce sont pour la plupart des micro-entrepreneurs, des guides, des artisans pêcheurs ou des paysans. Deux d'entre eux habitent Coyhaique et sont membres d'organisations sociales et culturelles régionales (l'Église Catholique et la Société d'Histoire et géographie régionale). Ils se consacrent à l'hébergement (7 d'entre eux), au transport maritime (4), à la pêche sportive (2), à l'encadrement d'activités de pleine nature (randonnée et rafting) ou à l'animation culturelle (4), à l'accueil à la ferme de volontaires (2) et au camping (1). Tous gardent un lien avec une activité productive, mais pour seulement six d'entre eux l'agriculture, la pêche ou le bûcheronnage leur fournissent toujours leur revenu principal.

La majorité des personnes enquêtées exerce de manière prépondérante une activité commerciale liée au transport, au logement et à la restauration. Leur clientèle principale est celle des fonctionnaires et travailleurs d'entreprises privées, de la construction ou de l'industrie du saumon (selon un hébergeur de Raúl Marín Balmaceda) suivie des familles aisées de Coyhaique et, en troisième lieu, des touristes nationaux ou étrangers avertis (selon un paysan de La Junta). Une moitié d'entre eux exerce une activité en lien avec le tourisme depuis les années 2000 (notamment en offrant des logements le long de la route australe et des services de transport) alors que l'autre s'y est associée depuis peu (2010), afin d'offrir des services plus spécifiques tel que le travail de guide et d'encadrement thématique et culturel.

Comme nous l'avons présenté dans le chapitre 1, la région possède trois ensembles culturels assez marqués. Ces zones culturelles se fondent sur des différenciations historiques issues de la période de colonisation du Sud chilien

et argentin. La zone continentale est marquée par la présence d'agriculteurs et d'éleveurs des vallées continentales, le long de l'actuelle route australe et des steppes orientales, ayant des traits culturels et traditions des éleveurs argentins et mapuches, Pehuenches ou Tehuelches. Sur le littoral pacifique dominant les pêcheurs originaires principalement de l'île de Chiloé, historiquement descendants des peuples Huilliche - Mapuche.

Dispersés sur l'ensemble du territoire, on trouve aussi de grands propriétaires terriens chileno-européens issus de l'installation des grandes sociétés d'exploitation agricole du début du XX^e siècle. Des familles d'éleveurs et d'agriculteurs chiliens d'influence européenne et issues d'une première vague d'immigration, lorsque la république naissante les invite à venir coloniser les zones des Mapuches de l'Araucanie et de la Patagonie au XIX^e siècle, ont accompagné ces sociétés industrielles. Il existe ainsi trois catégories d'acteurs traditionalistes : les còlons descendants d'Européens (pour qui le tourisme est un complément d'activité), les paysans chiliens métissés, habitants des vallées continentales et du littoral et issus d'une colonisation spontanée (pour qui le tourisme est une possibilité de revenus de substitution) et la jeune génération voulant reprendre une activité rurale familiale (pour qui le projet se construit fortement autour de l'activité touristique).

2.2.2. Logiques d'actions et justifications sociales traditionalistes

Les acteurs du monde rural ont un savoir empirique qui leur permet d'interagir quotidiennement avec leur environnement. Leur logique d'action est celle de la survie basée avant tout sur une économie de subsistance et ancrée dans un cadre culturel et historique. Leur logique est socio-économique proximale et traditionnelle, mais avec des préoccupations sociales et communautaires, fortes et environnementales de plus en plus importantes. Le principe supérieur commun est celui qui gouverne la « cité » domestique (Boltanski & Thévenot, 1993) : un respect des traditions, de la hiérarchie familiale et des acquis des générations précédentes. Le rapport à la nature est généralement anthropocentrique et progressiste. Les ressources doivent être utilisées et la nature aménagée pour assurer la survie et améliorer l'espace de vie et le bien-être des siens. Les logiques d'actions des acteurs en Aysén varient selon l'une des trois catégories définies préalablement. Les pionniers, les paysans locaux, les propriétaires terriens, éleveurs ou agriculteurs, agissent au quotidien sur leur espace de vie proche. Ils sont généralement passifs par rapport à l'aménagement communal ou régional, cherchent à faire valoir leurs besoins et préférences, mais attendent des subsides de l'État pour aménager l'espace au-delà des nécessités immédiates de leur activité productive. Ils profitent des absences de l'État sur leur lieu de vie pour pratiquer le pâturage extensif dans les aires protégées ou la pêche furtive sur le littoral. Cette logique est sociale,

économique et proximale. Chaque action vise à conforter un espace de vie et à créer de nouvelles richesses dans un cadre familial.

Les colons issus de grandes familles chiliennes ou d'origine européenne ont une logique d'action semblable aux petits paysans, mais avec une incidence sociale et politique plus forte. Leur plus grande mobilité, des zones rurales à la capitale régionale ou nationale, leur permet de faire valoir leurs valeurs et priorités. Nombre d'entre eux s'autodéfinissent comme des « patriotes », car ils défendent une idéologie nationaliste en faisant valoir l'importance géopolitique de leur présence dans un territoire périphérique. Leur discours est progressiste, favorable à la colonisation et à l'usage des terres « abandonnées » du sud.

Les néo-ruraux et la jeune génération descendant des familles de pionniers revenant « au pays » portent en revanche des projets innovants ou alternatifs. Leur logique reste productive, mais ils cherchent à améliorer les systèmes traditionnels et à capter de nouvelles ressources économiques. Leur logique est sociale et économique, mais avec une préoccupation grandissante pour les enjeux écologiques.

Le rapport au lieu et le mode d'habiter est à la fois endogène, surtout pour les acteurs traditionnels et les habitants du territoire installés de longue date, mais parfois exogène, comme pour les grands propriétaires terriens installés dans la capitale régionale ou d'autres grandes villes chiliennes pour participer à un commerce agricole à plus grande échelle. Il existe aussi des « acteurs transitionnels [...] : enfants du territoire installés à l'extérieur, mais y conservant des attaches, des intérêts économiques et stratégiques, habitants très mobiles l'intégrant dans leurs réseaux d'habitation et de vie, résidents secondaires, etc. » (Di Méo, 2006). Les enfants des paysans pionniers, ayant dû migrer pour leurs études ou leur travail, restent attachés à leur région et y reviennent en été pour participer aux activités agricoles ou mener des projets touristiques. Des néo-ruraux, jeunes urbains faisant le choix d'un refus de la modernité et opérant un changement radical dans leur vie, participent à cette logique endo-exogène. Des recherches montrent qu'ils sont à la source des dynamiques les plus marquantes en milieu rural, en imposant leurs priorités sociales et culturelles (Bachleitner & Zins, 1999). Dans la région d'Aysén, les projets et services touristiques les plus significatifs sont menés par ces jeunes, selon un batelier de Tortel et un entrepreneur de Puerto Cisnes. Aidés par des organisations locales subventionnées par l'État, ils peuvent donner la priorité à l'activité touristique (le cas des artisans pêcheurs et d'un batelier à Puerto Cisnes) ou devenir des entrepreneurs alternatifs importants (selon un guide rural et entrepreneur de Coyhaique). La logique est territoriale, car le choix du lieu de vie est fondamental, mais aussi opportuniste, car il s'agit de gagner des revenus financiers additionnels à ceux de la ferme en attirant des visiteurs, et idéologique, car il faut revenir vivre en milieu rural.

2.2.3. Modes de gestion dans le développement des projets touristiques traditionalistes

Comme mis évidence en France (Bouhaouala, 2007), le développement du tourisme rural a pour principe économique dominant la création de richesses, le maintien d'une activité productive et la mise en valeur du foncier. Dans la région d'Aysén, la recherche d'une autosuffisance alimentaire domine et est rendue possible grâce à des subsides d'État. Chaque famille ou propriétaire d'un terrain, dont les revenus principaux sont le résultat du travail de la terre à la ferme, peut obtenir des aides au développement. Une famille est généralement dirigée par un patriarche, mais aussi, de plus en plus, par des femmes seules ou avec leurs enfants. Ils présentent des projets aux services du Ministère de l'Agriculture (INDAP, CONAF ou PRODEMU, Programme d'Aide aux Femmes en milieu rural) qui peuvent renforcer les activités productives en élargissant ceux-ci à d'éventuels usages touristiques. L'élevage extensif qui domine, ainsi que la production fourragère et maraîchère dans des zones favorables, conditionne la nature des projets touristiques de la petite paysannerie. Le projet habituellement financé par l'État est souvent une remise agricole ou *quincho* pouvant servir à diverses fonctions : grange, atelier, lieu d'emballage, de réunion de famille ou de visite pour un éventuel repas. Ce programme d'INDAP a parfois été qualifié péjorativement comme le fond pour « des cabanes à barbecues » par ses détracteurs (un entrepreneur de Coyhaique), car leur usage mal défini est souvent à perte (non utilisé), ne permettant pas de structurer l'offre touristique ou de former les paysans aux métiers du tourisme.

Une animatrice du tourisme rural à Puerto Guadal, région d'Aysén



(Bourlon, 2019)

La situation est différente pour les paysans-pêcheurs du littoral pacifique (Peuziat, 2006), car ils sont rarement propriétaires de leurs terres et ne peuvent pas bénéficier d'aides d'État au même titre que les paysans-éleveurs. Ils cultivent sur des lopins de terre réduits et dépendent du produit de la pêche ou des revenus de leur quota vendu à des industriels. Le tourisme représente donc une manne nouvelle importante dont ils cherchent à profiter de manière opportuniste en proposant leurs services de navigation. Cette offre est aléatoire au gré de leur disponibilité, car ils peuvent partir à la pêche plusieurs jours ou être au port pour réparer leurs embarcations ou habitations, ramasser du bois de chauffage, entretenir leur potager, s'occuper des quelques animaux dont ils sont propriétaires, mais qu'ils font pâturer chez des connaissances ou encore travailler quelques jours pour un élevage de saumon ou pour la municipalité dans le cadre de travaux d'entretiens des espaces publics.

Les fermiers aisés et grands propriétaires terriens dirigent des entreprises agricoles plus ou moins rentables, mais dont le capital foncier est très important. En cent ans, celles-ci ont évolué à partir des « sociétés agricoles et animalières industrielles » et « concessions de pâturage » (Martinic, 2005) consacrées à l'élevage ovin extensif pour la laine puis la viande, puis à l'élevage bovin pour la viande et sont devenues de grands ranchs familiaux. La carte des concessions du début du XX^e siècle, proposée par Mateo Martinic, montre une logique spatiale en concurrence avec la colonisation spontanée. Les enjeux agricoles sont surtout localisés près de l'actuelle ville de Coyhaique et sur les bassins des rivières Mañihuales et Cisnes jusqu'à la frontière avec l'Argentine. L'exportation des produits de l'élevage s'est traditionnellement faite vers l'Argentine, puis vers Puerto Aysén et le reste du Chili avec l'affirmation de la présence chilienne et la création de la région administrative d'Aysén.

Les grands propriétaires emploient les petits paysans dans leurs projets agricoles, soit pour le travail des champs et d'alimentation des animaux, soit pour la surveillance de l'élevage extensif. Le modèle « progressiste » et paternaliste est accepté et apprécié par les petits paysans. De fait, les partis de droite ont toujours le vent en poupe dans la région et ceux-ci votent généralement pour des représentants de droite récemment arrivés au pouvoir.

Les colons devenus riches ont historiquement migré vers la capitale et gagné le pouvoir politique. Ils prônent aujourd'hui encore le modèle de la colonisation des sociétés agricoles des années 1950. Ils ont poursuivi leurs acquisitions de terres auprès des petits paysans (ayant eux-mêmes obtenu ceux-ci de l'État selon la loi de la colonisation de 1937) qui ne pouvait plus vivre de leurs terres, car trop isolées ou aux sols trop pauvres. L'achat de terres agricoles est devenu un investissement avec l'avènement du tourisme et la création de réserves de chasses ou de parcs privés. Ainsi, des propriétaires comme les familles Galilea (propriétaire de l'*Estancia Punta del Monte*,

sénateur et propriétaire d'usines piscicoles et autres), Puchi (propriétaire de nombreux terrains agricoles et d'une usine d'élevage de saumon), Benaventes (propriétaire de la marque de sport Andes Gear et industriel dans le domaine de l'élevage de poulets), Luksic (propriétaire de *Banco de Chile* et de plusieurs mines) ont racheté des terrains agricoles dans différentes vallées (Ñirehuao sur la commune de Coyhaique, Río Ibáñez sur la commune éponyme, Río Leones sur la commune de Chile Chico au bord du Lac Carrera ou Río Mayer sur la commune de Villa O'Higgins) pour en faire des lieux d'usage touristique.

Les petits paysans, pionniers, se situent en bas d'un système de classes sociales. Une quinzaine de grandes familles riches dominent une masse prolétarienne, à leur service pour la gestion des fermes d'élevage d'ovin, bovin ou de saumon. Des phrases comme « les grands nous permettent de vivre ici » ou « il faut de grands entrepreneurs et patrons pour notre bien » (selon une organisation culturelle locale) sont courantes. Les inégalités sociales et économiques restent une réalité et semblent bien en vigueur dans ce front pionnier, selon l'évêque de la région d'Aysén rencontré à Coyhaique. Le mouvement social de 2012 opposant travailleurs, pêcheurs et petits paysans contre le pouvoir politique, les bas salaires, le rejet de projets industriels et le manque d'accès à l'éducation sont issus de cette lutte des classes.

2.2.4. Rationalité de l'action touristique traditionaliste

Le monde domestique se structure autour de réalités culturelles établies de longue date et autour des activités productives. Les piliers de l'être au monde sont la famille et le patrimoine foncier ou présence territoriale (pour les pêcheurs et les peuples premiers) que celle-ci possède. En ce sens, les principes qui sous-tendent les pratiques touristiques sont ceux du partage des activités traditionnelles à la ferme ou sur le littoral, des circuits équestres ou maritimes permettant de parcourir l'espace habité et vécu, la chasse, la pêche et les déplacements pour aller chercher des animaux pâturant.

L'organisation des fêtes locales, les « *fiestas costumbristas* » en Patagonie chilienne, a pour but de réunir les pêcheurs et paysans qui se voient habituellement peu. Les associations culturelles dirigées par des néo-ruraux ou jeunes issus du monde rural structurent les dynamiques en cherchant à affermir des liens sociaux souvent malmenés par des conditions d'existences rudes. Il en résulte que le public concerné par l'offre touristique du monde rural est habituellement composé par des parents et amis des familles traditionnelles, mais aussi des visiteurs cherchant à renouer avec un mode de vie opposé à celui des centres urbains. Les lieux emblématiques du tourisme rural se construisent autour de projets et d'espaces de nature domestiquée, en vallée, en montagne ou sur le littoral.

La structuration de la réalité touristique est différenciée entre celle issue des acteurs du littoral, les artisans pêcheurs *chilotes*, et ceux du continent : les grands éleveurs et agriculteurs latino-européens et les petits paysans aux origines métissées, mapuches et européens, principalement espagnols. En effet, les différentes cultures paysannes, par l'histoire de leur implantation et leur répartition géographique, induisent des formes d'accueil et créent des dynamiques touristiques spécifiques.

Schématiquement, les pêcheurs d'origine chilote parcourent depuis des millénaires les archipels de Patagonie et poursuivent une vie de cueillette et de subsistance dans un isolement et un éloignement des centres urbains marqué. Les ports d'Aguirre, Cisnes et Aysén sont leurs points d'approvisionnement. Dans l'essai *Otras narrativas en Patagonia* (Osorio, Saavedra, & Velásquez, 2007), trois anthropologues spécialistes de la Patagonie et d'Aysén en particulier, évoquent et discutent de l'imaginaire, de l'histoire et des réalités socio-culturelles du territoire. Ils montrent comment la scission entre les peuples originaires et européens perdure aujourd'hui. Nombreux sont ceux qui restent des travailleurs indépendants, mais sous la coupe de patrons lointains qui les approvisionnent en nourriture et essence contre le fruit de leurs pêches. Si celle-ci est mauvaise, ils s'endettent et s'appauvrissent encore un peu plus. D'autres travaillent un temps pour l'industrie du saumon, en charge de l'entretien et l'alimentation des fermes flottantes dans les recoins isolés du littoral (Saavedra, 2012). Leur rapport aux étrangers est donc teinté de doutes et de peurs, mais aussi d'espoirs de gains. Avec la crise de la pêche et la dureté du travail sur les élevages de saumon, ils voient dans le tourisme une véritable possibilité d'améliorer leurs conditions de vie. « Ici, il y a tout à faire », déclare une habitante du petit port de Gaviota qui offre le seul logement du lieu et qui voudrait « replacer » son village sur les cartes régionales officielles. En effet Puerto Gaviota n'apparaît pas sur toutes les cartes et encore moins sur le matériel de promotion touristique. Elle aimerait également que les touristes y viennent pour voir ce port en déclin et oublié de tous et pour échanger avec la trentaine d'habitants qui survivent, à quelques coups de rames du parc national Isla Magdalena. La première fête du colin (*Fiesta de la Merluza*) organisée en février 2014 par un projet mené par le département du tourisme durable du CIEP en coordination avec l'équipe de la commune de Río Cisnes, a essayé de faire revivre un peu la « fièvre de la pêche à la *Merluza* », période de *razzia* sur les ressources halieutiques des années 1980 (Peuziat, 2006). Bien que l'accueil soit chaleureux, les conditions de voyage et de vie sont tellement rudes que seuls quelques aventuriers s'y sont associés. D'autres acteurs enquêtés déclarent qu'ils sont optimistes quant au futur du tourisme. L'un déclare : « je ne crois guère aux actions collectives [car] il y a un manque d'entente entre les acteurs touristiques locaux » (un hébergeur et batelier de Raúl Marín Balmaceda). Ici, chacun pense d'abord à ses affaires à court terme et à ses propres intérêts. Selon l'évêque la région

d'Aysén à Coyhaique, la pauvreté et l'alcool font des ravages au sein des communautés du littoral : « en raison des quotas imposés, le pêcheur peut pêcher seulement trois jours par mois... et le reste du temps, que va-t-il faire ? Boire... Hélas. Et le tourisme ? Il intéresse les gens uniquement pour des raisons économiques, cela permet de gagner plus d'argent rapidement ». En effet, « il existe beaucoup de violence conjugale au sein des familles et de cas de suicides de jeunes, même si ces dernières années la situation s'est sensiblement améliorée, grâce notamment aux efforts des travailleurs sociaux », selon un dirigeant syndical et pêcheur à Puerto Aguirre.

On retrouve une problématique similaire, mais bien moins aigüe avec les acteurs de la petite paysannerie continentale. La grande différence avec les acteurs de la côte de l'océan pacifique réside dans une plus grande intégration avec le monde et les logiques urbaines. L'exode rural vers les deux principales villes de la région le montre bien. Ces acteurs reçoivent spontanément et volontiers des visiteurs, surtout s'il existe un attrait, tel que des bains chauds. C'est ainsi qu'un entrepreneur de La Junta déclare : « J'ai reçu cette saison environ 3 000 touristes, dont 700 Israéliens ! » Argentins, familles de Coyhaique et quelques Européens arrivent ici par le biais d'informations diffusées par des opérateurs et transporteurs argentins. Les infrastructures sont rustiques et les conditions de vie sommaires, mais cela attire des visiteurs ayant envie d'une intégration dans les modes de vie locaux. Ainsi, une ferme fait partie du réseau international de WWOOF (réseau international pour vivre et apprendre à la ferme). La clientèle est composée de quelques *gringos*, des Israéliens, mais surtout de familles chiliennes. Tous ne sont pas bien appréciés : « des jeunes israéliens, je n'en veux pas plus ! Ils marchandent tout le temps et ne sont pas très respectueux » décrète la propriétaire d'un gîte à la ferme. C'est son succès dans le domaine du tourisme qui a motivé le fils unique d'une famille d'entrepreneurs de La Junta, à étudier à l'École des Guides la Patagonie et à offrir ses services pour du rafting, du kayak et de la pêche à la mouche sur la rivière Palena.

Un autre cas emblématique est celui d'une agricultrice d'origine allemande et mariée à un Chilien de la zone qui a fait le choix de vivre dans la zone du Río Ñadis, sur la commune de Cochrane. Son secteur ayant été menacé par des inondations liées aux projets d'HidroAysén, elle a participé de manière très active dans la campagne *Patagonia Sin Represas* et a aussi fait partie du réseau touristique éponyme. Pour tous ces paysans, les ressources touristiques sont partout sur leur lieu de vie, tout semble significatif. L'invitation est de venir découvrir leur espace habité, maisons, bâtiments agricoles, vergers, potagers, ou plus éloignés tel que les zones de pâturages extensifs ou de pêche. Les « lieux » touristiques sont le plus souvent des particularités orographique ou historique et familiale. Certains acteurs (dont deux ont été enquêtés) participent activement aux initiatives menées depuis le début des années 2000 par le Ministère de l'Agriculture visant à installer le tourisme et créer des sources de

revenus complémentaires pour les petits paysans. La forte participation aux deux journées de rencontres pour le lancement du Programme de Consolidation du Réseau de Tourisme Rural (*XI Encuentro de Turismo Rural de Aysén*) des 19 et 20 octobre 2017, organisées par le service d'aide à la petite agriculture (INDAP) de la région d'Aysén, montre qu'une réelle dynamique existe. Cependant, alors qu'INDAP compte plusieurs milliers de bénéficiaires potentiels, seule une quarantaine y participe actuellement et moins de vingt sont formalisés auprès du Service Régional du Tourisme. Les pêcheurs et habitants du littoral n'ont pas participé, car ils ne bénéficient pas des aides du Ministère de l'Agriculture (et le Service National de la Pêche ne dispose pas d'un fonds d'aides semblable). Nombreux sont ceux qui reçoivent des visiteurs depuis plus de 30 ans (22 sur les 35 participants) et tous depuis plus de 10 ans, ce qui correspond à l'ouverture de la route australe, à la hausse du trafic et au besoin de services pour les voyageurs. Ceux installés depuis 10 à 20 ans correspondent aux acteurs ayant fait un choix de retour à la campagne.

Les participants à cette rencontre sont tous originaires des vallées continentales, principalement des communes de Coyhaique (22 participants), de Río Ibáñez (8 paysans) et de Puerto Aysén (6). Ceci est logique, car la réunion s'est tenue à Coyhaique, proche de Puerto Aysén et de Puerto Ibáñez et correspond bien à la réalité productive régionale. Les trois communes mentionnées sont les plus favorables à l'agriculture et à l'élevage de la région. La participation d'acteurs de Cochrane, Villa O'Higgins, Puerto Cisnes et Chile Chico montre cependant l'intérêt que suscite le tourisme pour les villages éloignés de la capitale régionale. Il est intéressant de noter que les bénéficiaires des subsides d'État, pour mettre en place une activité, proposent en général des visites à la ferme (17 acteurs) sans spécifier la nature de celle-ci ni quels seraient les services proposés : 3 proposent leurs services de guides culturels, 3 de restauration à la ferme, 6 de gîte rural, 4 de randonnées équestres (vers les parcs et réserves), 1 de transport et 1 d'artisanat. Parmi les 13 autres acteurs formalisés au sein du réseau de tourisme rural d'INDAP, 5 offrent des campings et séjours à la ferme, 5 autres des gîtes et logements familiaux et 3 des services de guides et de randonnées équestres.

Pour les acteurs issus de la colonisation chileno-européenne qui vivent entre Coyhaique et leurs fermes isolées, la réalité est bien différente. Ces héritiers des sociétés agricoles industrielles du début du XX^e siècle sont les propriétaires terriens et agriculteurs les plus importants de la région. De manière spontanée, soit pour mettre en valeur certains espaces de la ferme, soit par intérêt des jeunes de ces familles aisées, des services sont offerts à la ferme. C'est le cas de la famille Galilea à l'*Estancia Punta del Monte* près de Coyhaique, qui propose des randonnées équestres et des circuits d'observation des condors. L'activité ornithologique a fait l'objet d'un projet pilote de tourisme scientifique avec la venue de spécialistes et des programmes de comptage et registre des comportements des populations entre 2009 et 2012.

Sur la commune de Cochrane, la société agricole *Sociedad Explotadora del Baker*, dirigée d'abord par le fameux Lucas Bridges (Bridge, 2013), vendue ensuite à des colons belges et rachetée enfin par Tompkins, est devenue le parc Patagonia.

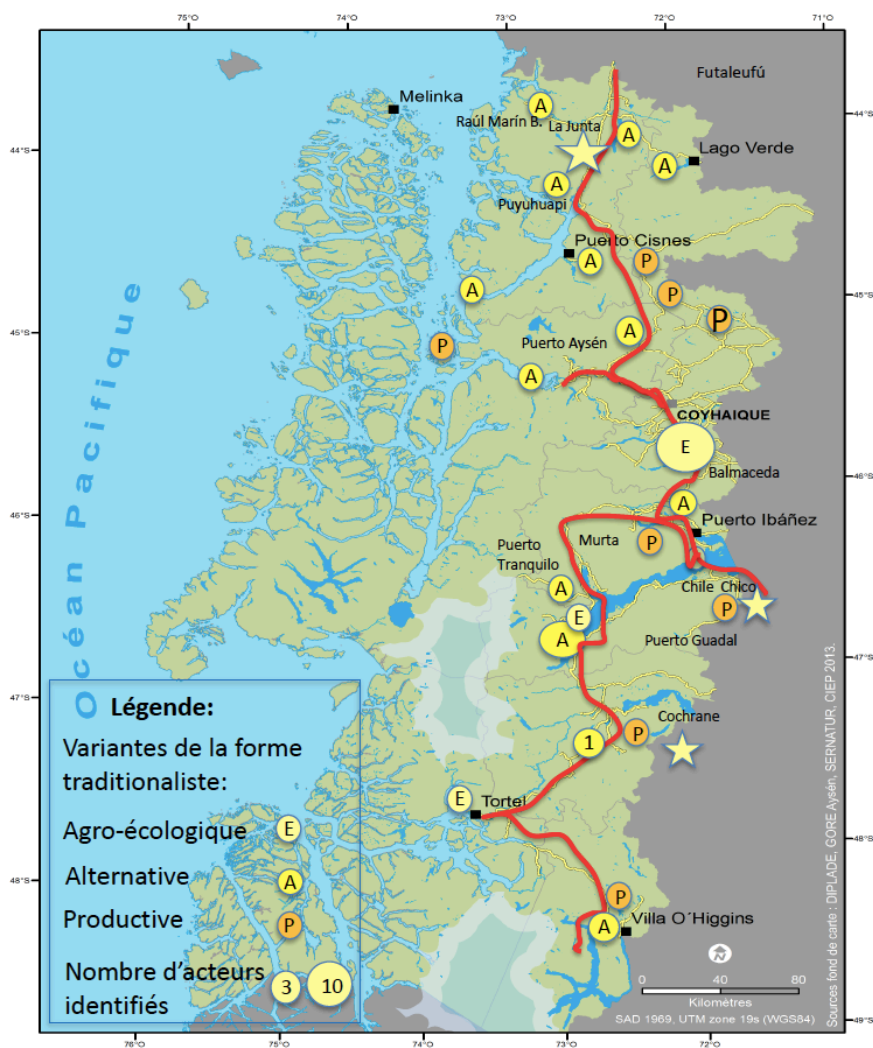
Les grandes fermes ou *estancias* de la période de colonisation du début du XX^e siècle se situent sur la côte vers Raúl Marín Balmaceda et Puyuhuapi, proche de Coyhaique, sur les contours du lac General Carrera et vers Villa O'Higgins. On y retrouve respectivement des initiatives chileno allemandes (*Colonia Santo Domingo* - Melimoyu, Raúl Marín Balmaceda, Puyuhuapi et concession Freudenburg de Villa O'Higgins), chileno-espagnoles (*Anglo-Chilean Pastoral Co.* et actuelle *Estancia Río Cisnes*) et chileno-anglaises (*Sociedad Industrial del Aisén del Río Coyhaique* et *Sociedad Explotadora del Baker* de Cochrane). Aujourd'hui, des projets touristiques ruraux s'organisent autour de deux grandes *estancias* : Punta Tres Montes (famille Galilea) et Río Cisnes (famille DeClerck - Bouckaert) et dans une moindre mesure à Cerro Castillo (famille Puchi) et Valle Chacabuco près de Cochrane jusqu'en 2005, avant son rachat par Tompkins. Ces fermes sont les points d'ancrage de projets plus ambitieux, comme celui de l'ex-ministre de l'extrême droite chilienne, entrepreneur et politicien, Pablo Longueira. Outre une nouvelle tentative d'ouverture du canal Ofqui (commencé en 1936) et la construction d'un téléphérique vers le Mont Saint Valentin (4051m), il propose de faire du tourisme durable grâce à un réseau de fermes et parcs privés. Il fait partie d'un groupe de huit autres riches chiliens issus des grandes familles qui « orientent » la politique du pays, qui ont essayé de réunir les fonds nécessaires pour acheter l'*Estancia Valle Chacabuco* à Charles Desmet (descendant des colons belges arrivés en 1947, invités par l'État chilien) en 2005, afin d'empêcher la Fondation de Douglas Tompkins de l'acquérir. Le projet a échoué, mais le regret d'avoir « perdu » cette *estancia*, symbole des grands projets agricoles du XX^e siècle, a alimenté les mouvements anti-écologistes et anti Douglas Tompkins à partir de 2008 et jusqu'au décès de ce dernier en 2015 (voir campagne « Patagonie Sans Tompkins » décrite dans la forme de développement écologique).

2.2.5. Incidence territoriale de la forme de développement traditionaliste et variantes

Plusieurs études sur le potentiel touristique des zones rurales montrent que la plupart des agriculteurs souhaitent s'investir dans l'agrotourisme, notamment dans les secteurs proches des villes et villages. Comme le montre la carte suivante c'est particulièrement le cas sur le pourtour du Lac General Carrera, sur les communes de Río Ibáñez et Chile Chico (Escobar, 2007), sur les localités isolées comme Tortel (bûcherons et éleveurs) et Villa O'Higgins

(éleveurs) ou sur la plupart des ports du littoral (Peuziat, 2006). Des diagnostics du gouvernement régional, dès 1999 avec le projet de Parc Naturel Régional A.C.C.A. (Gobierno Regional, 2005a) et du Ministère de l'Agriculture et des Affaires Sociales (INDAP, 2008), de l'Association pour l'Intégration des Communes Frontalières de la Région (ASOMUFI) et d'organisations locales ont identifié des zones très favorables à l'agrotourisme et à l'insertion des paysans dans un réseau pour le tourisme rural.

Carte 10. Spatialisation de la forme de développement traditionaliste de la région d'Aysén en 2017



(Bourlon, 2018)

La mise en valeur des produits du terroir, tel que l'initiative *Sabores de Aysén*, menée par CODESA entre 2002 et 2005 (CODESA, 2009) et l'action du CIEP, à travers son programme de tourisme scientifique, ont essayé d'accélérer la mise en place des initiatives de tourisme rural. C'est le cas à Cerro Galera sur la commune de Coyhaique avec la publication du *Guía de Campo para el turismo científico* en 2012 ou sur le littoral d'Aysén et avec les artisans pêcheurs des villages de Puerto Cisnes, Puyuhuapi, Raúl Marín Balmaceda et Puerto Gaviota, puis avec la publication du guide *Aysén Vistas al Mar* en 2015.

Il existe une forte concentration de projets de petits paysans appuyés par l'État sur la commune de Coyhaique (19 initiatives) et, dans une moindre mesure, autour des villages de La Junta, Raúl Marín Balmaceda et Puyuhuapi (14), Puerto Ibáñez (7), Puerto Tranquilo, Murta et Puerto Guadal (11), mais celle-ci correspond probablement au résultat du travail des équipes du Ministère de l'Agriculture. Les quelques projets traditionalistes productifs se situent proches de Coyhaique, à Mañihuales et Alto Río Cisnes et dans une moindre mesure à Puerto Ibáñez, Chile Chico, Cochrane et Villa O'Higgins.

Comme le montrent les prospectus de promotion de 2008, l'offre de tourisme rural était alors réduite. Des pôles à vocation touristique rurale sont créés par INDAP sur les communes de Coyhaique, Puerto Ibáñez - Cerro Castillo et La Junta, mais pourraient tout aussi bien exister autour de chaque village rural ou dans les secteurs les plus isolés. Quatre petits paysans seulement, bénéficiaires des aides de l'État à Alto Palena, Puerto Aysén, Coyhaique et Villa O'Higgins, étaient mis en avant. Cette même promotion inclut 23 acteurs (dont 10 ont participé de la réunion du 19 et 20 octobre 2017) en 2016 (INDAP, 2016). L'objectif des animateurs du service d'état de INDAP à Coyhaique, est d'en associer 300 d'ici à 2019. Pour sa part, le service de promotion touristique de SERNATUR ne différencie pas les acteurs du monde rural et associe leurs offres à l'une des 40 catégories de services (logement, restauration, transport, service de guides, etc.). Sur le site web de promotion touristique de la région d'Aysén, la promotion du tourisme rural est faite de manière générique : « Aysén est une terre de pionniers et de pionnières et au long de la route australe, il est possible de découvrir leurs histoires vécues. Pour chacune d'entre elles, vous aurez l'opportunité de partager avec les authentiques habitants de l'extrême sud du Chili ». Cette promotion met en valeur l'imaginaire des fonctionnaires d'état, convaincus que ces attributs pourront attirer les voyageurs étrangers. On vante ainsi la route australe, l'authenticité des modes de vie et la possibilité de vivre une expérience unique avec les habitants de la région. Le potentiel d'une offre touristique rurale attrayante pour les visiteurs chiliens, argentins et européens est réel, mais requiert encore un effort important de coordination pour en préciser la teneur, donner une valeur ajoutée à l'accueil spontané et créer des motivations pour que les visiteurs séjournent plus longuement. L'accueil dans les *estancias*, ranchs de

riches familles de colons d'origine latino et européenne, est en pleine émergence du côté argentin, mais encore embryonnaire dans la région d'Aysén.

Notre analyse territoriale montre qu'il existe trois univers distincts au sein des acteurs de la forme de développement touristique traditionaliste : les colons et patriotes (pôle économique et progressiste), les petits paysans ou pêcheurs pour qui le tourisme est une option de revenus complémentaires (pôle socio-culturel, écologique et anthropocentrique) et les néo-ruraux, la nouvelle génération des colons, petits paysans et pêcheurs (pôle économique et écologique). Cette précision des typologies d'acteurs au sein de la forme de développement traditionaliste permet de cerner les dynamiques touristiques au sein d'une destination avec plus de précision. L'importance de l'incidence économique des « colons » chileno-européens aisés est liée à la création d'entreprises pouvant participer à une promotion internationale et créer des lieux emblématiques du tourisme rural. Les acteurs du pôle traditionaliste alternatif participent au renouveau territorial et se situent à l'interface avec d'autres acteurs entrepreneuriaux, écologiques et alternatifs avec qui ils peuvent co-construire l'espace touristique. Les acteurs du pôle agro-écologique sont le cœur, l'histoire vivante et l'âme du territoire, qu'il faut savoir mettre en valeur et préserver pour maintenir la spécificité culturelle du territoire.

Pour le Ministère de l'Agriculture, le défi est grand pour maintenir le système productif du territoire qui participe à la vitalité non touristique du territoire et pour intégrer les paysans aux nouvelles manières d'habiter le territoire. Sur le littoral de la région d'Aysén, l'intégration et la participation au tourisme du monde de la pêche artisanale restent à faire. En pleine crise des ressources halieutiques, des discours politiques indiquent la nécessité d'une Agence d'Aide au Développement au sein du sous-secrétariat à la pêche, similaire à celle consacrée à la petite agriculture de l'INDAP.

2.3. La forme de développement touristique entrepreneuriale

La forme entrepreneuriale a été décrite en France (Corneloup & al., 2001 ; Mao, 2003 ; Bourdeau, Corneloup, & Mao, 2006 ; Bouhaouala, 2007) comme mue par la concurrence et le besoin de répondre aux clientèles exigeantes. Les prestataires de services touristiques doivent s'adapter au marché sans nécessairement considérer les contextes et contraintes culturels ou environnementaux, à moins que des contraintes normatives et législatives les y obligent. La logique qui sous-tend l'action est celle d'intérêts commerciaux

et de produits qu'il faut gérer, affiner, améliorer et adapter aux réalités de la demande. Le territoire doit alors être structuré aux desseins de l'entreprise, toujours de manière tendue ou conflictuelle avec les organismes de protection des espaces naturels.

Cette situation est de toute évidence similaire au Chili et en Patagonie. Cependant, il s'agit d'un espace périphérique de nature, un territoire en développement où le tourisme, comme activité pouvant structurer les dynamiques, est un phénomène très récent. Hormis les services de transport, restauration et logement, un essai de régulation du secteur a été initié seulement à partir de 2006. Or, l'organisation d'un territoire touristique est le fait d'acteurs offrant des services spécifiques et ceux de première nécessité sont le résultat de besoins latents et fonction de la densité de population et des flux de déplacements liés à l'activité économique en général. Ici, les entreprises touristiques sont récentes et liées d'abord aux besoins de déplacement, d'hébergement et d'alimentation et offrent dans une moindre mesure des services récréatifs et sportifs.

2.3.1. Acteurs et histoire de l'implantation locale de la forme de développement entrepreneuriale

Le choix des entrepreneurs rencontrés sur le territoire résulte d'orientations issues de la phase exploratoire auprès des organismes d'État impliqués dans le développement du tourisme (SERNATUR, CORFO, CIEP, entre autres), les Chambres de Commerce et de Tourisme de Coyhaique, Puerto Aysén, Puyhuapi et La Junta et des associations locales comme CODESA (Corporation pour le développement durable d'Aysén), Costa Carrera (association de riverains du Lac Carrera) et Aumén (association culturelle et de préservation de la faune et flore de Coyhaique). Tous participent d'une des « Zones d'Intérêt Touristique » de Palena - Queulat (Patagonia Queulat), Lac Carrera (Chelenko) et Los Glaciares (Sud de la région) (SERNATUR, 2013b ; CORFO, 2015).

Les 17 acteurs enquêtés sont principalement établis dans la capitale régionale, mais leurs lieux de départ d'opérations sont Coyhaique (pour 4 d'entre eux), La Junta et Puyhuapi (pour 5), Puerto Tranquilo (pour 2) et Cochrane (pour 1). Tous sont des villages situés dans l'une des trois « Zones d'Intérêt Touristique ». Les autres acteurs se trouvent dans les chefs-lieux communaux. Tous, ils ont commencé leurs activités avant 2010 (soit il y a plus de 7 ans), cinq d'entre eux sont actifs depuis le début des années 2000 et six depuis avant la fin des années 1990 (il y a presque 30 ans).

L'échantillon étudié est représentatif de l'univers des entrepreneurs formalisé auprès de SERNATUR et répertorié dans les diagnostics de la CORFO (2015).

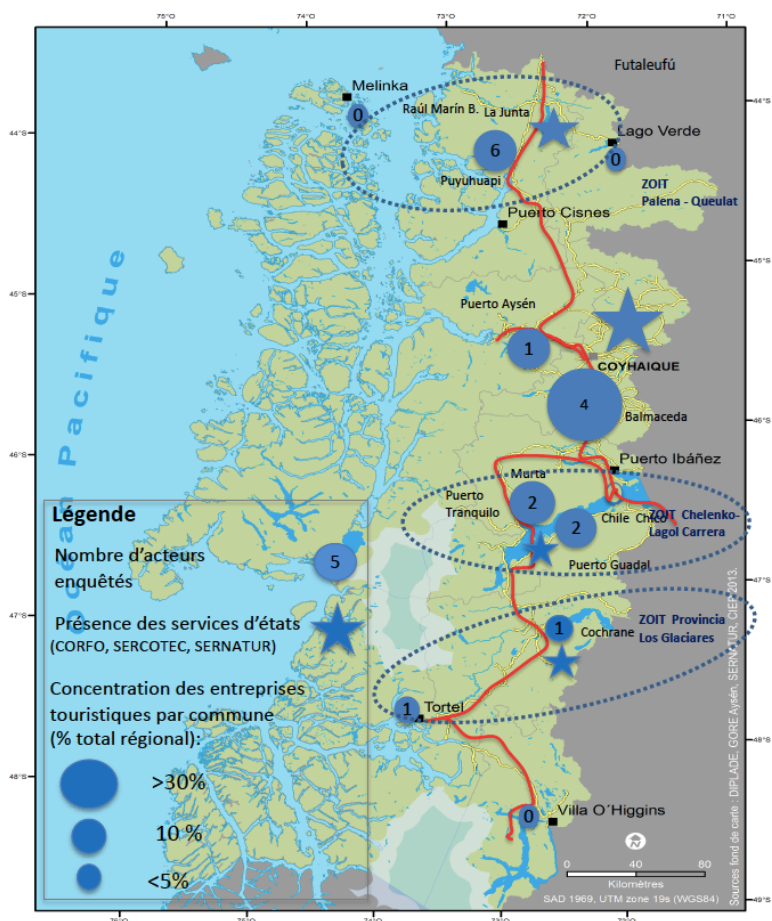
Les différentes entreprises ont inscrit leurs offres à l'une ou plusieurs des 49 normes chiliennes de tourisme. La catégorisation inclut 24 types de pratiques, 18 de logements, 2 types d'agences et 5 types de guides (généraux, spécialisés, locaux, équestres et lacustres). Pour les visiteurs informés sur la page web de la région d'Aysén, l'offre de 968 services touristiques est ainsi composée de services d'hébergements (476), de restauration (120), d'agences et d'opérations (49), de transports (79), d'aventure (170), de guides (52) et autres services de loisirs (22). En revanche, le nombre d'entreprises reste incertain. Ainsi, selon l'étude de l'équipe régionale de l'Institut National de Statistiques du Chili (INE, 2014), il existe 561 services d'hébergements et 213 établissements de restauration alors que SERNATUR n'en compte respectivement que 476 et 120 dans son registre des établissements touristiques. L'INE comptabilise 33 opérateurs touristiques alors que SERNATUR recense 49 services d'agences et opérateurs. Le nombre total d'entrepreneurs participant au développement du tourisme est estimé à 1161 en 2015 selon le service des impôts (SERNATUR, 2017), mais beaucoup d'entre eux n'ont pas intégré le registre de SERNATUR. Certaines entreprises proposent entre une et dix activités des 968 disponibles et dont SERNATUR fait la promotion. De plus, d'autres entreprises privées participent non officiellement au développement touristique régional : les universités, les écoles de formation aux métiers du plein air (INACAP, École des Guides de la Patagonie, l'organisation *Northern Outdoor Leadership School*) et les fondations privées qui accueillent des étudiants et volontaires sur des projets éducatifs et récréatifs. Leur offre étant théoriquement à but non lucratif, bien que l'école nord-américaine NOLS soit très rentable, elles n'apparaissent pas dans les établissements touristiques. Elles participent aux autres formes de développement, alternative ou écologique. Dans le cadre de notre recherche, les 1161 entreprises participent principalement à la forme de développement entrepreneuriale, mais aussi aux formes alternatives et traditionnelles.

En tout état de cause, indépendamment du nombre précis d'entreprises, celles-ci sont localisées (carte suivante) par la CORFO (2015) à hauteur de 40 % sur la commune de Coyhaique, 16 % sur celle de Puerto Cisnes, 11 % sur Chile Chico, 11 % sur Puerto Ibáñez, 7 % sur Cochrane, 5 % sur Puerto Aysén, 3 % sur Tortel, 3 % sur Villa O'Higgins, 1 % sur Lago Verde et 0,4 % sur Las Guaitecas (Melinka). Ces chiffres sont un peu différents pour SERNATUR (2017) : 53,4 % pour Coyhaique, 7,8 % pour Puerto Cisnes, 5,8 % pour Chile Chico, 4,8 % pour Puerto Ibáñez, 4,2 % pour Cochrane, 20,3 % pour Puerto Aysén, 0,6 % pour Tortel, 1 % pour Villa O'Higgins, 0,3 % pour Lago Verde et 1,7 % pour Las Guaitecas. Les divergences de données dépendent des méthodes de calcul (qui ne sont pas précisées) et d'une probable concentration urbaine vers Coyhaique et Puerto Aysén au détriment des plus petites localités. Comme le montre la carte 11, il existe une forte concentration de

l'offre régionale de services touristiques sur les communes de Coyhaique, Puerto Aysén, Puerto Cisnes, Puerto Ibañez et Chile Chico.

Seules trois communes sont rattachées aux deux Zones d'Intérêt Prioritaire décidées par l'État : Palena - Queulat et Chelenko. La Zone d'Intérêt Prioritaire Los Glaciares est jeune et, bien que le potentiel touristique soit important, peu d'entreprises ont leur siège dans les petites localités présentes en son sein. Celles-ci préfèrent avoir leur siège à Coyhaique, à 7 heures de piste du village de Cochrane et 12 heures de Tortel, et réaliser des circuits vers le secteur au moment opportun. La répartition des initiatives correspond aux opportunités d'affaires perçues par les entrepreneurs, qui se sont adaptés à la demande des services le long de la route australe au nord, depuis et autour de Coyhaique, puis vers le sud et les rives du Lac General Carrera.

Carte 11. Spatialisation de la forme de développement entrepreneuriale de la région d'Aysén en 2014



(Bourlon, 2018 ; sources : SERNATUR, 2015)

Il est important de préciser qu'un grand nombre d'entreprises de tourisme des communes de Chile Chico et de Río Ibáñez se trouvent sur la rive ouest du Lac, vers les villages de Puerto Guadal et Puerto Tranquilo, et non à l'Est et vers l'Argentine où se trouvent les chefs-lieux. Les investissements touristiques ont été réalisés dans les secteurs de paysages ouverts et en bordure des lacs et rivières. Les zones touristiques prioritaires ont été définies *a posteriori* du fait des concentrations d'acteurs et de projets touristiques. C'est ainsi qu'à partir de 1999, les démarches pour l'obtention du statut de Zone d'Intérêt Touristique du Lac Carrera ont été initiées par l'association Costa Carrera des propriétaires et entrepreneurs installés sur la rive ouest du Lac Carrera, aujourd'hui appelé Chelenko.

2.3.2. Logiques d'actions et justifications sociales entrepreneuriales

La logique d'action dominante est socio-économique et marchande. La réussite est liée au pouvoir de construire et de mener à bien des projets rentables. Le principe supérieur commun (Boltanski & Thévenot, 1991) partagé est celui de la juste concurrence et du désir de posséder des biens et des richesses. La construction de ce monde « marchand » repose sur la capacité individuelle à créer des conditions d'enrichissement, matérialisée par des sociétés et des propriétés. On permet l'amélioration du bien-être de la société grâce à sa capacité à créer des dynamiques commerciales et des retombées positives marquées par l'embauche de travailleurs et collaborateurs.

Le rapport à la nature est progressiste (Vachée, 2001). Il s'agit de faire bon usage des ressources qui se présentent à l'homme là où il se trouve, pour son enrichissement et son bien-être. Il est nécessaire d'affronter les obstacles et de relever les défis à l'aboutissement d'un projet. Il est possible d'échouer dans une tentative, mais il faut alors recommencer jusqu'à la réussite de son entreprise. Le rapport au lieu est endo-exogène, car être quelque part et s'investir sur un lieu dépend du projet et du défi que l'on souhaite relever. Il s'agit d'investir un lieu ou une zone d'opération. L'agence touristique qui se propose de coordonner des services depuis un chef-lieu agit de manière exogène. En revanche l'opérateur spécialisé s'installe sur un site précis et adapté à une pratique et un projet. Il s'insère et interfère avec le milieu socio-économique préexistant et le modifie pour y rester. La stratégie d'action est celle de l'innovation opportuniste, afin de répondre à une clientèle internationale.

Trois types d'entrepreneurs existent, selon des stratégies commerciales différentes : de l'ordre du « marketing » (il s'agit de vendre ce que l'on a), de

« l’opportunisme » (on répond à la demande existante) ou du « durable » (on cherche à insérer le projet localement en minimisant les impacts socio-environnementaux) comme pour l’hôtel Bellavista à Puerto Cisnes ou le centre thermal de Puyuhuapi. Pour ce deuxième, le manque de rentabilité des navigations vers la Laguna San Rafael l’a amené à se recentrer sur les seuls services d’hôtellerie. En revanche, pour des opérateurs comme le Lodge Terra Luna, à Puerto Guadal, l’hôtellerie est le cœur du commerce, mais l’âme du projet, et ce qui attire les clients, reste le service d’excursions vers les glaciers qui, bien que moins rentable, justifie l’usage des services d’hébergement. Il en est de même pour le Lodge Patagonian Base Camp près de La Junta, dont la stratégie est de justifier l’hébergement sur un même site pendant sept jours par la possibilité de faire des excursions de pêche à la mouche dans plusieurs rivières avoisinantes. L’approche marketing est bien résumée par les slogans tels que : « un endroit unique pour des gens uniques » (un entrepreneur de Puerto Guadal), « au sud du silence » (une entreprise de Puyuhuapi) et « la pêche du bout du monde » (un artisan pêcheur). Cependant, pour plusieurs, la stratégie de positionnement individuel n’est pas suffisante. Trois acteurs ont été très actifs au sein des Chambres de Commerce de Coyhaique et de Puerto Tranquilo, afin de montrer que l’associativité pouvait améliorer le positionnement sur le marché national et, surtout, de faire valoir des intérêts auprès des autorités : « il faut s’unir et faire respecter les accords de l’aménagement du territoire pour que nos investissements soient respectés face aux usages des industriels du saumon » (un entrepreneur de Coyhaique). Les intérêts de chacun sont parfois divergents et c’est ainsi que l’ex-présidente de la Chambre de Commerce de Puerto Aysén déclare qu’ « il faut travailler ensemble en clusters et rendre compatible l’activité touristique avec les autres, comme l’élevage de saumons ». Les contradictions internes existent, comme dans le cas de l’hôtel thermal de Puyuhuapi dont les propriétaires ont aussi des investissements dans l’industrie du saumon. Un entrepreneur de La Junta souhaite aussi limiter l’aménagement du territoire : « goudronner les routes enlève le charme à la région. Pour beaucoup, venir en Patagonie signifie emprunter des pistes ». En effet, dans l’imaginaire des pêcheurs à la mouche, le « *must* » est d’aller dans les lieux les plus inaccessibles et un lodge au bord d’une route australe goudronnéerompt le charme. De fait, cet entrepreneur a déjà trouvé la parade, en investissant dans de nouvelles structures dans des secteurs encore plus isolés.

Une autre logique d’action, socio-culturelle, est le fait que des micro-entrepreneurs et prestataires de services espèrent, une fois leur investissement réalisé, que celui-ci leur fournisse des revenus permettant de vivre sur place. Ces projets, souvent menés par des Chiliens, sont d’abord conçus comme complémentaires à des revenus autres que touristiques. Plusieurs sont des ex-fonctionnaires, des anciens élus, des employés d’instituts de pêche ou d’organisations sociales ou encore des travailleurs du commerce, de la pêche

ou de l'élevage. Les revenus d'une activité préexistante sont investis peu à peu dans l'hôtellerie (un entrepreneur de Puyhuapi), dans l'achat d'un transport de passager (un entrepreneur de Coyhaique) ou d'une embarcation (un entrepreneur de Tortel). Une fois l'investissement rentabilisé et que les bénéfices le permettent, ces acteurs essaient d'abandonner leur précédente occupation, chose difficile dans une région où la saison touristique est surtout concentrée sur les deux mois d'été, janvier et février. Il est par ailleurs difficile pour ces entrepreneurs d'assurer une meilleure qualité de service ou de limiter leurs impacts environnementaux : « j'aimerais bien faire plus écologique et social, mais il faut réussir à vivre du tourisme ! On a évolué du statut d'agence, qui ne rapporte presque pas, au transport vers les Capillas de Marmol et Queulat, une activité répétitive, puis à la restauration, plus rentable quand il y a des clients, comme à Tranquilo » déclare un entrepreneur de Coyhaique opérant à Puerto Tranquilo. L'entreprise se maintient d'une année à l'autre grâce à une deuxième activité, en offrant ses services à l'administration publique et aux entreprises privées, le cas d'un hébergeur de Puyuhuapi, d'un biologiste à Raúl Marín Balmaceda, une expertise en tant que consultant (trois entrepreneurs de Coyhaique et de Puerto Tranquilo) dans le domaine du tourisme.

Une troisième catégorie d'entrepreneurs, ceux spécialisés en activités de pleine nature ou d'hébergements verts, agit selon une logique mixte, cherchant la rentabilité économique, mais en ayant une préoccupation écologique et sociale. L'entreprise se positionne nettement dans une offre différenciée par un engagement écologique et une intégration dans le milieu d'accueil. Les quatre entreprises enquêtées ayant ce profil sont arrivées à la région il y a moins de 15 ans, en provenance de Santiago du Chili, de Colombie ou des États-Unis. Dans un cas, l'un des propriétaires est nord-américain et l'autre chilien de la région d'Aysén. Pour un entrepreneur basé à Coyhaique, la préoccupation environnementale se traduit par une offre « alternative » ou innovante avec des circuits à thématiques scientifiques, éducatives, d'exploration et d'insertion culturelle ou des logements « éco » (deux hébergements de La Junta et Puerto Tranquilo) et offrent une restauration basée sur des produits et plats locaux. Certains ont postulé au label « durable » (*sello S*) du service touristique chilien. Il s'agit pour eux de capter une clientèle plus aisée, intéressée par une offre différente, plus complexe et coûteuse à mettre en œuvre, par une approche éducative et culturelle plus enrichissante ou qui aide au développement durable de la région d'accueil. Il n'est pas plus facile que pour les autres entrepreneurs de rentabiliser l'entreprise, mais les dirigeants ont des capacités professionnelles leur permettant de mener plusieurs projets de front et de participer activement dans l'orientation des choix politiques de leur région. Les quatre entrepreneurs enquêtés participent à des organisations sociales, professionnelles et politiques régionales. Ces entreprises ont une certaine vocation socio-

culturelle et cherchent à apporter à leur communauté en faisant la promotion de l'associativité et de la valorisation du territoire. La société Exploraysen, regroupant 12 entreprises régionales, avait une finalité économique et sociale. Cependant, la majorité de ses membres exigeaient un retour rapide de son investissement et a choisi de concentrer ses efforts sur ses initiatives personnelles et de laisser l'entreprise en dormance, bien qu'elle ait décidé de montrer le partage de ses visions et valeurs sur une plateforme web commune à partir de 2014.

2.3.3. Modes de gestion dans le développement des projets

Le principe économique dominant est marchand, selon les règles de l'offre et de la demande de produits valorisés et standardisés selon des critères de qualité reproductibles. Un chef d'entreprise ou directeur d'une l'organisation performante oriente l'offre afin de répondre à une demande identifiée ou supposée. Il s'agit, dans un laps de temps relativement court, d'atteindre des objectifs et d'obtenir des résultats quantifiables.

Dans le cadre des entreprises identifiées, la gestion est celle d'un propriétaire et chef d'entreprise unique qui oriente toute sa marche. Il y a une forte personnalisation de l'entreprise et les projets sont des défis : il s'agit de construire une offre et de la rendre désirable pour des segments de visiteurs préalablement définis ou imaginés. Le projet est du ressort de l'innovation rentable : dans une situation donnée, on crée un produit nouveau qui doit répondre à la demande. Dans un système touristique émergent, on observe une prédominance de la logique de prestations de transport, de restauration et d'hébergement, soit 69 % de l'offre en 2015 (SERNATUR, 2017). Moins de 50 entrepreneurs (5 %) opèrent sur des circuits élaborés, c'est-à-dire avec des guides et des prestations culturelles (visites de villages, de fermes ou de colons isolés) ou d'activités d'aventures sportives de pleine nature. Les opérations standardisées de plus grandes envergures sont celles de Patagonia Connection à Puyuhuapi, avec leur hôtel *Termas de Puyuhuapi* (spa et activités de nature) et Terra Luna Lodge à Puerto Guadal, avec un hébergement de qualité, des activités de navigation en *jet-boat* et hélicoptère vers les glaciers ou des randonnées à pied et équestres vers des sites naturels ou paléontologiques.

Du fait de la complexité des opérations, les coûts élevés des investissements et la saisonnalité marquée, tous les entrepreneurs essayent de profiter des politiques de subventions à la « diversification des expériences touristiques » (voir le chapitre sur le forme de développement étatique). Cette aide au développement est décidée au niveau national (le Programme Stratégique de Développement des Zones Extrêmes, PEDZE) ou régional (le Plan d'Investissement Stratégique pour le Tourisme de SERNATUR (2014)). Elle est administrée principalement par la CORFO pour les projets plus importants

et par SERCOTEC pour les micro-entreprises ou projets nouveaux. Il s'agit de fonds pour accélérer les investissements en infrastructures, réaliser des études de marché ou cofinancer des formations. Un fond spécifique cherche à formaliser les entreprises avec une aide financière et un appui technique (via des consultants) pour la mise aux normes touristique et l'aide à l'établissement des protocoles de travail à présenter à SERNATUR. Chaque produit doit avoir un protocole d'exécution devant être validé afin de bénéficier des actions de promotion touristique publique. Selon les pratiques récréatives, sportives, culturelles ou d'observation de la faune et de la flore, les protocoles de déroulement des activités doivent inclure des itinéraires, des moyens de sécurité, des certificats de premiers secours, etc.

Faire reconnaître la qualité des services et produits offerts est une priorité pour certains. C'est ainsi que six des acteurs enquêtés ont postulé au subside, inauguré en 2014, permettant d'acquérir un des labels touristiques proposés par SERNATUR : le « *sello Q* » de qualité touristique et le « *sello S* » de tourisme durable. En 2016, le label « Q » était attribué à neuf entreprises hôtelières et à six opérateurs de la région d'Aysén (sur les 1161 entreprises existantes, mais non formalisées auprès de SERNATUR). Aucune entreprise n'a encore bénéficié du label de tourisme durable « S ». La démarche étant assez lourde et les bénéfices encore peu clairs, l'obtention de ce label n'apparaissent pas comme prioritaires. En revanche, la professionnalisation du secteur est une inquiétude exprimée au sein de la Chambre du Commerce et du Comité du Tourisme Régional. Plusieurs acteurs reconnaissent ne pas trouver d'administrateurs, de commerciaux, de guides ou d'animateurs pouvant satisfaire leurs besoins : « on ne trouve pas de personnes formées, responsables et assumant leurs engagements, peu sont formés et beaucoup démissionnent en pleine saison touristique » (un entrepreneur de Puerto Tranquilo). « On nous reproche de ne pas embaucher localement, mais [les employés locaux] ne sont pas formés ou viennent travailler quand ils veulent et, culturellement, ils ne sont pas très accueillants et serviables, alors on fait venir des gens d'ailleurs » déclare un entrepreneur de Coyhaique. « On fait venir des gens de Coyhaique, du Chili ou d'ailleurs, mais peu supportent l'intensité et la diversité du travail », déclare un opérateur de pêche à la mouche. « Il faut savoir tout faire seul ici... alors je travaille 16 heures par jour... et l'École des Guides de la Patagonie c'est bien, mais ils forment de futurs entrepreneurs indépendants, aucun ne veut travailler avec nous pour se former, ils veulent tout de suite devenir le chef, c'est la mentalité des Patagons » précise une propriétaire de lodge et opérateur d'aventure (un entrepreneur de Puerto Guadal). En définitive, les seize entreprises ayant le label « Q » opèrent à peu près selon des standards de qualité reconnus nationalement, mais aucun diplôme professionnel n'est exigé pour être entrepreneur, guide ou travailleur dans un établissement. Ce sont finalement les dirigeants d'entreprises venus du nord et de l'étranger et ayant un niveau

universitaire, qui inspirent la confiance nécessaire aux opérateurs nationaux et internationaux pour signer des contrats de travail. Ils doivent trouver et embaucher de bons guides, enregistrés ou non auprès de SERNATUR. Pour de nombreux consultants, seule une trentaine d'entreprises régionales ont la capacité de répondre à une demande de services touristiques complexes (CIEP, 2016). Elles sont dirigées par des entrepreneurs installés depuis plus de 15 ans et reconnues régionalement et nationalement.

Le défi, pour la plupart des entreprises pionnières du tourisme régional en 2015, est de passer d'une échelle micro dirigé par un fondateur à celle d'une entreprise avec un propriétaire et un gérant ou des administrateurs. Seule trois des dix-sept entreprises rencontrées ont structuré leur système opérationnel de manière autonome à la présence du propriétaire. Avec la concession d'espaces publics dans les parcs et réserves ou sur des terrains publics, des opérations entrepreneuriales plus complexes ont vu le jour, avec un cahier des charges, une équipe de terrain et des coordinations avec les services d'État. C'est le cas pour le *Aysén Glaciar Trail* (un entrepreneur et néo-habitant de Puerto Bertrand), le circuit du Valle Pedregoso (un opérateur de Chile Chico), la Réserve Jeinimeni (un entrepreneur de Coyhaique) ou pour le Glaciar Exploradores (un entrepreneur de la forme alternative de Puerto Tranquilo). Curieusement, les acteurs de la forme entrepreneuriale enquêtés participent très peu des appels à concessions, sans doute car l'investissement est peu rentable et les procédures administratives longues et décourageantes. L'entrepreneur EMTREX basé entre Puerto Tranquilo et Coyhaique travaille depuis plusieurs années avec des investisseurs nationaux à l'obtention d'une concession hôtelière dans la lagune du glacier San Rafael. Celle-ci n'a toujours pas abouti, du fait des procédures administratives, de la peur des impacts environnementaux et de l'absence de garantie importante d'une gestion rentable. Le site est éloigné et la logistique opérationnelle complexe, pouvant bénéficier à la CONAF qui administre le parc. C'est pourtant ce modèle qui a été instauré dans le Parc National Torres del Paine dans la région de Magallanes et fait le bonheur financier de la CONAF, mais le malheur de la biodiversité et de la qualité de l'expérience touristique.

2.3.4. Rationalité de l'action touristique entrepreneuriale

La rationalité de l'action des entrepreneurs est basée sur des études de marché, une stratégie de marketing et une logique d'innovation ou d'adaptation à la demande. Il s'agit de proposer des pratiques touristiques sous forme de circuits standardisés pour une promotion ciblée. Le produit proposé doit avoir une forte perspective de rentabilité. Dans la région d'Aysén, les discours sur les opportunités d'affaires autour des attraits touristiques de la région sont nombreux. On vante l'incroyable géographie de la région, la beauté inégalée

du Lac Carrera, la puissance du Río Baker (un entrepreneur de Puerto Bertrand), le climat rude et changeant (avec les quatre saisons en une journée), mais toujours favorable aux belles photos (selon une guide photographe de Puerto Guadal), un environnement sans contamination (un entrepreneur de La Junta) et des rivières uniques pour la pêche à la mouche (un lodge de pêche de La Junta). La diversité des paysages de nature que traverse la route australe, la faible densité de population et la nouveauté touristique de cette région offrent « une opportunité unique pour les entrepreneurs en tourisme » et expliquent que « le tourisme croît d'année en année » (un chef d'entreprise de Coyhaique). Les entrepreneurs sont aussi des élus locaux, des directeurs de chambres de commerce, des consultants en projets touristiques, des techniciens spécialisés, des éducateurs ou architectes. Ils participent activement à la promotion touristique et à la construction de l'image touristique régionale. C'est ainsi que l'entreprise Patagonia Connection de Puyuhupapi, en offrant un logement de haut de gamme avec spa et piscines thermales, crée son offre commerciale, mais est aussi le fer de lance des actions de promotion du service du tourisme pour toute la région.

L'objectif des entrepreneurs est d'attirer des clients et touristes « rentables ». Pour le voyageur averti, le tourisme indépendant est possible grâce à la location d'un véhicule. En parcourant la route australe, il est possible de voir les paysages et lieux emblématiques d'Aysén sans employer les services d'agences spécialisées. Les entrepreneurs doivent donc proposer des services incontournables à ces visiteurs dans les zones suivantes: Queulat, Lac Carrera, Capillas de Marmol, glacier Exploradores, Río Baker et Tortel. C'est ainsi que onze des dix-sept entrepreneurs présentés dans le tableau suivant offrent un logement et l'alimentation.

Afin de capter une clientèle plus rentable, tous offrent des services de transport, de navigation ou d'aventure et des services spécialisés (de rafting, de pêche à la mouche ou de guide) sur des sites spécifiques (fjord Queulat, Futaleufú, glacier Leones, Golfe de Corcovado ou glaciers Montt ou Steffen) dont le visiteur indépendant aura besoin pour enrichir son séjour. Certains proposent des services uniques aux opérateurs internationaux : séjours en lodge de pêche de luxe, navigations en *jet-boat*, vols en hélicoptère ou services éducatifs, universitaires et scientifiques. Ces services ont des lieux de réalisation très spécifiques : la Réserve Jeinimeni, la Bahia Exploradores, la Réserve Cerro Castillo et le Río Ibáñez.

Les lieux emblématiques de la région d'Aysén ont été évalués par la CORFO (2015) sur la base d'information d'agences internationales. Celles-ci travaillant déjà, pour 60 %, avec des entreprises régionales, ceci depuis plus de 15 ans pour 63 % d'entre elles. Vingt-deux enquêtes auprès d'opérateurs nationaux (6) et internationaux (4 d'Espagne, 2 de France, 2 de Colombie, du Brésil, des États-Unis, de Suède, d'Allemagne, du Royaume-Uni et de Corée

du Sud) montrent que les hauts lieux touristiques pour les entreprises sont, dans leur ordre d'importance : la route australe (*Carretera Austral*), les glaciers en provenance des Champs de Glace (Campos de Hielos Patagónicos), les fjords et canaux (de Puyhuapi), les Parcs Nationaux Laguna San Rafael et Queulat, le village de Tortel, la Réserve Cerro Castillo, le Lac General Carrera, les îles calcaires Capillas de Marmol, la rivière Baker, la Réserve Simpson (entre Coyhaique et Puerto Aysén) et le village de Melinka. Cela correspond en bonne partie avec l'information fournie par les acteurs enquêtés (tableau suivant) en 2015.

Tableau 16. Lieux et activités d'acteurs de la forme entrepreneuriale d'Aysén en 2015

Nom de l'institution	Activité principale	Départ des opérations	Lieu d'activité principal
Aisén Bridges Travel	Logement, pêche	Coyhaique	Queulat
Exploraysén SA	Exploration	Coyhaique	Vallee Exploradores
Geosur Expediciones	Exploration	Coyhaique	Cerro Castillo
Purapatagonia	Transport	Coyhaique	Carretera Austral
Espacio Tiempo	Logement, découverte	La Junta	Raúl Marín Balmaceda
Patagonian Base Camp	Pêche sportive	La Junta	Río Palena
Patagonia Green	Logement, transport	Puerto Aysén	Puerto Aysén, Fiordos
Baker Patagonia Av.	Rafting et kayak	Pto Bertrand	Río Baker
Hostal Bellavista	Logement, navigation	Pto Cisnes	Puerto Cisnes
Terra Luna	Logement, exploration	Pto Guadal	Lago General Carrera
Hostal El Puesto	Logement	P. Tranquilo	Capillas de Marmol
Turismo EMTREX	Navigation	P. Tranquilo	Valle Exploradores
Cabañas Aonikenk	Logement	Puyuhuapi	Puyuhuapi
Patagonia Connection	Logement	Puyuhuapi	Puyuhuapi
El Muelle	Alimentation	Puyuhuapi	Puyuhuapi
Kawelyek Exped.	Navigation	Raúl Marín B	Golfo Corcovado
Transporte Ruiz	Navigation	Tortel	Glaciar Montt

(Bourlon, 2018)

Les perceptions confirment celle des 38 experts du développement régional (13 publics, 20 privés et 5 universitaires) interrogés par la CORFO (2015) qui ont permis de mettre en avant 9 hauts lieux (« *atractivos estrellas* ») et 28 lieux remarquables (« *atractivos notables* ») qui participent d'ores et déjà aux produits touristiques régionaux. Si l'on exclut les lieux diffus comme la route

australe et le lac Carrera, les 7 hauts lieux peuvent être cartographiés : le glacier Queulat dans le parc éponyme, le monument Capillas de Marmol près du village de Puerto Tranquilo, le glacier de la Laguna San Rafael, le glacier des Explorateurs au pied du Mont Saint Valentin (plus haut sommet de Patagonie), la rivière Baker au niveau des villages de Puerto Bertrand et Cochrane et le village de Tortel. Hormis le secteur de la rivière Baker, tous correspondent à des lieux d'une fréquentation supérieure à 5 000 visiteurs par an identifiés dans la première partie de notre ouvrage.

Les lieux remarquables sont bien plus nombreux et presque toujours le long de la route australe. Dans le secteur nord correspondant à la Zone Touristique Prioritaire de Palena – Queulat, on trouve le village de Raúl Marín Balmaceda, la rivière Río Palena et les sites thermaux d'El Sauce et de Pto Bonito, le village de Puyhuapi avec ses événements culturels, le fjord de Puyhuapi, le Parc National Isla Magdalena et le port de Puerto Cisnes avec sa fête traditionnelle annuelle. Le long de la route australe et proche de Puerto Aysén et Coyhaique, n'appartenant à aucune Zone Touristique Prioritaire, on retrouve la rivière Mañihuales (réputée pour la pêche à la mouche), le musée local de la Réserve Nationale Río Simpson, la ville de Coyhaique avec ses événements culturels et sportifs, les Réserves Coyhaique et Dos Lagunas avec leurs sentiers de marches à la journée et les zones rurales proches de Coyhaique, notamment le secteur Seis Lagunas. À une heure au sud de Coyhaique commence l'immense Zone d'Intérêt Touristique du Lac General Carrera à laquelle sont associés de manière extensive : le village et la Réserve de Cerro Castillo avec sa fête traditionnelle paysanne et ses sentiers de randonnées, la ville de Chile Chico (lieu de passage vers l'Argentine et de la Fête de la Cerise) et la Réserve Nationale Jeininemi (où se déroulent des courses d'aventure). Le cœur de cette zone touristique étant le village de Puerto Tranquilo, d'où l'on navigue vers les îles de calcaires des Capillas de Marmol et d'où l'on découvre la vallée Exploradores en route pour les glaciers Exploradores et Laguna San Rafael. Enfin, plus au sud, les attraits de la zone touristique de la Provincia Los Glaciares sont mis en valeur avec : le parc Patagonia dans la vallée du Río Chacabuco, les villages de Puerto Bertrand et la naissance du Río Baker (un lieu réputé pour la pêche), le village de Cochrane et sa fête traditionnelle paysanne ou sa randonnée du daim Huemul (*sendero del Huemul*), le massif du Mont San Lorenzo, le village de Tortel et son site historique *Isla de los Muertos*, les glaciers Steffen et Jorge Montt et finalement, au bout de la route australe, le village de Villa O'Higgins avec la rivière Río Mosco, le Lac Bernardo O'Higgins, la navigation vers le glacier O'Higgins et le bivouac vers le Mont Fitz Roy.

Une cartographie des lieux d'importances touristiques pour les entrepreneurs montre que ces derniers proposent tous des circuits dans les lieux où sont enregistrées les plus grandes affluences de visiteurs (carte suivante). Cependant, des lieux, comme le village de Raúl Marín Balmaceda, l'Île

Magdalena, le Río Mañihuales, la route de Seis Lagunas proche de Coyhaique, la Réserve Jeinimeni, le parc Patagonia ou le mont San Lorenzo et les glaciers de Steffen, Jorge Montt et O'Higgins, en dehors de l'axe immédiat de la route australe, sont aussi importants. Ils permettent aux entrepreneurs de montrer leur savoir-faire et de justifier l'emploi de leurs services (tableau précédent).

La logique d'intervention territoriale des entrepreneurs reste associée à la route australe et aux secteurs définis comme importants à faire connaître aux touristes disposant de seulement quelques jours pour connaître la région d'Aysén au départ de Coyhaique. Il s'agit alors de parcourir la *Carretera Austral* vers le nord afin d'atteindre le Parc National Queulat, vers le sud jusqu'aux îlots de calcaire Capillas de Marmol sur le Lac General Carrera, de découvrir la nature patagonienne et d'apercevoir un glacier provenant des *Campos de Hielos Patagónicos*. En complément, ils proposent d'assister à des événements culturels, comme faire partie de courses d'aventure qui se déroulent autour des villes et villages de La Junta, Puerto Cisnes, Coyhaique, Chile Chico ou Cochrane. De manière plus ponctuelle, certains entrepreneurs choisissent d'offrir des produits spécialisés : la pêche à la mouche, une descente en rafting, une randonnée à la journée dans un parc, une navigation dans les fjords ou sur les rivières vers les glaciers, etc.

2.3.5. Incidence territoriale de la forme de développement entrepreneuriale

La forme de développement entrepreneuriale a comme logique première l'opportunisme afin de faire de bonnes affaires. Être opportuniste consiste à être au bon endroit et au bon moment pour offrir des services requis par une nouvelle demande, mais aussi à identifier les lieux propices au développement de bonnes affaires : une plage, une rivière, un lac, un accès à un parc national, un glacier ou une rivière favorable à la pêche qui donnent lieu à une compétition pour l'achat de terrains qui n'avaient jusqu'alors pas de valeur agricole. Les entrepreneurs, bien que basés dans les chefs-lieux, établissent des sites de pratiques privatives afin d'assurer leurs affaires et se différencier dans l'offre régionale. L'offre des services classiques de transport, d'hébergement et d'alimentation est enrichie par celle de services permettant des pratiques spécifiques : rafting, pêche, randonnée et navigation. L'achat des terres se fait auprès d'acteurs ruraux et surtout au détriment de la forme de développement traditionaliste. Pour les acteurs locaux, ce sont les investissements touristiques étrangers qui menacent de leur limiter les opportunités de travail. Ils argumentent qu'ils se font en méconnaissance des réalités locales et contribuent à des tensions sociales qui affectent la qualité de l'expérience touristique.

Un deuxième enjeu est celui des difficultés à entreprendre dans une région isolée et aux coûts d'opération élevés. Tout investissement est significatif et risqué. Le succès de l'entreprise repose sur une compréhension du marché et une capacité à convaincre les clients de venir dans une région isolée et peu connue. Ainsi, les opérateurs d'origine européenne investissent en ayant une bonne connaissance de ce qui se fait ailleurs et qui pourrait attirer des clients. Les entrepreneurs locaux essaient de comprendre et de s'adapter à la demande une fois un flux établi. Les entrepreneurs les plus innovants cherchent à montrer que leur projet est dans l'air du temps : vert, responsable, intelligent ou intégré. Tous sont confrontés à des difficultés structurelles : des chemins de mauvaise qualité, une absence de services de base (réseaux d'électricité et de téléphonie) et exigent finalement que l'État facilite les investissements. Dans la région d'Aysén, une région « extrême », ils considèrent que l'État alloue peu de moyens à la création d'infrastructures touristiques, ne subventionne pas assez les initiatives privées ou leur impose des normes excessives (restauration, droits des travailleurs, règles de transports touristiques ou de navigation en kayak) applicables dans le reste du pays, mais pas sur un territoire d'exception.

La deuxième grande plainte des entrepreneurs en tourisme concerne les investissements miniers et piscicoles, appuyés par les instances politiques, qui sont une menace pour le développement touristique. L'État s'est longtemps nié à résoudre les problèmes observés par un usage partagé du territoire. Il a cherché à motiver les investissements de grande échelle. Jusqu'à l'élaboration des premiers plans en 2005 (Gobierno Regional de Aysén, 2005b), il y avait une absence complète de planification et de stratégies d'aménagement pouvant permettre l'émergence et la pérennité de l'activité touristique. Que ce soit à Aysén ou dans le reste du Chili, et contrairement à l'Argentine, le tourisme reste une voie secondaire de développement.

C'est ainsi que des entrepreneurs exigent que « l'État considère le tourisme comme incompatible avec les activités industrielles, car toute pollution biologique, physique et chimique ainsi que visuelle affecte directement cette activité et la rend invivable, car elle détruit le patrimoine et le produit qu'attendent les touristes » (un entrepreneur de Coyhaique). Certains ajoutent : « il est d'un sens commun que la région d'Aysén soit reconnue comme l'un des endroits les moins pollués du pays et de la planète [...] et que le label de qualité environnementale soit attribué à tous les produits et services qui y sont générés » (une entreprise de La Junta).

Les tensions culturelles existent aussi. Pour nombre d'entrepreneurs, il existe un manque de formation aux métiers du tourisme, une absence de main-d'œuvre locale de qualité, des habitudes culturelles, une volonté d'indépendance dans le travail et un temps de travail extensif et non contraint qui ne permettent pas aux entreprises de se développer. Cette plainte est

plus le fait des grands entrepreneurs (entreprise de Puyuhuapi) que des locaux (un hôtelier de Puyuhuapi). Pour ces entrepreneurs, les Patagons sont aimables et paisibles, mais n'ont pas la serviabilité souhaitée dans l'accueil des touristes. Les visiteurs (en particulier les Chiliens) sont exigeants, les prestations ayant un coût élevé, et demandent des services de qualité et une disponibilité permanente des hôtes. La faible qualité dans l'attention aux clients limite l'application d'une logique commerciale basée sur « les clients d'abord » (un entrepreneur de Coyhaique) et crée des situations de malaise et de mécontentement de la part des visiteurs. De fait, seuls 39 % de visiteurs déclarent être satisfait de leur expérience en fin de séjour selon les dernières enquêtes du service régional du tourisme (SERNATUR, 2017).

Mais les problèmes de l'entrepreneuriat dans la région d'Aysén sont avant tout dus à l'absence d'associativité. Malgré plusieurs tentatives étatiques à travers des programmes d'aides à la commercialisation groupée, de regroupement des services (« Cluster Pampa a Fiordos », entre Coyhaique et Puerto Aysén) ou de regroupement sectoriel et géographique (les territoires d'entrepreneurs), les réseaux d'entrepreneurs et clusters touristiques restent virtuels (Scholz & al., 2012). Il n'existe à ce jour pas de modèle de gestion collective. Depuis 2014, les entrepreneurs tentent de mieux s'organiser en fédérant les nombreuses associations locales à travers la *Federación de Camaras de Turismo de Aysén*, basé à Coyhaique. Pour sa part, l'État essaye de fédérer les entrepreneurs autour de projets territoriaux et des zones touristiques prioritaires (ZOIT). Le regroupement d'entrepreneurs autour des ZOIT de la Provincia Palena — Queulat (zone nord), du Chelenko — Lac General Carrera (zone centre sud) et de la Provincia Los Glaciares (zone sud) devrait favoriser les investissements de l'État, qui le motive en finançant la coordination entrepreneuriale (un coordinateur par zone) et en proposant des subsides aux acteurs y créant de nouveaux produits. Ces zones deviennent ainsi les lieux de prédominance de la forme entrepreneuriale avec l'axe Coyhaique - Puerto Aysén et les navigations vers le glacier de la Laguna San Rafael.

Tableau 17. Les variantes actuelles de la forme de développement entrepreneuriale d'Aysén

Variante de la forme de développement entrepreneuriale	Représentation sociale de la nature	Mode de mise en œuvre	Logique dominante	Moyens économiques
Marchande ou du marketing	Progressiste	Exogène	Économique	Très importants
Verte	Écolo-anthropocentrique	Endogène	Socio-écologique	Moyens
Sociale (acteurs locaux, familial)	Anthropocentrique	Endogène	Socio-culturelle	Faibles

(Bourlon, 2018)

Comme nous l'avons démontré dans ce chapitre, les approches entrepreneuriales, issues de micro ou petites entreprises régionales, suivent trois logiques qui expliquent des tensions internes et externes (avec d'autres formes). Elles sont de type « marketing » plus progressiste et économico-centrées et exogène, locale ou « sociale », plus socio-culturelles et endogène ou « vertes », plus alternatives et endo-exogène, car le fait d'acteurs venus s'installer récemment dans la région (tableau précédent).

Du fait de ces différences d'approches de l'entrepreneuriat, une forte concurrence existe entre les entrepreneurs. Pour tous, il s'agit de profiter de l'accès à des sites uniques afin de pouvoir offrir des produits attrayants. Les entrepreneurs exogènes s'imposent, voyant des opportunités d'affaires là où les entrepreneurs locaux n'en voyaient pas. Les locaux exigent par la suite, comme habitants de longue date, leur droit d'accès à tous les lieux d'importance touristiques en faisant appel à l'État pour réguler. Ils revendiquent le respect des us et coutumes locaux que les nouveaux venus bafouent en achetant des terrains et fermant l'accès aux zones d'intérêt. Les entrepreneurs plus innovants ou branchés usent de l'argument écologique et durable comme un outil de promotion et de différenciation, en investissant en ce sens. Ils laissent à la marge les acteurs locaux peu conscients de la demande et surtout soucieux d'assurer leurs revenus par la vente de services de base. Cette concurrence interne explique les problématiques d'associativités observées. La nécessité d'un système intégré et interconnecté, où chacun offre un produit complémentaire sur la destination, n'est pas comprise. Dans un système émergent, le meilleur entrepreneur est celui qui achète, investit et organise le produit le plus séduisant pour le plus grand nombre de visiteurs. L'État, très libéral et souhaitant favoriser l'ensemble des entrepreneurs pour permettre le développement régional, ne régule pas le système ce qui met en difficulté la construction d'une destination cohérente.

2.4. La forme de développement touristique, industrielle et technologique

Selon Corneloup & al. (2001), le risque est que « la Nature [devienne] un gigantesque parc d'attraction », car les espaces naturels « appartiennent à l'homme pour en faire ce qu'il veut ». Nombreux sont ceux qui tirent la sonnette d'alarme de la « disneylandisation » de la planète (Brunel, 2006), de la mise en scène du tourisme (Edensor, 2001 ; Urry, 1995) et de l'artificialisation des lieux touristiques. « L'exemple de la cité de *Celebration* [www.celebrationfl.com], construite *ex nihilo* en Floride en 1994 par une filiale de la société Disney, va dans le même sens (...) [obligeant] ses résidents de vivre de manière permanente dans un parc de loisirs devenu l'emblème

d'une cité idéale, figure emblématique d'une utopie marchandisée (...) où il neige tous les jours de 18 h à 21 h en hiver» (Bourdeau, 2003). Un tourisme de repli sur soi, de la standardisation et de la globalisation mercantile semble avoir le vent en poupe, mais « des pays du même monde que nous tentent d'instaurer d'autres pratiques et modèles de société » (Michel, 2017). On cherche à réinventer les pratiques de masse dans les stations de sports d'hiver (Corneloup, Bourdeau, & Mao, 2004) ou dans les parcs nationaux, pour diminuer les impacts du tourisme de nature de masse, comme à Yosemite aux États-Unis (Bushell & Eagles, 2007) et à proposer des modèles plus intégrés et respectueux de l'environnement.

Cependant, l'étude des potentialités au nord du Québec (Tourisme Québec, 2016) ou au Chili (SERNATUR, 2013a) montre que le tourisme de croisière sur les destinations nordiques est en pleine expansion. Ainsi, même sur des destinations de nature lointaine, la forme de développement touristique industrielle s'établit. On retrouve quelques sites de tourisme de nature de masse, comme au Parc National du Torres del Paine. Le modèle, cher aux Alpes françaises, des sociétés d'exploitation des remontées mécaniques ou des transports en téléphérique près de Santiago dans la Cordillère des Andes, fonctionnant sur une logique en flux tendu, existe aussi. Les skieurs enchainent les pistes et les guides multiplient les sorties en montagne, non pas vers le Mont-Blanc, mais vers le Cerro El Plomo (à 5 342 m). Ces pratiques industrielles émergent dans la région d'Aysén. Ces initiatives exogènes sont pensées au niveau national et international, mais accueillies à bras ouverts par les autorités régionales. À chaque début de saison, celles-ci inaugurent en grande pompe l'arrivée du premier navire de la saison au port de Chacabuco. C'est le cas en octobre 2015, avec le Préfet de la région Jorge Calderon et le Sénateur Patricio Walker, des politiciens de centre gauche ayant théoriquement des préoccupations sociales fortes. Pour l'année 2015-2016, la perspective de l'arrivée de 33 000 passagers au petit port de Chacabuco, situé à 10 km de la ville de Puerto Aysén et à 70 km de la capitale régionale, attise les appétits commerciaux et permet aux autorités politiques de faire miroiter une création certaine d'emplois (pour servir quelques jours par an des touristes débarqués pour 5 heures dans la région et 40 minutes dans la capitale régionale).

Alors que les initiatives de stations et de parcs de nature aménagée sont souvent des projets urbains ou périurbains, les parcs de loisirs ludiques et sportifs se retrouvent dans des espaces de nature.

2.4.1. Acteurs de l'implantation locale de la forme de développement industrielle et technologique

Les acteurs de la forme de développement industrielle sont les professionnels de l'innovation, et de l'industrie technologique. Les idéologues des projets touristiques industriels sont des entreprises ou organisations aidées par des autorités d'État. Les professionnels mettent en marche les stations, les centres et les croisières dans la mesure où il existe des perspectives économiques, un projet de loisir ludique, sportif ou culturel, privé ou d'État justifiant la mise en œuvre de moyens industriels et technologiques avec une approche méthodique et scientifique.

Deux acteurs qui peuvent se rattacher directement à cette forme industrielle ont été approchés lors de nos travaux : l'entreprise hôtelière et de croisière *Loberias del Sur* à Puerto Chacabuco, filiale de l'entreprise navale internationale *Detroit Chile S.A.* et la *Corporación de Deportes y Recreación de Coyhaique*, chargée de l'exploitation des remonte-pentes du centre de ski El Fraile situé dans le massif d'El Divisadero.

La *Corporación de Deportes y Recreación de Coyhaique*, une institution privée à but non lucratif, est présidée par le maire de la ville de Coyhaique et dirigée par quatre directeurs de la société civile. Créée en 2005, elle obtient de l'État la concession du centre de montagne El Fraile, près de Coyhaique, en 2011. Ce centre créé sur ordre de l'État chilien par le génie militaire (*Cuerpo Militar del Trabajo*) en 1984, est sous tutelle du Ministère des Sports qui en attribue la gestion. En 2018, un nouvel appel d'offres définira le futur de ce centre de ski. Sous la gestion de la *Corporación de Deportes y Recreación*, l'objectif était social et économique : un centre familial, éducatif et sportif ouvert à tous. Le précédent gérant, d'origine espagnole et associée à des entrepreneurs chiliens, avait essayé en vain de rentabiliser l'affaire.

L'entreprise *Loberias y Catamaranes del Sur* opère une croisière quotidienne vers le glacier de la Laguna San Rafael dans le parc national éponyme depuis le port de Puerto Chacabuco. Elle gère un hôtel et un parc naturel privé de 250 hectares depuis 2002. Le directeur commercial est nommé par le Conseil de Direction de la société de construction navale *Detroit Chile S.A.*, basé à Santiago du Chili. L'affaire fait partie d'une stratégie de diversification et de promotion des bateaux construits par *Detroit Chile S.A.* Il existe d'autres opérateurs des croisières dans les fjords de la Patagonie chilienne : les entreprises chiliennes Skorprios, Nomades of the Sea, Cruceros Australis (de la région de Magallanes), Navimag, Turismo 21 de Mayo, Agunsa, Broom, Inchcape, Saam et Ultramar, entre autres. Cruceros Australis opère surtout depuis Punta Arenas, dans les fjords de la région de Magallanes et vers le Cap Horn. Skorprios opère depuis Puerto Montt dans la région de Los Lagos et jusqu'à la région de Magallanes en passant par Aysén et la Laguna San Rafael.

Nomades of the Sea offre un service de croisières de luxe au départ de Puerto Montt, alors que Turismo 21 de Mayo opère depuis Puerto Natales dans la région de Magallanes. À ces opérateurs de croisière s'ajoutent de grands groupes internationaux : Carnival Corporation & Plc (100 bateaux), Royal Caribbean Cruises Ltd. (41 bateaux) et Star Cruises/Genting Hong Kong (18 bateaux), chaque bateau ayant une capacité de 2 500 à 6 000 passagers (SERNATUR 2013a). Leurs opérations au Chili sont dirigées par l'opérateur Broom, propriétaire de l'entreprise Turismo Nuevo Mundo (TNM) spécialisée dans les services à terre pour les croisiéristes et INCHCAPE Shipping Service (ISS). Cette dernière a effectué 60 % des accostages en 2012/2013 et possède 290 bureaux dans 65 pays, dont 6 au Chili, où elle opère dans 33 ports. Le groupe Broom a réalisé 13 % des accostages de la saison 2012/2013 dans 14 ports, pour les navires des compagnies Celebrity Cruises et Compagnie des Iles du Ponant.

Deux autres acteurs enquêtés pourraient se rattacher à la forme industrielle, mais en tant qu'initiatives émergentes. L'une est le *Museo Regional de Aysén* à Coyhaique, qui prévoit d'accueillir plus de 100 000 visiteurs par an dès 2019. Pour l'heure, au vu du discours de son directeur, elle participe de la forme de développement étatique. Elle est entièrement financée par l'État et a une vocation publique et culturelle plus que touristique. L'autre acteur est la fondation *Conservación Patagónica*, l'une des entités créées par la famille Tompkins. Elle a créé d'énormes infrastructures dans son parc privé Patagonia : des éco-habitations pour le personnel, un hôtel, un centre de visiteurs, un restaurant et une piste d'aviation, l'ensemble avec des systèmes d'énergies renouvelables tels qu'une turbine hydroélectrique, des panneaux solaires, etc. Cependant, bien que privé, le but du parc Patagonia est éducatif et il cherche à conserver une zone d'importance pour la biodiversité. Cet acteur a ainsi été rattaché à la forme écologique et philanthropique. Ces deux initiatives font appel à la technologie et l'organisation précise des visites relèvera du développement touristique industriel et technologique lorsque leur fonctionnement exigera un équilibre financier entre les frais de gestion et les revenus des entrées payantes.

D'autres acteurs pouvant être associés à la forme industrielle sont les compagnies aériennes et de location de voiture, mais leur incidence socio-spatiale sur le territoire est plus diffuse. La chaîne hôtelière Dreams, dont le casino est inauguré avec les honneurs en 2012 pour « favoriser le tourisme » selon les autorités de l'époque, compte également parmi eux. À une échelle de moindre importance, on trouve aussi les projets de bases « polaires » de l'Instituto Campo de Hielo, d'*heliskiing* sur les Champs de Glace patagoniens (un opérateur de Puerto Guadal), de Réseau de Parcs Naturels aménagés et d'un téléphérique pour accéder au Mont Saint Valentin (4 051 m) : le Plan Austral de l'entrepreneur et ex-Sénateur de droite, Pablo Longueira. Ces initiatives sont encore embryonnaires et mobilisent encore peu de moyens

technologiques. Tout comme les vols aériens charters (Don Carlos, AeroHeim ou Helitours) vers des localités isolées (Melinka, Laguna San Rafael ou Villa O'Higgins), ces acteurs s'associent pour le moment à la forme entrepreneuriale.

Un autre tourisme industriel embryonnaire est celui de l'industrie du saumon. Des projets pilotes, financés par l'État pour créer des circuits de tourisme afin de connaître les procédés industriels et une alliance entre les entreprises de croisières Naviera et Skorpis et l'industriel du saumon Los Fiordos, ont vu le jour dans la région d'Aysén entre 2010 et 2015. Il s'agirait, lors des 36 heures de navigation entre Puerto Montt et Puerto Aysén, de s'arrêter à l'île de Canalad où sont élevés les saumons tout en appréciant les beautés du paysage d'une nature sauvage... Pour certains, une entente entre le tourisme et l'industrie du saumon est devenue nécessaire comme en 2015 où certains opérateurs d'Aysén ont tenté une alliance, infructueuse. Dans ce registre et à l'instar de ce qui est fait dans la plus grande mine de cuivre au nord du Chili, la Minera Escondida, des visites éducatives et touristiques sont offertes sur les sites d'extractions de El Toqui (commune de Lago Verde, localité de La Tapera) et El Bayo (commune de Chile Chico). Il s'agit avant tout d'actions de communication et d'accueil à la communauté, intégrées au plan de gestion environnementale des deux transnationales. Une nouvelle forme de tourisme imaginée par l'État chilien, *via* le Service Géologique et Minier (SERNAGEOMIN), se situe autour du lac General Carrera. C'est le projet de *Geoparque Chelenko*, où des sites géologiques ont été mis en valeur afin d'être inclus dans des circuits touristiques. Le site de Mina Silva (ou Puerto Cristal) a pour cela été déclaré Patrimoine Historique du Chili. Le propriétaire des terrains de la mine, abandonnée depuis 1990, propose sa visite par une randonnée équestre, au départ du village de Puerto Sanchez ou, par bateau, au départ de la ville de Chile Chico. L'affluence à Puerto Cristal ne dépasse guère 10 à 20 visiteurs par an.

En définitive, les projets de la forme de développement touristique industrielle se réduisent aujourd'hui aux croisières et, dans une moindre mesure, au centre de ski régional, au Musée Régional et au parc Patagonia, un mégaprojet de conservation (Escobar, 2007), qui cherche à attirer des dizaines de milliers de visiteurs. Les autres projets relèvent plus d'actions de communication et d'idées que de systèmes touristiques opérationnels. Il n'est pas exclu que certaines initiatives, comme celle de l'industrie du saumon, émergent prochainement, car elles pourraient améliorer l'image de marque de certaines entreprises.

2.4.2. Logiques d'actions et justifications sociales industrielles et technologiques

La logique d'action qui prédomine dans la forme industrielle est socio-économique. Le projet est une affaire de volonté et de voir instaurer un système touristique de grande envergure. Ces initiatives complexes requièrent savoir-faire industriel, technique et scientifique. L'efficacité dans leur organisation relève de la « cité industrielle » (Boltanski & Thévenot, 1991) et le rapport à la nature est progressiste ou anthropocentriste lorsque la finalité est sociale dans le cas de centres récréatifs de nature promue par des services d'État. Le rapport au lieu est exogène, le territoire est le support d'une idée et d'un besoin urbain externe.

Au sein des deux initiatives observées dans la région d'Aysén, le projet de *Detroit S.A.* (Loberias et Catamaranes del Sur) est économique. Ainsi, le parc *Aiken del Sur* aide à consolider le produit hôtelier et à justifier un séjour de 2 ou 3 nuits. Une journée est nécessaire pour arriver à l'hôtel Loberias del Sur à Puerto Chacabuco, une autre à la croisière vers le glacier de la Laguna San Rafael, avec karaoké, bar à volonté, et une troisième pour une excursion pédestre de 20 à 90 minutes, pour voir une cascade et un lac, avant de profiter d'un barbecue traditionnel. Le projet est bien organisé, les activités minutées, et toute amélioration vise à soigner l'image du produit. À l'image des croisières, les hôtels et casinos cherchent à rentabiliser leur affaire coûte que coûte et n'hésitent pas à accueillir des congrès de tout type, même celui du *Global Sustainable Tourism Council* (le GSTC), « le référent » du développement durable, local, intégré et respectueux des cultures locales (illustration 15). Le GSTC, dont la venue a été financée par l'État chilien, a argumenté pour sa part qu'il n'existait pas d'autres services d'hôtellerie assez importants pour accueillir leur congrès, manquant quand même d'un peu d'imagination pour s'intégrer à la réalité locale.

Pour le centre de ski El Fraile, la logique de la *Corporación de Deporte y Recreación* de Coyhaique est plus sociale, orientée vers l'idée de faire découvrir la montagne en hiver à une communauté urbaine de vallée. Les tentatives de rentabiliser le centre de ski ayant échoué, la commune de Coyhaique a essayé de construire un village de montagne ces cinq dernières années. Le prochain concessionnaire aura certainement une approche plus économique. Le Musée Régional ou le parc Patagonia ont pour leur part une vocation culturelle, mais, les budgets alloués à leur fonctionnement à venir étant réduits, ils devront penser leur modèle économique pour perdurer.

2.4.3. Modes de gestion dans le développement des projets touristiques industriels et technologiques

Le principe dominant reste économique, tous les projets doivent être viables et perdurer dans le temps. Ils requièrent un intense travail professionnel et technique qui fait appel à de nombreux procédés industriels. Le modèle de gestion est lié à des investisseurs, privés ou publics, qui nomment des dirigeants de projets et des techniciens pour qu'ils travaillent selon des orientations de donneurs d'ordres qui ont imaginé un système à développer. Les projets sont fordistes ou innovants de grande échelle et sont pensés à moyen et à long terme.

Le directeur commercial de Loberias del Sur et Catamaranes del Sur de Puerto Chacabuco, évoque la consolidation du projet : « c'est désormais la *Carretera Austral* qui est devenue le « must » de la région et non pas seulement la Laguna San Rafael et nous tentons désormais de diversifier notre offre touristique, à la fois sur la *Carretera Austral* (nord et sud), mais aussi le long du canal pour de nouvelles croisières ». Ils ont sous-traité des services, mais opèrent aujourd'hui toute la chaîne de services : transport terrestre avec leurs bus, navigation avec les bateaux fabriqués dans les chantiers de leur maison mère, hôtellerie et restauration propre : « c'est plus facile de tout faire nous-mêmes, car les opérateurs locaux n'assurent pas les services touristiques que nous souhaitons » déclare le directeur. Les incertitudes en matière de qualité de services et de ponctualité sont certes grandes dans la région et l'entreprise attend de l'État qu'il facilite les choses : « il est urgent de procéder à d'importants investissements publics, d'ouvrir de nouveaux treks, de préparer et travailler davantage avec la CONAF ».

Le Glaciar Laguna San Rafael et le bateau Catamaranes del Sur, 2014



(Loberias del Sur, 2012)

D'autres initiatives régionales de grande échelle lui paraissent fondamentales : « à mon sens, cette idée de musée devrait se consacrer non seulement à la science et à la pêche, mais également à l'histoire de la région, dans l'idée que Puerto Aysén fût la première capitale régionale, ainsi qu'à faire ressortir l'histoire de la Laguna San Rafael », où se dirigent les croisières. « L'État est le grand chef dans cette région, il doit mettre de l'argent sur la table, le gouvernement local doit poursuivre le projet de musée et la communauté scientifique, composer avec les autorités locales pour pousser à sa construction » (en 2014 les travaux n'avaient pas commencé). Il voit aussi d'un bon œil le projet de parc Patagonia : « ce que font les Tompkins est bien, mais c'est loin, il faudrait que la route soit meilleure et l'on puisse y loger des grands groupes ». Malgré la situation plutôt floue des politiques de développement touristique régionales, le directeur de Loberias et Catamaranes del Sur, qui habite avec sa famille à Santiago et vient à la région une à deux semaines par mois, est confiant : « je reste très optimiste pour le tourisme dans la région, et pour la zone de Chacabuco, même s'il faut encore faire beaucoup de progrès ».

Pour le directeur de la *Corporación de Deportes y Recreación* de Coyhaique, le centre de ski, construit à partir de 1984 avec une idéologie étatique, avait pour objectif de former les jeunes (et les militaires) aux activités hivernales puis comme centre d'entraînement des sportifs ayant une bourse d'État, mais n'a jamais été rentable. Le faible enneigement relatif (la station se situe entre 900 et 1 700m d'altitude) oblige, selon lui, à « repenser la station de ski, l'agrandir et améliorer la gestion des pistes, créer des infrastructures modernes et diversifier l'offre d'activités afin d'attirer les jeunes, les familles chiliennes et les Argentins voisins ». Depuis que la corporation a pris la direction de la

station, l'objectif est plus social : « nous sommes à but non lucratif, grâce à la donation de matériel de ski de la part d'un centre d'Aspen aux États-Unis, la location de matériel et la vente des tickets nous permet de fonctionner, d'embaucher du monde et de faire venir les enfants des écoles de Coyhaique gratuitement ». Il se plaint du manque de professionnels formés, de données précises de fréquentations ou d'informations concernant les intérêts des visiteurs, qui pourraient « motiver l'État à réaliser plus d'investissements [. Il ne s'agit] pas forcément des canons à neige, car l'eau n'est pas abondante, mais de déplacer les remontées pour aller skier plus haut ». Il faut trouver des solutions à la diminution et aux irrégularités des chutes de neige, mais il existe des limitations légales, car les terrains sont des propriétés publiques à usage agricole et « il faudrait demander un changement d'usage des sols ». Pour lui, « SERNATUR ne joue pas le jeu de la promotion, ce n'est pas sa priorité, car l'offre est incertaine ». En effet, les périodes sans neige peuvent, selon les années, être importantes. Mais pour lui, en définitive, les choses vont bien : « cette année nous avons déjà reçu plus de 6 000 visiteurs, et la saison n'est pas finie. En 2016, nous avons eu 3 000 clients et nous allons certainement investir dans une nouvelle cafétéria ».

Bien que le musée ne soit à ce jour que partiellement fonctionnel, il pourrait participer dans le futur à la forme de développement touristique industrielle. Comme nous l'avons vu, il intéresse d'ores et déjà les organisateurs de croisières. Interrogé à ce propos, son directeur déclare : « il y aura une augmentation du tourisme, c'est sûr, qui risque d'être difficile à contrôler. L'État a peu conscience de cela, il continue à faire de la promotion et cela va créer plus de problèmes. Il faudrait d'ores et déjà commencer à définir des limites d'usage, comme cela a été fait à Cochamo [région de Los Lagos] de manière proportionnelle aux flux ». Le musée pourrait-il devenir le lieu le plus visité de la région ? « Dans vingt ans, nous pourrions en arriver là. Nous devons nous préparer à cette augmentation et associer ce que nous faisons avec d'autres. Le problème n'est pas l'augmentation [le tourisme], c'est de le gérer, de le canaliser » déclare le directeur.

Le projet de parc Patagonia, ouvert depuis quelques années aux visiteurs, a déjà reçu plusieurs milliers de visiteurs alors que l'ensemble de son infrastructure n'est pas terminé. Comme décrit dans le chapitre sur la forme écologique, la finalité touristique du parc, tel qu'imaginée par Douglas Tompkins et Kristine McDivitt et mis en place *via* l'entreprise Conservación Patagonica, vise à accueillir d'abord les contributeurs au projet. Ceux-là sont prêts à payer entre \$US 500 et \$US 1000 la nuit, car il s'agit d'une donation. Cependant les campeurs sont aussi les bienvenus et ils peuvent dormir sur l'un des cinq sites pensés à cet usage pour \$US 8 par nuit. Les propriétaires du projet souhaitent que les visiteurs logent ailleurs que dans la vallée, dans les villages proches de Cochrane, Puerto Guadal ou Puerto Bertrand et viennent au parc à la journée. En plus de la découverte du parc et de la faune sauvage,

il est possible d'acheter au magasin de l'artisanat écologique, de manger au restaurant des plats bios ou de visiter le centre d'interprétation qui devrait ouvrir en 2018. Ce centre de visiteurs sera pourvu de technologies de pointe dans un bâtiment conçu écologiquement, c'est-à-dire efficace énergétiquement et avec des matériaux locaux (une roche volcanique de la vallée) ou « bio », mais importés du nord du Chili ou d'Argentine.

Bienvenue au parc Patagonia, Vallée du Río Chacabuco, Cochrane, 2016



(Tompkins Conservation, 2014)

Douglas Tompkins était certain que le projet, du fait de son nom « Parc Patagonia », deviendrait un incontournable pour les voyageurs. Il pensait qu'il attirerait rapidement 50 000 visiteurs. Ceci est fort probable dans un avenir proche et préoccupe au regard du projet de conservation de l'écosystème des prairies patagones. Les quatre cas décrits préalablement mettent en évidence trois modes de gestion et logiques d'intervention : plutôt économique et commerciale, étatique et sociale et récréative de pleine nature sur une station ou dans un parc privé. Chacun favorise des flux touristiques importants, fait usage de technologies et met en place des systèmes de gestion efficaces.

2.4.4. Rationalité de l'action touristique industrielle et technologique

Les projets de la forme industrielle sont modernes et planifiés afin d'assumer des flux touristiques importants. Les pratiques touristiques sont celles des stations, musées, parcs et sites naturels aménagés classiques des pays

occidentaux. L'offre s'organise autour d'un produit, d'une pratique ou d'une visite organisée méthodiquement.

C'est ainsi que Loberias del Sur propose des «*packages tours* pour une clientèle nationale». Pour l'hôtel, 90 % de visiteurs sont chiliens, 30 % seraient des fonctionnaires de la région et des employés d'entreprises régionales et 70 % des touristes. Concernant le Catamaran, 70 % seulement des clients sont des Chiliens. Le directeur commercial précise : « nos cibles principales sont les habitants de Santiago. Le tourisme national est essentiel pour l'instant et le principal *package* est focalisé sur la navigation à la Laguna San Rafael ». Les publics concernés par les quatre cas abordés sont aussi principalement les Chiliens, surtout locaux pour le centre de Ski et le musée, mais aussi, dans une moindre mesure, les nationaux et les touristes étrangers venant en hiver (les Argentins) ou en été pour parcourir la route australe et atteindre le parc Patagonia dans sa partie sud.

La dynamique d'ensemble des projets entrepreneuriaux est fortement influencée par les pouvoirs politiques. Entrepreneurs et organisations construisent leur projet en amont avec les décideurs pouvant faciliter son aboutissement. Ces projets étant politiquement et économiquement attirants pour les autorités gouvernementales du moment, des changements ont été apportés à la législation sur le transport maritime pour aider l'industrie des croisières. C'est la suite logique des choix stratégiques faits par SERNATUR (2013a), qui déclarait vouloir faire du « Chili une destination attrayante pour le tourisme de croisières, tant du point de vue des conditions favorables proposées aux opérateurs comme en matière d'offre touristique ample disponible pour les passagers dans les ports d'embarquements ». Ceci part du constat que l'industrie des croisières est en expansion de 7 % par an depuis 1980 et que l'Amérique du Sud et la Patagonie attirent de plus en plus (SERNATUR, 2013a). « Malgré cela, le Chili a perdu en compétitivité entre les années 2008 et 2011, où nous observons une baisse de 40 % des arrivées aux ports du pays et de 46 % du nombre de passagers ». C'est afin de favoriser cette industrie qu'un décret présidentiel, proposé par le Sous-Secrétariat du Tourisme, a été publié en 2011 réduisant de 40 à 80 % les frais de phares et balises, en fonction du nombre de mouillages réalisés dans les ports du pays. Pour SERNATUR (2013a), cette modification a donné lieu à une hausse immédiate de 27 % des arrivées des navires de croisière étrangers au Chili en 2012 et une hausse estimée à 20 % pour la saison 2012-2013. Une autre politique consiste à favoriser les mouillages dans les ports des régions d'Arica - Parinacota et Tarapacá (nord du Chili), d'Aysén, de Magallanes et de l'Antarctique chiliens, en proposant une exemption de TVA pour les transactions réalisées dans ces régions. Enfin, une modification de la loi (19 995) donne l'autorisation d'exploiter les jeux de hasard à bord des bateaux ayant des casinos. Une alliance entre certaines compagnies de croisières et les casinos présents dans les régions visitées (comme à Coyhaique dans la région

d'Aysén) existe depuis 2012. Le tourisme de croisière au Chili est devenu ainsi très attractif pour les grands groupes internationaux et explique la hausse de 25 à 30 % du trafic dans la région de Magallanes et une hausse de 31 % de la clientèle chilienne en 2017. Pour la directrice de SERNATUR de la région de Magallanes, « ce tourisme est celui qui croît le plus rapidement. Nous avons aujourd'hui une nouvelle offre, car les entrepreneurs ont osé développer de nouveaux circuits à la journée tel que des navigations pour voir les baleines et les pingouins ».

Des nouveaux lieux de visite ont été ajoutés au programme des croisières de *Cruceros Australis* dans l'extrême sud du Chili, tels que le Parc National Alberto de Agostini et le Cabo de Hornos. Pour son gérant, ce tourisme a une importance stratégique : « d'un point de vue géopolitique, il faut mettre en évidence le fait qu'avec notre tourisme maritime nous contribuons à la souveraineté [du Chili], en replaçant la Patagonie sur la carte du monde [et] en mettant en valeur les hauts lieux chiliens du Cap Horn, du Canal de Beagle, du Détroit de Magellan et de Punta Arenas »! Pour sa part, l'entreprise *Skorprios*, qui navigue entre Puerto Montt (région de Los Lagos) et Magallanes et passe par la région d'Aysén, a fait visiter en 2017 la Laguna San Rafael, le Canal Messier, Puerto Edén et les nombreux glaciers des fjords les plus isolés du pays à plus de 2 000 passagers. L'opérateur *Turismo 21 de Mayo*, qui navigue vers les glaciers Balmaceda et Serrano et les Torres del Paine, a « transporté près de 28 000 passagers pour la saison 2016 – 2017 ». Pour sa part, le gérant de *Loberias del Sur* et *Catamaranes del Sur* évoque les 6 500 passagers emmenés à la Laguna San Rafael et la forte perspective de croissance pour les années à venir.

Les lieux emblématiques pour les projets de la forme industrielle sont en France (Corneloup & al., 2001 ; Bourdeau & Mao, 2002) : la station, le centre de pratiques sportives et récréatives, mais aussi « la croisière, [le] parc de loisir, [...] la ville de type Dubaï ou [le] tourisme spatial, [qui] se donnent à voir comme des "bulles" parfaites où la sécurité et l'entre-soi sont des priorités » (Bourdeau, 2011). Dans la région d'Aysén (carte précédente), son incidence spatiale et matérielle est encore très localisée aux ports de Chacabuco et de Puerto Aysén où ont débarqué un peu moins de 20 000 passagers en 2013. Ces touristes de croisière visitent les centres de vente d'artisanat de Puerto Aysén et Coyhaique et le musée local de la Réserve Nationale Río Simpson, pendant un tour d'une durée totale de quelques heures et un arrêt d'environ 40 minutes sur la place principale de Coyhaique. À la Laguna San Rafael les bateaux de croisières (*Skorprios*, *Catamaranes del Sur*, *Nomades of the Sea* et autres) mouillent devant le glacier, mais les passagers ne descendent pas à terre. Les ferries de la compagnie *Navimag* s'arrêtent pour laisser descendre une centaine de passagers tous les deux ou trois jours aux ports de Chacabuco, Aguirre, Cisnes, Puyhuapi, Raúl Marin Balmaceda, Melinka ou Chaiten, dans la région de Los Lagos avant de rejoindre Puerto

Montt. Enfin, sur la commune de Coyhaique se trouve le centre de ski El Fraile qui accueille 6 000 à 7 000 personnes par an, entre juin et septembre. À ces sites vont rapidement s'ajouter le Musée Régional d'Aysén à Coyhaique et le parc Patagonia sur la commune de Cochrane au sud de la région, des projets industriels que l'on peut qualifier d'émergents. Le musée devrait recevoir d'ici à deux ans plusieurs dizaines de milliers de visiteurs, dont les touristes des croisières. Le site du parc Patagonia devrait, lui aussi, logiquement concentrer les visites dans des proportions semblables et devenir un haut lieu touristique de la région. Les Capillas de Marmol, situé à 2 heures de piste au nord de ce dernier, reçoivent déjà environ 50 000 visiteurs par an.

2.4.5. Incidence territoriale de la forme de développement industrielle et technologique

L'incidence de la forme industrielle dépend de la nature des projets installés sur le territoire, qui peuvent être purement économiques, socio-culturels ou éco-sociaux (tableau suivant). La variante « commerciale », qui implique de gros investissements en infrastructures, est celle pouvant avoir le plus d'impacts. Mais la forme industrielle « éducative et sociale », les sites de loisirs éducatifs et récréatifs populaires, et celle des espaces « de nature » aménagés, organisent le territoire et les dynamiques touristiques selon des pôles attracteurs, mais leur incidence est faible. La forme de développement industrielle devrait grandir et représente un défi et un danger. En effet les villages côtiers sous influence de cette forme de développement, à l'instar de Tortel, Puerto Chacabuco, Melinka, Puerto Aguirre ou Puerto Eden, dans la région limitrophe de Magallanes, en profitent économiquement peu et ne s'organisent pas outre mesure pour répondre à la demande de services des opérateurs liés aux entreprises de croisière. Déjà les impacts sociaux et environnementaux existent, mais restent modérés ou encore peu étudiés. Il est clair que pour la faune marine, l'accroissement du trafic maritime a une incidence réelle et qu'il continuera d'augmenter. L'arrivée soudaine de centaines ou milliers de passagers cause déjà des tensions notamment lorsque cela a lieu en pleine nuit, comme à Tortel. Le centre de ski d'El Fraile, géré par une association sportive municipale à but non lucratif, ne devrait pas grandir rapidement, mais si la concession était reprise par un privé et un nouvel usage des sols, permettant la construction de complexes hôteliers, cette situation pourrait évoluer.

Tableau 18. Les variantes au sein de la forme de développement industrielle d'Aysén

Variante de la forme de développement industrielle	Représentation sociale de la nature	Mode de mise en œuvre du projet	Logique dominante dans le projet touristique	Moyens économiques pour le projet
Commerciale (les stations)	Progressiste	Exogène	Économique	Très importants
De nature (Parcs)	Écolo-anthropocentrique	Endo-exogènes	Socio-écologique	Importants
Éducative et sociale (centres)	Anthropocentrique	Endogènes	Socio-culturelle	Importants

(Bourlon, 2018)

La massification du tourisme dans la région dépendra de la mise en œuvre d'autres projets privés. Il est possible que l'industrie du saumon veuille organiser des visites de ses fermes modèles et que les entreprises minières fassent de même pour des sites choisis afin d'améliorer leur image en accueillant des visiteurs, mais cela devrait rester marginal. L'organisation de croisières sur le Lac Général Carrera, de séjours sur des bases « polaires » des *Campos de Hielos Patagónicos* ou au sein des parcs privés, pour les pratiques du VTT, de la chasse ou du moto-cross, devrait voir le jour et participer du développement touristique. Les rejets récents d'un grand projet immobilier et touristique sur Tortel par le maire et les habitants ou du parc Patagonia sur la commune de Cochrane, tous deux ayant reçu l'aval de l'État et du Gouvernement Régional d'Aysén, montrent qu'une résistance à la massification du tourisme existe. Ces conflits seront abordés avec plus de détails dans la dernière partie du livre.

La région d'Aysén reste un confin touristique de nature où les flux touristiques sont faibles et où la reproduction du modèle du Parc National du Torres del Paine, dans la région de Magallanes, qui a vu un accroissement vertigineux du tourisme de 197 503 visiteurs en 2014 à 252 447 en 2017, ne devrait pas voir le jour. En effet, les effets négatifs d'une massification du tourisme obligent aujourd'hui à une rationalisation de l'organisation des flux, des usages des ressources et des impacts environnementaux coûteux pour l'État chilien, qui n'est pas disposé à en assumer la responsabilité. L'expérience touristique se dégrade et les visiteurs commencent à chercher d'autres sites à découvrir, ceux qui gardent « une saveur de Patagonie » comme la région d'Aysén.

2.5. La Forme de développement touristique écologique

« Pour ceux d'entre nous qui ont grandi en séjournant dans les espaces sauvages du monde, un sens de la beauté a imprégné notre âme. » (Douglas Tompkins, 2014)

La forme de développement écologique a été animée en France par les praticiens de sports nature (Mao, 2003) et les éducateurs dans les aires protégées, au sein de programmes d'État et afin de favoriser un retour à la Nature (Corneloup & al., 2001). Cependant, ces acteurs ne proposaient pas de projets de conservation avec la construction de systèmes proposant un changement du rapport homme-nature. Nous avons ainsi proposé de rattacher ces dynamiques aux formes que nous décrivons comme récréatives et étatiques. Les formes écologistes existent en France (Lafaye & Thévenot, 1993), mais sans avoir été identifiées en tant que telles dans des dynamiques touristiques. C'est ainsi que les projets de conservation d'organisations privées telles que *Mountain Wilderness* dans les Alpes, ou des éco-villages en Ardèche (Rabhi, 2014) revendiquent une action fondée sur un principe supérieur commun écologique. Cependant, la place du tourisme dans la construction de leur cité « verte » n'est pas claire. La dynamique écologique du tourisme est en revanche un phénomène particulièrement d'actualité en Patagonie. C'est ce que témoigne l'étude commanditée par le Ministère de l'Environnement chilien concernant la conservation privée (Núñez-Ávila & al., 2013), où sont identifiées 308 initiatives dont 116 se situent en Patagonie chilienne (chiffre moindre si l'on exclut les projets de la région limitrophe de Los Lagos, en limite nord de la Patagonie). La plupart des projets associent, de près ou de loin, le tourisme à leur logique d'action.

2.5.1. Acteurs de la forme de développement écologique

Les acteurs écologistes sont des acteurs prônant un rééquilibrage de l'action de l'homme avec la nature. On retrouve ainsi des individus ou des dirigeants d'organisations privées qui ont la nostalgie de la nature préservée ou questionnent la place des humains dans la nature.

Pour Claudio Rivera & Arturo Vallejos-Romero (2015), l'État chilien a mis en protection plus 1 500 000 hectares ces dix dernières années, mais « la nouveauté [sont les] initiatives privées de philanthropes et organisations non gouvernementales (ONG) écologistes qui ont acheté de vastes extensions de terres dans la macro région sud austral chilienne ». Les acteurs rencontrés lors des visites de terrain participent aux projets de conservation d'espaces naturels en Patagonie, à titre personnel et associés à des organisations privées créés pour. L'organisation la plus importante, *Conservación Patagónica* dirigée par Kristin McDivitt et Douglas Tompkins (jusqu'en 2015), est l'une des nombreuses structures créées par les Fondations Tompkins et Deep Ecology. Elle a été créée en 2005 pour acheter des terrains dans la région d'Aysén et réaliser le projet du parc Patagonia. Son siège social se trouve à Puerto Varas dans la région de Los Lagos, mais ses bureaux d'Aysén se situent dans la vallée de Chacabuco sur la commune de Cochrane. Trois autres structures sont

celles de personnalités impliquées dans des projets de conservation ponctuels : Fundo Los Leones, Parque Pichimawida et Reserva Añihue. Les deux premiers projets sont localisés sur la commune de Cisnes, près de la localité de Raúl Marin Balmaceda sur la côte Pacifique, et le troisième sur celle de Chile Chico, dans la vallée du Río Leones, en bordure du Parc National Laguna San Rafael, non loin des villages de Puerto Tranquilo et Puerto Guadal. Un couple nord-américain vit près du village de Puerto Guadal : ce sont des activistes écologistes, co-directeurs d'une maison d'édition (Western Eye), écrivains et photographes. Ils sont des appuis inconditionnels aux actions des projets de Tompkins et aux initiatives locales pouvant aider à la mise en valeur et à la conservation de la région d'Aysén. Le sixième acteur enquêté est basé à Coyhaique, mais son projet emblématique « *Laguna Caiquenes* » se situe sur la commune de Tortel. Il s'agit d'une Organisation Non Gouvernementale locale (ONG Aumen), créée au début des années 2000 pour mener des projets de conservation à but éducatif, grâce à l'obtention de concessions gratuites de terres de l'État pour des périodes de 5 à 25 ans renouvelables. Les six initiatives sont motivées par la conservation, mais par le biais de projets différents : l'accueil sur place (les projets de Los Leones et Añihue), l'éducation (le projet de Aumen et celui de Western Eye) ou de conservation philanthropique (Conservation Patagónica et Parque Pichimawida).

Le principe supérieur commun qui unit ces acteurs est celui de la protection et de la sauvegarde de la nature et du patrimoine planétaire. Leur idéal serait de construire une « Cité Verte » (Lafaye & Thévenot, 1993) où l'homme respecte la nature qui lui permet d'exister. Au sens proposé par Vachée (2001), leur rapport à la nature est écologique et ils agissent afin de favoriser la coexistence harmonieuse des êtres humains avec la Terre.

À la vue des résultats d'entretiens, il semble possible de différencier trois grands groupes d'acteurs animant cette forme de développement : ceux ayant une logique socio-culturelle et voulant sensibiliser à la protection de la nature, ceux prônant la sauvegarde privée des sites naturels menacés pour un usage récréatif et touristique (une logique socio-économique) et ceux voulant préserver des « biens de l'humanité » selon une logique éco-sociale et philanthropique, en proposant un changement de paradigme du rapport homme - nature au sein d'une société de consommation.

Il existe les organisations sociales comme l'ONG Aumen dirigée par un fonctionnaire d'État, CODEFF dont le directeur Peter Hartmann est un acteur écologiste emblématique, la *Fundación Melimoyu*, l'organisation OCEANA ou celle de Puelo Patagonia. Les directeurs des deux premières sont installés à Coyhaique alors que les quatre autres sont respectivement basées à Puerto Varas, Valdivia et Frutillar (région de Los Lagos), mais ils agissent tous sur le terrain dans la province de Palena ou les régions d'Aysén et de Magallanes.

Ces associations privées sont très actives dans la mise en œuvre de projets éducatifs de conservation. Ainsi, l'organisation Aumen déclare l'importance d'une « zone humide, qu'il faut préserver, car [elle est] emblématique de l'écosystème des forêts tempérées du littoral ». Elle a obtenu en concession, à titre gratuit, un terrain de 5 000 hectares de la part du Ministère des Biens Publics (*Bienes Nacionales, BBNN*) et, avec de très faibles moyens provenant des cotisations de ses membres ou de fonds régionaux pour l'éducation et la protection de l'environnement ainsi que beaucoup de bénévolat, agit en faveur de la conservation par des recherches scientifiques et la sensibilisation des habitants et des visiteurs. Pour sa part, CODEFF déclare qu'il faut « éduquer les gens d'Aysén au modèle d'Aysén Réserve de Vie » (une organisation de Coyhaique). Elles ont été partie prenante du réseau « Patagonie Sans Barrages », du Conseil de Défense de la Patagonie et, aujourd'hui, des regroupements « *Patagonia Mar y Tierra* » (rebaptisé depuis en « Austral Patagonia ») et « *Así Conserva Chile* », réseaux chiliens de conservation ou de défense de la nature. Ces initiatives que l'on choisit de qualifier d'écologistes locales ou « éco-sociales », cherchent à motiver la protection de la biodiversité, notamment à travers l'établissement d'espaces de nature emblématiques qui n'ont pas été pris en compte dans les politiques publiques, afin de les préserver pour les générations futures. Leur approche se base sur un travail de lobbying et d'éducation à l'environnement plus que sur l'achat ou l'obtention de terres à sauvegarder.

On trouve, ensuite, de nombreux acteurs privés verts, propriétaires d'espaces naturels importants, revendiquant par leur achat un apport à la sauvegarde de la nature et de la biodiversité. Ces projets « écologiques privatifs » n'ont pas pour vocation d'être ouverts au public, sauf dans certains cas et au travers de programmes organisés à des fins scientifiques ou touristiques. De nombreux milliardaires chiliens et étrangers ont ainsi créé des fondations et composé leurs parcs privés en Patagonie (Rivera & Vallejos-Romero, 2015). C'est ainsi que l'actuel président du Chili Sebastian Piñera, possède son parc privé *Tantauco* de plus de 118 000 hectares dans la partie sud de l'île de Chiloé, alors qu'un autre milliardaire propriétaire du Banco de Chile et de nombreux investissements miniers, Andrónico Luksic, possède l'*Estancia La Margarita* d'environ 30 000 hectares près du village de Villa O'Higgins, dans le sud de la région d'Aysén. La *Fundación Patagonia Sur*, dirigée par Warren Adams et Steve Reifenberg possédait pour sa part en 2010 (site web www.patagoniasur.org) plusieurs secteurs de la province de Palena (Valle California), autour de Futaleúfu (Lago Espolón) et dans la région d'Aysén vers Melimoyu, Chile Chico (Valle Ceballos, Jeinimeni), Tortel (Fiordo Steffen) ou dans la commune de Villa O'Higgins.

Ces initiatives sont nombreuses et importantes en Patagonie chilienne. Dans la province de Palena (région de Los Lagos) on trouve Herbert Boose (Fundo Bahía Mala, Chaiten), Charlie Clark (Estancia Reñihue, Palena), la famille

Halley (Futaleúfu, Uman Lodge). Dans la région d'Aysén, il y a Marcel Sijnesael (Río Figueroa, Laguna Escondida, La Junta), Gonzalo Vial (Isla Refugio, Isla Jechica, Canal Moraleda, Aysén), Addison Fisher (réserve Añihue, Raúl Marin Balmaceda), la famille Cortès Solari (Centro MERI et Réserve Naturelle Melimoyu), Jeff Welsh (Fundo Los Leones, Raúl Marin Balmaceda), Segundo et Jonas Gómez (La Junta, Hôtel Alto Melimoyu), l'entreprise Detroit S.A. (Puerto Aysén, parc Aiken del Sur), Felipe Briones (Alto Ñirehuao, Lago Riquelme y Peña, lodge Campo Bravo), Margaret Hillenbrad (Ñirehuao), Kenneth Dart (Río Paloma, Lago Azul et Desierto, Coyhaique), Aristides Benaventes (Valle Leones et Cerro Castillo), Francisco Croxatto (Valle Exploradores), l'*Universidad Católica* (Bahia Exploradores), Hélène Sobakina et John Whitlaw (Parc Pichimawida, Valle Río Leones), Orlando Scarito (Lago Leones), Victor Hugo Puchi (Valle Colonia à Cochrane et Cerro Castillo, Río Ibañez), Juan Carlos Szydlowski (péninsule du glacier Montt, Tortel), Paola Luksic (Tortel) ou Andrónico Luksic (Villa O'Higgins et Tortel). Dans la région de Magellan et la Terre de Feu on trouve les projets de : Andrés Ergas (Isla Carlos, Punta Arenas, Nomads of the Sea), Nicolas Ibañez (Puerto Willimas, Tierra del Fuego), Carlos Larraín (Estancia Cameron, Porvenir) et Eyzaguirre (Puerto Natales). D'autres initiatives emblématiques existent en Argentine telles que celles de la famille Benetton (Estancia Cholilla) ou de Joe Lewis (Lago Puelo) et, plus au sud dans la province du Chubut, celle de Florent Pagny par exemple.

Les initiatives identifiées sont issues d'une compilation de sources telles que les revues *¿Que pasa ?* (11 juin 2010) et *Capital* (17 octobre 2014), le journal *El Mercurio On Line* (Economía y Negocios, *Operación Patagonia* 12 juin 2017 et *Parque Austral* 14 août 2017) complétée par des informations issues des enquêtes auprès d'organisations de Coyhaique. Un acteur de la conservation, propriétaire d'un terrain près de Puerto Guadal, déclare « la plupart des projets sont comme des Datchas, ils ne font pas grand-chose pour étudier ou agir en faveur de la restauration ou conservation ». Cette forme de conservation est donc plus ou moins passive selon le propriétaire des terrains.

Cette dynamique nationale a été révélée lors de la première réunion de propriétaires de parcs privés le 23 octobre 2010, lors des 3^{èmes} Rencontres pour la Conservation Privée (*Tercer Encuentro de Conservación en Tierras Privadas de las Regiones de Los Ríos y Los Lagos*). À cette occasion, 14 initiatives privées et 3 réseaux d'acteurs ont fondé l'association *Así Conserva Chile* (AsiCCH Asociación Gremial) afin d'organiser leurs efforts et concerter les critères de leurs actions. Cependant, selon le recensement réalisé à la demande du Ministère de l'Environnement (Núñez-Ávila & al., 2013) des 308 initiatives, seules 36, ainsi que trois réseaux d'une centaine de membres, font aujourd'hui partie d'*Así Conserva Chile*. Seuls sept se trouvent dans les régions patagoniennes d'Aysén et de Magellan. Selon cette étude, 83 % des projets sont issus de l'action d'une personne, 7 % de fondations et

organisations, 3 % de communautés locales et 5 % d'entreprises privées. Le phénomène se prolonge aujourd'hui avec de nombreuses petites initiatives, fédérées en groupes de propriétaires. Il semblerait que les possibilités d'acheter de grandes surfaces, significatives pour la conservation, diminuent du fait de la hausse des prix du foncier. Ce mouvement écologique privé est très certainement lié à l'action lancée à partir des années 1990 par les fondations liées à Douglas Tompkins dans la province de Palena.

Le troisième groupe, pouvant être qualifié de philanthropique, inclut des dirigeants de fondations et d'organisations internationales agissant en Patagonie. C'est le cas de Douglas Tompkins, de Kristine McDivitt, d'Ivan Chouinard ou de Peter Buckley. L'acteur écologique emblématique de ce groupe est Douglas Tompkins. Dans le livre *Obra en progreso, veinte años en retrospectiva* (Butler T., 2010) de la *Foundation for Deep Ecology*, il se définit lui-même comme « un défenseur de la nature, montagnard, skieur, agriculteur, activiste de la conservation et entrepreneur fondateur de *The North Face* (1964) et co-fondateur de *Esprit de Corp* (1968) ». C'est un *self made man* emblématique des années 1970 et proche collaborateur des créateurs des marques *Black Diamond* (équipements de montagne) ou *Patagonia Inc*, dont il épousera d'ailleurs la présidente directrice générale, Kristine McDivitt, en 1993. Elle l'accompagnera dans toutes ses aventures en Patagonie et mènera ses projets. Né à New York et élevé dans le Connecticut, il part « conquérir » la côte ouest au début des années 1960 puis s'embarque une première fois pour le Patagonie en 1967. C'est lors de son voyage avec quatre amis (*the four hogs*) qu'il réalise l'ascension du Cerro Fitz Roy. Ce voyage, que retracent les livres et films *Mountains of Storm* et *180° Sud*, deviendra une odyssée fondatrice qui l'amènera à revenir en Patagonie pour y rester en 1990.

Les trois groupes entretiennent des liens diffus. Ils se connaissent et interagissent lors d'achats et d'actions sur des espaces géographiquement proches où se revendent les terres « à conserver ». Certains entrepreneurs proposent des projets « écologiques nationalistes », c'est le cas du politicien de droite Pablo Longueira et son Parc Austral (« Parque Austral, un desafío país », <http://www.economiaynegocios.cl/noticias/noticias.asp?id=388031>). Avec l'appui d'autres milliardaires, politiciens et ex-ministres chiliens, il cherche à ce que ces espaces sauvages restent entre les mains de familles chiliennes. C'est une réaction aux achats des riches étrangers. Douglas Tompkins a été ainsi la bête noire des riches entrepreneurs et politiciens de droite du Chili. La raison principale évoquée est celle de son appui aux organisations locales qui militaient contre les projets hydroélectriques (menés par certains entrepreneurs et riches familles chiliennes). À l'opposé, l'organisation Aumen, créée surtout par des habitants de longue date d'Aysén ou par CODEFF et CODESA, qui agissent pour conserver la biodiversité régionale et sensibiliser les habitants, entretient des relations amicales avec

les projets philanthropiques, tout en s'inquiétant d'une conservation privative de plus en plus forte.

2.5.2. Logiques d'actions et justifications sociales écologiques

Le périmètre d'action des acteurs de la forme écologique est celui du savoir exister. Ayant acquis un savoir grâce à une éducation universitaire ou à une vie consacrée à l'entrepreneuriat ou à la fonction publique, ils décident de s'impliquer dans un projet pouvant redonner du sens à leur vie. Leur logique d'action est écologique plus que sociale ou économique. La composante éducative est importante, car il s'agit de partager une vision du monde et l'urgence du devoir de protéger la planète et sa biodiversité. Cependant, chaque groupe d'acteurs exprime une sensibilité qui lui est propre. L'étude commandée par le Ministère de l'Environnement chilien à la Fondation Senda Darwin (Núñez-Ávila & al., 2013) analyse 242 cas d'achats de terres pour la conservation privée. Elle montre que 10 % des 308 projets cherchent la protection totale d'un site, 12 % la restauration d'un habitat naturel et 9 % la préservation d'un espace d'importance culturelle. Par ailleurs, 13 % des terrains ont été acquis afin d'y faire de la recherche, 14 %, car ils fournissent des services écosystémiques à une communauté. Alors que 11 % déclarent souhaiter un possible usage public, seuls 9 % ont un projet touristique et 12 % l'intention d'avoir une activité productive.

Au sein des initiatives écologistes locales, c'est l'idéal d'*Aysén Reserva de Vida* qui oriente l'action. Ce concept met en valeur les spécificités d'Aysén en tant que territoire de nature à préserver pour ses habitants. Il a été fortement positionné par Peter Hartmann de l'Organisation de Protection de la Faune et de la Flore (CODEFF). Les principes qui le sous-tendent sont détaillés dans le chapitre concernant la forme de développement locale alternative. Ce *leitmotiv* est considéré aussi comme le principe qui unit les organisations régionalistes, regroupées dans la coalition *Aysén Reserva de Vida* en 2009 et le Conseil pour la Défense de la Patagonie (*Consejo de Defensa de la Patagonia*), créées au moment des conflits autour des méga-barrages hydroélectriques prévus dans la région d'Aysén. Le concept attire peu les propriétaires « verts » ayant leur parc privé, ils n'en font pas nécessairement mention, à moins de résider dans la région d'Aysén depuis de nombreuses années. Ils revendiquent de manière plus ou moins générique une action en faveur de la protection de la nature et de la sauvegarde d'écosystèmes spécifiques (marins, forestiers, zones humides, etc.). Bien que très au courant de ce que font d'autres propriétaires ou organisations environnementales, leur discours est moins idéologique, plus pragmatique et simple : acheter un espace donné pour le laisser en l'état ou éviter que d'autres y extraient des ressources naturelles.

Dans le groupe des acteurs écologistes verts privés, trois exemples montrent la diversité des approches. Le parc Pichimawida de 1 790 hectares est la propriété d'un couple australien et suisse, installé depuis plus de 10 ans dans la vallée du Rio Leones. Il se situe en limite du Parc National Laguna San Rafael, du Champ de Glace Patagonien Nord (Campos de Hielos Patagónicos Norte) et des contreforts andins. Le projet englobe le chemin rural permettant de rejoindre le Parc : ils ont choisi de laisser passer les piétons, mais excluent toute circulation motorisée. Ils reboisent en espèces natives les parties du terrain ayant été incendiées puis surpâturées depuis sa colonisation dans les années 1930 - 1940. Ce projet est celui d'une retraite après de nombreuses années à travailler au sein d'organismes internationaux. Un autre cas est celui d'Aristides Benavente, riche entrepreneur chilien, propriétaire de plusieurs marques de vêtements de montagne. Après avoir créé sa fondation Patagonia de Aysén, il a acheté plusieurs terrains qu'il déclare destiner à la conservation, mais qui servent à des séjours en famille et entre amis ou à des projets touristiques. Il finance aussi quelques actions locales en faveur du tourisme, notamment dans le village de Cerro Castillo. Le dernier cas est celui de la fondation Patagonia Sur (SNP) de Warren Adams et Steve Reifenberg qui est emblématique de la spéculation foncière verte. Ayant acheté à bas prix à des éleveurs et colons une dizaine de propriétés aux quatre coins de la région d'Aysén (Melimoyu, Tortel, Chile Chico et Futaleufu), ils les ont revendues une fois réalisées quelques actions de mise en valeur. Les clients ou partenaires du projet de conservation sont des riches familles chiliennes ou des entrepreneurs nationaux ou étrangers. Les bénéficiaires sont assez conséquents : environ 30 % dans le cas des terrains de la zone de l'Alto Palena, selon le magazine *Revista Capital* du 17 octobre 2014 (« Patagonia Hot » par Maria José Lopez).

Pour Douglas Tompkins la logique est philanthropique. Elle est, au premier abord, l'imposition d'une idéologie de la conservation états-unienne : la mise « en jachère » de la nature dans le but de sauver des espaces vierges pour les générations futures. Le projet paraît être le fruit d'une lubie de riche entrepreneur, qui en créant ses fondations vertes, des « Barons Verts » selon Humes (2010), se rachète une bonne conscience. Cependant, en proposant de rendre les terres achetées à l'État dans la tradition philanthropique nord-américaine, une forte différenciation se produit. D'autres achètent des espaces « à protéger » comme biens à revendre à d'autres acteurs pouvant payer un prix supérieur, en tant qu'ensemble ou par parts, dans l'idée déclarée d'en acquérir d'autres « pour la conservation » de la biodiversité. En rencontrant Peter Hartmann et d'autres écologistes chiliens, Douglas Tompkins a décidé d'aider des initiatives écologiques locales, comme celle de l'*Agrupación Aisen Reserva de Vida*. Il déclare cependant que son intérêt pour la conservation a pour origine son enfance et sa préoccupation grandissante de l'action de l'homme qui « dévore la précieuse et inestimable

biodiversité mondiale ». En 1986, il choisit de quitter « le monde des affaires qui (...) avait emprisonné [son] imagination et esprit libre ». « Insatisfait de faire la promotion de la culture de la consommation », il se passionne pour l'Écologie Profonde (*Deep Ecology*), un courant de pensée formulé par Næss en 1973 qui se situe dans la continuité de penseurs comme Thoreau, Muir, Leopold ou Pinchot, philosophes de la conservation et défenseurs du bon usage (*wise-use*) des ressources (Drengson & Inoue, 1995).

Écologie Profonde / Écologie Superficielle

La différenciation identifiée précédemment entre les acteurs de la forme de développement écologique tient à une différence d'approches que Næss qualifie de *Shallow Ecology* et de *Deep Ecology* (Næss & Glasser, 2005). Tel que le résume Dominique Bourg & Augustin Fragnière (2014) dans leur anthologie *La pensée écologique*, le mouvement de l'écologie superficielle (*Shallow Ecology*) lutte « contre la pollution et l'épuisement des ressources [et pour] la santé et l'abondance matérielle des populations développées ». L'écologie profonde (*Deep Ecology*) s'intéresse « surtout à l'intégration harmonieuse de l'homme au sein la Nature » et à la défense de la valeur intrinsèque des êtres vivants. Selon Næss, le droit à vivre est « un droit universel qui ne peut pas être quantifié » et « aucune espèce vivante n'a plus de droit particulier de vivre et de s'étendre qu'une autre » (Næss & Glasser, 2005). Parce qu'elle s'inscrit dans une perspective globale, celle du vivant, et l'ensemble des espèces avec lesquelles l'homme coexiste, l'écologie profonde induit un besoin d'éthique environnementale. Celle-ci se fonde sur l'idée que l'importance d'un système global (la Nature) est supérieure à chacune de ses parties. Næss formule les principes éthiques de la *Deep Ecology* : le droit au « bien-être et [à] l'épanouissement des formes de vie humaines et non-humaines de la Terre », indépendamment de « l'utilité du monde non-humain pour les besoins humains ». « L'homme n'a pas le droit de réduire la richesse et la diversité biologique, sauf pour satisfaire des besoins humains vitaux ». Comme conséquence des constats antérieurs, il estime qu'il faudrait favoriser une « décroissance substantielle de la population humaine », car « l'interférence humaine actuelle avec le monde non-humain est excessive » (Næss & Glasser, 2005). Ce propos lui aura valu d'être traité d'éco-terroriste ou d'eugéniste. Cependant, des auteurs montrent l'existence possible d'un « intégrisme écologique » (Flipo, 2010), mais affirment que Næss et le mouvement de la *Deep Ecology* le refusent. L'homme, en tant qu'espèce parmi d'autres, est un propos polémique dans un pays en développement où le progrès des hommes passe avant la protection de la nature. La vision de la communauté catholique, encore majoritaire au Chili, est « naturaliste » (Descola, 2006) et celle d'une nature « soumise à ses ordres » (Bourg & Fragnière, 2014). En opposition, pour la culture mapuche, précolombienne,

les êtres humains doivent vivre en osmose avec la nature. C'est ce que résume bien le poète chilien Nicanor Parra : « l'erreur a consisté à croire que la terre était nôtre alors qu'en vérité c'est nous qui provenons de la terre ». L'importance de cette pensée est telle pour Douglas Tompkins qu'il fait publier, *via sa Foundation for Deep Ecology*, les dix tomes de *The Selected Works of Arne Næss* (Næss & Glasser, 2005).

Des explications précédentes, il apparaît clairement que peu d'acteurs de la forme de développement écologiste sont des tenants de la *Deep Ecology*. Même Douglas Tompkins n'est pas exempt de contradictions, car il a profité de ses placements en bourse, de la finance internationale et de donateurs ayant fait fortune dans diverses industries polluantes pour réaliser ses mégaprojets verts. Sans son passé industriel dans le textile, son œuvre pour « sauver la planète » n'aurait pas eu lieu. Il apparaît ainsi aux yeux de certains, comme Edward Humes en 2009 dans son article sur les « EcosBarons » au *Los Angeles Times*, comme un donneur de leçons voulant, fortune faite, se racheter une bonne conscience. Aussi, son empreinte écologique (Tompkins, 2012) que lui-même disait vouloir réduire n'est pas mince. Ces investissements en infrastructures, ses aménagements d'espaces naturels avec des engins de gros travaux et ses innombrables déplacements en avion pour aller d'un parc à l'autre en attestent. À ces critiques, il répondait qu'il fallait agir vite pour rétablir des systèmes agropastoraux en décadence afin de récupérer la biodiversité affectée par un siècle d'élevage extensif. En définitive, c'est plutôt à la *Shallow Ecology* que se rattachent la plupart des projets des « barons verts ». Seuls les projets écologiques locaux d'organisations de sauvegarde d'un espace public, avec un minimum d'intervention et un maximum de synergie avec la nature, dans l'esprit d'une « sobriété heureuse » prôné par Rabhi (2014), peuvent se réclamer de la *Deep Ecology*.

Rapport au lieu

Les trois groupes d'acteurs ont une incidence forte, mais différenciée sur le territoire. Le groupe écologiste local ou « éco-social » est clairement endogène et le rapport au lieu est très fort. Ils choisissent un lieu pour des attributs précis, car ils souhaitent y construire un projet de société différent. Le rapport au lieu des éco-barons, avec leurs parcs privés, est plus ambigu. Souvent peu insérés dans les dynamiques locales, ils vivent et travaillent souvent loin du lieu de leur projet de protection de la nature. Selon l'enquête du Ministère de l'Environnement chilien (Núñez-Ávila & al., 2013), ce qui motive les 242 initiatives identifiées à protéger un lieu, au-delà de l'envie d'aider à la conservation et préservation des ressources (124 cas), est affectif (35 cas) et émotionnel : l'amour de la nature (52 cas). Il s'agit aussi d'une volonté de protéger un site d'importance culturelle (63 cas), touristique (26 cas) et résidentielle ou familiale (9 cas). Le mode d'habiter est donc exogène. C'est

le cas, par exemple, de la fondation Patagonia Sur qui investit puis cède et revend à certains de ses membres, des terrains très divers de steppe, de bord de mer, de forêt et de montagne.

Le rapport au lieu de Douglas Tompkins est plus complexe, exogène, voire endo-exogène dans deux cas. En 1986, il achète son premier terrain en Argentine afin de sauver un écosystème menacé par l'industrie forestière pour le protéger des « développeurs rapaces, d'industriels durs, de serviteurs de l'État ineptes et de politiciens insensibles » (*The Conservation Land Trust*, 2002). Ensuite, c'est l'ouverture de la route australe (à partir de 1976), aussi connue sous le nom de *Carretera Austral* du Général Augusto Pinochet ou aujourd'hui comme *Ruta 7*, qui, facilitant l'installation des projets industriels, déclenche aussi la dynamique écologiste. Ainsi, lorsque Douglas Tompkins arrive en Patagonie chilienne en 1992, il est confronté aux ravages de l'industrie forestière et minière puis de l'industrie du saumon et des mégaprojets hydroélectriques d'HidroAysén et d'Energia Austral. C'est parce que cet espace est soumis à une exploitation sauvage de ses ressources qu'il décide de s'impliquer pleinement en appuyant financièrement les mouvements écologistes chiliens et argentins. Le site web de la Fondation Tompkins (www.tompkinsconservation.org) résume d'ailleurs son engagement contre l'industrialisation de la planète. Il déclare : « comme beaucoup de personnes, nous voyons la biodiversité et les écosystèmes s'effondrer autour de nous. Alors nous avons retroussé nos manches et nous sommes mis au travail. Nous n'avons pas le choix, autrement nous pourrions tout aussi bien embrasser et dire adieu à notre belle planète ». Alors qu'il vient de vendre son entreprise et de créer la *Foundation for Deep Ecology* et le *Conservation Land Trust*, il quitte la vie urbaine de San Francisco pour s'immerger dans « les fjords isolés et les forêts primaires du sud du Chili » (*The Conservation Land Trust*, 2002). Il s'installe dès 1992 dans une ancienne *estancia* (ranch) de 7 500 ha, Reñihue, que sa fondation vient d'acquérir auprès d'une famille suisse. Elle-même l'avait acquise auprès d'un colon d'origine allemande qui avait bénéficié d'une donation de l'État, selon les règles en vigueur pendant la colonisation des années 1930. Ainsi son lieu de vie « officiel » au Chili est à quelques heures de navigation et à 30 minutes d'avion de tourisme, de la ville de Puerto Montt, dans la province de Palena, de la région de Los Lagos, la limite nord de la Patagonie chilienne. Il opère d'ici, mais aussi des bureaux de la fondation Tompkins, dans la ville de Puerto Varas non loin de Puerto Montt. Pendant les 25 années suivantes, il se consacre à ses projets de conservation entre le Chili et l'Argentine. Cette ferme sera au cœur de son premier parc privé, Pumalin, au pied du volcan Michimahuida, lorsqu'il y ajoute, dans les années qui suivent, 210 000 ha de forêts tempérées froides. Face aux critiques qui surgissent de ses achats, il précise que seul 0,7 % des terres sont rachetées à des fermiers et paysans vivant encore sur place (*The Conservation Land Trust*, 2002). Ses achats se font en effet principalement auprès de grands

propriétaires étrangers et chiliens (de Santiago). Cependant s'y trouvaient encore, bien que n'étant pas propriétaires, des paysans profitant de pâturages libres, à qui il exige le départ afin de restaurer les lieux destinés à la conservation. Cependant à la suite des réactions virulentes que cela engendre, il leur propose, après débats, de rester pour participer au maintien des espaces agricoles existants.

2.5.3. Modes de gestion et économie des projets touristiques écologiques

Le rapport des acteurs de cette forme de développement à l'économie est patrimonial et foncier. Il s'agit de sauvegarder un espace de nature jugé comme important et auquel l'acteur est attaché émotionnellement. Le lieu est protégé par altruisme en tant que bien non marchand et patrimoine commun à préserver pour les générations futures. Il est sous tutelle privée, car l'État ne semble pas vouloir en assurer sa protection. Cependant, il peut devenir l'objet de marchandage, un bien privatif ayant une valeur reconnue et que d'autres peuvent vouloir acquérir à un prix supérieur. Les « Barons Verts », de la variante « écologique privative », disposent de moyens financiers conséquents provenant d'autres projets entrepreneuriaux, en général non touristiques, leur permettant d'acquérir les terrains de leur choix. Il est accepté d'investir à perte dans une infrastructure d'accueil permettant de « profiter » du lieu. Ainsi, une maison de campagne a pour but d'apprécier la beauté du lieu, de partir à sa découverte et, une fois l'immersion dans la nature réalisée, de se retrouver dans un lieu confortable à l'abri de la rudesse patagonne. La qualité des infrastructures est élevée et prend en compte des préoccupations environnementales, telles que l'alimentation en énergie de préférence solaire ou hydroélectrique, la gestion des eaux usées et des résidus domiciliaires. Le modèle économique considéré permet un retour sur investissement futur, fondé par une revente du terrain « amélioré » grâce à des infrastructures pour une « mise en valeur ». C'était le cas de la Fondation Patagonia Sur, qui a fonctionné sur le modèle d'une copropriété avec des actions et des droits d'usage des infrastructures pour les membres donateurs. À partir de 2010, elle modifie sa politique et choisit de revendre certains terrains à d'autres éco-barons voulant mettre en place leur projet touristique vert. Comme on peut le sous-entendre dans le chapitre *Buy low and sell never* du livre de Edward Humes (2010) sur ces « Barons Verts », l'investissement foncier, théoriquement pour la conservation, semble aussi très rentable et plus profitable que la spéculation financière grâce à laquelle beaucoup ont fait fortune.

Pour des acteurs écologistes et philanthropes, les principes économiques qui sous-tendent l'action sont plus complexes. Dans le cas Douglas Tompkins et

Kristine MacDivitt, leur approche est résumée dans l'article *The Next Economy, Transitions from globalizations to eco-localism* publié dans l'ouvrage collectif *En explorant les nouvelles frontières du tourisme* (Bourlon & al., 2012). Ils déclarent que « les aires naturelles protégées et la vie sauvage ont une valeur intrinsèque » et proposent pour assurer leur conservation une « Nouvelle Économie » : une démarche de transition de la globalisation vers un éco-localisme. Une vision écologique globale est basée sur des actions locales et un travail « avec » la terre (Butler T., 2010), c'est-à-dire sans en extraire des richesses ou des aliments de subsistance à son détriment. « Les êtres humains devraient toujours être préoccupés par la diversité de la vie et la multiplicité des espèces avec lesquelles nous vivons en communauté sur la Terre. Assurer un habitat adéquat au développement des espèces et à leur écosystème et assurer la protection de la Terre pour la conservation, est un impératif écologique » (Tompkins, 2012). Ils pensent comme Boulding (1996, dans Tompkins, 2012) que « ceux qui croient que la croissance économique peut se poursuivre pour toujours dans un monde fini sont soit des fous soit des économistes », car selon eux : « à long terme, l'Économie et l'Environnement sont une seule et même chose. Si quelque chose est anti-environnemental, c'est antiéconomique. C'est la règle de la nature ». Ils citent Berry (2002, dans Tompkins, 2012) selon qui « nous avons vécu en supposant que ce qui est bon pour nous est bon pour le monde. Nous étions dans l'erreur. Nous devons changer notre manière de vivre afin qu'il soit possible de vivre sur la base du postulat inverse : que ce qui est bon pour le monde est bon pour nous ». Ceci « nous oblige à faire un effort pour comprendre le monde [...], à coopérer avec ses processus et à faire attention à ses limites... C'est seulement grâce à une attitude humble et respectueuse envers le monde qu'il sera possible à notre espèce de demeurer en son sein ».

Dans la mise en œuvre des projets de parcs, cette « Nouvelle Économie » propose une démarche selon quatre grandes logiques d'intervention : (1) la création de parcs pour la protection de la biodiversité, (2) la restauration des écosystèmes et le reboisement, (3) l'agriculture en équilibre avec le monde sauvage et (4) l'activisme écologiste.

Treize thématiques et principes qui sous-tendent les actions de la Nouvelle - Économie (Tompkins, 2012) :

- La beauté comme principe fondamental, car l'esthétique « informe toute chose » (*Aesthetics Inform all Things*) et est une valeur intrinsèque du paradigme écologique
- La préservation d'une eau pure, une responsabilité sociale essentielle
- La protection des sols et la « loi du retour » (du recyclage)
- Le travail avec du sens (qui n'endommage pas le monde) et l'agriculture en tant que mode de vie

- La scolarité et l'éducation, en partageant avec les générations futures les fondements culturels pour une véritable compréhension du monde
- La production énergétique locale et renouvelable, solaire, moderne et non polluante
- L'architecture et le design, avec un respect pour les traditions et les styles régionaux
- La conservation comme conséquence d'une production respectueuse.
- L'élevage attentionné avec une amélioration de la santé et de la génétique, pour une production saine
- Les produits faits à la main, locaux, artisanaux et non industriels
- La restauration des écosystèmes et la reforestation, comme effort à long terme
- La conservation des terres, afin de préserver la faune sauvage et son évolution
- La biodiversité dans nos vies au quotidien, afin de partager la planète avec les autres

On retrouve, dans cette énumération de principes et de valeurs, une approche idéologique inspirée de Næss (Næss & Glasser, 2005). Dans les faits, il apparaît cependant que c'est bien l'activité économique touristique qui permet d'assurer le fonctionnement de ce modèle de conservation. Le modèle économique en vigueur dans le parc Pumalin depuis les années 2000, au nord de la région d'Aysén, en est l'exemple. Là, des concessionnaires s'occupent de vendre des biens et des services touristiques à Caleta Gonzalo et dans la ville de Chaiten. En revanche, les accès au parc et aux sentiers sont gratuits. Quand Douglas Tompkins déclare à son équipe du Parc Patagonia en 2014, près de Cochran) que « la révolution touristique est en chemin », il précise qu'il pense que le parc Patagonia recevra très prochainement 50 000 visiteurs par an. Un hôtel haut de gamme, un camping, un magasin d'artisanat de luxe et une cafétéria accueilleraient déjà plusieurs centaines de visiteurs en 2015. Alors qu'au passage frontalier vers l'Argentine (le Paso Roballos à l'extrême est du Parc) 1 200 voyageurs étaient comptabilisés, la vallée est sans doute visitée par 5 000 à 10 000 personnes, selon les administrateurs.

Modalité d'intervention et de leadership

En définitive, nous pouvons constater qu'il existe trois approches économiques très différentes permettant la conservation des confins de Nature : le modèle local social ou éducatif basé sur le volontariat et les projets aux financements publics et privés, le modèle privatif basé sur le foncier et le modèle commercial basé sur des principes verts et une « Nouvelle Économie » écologique et touristique.

Les exemples des collectifs menant des projets écologiques sont ceux des organisations Aumen, CODEFF et Oceana. Dans la province de Palena, on retrouve aussi le réseau Puelo Patagonia. Les dirigeants font la promotion de leurs initiatives lors de rencontres thématiques (*Encuentro Red Patagonia Mar y Tierra* du 25 août 2017 et *Encuentro de Conservación de Tierras* du 23 octobre 2010) ou d'agencement du territoire (*Proyecto Ordenamiento del Borde Costero* en 2015 ou *Encuentro Comunitario de Turismo Sustentable* de Cochrane en novembre 2014). L'activisme est local, régional et parfois national, lorsqu'il s'agit de positionner des points de vue auprès des autorités et politiques. Les dirigeants et membres des organisations cherchent à impliquer et fédérer les acteurs locaux. Dans le cas de projets de conservation *via* des parcs privés, leur modalité d'intervention est très individuelle. Bien que certaines fondations comme MERI, Aysén Patagonia, Patagonia Sur ou Reserva Añihue, dont les actions sont animées par des équipes de projets, cherchent une meilleure insertion de leur parc au sein des communautés avoisinantes, il n'y a pas de participation locale aux choix et modalités d'intervention de l'État.

Pour sa part, Douglas Tompkins déclare inscrire ses projets de parcs dans une dynamique locale : « la région chilienne d'Aysén a une opportunité unique au sein de cette Nouvelle Économie. Sa mise en œuvre est une affaire de leadership au sein des communautés et des groupes locaux. Les Chiliens d'Aysén, qui réfléchissent à comment formuler une économie locale plus juste et qui ont les savoirs pour nous guider sur ce chemin, sans perdre de vue les objectifs à long terme, ont une grande opportunité et une plus grande responsabilité encore » (Tompkins, 2012). Mais ce type de « leadership » est celui d'un entrepreneur, d'un chef de projet charismatique, homme ou femme. Ce « leader écologique » promeut son action afin que d'autres reproduisent le modèle censé permettre la véritable sauvegarde de la biodiversité de la planète. C'est ainsi que chacun, pour convaincre son public, ses proches, ses amis ou ses mécènes du bien-fondé de leurs initiatives, réalise des réunions, des événements locaux, des séminaires et des conférences sur le thème de la conservation. Afin de faire connaître leur « Nouvelle Économie », Douglas Tompkins et Kristine McDivitt voyagent au Chili, en Argentine et dans le monde pour connaître d'autres initiatives privées, parcs, éco-projets et éco-villages afin de s'en inspirer, consolider et défendre l'idée de la conservation et de « l'éco-localisme ». Les éloges formulés à sa mort en décembre 2015 montrent que Douglas Tompkins restera une figure de l'activisme écologique et le « père » d'un mouvement en faveur de la conservation privée au Chili. Son œuvre est-elle une « utopie verte », une « écotopie » (Callenbach, 1975) ou l'organisation d'une société écologique ? Plus qu'un messie de la décroissance et de « la sobriété heureuse » (Rabhi, 2014), il propose une réorganisation de la société afin que l'action de l'homme soit guidée par des valeurs écologiques et l'intégration harmonieuse de l'homme au sein de la

nature. Cependant, certains qualifient son action de « mégaprojet de conservation » (Escobar, 2007), car, à l'instar des projets industriels, hydroélectriques, forestiers ou d'élevage de saumon, il limiterait les possibilités de développement endogène. C'est aussi ce qu'affirme le Humes en 2009 quand il invite à ne pas croire que « c'est l'élite dirigeante de la finance qui pourrait nous sauver », car, au contraire, il est probable que ces achats limitent les acteurs locaux (« the power of grass-roots collective action ») dans leur propre recherche de solutions aux défis environnementaux.

Expression spatio-temporelle de la forme écologique

Les différents projets touristiques ayant une composante écologique sont pensés à partir de lieux à restaurer ou conserver, à moyen et long terme. Cependant, seules les formes philanthropiques et activistes sont pensées à très long terme. Ainsi, les parcs Pumalin, Patagonia, Corcovado, Laguna Caiquenes, Reserva Simpson, Cerro Huemules ou les aires protégées du littoral, telles que celles défendues par Oceana ou la fondation Melimoyu, visent à préserver un patrimoine commun, devant passer sous tutelle de l'État si celui-ci assure pourvoir garantir leur protection. Les projets issus de la forme de développement écologique privative, une trentaine dans la région d'Aysén (Núñez-Avila & al., 2013), sont des espaces à laisser tels quels pour une ou deux générations. Les aménagements haut de gamme pour un usage sporadique, comme les résidences secondaires ou de visite, peuvent pourtant évoluer, car aucun cadre restrictif n'est déclaré de manière volontaire. S'agissant de propriétés privées en milieu rural, où n'existent pas de normes de constructions contraignantes, tout est possible. Seul le parc Pichimawida, qui a rejoint le réseau *Así Conserva Chile*, s'impose les règles de conduite écologiques accordées avec les autres membres.

L'échelle de temps des projets philanthropiques est plus importante. L'achat de terrains ou d'obtention de concessions de la part de l'État se déroule sur plusieurs années. Une fois un parc créé, celui-ci doit perdurer en obtenant *in fine* un statut juridique pouvant garantir la conservation de l'écosystème concerné. Pour les fondations de Douglas Tompkins, les projets étant nombreux et de natures assez différentes, l'échelle de temps est celle du moyen et long terme. Les achats s'étalent sur 20 ans, entre le premier terrain en 1991 à Pumalin dans la province de Palena, à ceux de Terre de Feu en 2001 et finalement ceux du parc Patagonia à partir de 2005 et jusqu'en 2012. Les aménagements s'étalent dans le temps en fonction des donations permettant la transformation des fermes (*estancias*) en structures administratives du parc. L'ensemble du projet de Tompkins entre dans sa phase finale en mars 2017 avec la donation du parc à l'État chilien et l'assignation du statut de parc national à ces espaces. Une fois assuré ce statut, il est difficile de revenir en arrière.

Pour l'organisation Aumen, actrice de la forme locale et sociale, les démarches pour obtenir les 5 000 hectares du projet Laguna Caiquenes dans la commune de Tortel ont débuté en 2005, avec une première concession temporaire. Celle-ci a été accompagnée d'un plan de travail résumé dans l'accord entre l'organisation et le Ministère des Biens Publics : *Proyecto para concesión de Largo Plazo Predio Fiscal 'Laguna Caiquenes', Comuna de Tortel, Región de Aysén, AUMEN 'El Eco de Los Montes'* daté de 2009. À la suite des résultats des actions de recherche, d'éducation et d'aménagement public, le projet a été reconduit en 2015 pour 10 ans et la surface protégée élargie à 8 000 hectares. Le nouvel engagement de l'organisation auprès du Ministère des Biens Publics prévoit un plus grand engagement social au sein de la commune et la mise en œuvre d'actions de tourisme scientifique.

2.5.4. Rationalité de l'action touristique écologique, matérialités et publics

L'ensemble des projets de la forme écologique considère que la création d'espaces de protection du patrimoine régional est nécessaire. La sauvegarde de la biodiversité est catalysée par des actions démonstratives de restauration de milieux naturels endommagés par l'homme. Pour les écologistes, le rapport au tourisme est ambigu. Les projets naissent d'un rapport affectif au lieu et d'une envie de le mettre en valeur pour soi-même ou vis-à-vis des autres. Bien que la justification sociale soit de protéger, il s'agit de profiter et de vivre ou de faire profiter à d'autres des moments forts dans un espace de nature vierge. Alors que le tourisme est perçu avant tout comme une menace pour la qualité du lieu, il est accepté comme pouvant dans certains cas contribuer financièrement au maintien du projet. De manière générale, ces projets s'adressent aux acteurs locaux, résidents et visiteurs convaincus par l'écologie et la sauvegarde de la biodiversité. Les visiteurs sont acceptés dans une optique éducative et afin d'expliquer l'action de conservation en cours. Les ressources, pour les infrastructures et les équipes chargées des opérations de préservation et de surveillance, proviennent de fondations ou de projets de recherche internationaux.

Un public régional divers et assez nombreux s'associe aux projets que proposent les organisations de la forme écologique à variante sociale. C'est le cas dans la région d'Aysén à la suite du mouvement de défense de la région face aux interventions industrielles. Les pratiques touristiques sont liées à une dynamique éducative et activiste, autour de lieux emblématiques menacés. Ainsi, CODEFF (Organisation de Défense de la Faune et de la Flore) est active dans la région dès 1990 et a pour objectif la protection d'espèces emblématiques comme le *Huemul* (daim endémique), l'éducation à l'environnement et la mise en œuvre d'actions de gestion des déchets. De

nombreux projets éco-sociaux, financés au niveau national grâce par exemple au fond Las Americas (*Fondo de Protección Ambiental*), impliquent des habitants, professeurs, gardes-parcs, étudiants et visiteurs. CODEFF renforce son action avec l'avènement des projets industriels hydroélectriques en lançant le regroupement *Aysén Reserva de Vida* (de 1999 à 2017). Ce dernier devient central dans le mouvement citoyen Patagonie Sans Barrages (de 2008 à 2014) et attire de nombreux jeunes chiliens et étrangers pour la mise en œuvre d'actions éco-citoyennes. L'organisation Aumen, quant à elle, vise à favoriser des actions de conservation de la nature et de la culture. Son président, originaire de la région, ingénieur et fonctionnaire au sein du service de planification de l'action publique, fédère depuis 15 ans une trentaine d'acteurs régionaux intéressés par la protection de la faune, de la flore et du patrimoine historique. Les projets les plus emblématiques d'Aumen sont la mise en valeur de l'histoire de l'explorateur Augusto Grosse et la mise en place d'une aire de protection de l'écosystème tempéré humide des fjords du sud de la région. Ces actions ont impliqué des chercheurs, étudiants, habitants et quelques visiteurs, touristes ou résidents temporaires.

Au sein de la forme écologique dans sa variante privative, les pratiques touristiques sont principalement résidentielles. Les propriétaires, ou l'équipe qui administre les parcs privés, viennent dans la région pour suivre leur projet, accompagnés parfois par des amis ou de la famille le temps des vacances. Au sein des projets les plus importants sont accueillis des partenaires financiers, des étudiants et des scientifiques pouvant aider à mener des actions de recherche et de conservation. C'est le cas du parc Pichimawida dans la vallée Los Leones, près de Puerto Guadal, de la Réserve Añihue à Raúl Marín Balmaceda ou encore de la *Melimoyu Ecosystem Research Institute* (MERI) et la Réserve Naturelle Melimoyu situés sur le littoral et au sud du port de Raúl Marín Balmaceda. L'infrastructure y est plus ou moins importante et répond à la vision subjective de la conservation du propriétaire ou de son envie d'accompagner le projet d'actions de recherche et de mise en valeur publique. Le parc Pichimawida est relativement modeste en infrastructures : ses propriétaires y habitent et sont capables de recevoir une petite équipe de recherche. Dans ce cas, un projet de restauration en végétation native, par suite des incendies de la colonisation et du surpâturage, reçoit des universitaires, étudiants et ingénieurs forestiers pendant plusieurs semaines chaque année. Les projets de MERI, en revanche, ont focalisé les efforts sur l'étude de la faune marine et l'éducation des habitants et enfants des villages voisins. La réserve Añihue a cherché à faciliter le travail des chercheurs en mettant à disposition les infrastructures de luxe des propriétaires, leurs embarcations et les moyens humains chargés de l'administration du parc. C'est ainsi que plusieurs publications scientifiques sur les populations de cétaqués, les oiseaux, l'impact sanitaire de l'élevage de saumon et la création d'une Aire Marine Protégée font mention des aides reçues dans le cadre de leur recherche. Pour

MERI et la Réserve Añihue, le tourisme scientifique, spécialisé dans l'accueil d'acteurs de la recherche et volontaire dans la mesure où il aide et cofinance des interventions, est accepté, mais restreint.

Au sein de la forme philanthropique (et c'est le cas des nombreux projets de Douglas Tompkins) la rationalité dominante est de conserver et de défendre politiquement un concept. Bien que les visées sociales ou touristiques soient initialement réduites, dans la province de Palena et la commune de Chaiten, le parc Pumalin présente dès 2000 la possibilité d'un développement touristique comme un bénéfice direct pour la communauté avoisinante. L'argument est qu'un parc est un point d'attrait additionnel qui favorise des séjours et donc des retombées économiques aux acteurs touristiques présents en sa périphérie. De fait, dans le parc de Pumalin, Douglas Tompkins a fait restaurer d'anciennes fermes en maintenant des constructions en bois et en bardage et a organisé les espaces agricoles et les sentiers avec des paysagistes afin d'en accentuer l'attractivité touristique. En revanche, à partir de 2007 et au sein du projet du parc Patagonia, Kristine McDivitt, présidente de la fondation *Conservación Patagónica*, s'inquiète de l'appropriation locale de sa philosophie de la conservation. Elle oriente ses équipes, une centaine de personnes dont trois dédiées à cette action, vers l'amélioration des liens, la communication et les échanges éducatifs avec les communautés voisines. Aussi, le projet devient très ouvertement touristique. Avec son mari, elle opte pour des constructions écologiques modèles, inspirées par la culture architecturale des *estancias* de Patagonie. Ils éliminent les constructions historiques locales, inesthétiques de leur point de vue, au profit de constructions censées durer « pour toujours et avec peu ou aucun besoin d'entretien » (Tompkins, 2012). Ici, plus de dix bâtiments de grandes dimensions, dont la maison des illustres visiteurs, celles des travailleurs, des volontaires, l'hôtel, l'espace muséographique et le centre administratif du parc, marquent le paysage constitué de prairies et de collines. Ce travail de paysagiste dans l'environnement, avec l'insertion des routes, ponts, zones de camping et sentiers, est présenté dans plusieurs livres (Butler T., 2010). En 2012, ils proposent une route touristique (*Ruta Escenica, Paso Roballos*) en cherchant à montrer l'exemple au Ministère des Travaux Publics, parce que celui-ci avait jusqu'alors dégradé le paysage d'Aysén (Rodrigo, 2007). En définitive, force est de constater qu'il a créé des lieux « incontournables » pour les touristes : en 2017, il semble impossible de ne pas passer par le parc Patagonia, au cœur de la partie la plus sauvage et isolée du Chili.

Lieux emblématiques et incidences spatiales dans la région d'Aysén

Le recensement réalisé en 2013 concernant les aires protégées privées du Chili (Núñez-Ávila & al., 2013) fait mention de 308 initiatives, couvrant 1 669 151 hectares. Trente-six acteurs de trois réseaux de propriétaires (une centaine

d'acteurs chacun) font partie d'*Así Conserva Chile*. Les projets pour la conservation sont de l'ordre de 86 (488 913 hectares) dans la région de Los Lagos (qui inclut la province de Palena et les parcs Pumalin et Corcovado), de 20 (109 102 hectares) dans la région d'Aysén (dont le parc Patagonia) et de 8 (366 800 hectares) dans la région de Magellan. Ainsi, 35 % des initiatives situées en Patagonie chilienne (au sens large) représentent 57 % des surfaces protégées privées du pays. Une analyse qualitative permet de mettre certaines initiatives en avant, car elles apparaissent dans la presse régionale ou réalisent des actions éducatives ou politiques et ont ratifié des principes de gestion tels que ceux proposés par le réseau *Así Conserva Chile*. C'est ainsi que les projets des organisations sociales ont une incidence sur la communauté avoisinante et favorisent un développement touristique écologique « doux » ou alternatif (par exemple le tourisme scientifique). Des initiatives privées pour un usage « exclusif », seules la Réserve Añihue et l'organisation MERI avec la Réserve Naturelle Melimoyu associent à leur action une composante éducative, qui peut avoir un impact sur la mise en tourisme du secteur. Les projets du Parc Austral de Pablo Longueira et de la Fondation Patagonia d'Aysén d'Aristides Benaventes, qui démarrent juste, semblent vouloir avoir une incidence sur le tourisme par le biais d'actions pilotes, comme l'amélioration esthétique du village de Cerro Castillo ou l'ouverture d'un canal pour des circuits touristiques sur l'Isthme d'Ofqui, sur les rives du Golf de Penas. Cependant, ces actions ont une composante nationaliste et visent aussi à contrecarrer les projets étrangers comme ceux de Tompkins. En effet, certains considèrent que limiter le développement économique par des actions de conservation excluant l'homme est néfaste.

C'est sans aucun doute les projets de Douglas Tompkins et Krsitine McDivitt qui ont l'incidence spatiale la plus vaste. Les projets les plus connus sont le parc de Pumalin (293 338 ha), le Parc Patagonia Chili (83 723 ha), le Parc Corcovado (84 694 ha) et le parc Yendegaya en Terre de Feu (38 750 ha), sans oublier les Parcs Monte Leon (66 800 ha), Patagonia Argentina (133 142 ha) et Perito Moreno (129 904 ha) dans la province de Santa Cruz en Argentine et ceux, hors de la Patagonie : Impenetrable, Piñalito, Ríncon del Socoro et Iberá (281 364 ha) au nord de l'Argentine.

En 2002, les terrains du secteur Melimoyu et Isla Magdalena représentaient 2 555 hectares, mais, après donation à l'État et revente à d'autres philanthropes, il n'en restait que 590 : la propriété dite d'Estero Pangal (Butler T., 2010). En négociant la donation de 407 625 hectares (qui s'ajoutent aux 123 444 déjà cédés en 2005 et 2013) contre l'ajout par l'État de 949 368 hectares de terrain fiscal, ainsi que la requalification en parcs nationaux de 3 162 719 hectares de réserves (qui actuellement peuvent être exploités), se crée le plus grand réseau de parcs d'Amérique du Sud (voir l'article « Chile recibe la mayor donación de tierras privadas para parques naturales del planeta » du journal *El País* du 16 mars 2017). Alors que 11 858 544 hectares

sont actuellement classés en parcs ou réserves nationaux (soit environ 49 % de la surface des régions chiliennes d'Aysén et de Magellan), cet accord augmente de 11 % la surface des aires protégées de la Patagonie chilienne. En comparaison, la France et ses départements d'Outre-Mer comptent 5 440 900 hectares de parcs nationaux (dont 60 % en Guyane) et les États-Unis 21 millions d'hectares, dont 74 % en Alaska.

Spatialisation de la forme de développement écologique

Il n'existe pas à ce jour de cartographie précise des projets de conservation privés. Nous présentons dans le tableau suivant une synthèse des initiatives identifiées dans la région d'Aysén et dans la province de Palena, regroupées par secteurs géographiques. On constate ainsi douze zones de concentration où les acteurs sont plus ou moins actifs en faveur de la conservation. L'importance d'un pôle est estimée en fonction du nombre de projets individualisés, de surfaces soumises à la conservation et de moyens alloués dans sa mise en œuvre. C'est ainsi qu'au nord de la région, sur la commune de Río Cisnes (secteur du volcan Melimoyu et des villages de Raúl Marín Balmaceda et de La Junta) et dans la province de Palena (Chaiten et Futaleufu), se concentrent seize projets qui couvrent 430 000 hectares et les deux importantes zones marines du Golf de Corcovado (Bahía Tic Toc et l'aire marine AMCP pour la protection des cétacés). Cette dynamique résulte en bonne partie de la création du parc Pumalin par Douglas Tompkins et de l'existence de zones colonisées depuis plus d'un siècle, ayant donc des propriétés privées pouvant être rachetées.

Au centre, vers Puerto Cisnes, Puerto Aysén (Aiken del Sur), Coyhaique et Villa Cerro Castillo, onze initiatives ont été répertoriées. Elles sont en général d'une importance moindre en surface et moyens mobilisés que celles du nord et du sud de la région. Sur le pourtour du Champ de Glace Patagonien Nord, les communes de Puerto Aysén et Río Ibáñez, les villages de Puerto Tranquilo et Puerto Guadal et les secteurs de Valle Exploradores ou Los Leones (commune de Chile Chico) on trouve six projets. Leur importance écologique semble plus faible, mais l'incidence sur le tourisme est importante, car elles sont localisées sur un axe stratégique.

Tableau 19. Les sites de la conservation privée à Palena et la région d'Aysén en 2014

Ref.	Zone (du nord au sud d'Aysén)	Surface terrestre (ha)	Surface marine (ha)	Nombre de projets	Importance des moyens*
1	Palena / Chaiten	391 909	97 900	8	Très importante

2	Melimoyu / Raúl Marin Balmaceda	40 292	Parc marin Corcovado	8	Importante
3	Puerto Cisnes	300	0	2	Faible
4	Puerto Aysén	250	0	1	Moyenne
5	Coyhaique	2 156	0	5	Moyenne
6	Villa Cerro Castillo	6 000	0	3	Moyenne / faible
7	Valle Exploradores	6 000	0	3	Moyenne à Importante
8	Valle Jeinimeni / Chile Chico	1 260	0	1	Faible
9	Valle Leones / Chile Chico	4 224	0	3	Moyenne
10	Cochrane / Valle Chacabuco	237 636	0	5	Très importante
11	Tortel	16 136	2 200 00	6	Moyenne à Importante
12	Villa O'Higgins	31 000	0	2	Moyenne

* L'importance des actions est fonction des surfaces et des moyens financiers mis en œuvre pour la conservation. Sources : Núñez-Ávila & al., 2013, www.asiconservachile.org et presse nationale.

(Bourlon, 2018)

Plus au sud, vers la ville de Cochrane, dans les secteurs de Valle Chacabuco, San Lorenzo, Río Baker et Valle Colonia, cinq initiatives créent un pôle important de conservation et de tourisme. C'est le secteur du projet du Parc Patagonia des fondations Tompkins. Enfin, à l'extrême sud, sur les communes de Tortel et Villa O'Higgins, on trouve neuf initiatives, dont un projet à but social et le développement d'une immense Aire Marine Protégée de 22 000 km² qui semblent encore peu structurants pour le tourisme régional.

La représentation cartographique (page précédente) permet de visualiser les zones principales d'interventions qui, en théorie, se confrontent à d'autres modalités de mise en tourisme. Il apparaît que la zone nord, la province de Palena et les villages de Raúl Marin Balmaceda et de Cochrane sont des épicentres de la forme de développement écologique, philanthropique et privative. Deux secteurs reçoivent des projets à but écologique et social : Tortel et Coyhaique. Les autres lieux sont ceux d'interventions privatives et moindres en surface et incidence sociale, mais structurantes pour le développement touristique, notamment dans la vallée Exploradores, à Puerto Tranquilo et à Puerto Guadal.

Carte 12. Spatialisation de la forme de développement écologique dans la région d'Aysén en 2014



(Bourlon, 2018)

Changements dans les imaginaires socio-spatiaux

L’empreinte de la forme écologique est par ailleurs très importante au regard des imaginaires touristiques. En effet, la mise en scène et la promotion des projets écologiques, notamment celles de Douglas Tompkins, de la Reserva Añihue, de Patagonia Sur, de la Fundación MERI et des organisations de lutte contre les barrages, ont positionné Aysén sur le *mapa mundi* du tourisme. La démarche d’ensemble de Douglas Tompkins est synthétisée dans des livres de bilans : *Los Diez Primeros Años* (The Conservation Land Trust, 2002), *Una Obra en Progreso* (Butler T., 2012) ou *Wildlands Philanthropy* (Butler T., 2008). Il y présente ses aménagements territoriaux et fait la promotion de la beauté de sa Patagonie et des parcs qu’il élabore. Les livres qu’il finance, de grande qualité esthétique, comme *Parque Corcovado* (Butler T., 2012),

Parque Monte Leon (Butler T., 2013), *La Carretera Austral* (Waidhofer, 2012), *El Camino mas espectacular de Sud America* (Waidhofer, 2012), *Chelenko, Las mil y una caras de un lago patagónico* (Waidhofer, 2014) entre autres, font la promotion d'une *Patagonie Oubliée* (Waidhofer, 2010) du tourisme de masse. Grâce aux photographies et vidéos des grandioses paysages patagoniens et aux innombrables CDs sur ses actions qu'il distribue de manière massive *via* le web, il multiplie les actions de promotion. *Via* ses équipes de terrain, il offre des posters des parcs et distribue des affiches de campagne pour la sauvegarde de la région. On retrouve cette campagne de communication dans le portfolio *Patagonia Chilena, ¡Sin Represas!, una campaña educacional* (Rodrigo, 2007). Elle est dirigée par le Conseil de Défense de la Patagonie qui réunit plus de 30 organisations de défense de l'environnement et de la culture du Chili. L'ensemble de cette production est partagé lors de nombreuses conférences publiques ou universitaires, en Patagonie, au Chili et en Argentine, aux États-Unis et en Europe. Ses écrits, films et affiches alimentent ainsi les débats autour du développement des territoires extrêmes, isolés, oubliés ou pensés depuis longtemps comme périphériques par le pouvoir central, qui souhaitent les sauvegarder d'une menace globale.

La mise en scène du message écologique est esthétique et politique. Elle transforme les imaginaires du territoire et renouvelle les valeurs socio-économiques et symboliques des habitants et des visiteurs. Dans une communication interne aux membres de ses fondations, Douglas Tompkins déclare en 2014 : « *Tourism revolution is on its way* ». En effet, ce nouvel imaginaire requalifie ce territoire du *Bout du bout du monde* (Sepúlveda, 1995). Alors que dans *Histoires d'ici et d'ailleurs* (Sepúlveda, 2011), Sepúlveda écrit « la Patagonie, la Terre de Feu, les confins du Bout du Monde sont en danger. Une vision irrationnelle du progrès et le développement intensif, auquel s'ajoute un tourisme irrespectueux, font de ces territoires extrêmes des lieux condamnés », l'action des acteurs écologiques semble changer la donne en cherchant à préserver certains espaces de la menace industrielle. Cependant, il l'ancre aussi dans une nouvelle dynamique envahissante : celle du tourisme. Les actions de conservation bousculent les imaginaires et ouvrent de nouvelles frontières (Bourlon & al., 2012). Comme le constate Staszak (2003), comme pour le peintre Paul Gauguin en Polynésie et au XIX^e siècle, la quête d'altérité de Douglas Tompkins et des autres acteurs de la conservation « débouche [...] sur des pratiques bien réelles, qui ont un impact sur le monde réel » et « nourrit des flux touristiques qui en transforment les paysages, la société, l'économie... ». D'une « Patagonie Oubliée » (Waidhofer, 2014) et une « destination non touristique » (Michel, 2015a), la région d'Aysén semble pouvoir devenir le haut lieu d'un écotourisme de luxe et la résidence secondaire de « Barons Verts » (Humes, 2010) ou, dans une vision optimiste des choses, celle d'un espace de

sauvegarde de la biodiversité, préservée pour les générations futures. En tout état de cause, il y a un véritable renouveau dans le processus de colonisation de la Patagonie (Núñez & Aliste, 2014, Núñez, Aliste, Bello, & Osorio, 2017). Après la ruée sur les ressources naturelles a lieu une ruée vers un *El Dorado* du tourisme « vert ».

2.5.5. Incidence territoriale de la forme de développement écologique

L'incidence territoriale de la forme de développement écologique est variable et fonction des logiques d'actions sous-jacentes. Nous avons identifié trois variantes : privative, exogène et progressiste, philanthropique, exogène et anthropocentrique et éco-sociale, endogène et écolo-anthropocentrique (tableau suivant).

Tableau 20. Les variantes de la forme écologique à Aysén

Variantes de la forme de développement écologique	Représentation sociale de la nature	Mode de mise en œuvre	Logique touristique	Moyens
Privative (parc fermé)	Écolo-progressiste	Exogène	Socio-économique	Importants
Philanthropique (Fondations pour la conservation)	Écolo-anthropocentrique	Exogène	Écologique	Très importants
Éco-Sociale (Organisations non gouvernementales)	Écolo-anthropocentrique	Endogène	Sociale	Faibles

(Bourlon, 2018)

La forme écologique endogène est le fait d'individus et organisations locales. Ces acteurs ont peu de moyens pour mettre en œuvre leurs projets écologiques éducatifs et touristiques. Parce qu'ils disposent d'une grande connaissance des enjeux et des réalités locales, leurs actions s'intègrent mieux dans l'espace naturel qu'ils mettent en valeur. Ces projets de vie et actions associatives ont une répartition géographique et une incidence socio-économique modeste, mais durable. Ils semblent changer significativement les imaginaires locaux sur le territoire et ils favorisent la conservation des biens publics. Ils sont les tenants d'une Écologie Profonde et pour eux « le sentir-avec-les-choses prend le pas sur l'être-au-monde » (Pelluchon, 2015).

La forme écologique est aussi celle de riches propriétaires voulant posséder leur espace privé de nature protégée. Ils justifient l'achat et la limitation d'usage de ces espaces par l'idée que cela participe à la sauvegarde de la

planète, comme une mise sous cloche de cette dernière pour freiner son altération ou lui laisser retrouver son état « naturel ». Pourtant, toutes les initiatives considèrent des aménagements des espaces protégés afin de profiter pleinement des sites (une organisation de Raúl Marín Balmaceda), que ce soit pour eux-mêmes, leurs familles, des visiteurs ou donateurs. Dans plusieurs cas, le modèle de gestion est basé sur les principes d'une société civile immobilière dont l'objet est de réguler les usages et limiter les circulations et les accès. Elle entraîne une spéculation foncière significative et préjudiciable aux agriculteurs, visiteurs et entrepreneurs voulant créer leurs projets productifs, touristiques et récréatifs.

La troisième variante, au sein de la forme de développement écologique, est le fait d'acteurs individuels ou regroupés, familiaux, spontanés ou organisés en fondations, animées par des équipes ou des membres associés, cherchant à sauvegarder la biodiversité de la planète. Douglas Tompkins en est l'acteur emblématique. La recherche d'un nouvel équilibre homme / nature en Patagonie passe par la protection légale, formalisée auprès d'un État et concrète, par le biais d'actions de contrôle des espaces choisis. Le modèle du projet écologique est patrimonial, mais aussi touristique. Bien que l'intention déclarée soit de maintenir la virginité des lieux (le *wilderness* tel qu'idéalisé par Muir dès 1901), on aménage l'espace d'accès et d'accueil. Dans certains cas, on façonne l'espace selon des critères anthropocentriques à la façon d'Olmsted, instigateur des parcs urbains aux États-Unis et créateur de Central Parc à New York (Olmsted, 1865). Ces actions d'aménagement et l'usage de moyens technologiques importants pour « récupérer des espaces dégradés » montrent qu'il existe une certaine incohérence idéologique à revendiquer une appartenance à la *Deep Ecology* ou à l'héritage de Thoreau (1971) qui prône dès 1854 un retour à la nature et une immersion dans le *wilderness*. La *Deep Ecology* est celle d'une action réduite de l'homme et de la recherche de son intégration, corps et âme, aux dynamiques naturelles. Les principes esthétiques défendus par Tompkins correspondent eux aux canons de la beauté humaine. Comme aux États-Unis, le *wilderness* est adoubé, mais transformé et humanisé : un « retour à une nature erronée » (Cronon, 1996). Les changements d'imaginaires induits par cette dynamique sont très importants, car les parcs, créés ou restitués à l'État, se situent sur l'axe routier principal : la *Carretera Austral*. Le parc Patagonia prévoit ainsi d'accueillir 50 000 visiteurs par an dans les 5 ans à venir. La création du réseau des parcs nationaux de la Patagonie deviendra pour sa part le plus grand d'Amérique du Sud et renforcera les dynamiques touristiques de ce confin à moyen et long terme.

Alors que la poursuite de la déprédation industrielle des ressources naturelles en Patagonie semblait évidente et sans retour, la forme de développement écologique montre que d'autres cheminements se construisent. Des actions, en grande mesure individuelle, induisent un changement profond du rapport à

l'espace et des relations de l'homme avec la nature (Staszak, 2004). Un débat sur la valeur intrinsèque des écosystèmes et des espaces sauvages est installé. Une « Nouvelle Économie », issue d'une idéologie écologique semble transformer le territoire, mais s'affronte aussi aux autres usages et formes de développement touristique.

2.6. La forme de développement touristique locale alternative

La logique de développement local alternatif est essentiellement néo-rurale, car engagée par des acteurs cherchant à quitter une vie urbaine ou rurale et essayant de s'ancrer dans la modernité *via* le tourisme. Elle est alternative, car elle résulte d'acteurs investis dans des projets récréatifs et culturels qui aspirent à s'enraciner dans le territoire en aménageant leur espace de vie de manière raisonnée, soucieuse des enjeux culturels et environnementaux. Un acteur appartient au développement local dès lors qu'il initie des projets où « le profit et la rentabilité ne sont pas des enjeux majeurs » (Corneloup & al. 2001,). En France, les acteurs du développement « alternatif » pratiquent des activités de plein air, récréatives et culturelles, dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Ils peuvent être à la tête de micro et petites entreprises de prestations de services touristiques, ou s'investir au sein d'associations culturelles et sportives ou d'organisations de protection du patrimoine et de conservation de la nature. Ils sont « producteurs et consommateurs, à la fois acteurs et spectateurs » (Brunet, 1990 dans Mao, 2003).

Pour des pays en moins urbanisés et industrialisés, la touristification des économies pose de nombreuses questions. Elle est d'abord perçue comme une opportunité socio-économique, mais apparaît rapidement comme n'étant pas nécessairement bénéfique aux acteurs locaux. Certains entrepreneurs s'en accommodent pour faire des affaires, mais d'autres la perçoivent comme une imposition, un facteur de changements culturels et une source d'impacts environnementaux importants. Pour ces derniers, profiter du tourisme consiste à contrôler et orienter son développement afin d'en assurer ses retombées positives. Ces acteurs, conscients des bénéfices potentiels pour leur territoire, souvent soumis à des pratiques industrielles extractives ou à une déprise agricole, s'investissent dans des projets et des organisations de développement local. Dans la région d'Aysén, ces acteurs locaux « alternatifs » prennent de l'importance à la fin des années 1990 et le début des années 2000, lorsque des projets de barrages hydroélectriques les obligent à prendre position et à s'investir dans la mise en tourisme de leur territoire.

2.6.1. Acteurs et histoire de l'implantation locale de la forme de développement alternative

Vingt-deux acteurs des quatre-vingt-cinq enquêtés ayant déclaré vouloir un tourisme à petite échelle et étant engagés dans des actions sociales, culturelles, rurales, écologiques et activistes, qu'ils soient régionaux, chiliens ou étrangers, ont été identifiés. Douze sont impliqués dans le tourisme depuis plus de 15 ans (avant 2000) et dix autres depuis 5 à 10 ans. Certains sont des pionniers du tourisme régional (par exemple les entrepreneurs de Puerto Guadal, Coyhaique, Puyuhuapi et Puerto Tranquilo) et d'autres des nouveaux venus dans le développement touristique (tels que les jeunes guides et entrepreneurs de Cochrane, Coyhaique et Puerto Aysén), mais tous sont chiliens et de familles originaires de la région. D'autres sont arrivés à la fin des années 1990 en provenance d'autres régions pour travailler dans des services publics. Restés, ils se sont peu à peu impliqués dans le développement local « durable » : c'est le cas de deux dirigeants d'organisations locales de Coyhaique. D'autres acteurs sont d'origine étrangère (nord-américaine et européenne), mais habitent depuis plus de 15 ans dans la région : ils sont impliqués dans plusieurs projets ou organisations locales. Huit de ces vingt-deux acteurs sont localisés dans le secteur de Coyhaique et Puerto Aysén, mais opèrent dans l'ensemble de la région. Cinq sont de la zone de Palena - Queulat, cinq des villages de Puerto Tranquilo et Puerto Guadal près du Lac General Carrera et quatre de la province Los Glaciares et des villages de Cochrane, Tortel et Villa O'Higgins. Seize sont des entrepreneurs et neuf participent activement à la gestion de projets culturels et touristiques. Treize organisent des activités d'aventure sportive, d'écotourisme ou de navigation, trois sont des guides, deux offrent des séjours à la ferme et quatre des services de gîte ou de camping en milieu rural. Il est très significatif de voir que tous sont ou ont été des membres actifs du réseau d'opérateurs *Patagonia Sin Represas* (Patagonie Sans Barrages), de l'alliance *Aysén Reserva de Vida* et du réseau de prestataires de services pour le tourisme scientifique. Cependant, treize d'entre eux sont des acteurs ayant en premier lieu une préoccupation sociale et écologiste, alors que quatre donnent priorité à leur projet de vie en autosuffisance pour lequel le tourisme les aide à subsister et cinq privilégient les actions associatives et culturelles locales.

Ces acteurs alternatifs, prônant un mode de vie en harmonie et en équilibre avec la nature, s'investissent au sein de plusieurs organisations locales : CODEFF (de défense de la faune et de la flore), CODESA (d'aide au développement local durable), l'*Agrupación Social y Cultural de la Patagonia* (association sociale et culturelle de Coyhaique), la société d'histoire et de géographie locale, la *Coalición Aysén Reserva de vida*, l'organisation écologiste locale Aumen, etc. Toutes prônent l'importance de la culture locale,

de l'art, de la protection de l'environnement et du bien-être de la communauté. C'est ainsi que l'initiative familiale Ecocentro Esmeralda près de Cochrane anime le regroupement d'acteurs du tourisme durable de Cochrane et fait la promotion de la permaculture avec d'autres familles, telles que celles des Aguilar à Villa Ortega (commune de Coyhaique), des Hartman à Coyhaique, des Chible - Ríos à Puerto Guadal et des Melgarejo à Villa O'Higgins (dont trois font partie des acteurs enquêtés). La plupart sont aussi membres d'organisations écologiques comme CODEFF à Coyhaique et participent aux mouvements régionalistes, rejetant les impositions de l'État vis-à-vis des projets industriels, miniers, hydroélectriques, forestiers et piscicoles (élevage de saumon). Leurs projets touristiques sont plutôt modestes, avec un accueil à la ferme, des services de Airbnb ou de camping, mais ceux-ci leur apportent les ressources pour faire vivre leurs projets et leurs familles.

2.6.2. Logiques d'actions et justifications sociales alternatives

Dans cette approche du territoire, les perspectives politiques, de gouvernance locale, d'échelle d'intervention et de viabilité sociale et environnementale sont fondamentales. Le « pouvoir voir » (Raffestin, 1977), c'est-à-dire la capacité de bien agir, sous-tend leur logique d'action. La construction de leur monde est sociale, inspirée et créative. Leurs principes supérieurs communs rejoignent la « cité de l'inspiration » décrite par Boltanski & Thévenot (1991). Leurs préoccupations environnementales sont anthropocentriques (Vachée, 2001), car elles visent au maintien d'un espace de vie de qualité. Il s'agit de protéger la nature comme lieu de vie et de contrôler au quotidien ses propres impacts sur le milieu. Ils sont les tenants de la *Shallow Ecology*, mais aussi, pour certains prônant le retour à des modes de vie ancestraux, de la décroissance et de la « sobriété heureuse » (Rabhi, 2014). Leur rapport au lieu et mode d'habiter est endogène : ils s'installent sur le territoire et agissent selon les possibilités qui leur sont offertes sur place. Ils adhèrent au modèle *Aysén Reserva de Vida* (illustration suivante) représenté par une main ouverte au cœur de laquelle apparaît une femelle guanaco avec son petit. L'emblème du mouvement est issu de l'art rupestre Tehuelche. Il est daté d'il y a quelques milliers d'années et découvert dans la vallée du Río Ibáñez, à deux heures de la capitale régionale. *ARV* invite chacun à « respecter la beauté de la région, sa diversité culturelle et naturelle afin de garder la magie des lieux » (CODEFF, 2009).

Dès 1997, « dans le cadre d'un programme de préparation de guides touristiques de Villa Cerro Castillo, mené par l'actuel président de l'École des Guides de la Patagonie et le directeur de l'organisation CODEFF de défense de la faune et de la flore, le tourisme est associé au concept ». Il s'agit de montrer aux guides locaux l'importance d'un développement à échelle locale

et « en fonction de l'être humain (...) de nous projeter avec nos familles (...) et de construire à partir de ce que chaque individu peut donner, et non (...) de s'adapter au modèle qui vient de l'extérieur » (CODEFF, 2009). Le tourisme ne doit pas changer les manières d'être, mais participer à la sauvegarde de l'économie de subsistance et des modes de vie existants. Les retombées économiques du tourisme étant importantes, de nombreux habitants voulaient alors renoncer à la vie en milieu rural ou ne comprenaient pas l'importance de la sauvegarde de la faune, de la flore et des espaces naturels protégés qui avaient été colonisés et détruits par leurs parents pour créer les espaces agricoles actuels. « Cette initiative a ouvert les yeux à de nombreuses personnes sur l'importance de la protection de notre environnement afin de maintenir notre culture rurale (...). Aujourd'hui, on parle de plus en plus de protéger notre culture, la protection de l'environnement est devenue une évidence. Je suis un adepte de l'ornithologie, mais protéger nos modes de vie est un défi encore plus grand », selon un guide de Coyhaique originaire de La Tapera.

De manière concomitante, les associations CODEFF et CODESA et les écologistes aux objectifs plus sociaux et politiques ont mené des projets pilotes de développement durable local tels que l'appui au milieu rural avec l'organisation *Sabores d'Aysén* d'un réseau de producteurs et d'hôteliers, l'aide à la création de l'École des Guides et un programme d'éducation aux énergies renouvelables. Elles comptent entre cinquante et cent membres et impliquent autant les habitants, les jeunes venus d'autres régions chiliennes que quelques étrangers résidents. Leur action a posé les bases d'une stratégie locale pour le tourisme durable que continue à appliquer son président et son ex-président (deux guides et entrepreneur vivant à Coyhaique). Certains des directeurs de CODESA sont à l'origine de la création du parti politique écologique et social *Somos Aysén*, fondé en 2015.

Tous les acteurs de la forme alternative agissent selon une logique écologique et sociale en réponse aux nombreux conflits autour des grands projets industriels : miniers (Cerro Bayo à Chile Chico et El Toqui sur la commune de Lago Verde), forestiers jusqu'en 2005 (vers Villa Cerro Castillo, Bahia Murta ou autour de Coyhaique), aquicoles avec un pic en 2007 (vers Puyuhuapi et Puerto Cisnes), de production d'aluminium (à Puerto Aysén en 2001- 2002) et hydroélectriques sur les rivières Baker et Pascua (vers Cochrane, Tortel et Villa o'Higgins) entre 2006 et 2014 puis sur les rivières Cuervo, Cóndor et Blanco (vers Puerto Aysén) entre 2007 et 2017.

Cette défense est aussi culturelle : il s'agit de sauvegarder son espace de vie face aux projets exogènes. Les organisations locales de la culture et de l'éducation organisent avec les jeunes acteurs locaux (issus des familles rurales) et les nouveaux venus qui revendiquent un mode de vie local, au contact de la nature et pratiquent le sport, des actions culturelles et sportives. On retrouve l'idée proposée par Bessy (2010) en France que l'initiation aux

sports de nature favorise des échanges entre générations, ethnies et groupes sociaux. Les guides participent d'une « mise en œuvre d'un tourisme durable davantage éthique et responsable, c'est-à-dire minimisant les coûts environnementaux et sociaux pour les territoires concernés » (Bessy, 2010). Ils apportent une « contribution à l'écocitoyenneté et une contribution à une meilleure cohésion sociale [par] une découverte active, harmonieuse et sensible du patrimoine » (Bessy, 2010) et favorisent ainsi le respect, l'appropriation et la défense du territoire. Depuis 2012, s'organisent ainsi un festival Banff, une rencontre de Cascade de Glace, un festival du court métrage ou de photos. Cette dynamique culturelle et de valorisation de l'identité locale a été initiée par l'un des acteurs de la forme alternative, un entrepreneur et animateur culturel de Coyhaique. Ces événements festifs populaires ou traditionnels alimentent des « formations socio-spatiales » (Di Méo, 1985) à une échelle locale (participation des acteurs locaux), mais en lien avec l'échelle régionale (implication des communes et autorités régionales), internationale (implication de sportifs latino-américains, de compagnies aériennes et de revues de sports et loisirs hispanophones). Elles sont pluridisciplinaires, vélo, *trail*, raquette, kayak et randonnée équestre, et attirent donc un large public (Bessy & Suchet, 2016). Elles ont une incidence touristique importante (80 % de l'hébergement régional occupé pendant les trois jours d'activités et des partenaires structurants comme Lan Chile ou l'entreprise d'équipements de sports Andes Gear, dont le propriétaire est l'un des « barons verts » de la forme écologique. Ces événements sportifs fabriqués localement, mais basés sur des modèles internationaux associent des acteurs alternatifs (le directeur des événements), des guides locaux d'origine rurale (de La Junta, Puyhuapi, Coyhaique et Puerto Aysén) ainsi que quelques opérateurs et entrepreneurs locaux qui reçoivent l'appui du service du tourisme. Ces acteurs construisent de nouvelles représentations sociales sur l'espace des Archipels de Patagonie. Ils évoquent une « Nature, Ample, Forte, Fragmentée où la Paix, la Liberté, le Mystère et le Sauvage dominant et invitent à la Découverte » (CIEP, 2016). Une offre touristique a commencé à voir le jour en faisant la promotion d'un « endroit presque inexploré, très riche en vie marine, forestière et autres patrimoines géologiques » (*op. cit.*).

La logique d'action est aussi celle de l'autosubsistance. Pour l'École des Guides (*Escuela de Guías de la Patagonie*), le territoire doit être un espace d'où l'on obtient ses moyens de subsistance. Pour les jeunes issus de familles de paysans et de pêcheurs, la formation est construite selon une logique de vie alternative, traditionnelle et moderne, locale, mais connectée au reste du monde grâce au tourisme. L'apprentissage des activités sportives et récréatives permet aux jeunes d'avoir un rôle moteur dans l'exploration et la mise en valeur des lieux de pratiques. Influencés par les modes et tendances venues d'ailleurs, ils ouvrent des voies pour les voyageurs et touristes. Plus

de cent guides ont ainsi été formés ces 15 dernières années. Ils peuvent être qualifiés d'acteurs transitionnels (Di Méo, 2008) : ils voyagent ailleurs pendant l'hiver et reviennent vivre dans leur village d'origine chaque été pour pratiquer des activités de pleine nature, sportives ou rurales. Trois logiques s'observent, mais il s'agit avant tout d'une logique écologique et sociale : vivre à Aysén par amour de la nature et faire du tourisme, mais en cherchant des solutions écologiques et en défendant l'intégrité. « Ici, c'est l'eau la plus pure du monde... alors buvez-là ! » dit l'un des bateliers de Tortel. La logique sociale et culturelle est également marquée : on cherche l'intégration et la valorisation des traditions et des modes de vies antérieures. C'est ainsi qu'un acteur de Puyuhuapi déclare : « le déclin de la pêche pourrait bien être remplacé par un essor du tourisme. C'est à échelle humaine, nous pouvons en profiter et garder notre culture » (une écrivaine et hébergeuse de Puyuhuapi) et un autre : « le tourisme, c'est super ! Moi, j'ai toujours voulu revenir vivre dans ma région et garder ma culture en travaillant dans le tourisme » (un guide de Puerto Aysén). Aussi, « la promotion du tourisme rural et celui engagé dans le réseau *Patagonia Sin Represas* est cruciale (...) il s'agit d'associer nos modes de vie et nos manières d'agir et pas seulement créer des entreprises commerciales » (un hébergeur rural de Puerto Guadal). La logique d'action est aussi économique : il s'agit de bien-vivre grâce au tourisme dans des villages isolés, tout en prenant soin du milieu et de la culture locale (un entrepreneur de Puerto Tranquilo). Il faut s'engager pour que les autorités prennent en compte le tourisme comme axe de développement économique. Mais il faut distinguer « deux types d'entreprises touristiques : libérales et économiques et sociales et humaniste, des "petits" locaux et des "grands" étrangers » (acteur du tourisme rural de Puerto Guadal), car beaucoup ont « la folie des grandeurs » et veulent gagner vite et beaucoup. « Le tourisme rural est une vraie option (...), la seule véritablement durable sur le territoire d'Aysén » (une dirigeante sociale et propriétaire d'un gîte rural de Puerto Guadal). « Un ancien dirigeant politique avait envisagé pour le développement de la zone de Tortel un tourisme quasiment "de masse", mais nous leur avons manifesté notre désaccord et le tourisme de croisière sera limité [car] recevoir plus de touristes durant la "haute" saison n'est pas une solution intelligente ou durable », selon un hébergeur et batelier de Tortel.

2.6.3. Modes de gestion dans le développement des projets touristiques

Le principe et modèle de gestion est celui du libre choix, de l'art de vivre, du sur-mesure, mais aussi de l'innovation et de la qualité. Le projet individuel prime, mais il est inséré dans une logique de réseau collaboratif local.

Le rôle des instances associatives, culturelles, professionnelles et entrepreneuriales est encore faible dans la région d'Aysén. Elles bénéficient de fonds publics et sont invitées à participer aux instances de concertation public-privé, mais leur capacité à avoir une incidence sur les choix d'aménagement reste faible au regard d'un État fortement centralisé et tout-puissant dans une région éloignée du pouvoir central. Rares sont les engagements collectifs pour atteindre des objectifs accordés entre les secteurs publics et privés. La logique d'intervention d'une association locale est basée sur des petits projets avec des objectifs d'impact très spécifiques. L'État ne leur attribue pas de statut ou de responsabilité pouvant transformer des situations sociales ou usages. Les concessions octroyées par l'État à des structures de la société civile sont minimes. La seule connue dans la région d'Aysén est celle de l'organisation Aumen pour la gestion d'une aire de 8 000 hectares : la Laguna Caiquenes, sur la commune de Tortel. L'État préfère traiter avec des entreprises pouvant garantir des retombées économiques (taxes, pourcentages des bénéficiaires ou augmentation des flux touristiques pouvant apporter à la richesse au territoire). Elles sont cependant invitées à participer aux comités et aux tables rondes, notamment dans l'élaboration de stratégies de développement. L'opinion des organisations locales peut être prise en compte sur le papier, mais les recommandations sont rarement mises en œuvre de manière effective. Certaines organisations ont ainsi choisi de travailler directement avec les parlementaires au niveau national afin de mettre à l'ordre du jour les modifications des lois qui intéressent les régions. C'est ce qu'a pu réussir l'organisation CODESA en faisant voter des lois en faveur des énergies renouvelables et de l'injection de celles produites par des petites unités dans le système de distribution octroyé à une entreprise concessionnaire.

Les projets des acteurs de la forme alternative semblent répartis de manière homogène dans la région, mais avec une préférence pour les communes de Puerto Cisnes, Coyhaique, Río Ibáñez, Chile Chico, Cochrane et Villa O'Higgins où il existe des attraits touristiques importants, mais aussi où la possibilité d'une agriculture ou d'une activité de subsistance (pêche, bois) est possible, notamment sur les rives du Lac Carrera. Il y a un lien entre la localisation de ces acteurs et les lieux de conflits d'usages extractifs, intensifs et industriels. On remarque ainsi, du nord au sud, qu'ils sont établis là où l'industrie du saumon est active depuis 20 ans, tel qu'à Raul Marin Balmaceda où les attentes vis-à-vis du tourisme sont importantes : « pour nous, ici, le tourisme pourrait bien remplacer la pêche. Depuis 2004, la salmoniculture décline et il faut réfléchir à des alternatives fiables. C'est ainsi que pour un entrepreneur de Raúl Marin Balmaceda, il faut un fort engagement personnel dans le tourisme, le développement local et agir aussi au niveau politique ». C'est aussi le cas à Puerto Aysén où des projets d'usine d'aluminium (de la multinationale Noranda en 2000 - 2002), d'élevage de saumon et de barrages

(Energia Austral entre 2008 et 2016) se sont multipliés. « La principale menace locale est un projet de barrages sur trois rivières dans cette région toute proche de Puerto Aysén. Ces personnes liées au projet qui viendront dans la ville modifieront l'ambiance de l'ensemble de notre microrégion... et l'autre souci c'est l'industrie du saumon qui fait ici, surtout à Chacabuco, d'importants dégâts », déclare un guide et opérateur local. À Coyhaique, le débat est plus politique et culturel. Il faut ainsi faire valoir « l'importance du patrimoine régional : il est essentiel de traiter davantage l'histoire locale, sans oublier la part redevable aux indigènes, aux voisins de Chiloé et aux Mapuches de plus au nord. Selon un animateur culturel de Coyhaique, ces héritages sont à intégrer dans la conscience collective des habitants d'Aysén et des autorités ». D'autres acteurs, comme une dirigeante locale de Puyuhuapi, évoquent une « lassitude devant le manque d'intérêt pour le tourisme de la part des autorités officielles, au vu des impacts des industries, il faut créer une conscience pour protéger notre environnement et cesser de faire des projets industriels ». La région a été convoitée pour ses ressources et pour beaucoup « il y a une culture extractiviste installée : on doit changer les mentalités et créer nos propres mouvements régionalistes pour protéger le territoire et faire valoir notre vision du futur » (un membre de l'organisation CODESA de Coyhaique).

Les mêmes problématiques se retrouvent plus au sud. C'est le cas à Puerto Tranquilo où des projets de pisciculture sur le lac Carrera ont donné lieu à un regroupement d'habitants, propriétaires et opérateurs en tourisme (Corporación Costa Carrera) qui ont milité pour la création de la première Zone d'Intérêt Touristique du Pays en 2000, interdisant l'installation de ces dernières. Les industries minière et forestière et la menace des lignes à haute tension du projet hydroélectrique HidroAysén ont ensuite regroupé les acteurs locaux du tourisme pour la défense de leurs intérêts. C'est pourtant un peu plus au sud, à partir de Puerto Bertrand, lieu de naissance de la rivière Baker et objet de convoitise d'Endesa et de Colbun, qu'aurait pu être construite la première centrale des cinq prévues, les autres étant localisées en aval de la ville de Cochrane, vers le secteur de los Ñadis et la commune de Tortel. Deux autres centrales devaient être installées sur le Río Pascua, sur la commune de Bernardo O'Higgins. Le projet de parc privé Patagonia étant aussi affecté par les projets industriels, les fondations associées aux Tompkins ont aidé les groupes locaux voulant défendre leur territoire et favoriser le tourisme, tel que l'association *Defensores del Espiritu de la Patagonia*, dont plusieurs entrepreneurs ont été des membres actifs. Les projets de barrages menaçaient aussi la commune, en aval des projets, et pour cela « le tourisme est devenu un enjeu majeur pour l'avenir de Tortel », selon une entrepreneuse venue vivre ici il y a plus de 15 ans. Ce même acteur rajoute cependant que d'autres menaces existent : « on régularise en ce moment les titres de propriété : c'est une avancée pour clarifier la situation pour les habitants, mais l'un des risques

majeurs est que le tourisme alimente de nouveaux désirs de *business*, surtout dans le foncier ».

Cette préoccupation concernant le devenir de leur région explique que tous les acteurs enquêtés ont rallié le réseau « Patagonie Sans Barrages », créé en décembre 2011, et demandé que leurs activités touristiques soient incluses dans un circuit touristique sur ce thème. Le réseau d'acteurs animé par plusieurs associations privées, dont CODEFF et CODESA, pour un développement durable d'Aysén, ont reçu le soutien des fondations pour la protection de l'environnement, comme Marisla ou celle associée à la société de vêtements Patagonia Inc. et proche de la famille Tompkins. Afin de faciliter l'organisation de leur voyage, le site web www.rutapatagoniasinrepresas.cl permet aux visiteurs de rechercher des produits touristiques adhérant aux principes d'« Aysén Reserva de Vida » et participant à la campagne *Patagonia Sin Represas*, grâce à une carte virtuelle de l'itinéraire, par sélection des localités ou des types d'activités et de services proposés. L'objectif de cette plateforme était de relier les visiteurs la Patagonie avec les opérateurs du réseau et créer de synergies entre acteurs locaux. En 2014 le nombre de membres ayant rejoint le réseau *Ruta Turistica Patagonia Sin Represas* était de cent soixante, des propriétaires d'hôtels, d'auberges, de maisons d'hôtes, de restaurants ou des producteurs locaux, prestataires de services touristiques et transporteurs. Les participants, répartis en vingt-quatre localités de la région : Villa O'Higgins, Melinka, Tortel, Puerto Raúl Marín Balmaceda, Cochrane, Coyhaique, La Junta, Chile Chico, Puerto Guadal, Lago Verde, Puyuhuapi et autres secteurs ruraux d'Aysén, ont ainsi créé le premier réseau majeur privé d'opérateurs touristiques. Des animateurs bénévoles ont animé le réseau au travers d'un portail web où chaque partenaire dispose d'un espace pour fournir des renseignements sur ses activités. Cette information a ensuite été relayée *via* une page Facebook *RutaPatagoniaSinRepresas* (illustration suivante) qui comptait près de 1700 « amis » en 2014. Des informations, telles que des cartes, des descriptions historiques de la plupart des villes de la région, des indications pratiques concernant les itinéraires pour rejoindre cette dernière, un calendrier des événements et des données concernant la campagne Patagonie Sans Barrages sont diffusées. L'initiative déclare être « une invitation à tous les services locaux engagés dans un véritable développement durable d'Aysén afin qu'ils adhèrent à certains grands principes, au-delà du refus des mégaprojets de barrages, tels que la durabilité, le développement économique local, l'utilisation d'énergies renouvelables non conventionnelles et le renforcement de l'identité et de la culture régionale. Avec l'abandon des projets de barrages sur les rivières Baker et Pascua, le réseau a été intégré à d'autres initiatives telles que le réseau de tourisme scientifique (<http://www.turismocientifico.cl>) ou du tourisme et de la conservation, *Red Patagonia Mar y Tierra*, (<http://patagoniamarytierra.cl>).

Poster de la Route “Patagonie Sans Barrages” de la région d’Aysén en 2014



(Consejo de Defensa de la Patagonia, 2014)

2.6.4. Rationalité de l’action touristique alternative, matérialité et publics

Les initiatives individuelles ont des échelles variables d’une durée de 5 à 15 ans, le temps de réaliser le projet, de le matérialiser et d’en vivre. L’échelle de temps est en moyenne de longue durée, dans la région d’Aysén. “J’ai été étudiant à l’École des Guides de Patagonie et, pour cette affaire, je vais travailler avec des amis rencontrés à l’École des Guides. Je suis très optimiste pour le devenir, car le secteur du tourisme d’aventure est très demandé. Le principal frein est la trop courte saison touristique en raison du climat”, déclare ce guide et électricien de Puerto Aysén, revenu vivre à la région après ses études. Pour d’autres, le projet est une aventure familiale : “après quelques années à travailler au parc Patagonia, nous avons fait le choix de rester dans

la région et d'apprendre à vivre de la terre. La permaculture est fascinante et nous recevons de nombreux volontaires qui viennent participer de notre aventure" (animateur d'un éco-camping à Cochrane). La temporalité des initiatives dépend en bonne partie de la motivation et de l'implication des couples et familles, qui peuvent trouver un équilibre de vie à la campagne ou vouloir retrouver les commodités urbaines. Collectivement, cette approche née à la fin des années 1990 continue à se renforcer à ce jour. La construction du projet touristique est de type passionné, local, participatif et heuristique.

Le principe des pratiques touristique est celui de l'immersion dans une nature rurale ou sauvage et attire un public de voyageurs engagés, passionnés et convaincus de l'importance des thèmes sociaux et écologiques. Mais il s'agit surtout de faire un "tourisme communautaire pour dépasser l'individualisme, les carences et même l'absence de l'État" (selon le propriétaire d'un gîte rural de Puerto Guadal). Pour cela, "la coordination structurelle et le travail de terrain avec les acteurs [est essentielle,] c'est une question de temps et de relations différentes". Pour l'un des animateurs d'une organisation culturelle de Coyhaique, il faut créer une véritable infrastructure, un lieu, une coordination, un site web, des rencontres et des conférences dans chaque village, etc. » À cet appel à l'action collective s'ajoute l'inquiétude de maintenir chacun libre d'agir et d'être créatif : « il faut éviter toute centralisation qui pourrait affecter la motivation des acteurs des zones touristiques afin qu'il y ait une vraie concertation collective ». C'est ainsi que l'offre est très diverse et disperse, en ce sens semblable à celle de la forme traditionaliste. Trois types de produits sont cependant proposés par ces acteurs : des circuits organisés, des offres de séjours familiaux et ruraux et des services spontanés s'adressant aux voyageurs indépendants et pour réaliser tout type d'activités d'aventure et de nature. Comme pour les acteurs de la forme entrepreneuriale, on trouve ici une offre visant à attirer des clients nationaux et étrangers. L'un des grands opérateurs de la région, basé à Puerto Tranquilo, explique : « on propose de voir le glacier Exploradores et on a reçu près de 5 000 personnes en 2014, contre 42 en 2007 ». Cet endroit inaccessible et seulement connu par quelques montagnards et scientifiques est en passe de devenir l'un des lieux de plus forte fréquentation de la région. Il se situe à une heure des populaires Capillas de Marmol et sur la route des départs pour les navigations, en mode aventure, vers le glacier de la Laguna San Rafael. Le jeune opérateur de *Destino Patagonia*, installé à Puerto Tranquilo, explique avoir reçu « 300 clients pour l'été 2014, une majorité de Chiliens, environ 30 % d'Européens (surtout des Suisses, des Allemands et des Français), mais pas de routards, car le circuit est trop cher pour eux ». Il constate que « le tourisme chilien augmente, [qu'il] va consolider [son] entreprise avec un bateau de plus et proposer [aux voyageurs] de rester plus longtemps avec des randonnées glaciaires. Mais ce qui est le plus demandé, c'est évidemment de voir le glacier et, surtout, les blocs de glace s'effondrer » ! Cela ne va pas sans

mal et il précise ; « ici, dans tout circuit touristique, il faut toujours être prêt à improviser : un plan B est indispensable pour éviter d’être pris au dépourvu ». Les acteurs de la forme alternative sont avant tout des défricheurs de sentiers touristiques et c’est ce que confirme l’opérateur *Ecoturismo Patagonia Excursiones* à Puerto Tranquilo : « le tourisme scientifique nous intéresse beaucoup ! Mais on a besoin de formation et de connaissances sur les glaciers, la géologie, la flore, etc. ». Ces entrepreneurs ont une grande capacité à mettre en place des projets bien organisés qui requièrent des autorisations légales ou des concessions touristiques. C’est aussi le cas de *Patagonia Adventure Expeditions*, basé à Puerto Bertrand, qui a mis en place l’*Aysén Glaciar Trail* : un parcours de six jours dans le Parc National Laguna San Rafael, aux abords du *Campos de Hielos Patagónicos Norte*. Grâce à une concession, obtenue il y a presque 15 ans auprès du service des parcs (CONAF) d’Aysén, l’agence a accueilli 330 visiteurs en 2014. Cette initiative est un projet de vie que son dirigeant a su mettre en valeur auprès de *National Geographic* ou du *Sierra Nevada Club* aux États-Unis et le nombre de clients qu’il reçoit lui suffit. Il vend pour plus de €500 000 de services et fait travailler sept guides pendant six mois. D’autres opérateurs, cherchant une rentabilité rapide à leur investissement, n’ont en général pas le temps et l’envie de faire de telles démarches.

Le contenu et le sens donné au séjour sont fondamentaux pour les acteurs de la forme alternative et locale. Ainsi, l’offre de séjours à la ferme ou au village est toujours associée à l’idée de rencontres, de partages et d’échanges culturels. L’accueil à la ferme au bord du Lac General Carrera est l’occasion de partager leur projet de vie : « on offre le logement dans nos chalets et cela nous permet de mener notre projet de ferme familiale, avec quelques animaux et un potager organique et on partage ce que l’on fait avec les visites » (l’animatrice d’un service de tourisme rural de Puerto Guadal). Deux acteurs, ayant un hôtel de charme au village de Tortel et offrant des services de visites culturelles vers le monument historique *La Isla de los Muertos*, expliquent : « l’accueil des touristes est difficile, notamment pour des personnes exigeantes en matière de confort et de services proposés. On reçoit dix touristes par jour et cela représente presque 100 % d’occupation en été : 30 % étrangers, 70 % chiliens. Parfois, ce sont des scientifiques qui viennent pour des explorations et surtout de la recherche ». Leur idée est de « faire découvrir les archipels du coin, en ne se contentant pas seulement des glaciers ». Pour eux aussi, « le tourisme scientifique est une bonne idée, car beaucoup de scientifiques viennent ici pour des missions... mais ne laissent jamais les résultats de leurs études au retour à Tortel, et on aimerait en savoir plus pour partager avec les visiteurs ». Pour un animateur culturel de Coyhaique « le tourisme scientifique pourrait également encourager et travailler sur des “spécificités culturelles” régionales et des destinations

“mémorielles” ». Le besoin de connaître son territoire et de partager son savoir aux visiteurs est, pour eux, essentiel.

L’offre et la vente spontanée, « opportuniste », aux visiteurs de passage, de services de transport, d’alimentation et de guide est le cœur de l’activité. Ainsi, le micro-opérateur d’aventure *Experiencia Austral* à Puyuhuapi est toujours prêt à renseigner les visiteurs et propose des sorties en kayak, des excursions en bateau, des randonnées ou des balades à vélo. Il trouve que l’évolution du tourisme ces quatre dernières années est « positive : les thermes et le parc Queulat sont populaires et, maintenant, les touristes viennent plus et aussi pour autre chose, c’est très bien ». Pour l’entrepreneur *Valle del Palena à Raúl Marín Balmaceda*, « les Argentins occupent le terrain touristique : sur le Rio Palena, plus au nord-ouest, des opérateurs argentins organisent principalement les activités de kayaking ». Il leur offre le logement et des produits en conserve qu’il prépare lui-même. Il est par ailleurs le coordinateur de la mise en place de la Zone Touristique Palena-Queulat et se montre très engagé dans des actions en faveur de la région et de la protection de l’environnement. « Les clients sont surtout chiliens et argentins et parfois des jeunes de *Free Camps* qui viennent faire quatre jours de randonnées orientées sur le thème de la nature extrême », confirme un autre acteur, propriétaire d’un camping près de Puyuhuapi. Les activités offertes sont : « le soleil, du canoë-kayak, de la natation, un sentier dans la forêt et la visite des grottes. On reçoit 50 % d’étrangers et 50 % de Chiliens. En février, il y a plus de Chiliens en raison des congés annuels ». Peu d’Israéliens et de routards viennent ici « car nous sommes trop loin à pied de Puyuhuapi. On reçoit cependant des *mobil homes*... Sur l’ensemble de l’année 2013, nous avons reçu au camping environ 1 000 touristes ». Dans le futur, il a « très envie de participer au tourisme scientifique, car les grottes volcaniques se visitent et peuvent intéresser des géologues et des curieux tout simplement... mais je ne veux pas qu’on se développe trop grand ou trop vite » (*op. cit.*) Tous les clients leur paraissent importants : « il s’agit de prendre en compte les routards, les *backpackers*, les cyclistes ou encore les motards. Ces clientèles — voyageurs individuels par excellence même s’ils voyagent souvent à plusieurs ! — ne rapportent pas autant d’argent, c’est clair, mais ils contribuent également au développement local » (un opérateur de tourisme rural près de Puerto Guadal). Bien que certains les critiquent, « les *mochileros* posent des problèmes, car ils plantent leur tente n’importe où, jettent parfois les déchets n’importe où... » (un entrepreneur de Puyuhuapi). D’autres les défendent et regrettent « un discours anti-touristique exprimée localement, notamment à l’égard des jeunes routards israéliens. L’hospitalité est essentielle et parfois, les gens ne se disent même plus systématiquement bonjour » (une hôtelière de Puyuhuapi). Pour tous, « l’évolution du tourisme est positive... tant qu’elle reste sur un schéma de tourisme familial » (un batelier et hôtelier de Tortel).

Cette brève description de l'offre touristique alternative démontre que cette dernière est très diffuse, mais qu'il existe des lieux, villages et secteurs de prédilection. Les acteurs rencontrés représentent bien la logique spatiale de cette forme installée de l'extrême nord à l'extrême sud de la région, le long de la *Carretera Austral*, dans des villages ou en périphérie et dans zones rurales et agricoles. Quelques zones emblématiques de la forme alternative sont, du nord au sud : des navigations pour rencontrer des habitants et observer la faune et la flore marine du fjord Piti-Palena (l'opérateur *Valle del Palena*), un circuit pour découvrir le village de Puyhuapi et sa culture chilote et allemande (un hébergement à Puyhuapi), des navigations pour réaliser un comptage des mammifères marins dans les fjords (un guide de Puyhuapi et un micro-opérateur Puerto Cisnes), une journée de découverte des sites de peintures rupestres et de rencontres avec les paysans (un guide et un opérateur de Coyhaique), une visite de la vallée des Explorateurs avec un guide géomorphologue (l'opérateur El Puesto et Ecoturismo Patagonia Exploradores de Puerto Tranquilo), un circuit à cheval sur les hauteurs du Lac General Carrera avec des *gauchos* (une entreprise familiale de tourisme rural de Puerto Guadal), la Ruta del Fio Fio, un circuit de découverte des vallées agricoles et des montagnes près de Cochrane (un opérateur et un éco-camping de Cochrane) ou un séjour de permaculture et d'ornithologie au bout de la route australe (un opérateur de Villa O'Higgins). Chaque circuit implique plusieurs autres acteurs locaux du tourisme qui font leur promotion principalement sur Facebook.

La plupart des acteurs ont pris part activement à la création des Zones d'Intérêt Touristique Prioritaires (ZOIT Palena - Queulat, Chelenko et Provincia Los Glaciares). Ils y participent, mais sont aussi présents ailleurs, principalement sur l'axe Coyhaique - Puerto Aysén, où plusieurs d'entre eux vivent et sont impliqués dans les débats politiques régionaux. D'autres sont aussi installés près de sites de conflits environnementaux (zones à défendre) : leurs activités touristiques leur permettent de résider sur leur territoire, éloigné des centres de pouvoir, mais attractifs pour des projets industriels et extractifs. Enfin, certains habitent dans des secteurs en dehors des sentiers touristiques, où ils cherchent à vivre en autosuffisance, mais sont prêts à accueillir des explorateurs, sportifs ou routards voulant partager leur expérience, moyennant une participation aux frais de nourriture, aux travaux de la ferme ou un défraiement des services de transport à cheval, en bateau ou autre. C'est le cas de plusieurs acteurs identifiés par ceux enquêtés aux abords du Champs de Glace (Lago Plomo, Río Soler, Cerro San Lorenzo, Valle Exploradores, dans les Fjords, etc.). Ils offrent leurs services à des organisations de recherche, de l'État ou à des écoles à l'air libre (NOLS ou Escuela de guías de la Patagonia).

Carte 13. Spatialisation de la forme de développement alternative de la région d'Aysén, en 2017



(Bourlon, 2018)

2.6.5. Incidence territoriale de la forme de développement alternative

La forme de développement alternative a trois expressions sur le territoire d'Aysén : une variante de la forme « entrepreneuriale », avec des opérateurs verts et aux préoccupations sociales fortes, une forme « écologiste néorurale » prônant la protection de l'environnement, l'autosuffisance et la liberté

d'action et une dernière « culturelle », ancrée dans le monde rural traditionnel (tableau suivant).

Tableau 21. Les variantes de la forme de développement alternative à Aysén

Variantes de la forme alternative	Représentation sociale de la nature	Mode de mise en œuvre	Logique dominante	Moyens économiques
Entrepreneuriale	Anthropocentrique et progressiste	Endo-exogène	Socio-économique	Importants
Écologiste et néo-rurale	Écolo-Anthropocentrique	Endo-exogène	Écologique	Moyens
Culturelle (traditionnelle)	Anthropocentrique	Endogène	Socio-culturelle	Faibles

(Bourlon, 2018)

Toutes ont une approche associative même si leurs capacités à participer aux actions sont parfois limitées par leurs activités et leur localisation. Ces expressions sont de type endogène, mais en lien avec des apports d'acteurs externes, faisant des choix de vie originaux et montrant, en s'installant sur le territoire, qu'il est possible de profiter des ressources différemment. Les acteurs les plus visibles sont ceux ayant des moyens significatifs pour mettre leur projet en marche, avec des ressources provenant d'activités antérieures ou d'aides familiales, à l'image d'un entrepreneur de rafting et de trekking à Puerto Bertrand. De ce fait, ils peuvent entrer en conflit avec d'autres acteurs, car leurs capacités à mener des initiatives, à innover et à anticiper des pratiques touristiques peuvent limiter ces derniers lors de l'achat de terrains et du contrôle de l'accès vers des parcs Naturels ou des massifs aux montagnes attirantes. Ils cherchent alors à composer avec ceux-ci en protégeant leurs intérêts, mais en cédant, par exemple, sur la valeur des droits de passage ou en organisant des activités culturelles, scientifiques et sociales à but non lucratif.

Pour l'ensemble des acteurs alternatifs, le point important est l'engagement social et écologique. Ils donnent une grande importance aux médias sociaux et journalistiques afin de partager leurs idéaux et de renforcer un tourisme alternatif pour attirer des voyageurs indépendants prêts à s'investir localement. Ils participent ainsi aux instances organisationnelles et aux réseaux régionaux, nationaux et internationaux selon leurs thèmes de prédilection. Parvenir à les fédérer est un enjeu important pour les organisations culturelles et écologistes locales (te que CODESA à Coyhaique), car ils permettent de faire valoir l'acceptation d'idées novatrices par des entrepreneurs locaux auprès des autorités et instances politiques. Pour eux, le tourisme responsable, engagé et à petite échelle est le futur de la région, « c'est notre sud » déclare l'activiste sociale propriétaire de Bahia Catalina à Puerto Guadal. Pour certains « une route australe en meilleur état fait que le

tourisme change... mais avant, il y avait une majorité d'Occidentaux et maintenant, ce sont les Chiliens les plus nombreux » (un opérateur d'aventure de Puyuhuapi). Améliorer les infrastructures n'est cependant pas un gage de durabilité, car pour d'autres, elle favorise le tourisme de masse et les projets industriels. Cette mise en tourisme n'est pas facile et il y aurait ainsi, selon un entrepreneur de Puerto Tranquilo, « de plus en plus de « pirates », c'est-à-dire d'acteurs profitant de la manne touristique sans participer d'une croissance régulée de l'activité. Des tensions s'observent ainsi entre les entrepreneurs pionniers et leurs anciens guides. Alors que les premiers possèdent les permis pour réaliser leur activité, ce n'est pas le cas des seconds et ils réclament « que la CONAF gère et régularise cette situation floue en matière de développement touristique local, entre ce qui est privé, ce qui est public et ce qui relève directement du parc, tels que les accès aux sentiers et au glacier et les rôles de chacun » (un entrepreneur de Puerto Tranquilo). En effet, selon lui, la CONAF semble donner la priorité aux locaux contre les entrepreneurs plus grands et « l'ambiance au sein de la communauté villageoise devient insupportable avec des menaces et des agressions ». C'est ainsi qu'un entrepreneur de Tortel appelle de ses vœux des pratiques plus respectueuses : « nous aimerions miser davantage sur le tourisme scientifique, car il génère moins de dégâts et exige plus de qualité ».

2.7. La forme de développement touristique récréative

Il est habituel de décrire un système de tourisme par le prisme de l'offre et la demande : les acteurs locaux offrent des services et des circuits et en font la promotion afin de convaincre les visiteurs de les acheter. Le plus souvent, on cherche à cerner le profil du visiteur : par pays d'origine, selon sa catégorie socioprofessionnelle, ses goûts et tendances, etc. Ce sont des informations que parviennent à capter et revendre les géants de l'informatique, car il s'agit d'une information de grande importance commerciale pour les opérateurs touristiques. Le visiteur est ainsi maintenu en marge, réduit au rôle de consommateur plus ou moins intelligent et capable de discerner le contenu et la valeur du produit proposé. Cette vision économique prend peu en compte les valeurs, représentations sociales et principes éthiques ou économiques que sous-tendent les logiques d'actions du visiteur. Il est en réalité consommateur et acteur, car ce sont ses choix, ses rêves et ses envies qui créent l'univers du voyage. Au demeurant, nous sommes tous des touristes et, chaque fois que nous allons quelque part, nous agissons selon des valeurs et idéaux que nous défendons. Sur le lieu visité, l'acteur récréatif achète des prestations choisies qui induisent des changements, voulus ou non, acceptés ou rejetés par les hôtes. C'est en ce sens que l'analyse du système touristique par la demande a

été recommandée par de nombreux auteurs comme (Pearce & Schott, 2005 ; McIntyre, 1993 et Botti, Peypoch, & Solonandrasana, 2008). Pour Corneloup, Bourdeau, & Mao (2004), il faut appréhender le lieu touristique comme un système culturel avec lequel le visiteur entre en relation ou en conflit. Pour en comprendre la dynamique, son approche par la forme de développement touristique récréative et sportive a été proposée par Mao (2003). Cette forme, qu'il qualifie de « libertine » pour les lieux de pratiques sportives, présente le pratiquant de loisirs et de sports comme un agent qui transforme l'espace d'accueil. Il agit selon une logique d'action sociale, récréative et ludique, parfois écologique lors d'une immersion en milieu naturel lorsqu'il cherche à minimiser les impacts de ses pratiques. C'est l'opinion des autres qui conditionne le succès du projet récréatif, car ces agents le partagent et le diffusent pour que d'autres s'en approprient. Les pratiques, centrées sur l'expérience individuelle, sont libres ou transgressives, afin d'assouvir un besoin d'altérité, d'immersion et de découverte de soi dans un espace nouveau.

Comme souvent au Chili, les études et objectifs des services d'État en lien avec le tourisme proposent la consolidation de l'offre en décrivant la demande pour orienter l'élaboration des produits (Pearce & al., 2016). On cherche à identifier l'origine des visiteurs par pays et on classe les pratiques récréatives. SERNATUR (2007, 2017) décrit le voyageur par nationalité et par niveau de dépenses : les jeunes, les routards, les voyageurs indépendants, du troisième âge ou aisés, comme des segments de marchés plus ou moins rentables. On cherche à faire de « l'intelligence de marché », mais, cependant, rare sont les recherches visant à comprendre le comportement des acteurs du tourisme. Dans la région d'Aysén, une analyse sociologique a été tentée par Torres & Rojas (2011) afin de comprendre comment les habitants se sont adaptés au tourisme en fonction de leurs origines culturelles (Tehuelches et Mapuches) et de leur mode de vie de colons. Une recherche (Gale, Bosak, & Caplins, 2013) s'est intéressée au comportement de groupes de voyageurs indépendants, de jeunes professionnels chiliens et d'étudiants nord-américains. L'étude montre les difficultés de ces voyageurs qui ne trouvent pas les services attendus pour réaliser leur voyage et ne reçoivent pas l'accueil escompté. La fracture entre touristes et hôtes étant due, selon ces auteurs, à un manque de compréhension des attentes, des mentalités et des codes de conduites de chacun. Pour Gale, Bosak & Caplins (2013), il s'avère nécessaire « d'identifier de manière méthodique les aspects les plus subtils de la culture [locale], le contexte de la vie quotidienne, les codes sociaux et les attentes de la communauté locale vis-à-vis des visiteurs » pour réussir un développement durable du tourisme.

Par l'analyse de cinq cas de visiteurs dans la région d'Aysén, nous mettons en évidence les principes et valeurs culturelles et spatio-temporelles sous-jacents à cette forme de développement touristique. Comprendre les logiques

d'actions ou de gestion des projets de voyage et la rationalité dans leur exécution et lieu de pratiques est essentiel dans la compréhension des dynamiques touristiques. Cette caractérisation nous permettra ensuite d'analyser le rapport aux autres formes de développement touristique.

2.7.1. Acteurs et histoire de l'implantation locale de la forme de développement récréative

Le profil des touristes dans la région d'Aysén est composé de familles chiliennes et argentines, de routards de toutes nationalités, de motards brésiliens et européens et de sportifs nord-américains, entre autres. Pour le service du tourisme (SERNATUR, 2017), il y aurait eu environ 270 000 touristes chiliens (une estimation peu fiable du fait des critères employés) et 78 962 visiteurs étrangers, dont 89,7 % seraient argentins, 3 % européens, 1,9 % israéliens et 0,6 % nord-américains. Les Chiliens et Argentins représentent ainsi 97,5 % des personnes voyageant dans la région : en famille (entre 40 et 44 %), en couple (31 à 36 %) et entre amis (12 à 17 %). Ils ont pour 76 à 78 % plus de 35 ans et un niveau de vie aisé. Ces chiffres sont cependant à prendre avec précautions, car les méthodes d'évaluation ne sont pas connues. Les familles chiliennes et argentines motorisées parcourent la route australe (Torres & Rojas, 2011 ; Inostroza, 2017), tout comme les voyageurs indépendants (Gale, Bosak, Caplins, 2013) et autres explorateurs scientifiques et sportifs (Mao & Bourlon, 2016), routards et voyageurs au long cours (Michel, 2015b), groupes constitués en voyages organisés (CORFO, 2015 ; SERNATUR, 2017 ; CIEP, 2016) et croisiéristes (SERNATUR, 2013a). Certains sortent des sentiers battus et explorent des espaces au-delà de la route australe. Nous avons choisi quelques cas d'études représentatifs des voyageurs indépendants, complétés par des informations obtenues auprès d'opérateurs locaux pour étudier les logiques des acteurs de la forme de développement récréative. Il s'agit d'un groupe de jeunes routards et campeurs israéliens, d'une étudiante française venue faire de l'éco-volontariat, d'une cycliste suisse en voyage au long cours, d'un universitaire canadien en voyage d'études et d'un couple de jeunes professionnels chiliens en vacances. Tous ont réalisé leur voyage dans la région d'Aysén entre 2016 et 2017, pour une période allant de 7 jours à 2 mois, avec des motivations et des pratiques variées, mais orientées vers la découverte des spécificités de la nature et de la culture locale. Les entretiens montrent que l'univers récréatif de la région d'Aysén peut être abordé selon trois catégories : 1) les groupes organisés ayant choisi des produits touristiques, 2) les voyageurs indépendants et 3) les visiteurs intégrés dans des dynamiques locales.

Les acteurs de voyages en groupes organisés sont des clients plus aisés que la moyenne. Ce sont des consommateurs à fort pouvoir d'achat, réalisant en

groupe diverses pratiques motorisées (terrestres ou maritime et lacustre) de découverte de la nature et intéressés par la culture locale, dans la mesure où elle marque le paysage. Ces visiteurs choisissent des prestations touristiques « tout compris » organisées par des opérateurs internationaux qui travaillent avec leurs représentants locaux.

Voyages organisés dans la région d'Aysén



(Bourlon, 2009)

Les groupes organisés sont accueillis par des entrepreneurs et opérateurs locaux. Ils prennent des paquets touristiques proposés par les acteurs de la forme industrielle tels que des séjours hôteliers et des croisières (hôtellerie et navigation de Puerto Chacabuco) ou de ski (opérateur du centre de ski El Fraile près de Coyhaique) ou par les agences de la forme entrepreneuriale. Aysén reçoit ainsi des pêcheurs séjournant dans des lodges (opérateurs Aysén Bridges de Coyhaique, le Lodge Fiordo Queulat ou Patagonian Base Camp, à la Junta), des familles en séjour thermal (Patagonia Connection à Puyhuapi) ou des groupes pour des navigations vers les glaciers (Turismo Río Exploradores à Puerto Tranquilo). Des acteurs de la forme alternative, dans sa tendance entrepreneuriale, proposent des circuits « tout compris » d'immersion dans la nature pour des jeunes nord-américains (Geosur Expediciones à Coyhaique), de découverte aventureuse de montagnes, rivières et glaciers (Patagona Rafting ou Andes Patagónicos à Coyhaique), d'expériences en zones rurales ou de circuits de randonnée (Patagonia Adventure Expeditions à Puerto Bertrand).

La deuxième catégorie de voyageurs sont les indépendants, explorateurs, routards et sportifs motorisés ou non. Ils n'achètent à l'avance que des prestations de services structurant le début et la fin de leur voyage : un billet d'avion, une location de voiture ou la première nuit d'hôtel sur un lieu inconnu. Les guides de voyage et les informations sur internet sont les informations qui leur permettent de penser leur voyage et de faire des choix stratégiques en amont. Une fois sur place, ils ajustent et confirment des prestations au fur et à mesure de leur voyage.

Des voyageurs indépendants à l'Isthme de Ofqui, région d'Aysén en 2014



(Bourlon, 2014)

Ce sont les clients de la majorité des prestataires de services de la région spécialisés, car ils s'offrent des activités additionnelles comme une demi-journée de rafting, une randonnée équestre ou un service de guide à la journée. Les entretiens réalisés auprès de plusieurs opérateurs, prestataires de services et guides montrent des variations de comportement selon la nationalité des touristes, leur niveau d'éducation et leur pouvoir d'achat. Ils complètent les informations obtenues directement des visiteurs de cette catégorie (un couple de Chiliens, deux jeunes Israéliens, trois Français et une cycliste suisse). C'est ainsi que les jeunes chiliens médecins et infirmiers sont venus d'Iquique, de la région aride de Tarapaca au nord du Chili. Ils voyagent pour connaître le Chili et « découvrir la nature australe, complètement différente de celle du désert » (un couple de voyageurs chiliens). Deux voyageurs israéliens, Nir et

Ilha, ont passé une nuit à Coyhaique et font du stop pour rejoindre Puerto Tranquilo et Puerto Bertrand, la naissance du Río Baker. Ils ont parcouru la route australe ensemble depuis une semaine : avant chacun allait de son côté. Selon les étapes ils se sont regroupés, quelques fois à quatre, pour faire des randonnées, du cheval ou du raft. D'autres routards partent sac au dos et descendent la route australe en stop. C'est le cas du couple Sarah et Jérémie rencontré à Coyhaique. Ils sont originaires respectivement de Lyon et de Lille. Ils ont fait des études à Montpellier, réalisent un semestre de Master en échange en Argentine, à Bahia Blanca, dans le domaine des Lettres et de la Chimie et resteront 7 jours à Aysén. Ils ne sont pas les seuls et plusieurs études, confirmées par nos enquêtes de terrain, montrent que les « *mochileros* [jeunes chiliens avec un sac à dos] sont bien plus nombreux que les étrangers » (selon un opérateur de Puerto Tranquilo). Les routards plus aisés n'hésitent pas à acheter des billets de bus et d'avion afin de voir un maximum de lieux en peu de temps.

Les cyclistes sont un autre groupe de voyageurs indépendants important. Ména est Suisse, elle a vécu à Genève où elle a fait un Master avant d'aller travailler en Angleterre. Elle a décidé de faire un grand voyage puis a trouvé un autre étudiant de son Master intéressé par le projet (une cycliste de Suisse). Aucun des deux n'avait d'expérience préalable de voyage long à vélo avant d'arriver sur la route australe. De nombreux autres cyclistes (*bikers* dans le jargon de la famille), sans doute une quinzaine par jour en un point donné de la *Carretera Austral*, selon nos observations de terrain en janvier 2016, optent pour cette modalité de voyage et racontent leurs périples sur des blogs comme www.pushbikegirl.com.

La troisième catégorie est celle des voyageurs intégrés aux activités culturelles et récréatives locales. Il s'agit d'un tourisme d'immersion, en cohérence avec les dynamiques locales. C'est le cas de Léa, une étudiante française de l'École d'Agronomie de Nancy. Elle est originaire d'Ardèche et a demandé un semestre de césure pour faire de l'éco-volontariat et un stage dans une structure universitaire autour d'un projet d'agrotourisme scientifique. Un autre exemple est un voyageur canadien, professeur d'université, arrivé dans la région à la suite d'échanges académiques autour du thème du tourisme scientifique. Il ne connaissait pas du tout la région, mais avait entendu parler de la Patagonie. L'objet de son voyage était d'analyser les points communs et les différences socio-culturelle et touristiques avec le Grand Nord canadien.

Les enquêtes de terrain révèlent que le phénomène est significatif dans la région d'Aysén. Les opérateurs suivants ont accueilli plusieurs volontaires sur des projets de développement local, de conservation ou de recherches participatives entre 2014 et 2017 : Conservación Patagonica à Cochrane (deux cent cinquante par an), parc Pichimawida près de Puerto Guadal (dix par an provenant de l'université Austral de Chile et de l'étranger), Reserva Añihue à

Raúl Marín Balmaceda (dix par an), Geo Sur Expediciones à Coyhaique (une vingtaine par an), Turismo Río Exploradores à Puerto Tranquilo (vingt-cinq par an et pour le compte de l'Université Católica de Santiago du Chili), Ecoturismo Patagonia Exploradores à Puerto Tranquilo (deux par an) ou encore Patagona Rafting à Coyhaique (deux par an). Dans le domaine du volontariat à la ferme (www.wwoofchile.cl), l'Ecocamping Laguna Esmeralda de Cochrane, évoque une quinzaine de volontaires par an, le gîte Bahía Catalina à Puerto Guadal deux par an et le Mirador del Río à la Junta, cinq par an.

Apprentis fermiers sur un potager bio à Puerto Guadal, région d'Aysén



(Bourlon, 2019)

2.7.2. Logiques d'actions et justifications sociales de la forme récréative

Les acteurs de la forme récréative veulent exister en voyageant. Leur logique d'action est celle d'une recherche d'altérité par le biais d'activités récréatives plus ou moins ludiques ou utiles. L'opinion des autres concernant leur voyage est structurante et conditionne le succès de leur expérience. Une croisière, l'ascension d'une montagne, la descente d'une rivière, les rencontres et la participation à la vie locale d'un autre pays, prennent du sens dans la mesure où leur caractère extraordinaire est reconnu par d'autres. Les visiteurs n'ont, en principe, pas d'ancrage territorial : ils prennent un transport, explorent ou voyagent en itinérance et réalisent leurs circuits et activités sportives en un temps donné, avant de poursuivre ailleurs leur quête d'altérité. Ils profitent parfois

d'opportunités de travail ou de partage, mais restent rarement pour s'intégrer à la vie locale. Il existe cependant trois variantes dans les logiques d'actions : socio-économique, socio-culturelle et éco-sociale.

La logique socio-économique est le fait des voyageurs à fort pouvoir d'achat : en groupes organisés, un tourisme de masse (les croisières) ou un tourisme spécialisé (les groupes à taille restreinte des opérateurs et agences). Dans la région, ce sont les clients des entreprises et opérateurs bien établis. Ils sont passifs, achetant un produit touristique tout compris, tel qu'un séjour en croisière ou à l'hôtel (Patagonia Connection et Loberias del Sur). Ils restent à la journée sur un site récréatif spécialisé, comme un centre de ski (El Fraile), ou font un voyage le long de la route australe avec des activités de marche et de découverte offert par l'un des opérateurs locaux. Une dose minimum d'immersion, avec un peu de camping si cela permet une découverte extraordinaire (Geo Sur et Patagonia Adventure Expeditions), est ajoutée dans le programme afin de marquer la différence avec la concurrence. La logique des voyageurs indépendants est socio-culturelle et anthropocentrique. On retrouve ici les familles chiliennes et argentines, les routards (chiliens, européens ou israéliens) et les voyageurs sportifs et aventuriers (cyclistes, montagnards, kayakiste, etc.). Des amis ou un événement enclenchent leur voyage : « on savait de la région d'Aysén grâce au mouvement Patagonie Sans Barrage, on voulait connaître avant qu'il ne soit trop tard...on est heureux de savoir maintenant que les projets ne se feront pas » (deux jeunes routards français). Ils ont leur projet en tête et sont frustrés lorsque les choses ne vont pas comme ils l'ont espéré (Gale, Bosak & Caplins, 2013). Christophe, un voyageur français venu de Nouvelle-Calédonie et rencontré sur le terrain en janvier 2017, résume la situation : « ici tout est possible, mais rien n'est sûr ». Après avoir voulu tout faire avec les moyens de transport locaux, il a dû se résigner à louer un 4x4 pour connaître la région. Ce groupe de voyageurs est majoritaire dans la région d'Aysén et leurs difficultés à voyager expliquent sans doute l'enquête de SERNATUR, réalisé en 2017, qui montre que seuls 39,2 % des voyageurs sont satisfaits de l'actuelle organisation du tourisme régional.

La troisième logique d'action peut être qualifiée de sociale et d'intégrée, anthropocentrique ou écologique. Elle est celle des voyages d'études, d'apprentissages et de rencontres « utiles ». C'est ainsi qu'une étudiante et un chercheur s'impliquent dans des projets du territoire, tout comme les volontaires venus travailler sur les projets ruraux, environnementaux ou sociaux décrits précédemment. Ces acteurs sont en général toujours satisfaits de leur expérience, car ils n'exigent rien, mais s'accommodent et cherchent à aider les acteurs locaux. C'est ce qu'exprime Thuy, une voyageuse des États-Unis ayant pris part à un programme de tourisme scientifique. Le projet pilote d'archéologie dans la Vallée du Rio Chacabuco en 2011, organisé par le Centre de Recherches CIEP et les opérateurs du regroupement Exploraysén et

Géo Sur Expediciones, nécessitait un travail pénible dans une zone aride et ventée. Malgré cela, partageant ses souvenirs de voyage, elle déclare : « je suis allée à l'île de Pâques après la Patagonie et j'ai été déçue parce que je n'avais pas le sentiment d'avoir vécu là quelque chose d'unique comme à Aysén » (Mao & Bourlon, 2016).

2.7.3. Modes de gestion dans le développement des projets touristiques récréatifs

L'organisation des projets touristiques résulte d'un choix initial individuel, libre, mais induit et construit sur la base d'imaginaires installés par d'autres (Staszak, 2004). Il s'agit d'une consommation de lieux (Urry, 1995) déclarés comme importants et placés au sein de la promotion touristique organisée par des services d'État et des entreprises privées ou partagées entre amis. Il s'agit d'acheter des services et prestations ludiques et récréatives pour son plaisir, les choix étant spontanés, mais leur organisation régulée par les moyens disponibles. Le programme est plus ou moins structuré ou spontané, voir anarchique et changeant selon les manières d'être et les capacités d'adaptations du voyageur. Le client d'un groupe organisé ou d'un programme de volontariat doit se satisfaire des choix imposés par un opérateur ou un organisateur local, mais le voyageur indépendant adapte son itinéraire selon les informations disponibles pour voir quelque chose de beau ou réaliser une activité qui relève du défi ou du jeu. Il s'agit de passer un bon moment et de créer des souvenirs à raconter en rentrant chez soi.

Les voyageurs en groupes organisés, ne parlant souvent pas l'espagnol, achètent une prestation à l'avance et s'inquiètent que le déroulement soit celui des termes accordés en amont. Ainsi, pour eux, « c'est le voyage d'une vie, pour lequel on a économisé » (un client de l'opérateur Andes Patagónicas de Coyhaique). Ils sont heureux de voir la nature et, si le temps le permet, les habitants : « Aysén c'est super, avec des rencontres authentiques, comme la señora Olga au fjord Steffen, quelle vie elle a! Maintenant on va aller voir le glacier Perrito Moreno en Argentine et les Torres del Paine ». Pour être satisfait, tout doit se dérouler selon un programme « d'aventures », mais bien organisé, qui répond aux attentes et sans surprises... Cependant, ils n'interagissent pratiquement pas, ou de manière superflue, avec les habitants durant la courte période du circuit. Ils doivent surtout « avoir vu les lieux les plus connus », dont ils pourront parler à leurs amis.

Les voyageurs indépendants cherchent sur internet, s'orientent comme ils peuvent et structurent leur voyage selon les lieux qu'ils veulent absolument voir, mais le détail se fait sur place. En demandant des précisions à d'autres, ils précisent leur itinéraire. C'est le cas d'un couple de Chiliens qui, ayant loué une voiture, ont suivi la route australe en faisant des arrêts sur les lieux les

plus connus qu'ils avaient identifié sur le site web <http://recorreaysen.cl> su service touristique d'Aysén : le glacier du parc Queulat, les Capillas de Marmol et le glacier Exploradores. Mais les informations obtenues « étaient très limitées... on a dû demander aux gens de la région de nous aider. C'était très utile, ils sont aimables et on a ainsi découvert des lieux merveilleux », selon deux voyageurs chiliens. Ils prennent des services et activités supplémentaires une fois sur place et font ce qu'ils peuvent. Une fois au village de Cerro Castillo, ils découvrent des routes secondaires, des lacs et forêts superbes pour marcher un peu. À Puerto Tranquilo, ils visitent les îles de calcaire de Capillas de Marmol, lieu incontournable pour eux, bien que sur-fréquenté. Ils vont dans la vallée des Explorateurs et vers la Laguna San Rafael en partant de petites « cabañas », sorte de chalets en zone rurale, au bord du Lac Carrera, qu'ils avaient identifiées sur Internet par le site www.airbnb.cl (selon le gîte rural de Puerto Guadal). Le temps manque souvent, alors ils projettent de revenir : « on ira faire du rafting sur le Río Baker mais on ne pense pas avoir le temps d'aller jusqu'à Tortel cette fois-ci : on reviendra » (deux voyageurs chiliens). Certains routards, comme les Français Sarah et Jérémie rencontrés en 2014 à Coyhaique, sont arrivés à Aysén parce qu'on leur a parlé de la région, décrite comme étant un endroit sauvage et à découvrir, alors qu'ils étaient en Argentine. Ayant obtenu des informations sur internet, ils ont pris le bus vers Bariloche, puis vers El Calafate pour voir le glacier Perito Moreno, avant de revenir à Chile Chico, Puerto Guadal, Puerto Tranquilo et Coyhaique : « d'ici, nous continuerons vers Puyuhuapi, Futaleufú et Bariloche ». En une quinzaine de jours, ils comptent parcourir une grande partie de la Patagonie chilienne et argentine.

Pour les jeunes routards israéliens, l'organisation du voyage est une décision personnelle qui repose sur des choix conditionnés par d'autres. Leur modalité de voyage est liée aux moyens disponibles : « on fait du stop et très attention avec notre budget... pour la moitié, c'est grâce au pécule de la fin de service militaire et le reste, ce sont des économies de notre travail avant le voyage » (les deux voyageurs israéliens). Elle est cependant structurée par des itinéraires habituels allant de la Bolivie au Pérou, vers l'Argentine puis le Chili (Szkutnicki, 2017). Nos deux voyageurs sont ainsi passés par Buenos Aires, Bariloche et Esquel en Argentine pour arriver au Chili par Futaleufú avant de poursuivre vers à Puyuhuapi et prendre le bus pour Coyhaique. « On est venus pour voir la route australe, mais on ne compte pas aller tout de suite vers Chile Chico... on veut aller à Tranquilo voir les îles de calcaire... on ne connaît pas bien les endroits, mais on nous a dit que la rivière Baker est très belle alors on ira voir avant d'aller en Argentine », racontent les deux jeunes Israéliens. Une fois à Chile Chico, ils passeront la frontière à Los Antiguos pour aller vers El Calafate pour « voir le glacier du Perito Moreno, puis Punta Arenas et de là, on retournera à Buenos Aires en bus, pour aller ensuite au Brésil à la fin du mois de janvier ». Une fois en route, ils récupèrent de nouvelles informations

sur les réseaux, mais aussi par d'autres routards comme eux : « on se passe des tuyaux les uns aux autres ». Des blogs (<https://he.chabad.org> ou <http://es.turismojudaico.com>) permettent aux voyageurs israéliens de s'informer des lieux amicaux ou des options pour économiser. Ils savent ainsi qu'à Coyhaique, le meilleur « spot » pour passer la nuit en campant sans payer est au bord de la rivière Simpson, au pied de la *Piedra del Indio* (un opérateur de Coyhaique). L'itinéraire global des voyageurs israéliens est cependant assez bien établi. Ce que l'on trouve sur internet montre l'existence de sources d'informations spécifiques : le site *Turismo judaico oriente* ainsi le voyageur vers des lieux en lien avec la « Diaspora juive du Chili (synagogues, centres communautaires, casernes de pompier *Bomba Israël*, centres culturels et sportifs, *Chabad Houses*) [structurant ainsi] un *backpacking* collectif et identitaire » (Szkutnicki, 2017). Cette modalité de voyage peut être plus structurée et on trouve ainsi « une agence en Argentine, *Oveja Negra*, [qui] s'occupe depuis 25 ans du tourisme israélien avec des groupes de quinze adultes... certains jeunes israéliens passent aussi par un opérateur du Chili » (un opérateur de Puerto Tranquilo). Il existe « des enclaves israéliennes à Santiago autour de différents centres ou attractions communautaires » (Luongo, 2011), à Pucón avec la présence d'une *Chabad House* (Anteby-Yemini, 2005) et à Puerto Natales en Patagonie où il existe des auberges et des hôtels tenus par des Israéliens, probablement motivés par la relative proximité avec le Parc National Torres del Paine » (Szkutnicki, 2017). Pour rejoindre Punta Arenas et Puerto Natales (Michel, 2015b), on passe par la *Carretera Austral* (Torres & Rojas, 2011) selon un rituel qui semble bien établi.

Les cyclistes parcourant la route australe sont d'autres voyageurs indépendants qui structurent leur séjour sur la base des infos disponibles sur les réseaux. Une fois l'idée du voyage établi, « je voulais voyager de manière active et pas uniquement dans des transports en avion ou bus pour connaître le pays d'où le vélo ! Et la Patagonie, je l'ai choisie, car c'est très naturel et le Chili est assez sûr » (une voyageuse suisse). Il s'agit de l'organiser selon les recommandations des connaisseurs et des informations précises que fournit le site spécialisé *iOverlander* (<http://ioverlander.com>). Mais pour cette cycliste suisse, « le projet c'était de partir à l'aventure et donc je n'avais rien lu avant, sauf des informations techniques sur le cyclisme ou des techniques pour ne pas faire d'impact (*Leave No Trace*) ». Pour elle, l'important c'est « l'autonomie, la liberté et la flexibilité que procure le vélo, ne pas dépendre des bus, choisir sa route, prendre des détours, fixer ses distances [...] et surtout sortir du quotidien et ralentir le rythme de vie ». La philosophie des voyages à vélo est ainsi une aventure, celle « de ne pas savoir où l'on va dormir » et d'auto-réalisation avec « le défi mental et physique de rouler à vélo sur la *Carretera Austral*, du fait du climat, des pistes et de l'isolement ». Comme pour les jeunes Israéliens, il s'agit de partager des informations entre

voyageurs, mais avec une volonté d'entrer en contact avec les autres. Pour elle « l'interaction sociale avec d'autres cyclistes et les habitants c'était très important ». Elle avait « la croyance que d'aller en vélo est moins invasif vis-à-vis des habitants » et en effet, « l'amabilité des gens m'a surprise et c'était vraiment super ! Peut-être que leur générosité était due au fait que nous étions semblables aux *troperos* [les *gauchos* ou cowboys patagons], avec la même fragilité face aux adversités du climat. [...] J'ai beaucoup appris des locaux en restant chez eux, ils sont discrets, mais il faut être patient, quand on est en confiance ils sont très curieux, c'est mystérieux pour eux le cyclo-tourisme, ils posent beaucoup de questions... ensuite ils nous racontent pleins de choses et veulent beaucoup parler, surtout dans la pampa où ils sont très isolés... alors comme ils sont généreux on essaye de donner, mais on n'emporte pas beaucoup, alors on achète des produits de la ferme ». Le voyageur indépendant peut donc s'immerger dans les dynamiques locales le temps d'une journée.

Les voyageurs « intégrés » à un programme social ou environnemental ont construit leur projet en amont, ils ont choisi de venir participer à un projet qui a du sens à leurs yeux. Ils décident seuls et s'engagent pour faire un apport ou donner un sens à leur séjour. Dans ce tourisme intégré à des dynamiques régionales, l'acteur cherche à apprendre et à découvrir par lui-même des lieux d'importance pour des projets collectifs, de recherche et de développement local. Ce tourisme peut être catalogué de voyage d'étude, d'apprentissage et de rencontres culturelles. Ainsi, une jeune Française est en voyage d'apprentissage et de rencontre dans la région d'Aysén. Elle s'organise sur la base des réseaux de contacts complétés par des informations disponibles sur internet. Elle est arrivée à la région d'Aysén grâce aux informations fournies par des amis qui lui ont évoqué le projet du parc Patagonia qui « pouvait accueillir des volontaires sur le programme d'aménagement » (<http://www.conservacionpatagonica.org>) pour l'élimination des plantes exotiques introduites par le bétail et le travail de production agricole. Elle fait part de son enthousiasme : « il y avait des gens super qui font un beau boulot de cultures en bio » et s'intègre entièrement au projet pendant un mois, projetant même d'y revenir. Elle est aussi déçue lorsque son apport n'est pas entier sur son deuxième projet, un stage professionnel : « j'espérais apporter quelque chose à Miriam et Tamara [des entrepreneuses], mais elles n'ont pas pu être disponibles, elles avaient beaucoup de choses à faire en fin de saison et n'ont pas perçu comme assez important le projet que je voulais développer, mais si cela sert à renforcer le tourisme scientifique c'est bien, et le séjour ici chez des gens adorables est un bon souvenir ». Cette étudiante aimerait revenir éventuellement travailler sur d'autres projets de tourisme rural et appliquer des idées entrevues en Patagonie au camping de ses parents en Ardèche. C'est aussi le cas d'un voyageur canadien dont le circuit est organisé à travers un centre de recherches local, mais en fonction des intérêts académiques définis en amont. Il s'agit pour lui de connaître des activités associant la science et le

tourisme. Comme lui, de nombreux chercheurs nationaux et étrangers, toutes thématiques scientifiques confondues, viennent de plus en plus à la région, notamment depuis une quinzaine d'années avec la création du centre de recherches CIEP. Cette tradition de voyages de recherche, qui remonte à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, alliant « la curiosité des scientifiques et des alpinistes, appuyée sur les intérêts stratégiques [qui] se port[aient] vers les hautes terres de l'Himalaya » (Sacareau, 2017) perdure vers d'autres « terra incognita » comme la Patagonie (Mao & Bourlon, 2016 ; Heim, 2009).

Les chercheurs - explorateurs parcourent cette région méconnue pour connaître ses forêts, ses deux calottes glaciaires, ses nombreux lacs et ses dédales de fjords, par opposition aux prairies arides d'Argentine. Des fonds de recherches, de mobilités et d'échanges scientifiques, nationaux et internationaux, facilitent ce tourisme de recherche. Comme nous l'évoquerons dans la partie 3 de l'ouvrage et à propos du tourisme scientifique, le Congrès d'Archéologie *Jornadas de Arqueología de la Patagonia* en novembre 2014, en est un autre exemple qui a attiré plus de cent cinquante chercheurs. Le voyage du professeur est basé sur une curiosité de grand voyageur, mais a pour but de comparer le Canada et la Patagonie pour savoir si des similitudes existent « dans la mesure où ce sont des territoires mythiques et souvent uniques, où certains phénomènes naturels, et même culturels, sont mis en exergue : les changements climatiques, l'impact de grands projets comme ceux liés à l'hydroélectricité et aux mines, la localisation extrême des terres et des océans, la rareté des routes, la distance avec les zones émettrices de voyageurs, la vulnérabilité des écosystèmes, le rôle important des explorateurs et des premières nations, la proximité des pôles » (une note dans la presse locale du chercheur du Canada). La logique du voyage dépend du but, mais reprend les itinéraires communs à de nombreux voyageurs : descendre la route australe et faire le tour du Lac General Carrera afin de voir des initiatives locales de tourisme scientifique. Cependant, d'autres séjours sont programmés afin d'approfondir les études de cas ou d'élargir la vision des enjeux sur le territoire ou les régions voisines. La démarche d'ensemble est touristique, mais intégratrice puisqu'il s'agit de prolonger ensuite des liens entre le visiteur et les acteurs du territoire.

2.7.4. Rationalité de l'action touristique récréative, matérialités et publics

Les principes qui caractérisent la forme récréative se caractérisent par la liberté de choisir et d'agir pendant une période de vacances de manière plus ou moins floue, désorganisée ou transgressive. Les pratiques sont sociales, ludiques, sportives et de découverte de soi-même et des autres. Les touristes sont influencés par leurs prédécesseurs, plus ou moins branchés sur une

thématique culturelle ou sportive. Mais ils sont parfois des explorateurs et des acteurs qui s'investissent dans une démarche ayant un sens ou une valeur personnelle ou collective. Leurs lieux de prédilection sont les routes et l'itinéraire conduit d'un lieu urbanisé à un autre ou vers des espaces de nature non aménagés : le *spot* ou le *wild* pour les explorateurs et aventuriers.

Les motivations principales des touristes se rendant dans la région d'Aysén tournent autour de la découverte de la nature. Une enquête de la CORFO (2015) montre que pour les Chiliens et les Argentins, les attributs touristiques d'Aysén sont « la nature, les glaciers, le paysage, la Laguna San Rafael, la *Carretera Austral* et le Lac Carrera », mais les contraintes sont « l'accessibilité, la méconnaissance du territoire, les villes, l'aéroport de Balmaceda, Coyhaique et les prix » (CORFO, 2015). Pour la majorité, le défi est de surmonter les déficiences des infrastructures et la difficile route australe pour atteindre des lieux de grande beauté naturelle. C'est ce qu'exprime aussi notre cycliste suisse : « en tant que cycliste, le charme c'est la piste et non une route goudronnée », mais elle remarque que les itinéraires sont très mal indiqués, la route dangereuse avec des voitures qui roulent très vite et beaucoup de poussière ainsi que de pollution, les poubelles sur les bas-côtés des routes et dans les cours d'eau. En somme, le défi est de faire la route et de s'immerger dans la nature : « j'ai trouvé la nature comme je m'y attendais, mais avec beaucoup de pollution quand même, de l'eau surtout ».

Toutes les enquêtes montrent que les visiteurs viennent voir la nature, la *Carretera Austral* et les lieux emblématiques que sont le glacier du Queulat, le Lac Carrera et les Capillas de Marmol, la vallée Exploradores pour ses glaciers et les fjords de Patagonie. Les villes ne sont pas mises en avant, hormis les villages de Tortel et de Puyuhuapi (CORFO, 2015).

La rationalité du voyage des groupes organisés est de voir et de photographier les lieux les plus connus, accompagnés par un guide qui leur raconte l'histoire des lieux. La croisière, le bus et le bateau permettent de réaliser un circuit cohérent dans un laps de temps minimum de 5 à 6 jours en moyenne : le tour du Lac Carrera, par exemple, ou le circuit qui part de l'aéroport de Balmaceda vers Puerto Aysén pour une navigation dans les fjords afin de voir un glacier, qui est l'autre option la plus fréquente. Ce voyage en Aysén fait suite à un séjour plus au nord dans la région des Lacs ou se poursuit vers l'Argentine et les hauts lieux que sont le glacier Perito Moreno et les Torres del Paine, de retour au Chili. De nombreux autres voyageurs indépendants et routards réalisent finalement des itinéraires très semblables. Pour les deux Chiliens enquêtés, s'ajoutent des escapades proches de la route australe vers des recoins moins connus, grâce à leur véhicule et une plus grande liberté d'action. Les routards faisant du stop ou prenant les bus locaux sont contraints de suivre la route de majeure circulation et de descendre là où le bus peut les laisser et éventuellement les reprendre. Le facteur temps diffère cependant : pour un

routard, le passage par Aysén peut durer 10 jours, avant de prolonger son voyage pour plusieurs semaines vers l'Argentine et la région de Magallanes au Chili, pour enfin atteindre Ushuaia.

La promotion récente de SERNATUR (avec l'aide d'autres organismes associés : la CORFO, le CIEP ou INDAP) et la compagnie de location Hertz reprennent ces lieux pour structurer des logiques de circuit tout en invitant à sortir de la route australe. On apprécie sur les plaquettes (illustration n°26) l'invitation à marcher dans un parc, à découvrir une zone rurale et les fjords les plus sauvages. Ce tourisme hors des sentiers battus reste marginal par manque de marquage clair sur le terrain et du fait des coûts élevés des prestations individualisées qu'ils impliquent.

Pour les voyageurs indépendants, il s'agit de réaliser un circuit sur le même format que les groupes organisés, mais agrémenté de sites de marche à pied comme à Cerro Castillo ou au parc Patagonia et, sur recommandation locale, de visites des fermes, de descente en rafting sur le Río Baker avant d'atteindre le bout la route australe à Tortel (les deux touristes chiliens). Pour d'autres, il s'agit de relever un défi, un effort physique à vélo par exemple, mais suivant un itinéraire tout aussi défini : la route australe du nord au sud sans aucune variante possible, à exception du tronçon Chile Chico - Guadal. Les cyclistes arrivent à la région d'Aysén depuis El Calafate et le petit poste-frontière de Candelario Mansilla sur la commune de Villa O'Higgins et remontent ensuite toute la route australe, en passant par Cochrane, Puerto Tranquilo, Coyhaique et Puyuhuapi pour rejoindre Futaleufú et poursuivre vers l'Argentine.

Pour les voyageurs intégrés à des dynamiques locales, il s'agit avant tout de réaliser son projet sur un site bien défini. Le travail d'éco-volontariat se réalise dans un parc ou une zone rurale. Pour notre étudiante française, il s'agit du parc Patagonia dans la vallée du Río Chacabuco et sur la commune de Cochrane. Elle complète son séjour par un stage au centre de recherches CIEP où elle formule deux initiatives de développement rural. Elle visite des acteurs et entrepreneurs alternatifs de Puerto Tranquilo et de Puerto Guadal. Une fois son travail d'éco-volontariat terminé, elle voyage plus au sud, pour découvrir le Parc National Torres del Paine. Durant son stage, elle visite Coyhaique, Puerto Tranquilo, Puerto Guadal et Tortel. Une fois son séjour terminé, elle reprend la route australe vers le nord avant de s'embarquer sur le ferry pour rejoindre Puerto Montt dans la région de Los Lagos et Santiago du Chili (l'étudiante française). Pour le chercheur canadien, la logique spatiale est semblable : après un bref séjour à Coyhaique, il parcourt la route australe et contourne le Lac Carrera. Pour d'autres chercheurs ou explorateurs, la découverte de lieux plus reculés est possible, car ils disposent de moyens logistiques plus conséquents. Ils vont là où le sujet d'étude le requiert, vers le littoral par exemple (l'expédition de tourisme scientifique à l'Isthme de Ofqui, CIEP, 2014). Ces voyageurs - chercheurs se rendent dans des lieux plus

reculés, car ils ont « une mission qui le justifie » (le chercheur du Canada). Cette logique spatiale se retrouve avec la *Northern Outdoor Leadership School* (NOLS) qui organise des voyages en groupes de quinze personnes pour une formation à l'*outdoor* et la survie en *wilderness*. Quelques centaines d'élèves par an partent à la découverte des bordures des *Campos de Hielos Patagónicos*, des fjords et des massifs montagneux les plus reculés de la région, durant des stages d'une durée de trois semaines à trois mois. Ces lieux touristiques « découverts » par ces explorateurs sont plus diffus et ne constituent pas d'emblée des attractifs touristiques, car ils sont rarement associés à un support visuel clair (un sommet, un glacier) et souvent difficilement accessible (absence de routes), même s'ils participent à la construction de l'imaginaire de la destination. Une fois découvert et décrit, un lieu peut devenir un haut lieu de pratique récréative spécialisée. Une fois un itinéraire d'accès établi, il devient éventuellement un site de séjours pour des voyageurs indépendants et finalement, si des infrastructures y sont associées, peut bénéficier du titre de lieu touristique remarquable.

Dans son étude du tourisme régional, CORFO (2015) précise les sites d'importance selon une méthodologie basée sur des opinions d'experts et d'opérateurs. Notre travail (tableau 28) considère les lieux mentionnés spécifiquement par des visiteurs et confirme l'importance de ceux où les flux ont été mesurés (par la CONAF principalement), mais infirme d'autres comme le Parc National Isla Magdalena (sur la commune de Río Cisnes), le village de Mañihuales (qui est un passage obligé sur la route australe, mais non une destination), la Réserve Dos Lagunas (commune de Coyhaique), la Réserve Jeinimeni (commune de Chile Chico), le Mont San Lorenzo (commune de Cochrane), les glaciers Steffen ou Montt (commune de Tortel) et les événements culturels dans les villages (dont aucun n'a fait mention). Ceci ne signifie pas que ces lieux ne reçoivent pas de visiteurs, mais qu'ils ont moins marquants pour les touristes. En revanche, les hauts lieux du tourisme d'Aysén sont effectivement le parc national et le glacier du Queulat associé au village de Puyuhuapi, le Monument Naturel Capillas de Marmol et le village de Puerto Tranquilo, la Laguna San Rafael (depuis Puerto Aysén ou Puerto Tranquilo), le glacier des Explorateurs, la rivière Baker avec le parc Patagonia ainsi que le village de Tortel. Ils sont tous des lieux naturels remarquables, deux sont des villages touristiques (Tortel et Puyuhuapi) et deux autres permettent des marches courtes (Queulat et parc Patagonia).

En second lieu sont mis en avant les sites de la Réserve Nationale de Coyhaique et ses zones rurales proches, la Réserve Nationale de Cerro Castillo, la ville frontalière de Chile Chico et le village de Cochrane comme lieu de passage, tout comme celui de Villa O'Higgins pour des visiteurs en route vers le Fitz Roy et El Chaltén en Argentine. Ils sont tous des lieux de passage obligé sur la *Carretera Austral*, deux sites sont des réserves où l'on

peut faire de la marche (proche de Coyhaique et Villa Cerro Castillo) alors que les autres ont un attrait culturel associé au monde rural.

Ce bref croisement d'informations permet de montrer l'importance de l'aménagement touristique en fonction de la demande existante. Avant de créer de nouveaux sites et de faire la promotion de lieux peu accessibles, il semble important d'organiser la promotion de la destination en ayant clarifié les informations essentielles nécessaires à tous les voyageurs, celles que la majorité dit avoir eu du mal à obtenir. Certaines différences entre lieux touristiques incontestables où des flux sont mesurés et des sites considérés comme remarquables par les opérateurs et les services d'État mettent en évidence une logique de développement guidée par l'offre et non par la demande existante (Pearce & al., 2016). Or, s'il est bon de se différencier dans l'offre pour que le système grandisse de manière équilibrée, la demande existante doit d'abord être gérée de manière adéquate.

À partir des données du tableau suivant, les lieux touristiques, associés à des activités récréatives mises en avant par les visiteurs et les opérateurs rencontrés, peuvent être spatialisés sur une carte (ci-après). Au nord, dans le secteur de la ville de Chaiten et du parc Pumalin, dans la province de Palena et la région de Los Lagos, un flux important de touristes est constaté : plus de 20 000 visiteurs selon les informations fournies par la fondation Conservation Patagonica et plus de 76 000 entrées d'étrangers au poste frontière de Futaleufú (SERNATUR, 2014). L'attrait du secteur repose sur un espace rural aménagé aux paysages volcaniques proposant des sites de marche.

Les voyageurs rejoignent alors la *Carretera Austral (Ruta 7)* et arrivent à la région d'Aysén au niveau du village de La Junta et de la Zone touristiques de Palena-Queulat, pour y découvrir une nature exubérante, le village de Puyuhuapi et le glacier du Queulat qui recevait plus de 18 000 visiteurs en 2014 et plus de 30 000 en 2016 (SERNATUR, 2017). Ils poursuivent vers Coyhaique en traversant le parc Queulat, sans bifurquer vers Puerto Cisnes à trente kilomètres de la *Carretera Austral*, mais en passant par le village de Mañihuales. À Coyhaique, ce flux s'ajoute à celui provenant des postes-frontière proches (plus de 55 000 visiteurs) et, surtout, à celui des arrivées aériennes de l'aéroport de Balmaceda (plus de 200 000 visiteurs selon SERNATUR, 2014). De Coyhaique, les voyageurs poursuivent vers la réserve et le village de Cerro Castillo sur une partie de la route australe goudronnée, section qui reçoit le plus grand nombre de touristes. Certains restent à Villa Cerro Castillo pour une découverte du secteur rural, une randonnée équestre ou un bivouac dans les forêts de la Réserve Nationale. De là, il est possible de poursuivre vers Chile Chico et l'Argentine ou de continuer sur la *Carretera Austral* vers Puerto Tranquilo. C'est ce deuxième itinéraire qu'empruntent les quelque 60 000 personnes qui vont vers la zone touristique de Chelenko - Lago Carrera et le Monument Naturel des Capillas de Marmol.

Tableau 22. Les sites d'importance touristique identifiés pour la forme récréative entre 2014 et 2017

Nom du site touristique (en gras : hauts lieux de CORFO, 2015)	Zone touristique	Visiteurs (2014)	Activités principales	Lieux de pratiques identifiés par les enquêtes
Village de Raúl Marin Balmaceda	Palena Queulat	200 (app.)	Nature, faune	Plage et forêt du littoral
Río Palena - Termas El Sauce	Palena Queulat	200 (app.)	Sport	Camping et piscines thermales
Village de Puyuhuapi et fêtes	Palena Queulat	-	Culture	Lieu de passage, la fête une fois par an
Parc National et glacier Queulat	Palena Queulat	18 012	Nature, trek	Lieu de passage obligé, trek de 2h
Puerto Cisnes - fête traditionnelle	Palena Queulat	-	Culture, faune	Port de transit et navigations fjords
R.N. Simpson	Coyhaique	8 213	Nature	Visites de touristes des croisières
Réserve Coyhaique	Coyhaique	21 670	Nature	Marche à pied dans la Réserve
R.N. Cerro Castillo et fête traditionnelle	Chelenko	2 123	Culture, sport	Lieu de passage, randonnée équestre
Ville de Chile Chico	Chelenko	120 000	Services	Lieu de Passage vers l'Argentine
Reserve Jeinimeni (Chile Chico)	Chelenko	2 430	Nature et sport	Marches, trek et pêche
Monument Capillas de Marmol	Chelenko	50 000 (ap)	Nature	Balade en bateau de 40mn.
Glacier Laguna San Rafael et fjords		15 000 (mer)	Nature	Navigation depuis Puerto Aysén
Parc San Rafael, Valle Exploradores.		5 200	Nature et sport	Rando glacière et mirador sur glacier
Parc Laguna San Rafael, B. Exploradores		1944 (terre)	Nature	Navigation pour la journée
Parc Patagonia (Valle Chacabuco)	Los Glaciares	10 000 (app.)	Nature	Écovolontariat, trek & observation faune
Río Baker et Lago Bertrand y Plomo	Los Glaciares	300 (app.)	Nature	Descente en raft 3h, Trek, pêche
Village Cochrane et RN. Tamango	Los Glaciares	2314	Services	Culture, pêche, observation faune
Mont San Lorenzo	Los Glaciares	200 (app.)	Sport	Trek et montagne
Caleta Tortel , Isla de Muertos Gl. Montt	Los Glaciares	14 000 (app.)	Nature	Balades sur passerelles, Navigations
Villa O'Higgins, Lac et Campos de Hielo	Los Glaciares	1500 (app.)	Nature	Navigation glacier, traversée argentine

(Bourlon, 2018, sources : CONAF 2014 ; CORFO 2015)

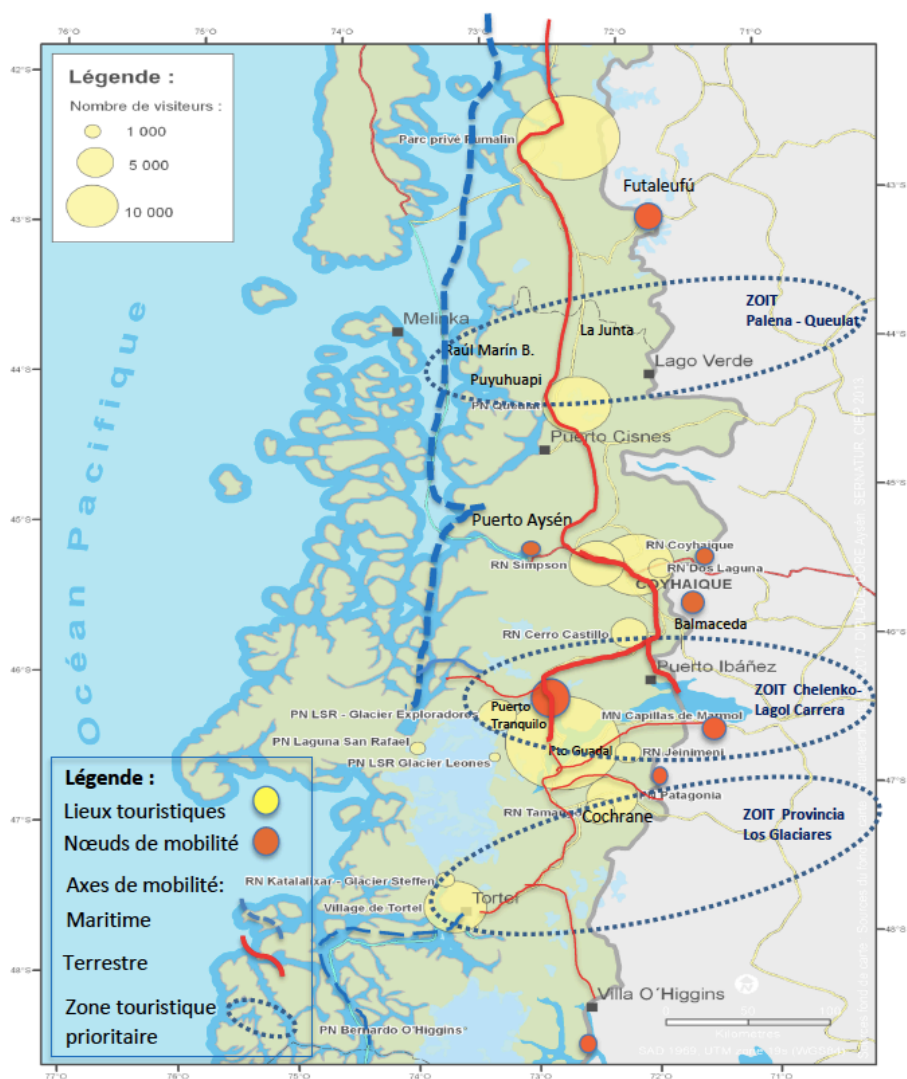
Ceux allant à Chile Chico peuvent traverser la frontière au poste de Palavicini (4 600 étrangers en 2014) ou emprunter le ferry à Puerto Ibáñez avant de passer en Argentine au poste-frontière de Jeinimeni (environ 120 000 voyageurs étrangers en 2014). Depuis la ville de Chile Chico, il est possible de découvrir la vie rurale au bord du lac ou faire de la randonnée dans la Réserve Jeinimeni (2 430 visiteurs en 2014), dont un sentier mène au nouveau Parc Patagonia (commune de Cochrane).

Depuis les ports lacustres de Tranquilo, Guadal et Bertrand, les plus aventuriers tentent des excursions montagnardes vers le *Campos de Hielos Patagónicos Norte* par trois secteurs : la vallée Exploradores, la vallée du Río Leones ou par le lac Plomo et le Río Soler. Ils sont environ 5 200 par an à aller vers le glacier Exploradores et quelques dizaines à tenter de marcher sur la calotte glaciaire du Parc National Laguna San Rafael.

Un peu avant d'arriver à Cochrane, on entre dans la zone touristique récemment créée de Provincia Los Glaciares. Le secteur est éminemment rural, le parc Patagonia créé sur les terres de l'Estancia Valle Chacabuco attirerait presque 10 000 visiteurs selon la fondation des Tompkins. À partir de là, il est possible de découvrir la Réserve Tamango (environ 2 400 visiteurs par an) et sa population de daims endémiques. Une autre option est de faire une randonnée de 2 jours vers le camp de base du Mont San Lorenzo ou de 7 jours vers les *Campos de Hielos Patagónicos Norte*, à travers l'unique opérateur, Patagonia Adventure Expedition. Ils sont environ 300 à réaliser cette excursion nommée *Aysén Glaciar Trail*.

En continuant vers le sud et en longeant le majestueux Río Baker, les visiteurs ne s'arrêtent pratiquement pas avant d'atteindre le village de Tortel. Ce port de bucherons à l'embouchure du Río Baker, aurait reçu 14 000 visiteurs en 2014. Plus à l'ouest, ce sont les fjords de l'Océan Pacifique, le Golf de Penas et les glaciers Steffens (*Campos de Hielos Patagónicos Norte*) et Jorge Montt (*Campos de Hielos Patagónicos Sur*). Pas plus de quelques centaines de touristes naviguent chaque année vers l'un des deux glaciers selon les trois bateliers rencontrés. Depuis l'installation d'un ferry vers Puerto Natales dans la région de Magallanes, 50 à 100 résidents et touristes naviguent dans les fjords une fois par semaine selon la municipalité. En quittant Tortel pour prolonger vers le sud le périple sur la route australe, on passe par le site de conservation Laguna Caiquenes, animé par l'association Aumen et on emprunte un ferry à Puerto Yungay pour atteindre la bourgade de Villa O'Higgins. De là, quelque 1 500 personnes navigueraient sur le lac et environ 800 auraient traversé la frontière vers l'Argentine au poste-frontière de Candelario Mansilla en 2014.

Carte 14. Spatialisation de la forme récréative de la région d'Aysén en 2014



(Bourlon, 2018)

Nous avons décrit le système touristique du point de vue des visiteurs et montré sa logique principale qui consiste à suivre la route australe (carte suivante). Il existe quatre secteurs d'importance significative : Queulat, Capillas de Marmol, Exploradores et Tortel qui attirent les familles chiliennes et argentines. Il est possible que le développement du parc Patagonia change la donne, mais il n'est pas encore fonctionnel pour le tourisme, la priorité étant actuellement la conservation. D'autres secteurs pourraient être développés, mais tous les terrains de vallées permettant l'accès aux glaciers et aires

protégées d'importance ont été cédés par l'État aux colons, qui les ont revendus à des privés voulant spéculer sur des terres ayant un potentiel touristique ou une importance écologique.

2.7.5. Incidence territoriale de la forme de développement récréative

« Les choses changent... maintenant les gens demandent s'il y a du wi-fi avant de dire bonjour ! » (Noel Vida, 2015)

Le tourisme est émergent dans la région d'Aysén et la forme de développement récréative a une importance encore limitée. Initiée au début des années 1980 par les demandes exogènes de la pêche à la mouche, de l'alpinisme et des routards étrangers, la forme récréative est maintenant le fait de Chiliens venus des grandes villes du nord et d'Argentins (97,5 % selon SERNATUR, 2017) voyageant en famille et en couple. Leur perception de la région peut être résumée par les impressions d'un couple voyageur indépendant de jeunes médecins chiliens : « la région est très belle et les gens très accueillants [...], mais les routes sont dangereuses et cela reste une aventure de venir ici [...]. Les informations sont très peu claires pour voyager, bien manger, faire des activités et de la marche comme on aime », selon deux jeunes voyageurs chiliens. Ils ont une conscience plus ou moins importante des enjeux sociaux et environnementaux : « on est aussi très inquiets des impacts sur cette merveilleuse nature. On a découvert la région d'Aysén grâce aux reportages et au mouvement "Patagonie Sans Barrage", cela nous a fait prendre conscience qu'on devait venir la connaître ». Ils ont tellement aimé l'endroit qu'ils rêvent de revenir y vivre : « on s'imaginerait bien venir travailler dans la région, peut-être, un jour, si on trouve un bon travail. »

Les attentes de nombreux autres voyageurs indépendants semblent similaires, qu'ils soient chiliens ou étrangers : une information simple et concrète qui leur permet de structurer leur voyage et un accueil local amical qui leur permet d'être à l'aise et de faire des activités complémentaires au seul voyage le long de la route australe. Les voyages en groupe organisés restent encore limités et représentent environ 25 % des visiteurs selon SERNATUR. Ceci est confirmé par les enquêtes auprès des douze plus importants opérateurs de la région rencontrés et qui gèrent chacun environ une centaine de voyageurs par an. Ceci représente entre 1 000 et 2 000 voyageurs, soit moins de 1 % du total régional estimé à environ 200 000 par SERNATUR (2014). Cette forme de tourisme est cependant importante, car elle structure le paysage touristique en organisant des itinéraires et pratiques souhaités par une clientèle étrangère et aisée. Ces touristes s'adaptent à l'offre qu'on leur vend, à savoir des programmes organisés par des spécialistes qui peuvent résoudre les difficultés

des déplacements et du logement et s'attendent à vivre une aventure dans un confort relatif.

Les routards sont certainement la deuxième grande catégorie de voyageurs parcourant la région d'Aysén. Les plus emblématiques sont les *backpackers* israéliens. Leur incidence semble forte d'après (Muñoz & Torres, 2010 ; Torres & Rojas, 2011 et Michel, 2015b) et à la lecture des commentaires sur les blogs. Beaucoup de voyageurs et habitants sont méfiants et critiques en raison de certains comportements communautaristes et de négociants. On leur prête des mauvaises intentions et des « attitudes déviantes [incendies provoqués par négligence, quitter un hébergement sans effectuer le paiement] et peu respectueuses des autres » (Szkutnicki, 2017). Ils choisissent des lieux où ils peuvent se retrouver et dépenser le moins possible. Aucun effort étatique ne semble avoir été fait pour répondre à cette demande ou canaliser ce flux qui représente 1,3 % des voyageurs étrangers (SERNATUR, 2013). Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls routards. Les Chiliens semblent bien plus nombreux et les autres étrangers tout aussi importants. C'est par exemple le cas des cyclistes, dont les comportements semblent bien acceptés par la communauté. Une voyageuse suisse déclare, avec un sourire : « notre impact est moindre que celui des *mochileros*, car eux, ils profitent des locaux, ils font du stop..., on n'abuse pas tant, nous ! » Leur approche se veut plus écologique et responsable : « pour moi, le futur ce serait le *Slow Tourism*, des voyages où on est immergés, on prend son temps, c'est ça le futur du tourisme... et aussi plus local, où on prend en compte le changement climatique, on prend moins l'avion... c'est possible en Europe, mais ici... le voyage lointain ce n'est pas très bien écologiquement. » Ce groupe de voyageurs ne bénéficie pas non plus d'une attention particulière dans les politiques publiques de gestion touristique. À ce tourisme à vélo doivent s'ajouter les montagnards et autres sportifs voulant défier la nature patagonne. Ceci a été compris par certains opérateurs locaux qui ont commencé à organiser des événements sportifs. Le *Desafío Aysén* reçoit ainsi chaque année quelque 250 amateurs de raids à vélo, en kayak, à pied ou en raquette (sur la version hivernale).

Le dernier groupe d'acteurs du tourisme est celui des voyageurs « engagés » et en mission. Ils peuvent venir seuls ou en petits groupes et cherchent à participer à des projets collectifs ou à des initiatives écologiques socialement importantes. C'est le cas d'une étudiante française venue offrir ses connaissances en agronomie au parc Patagonia ou à des acteurs locaux voulant développer de nouvelles initiatives. Pour elle, les contraintes matérielles et logistiques sont peu importantes tant qu'elle peut aider et participer réellement à un projet. La rude vie à la campagne ou sur un chantier d'archéologie est une expérience de vie unique. Le professeur canadien arrive dans un état d'esprit similaire, il vient pour collaborer, comprendre et partager son expérience. Son regard frais permet de mettre en évidence des facteurs importants pour un développement touristique harmonieux. Ils nous montrent

ainsi qu'il y a « peu de faune sauvage visible [...] et peu de présence des peuples premiers ou de pratiques ancestrales, comme la chasse ». Ces appréciations sont des faits qui permettent aux acteurs locaux de se situer dans le monde ouvert du voyage et du tourisme. Il constate qu'entre Aysén et le Québec « il existe finalement des différences importantes qui distinguent les deux territoires. La présence autochtone par exemple est bien réelle et observable au nord des Amériques, alors qu'elle est beaucoup plus discrète au sud. Les modes d'occupation du territoire aussi sont différents. Un exemple évident est l'absence totale de bétail dans le Nord du Québec, alors qu'il est omniprésent au Chili, même dans le Sud. Ceci explique peut-être que la chasse est un mode de vie et de subsistance valorisé au Nord alors que ce n'est pas du tout le cas au Sud » (propos extrait d'une note de voyage dans le journal régional *el Diario de Aysén*). Pour lui, il existe un besoin de mettre en valeur « l'identité locale, régionale et même nationale [de] sensibiliser toutes les parties prenantes à certaines réalités environnementales et culturelles significatives et [de] favoriser différentes formes de communication ».

Sur le territoire d'Aysén, la forme de développement récréative a de nombreuses expressions que l'on peut schématiquement catégoriser en trois variantes (tableau suivant) ; (1) de « masse » (en groupe, en famille entre amis ou participants d'un programme d'agence), (2) « indépendante » (ou libertaire, celle des routards, sportifs ou voyageurs autonomes) et (3) « intégrée » (des visiteurs en séjours à la ferme, en écovolontariat). La variante de la forme récréative de masse ou en groupe a une vision progressiste de l'usage de la nature, il s'agit de l'aménager pour les pratiques et besoins récréatifs. Elle est le fait d'acteurs exogènes conduits par la consommation de paysages et de lieux (Urry, 1995). Elle exige des informations claires ou des offres touristiques qui permettent aux touristes de faire le voyage de leurs rêves. Elle est la variante préférée des services publics et techniciens du tourisme, car elle est organisée par des acteurs et entreprises que l'on peut aider à favoriser l'arrivée des touristes. Les moyens mis en œuvre par ses acteurs sont importants, car il faut payer les services d'opérateurs et des infrastructures touristiques de qualité.

La variante récréative « indépendante » est associée à une dynamique relativement spontanée et le fait de voyageurs qui cherchent de nouveaux lieux à découvrir, ou réaliser leurs pratiques favorites (pêche, vélo, montagne). Leur vision des usages de la nature est anthropocentrique, elle doit satisfaire des besoins hédonistes. Ces visiteurs sont étrangers au territoire, ils ne font que passer quelques jours et la logique sous-jacente est sociale, il s'agit de voir des lieux dont d'autres parlent. Leurs moyens pour réaliser leur voyage sont plus faibles, mais ils n'hésitent pas à « se faire plaisir » en se payant une activité hors norme ou un bon hôtel de temps en temps.

Tableau 23. Les variantes de la forme de développement récréative à Aysén

Variantes de la forme récréative	Représentation sociale de la nature	Mode de mise en œuvre	Logique dominante	Moyens mis en œuvre
De masse (groupes)	Progressistes	Exogène	Socio-économique	Importants
Indépendant (routards)	Anthropocentrique	Exogène	Sociale	Faibles à moyens
Intégrée (séjours)	Écolo-anthropocentrique	Endo-exogène	Écolo-sociale	Faibles

(Bourlon, 2018)

Leur impact social peut être fort. C'est le cas des regroupements festifs des routards chiliens dans les campings ou celui du communautarisme israélien mal vécu par les locaux. Les exigences associées à la pratique recherchée, l'aménagement de sentiers de randonnée ou de sites d'escalades par exemple, sont la cause de tensions. Enfin, la forme récréative « intégrée » est le fait de voyageurs se donnant le temps de rester sur le territoire. Leurs préoccupations sont sociales, prônant la protection de l'environnement et l'implication dans des actions de développement local tel que des projets associatifs apportant un bénéfice au territoire. Les moyens investis pour leur voyage sont faibles, mais sur des durées plus longues. Leur usage de la nature est plus écologique, mais reste anthropocentrique pour la majorité ; il s'agit de découvrir le monde en se faisant plaisir. L'incidence socio-économique n'est donc pas négligeable et l'impact socio-culturelle et environnemental de ce tourisme est moindre, car les acteurs locaux peuvent fixer les cadres des rencontres que les visiteurs acceptent généralement. Ils s'adaptent aux réalités locales et n'exigent pas de changements dans les modes de vie qui ne soient pas au profit des habitants.

II.3. Existence et spécificités des formes de développement touristique d'un confin touristique de nature

L'analyse du cas de la région d'Aysén confirme la présence de sept formes de développement touristique. Nous avons montré la pertinence de l'outil proposé : il permet de décrire la réalité territoriale et de spatialiser les jeux d'acteurs. Une description précise des formes (tableau suivant) montre des tendances et des spécificités. Ceci est logique dans la mesure où chaque territoire est socialement, historiquement et culturellement unique. Comme nous l'avons montré dans chacune des descriptions des formes de développement, ces dernières sont régies par des acteurs qui partagent des valeurs et des principes supérieurs communs généraux. Certaines logiques d'actions dominant, mais dans la complexité, car une hybridation des formes

a lieu. Les variantes au sein des formes expliquent les pratiques et matérialités spatiales propres à ce territoire.

Tableau 24. *Les logiques sous-jacentes au sein des formes de développement touristique de la région d'Aysén en 2014-2018*

Forme de développement	Nombre d'acteurs rencontrés	Logiques d'actions dominantes	Variante dominante au sein la forme de développement
Entrepreneuriale	17	9 socio-économiques, 4 éco-sociales, 4 socio-culturelles	Marchande
Étatique	13	6 socio-économiques, 5 socio-culturelles, 2 éco-sociales	Du développement
Écologique	6	4 éco-sociales, 1 socio-culturelle, 1 socio-économique	Philanthropique et privative
Alternative	22	13 éco-sociales, 5 socio-culturelles, 4 socio-économiques	Écolo et néo-rurale
Traditionaliste	20	10 socio-économiques, 8 socio-culturelles, 2 éco-sociales	Productive et alternative
Industrielle et technologique	2	1 socio-économique, 1 socio-culturelle	Entrepreneuriale et commerciale
Récréative	5	4 éco-sociales, 1 socio-culturelle	Verte

(Bourlon, 2018)

La logique d'action socio-économique est prépondérante en Patagonie chilienne, ce qui est cohérent avec l'idée d'un territoire de frontière, en développement. La forme étatique s'impose, sous sa variante « du développement économique » et de manière secondaire, « sociale ». Elle oriente les autres formes, mais favorise la forme entrepreneuriale dans sa variante « marchande ». Dans le tourisme régional, les formes de développement traditionnelles et alternatives dominent en nombre d'acteurs (tableau précédent), mais ne s'imposent pourtant pas aux formes entrepreneuriales et étatiques. Au sein de la forme traditionnelle, une logique « productive » prévaut, mais avec une variante « alternative », issue des jeunes de familles d'éleveurs et d'agriculteurs cherchant dans le tourisme de nouvelles perspectives d'avenir. Au sein de la forme alternative, c'est la logique néo-rurale et agro-écologique qui semble dominer. Ceci correspond à une volonté des acteurs d'origine urbaine de retrouver des racines rurales et rompre avec les schémas sociaux dominants. La forme écologique, sous une variante de la « conservation privée » et « philanthropique », est ici très importante, comme une spécificité de la région et de la Patagonie, mais sous influence nord-américaine. Elle est le résultat d'un imaginaire internationalement installé : « la Patagonie est l'un des derniers *wilderness* de la planète ». Les acteurs enquêtés agissent majoritairement selon une logique éco-sociale. Les philanthropes achètent des terrains pour les restituer à l'État et les organisations et leaders socio-écologistes militent pour créer des sites de conservation afin d'améliorer le cadre de vie et l'éducation des habitants.

Tableau 25. Les formes de développement touristique d'un confin de nature

	LES FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE						
Forme	Étatique	Traditionaliste	Entrepreneuriale	Technologique	Écologique	Locale alternative	Récréative
Acteurs de la forme	Fonctionnaires	Colons ruraux	Entrepreneurs	Grandes entreprises	Leaders écolos	Néo-ruraux	Visiteurs
Logique d'action dominante	Socio-économique	Socio-culturelle	Socio-économique	Socio-économique	Écologique	Écologique et sociale	Sociale
Principe supérieur commun	Volonté politique	Respect de la tradition	Concurrence et économie	Efficacité d'organisation économique	Conservation et patrimoine	Projet de vie	Expérience et partage
« Cités »	Civique	Domestique	Marchande	Industrielle	Écologique	Inspirée	De l'opinion
Représentation sociale de la nature	Progressiste	Progressiste	Progressiste	Progressiste	Anthropocentriste écologique	Anthropocentriste	Anthropocentriste
Rapport au lieu	Exogène	Endogène	Exogène	Exogène	Exo-endogène	Endogène	Exogène

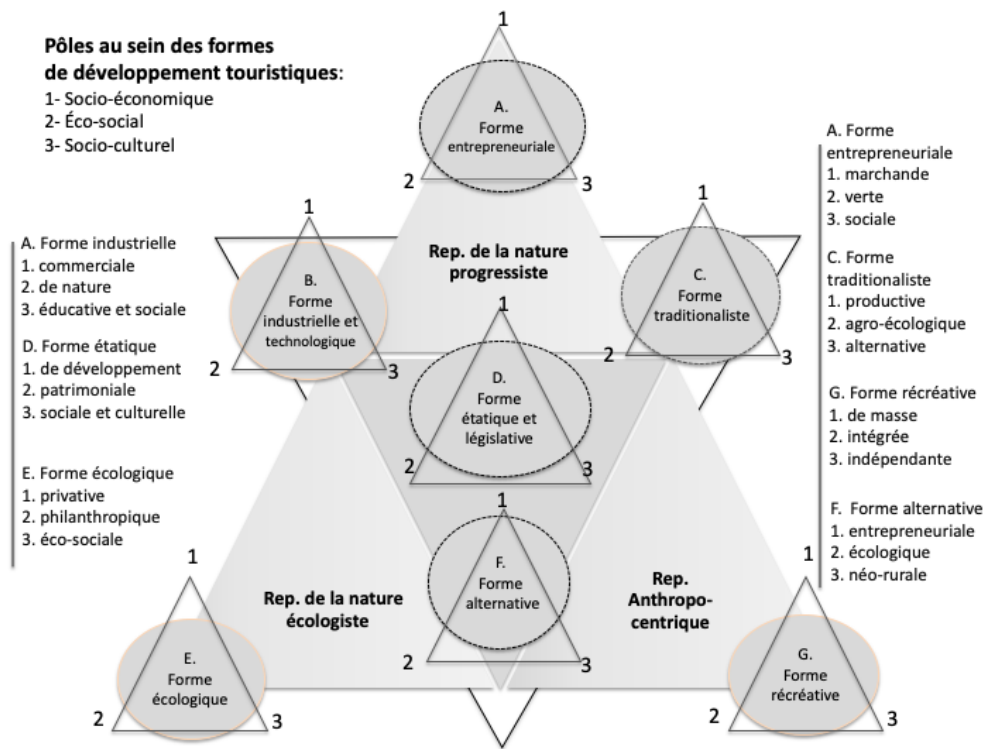
(Bourlon, 2018)

Cependant, d'autres acteurs non enquêtés, mais répertoriés expriment des priorités socio-économiques. Ce sont les « barons verts » (Humes, 2010) qui acquièrent des terrains pour y construire leurs résidences secondaires et leurs parcs privés pour « conserver la nature ». La privatisation des terres pour la conservation avance silencieusement sans toutefois encore concurrencer, en termes de surfaces, la propriété privée d'usage agricole. Dans ce groupe, chacun à sa manière pense contribuer au principe supérieur qui consiste à rétablir une certaine harmonie entre l'homme et la nature, sans pour autant changer fondamentalement de mode de vie (tel que prôné par la *Deep Ecology*). En opposition, la forme industrielle s'exprime selon une logique entrepreneuriale commerciale de type « fordiste », voulant standardiser des expériences de nature, à bord de croisières et associée à des activités ludiques dans des hôtels et casinos. La mise en œuvre de centres récréatifs et sportifs de pleine nature avec un double but économique et social s'exprime aussi de manière secondaire. Au sein de la forme récréative, les discours d'acteurs et les perceptions des visiteurs (CORFO, 2015) montrent que la priorité du voyage est de voir une nature « vierge », encore préservée. De manière secondaire, elle est sociale : il s'agit de vivre une expérience alternative en milieu rural ou d'apporter à la conservation et à la protection de la nature.

Le cadre d'analyse par les formes de développement touristique (tableau précédent) est utile à la compréhension des dynamiques territoriales, des enjeux et des variantes dans les stratégies d'intervention de groupes d'acteurs. Chaque forme est l'expression de l'agir d'acteurs présents sur le territoire, les fonctionnaires, producteurs, entrepreneurs, individus, habitants et visiteurs. L'importance relative que chacun donne aux thèmes économiques, socio-culturels et environnementaux des logiques d'actions. Des principes supérieurs règlent leurs conduites qui s'expriment par des manières d'agir et peuvent être plus politiques et législatives, traditionalistes, marchandes, industrielles et technologiques (le besoin de trouver des solutions performantes), écologiques (le besoin de protéger), individualistes (le projet de vie) ou récréatives (activités de loisirs). Les manières d'être induisent des rapports à la nature qui varient entre une approche progressiste (il faut maîtriser la nature), anthropocentrique (il faut user la nature pour le bien des hommes) ou écologique (l'être humain doit retrouver modestement sa place et respecter les autres formes de vie). Finalement, le lien des acteurs au territoire (exogène, endogène ou transitionnel) précise la manière dont l'action a une incidence sur le territoire, de manière plus ou moins légitime. Les logiques socioculturelles au sein des projets touristiques sont le fait d'acteurs traditionnels ou alternatifs (néo-ruraux), alors que l'émergence d'une logique éco-sociale, considérant comme critique la prise en compte des défis environnementaux de l'époque, est le fait d'acteurs exogènes ou récemment intégrés au territoire.

On perçoit en Patagonie une complexité au sein des formes de développement touristique. On retrouve des variantes décrites en France comme celle du marketing, du développement local ou étatique sociale (éducative). D'autres sont l'expression de spécificités de la Patagonie chilienne. L'identification précise de cette hybridation au sein des formes nous permet de proposer un schéma théorique pour une lecture plus fine des dynamiques territoriales (figure suivante). Au sein de chacune des sept formes, trois pôles existent : plus socio-économique, plus socio-culturel ou plus éco-social. La forme de développement étatique, au centre du système, car légiférant et sujette aux aléas politiques, est à dominante économique, « de développement » (en Patagonie), « patrimoniale » (lorsque la protection des espaces naturels est fondamentale, les parcs nationaux) ou « sociale et culturelle » (dans des pays qui veulent aménager les espaces naturels pour des usages touristiques selon des besoins sociaux ou des raisons historiques et culturelles, les Parcs Naturels Régionaux de France par exemple).

Figure 17. Les variantes possibles au sein des formes de développement touristique



Au sein de la forme entrepreneuriale les variantes sont semblables : marchande, verte (les produits plus écologiques) ou sociale (les initiatives

entrepreneuriales à but social). Au sein de la forme traditionnelle, on trouve une expression productive (le tourisme comme segment marché), agro-écologique (la ferme comme espace en relation harmonieuse avec la nature) ou alternative (les projets de retour à la ferme des néo-ruraux). Pour la forme industrielle, on observe des expressions commerciales (les stations de ski, les centres ludiques), éducatives et sociales (les centres aérés) ou de nature (les espaces de nature aménagés). Au sein de la forme alternative, on retrouve une expression entrepreneuriale (les micro-entreprises et niches touristiques), écologiste (des projets écologiques, éco-villages et éco-fermes) et néo-rurale (le projet de vie de retour à la terre et à la production). En lien avec la forme écologique, on trouve des expressions privatives (l'acquisition de terres pour la conservation, pour usage personnel ou spéculatif), philanthropiques (pour aider à la sauvegarde de la planète) ou éco-sociales (des projets de changements de paradigmes socio-économiques et culturels). Enfin, la forme récréative s'exprime de manière plus économique, de masse (la consommation d'expériences récréatives domine), intégrée (des voyages d'immersion en pleine nature ou au sein d'un projet communautaire local) ou indépendante (lorsqu'on voyage pour un projet personnel, mais socialisé).

Les spécificités des principes sous-jacents aux formes de développement induisent un cadre général de l'espace touristique comme lieu de récréation et d'investissements touristiques orientés par des politiques pro-entrepreneuriales de l'État (tableau suivant). Ceci explique l'apparition de certains types de projets touristiques dans des parcs (les parcs nationaux Queulat, Laguna San Rafael et la Réserve Cerro Castillo), des comptoirs (de pêche ou de pratiques sportives commerciales, rafting, cyclisme) et des zones récréatives construites autour d'offres commerciales rentables (les trois Zones Touristiques Prioritaires, ZOIT, de la région). Cependant, au-delà de la route australe, des interstices pour des pratiques récréatives spontanées et une offre non marchande existent en dehors des zones touristiques prioritaires, en milieu rural ou dans les espaces non aménagés des réserves et parcs nationaux. Des espaces de nature privatisés ou à but social complètent le panorama du développement touristique régional. Un espace touristique peu organisé émerge dont la forme dépendra de l'orientation choisie par l'État : laisser faire les entreprises, pour accélérer les investissements et la circulation financière, ou encadrer et orienter les pratiques pour garantir des bénéfices sociaux et environnementaux.

Cette approche mixte pour une gestion des espaces touristiques en milieu naturel, à la fois théorique et empirique, met en évidence la complexité du développement touristique et permet d'entrevoir des pistes pour une construction plus cohérente d'un système touristique culturellement intégré (Corneloup, Bourdeau, & Mao, 2004). En considérant les différentes logiques d'actions et les tendances dominantes sur un territoire, il est possible d'entamer un dialogue entre les acteurs et renforcer la gouvernance locale.

Tableau 26. Les expressions socio-spatiales des formes de développement touristique des confins de nature

	EXPRESSIONS SOCIO-SPATIALES DES FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'AYSÉN						
FORME	Étatique	Traditionaliste	Entrepreneuriale	Industrielle & Technologique	Écologique	Locale alternative	Récréative
Principe de l'économie dominante	Macro-économique et dirigiste	Productif et foncier	Marchand	Efficacité économique	Foncier et patrimonial	Art de vivre, projets sur mesure	Consommation hédoniste, ludique
Modèle de gestion	Centralisé pyramidale	Le patriarcat, la famille	Un chef d'entreprise	Projets, zones, commandes	Un leader charismatique	Projet collaboratif	Spontané, sans gestion
Principe spatio-temporel	Contrôle et domination	Conservatisme	Projet, défi, innovation	Projet rentable	Conservation patrimoniale	Équilibre, insertion	Mobilité, défi, ludique
Principe de rationalité de l'action	Politique et stratégique	Productif, foncier, familial	Études de marché et marketing	Progrès technologique planifié	Foncier, patrimonial	Passionné, locale, heuristique	Libre, flou, analogique, transgressif
Principe des pratiques touristiques	Activité récréative aménagée	Activité traditionnelle à la ferme	Circuit et service rentables	Croisière et site aménagé	Immersion dans la nature	Immersion de nature néo-rurale	Pratiques sportives et de découverte
Publics concernés et influencés	Entrepreneurs	Familles, visiteurs à la ferme	Clients et touristes rentables	Entrepreneurs, transnationales, et l'État	Écotouristes et écologistes partenaires	Engagés, passionnés, socio-écologistes	Autres touristes et sportifs, explorateurs
Lieux emblématiques	Parcs, ports, routes, villes, nœuds	Espace rural, montagne ou littoral.	zones touristiques, haut lieu	Croisières, musées, centres de ski	Parc Privé, site de conservation	Villages, zones à défendre, sites ruraux	Route, Parc, Site de pratique

(Bourlon, 2018)

Partie III. LA MISE EN TOURISME D'UN CONFIN TOURISTIQUE DE NATURE

Voyage de formation au tourisme scientifique, commune de Coyhaique en 2011



(Bourlon, 2011)

« Ces destructeurs de temples, adeptes du commercialisme ravageur, qui semblent avoir un total mépris pour la Nature, et, au lieu de lever les yeux vers le Dieu des montagnes, les lèvent vers le Tout Puissant Dollar. » (John Muir, 1981)

Nous avons décrit le territoire, les acteurs et les usages touristiques des confins de nature (partie I) et les jeux d'acteurs qui définissent des formes de développement propres au territoire et créent l'espace touristique (partie II). Une dynamique territoriale s'installe avec la volonté de développer le tourisme. Des confrontations apparaissent, trouvant leur origine dans un regard différencié des acteurs sur la nature et ses usages. La troisième partie de cet ouvrage aborde la problématique des dynamiques du développement touristique d'un confin de nature par une lecture des rapports, conflits et compromis, entre les formes. Sur la base de la théorie des jeux d'acteurs et d'une proposition de matrice des relations possible, il est possible de mettre en évidence des tendances dans la mise en tourisme d'un confin de nature. L'évaluation des incidences des projets et programmes de développement étatiques en Patagonie chilienne doit permettre d'identifier des facteurs pouvant concilier les associations de formes dans la mise en tourisme des confins touristiques.

Une destination peut être caractérisée selon sa dimension « géographique, [ses] modes de productions ou [ses] dynamiques » (Pearce, 2013) entre hôtes et visiteurs. De fait, la plupart des analyses s'intéressent aux rapports entre la demande et l'offre, car les stratégies et objectifs des programmes publics et privés cherchent à positionner le territoire, le rendre compétitif et attractif. Parfois, lorsqu'une crise apparaît, une volonté de travailler à l'intégration du système aux modes de vie traditionnels et à l'espace culturel est mise en avant. Cependant, les rapports qu'entretiennent les acteurs entre eux et leur incidence sur l'espace touristique ne sont que rarement pris en compte. Certains auteurs évoquent l'importance de l'approche par l'idée des « projets d'acteurs » (Knafou & Stock, 2003 ; Violier, 2009) ou des projets de territoire (Pecqueur, 2004) alors que d'autres parlent d'intelligence territoriale et culturelle (Corneloup, 2004). Certains évoquent le besoin d'études des interrelations d'acteurs, d'hôtes et de visiteurs, car elles conditionnent l'expérience touristique (Botti, Peypoch, & Solonandrasana, 2008). Cette approche est pourtant rendue difficile dans des systèmes émergents. Il semble possible de mettre l'acteur au cœur du système touristique par l'analyse des tensions entre les formes de développement sur un territoire. Grâce aux entretiens réalisés auprès des acteurs de la Patagonie chilienne, nous proposons de cerner les rapports qu'elles entretiennent temporellement et spatialement lors de la construction d'une destination touristique de nature.

III.1. Développement des systèmes touristiques émergents

« Dans le contexte de globalisation des économies, les territoires, forts de leurs spécificités, essayent de s'imposer sur des marchés mondiaux de plus en plus concurrentiels. » (François, Hirczak & Senil, 2006)

Comme le démontre Mao (2003) dans les cas des lieux de sport nature en France, une évolution spatiale et temporelle, avec des changements dans les flux et les pratiques, existe en convergence des modes dans les pratiques récréatives. Les lieux de sport nature peuvent spontanément se consolider, devenir de hauts lieux ou disparaître une fois que les attraits ou les produits qui les ont fait naître perdent de leur force. Dans presque tous les cas, l'augmentation des flux oblige à une concertation entre les usagers, habitants ou riverains des sites de pratiques. Lorsque les enjeux ou les conflits sont forts, comme en France, l'État intervient pour réguler le système. Des politiques publiques se chargent d'assurer le bon développement touristique. Des stratégies pour sa consolidation, la gestion et l'organisation des destinations (« *destination management* », Pearce, 2013), s'attachent à rendre compatibles l'offre et la demande, à améliorer l'attractivité du territoire ou à rendre durable son développement.

1.1 Développement des destinations touristiques

En France l'aménagement des espaces touristiques commence dans les années 1950 (Bourdeau et Mao, 2003 ; Bouneau, 2007). Il s'agit d'organiser l'usage du territoire pour répondre aux demandes sociales (les vacances), pour revitaliser les espaces en déprise agricole, gérer des flux et des attentes. L'État, une région ou une commune réalisent ou facilitent alors les investissements pour transformer le lieu et le rendre attrayant pour les habitants et les investisseurs. Ces investissements en infrastructure cherchent à favoriser une économie du tourisme. La gestion consiste ensuite à faciliter la création de produits marchands, à gérer la localisation des activités productives, leurs interactions et leur rapport avec les centres de consommation. Il s'agit d'orienter et de gérer des flux vers des lieux attractifs afin de créer de l'économie, une croissance et des bénéfices sur le territoire. Favoriser le tourisme devient particulièrement critique dans des espaces à faible vocation industrielle ou agricole. Créer des territoires touristiques n'est pas simple et repose sur des stratégies publiques et privées devant structurer et rendre le système opératif.

1.1.1. Organisation et fonctions du système touristique

Organisation du système touristique

Les aménagements touristiques sur un lieu renforcent son attractivité, l'attractivité du territoire étant définie comme : « la capacité pour un territoire d'offrir aux acteurs des conditions qui les convainquent de localiser leurs projets sur leur territoire plutôt qu'un autre » (Hatem, 2004). Sur la base d'attraits spécifiques au territoire, il s'agit de créer des attractions. Les attraits sont « les ressources naturelles et culturelles, présentes sur le territoire, qui ont le potentiel de contribuer au produit touristique » (De Grandpré, 2007). Cependant, « l'attrait n'existe pas spécifiquement pour le touriste ». Un paysage, une production culturelle locale, une ville ou une région ne sont pas automatiquement attrayants. Il s'agit donc de construire cette « attraction touristique [qui] est composée de tous les éléments localisés ailleurs qui attirent le voyageur hors de son lieu de résidence ». La différence « entre une attraction (bien découverte) et un produit touristique (bien d'évasion) » (*op. cit.*) résulte d'un positionnement et d'un choix : ceux d'un opérateur, d'une collectivité territoriale ou d'un collectif d'acteurs. Il s'agit pour chacun de construire son offre touristique en orientant la mise en valeur de certains attraits et la résultante est fonction des acteurs dominants d'un territoire. Le produit touristique sera marchand : « tout ce qui est acheté lors d'un voyage » et « tout ce qui peut être offert pour satisfaire un besoin ou un désir » (Kotler & al., 2000, dans De Grandpré, 2007). Cependant, pour rendre un lieu attractif pour des visiteurs, la qualité de l'accueil est essentielle. L'hospitalité consiste à « accueillir chez soi un étranger et à lui offrir sécurité, confort matériel et bien-être psychologique pour le temps de son séjour » (Touzani & Giannelloni, 2010). L'accueil peut être perçu différemment selon les types de visiteurs (De Grandpré, LeBlanc, & Royer, 2017 ; De Grandpré, 2016).

Afin d'évaluer l'état du système De Grandpré (2005), propose un modèle touristique qui dépend de la confluence des trois facteurs : les produits, les attraits et les attractions. La promotion met en valeur les attraits (patrimoines ou ressources à découvrir) et les produits d'évasion rendant un espace géographique déterminé attractif. « Le produit touristique est d'abord et avant tout la représentation mentale qu'un individu se fait du voyage qu'il désire entreprendre. [...] Ces produits peuvent prendre trois formes : une expérience thématique, une destination ou une activité » (De Grandpré, 2007). Il s'agit de vivre une série d'expériences lors d'un voyage dont la qualité est fonction des ressources (naturelles et culturelles) ou du patrimoine modelé en attraction, des structures et de la qualité de l'accueil. L'ensemble permet l'existence d'un produit dont on peut faire la promotion et qui attire des visiteurs. Le défi pour un territoire est donc de parvenir à construire des produits, pour que ceux-ci

deviennent attrayants et enclenchent une économie touristique. Des stratégies sont alors mises en œuvre pour s'assurer de leur réussite.

Le marketing territorial comme stratégie de développement

La littérature autour du marketing touristique est abondante. Cerner l'offre et mettre en place des stratégies de marketing pour positionner un produit et attirer les clients est commun. Or tout peut se vendre, même un lieu non touristique. Tout est possible : promettre l'irréalisable ou, au contraire, assurer qu'il n'y a rien à voir comme au village de Miravette en Espagne (« *El Pueblo en el que nunca pasa nada* »), pour attirer les visiteurs.

« En 2014, la concurrence entre territoires ne relève plus du mythe, mais s'intègre parmi les problématiques que les décideurs politiques ont à prendre en charge. [...] Il faut donc que les territoires, quelle que soit leur taille, attirent » (Chamard, 2014). C'est en ce sens que le marketing territorial (*place marketing* en anglais) s'est imposé comme « une démarche qui vise à élaborer, sur la base de la connaissance de l'environnement (géographique, démographique, culturel, économique, social, politique), l'offre territoriale dans l'optique d'accroître l'attractivité et l'hospitalité du territoire » (Chamard, 2014). L'attractivité des territoires, l'intelligence territoriale et la compétitivité des territoires deviennent les concepts clefs pour réussir le développement touristique d'un espace. « L'hospitalité d'un territoire [se mesure à] sa capacité à conserver les populations dont il dispose, autrement dit à maintenir les ressources captées antérieurement » (*op. cit.*). Il s'agit de penser des actions stratégiques pouvant maintenir des dynamiques en place et accroître l'attractivité et l'hospitalité d'un territoire.

Le marketing territorial propose une phase de maturation d'un projet, suivie d'une mise en œuvre stratégique. Il s'agit de travailler sur un territoire en fonction de ses critères naturels et observables à une échelle donnée (communes, communauté de communes, département, régions, pays) autour d'un thème culturel, en vue de la mise en œuvre d'une dynamique économique qui dépend des acteurs politiques et locaux. Il faut alors identifier les atouts territoriaux, symboliques et institutionnels et cerner « la capacité d'un lieu à être défini selon des frontières spatiales et à être distingué d'un autre territoire » (Chamard, 2014). La part symbolique et « le degré d'enracinement du territoire dans la conscience collective, les pratiques sociales des individus » sont cruciaux. Le gestionnaire doit administrer, diriger et s'occuper du territoire en fonction de ces paramètres par le biais de « projets de développement élaborés et mis en œuvre par des personnes physiques et/ou morales » (*op. cit.*). Le danger du marketing territorial est de faire comme tout le monde, car tous les territoires peuvent faire du marketing. Pour les experts en marketing, il est important que le projet touristique ne soit pas qu'économique, mais identitaire, construit avec les acteurs locaux et pensé

pour les visiteurs. Le marketing territorial en tant que démarche collective de promotion est basé sur le moyen terme, car il s'agit de construire une image, crédible. « Ce n'est pas qu'une marque, comme le "branding territorial", mais une démarche globale [qui] ne consiste pas à s'autoproclamer, mais à délivrer les preuves » (Thebault, 2018). Pour attirer les visiteurs, il s'agit donc de « montrer son âme, [...] le marketing territorial doit être fondé sur des argumentaires rationnels et scientifiques [mais] "l'immatériel" vaut autant, si ce n'est plus, que le "matériel" ». Le marketing territorial apparaît comme « une méthode complexe, qui demande du temps, de la réflexion, de la mobilisation collective et [...] une approche globale [...] systémique » (*op. cit.*) dont le résultat ne garantit pas la qualité et la permanence de la destination, particulièrement lorsque le discours ne repose pas sur des fondements solides. Le marketing territorial tend à rendre artificielle l'offre et la destination perd en authenticité (Hamon, 2005). En ce sens, le marketing territorial est envisageable sur des espaces touristiques consolidés, car il requiert des acteurs très impliqués et convaincus de la pertinence de la stratégie.

Systèmes Culturels Localisés

L'évolution socio-économique d'un système touristique est tributaire de la capacité de groupes d'acteurs dominants à s'approprier des lieux. Or, ces derniers ont pour chacun une valeur esthétique ou des potentialités d'usage différencié selon des intérêts spécifiques à leurs pratiques. Selon Corneloup (2009), « les territoires qui s'adaptent le mieux au changement [...] sont ceux qui maîtrisent leur développement et sont capables de s'inscrire dans des territoires de projet ». Le développement touristique approprié dépend donc du niveau de prise de conscience de leur territoire qu'ont les acteurs, à savoir « qu'ils possèdent en partie et collectivement les clefs de leur adaptation à la nouvelle société en émergence » (Debarbieux & Vannier, 2002, dans Corneloup, 2009). De fait, « le retour au territoire local et le recours à l'identité culturelle font office de nouvelles "valeurs refuges" en période de mondialisation » (Furt & Michel, 2011), car elles procurent des repères et des certitudes. « Les questions d'identités se font plus présentes dans la fabrique des territoires [et] la place de la culture ne peut être sous-estimée dans la gestion et le développement de ces lieux » (Corneloup, 2009). Ainsi, réinventer le tourisme ou assurer sa pérennité oblige à « dépasser les entrées par le marché pour comprendre le fonctionnement de l'économie » (Corneloup, 2009). Les systèmes productifs localisés (ou de réseau territorial) permettent de « revoir l'approche spatiale pour montrer la présence de liens, d'échanges, d'entraide, de mutualisation d'actions pour renforcer la capacité à l'innovation et à l'adaptation au marché des entrepreneurs » (Pecqueur, 1989). Ceci est possible grâce à « un ancrage territorial au sein duquel des acteurs créent ensemble un espace commun de biens au sein duquel se

définissent des accords bien souvent informels» (Zimmerman, 1998). L'espace touristique durable existe lorsque « les acteurs partagent des référents communs au sein d'un réseau de développement territorial » (Corneloup, Bourdeau & Mao., 2004). Comme le démontrent Corneloup, Bourdeau & Mao (2004), en s'inspirant de la théorie de Simmel (1981) et des approches interculturelles (Gauthey, 1990), « la culture joue un rôle central dans l'économie des services touristiques » (Corneloup, Bourdeau & Mao, 2004). C'est en ce sens que le Système Culturel Localisé (SCL) a été mis en place de manière plus ou moins consciente comme l'outil de gestion nécessaire à la revitalisation des stations touristiques de montagne en France, « pour se constituer un capital culturel spécifique qui permet d'alimenter un avantage concurrentiel et distinctif par rapport aux autres » (Corneloup, 2009). Ce système est « structuré autour de quatre pôles : l'ingénierie opérationnelle, l'économie des rôles, le système d'information culturelle et le régulateur du système ». Il mobilise une intelligence culturelle (S.I.C.) qui participe à la production d'un savoir partagé. Une ingénierie culturelle a pour finalité de rendre opérationnelle la forme culturelle qui se développe sur le lieu. Des « jeux de pouvoir sont observables et posent la question des justifications et des formes d'accord et de négociation pour tendre vers la forme culturelle acceptable » (*op. cit.*). Cette stratégie aura permis aux stations de ne plus être « un lieu de passage pour individus en manque d'ailleurs, mais deviendrait un lieu de vie, inscrit dans la durée » (Corneloup, 2009). Le SCL est une stratégie de travail collectif qui permet d'accompagner, consolider et redynamiser un espace social : « dans une perspective globale, la démarche consiste à évaluer le Système Culturel Localisé et les ressources culturelles d'un site en observant les logiques d'action des acteurs, les formes d'aménagement, les animations, les types d'échange, de réciprocité et de liens entre acteurs » (Pecqueur, 2004 dans Corneloup, Bourdeau & Mao, 2004).

Dans une perspective des systèmes culturels localisés, il s'agit de faire coïncider les motivations des acteurs locaux, habitants, professionnels et politiques, pour attirer les visiteurs sensibles à l'offre culturelle et récréative construite et promue par les médias. Le Système Culturel est fonctionnel et approprié quand les intérêts et discours convergent. Si seuls deux groupes coïncident, on peut se retrouver face à : 1) une promotion efficace qui attire les visiteurs, mais qui ne concorde pas avec les intérêts locaux, 2) une promotion culturelle du territoire qui n'attire pas les visiteurs, ou 3) des migrations d'agréments vers un espace non promu comme touristique et attrayant pour des visiteurs sensibles. En définitive, l'approche par le Système Culturel Localisé est un marketing territorial qui propose la construction d'un capital culturel. Il semble pertinent lorsqu'il y a des acteurs impliqués autour d'un projet collectif qui souhaitent réinventer un territoire touristique. Mais qu'en est-il pour des systèmes émergents où l'associativité et la définition du

projet de territoire sont incertaines ? Comment appliquer une stratégie de marketing territorial ou installer un Système Culturel Localisé dans un confin touristique de nature ?

1.1.2. Gestion des systèmes touristiques

Comme nous l'avons constaté, l'approche économique est presque toujours mise au premier plan : on cherche à capter des clients en créant des produits pouvant répondre aux désirs et attentes du visiteur. Les politiques publiques cherchent ainsi à diriger le développement touristique pour favoriser l'économie d'un territoire, par le biais de stratégies de promotion et d'actions de marketing plus ou moins imposées par des techniciens et ingénieurs en tourisme. Il arrive aussi que ces politiques cherchent à répondre à des demandes sociales (en milieu périurbain notamment) et à résoudre des inégalités socio-économiques dans les espaces en déprise industrielle ou rurale. Lorsque le système touristique est établi, les acteurs s'inquiètent d'assurer leur compétitivité et la qualité de leurs services en revitalisant ou innovant dans leur offre. Les défis culturels, communautaires et environnementaux sont pris en compte lorsque des questionnements qui mettent en péril l'existence d'une destination surgissent. L'État cherche alors à résoudre des conflits d'usages et à préserver des attraits en limitant des pratiques jugées négatives. Dans des territoires émergents, les acteurs se positionnent et offrent de manière opportuniste des services de transport ou d'hébergement aux visiteurs. Une fois des potentialités définies, les efforts publics et privés se focalisent sur la création de produits économiquement rentables. Cependant, c'est « la capacité à créer un collectif et une démarche de construction commune [qui] peut assurer la viabilité [permettant] le développement d'un territoire de projet [...] ou [la] constitution de réseaux [...] permettant le développement du "*collective mind*" comme résultant d'interactions pratiques » (Corneloup, Bourdeau & Mao, 2004).

Écotourisme et développement durable

Dans l'approche dite du développement touristique durable, la gouvernance locale, la viabilité sociale et environnementale sont mises en avant. Le tourisme en tant qu'opportunité économique doit être régulé afin d'assurer des retombées positives sur les territoires d'accueil. Malgré l'ambiguïté du concept de développement durable, de nombreux auteurs (Budowski, 1976 ; Blamey, 2001 ; Honey, 1999 et Ceballos Lascrain, 1987 dans Tardif, 2003) le proposent comme grille de lecture nécessaire à la bonne gouvernance touristique, car des impacts environnementaux et socioculturels négatifs peuvent aller à l'encontre des intérêts économiques du projet touristique. En théorie (Eagles, McCool, & Haynes, 2002), il s'agit d'évaluer le

développement et d'organiser la gestion touristique selon les trois axes que sont la protection de l'environnement (pôle écologique), l'économie locale (pôle économique) et le bien-être des communautés du territoire (pôle culturel et politique) L'ingénierie touristique couplée d'une intelligence territoriale permet cette approche durable et intégrée (Janin & al., 2011). Dans une approche de marketing territorial et de compétitivité internationale, il est même souhaitable de rénover le positionnement productif en l'orientant vers le tourisme durable (Proulx & Tremblay, 2006). Cependant, ce développement durable pose « la question de la gouvernance dans la manière de construire le système local d'échange et sa régulation » (Peyrache, 2003), car cette gouvernance est souvent centralisée (directeur d'organisation ou de gestion, office de tourisme, équipe municipale) et rarement le résultat d'un jeu de coopération ouvert où chaque acteur peut poser ces termes et son regard sur l'idée de la durabilité. Établir des conventions et des protocoles conduit par ailleurs à une faible mise en œuvre réelle, sauf dans le tourisme industriel.

La gestion des destinations

Pour beaucoup, Kadri, Reda-Khomsî et Bondarenko (2011) et Pearce (2013) par exemple, les difficultés de la gestion des systèmes touristiques résident dans le manque de définition du mot « destination ». Cinq types de destinations sont décrites par Kadri, Reda-Khomsî et Bondarenko (2011) : I) une direction du déplacement, II) une direction de l'envoi (organisé), III) un lieu aménagé ou utilisé, partagé et habité, IV) un projet du lieu, résultant d'un projet et d'une politique, et en tant que V) destinée (lieu de vocation territoriale et culturelle).

Si trois grandes approches pour l'analyse du système touristique sont reconnues (Pearce, 2013), celle par les communautés d'accueil (la gestion par les acteurs), celle par les produits (gestion par l'offre économique ou non marchande) ou celle en tant que système dynamique (approche systémique), elles sont plus ou moins pertinentes selon le type ou la phase de développement de la destination. Pour Kadri, Reda-Khomsî et Bondarenko (2011), il faut penser une destination comme un ensemble de projets touristiques : « un projet anthropologique (vision des leaders, motivation des touristes), un projet économique [marché, produit touristique], un projet d'aménagement [mise en tourisme des espaces], un projet de gestion [mécanisme d'organisation et de gouvernance], un projet urbain [projet sociétal] ». Pour Kadri, Reda-Khomsî et Bondarenko (2011), « la destination se présente comme un ensemble dynamique de projets conçus comme efforts intentionnels et intéressés des acteurs intervenant dans la construction de la destination. Ces projets, à la fois différenciés, mais concourant à la formation d'un projet intégré, renvoient à des dimensions diverses » qu'il s'agit

d'analyser dans leur ensemble. Chaque projet doit être analysé pour appréhender la dynamique et l'état de la destination.

1.1.3. Évolution et gestion des destinations touristiques selon des phases

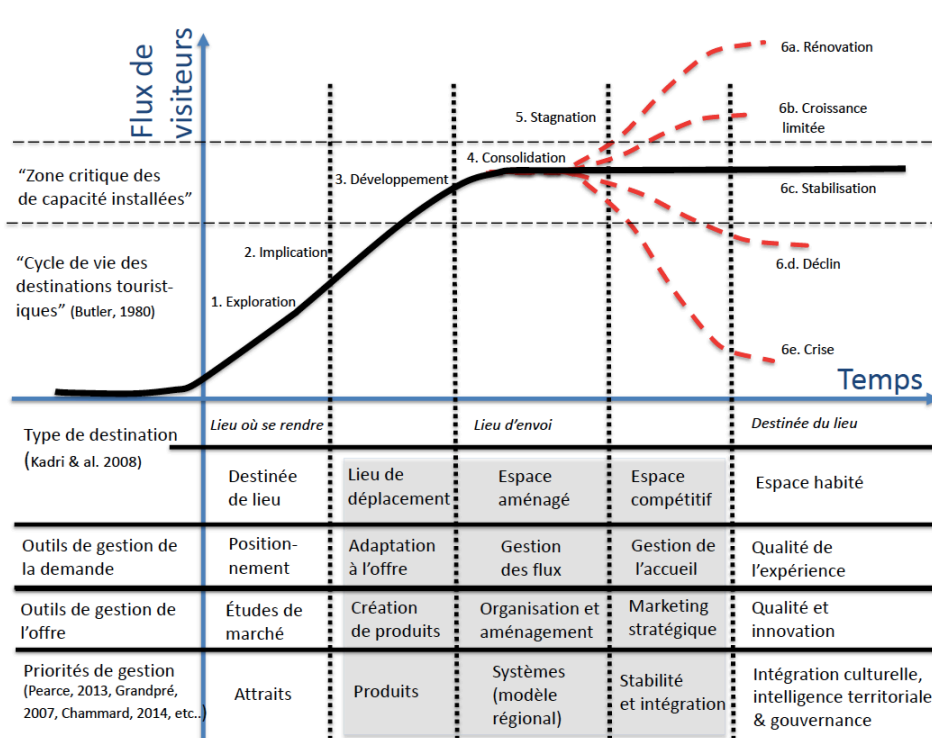
Comme nous l'avons évoqué dans la première partie de notre travail, différents modèles d'évolution des espaces touristiques ont été proposés, tel que ceux de Miossec en 1976, Butler en 1980, Chadefaud en 1987 ou Clary en 1993 (Mao, 2003). Leur approche est basée sur l'analyse des flux et des produits. D'un point de vue socio-économique, plusieurs concepts sont évoqués pour caractériser ces destinations : district industriel, *cluster*, réseau, système ou construit social (Pearce, 2013). Ces approches ont été évaluées afin d'en apprécier la pertinence (Pearce, 2013 ; Zimmermann, 1997 ; Suchet, 2015 ; Butler, 2012). Il en ressort que chacun aborde la problématique selon des prismes géographiques, productifs et systémiques différents. En analysant plus de cinquante concepts de destination touristique, Kadri, Reda-Khomsî et Bondarenko (2011) mettent en avant l'importance relative que chaque auteur porte à trois grands thèmes : les communautés d'accueil, le développement économique et le fonctionnement du système. À cette description d'une destination s'ajoute la problématique temporelle selon des phases ou un cycle (Butler, 1980) et les évolutions historiques des pratiques (Mao, 2003 ; Bourdeau, 2011 ; Corneloup, 2000). En définitive, il apparaît qu'un système doit être évalué selon la réalité du moment. Pour chaque destination, des politiques, des mécanismes de gestion et des objectifs à mettre en œuvre pour créer des systèmes fonctionnels répondent à des attentes différenciées de décideurs, entrepreneurs, habitants ou visiteurs. À chaque phase d'évolution d'un système touristique émergent, en phase de consolidation, de création de produits, d'exploration et de positionnement sur des marchés, se posent des choix d'interventions spécifiques pour maximiser les gains ou minimiser les impacts négatifs.

L'évolution temporelle des destinations touristiques

Temporellement, il est possible de schématiser la construction d'une destination selon les phases (figure suivante) : 1) lieu de déplacement (Kadri, Reda-Khomsî & Bondarenko, 2011) et système pré-touristique (Miossec, 1976, dans Mao, 2003), 2) lieu touristique en devenir, émergent, dans une phase exploratoire (Butler, 1980) et 3) espace touristique aménagé à gérer (Pearce, 2013) et orienter par des projets spécifiques (l'offre, la qualité) ou globaux (la gouvernance, l'efficacité), 4) lieu habité en tant que « destinée de lieu » (Kadri, Reda-Khomsî & Bondarenko, 2011) et 5) espace à réinventer, car en déprise, « après le passage par la friche touristique » (Bachimon, 2013)

ou une phase de décadence (Corneloup, Bourdeau & Mao, 2004). Selon cette segmentation en étape, la gestion de la destination semble devoir prendre en compte de manière prioritaire soit la problématique des acteurs (orientation, choix), soit celle du marché (positionnement, retours sur investissements, efficacité) ou celle de l'environnement (gestion des flux, des impacts et des retombées socioculturelles). Lorsque le système est émergent ou en décadence, ce sont les acteurs qui peuvent créer ou réinventer le système (Bachimon, 2005), alors que dans sa phase d'expansion socio-économique, ce sont la gestion économique (marketing territorial) et le contrôle des flux (durabilité) qui prédominent.

Figure 18. La gestion des destinations touristiques selon leur phase de maturité



(Bourlon, 2018)

Gestion du système touristique par les formes de développement

Une destination touristique doit produire de multiples services (hébergement, restauration, pratiques de divertissement, activités sportives, services d'accueil, etc.) pour répondre aux attentes des visiteurs. « Des jeux de tension existent entre les acteurs locaux pour définir l'organisation locale, l'orientation culturelle de la station ou encore la politique immobilière via la

gestion des terrains agricoles, mais aussi avec les touristes concernant la qualité des services proposés » (Corneloup, Bourdeau & Mao, 2004). Lors de la réalisation de multiples enquêtes de terrain menées dans les stations sportives de nature en France (Mao & Corneloup, 2003), la présence de différents marquages culturels des sites en fonction des formes de développement présentes a été démontrée. Dans une perspective théorique, la station peut se concevoir comme « une économie des rôles, où des acteurs et des publics définissant des forces endogènes et exogènes participent à la mise en scène de la forme locale de développement » (Corneloup, Bourdeau & Mao, 2004). Ainsi, l'approche par l'analyse des formes de développement permet, par le biais de logiques d'actions et de projets de territoire d'acteurs endogènes et exogènes, d'évaluer sa dynamique. Le développement n'est pas qu'une confrontation économique ou idéologique, une évolution socio-économique ou l'imposition d'un modèle d'organisation sociale, mais « la transformation d'un système d'action » (Crozier & Friedberg, 1977) qu'il s'agit de décrire.

La mise en tourisme d'un territoire, résultant d'un processus historique et collectif, peut être mise en perspective avec l'outil des formes de développement. Des acteurs interagissent en vue d'une transformation d'un système en voie d'organisation ou de réorganisation. L'analyse des formes de développement montre des valeurs et des logiques d'action dominantes à un moment donné. Les logiques d'actions donnent lieu à des projets d'acteurs et des matérialités qui marquent le territoire et caractérisent la destination. Dans un système pré-touristique, émergent, en phase exploratoire ou de gestation, l'analyse permet de connaître les acteurs et les forces en présence, leurs projets et leurs attentes. Elle permet alors à un organisateur d'orienter les choix du territoire selon des scénarios où chaque acteur peut se positionner. L'analyse par les formes de développement apparaît comme un outil de gestion et de gouvernance. Dans le chapitre suivant, nous analysons la pertinence de cette approche dans le cas de la région d'Aysén en Patagonie chilienne.

1.2. Développement touristique dans la région d'Aysén

1.2.1. Stratégies de développement du tourisme au Chili et en Aysén

Depuis les années 1990, diverses initiatives visant à soutenir le développement territorial et touristique dans la région d'Aysén ont été mises en œuvre. C'est véritablement l'ouverture de la route australe (*Carretera Austral*) vers le sud durant les décennies 1980 puis 1990 qui a rendu possible l'accès aux « zones extrêmes » de la région. Elle a favorisé l'essor de bourgs ainsi que l'émergence d'une offre de services touristiques. À l'échelle régionale, le

tourisme est perçu par les acteurs politiques comme un vecteur de développement économique, de diversification des activités régionales et un moyen de freiner l'exode rural. L'intervention en faveur du secteur touristique va se faire de trois manières distinctes : 1) par la mobilisation de fonds structurels de développement régional, 2) par la mise en place de projets de développement associant de multiples acteurs et enfin 3) par la création d'une dynamique de recherche-développement en tourisme à la suite de l'installation du Centre de Recherches sur les Écosystèmes Patagoniens (CIEP) à Coyhaique.

Durant la décennie 1980, le Chili s'est engagé progressivement dans un processus concomitant de déconcentration et de décentralisation. La compétence d'aménagement du territoire est transférée aux régions, celles-ci bénéficient d'un statut juridique propre : le Gouvernement Régional (GORE). Les membres de ce conseil régional sont élus au suffrage universel direct depuis 2013, mais il est présidé par un Préfet de Région, nommé par le Président de la République. Pour mener à bien ses prérogatives de développement économique et social, la région est dotée d'un fonds d'intervention structurel nommé FNDR (Fonds National de Développement Régional) dont la répartition budgétaire interne est décidée entre les conseillers sur présentation de projets des communes ou structures parapubliques ayant l'aval d'un service d'État. Comme nous l'avons vu dans la description de la forme de développement étatique, des fonds sectoriels existent et sont directement attribués *via* les services déconcentrés de l'État, sous la tutelle des ministères établis à Santiago du Chili. Comme présenté dans la première partie de cet ouvrage, dans la région d'Aysén, un soutien direct en faveur de la structuration de la filière touristique commence au cours des années 2000 via le Fonds National pour le Développement. Pour la période entre 2014 et 2018, un programme renforcé de développement et de gestion touristique de la destination d'Aysén de €440 millions (soit \$US 580 millions) est alloué. Il comprend un plan de marketing et la création d'infrastructures devant améliorer les infrastructures routières et aider à la valorisation culturelle de la région a été voté. Cependant, seuls €165 millions sont destinés directement à l'aménagement touristique, le reste est déployé principalement pour l'infrastructure routière. Même si ces nouvelles dotations peuvent être considérées comme modestes au regard d'autres régions du pays ou au niveau international, elles montrent la prise en compte progressive du secteur touristique comme levier au développement régional.

D'autres fonds publics d'investissement vont contribuer indirectement aux aménagements touristiques comme la création de sentiers, de passerelles, de pontons, l'aménagement de parcs, de jardins, de « miradors » ou de « Routes panoramiques » (*Rutas Escenic*as). Le tableau, ci-après, présente une diversité d'initiatives s'intéressant pour tout ou partie au secteur touristique. Cet essai de synthèse n'a pas la prétention d'être exhaustif, mais il permet d'ébaucher

le contexte territorial du développement touristique. Ces nombreux projets de développement sont soutenus par l'initiative d'acteurs aussi bien publics que privés. Ils bénéficient de manière souvent croisée de financements régionaux (Gouvernement régional ou services déconcentrés), de fonds nationaux ou de coopérations internationales ainsi que de fondations ou d'Organisations Non Gouvernementales (ONG). Une lecture transversale de ces initiatives permet de faire ressortir trois orientations dominantes associées aux projets régionaux de développement touristique. La première préoccupation est principalement économique. Elle s'intéresse à soutenir la structuration des réseaux d'acteurs sur le modèle d'économie régionale des Systèmes Productifs Locaux (SPL) ou des *clusters* (Colletis & Pecqueur, 1993) adaptés au tertiaire touristique avec la création des zones touristiques prioritaires (ZOIT) par exemple. Elle vise à mutualiser des moyens d'agents économiques mettant en marché une offre locale de produits touristiques afin de développer des stratégies de marketing, de commercialisation et de communications communes. Les projets tels que les territoires d'entrepreneurs *Chile Emprende*, les *clusters* touristiques *De Pampa a Fiordos*, *Patagonia por Descubrir* et l'actuel programme de la CORFO *PER Turismo* répondent parfaitement à ce modèle. Ces projets profitent directement à l'entrepreneuriat local et bénéficient d'un soutien important des acteurs publics (Gouvernement régional et services déconcentrés de l'État).

La seconde préoccupation est plus sociale et culturelle. Sans négliger la dimension économique, elle vise à fédérer des acteurs autour d'un projet commun visant à valoriser des ressources spécifiques du territoire (Gumuchian & Pecqueur, 2007 ; François, Hirczak & Senil, 2006). Les projets du Parc Naturel Régional «ACCA», de la Route des Saveurs d'Aysén, d'EuroChile à Cerro Castillo, la création de la Maison du Tourisme Rural ou le projet du Centre de tourisme scientifique rentrent dans ce cadre en répondant aux principes axés sur une économie plus sociale et solidaire (Lamic, 2008). Basés sur le système d'association et de coopérative de production tourné vers l'auto-organisation et l'autogestion des acteurs locaux, ces projets vont principalement bénéficier de financements d'organisations, de fondations ou de la coopération internationale. Enfin, la troisième préoccupation est environnementale et sociale. Des projets tels qu'*Aysen Reserva de Vida*, *Biodiversidad de Aysén* ou *Patagonia Mar y Tierra* sont tournés vers la protection des milieux, des ressources naturelles et spécificités culturelles et la médiation environnementale. De fait, ces initiatives bénéficient du soutien d'organisations écologistes, de fondations et d'organisations chiliennes et internationales.

Tableau 27. Des exemples de projets de développement touristique de la région d'Aysén sur la période 1990-2018

Période et nom du projet	Animateur et budget	Objectifs principaux
Depuis 1990 <i>Aysén Reserva de Vida</i>	CODEFF – CODESA, \$US 20 000/an	Développement durable d'Aysén
2001-2005 <i>Biodiversidad de Aysén</i>	CONAF & Raleigh, €1 000 000 de l'UE	Gestion des aires protégées, réinsertion de jeunes
2000-2005 Parc Naturel Régional (A.C.C.A.)	CONAMA FFPNR, €2 000 000 (Fonds Français Environnement Mondial)	Transfert du concept de PNR français : créer un cadre pour le développement durable
2003-2005 La Route des Saveurs d'Aysén (<i>Sabores de Aysén</i>)	CODESA, \$US 230 000 du Fond pour l'Innovation Agricole (FIA)	Créer un label pour les produits du terroir et un circuit touristique associé
2002-2012 La Maison du Tourisme Rural	INDAP, \$US 30 000 /an du Ministère de l'Agriculture et du Fond Social FOSIS	Créer un réseau de Gîtes Ruraux, développer l'agritourisme
2003-2012 École des Guides de la Patagonie	EDG – CODESA, \$US 70 000 /an de sources publiques et privées	Former des jeunes aux métiers du tourisme de nature
2006-2011 Les territoires d'entrepreneurs	SERCOTEC, \$US 300 000 /an du Fond public <i>Chile Emprende</i>	Fédérer les professionnels du tourisme pour une commercialisation commune
2009-2011 Cluster touristique "Pampa-Fiordos"	CORFO, \$US 100 000 /an de Fonds Publics	Mise en réseau d'acteurs et marketing collectif
2008-2016 "Turismo Científico"	Équipe CIEP, \$US 500 000 de la CORFO puis \$US 500 000 du BID	Mise en réseau d'acteurs du tourisme, des sciences et de la conservation
2012-2016 "Patagonia por Descubrir"	Équipe CIEP, \$US 100 000 /an de Fonds Publics régionaux	Mise en valeur expérientielle de programmes touristiques
2014-2018 ZOIT Queulat, Chelenko & Los Glaciares	SERNATUR \$US 100 000 /an de Fonds Publics régionaux	Définition de zone touristique, coordination d'acteurs pour valider l'offre
2014-2018 PER Turismo	CORFO \$US 500 000 /an	Coordination des investissements et subventions à l'entrepreneuriat
2016-2018 Réseau "Patagonia Mar y Tierra"	Fondation PEW et organisations locales \$US 150 000 /an	Définition de priorités pour la conservation, coordination d'acteurs

(Bourlon, 2018 ; CORFO, 2015 ; SERNATUR, 2013)

Ce panorama des projets de développement en lien avec le tourisme montre la diversité des orientations prises par ces différentes initiatives tant économiques, qu'écologiques, sociales ou culturelles. Une hybridation des logiques touristiques existe dans certains projets, entre la logique écologique et sociale, la logique sociale et économique et la logique sociale et culturelle. On observe, en outre, la capacité d'un confin géographique à capter des financements exogènes. Ceux-ci proviennent soit de l'État afin de diminuer les disparités régionales et de soutenir le développement économique de ses « zones extrêmes », soit d'organismes, de coopérations, de fondations ou d'organisations fortement impliqués dans les domaines de la protection de la biodiversité et du soutien au développement des communautés locales.

1.2.2. Un développement touristique durable dans la région d'Aysén ?

Le travail de recherche « *Destination management in Chile* » (Pearce & al., 2016) compare les stratégies et les objectifs de développement du tourisme dans trois zones du Chili : la région de Valparaiso, celle de Los Ríos et celle d'Aysén. Pour ses auteurs, « les objectifs et fonctions des systèmes de gestion des destinations sont divers et doivent être spécifiés pour chaque destination ». Ils montrent de quelle manière une diversité d'organismes participe directement et indirectement au tourisme et, bien qu'il existe des variations locales et régionales, « la gestion des destinations au Chili a un cadre politique et économique similaire du fait de cette structure institutionnelle fortement centralisée et d'un important interventionnisme du Gouvernement central ». La région d'Aysén dépend ainsi de politiques d'État et d'une forte intervention gouvernementale, « où le tourisme, qu'il soit de nature, d'aventure ou d'intérêt scientifique [...] reste relativement peu développé » (Pearce & al., 2016). Au travers d'une matrice permettant d'établir la relation entre objectifs, actions et acteurs impliqués dans les plans et stratégies touristiques, les auteurs montrent l'existence de vingt-trois objectifs différents et d'une « grande importance (...) attribuée à la création de l'offre », au suivi de l'amélioration de l'infrastructure, de l'amélioration de la qualité, des études et recherches pour l'amélioration de la qualité, de l'amélioration de la compétitivité, de la gestion de la ressource pour favoriser la durabilité et de la planification territoriale (Pearce & al., 2016). Mais il n'existe pratiquement pas de stratégie pour répondre à la demande. Selon eux « ce qu'il manque ici, c'est de s'occuper de manière explicite des visiteurs », alors qu'il s'agit de la principale préoccupation des gestions touristiques sur d'autres destinations ! Un environnement de qualité pour développer le tourisme apparaît comme l'inquiétude principale de l'État. Cela peut contribuer à améliorer l'expérience du visiteur, mais de toute évidence, « être au service du visiteur n'apparaît pas comme un objectif clef des plans chiliens » pour Douglas Pearce. L'absence

d'acteurs associés à chaque objectif, dans la moitié des plans et stratégies, interroge de qui et pour qui sont ces objectifs. Les pouvoirs publics et les techniciens semblent décider des actions sur les territoires sans contrepartie significative. Un organisme de gestion de la destination fait défaut.

L'analyse des politiques et projets visant à favoriser le développement touristique dans la région d'Aysén confirme l'appréciation générale. On observe, dans le plan stratégique de la CORFO (2015), cinq typologies d'interventions : 1) le diagnostic et l'identification des ressources, 2) les projets de marketing et la promotion de l'offre (études sur la gastronomie régionale, études sur la promotion touristique pour les voyageurs indépendants), 3) les projets d'amélioration de l'offre (aide à l'investissement des entreprises *via* CORFO, SERCOTEC et INDAP, études d'intérêt public de type exploratoire, réseaux d'innovation sociale), 4) les projets dits de « développement durable » par la mise en réseau (*cluster* entrepreneurial, circuits intégrés avec l'Argentine, définition des zones touristiques prioritaires, création de produits touristiques innovants, etc..) et 5) les projets socio-environnementaux (insertion sociale avec des voyages du troisième âge, financement de plans de gestion des parcs, études de capacités de charge). Il y a un grand nombre d'interventions qui semblent pouvoir couvrir l'ensemble des problématiques d'un développement durable, mais pratiquement aucune n'aborde l'accueil des visiteurs à proprement parler.

La stratégie de promotion et de marketing de SERNATUR pour la période entre 2014 et 2018 précise que l'objectif est « que la visite du touriste dans notre région [...] soit une expérience à la hauteur de la qualité des paysages » (SERNATUR 2013a). Il s'agit donc « de développer le secteur du tourisme de manière planifiée et durable, en mettant en valeur et en protégeant les attraits et les ressources touristiques naturelles et culturelles afin de pouvoir favoriser un tourisme d'intérêt spécifique, l'amélioration de la compétitivité et la qualité des entreprises du secteur » (*op. cit.*). Le plan propose ainsi une intervention sur trois Zones Prioritaires, Queulat, Chelenko et Los Glaciares, et dans les aires protégées.

La promotion de cinq destinations se réalise dans la région : 1) Palena-Queulat, 2) Coyhaique-Puerto Aysén-Puerto Chacabuco, 3) Lago Chelenko-Río Baker, 4) Cochrane-Tortel-Villa O'higgins et 5) Fjords et Canaux. Le voyageur est invité à arriver par Palena-Queulat (et non par l'aéroport principal de la région) : « la porte d'entrée de la Patagonie nord qui reçoit les visiteurs avec d'incroyables paysages où l'exubérance des forêts toujours verdoyantes et les eaux pures du majestueux Río Palena se combinent avec la chaleur de ses colons » (SERNATUR, 2018). L'invitation est grandiloquente et vague : on propose de venir voir la nature et les gens qui y vivent. De fait, parmi les dix-huit attraits dont SERNATUR fait la promotion, dix-sept sont des lieux de nature le long de la route australe. Celle-ci est le cœur de la

stratégie de promotion, car elle est « reconnue au niveau mondial comme un lieu idéal pour profiter des plus beaux paysages ». Seul le village de Tortel est mis en avant : « à l'embouchure de la rivière Baker, le petit port de pêche de Tortel surgit, un beau et pittoresque village qui a des histoires magiques d'explorateurs et de courageux colons ». Il est proposé au voyageur de vivre une « expérience » et se convertir « en un aventurier en faisant de la randonnée pédestre ou équestre ou [en profitant] des thermes et de la gastronomie locale. Viens découvrir et apprécier toutes les activités qui t'attendent à Aysén en Patagonie ». Tout est possible ici. L'invitation étant faite, il faut créer des produits qui répondent aux attentes. C'est ce que propose d'organiser le Programme Stratégique Régional (*Programa Estratégico Regional*, PER) suivant quatre lignes d'action : 1) promouvoir la diversification productive, 2) aider les secteurs à fort potentiel de croissance, 3) augmenter la productivité et compétitivité des entreprises et 4) créer une nouvelle dynamique à l'export (CORFO, 2015). Il est clair que le principal souci est le développement économique et non la protection de l'environnement ou la mise en valeur de la culture régionale.

Il existe une volonté déclarée de faire du tourisme « durable ». En tout cas, c'est ce que laisse entendre le programme de certification *sello S* : dix entreprises ont reçu le label en 2018, toutes font de l'hébergement, dont l'Hôtel et Casino Dreams d'une chaîne hôtelière nationale. L'objectif de créer une destination d'éco-aventure (CORFO, 2015) est promu par l'État, qui invite les entrepreneurs à profiter de la nature pour faire des affaires en créant de produits compétitifs. Malgré le grand nombre de projets financés, seuls quelques programmes ont cherché à créer des synergies entre acteurs et habitants. Les projets aux ambitions durables, intégrateurs ou fédérateurs et socialement soucieux de l'environnement, sont le fait d'acteurs privés ou exogènes au territoire. Ainsi le projet ACCA (basé sur le modèle des PNR de France) issu de la coopération franco-chilienne, le projet d'aménagement des usages du territoire (*Plan Regional de Ordenamiento Territorial*, PROT) issu de la coopération chileno-allemande ou certaines initiatives localisées, telles que celles de l'organisation locale CODEFF avec l'aide de la fondation *Las Americas* (afin de créer des capacités locales pour le tourisme) ont eu pour ambition de dépasser les clivages sectoriels. Les projets *Sabores de Aysén*, *Aysén Reserva de Vida*, *Patagonia por Descubrir*, *Turismo Científico* ou encore *Patagonia Mar y Tierra* (tableau 33), ont eu pour coordinateurs des acteurs privés (organisations locales ou universitaires) ayant quelques fonds publics, mais surtout des aides extérieures. Ces dernières n'ont pas été insérées clairement dans la stratégie des services de l'État.

Le système touristique local est émergent et de nombreux attraits sont mis en avant, mais seuls quelques produits sont clairement proposés : le glacier Queulat, les Capillas de Marmol et le village de Tortel. Toutes les pratiques et aventures sportives sont possibles, mais aucune n'est mise en avant sur un

lieu spécifique. Trois opérateurs locaux ont décidé de proposer du rafting sur les rivières Simpson (Patagona Rafting à Coyhaique), Baker (Baker Patagonia Adventure à Puerto Bertrand) et Palena (Yagan Expediciones à La Junta), distantes entre elles de 500 km. Le thème n'est pas l'axe de promotion choisi par la région. Le marketing actuel consiste à promouvoir une expérience immersive dans une nature « exubérante », mais ne précise pas clairement comment, où et avec qui. C'est au visiteur de se débrouiller pour se renseigner, si quelqu'un répond à son appel téléphonique ou à son courriel. Il peut aussi décider de venir en espérant pouvoir le faire sur place, si l'opérateur est encore là... La faible évaluation de l'expérience touristique (39 % de satisfaits par rapport aux attentes) montre qu'il y a un décalage clair entre l'offre promue et ce qui peut être réalisé. Le tourisme n'est pas orienté et accompagné par l'État au-delà du financement de projets ponctuels. Ce sont les acteurs individuels et les opérateurs de sports d'aventure exogènes avec l'aide de quelques habitants proposant un hébergement familial et des services ponctuels qui structurent la destination, chacun de leur côté et chacun pour soi.

Il n'y a pas de Système Culturel Localisé au sens français (Corneloup, Bourdeau & Mao, 2004). Il existe une intentionnalité de concertation avec un Comité public et privé pour le tourisme et l'idée d'une Agence de gestion de la destination dans un futur proche, si les orientations politiques ne changent pas entre-temps. La gouvernance reste faible et aucun acteur, même ceux faisant la coordination des zones touristiques prioritaires, n'a ni la capacité ni les moyens de mettre en œuvre des choix stratégiques. Les projets sont exécutés sans liens structurels entre eux. Le nouveau plan propose de faire du tourisme dans les aires protégées en ayant défini des zones d'usage, mais la gestion et les produits sont laissés à la discrétion des opérateurs qui obtiendront une concession. Nous sommes bien dans un système pré-touristique ou exploratoire (figure 43), un lieu où se rendre. Il est marginalement « un lieu d'envoi » (Kadri, Reda-Khomsî & Bondarenko, 2011) pour des opérateurs internationaux du tourisme d'aventure.

1.3 Analyse géohistorique des formes de développement en Aysén

Pour l'heure, les projets publics visent à favoriser certaines pratiques touristiques économiquement prometteuses qui pourraient compenser la faible productivité agricole, le faible nombre de projets miniers, l'abandon des projets hydroélectriques et une industrie du saumon soumise aux aléas du marché et aux conséquences sanitaires négatives, du fait de pratiques intensives et peu amicales avec l'environnement. Comprendre l'incidence socio-spatiale des projets que l'État finance pourrait permettre d'optimiser les efforts et les investissements des politiques publiques visant à favoriser le développement durable, qu'il appelle de ses vœux. Certaines formes de

développement sont renforcées ou défavorisées par la mise en œuvre des politiques d'État.

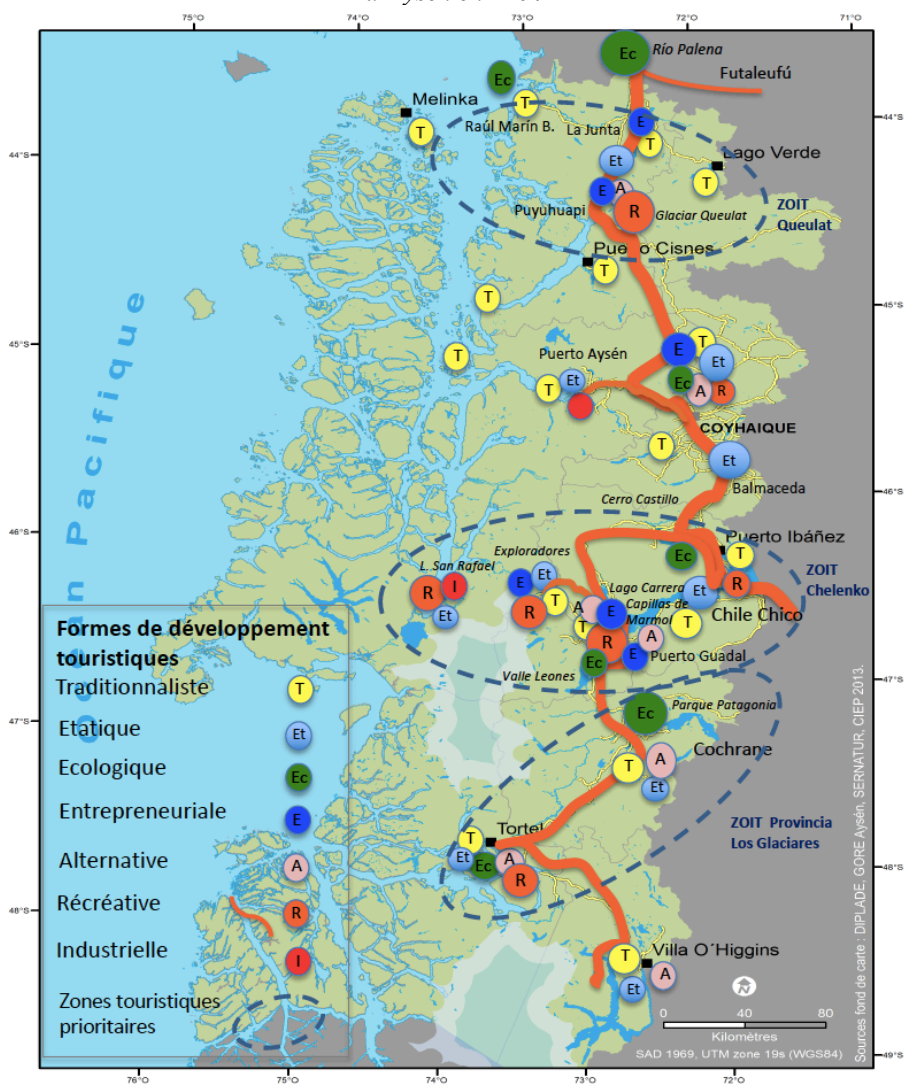
1.3.1. Spatialisation des formes de développement

Par la description des formes de développement touristique de la région d'Aysén, nous avons montré qu'il existe des logiques d'actions qui leur sont propres. La forme étatique souhaite favoriser le développement selon une logique technocratique et politique avec des normes et des cadres législatifs bien établis. La forme traditionnelle souhaite préserver une logique culturelle et une économie familiale et patrimoniale autour du « campo », c'est-à-dire la ferme, mais aussi tout l'espace rural investi par une famille, tout en aspirant à une insertion du monde rural dans les dynamiques touristiques. La forme entrepreneuriale espère la mise en place de cadres favorables pour profiter des opportunités économiques et marchandes offertes par le territoire et rentables à court terme. Il s'y associe l'émergence discrète d'une forme industrielle, avec la création d'une offre normée et contrôlée (croisières, casinos, centre de ski et musée) usant abondamment des technologies de l'information et des innovations dans les activités récréatives. Cependant, c'est la forme écologique, avec une logique de conservation patrimoniale, qui marque le paysage socio-économique du territoire. Il existe une volonté d'imposer l'urgence environnementale en créant de nouveaux espaces protégés ou fermés et en cofinçant des initiatives touristiques écologiques, avec un contrôle des impacts sur la faune et la flore. Elle est accompagnée par la forme alternative qui, dans une logique néo-rurale et agro-écologique, veut établir un cadre de vie « naturel » permettant le bien-être, la subsistance et la protection de lieux d'importance culturelle, paysagère et écologique. Dans cet univers d'acteurs territorialisés, la forme récréative exogène souhaite pouvoir profiter d'une « nature extraordinaire », par opposition à la « Nature Ordinaire », plus urbaine, qu'ils connaissent (Godet, 2010). Comme on l'apprécie sur la carte suivante, ils souhaitent que soient favorisées les conditions permettant leur accueil pour des pratiques sportives ou familiales (à Coyhaique) avec l'aménagement de sites récréatifs adaptés ou l'accès libre ou peu onéreux dans la zone du glacier Queulat, du mont Cerro Castillo, le site des Capillas de Marmol, du glacier Exploradores et dans une moindre mesure à la Laguna San Rafael. À Tortel ils souhaitent une meilleure infrastructure terrestre et plus d'hébergement.

On observe une présence différenciée des formes sur le territoire où certaines s'imposent sur un site. La forme étatique intervient de manière prépondérante sur la route australe, dans l'aménagement de parcs et réserves Glaciar Queulat, Laguna San Rafael, Exploradores, dans la construction d'un musée à Coyhaique, un marché à Puerto Aysén, l'agrandissement de l'aéroport de Balmaceda, des infrastructures portuaires au Lac Carrera ou au Lac O'Higgins. La forme écologique est fortement présente dans le nord de la

région et la province de Palena, sur le littoral près de Raúl Marín Balmaceda, ou sur la commune de Cochrane, le site du parc Patagonia. Elles sont plus discrètes près de Coyhaique, Villa Cerro Castillo ou dans la vallée Los Leones. La forme entrepreneuriale est logiquement associée à des sites de forte affluence touristique (Capillas de Marmol. Exploradores, Glacier Queulat, Coyhaique) et aux zones touristiques prioritaires (Queulat, Chelenko et Los Glaciares).

Carte 15. Spatialisation des formes de développement touristique de la région d'Aysén en 2104



(Bourlon, 2018)

D'autres formes sont présentes de manière encore diffuse, comme les formes traditionnelles et alternatives, bien que certains sites de prédilections se dégagent autour des villages ruraux de La Junta, Puerto Guadal, Tranquilo, Cochrane, Tortel ou Villa O'Higgins) et des sites de conflits environnementaux. La présence concomitante de plusieurs formes sur des lieux emblématiques produit des tensions dans les villages de Puerto Tranquilo, Tortel ou la capitale régionale, le résultat de représentations sociales et d'usages de la nature opposés, entre des logiques progressistes et écologiques. Parfois, des cohabitations ou des rapprochements entre acteurs locaux s'expriment, soit par convergence de regards et de valeurs, soit afin de mieux répondre aux attentes et demandes touristiques (à Tortel ou Villa O'Higgins par exemple, entre les formes traditionnelles et alternatives). Cette spatialisation des formes de développement est le résultat d'un processus historique et stratégique qu'il convient de connaître pour anticiper de probables évolutions.

1.3.2. Géohistoire des formes de développement de la région d'Aysén

La spatialisation est une vision à un instant donné, mais le fruit d'une géohistoire des formes de développement. Une prééminence de la forme entrepreneuriale appuyée par l'État existe, mais on observe aussi le renforcement des formes écologique et alternative. La forme traditionnelle essaye d'exister dans un contexte de déprise rurale. La forme récréative est encore discrète et spontanée, les politiques publiques et le marketing entrepreneurial n'ayant pas encore conditionné la demande. Pour sa part, la forme industrielle est quasiment inexistante. Cette situation est le résultat d'un processus historique que l'on peut séquencer en trois phases : la colonisation, l'ouverture de la *Carretera Austral* et l'arrivée de néo-colons aux préoccupations environnementales. Chronologiquement (tableau suivant), l'apparition des formes de développement s'organise autour de quatre périodes : 1) avant 1980, la colonisation avec la prééminence de la forme étatique et traditionaliste ; 2) dès 1990, avec l'ouverture de la route australe, l'installation de la forme entrepreneuriale ; 3) dès 1999, avec la mise en œuvre des premières actions volontaristes de développement touristique, une confrontation des formes entrepreneuriales, traditionnelles et alternatives ; 4) après 2009, avec la première politique régionale du tourisme et les projets de développement hydroélectrique, une confrontation des formes écologique et alternative avec la forme étatique principalement.

Tableau 28. Une géohistoire des formes de développement touristique de la région d'Aysén

Période Forme	1902-1975	1975-1999	1999-2009	2009-présent
Événements marquants du développement touristique	Colonisation, définition des frontières et création d'Aysén	Ouverture de la route australe, plans de développement et promo touristique	Stratégies régionales de développement et actions de développement touristique	Stratégie et politique régionales de développement touristique
Traditionnelle	Colonisation spontanée et tradition d'accueil aux voyageurs	Programme de développement rural des confins de la région	Structuration d'une offre et réseau de tourisme rural	Le monde traditionnel comme attrait touristique
Étatique	Absence de la région d'Aysén dans les politiques d'État	Déconcentration et services d'État, route australe	Appui au développement entrepreneurial et industriel (barrages)	Programme d'aide à l'investissement et concessions des parcs
Entrepreneuriale	Hôtels	Lodges de Pêche	Première vague de création d'opérateurs touristiques	Hausse de la création d'entreprises de tourisme
Industrielle	Navigations	Navigations	Croisières, ski	Croisières, ski, musée
Alternative	-	-	École des Guides de la Patagonie	École des Guides, réseaux PSR et TS
Écologique	-	-	Création de Parc privés et mouvement anti-barrages	Création des réseaux de conservation privée
Récréative	Les ouvriers de voies (Crozier & Freiberg, 1997),	Les voyages sur la route australe des Argentins (Grenier, 1997)	Les pêcheurs, routards, cyclistes et voyageurs indépendants	Visite de parcs et sites naturels
Influence territoriale de la forme	Dominante	Secondaire	Émergente ou en recul	Résiduelle

(Bourlon, 2018)

Pour chaque forme, on observe une période d'apparition, de domination ou de retrait. La forme étatique apparaît dès 1960 avec la création des parcs et réserves nationaux. Son incidence est accrue dès 1976 avec les travaux d'ouverture de la route australe et surtout, au regard du tourisme, dès 1999 avec les premières stratégies régionales de développement. Ceci donne lieu aux premiers programmes de subventions à l'entrepreneuriat et à l'investissement en vue du développement touristique. Cette volonté de développement économique culmine avec l'appui aux projets hydroélectriques et se contredit avec une politique volontariste de développement touristique (dès 2009), un plan d'investissement pluriannuel (2013) et la création du Ministère de l'Environnement et du Sous-secrétariat au Tourisme en 2014.

La forme traditionnelle émerge en tant qu'acteur du tourisme dès 1975, avec l'ouverture de la route australe et une offre d'hébergement et de restauration spontanée, en milieu rural. Avec un déclin agricole, l'État cherche à préserver les modes de production agricole et de la pêche et instaure dès les années 2000 des programmes d'aide cherchant à créer une offre touristique rurale. Aujourd'hui encore, l'offre reste très discrète, peu organisée et spontanée. Son incidence est pourtant réelle puisqu'elle permet au monde rural d'obtenir des revenus complémentaires et aux « voyageurs nomades » (Michel, 2009) de découvrir des zones isolées, en profitant d'un réseau d'acteurs disséminés en immersion sur tout le territoire. La reprise du programme de réseau de tourisme rural, avec l'objectif de passer de trente à trois cents projets ruraux, pourrait renforcer cette forme, mais les stratégies sont encore peu syntonisées avec l'action des services du tourisme.

La forme de développement entrepreneuriale prend de l'importance dès l'ouverture de la route australe, avec la création d'offres d'hébergement et de restauration pour les voyageurs motorisés. À partir de 1985, une offre commerciale plus spécifique voit le jour avec la pêche à la mouche qui attire des Européens et Nord-Américains. C'est cependant avec les politiques de développement étatique, les subventions et les concessions dans des espaces protégés qu'elle prend une importance considérable. Bien qu'encore peu organisée commercialement et professionnellement (un mouvement de fédération des micro-chambres de commerce a eu lieu en 2016), elle domine les débats du développement de la Région d'Aysén. L'offre touristique reste cependant disparate, encore peu spécialisée et opportuniste.

Les formes écologique et alternative semblent émerger de manière synchrone dès 1999. Ceci correspond à la mise en œuvre des grands projets de parcs privés dès 1992 dans la province de Palena (parc Pumalin), au début d'un tourisme de nature dans le secteur de Futaleufú (pêche à la mouche et rafting) et au discours d'une région réserve de vie (*Aysén Reserva de Vida*) et libre de déchets nucléaires ou d'industries polluantes (telles que les usines

d'aluminium de 2001). Les projets de création d'un Parc Naturel Régional (projet A.C.C.A. dès 1999), d'un deuxième grand parc privé (Parc Patagonia, dès 2005) et le début d'une période touristique marquée par l'arrivée de routards et de cyclistes puis par des migrations d'agrément dès 2000, accompagnent la consolidation de ces formes. Elles sont aujourd'hui souvent en opposition avec les formes entrepreneuriales et étatiques.

La forme récréative reste émergente : à la période des explorateurs et des expéditions sportives (1930-1975) suit celle des pêcheurs à la mouche (1980), du tourisme en voiture (pour les Argentins dès 1985), du cyclisme, des routards (1999-2009) et depuis peu des voyages de familles chiliennes. L'activité récréative est émergente, mais s'affirme : les flux de visiteurs augmentent et l'offre commerciale proposée par des entrepreneurs régionaux cherche à répondre à la demande. Toutefois, comme le montre le faible taux de satisfaction des visiteurs à la fin de leur séjour (SERNATUR, 2017), les attentes ne sont pas comblées. Le dialogue entre les acteurs du territoire et les visiteurs n'est pas fluide. L'un souhaite vendre ce qui est rentable et l'autre être libre de voyager ou bon lui semble sans vouloir consommer de paquets touristiques ou aller là où on le lui demande. La pression sur quelques sites augmente ainsi fortement, particulièrement dans le parc Queulat, aux îles Capillas de Marmol, au glacier Exploradores et à Tortel, créant des impacts environnementaux et des mécontentements. L'expérience touristique n'est satisfaisante ni pour les touristes (selon les visiteurs chiliens rencontrés à Puerto Guadal) ni pour les habitants, ce qui se traduit par un mauvais accueil et des conflits entre opérateurs (à Puerto Tranquilo et à Puyuhuapi notamment).

L'histoire longue est ainsi celle de l'assimilation par l'État d'un espace de marge et celle de son appropriation par les colons et les pionniers, notamment autour de l'histoire de la construction de la *Carretera Austral* à partir de 1976. Son ouverture coïncide avec l'émergence de formes de développement touristique étatique, traditionaliste et entrepreneuriale, progressistes et anthropocentriques. La forme étatique, associant les services décentralisés et les collectivités locales et ayant pour principe commun supérieur l'intérêt collectif et le bien public, pousse à la création d'espaces de pratiques touristiques, de législations et de normes, mais aussi de politiques d'aides et de subventions visant à favoriser le développement économique. La forme traditionaliste, dominante jusque dans les années 1980 et dont les acteurs sont issus du monde rural ou de la pêche, cherche sa place dans le tourisme, en tant qu'opportunité de rente familiale complémentaire. La forme dite entrepreneuriale profite des opportunités économiques globales d'un système touristique émergent et structure une offre récréative pouvant plaire à une clientèle nationale et internationale aisée.

L'histoire courte est en revanche marquée par l'apparition de trois formes de développement, que l'on pourrait qualifier de socio-écologiques et marquées par une représentation sociale anthropocentrique ou écologique de la nature. Cette forme écologique, menée par des acteurs individuels ou collectifs, comme les fondations privées exogènes, favorise la patrimonialisation d'espaces pour la conservation et la sauvegarde de la biodiversité, la création d'espaces protégés étant en soi un attrait pour des touristes en mal de nature. En revanche, la forme alternative est le fait d'acteurs néo-ruraux passionnés de nature et d'aventures voulant mettre en place des projets de vie dans un confin géographique. Elle émerge avec la forme récréative et est constituée d'une grande diversité d'acteurs locaux ou d'anciens touristes nationaux et internationaux ayant de nouvelles pratiques de nature. Elle s'installe de manière spontanée et anarchique et propose des services, marchands ou non, qui répondent de manière limitée aux attentes d'un tourisme plus massif. La forme industrielle et technologique est également encore émergente. Elle est avant tout représentée par les croisières et l'hôtellerie des casinos, entreprises exogènes au territoire. Les ferries provenant des régions voisines ou les paquebots venus de l'étranger ont ainsi une incidence spatiale et matérielle sur le port principal de la région d'Aysén et sur l'axe routier vers la capitale régionale. D'autres signes avant-coureurs, comme l'industrie du saumon voulant organiser des visites vers des « fermes modèles », les entrepreneurs créant des parcs privés pour la pratique du VTT ou de la moto cross, les activités d'*heliskiing* ou de survie en milieu extrême ou l'organisation de croisières sur le Lac Général Carrera, préfigurent la massification possible du tourisme, en faisant appel aux technologies et à l'efficacité dans l'organisation. Enfin, la mise en place du Musée Régional d'Aysén, du réseau de bases « polaires » sur les Champs de Glaces Patagoniens ou les essais de développement d'un centre de ski (initiative d'État gérée par une association sportive municipale à but non lucratif) devraient prendre de l'importance dans les années à venir.

1.3.3. Lecture des dynamiques du système touristique de la région d'Aysén par les formes de développement

Le tableau suivant montre le positionnement général des formes de développement d'Aysén en lien avec les représentations et usages de la nature. La forme étatique essaye de profiter du territoire marqué par une nature exubérante pour attirer des visiteurs urbains, par des actions d'amélioration des infrastructures, la promotion et le marketing. Elle structure des normes et des plans pour gérer les premiers flux sur des sites déjà saturés. La forme récréative cherche à éviter les contrôles et les lieux onéreux pour réaliser librement ses pratiques récréatives de nature (marche, camping, pêche, etc.). La forme alternative et la forme traditionaliste ont une relation de méfiance,

mais aussi de recherche de bénéfices réciproques. L'une aspire à un retour à une « vie naturelle » et l'autre souhaite entrer en relation avec le monde moderne, urbain. Leur rapport emblématique est marqué par la vente et l'achat de terrains agricoles, permettant l'installation des néo-ruraux et créant des ressources financières pour les paysans. La possibilité pour les acteurs ruraux de vendre des produits et des services aux nouveaux venus les initie au monde du tourisme. Les formes entrepreneuriales et industrielles sont en claire opposition idéologique. Les premières ont une vision progressiste de la nature et cherchent à en tirer parti alors que les secondes souhaitent la « sauver » ou préserver le territoire des usages productivistes.

Bien qu'Aysén soit un espace touristique émergeant emblématique, des tensions voient le jour. La tension principale semble survenir des politiques et des investissements publics flous dans des objectifs affichés et très sectoriels, chaque ministère poursuivant son propre agenda défini au niveau central. L'action publique semble renforcer les logiques d'actions progressistes, entrepreneuriales et industrielles. Elle propose la création de « produits compétitifs » (CORFO, 2015) afin de répondre à une demande hypothétique identifiée par des études de marché. Ceci est critiqué par les acteurs de la forme alternative et écologique, car ces initiatives affecteraient l'environnement et la qualité du territoire. La forme traditionaliste est moins critique, car progressiste, mais n'a pas accès aux fonds proposés par l'État aux entreprises formalisées.

Tableau 29. Les positionnements des formes de développement touristique d'Aysén en 2016

Représentations sociales de la Nature (Vachée, 2001)	Progressiste	Anthropocentriste	Écologiste
Cités (Boltanski et Thévenot, 1991)	Marchande et industrielle	Civique, domestique et de l'opinion	Inspirée ou écologique
Formes de Développement Touristiques des lieux de nature	Forme étatique et législative (exogène)	contrôle →	Forme récréative (exogène)
	Forme traditionaliste (endogène)	← compromis	Forme alternative (endogène)
	Forme commerciale et industrielle (exo-endogène)	← affrontement →	Forme écologique (privée exo-endogène)
	Histoire Longue	← →	Histoire Courte

(Bourlon, 2018)

L'État est omniprésent dans la structuration de l'espace touristique d'un confin. En Patagonie chilienne, il investit, par habitant, trois fois plus qu'ailleurs (Maldona & Medel, 2016), mais pour l'une des régions le plus grande et sous-peuplée. Or, au vu des informations de terrain, l'impact des actions issues des politiques publiques sur le territoire semble incertain. Il déclare vouloir favoriser le tourisme dans son ensemble, mais les justifications sociales à son action sont orientées idéologiquement dans ses modalités d'aide à son développement. Alors qu'est promu un développement « durable » du territoire, les acteurs observent le manque de cohérence et de gouvernance (un entrepreneur de Raúl Marín Balmaceda). Du fait de la fragilité naturelle et culturelle des espaces de confins, une stratégie concertée apparaît vitale. La grande majorité des acteurs enquêtés et des organisations locales (CODESA, CODEFF, AUMEN, etc.) s'inquiètent pourtant d'un développement inéquitable et peu approprié.

Au regard des théories des jeux d'acteurs et de leurs positionnements, les conflits se basent sur des justifications sous-jacentes aux valeurs défendues. Les tensions se construisent autour de quatre paradigmes : de compétition, de collaboration, d'évitement ou de concessions (Mao, 2003). Les acteurs dominants : l'État, les entrepreneurs et les industriels veulent imposer leur vision. Les acteurs de la forme traditionaliste préfèrent garder le territoire tel quel pour des raisons culturelles, tout comme ceux de la forme écologiste, qui déclarent que ce territoire est unique et doit être conservé du fait de l'importance de sa biodiversité. Les acteurs de la forme alternative cherchent en revanche un équilibre et des concessions de part et d'autre, tout en réclamant leur droit à réaliser leur projet de vie sur un territoire de qualité.

Dans ce cadre, les visiteurs, acteurs de la forme de développement récréative, prennent position au gré des situations lors de leurs visites : des entrepreneurs et industriels qui leur proposent des services de qualité en leur assurant de pouvoir réaliser leur projet, mais aussi des acteurs du monde rural, des micro-entrepreneurs et des écologistes lorsque ceux-ci leur présentent les enjeux et les défis du territoire. Dans cette situation de tensions territoriales, la forme récréative semble être au cœur des enjeux puisque le visiteur est alors client de plusieurs acteurs et en même temps sensible à la qualité de la nature qu'il visite. Si celle-ci venait à être dégradée, il pourrait ne pas revenir et faire mauvaise presse à cette destination. Cependant, sa perception de la qualité environnementale et culturelle d'une destination est relative et fonction de ses expériences antérieures et de son cadre de vie habituel : la nature aménagée lui convient.

En théorie, l'État devrait jouer le rôle de médiateur pour harmoniser la mise en tourisme du territoire. Cependant, les intérêts spécifiques de ce dernier, sa vision progressiste du développement et de fortes divergences entre acteurs progressistes et écologistes, rendent son rôle ambigu. L'existence d'un

système néo-libéral, avec un droit constitutionnel à la propriété supérieur à celui du bien commun, favorise les entreprises et la conservation privées à grande échelle. L'intérêt public ou d'autres droits comme ceux des communautés ancestrales ne sont pas nécessairement pris en compte. Un contexte de spéculation foncière internationale et d'une économie de l'enrichissement que favorise le tourisme (Boltanski & Esquerre, 2016) rend possible la situation extrême observée en Patagonie chilienne. Toutefois, au dire des acteurs, dans ce confin touristique de nature qu'est la région d'Aysén, le développement économique exogène qui s'imposait depuis 20 ans dans les dynamiques territoriales touristiques, est en train d'évoluer au profit de formes alternatives. Le slogan *Aysén Reserva de Vida* attire la plupart des habitants et une conscience existe du besoin de protéger une région « unique ». Une inversion dans la logique de développement du territoire, d'une adaptation opportuniste de la demande à celle d'une construction d'une offre intégrée locale selon des ressources et capacités sociales existantes, semble à présent voulue par l'État, au regard des politiques de développement « durable » qu'il promeut (Inostroza, 2016), mais qu'il applique difficilement. Il semble plausible, tant que ce territoire reste un confin touristique de nature où les flux touristiques sont faibles (partie I), que le développement touristique n'affecte que modérément le devenir du territoire. Cependant, l'industrialisation et la technification du tourisme restent une volonté sous-jacente. Le modèle mis en œuvre dans la région de Magellan, au Parc National du Torres Del Paine où l'accroissement vertigineux du tourisme (140 000 visiteurs en 2010 et 300 000 en 2017) fait rêver l'État et les entrepreneurs. Le mauvais développement des infrastructures et l'impact sur le paysage ou l'environnement en région de Magellan obligent aujourd'hui à une rationalisation de l'organisation des flux, qui questionne les bontés économiques du système. Il n'est ainsi pas sûr que la région d'Aysén choisisse la voie du développement de masse, car cela pourrait être contre-productif.

Certains compromis apparaissent autour d'une défense collective des ressources nécessaires au développement des différentes formes de tourisme. C'est ce que nous développons lors de l'analyse des conflits socio-environnementaux. Par ailleurs, certaines initiatives fédèrent certaines formes de développement touristique. Dans le chapitre suivant, nous analysons en profondeur les tensions existantes entre les formes autour de différents projets territoriaux.

III.2. Confrontations et compromis entre les formes de développement touristique

« Les conflits, émergeant lors de la découverte sportive d'un lieu, révèlent fréquemment [un] multi-usage [de l'espace]. Ils peuvent être perçus comme le résultat de la confrontation des territorialités et des cultures par une modification de l'ordre établi, venant bouleverser les équilibres socio-spatiaux antérieurement ancrés sur cet espace. » (Mao, 2003)

Différentes formes de développement interagissent sur un territoire, elles se confrontent et débattent de sa transformation. Chacune apporte sa vision du futur et ses réponses aux défis qui se présentent pour adapter le territoire à sa cité idéale. Si l'une domine, elle peut imposer ses choix aux autres : le service des parcs et aires protégées peut imposer ses choix, dans les cadres législatifs existants, pour atteindre ses objectifs. L'entrepreneur privé ou l'utilisateur peut choisir ses projets et ses activités en respectant, normalement, les cadres et codes culturels existants. Mais il peut aussi imposer ses choix d'usages d'un espace en contradiction avec ceux d'autres usagers. Un visiteur peut exiger des services ou imposer ses conditions aux habitants traditionnels par exemple. Une tension s'établit et peut devenir une confrontation si les incompatibilités idéologiques sont fortes. Une négociation peut donner lieu à des compromis, des contournements, des attitudes ambiguës ou des conflits larvés. Puisqu'il existe sept formes de développement fondées sur des valeurs et des logiques d'actions divergentes, quarante-neuf types de confrontations peuvent exister, en considérant les conflits internes au sein de chacune. Face à certains enjeux du territoire, usages des espaces de nature et choix d'aménagement, chaque groupe se positionne et crée une dynamique locale. Ce jeu d'acteurs, de médiation ou de négociation est au cœur de la vie d'un territoire.

2.1. Conflits autour de l'usage des ressources naturelles à Aysén

Le conflit le plus emblématique mettant en jeu le devenir touristique du territoire est celui créé par les projets de barrages hydroélectriques dès 2006. Ce conflit a donné lieu à une abondante littérature (Inostroza, 2016 ; Inostroza & Cánoves, 2014 ; Salamanca, 2011 ; Segura & Bourlon, 2011 ; Torres & Rojas, 2011 ; Jaramillo & al., 2008 ; Tecklin, Bauer, & Prieto, 2011). Bien que l'abandon des projets soit pratiquement acté dès 2014 (date du début de ce travail de recherche), les entretiens de terrain auprès de 85 acteurs montrent que la majorité a dû prendre part au débat, de manière active ou passive. Quarante-quatre acteurs ont été actifs ou membres d'une organisation ou du réseau d'opérateurs s'opposant aux projets, sept fonctionnaires étaient en poste et deux avaient un rôle technique dans l'évaluation des impacts des

projets. Seuls cinq hébergements touristiques et trois transporteurs (à Tortel) ont profité passivement ou activement des opportunités économiques durant la phase d'études de faisabilité du projet. Les acteurs du monde rural et traditionnel ont majoritairement déclaré leur opposition au projet, du fait des menaces qu'ils faisaient peser sur leur qualité de vie et leur patrimoine. Pour les visiteurs enquêtés, le sujet leur était connu, mais seuls les visiteurs chiliens ont déclaré être contre les projets. Les autres touristes ayant réalisé leur voyage après leur abandon percevaient que ceux-ci étaient une possible menace pouvant altérer leur expérience touristique. Ce conflit a donc été un sujet majeur pour la majorité des acteurs rencontrés.

2.1.1. Aysén convoitée pour son potentiel hydroélectrique

Depuis les années 1930, la région d'Aysén a été sujette à la convoitise des multinationales minières, forestières, aquicoles et hydroélectriques. Les réalités géographiques et climatiques ont limité leur essor et c'est avec la construction des premiers tronçons de la *Carretera Austral*, initiée sous la dictature du général Augusto Pinochet et la privatisation de l'entreprise publique ENDESA (*Empresa Nacional de Electricidad Sociedad Anónima*), que le potentiel hydroélectrique de la région est mis en avant. La dynamique touristique, pour sa part, apparaît dans les années 1990 avec les premiers aventuriers et pêcheurs sportifs, venus découvrir les montagnes et les rivières de Patagonie. Au moment où celle-ci devient plus significative, au point de représenter la troisième activité productive derrière la pisciculture (élevage de saumon) et l'activité minière, loin devant l'agriculture, se confirment les intentions de la multinationale ENDESA de construire cinq méga-barrages sur les deux plus grandes rivières d'Aysén : le Rio Baker et le Rio Pascua. Dès 2006 surgit un intense débat sur la pertinence de ces projets industriels pour le développement de la région, du fait des impacts probables sur l'environnement, sur les communautés et sur l'ensemble des activités productives régionales. S'engage alors la campagne citoyenne baptisée *Patagonia Sin Represas*, menée par de nombreuses organisations non gouvernementales régionales réunies d'abord dans le collectif Aysén Réserve de Vie (*Coalición Aysén Reserva de Vida*) puis dans le Conseil Pour la Défense de la Patagonie (*Consejo Defensa de la Patagonia*), où s'intègrent des organisations nationales.

Toutes tendances politiques confondues, les projets hydroélectriques dans la région d'Aysén sont présentés comme « la » solution aux problèmes énergétiques du Chili, à la fin de l'approvisionnement en gaz argentin et au coût élevé du pétrole, apparaît au niveau régional comme un projet sacrifiant une région aux intérêts privés. Pour les « patagons », il s'agit d'une solution dangereuse pour pallier les problèmes de gestion énergétique non planifiée du

pays. Les besoins de la capitale (Santiago du Chili située à 2300 km de la rivière Baker et sites prévus pour la production électrique) et de l'industrie minière de l'extrême nord du pays (dans le désert d'Atacama à 3800 km environ) ne peuvent se faire à son détriment. De fait, aucune part de l'énergie produite n'est prévue pour la région. Les acteurs économiques du territoire expriment des sentiments divergents allant de l'indifférence : « la décision qui ne dépendait pas de nous » (un entrepreneur de Coyhaique), à l'espoir de gains à court terme : « cela fait partie des opportunités pour accélérer le développement de la région » (un entrepreneur et élu de Tortel), mais aussi de rejet : « ces projets sont une menace pour l'image touristique de la région » (un entrepreneur et animateur de projets de tourisme de Raúl Marín Balmaceda). Pour beaucoup, entre les doutes sur la réalité des projets au vu de leur complexité, les incertitudes sur les mécanismes régulant leurs impacts et la peur d'une catastrophe sociale, la construction des barrages signifiait la fin de l'attrait touristique d'une des régions les plus sauvages de la planète. Le Gouvernement d'alors met en avant les nombreuses opportunités économiques pour les entrepreneurs locaux. Certains imaginent là l'occasion de faire des affaires en adaptant l'offre de leurs services touristiques aux besoins futurs des travailleurs du secteur hydroélectrique, surtout pendant la phase de construction. Les opposants sont qualifiés d'environnementalistes et d'anticapitalistes voulant freiner le développement d'une région reculée : « ils nous ont traités d'anti-patriotes alors que nous défendions les intérêts régionaux des méfaits d'un projet transnational et du droit à l'eau comme bien de tous » (une organisation religieuse de Coyhaique). Pour de nombreuses organisations locales, habitants et entrepreneurs alternatifs, ces projets signifiaient la fin du rêve de voir leur territoire reconnu comme une « Réserve de Vie » et l'abandon d'un modèle de développement durable, équitable et endogène, selon les organisations écologistes de Coyhaique.

La réaction de la communauté régionale vis-à-vis de la possible construction de cinq à neuf méga-barrages hydroélectriques par HidroAysén (*consortium* composé des groupes ENDESA, hispano-italo-chilien et COLBUN, chilien, deux des principaux opérateurs du pays) ainsi que par Energía Austral (entreprise liée au groupe minier suisse Xstrata) s'est exprimée de manière forte et radicale, bien au-delà de la seule participation aux enquêtes publiques et évaluations d'impact des projets. Pour la plupart des citoyens, mais aussi pour l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), dont le Chili est membre depuis 2010, le Système d'Évaluation d'Impact Environnemental (SEIA, en espagnol) chilien est insuffisant au regard de la magnitude de certains projets. À partir de 2005, plusieurs universitaires dénoncent une fraude et un processus de négation de la participation citoyenne (Salamanca, 2011). Ainsi, pour le projet de centrale hydroélectrique du Río Cuervo, il s'agit, selon un membre d'une organisation culturelle de Coyhaique, d'une « aberration qui montre que le SEIA (service

d'étude d'impacts) ne fonctionne pas puisqu'il permet la construction d'ouvrages inefficients alors qu'on pourrait avoir un projet vert avec des turbines au fil de l'eau ». Le système ne chercherait pas à améliorer les projets, mais seulement à remplir, sur le papier, les obligations internationales du Chili en matière environnementale, le projet étant déjà approuvé par le Gouvernement du moment.

Quatre organisations régionales : CODESA (*Corporación Privada para el Desarrollo de Aysén*), CODEFF (*Comité Pro Defensa de la Flora y Fauna*), l'École des Guides (*Escuela de Guías de la Patagonia*) et l'association d'entrepreneurs touristique du Lac Carrera (*Corporación Costa Carrera*), initient des ateliers et des débats autour des projets hydroélectriques, avec l'appui de fonds publics pour la participation citoyenne. Ces ateliers, baptisés "Pour le Chili et Aysén... apprenons à propos de l'énergie", donnent lieu à la création de la Coalition pour Aysén Réserve de Vie (*Coalición Ciudadana por Aysén Reserva de Vida*) en janvier 2006. Ce regroupement d'acteurs régionaux et nationaux déclare publiquement sa « vision critique » des projets HidroAysen et Energía Austral, car ils sont « contradictoires avec les objectifs régionaux pour le développement durable d'Aysén » (un fonctionnaire de Coyhaique). Rapidement, d'autres organisations régionales, comme l'école nord-américaine NOLS, la Chambre de Commerce et Tourisme de Puerto Río Tranquilo ainsi que l'Association des Enfants des Colons et le Regroupement des Défenseurs de l'Esprit de la Patagonie (*Agrupación de Defensores del Espíritu de la Patagonia*) de la ville de Cochrane (ville la plus proche du lieu de construction possible des barrages), rejoignent le collectif. Le cas de ce regroupement est emblématique, car pour les jeunes de Cochrane, les projets d'ENDESA sont autant une menace pour les écosystèmes que pour la culture, l'identité et la qualité de vie des habitants du territoire. Grâce aux ateliers, la Coalition ARV obtient l'appui financier de plusieurs personnalités et de fondations chiliennes et étrangères qui s'enthousiasment de leur action. Une fois l'alliance établie entre les groupes de Coyhaique et ceux de Cochrane, les organisations de Santiago du Chili rentrent dans le mouvement, permettant alors, dans ce pays ultra centralisé, une représentativité au niveau national là où se préparent et se prennent toutes les décisions.

L'association Ecosistemas, qui mène depuis plusieurs années des actions en lien avec la Patagonie, devient un allié stratégique et moteur pour structurer le mouvement global de défense, face aux mégaprojets énergétiques. L'action du Conseil pour la Défense de la Patagonie (*Consejo Defensa de la Patagonia, CDP*), organisme de coordination nationale regroupant quarante organisations sociales, culturelles, entrepreneuriales et écologistes, met en place des ateliers d'informations et de communications sur les recours possibles, les manifestations et les actions en justice contre l'entreprise et les services de l'État. S'organise ainsi l'opposition aux demandes de concessions électriques et d'acquisition de droits d'eau (système de droits d'usage des ressources en

eau à perpétuité, échangeable et revendable, unique au monde), aux études de terrain et à la méthode d'évaluation des impacts possibles des barrages proposée par les entreprises et l'État. Ce mouvement citoyen entraîne dans son sillage d'autres revendications liées à la défense du territoire et de son identité. Ainsi, le regroupement des jeunes Tehuelches (du nom d'une des tribus natives du centre de la Patagonie) s'applique à recréer et à travailler sur l'identité locale selon un entrepreneur touristique de Cochrane. Cette association informelle est composée de jeunes de la région ayant dû la quitter afin de « poursuivre leurs études universitaires au Chili » (étant sous-entendu que la Patagonie n'en fait pas partie) dans les villes Puerto Montt, Temuco, Valdivia, Valparaiso ou Santiago. Les membres les plus actifs de l'organisation se trouvent à Santiago et à Valparaiso et mènent, le 21 mai 2006 (jour de la Fête nationale commémorant la victoire navale du Chili sur le Pérou lors de la Guerre du Pacifique en 1879), une première grande manifestation contre la présidente socialiste Michelle Bachelet au moment de son discours au Congrès. L'image d'immenses banderoles en tête des marches déclarant « *No a ENDESA* » (Non à ENDESA) et « *Aysén Sin Represas* » (Aysén Sans Barrages) frappe l'opinion publique chilienne, surprise par ce mouvement porté par des jeunes d'une région lointaine. À partir de cet instant, être de la région d'Aysén cesse d'être un *stigma* vis-à-vis des compagnons d'université et, au contraire, devient un trait de caractère distinctif et synonyme d'orgueil. Portant de manière ostentatoire le béret patagon, revalorisant les traditions des grillades de moutons, buvant le *maté*, jouant au *truco* (jeu de cartes populaire en Patagonie) et utilisant en fin de phrase l'interjection "*che*" (d'origine argentine), ils revendiquent leur différence et leur appartenance à la Patagonie. Certains déclarent choisir des études pouvant leur offrir ensuite des opportunités professionnelles dans leur région, dans les domaines de l'agriculture, de la forêt, du tourisme, de l'environnement et du développement durable. Avec ces organisations surgissent de nombreuses nouvelles autres structures du nord au sud de la région et non plus seulement proche des possibles sites des barrages : le Groupe de Défense du Bassin de la Rivière Palena, *Entre Mañíos y Baguales* de Mañiguales (qu'on peut traduire par : entre rivières et animaux sauvages du village de Mañiguales), Entre Rivières et Cordillère de Villa Ortega, Wall Mapu de Puerto Aysén (groupement indigène), l'Association les Héritiers de la Patagonie de Villa Cerro Castillo, Antukulef de Chile Chico, les Défenseurs du Bassin du Río Murta du village de Baya Murta, l'Association Culturelle et Environnementale de Puerto Río Tranquilo, Chonkes (nom péjoratif donné par certains Européens aux indigènes Kawésqar du Pacifique) de Caleta Tortel et l'Association Culturelle et Environnementale du Río Pascua de Villa O'Higgins, en sont quelques exemples. Toutes sont clairement opposées aux projets de barrages hydroélectriques des entreprises d'HydroAysén et d'Energía Austral. À partir de 2008, se rallient alors au mouvement des

organisations traditionnelles comme la Chambre du Tourisme de Coyhaique, le Syndicat des Travailleurs de la Construction de Coyhaique, la Centrale Unitaire des Travailleurs, les comités paysans d'El Claro et de Valle Simpson, entre autres.

2.1.2. Positionnements autour des Méga-barrages hydroélectriques d'Aysén

Au regard de l'énoncé précédent, il semblerait que la plupart des organisations régionales soient critiques vis-à-vis des projets hydroélectriques. En réalité, les choses sont plus complexes et c'est ce que montrent nos enquêtes de 2015 - 2017. Quatre postures de la communauté sont exprimées vis-à-vis des projets (tableau suivant). Il existe d'une part ceux qui s'opposent par principe à ces projets. Pour eux, aucune compensation, mesure d'atténuation ou de réparation ne peut limiter l'impact culturel, écosystémique, social ou économique qu'ils généreraient. Il s'agit là du point de vue de la plupart des organisations locales, pour lesquelles il existe d'autres alternatives de production électrique au Chili et des voies pour un développement véritablement durable de la région. Ce sont les « opposants » du réseau Patagonie Sans Barrages. Ils critiquent le saccage et la déprédation des ressources naturelles d'Aysén. Plusieurs organisations de ce réseau ont reçu des aides officielles des fondations liées au milliardaire américain Douglas Tompkins.

Il existe ensuite ceux qui considèrent que les projets dans leur ensemble sont nécessaires pour le Chili et pour Aysén. Les projets seraient bénéfiques et peuvent même favoriser le tourisme, que d'autres affirment menacé, grâce à l'incorporation de ce territoire à l'offre du reste du pays, à l'augmentation des visiteurs (travailleurs inclus) et à la mise en valeur des écosystèmes au moyen de mesures de compensation et de connaissances acquises pendant les études d'impact.

La qualité de vie des habitants pourrait être améliorée grâce à l'emploi, aux bourses d'études et autres fonds spéciaux offerts par les entreprises et par l'État. Ce sont les « pro-développement », relativement peu nombreux si on se réfère au nombre de ceux qui tiennent ce discours publiquement, mais importants du point de vue de leur influence économique et politique. Il y a ceux qui anticipent les impacts négatifs des projets, sentent que les pouvoirs économiques et politiques qui les appuient est tel qu'il serait inutile, voir ridicule, de s'y opposer. La phrase fréquemment entendue et qui résume cette tendance est : « moi je n'aime pas les barrages, mais quoiqu'il arrive ils vont les faire quand même ». Ce sont les « résignés », les acteurs qui pensent que la destinée de leur région est entre les mains des gouvernants, familles et entreprises qui dirigent le pays (un pêcheur de Puerto Aysén). Enfin, on trouve

ceux qui sont qualifiés par les « opposants » de « négociateurs ». Ils perçoivent eux aussi que le niveau d'intervention du territoire associé à la construction des barrages serait très élevé, mais ils ont confiance dans l'idée que l'intérêt des entreprises et celui de l'État sont tels qu'il est possible de négocier des bénéfices, essentiellement économiques, pour la région. L'organisation qui représente cette pensée et l'exprime publiquement est la Corporation Aysén pour Aysén, née peu après la présentation officielle des projets d'HidroAysén, et qui a déjà reçu certaines aides sociales (des « donations » d'entreprises aux organisations d'intérêt publiques) des compagnies hydroélectriques pour son fonctionnement. L'un des fondateurs de l'organisation, descendant des premiers colons de la région, est aujourd'hui le Président du Conseil Consultatif du centre de recherche sur les écosystèmes patagons, organisme public-privé, CIEP.

Tableau 30. Les postures d'acteurs face aux projets de barrages hydroélectriques de 2008 à 2014, en 2016

Acteurs	Les projets étaient bénéfiques pour Aysén et le pays	Les projets étaient destructeurs pour la région d'Aysén	Les projets étaient bénéfiques avec des mesures compensatoires	Les projets étaient négatifs pour Aysén, mais nécessaires pour le pays
Les opposants (44 acteurs enquêtés)		Organisations régionales, sociales et culturelles, fondations écologistes, Chambres de Tourisme, visiteurs	Certains entrepreneurs et visiteurs	Certains entrepreneurs
Les pro-développement (8 acteurs enquêtés)	État, grandes entreprises, Chambre de Commerce et de la Construction		Colons et acteurs traditionalistes	État et entreprises multinationales
Les résignés (15 acteurs enquêtés)		Visiteurs, certains gardes-parcs	Maires, syndicats de pêcheurs, Confédération des Travailleurs	certains visiteurs
Les négociateurs (18 acteurs enquêtés)	Certains maires et fonctionnaires		Association Aysén pour Aysén, sénateurs et députés	Association Aysén pour Aysén

(Bourlon, 2018)

Ce qui normalement pourrait être compris comme étant des postures diverses face à un projet complexe pour Aysén, donne en réalité lieu à l'existence de deux bandes rivales du fait des sentiments exacerbés qu'il génère. Entre 2011 et 2012, la tension est perceptible dans l'ensemble de la région. Elle s'exprime par des menaces virulentes proférées contre les autorités qui ont approuvé l'étude d'impacts des projets de barrages sur les rivières Baker et Pascua, le 9 mai 2011. En réponse à ces manifestations, le gouvernement régional propose des tables rondes pour assurer le « bon » développement de la région ». De la même manière, certains professionnels et techniciens des services de l'État se voient accusés d'insubordination, démis de leurs fonctions, « mis au placard » ou exclus de postes dans les administrations publiques locales, pour avoir partagé des points de vue critiques vis-à-vis des projets. Des fonctionnaires du Ministère des Travaux Publics, du Service de Planification Régionale ou du Ministère de l'Agriculture et des Forêts sont ainsi sanctionnés pour avoir fait part d'irrégularités dans les procédures d'évaluation d'impacts du projet d'HydroAysén.

Le conflit culmine lorsque la problématique des barrages se joint à un vaste mouvement de protestations appelé « Aysén, ton problème est mon problème » ("Aysén, tu problema es mi problema) en janvier et février 2012. Il paralyse toutes les activités en pleine haute saison touristique. Une enquête montre que 80 % des habitants appuient la contestation sociale. Les barrages routiers, portuaires et aériens sont levés lorsque les représentants de l'État acceptent un Plan d'Aide à la Région (PEDZE) qui inclut un droit de regard régional sur les projets industriels. Ce qui arrive en Aysén n'est pas surprenant, car, comme le montrent des cas d'études aux États-Unis des années 70, l'un des effets de l'installation de grandes corporations ou multinationales sur des territoires isolés et peu habités, où se convoient des ressources naturelles, est de mettre à mal la cohésion sociale.

2.1.3. Dilemme du secteur du tourisme face aux projets hydroélectriques

En 2011, le tourisme apparaît comme le secteur productif régional qui serait le plus affecté par le développement des projets de barrages et de lignes à haute tension. L'enjeu est clairement identifié dès le début du conflit en 2006 par les habitants d'Aysén (Segura & Bourlon, 2011 ; Inostroza, 2016). Il existe une sorte d'unanimité concernant le potentiel touristique d'Aysén, mais non sur la forme de son développement. Une intense discussion voit ainsi le jour au mois d'août 2010, à la suite d'une déclaration dans la presse chilienne du Vice-Président de la Fédération des Entreprises de Tourisme (FEDETUR), Eugenio Yunis, dans le cadre du 23^e Congrès de l'Association Chilienne des Entreprises de Tourisme (ACHET) dans la ville d'Arica. À la suite de l'exposé du Vice-Président exécutif d'HydroAysén, il évoque l'idée que les cinq

barrages sur les rivières Baker et Pascua en Aysén « ajouteraient de la valeur touristique à la Patagonie » et précise que la principale peur des entrepreneurs était « l'impact environnemental que pourrait avoir la construction des lignes de transmission ». Les réactions de nombreux acteurs de la Patagonie chilienne sont très dures à l'encontre de l'opinion de Yunis et les Chambres de Tourisme de Chaitén, de Futaleufú, de Coyhaique, de Puyuhuapi et de La Junta ainsi que l'Association Culturelle, Touristique et Environnementale de Puerto Río Tranquilo et les associations professionnelles du Tourisme Rural et des Opérateurs de Pêche sportive dénoncent ses propos. Ils déclarent que « la Patagonie est menacée de ne plus être un territoire d'exception et le témoin d'une nature unique au monde, que nos enfants ont le droit de connaître et nous le devoir de défendre ». Cette conclusion des entrepreneurs régionaux est le reflet de la discussion concernant la compatibilité ou l'incompatibilité des grandes infrastructures énergétiques dans des territoires d'exception ayant des prétentions touristiques.

L'analyse des plusieurs chercheurs (Salamanca, 2011) concernant les possibles impacts sur le développement touristique que générerait l'éventuelle construction des neuf barrages (par HidroAysén : deux sur le Río Baker, trois sur le Río Pascua et par Energía Austral : quatre sur les rivières Cuervo, Cóndor, Blanco et Blanquito) montre les défis à relever. Ceux-ci prévoyaient l'inondation de quel que 5 500 ha de forêts, dont des sites classés en parc national, des ouvrages et infrastructures, tels que les ports, les routes, les décharges, 180 km de réseaux électriques alternatifs interconnectés avec des tours de 75 m de hauteur dans la région d'Aysén, 2 300 km de ligne à haute tension en courant continu, avec une frange de servitude de 100 m, entre Aysén et Santiago ! À ces impacts directs s'ajoutent les enjeux démographiques, sociaux, culturels et environnementaux, liés à la gestion des déchets, la création de sites d'extractions de matériaux pour la construction ainsi que de « villes-campements » pour les quelque 9 000 travailleurs annoncés. Ces considérations techniques ont été analysées par le *consortium* HydroAysén et Energía Austral dans plus de vingt rapports de plusieurs milliers de pages chacun, telles que l'exige l'État chilien, mais sans les exigences méthodologiques habituelles de pays dits développés. Il en a résulté de nombreuses opinions contraires, issues des diverses organisations sociales, universitaires et entrepreneuriales autour des impacts négatifs du développement hydroélectrique : Peter Hartmann de l'organisation de protection de la faune et la flore CODEFF en 2006, l'universitaire Manfred Max Neef en 2007, l'entrepreneur en tourisme Hernán Pasalacqua en 2008 ou l'expert nord-américain John Duffield en visite dans la région sur invitation du centre de recherches CIEP.

Or, des études universitaires basées sur des enquêtes d'opinions (Jorge Rojas & Robinson Torres, séminaire de l'Université de Concepción en août 2008) montrent en quelle mesure les projets peuvent être un apport pour un segment

des entrepreneurs en tourisme, car ils entraîneraient une augmentation des flux de personnes vers la région, bénéficiant ainsi à l'économie locale par le biais des prestataires de services de transport, de logement et d'alimentation. Ils mettent ensuite en évidence la manière dont les membres des Chambres de Commerce et de Tourisme (Cámara de Turismo de Coyhaique, Cámara de Turismo y Comercio de la Junta, Cámara de Turismo y Comercio de Puyuhuapi) considèrent qu'un développement hydroélectrique de grande ampleur porterait préjudice à la zone, car il empêcherait Aysén de devenir une destination d'envergure internationale. Pour eux, la campagne *Patagonia Sin Represas* permet de sauvegarder la vocation touristique de la région.

Quel développement touristique pour Aysén ?

La question que se pose la majorité des acteurs régionaux est de savoir si un développement régional durable, avec d'amples améliorations économiques et sociales est compatible avec les projets hydroélectriques. Ce débat sur la « vocation productive » est installé dans la Stratégie de Développement Régional (Gobierno Regional de Aysén, 2005b) depuis 15 ans. Trois pôles productifs (l'élevage du saumon, la pêche et l'agriculture) semblaient dominer avant les projets de développement hydroélectrique et paradoxalement réveillent l'intérêt pour le tourisme.

Les projets hydroélectriques, qui entraîneraient l'accroissement des activités minière et industrielle en général, sont-ils compatibles avec un essor du tourisme ? Il est déjà important de rappeler que, pour l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT CSNU, 2000), les activités touristiques sont « celles que réalisent des personnes durant leurs voyages et séjours dans des lieux différents de leur environnement habituel pour une période consécutive inférieure à un an, à des fins de loisir, affaires ou autres motifs ». Cette définition laisse clairement entrevoir que les travailleurs associés aux projets de barrages ne peuvent pas être considérés comme apportant au développement du secteur du tourisme, contrairement à ce que certains acteurs chiliens ont laissé entendre. Par ailleurs, bien que le tourisme soit une activité de prestation de services qui peut être dissociée des motivations du voyageur, on ne propose pas les mêmes infrastructures pour l'accueil des travailleurs des chantiers de construction et les touristes. Il est aussi important de compléter cette définition du touriste par l'idée qu'il est un voyageur qui recherche des destinations aux attraits spécifiques, connues d'avance et pouvant lui procurer une expérience émotionnelle ou éducative enrichissante. En conclusion, il est clair que l'augmentation du flux des personnes « déplacées pour le travail », les « voyageurs forcés » (Michel, 2009), ne contribuera point à l'émergence d'un développement touristique « vert et ouvert » (Michel, 2011c). Au contraire, il affecterait l'essence du lieu et l'imaginaire associé à la destination.

Certains, comme l'entreprise HidroAysén (2008) ou la Fédération nationale de Tourisme (FEDETUR), pensent, en 2011, qu'un développement industriel est compatible avec le tourisme sur un même territoire, en faisant référence à certains cas de pays industrialisés où le développement touristique s'associe aux lacs artificiels. Cependant, bien qu'il soit possible de profiter de certains aspects secondaires et postérieurs au développement industriel pour créer des activités touristiques périurbaines, cela ne constitue pas en soi le cœur de l'attrait de ces lieux. Les habitants des centres urbains proches s'accommodent pour leurs loisirs d'espaces fortement aménagés, mais la Patagonie est une destination lointaine en opposition aux offres touristiques des destinations de nature aménagée. De fait, les stratégies du développement touristique de la région se basent sur une différenciation de la destination, « Aysén en Patagonie, Pure Nature », par le Service du Tourisme SERNATUR (2007).

Évaluation des pertes et des gains pour le tourisme en cas de construction des barrages

Un exercice important pour les autorités régionales a été d'estimer les pertes et les gains associés à la construction des barrages. Les visions positivistes des entreprises HidroAysén et Energía Austral ont été durement critiquées par les universitaires chiliens (Ponce & al., 2011); (Meier, 2011); (Salamanca, 2011). Selon les services de l'État chilien (surtout la CORFO et SERNATUR) et confirmé par les estimations de l'Université du Chili, le tourisme aurait apporté \$US 74 millions l'année 2007 et probablement \$US 84 millions en 2009 (sur la base de 150 000 visiteurs dépensant en moyenne \$US 100 par jour sur un séjour moyen estimé à 5 ou 6 jours). Ceci représentait alors environ 9 % du PIB régional (SEREMI-Economía-Aysén, 2014).

Dans leurs études sur le sujet, le Département de Sociologie de l'Université de Concepción (Ponce & al., 2011), la Faculté des Sciences Sociales et l'Institut des Études Urbaines de l'Université du Chili (Jaramillo & al., 2008; Salamanca, 2011) concluent que bien qu'il puisse y avoir des bénéfices économiques associés à la construction des barrages, ceux-ci ne compenseraient pas les impacts liés à la chute de l'activité touristique. Ils prévoient de nombreux impacts sociaux ayant un coût élevé pour l'État chilien. Pour le secteur du tourisme, le manque à gagner se situerait entre \$US 30 et 40 millions par an (sur la base d'enquêtes d'intentions où apparaît une chute de 71 % des intentions de visites si les barrages se faisaient). De son côté, dans un rapport technique pour la région, le Département de Tourisme du CIEP évalue qu'en 10 ans, la perte d'emploi du secteur du tourisme s'élèverait à 7 000, sur la base du maintien du taux de croissance actuel et des intentions de visites exprimées par les touristes dans des scénarios avec ou sans barrages (Segura & Bourlon, 2011). Alors qu'ENDESA annonçait en 2008 un investissement initial de \$US 3,2 millions pour les barrages

(HidroAysén, 2008) et de \$US 3,8 millions pour les lignes de transmission, celui-ci a approché les \$US 40 millions selon les dommages et intérêts réclamés à l'État par l'entreprise en 2015. La création de quelque 5 500 emplois au pic de la construction devait donner lieu à 150 embauches permanentes durant les phases de fonctionnement. En 2008, dans son étude préliminaire, le professeur Fernando Salamanca de l'Université du Chili évaluait les bénéfices économiques annuels des projets hydroélectriques à \$US 7,8 millions sur la base des emplois annoncés et un manque à gagner (perte de valeurs immobilières des terrains, chute de certaines activités phares du tourisme régional et de la valeur de l'image de la destination et de ses actifs, du fait des terrains inondés et défrichés pour les lignes à haute tension) de \$US 20 millions. Il estimait, en revanche, que des 4 371 les emplois créés par le tourisme en 2011, ce chiffre passerait à 864 pendant la phase de construction des barrages. L'étude de la CORFO (2015) rappelle que la politique nationale pour le tourisme prévoit que le secteur fournira 45 000 emplois nouveaux pour 2020, dont environ 7 % en Aysén. Aujourd'hui, la restauration et l'hôtellerie emploient plus de 4 000 personnes. Finalement, il faut aussi évoquer les pertes matière de potentialités économiques futures. Que perd Aysén à ne plus pouvoir être une destination touristique d'importance mondiale ? Le cas d'El Chaltén, haut-lieu touristique de la Patagonie argentine, est emblématique : le village a été créé de toutes pièces en 20 ans, attire environ 50 000 visiteurs par an et fait vivre une ville de 2 000 habitants en été dont 500 sont résidents permanents (contre 40 en 1991), une augmentation qui cause d'ailleurs d'importants problèmes de gestion. Selon Salamanca, cette perte du « capital touristique » s'évaluerait au moins à \$US 128 millions (Salamanca, 2011).

Dans ce contexte et au-delà des batailles de chiffres, les enquêtes d'opinion ont toujours montré un important rejet de l'idée des projets de HidroAysén au niveau régional et national, à plus 70 % en 2011 (Aysén Futuro, 2011 ; UTFSM-Cooperativa-Imaginación, 2011) et à plus de 80 % en 2012 (durant les mouvements sociaux). De son côté, le Centre d'Études Publiques (*Centro de Estudios Públicos*), l'un des *think tanks* les plus respectés du Chili, déterminait en 2011 que 51 % des Chiliens mettaient en doute la partialité du Gouvernement en place dans la gestion du dossier (Salamanca, 2011). Il semblait ainsi exister un *consensus* pour dire qu'il n'était pas nécessaire de « sacrifier Aysén » pour résoudre les problèmes énergétiques du Chili. Malgré cela, en mai 2012, les études d'impacts et les mesures compensatoires proposées par HidroAysén étaient acceptées par le Conseil Régional pour l'Environnement (*Consejo Regional para El Medio Ambiente* formé par onze représentants des services publics, commission chargée d'évaluer les impacts et mesures de compensation proposées par l'entreprise) et confirmées en conseil des ministres à la fin du premier mandat présidentiel de Sebastian Piñera en novembre 2014. Le dernier soubresaut de cette crise politique a lieu quelques semaines plus tard, en mars 2014, avec l'arrivée au pouvoir de la

socialiste Michelle Bachelet. La décision du conseil des ministres du Gouvernement précédent est annulée sur la base d'arguments juridiques et de recours en attente de jugement. Depuis cette date, le projet controversé, au niveau local et national, semble être définitivement abandonné.

2.1.4. Conflit entre les formes de développement

Entre 2006 et 2014, Aysén s'est trouvée à la croisée des chemins : accepter des mégas projets industriels tels que le proposent HidroAysén et Energía Austral ou consolider ses efforts en matière de planification du développement régional (Gobierno Regional de Aysén, 2005b) endogène. La menace frontale des projets de barrages continue autour d'autres initiatives industrielles, telles que celle de l'élevage du saumon. Ce conflit est celui des grandes entreprises contre les défenseurs (écologistes, régionalistes, anticapitalistes et entrepreneurs en tourisme de nature) d'un territoire libre de tout développement industriel. Or, le modèle de développement par l'exploitation des matières premières est appuyé par l'État, car il est plus aisé à mettre en œuvre et, chiffres à l'appui, permet des résultats à court terme qui satisfont les temps et enjeux politiques. Les choix d'ingénierie territoriale faits par l'État sont basés sur l'identification de matières premières facilement exploitables. Au Chili, les droits miniers et à la propriété privée sont constitutionnellement plus importants que les droits d'usage public. Durant le conflit autour des barrages, l'Église catholique et les organisations sociales et environnementales ont fait valoir le droit à la vie comme obligation constitutionnelle devant être prise en compte par l'État avant d'approuver les projets. Ce droit a été reconnu avec celui de vivre dans un environnement non contaminé. Du fait de son appartenance à l'OCDE, l'État a dû assumer ses obligations en matière de protection de la biodiversité et de spécificités culturelles.

Cette confrontation idéologique est celle entre les formes de développement énoncées dans la deuxième partie du livre. Autour de l'incidence des projets industriels régionaux sur le tourisme, il est possible de synthétiser les types de confrontations (tableau suivant) et de mettre en avant les principales expressions sur le territoire. Trois ordres de conflits sont dominants : de vision de développement, d'altérations des conditions de vie sur le territoire et d'opportunités données par l'État à l'ensemble des acteurs.

Un premier conflit existe entre les formes étatique, industrielle et entrepreneuriale et les formes écologique et alternative. L'État et les entreprises cherchent à discréditer les discours écologistes et alternatifs et leur vision locale de développement basé sur le tourisme qui n'apportent pas significativement au progrès.

Tableau 31. Une synthèse des confrontations autour des projets de barrages hydroélectriques à Aysén en 2016

La forme pense :	Étatique	Entrepreneuriale	Industrielle	Traditionaliste	Alternatif	Écologiste	Récréative
Étatique	Dissension entre local & national	Les PME critiquent l'aide à l'industrie	Critique les procédures et normes	Critique le manque d'aide aux ruraux	Opposition sur le modèle de société	Forte opposition sur les impacts	Incompréhension sur les normes
Entrepreneuriale	Demande de garanties	Dissensions locales et nationales	Recherche de partenariat	Critique le manque de travail pour eux	Opposition sur le modèle économique	Forte opposition	Doutes sur le respect du client
Industrielle	Demande de garanties	Collaboration méfiante	Dissensions entre projets concurrents	Menace du mode de vie existant	Rejette ce modèle de dévelop.	Forte opposition	Critique l'impact visuel
Traditionaliste	Désintéret, leurs terrains ont été cédés par l'État	Minimise la valeur du monde rural	Désintéret	Débats locaux sur les opportunités et dangers culturels	Débats sur les opportunités	Les pratiques culturelles ont des impacts	Questionnent l'adaptation culturelle au tourisme
Alternatif	Opposition sur le modèle alternatif	Forte opposition sur la valeur de l'argent	Forte opposition sur les impacts	Débat sur opportunités et alliances	Désaccords sur les moyens de résistance	Critique l'engagement relatif	Ne s'adaptent pas assez à eux
Écologiste	Opposition de vision	Forte opposition éthique	Forte opposition	Menace du mode de vie existant	Débats sur les moyens	Accord global	Sympathie
Récréative	Désintéret	Souhaite d'autres activités	Désintéret	Désintéret	Recherche d'appuis	Recherche d'appuis	Passivité

(Bourlon, 2018)

Les écologistes et alternatifs critiquent l'État pour son parti pris pour le développement macro-économique, ses manquements aux droits à la vie dans un environnement sain et son manque de respect de ses engagements internationaux. Ils font valoir l'absence de vision de l'État au regard d'autres modes de développement socio-économiques.

Un deuxième type de conflit est celui entre les traditionalistes et les industriels et écologistes. Les acteurs traditionalistes perçoivent, dans les grands projets et la conservation, des menaces pour leurs modes de vie. Les changements induits par les deux formes de développement modifient le cadre qui leur permet de capter les opportunités économiques liées au tourisme.

Un troisième conflit règne entre les traditionalistes et certains entrepreneurs qui estiment que l'État n'aide que les grands projets industriels et non les initiatives locales qui consolident la présence et le développement des petites localités. Il faut enfin noter le rejet de l'idée des projets industriels par la forme récréative et son ralliement aux formes prônant le maintien du paysage, des modes de vie et des possibilités récréatives. Dans l'ensemble, les visiteurs sont passifs et s'adaptent ou simplement projettent de ne plus venir si l'espace est altéré de manière significative pendant la durée des travaux.

Le conflit autour des projets de barrages montre la difficulté d'une voie médiane entre développement et maintien des modes et conditions de vie existants et la compatibilité entre les usages des ressources naturelles. Le positionnement de l'État, favorable à tout nouvel usage socio-productif, mais inquiet des demandes sociales et du respect des obligations environnementales, est ambigu, car soumis aux pressions politiques et financières (des milieux industriels). Des projets alternatifs plus intégrés sont possibles, comme réduire la taille ou le nombre de projets, proposer des turbines au fil de l'eau, des transmissions électriques sous-marines afin de ne pas affecter les corridors touristiques, mais sont plus complexes à mettre en œuvre. Ils sont surtout moins rentables politiquement et financièrement pour le Gouvernement du moment. La polarisation du conflit, en faveur ou contre les projets de barrages et le rejet de la pêche industrielle ont créé les remous sociaux de 2012. Cela a affecté l'image du Chili sur le plan international, rendant incertaines d'autres perspectives d'investissements dans le pays et ait fait pencher la balance en faveur du rejet des mégaprojets. Il est important de constater par quelle manière le débat sur le développement hydroélectrique dans la région d'Aysén est devenu un enjeu politique qui affecte le pays dans son ensemble : des projets apparemment locaux, décidés par des acteurs nationaux aux capitaux transnationaux, entraînent un conflit social local et participent à un défi environnemental global.

Les projets de développement industriel s'opposent à ceux de la mise en valeur touristique d'un espace de nature pour des pratiques récréatives alternatives (non périurbaines). La compatibilité entre projets est possible

dans la mesure où ils ne s'affrontent pas sur des espaces géographiques communs. Pour cela, des instances de débats réels et constructifs sont nécessaires, avec des tables de négociation associant l'ensemble des acteurs de la société civile, des représentants du monde rural, des scientifiques, des techniciens et des politiciens, dont les choix seraient ensuite respectés et intégrés à la planification régionale sur la base d'un scénario ouvert, avec ou sans projets industriels. Les gouvernements s'y essaient afin d'éviter les conflits sociaux. Cependant, force est de constater que sur le projet HidroAysén, la « participation manipulatrice » (un fonctionnaire de Coyhaique) a prédominé, c'est-à-dire une participation de forme afin de respecter des obligations légales ou des accords internationaux, convaincus qu'ils étaient de savoir quelle était la bonne solution pour le développement de la région d'Aysén. Dans ce pays ultra libéral qu'est le Chili, malgré 20 ans de gouvernements de centre gauche postérieurs à l'ère Pinochet, la logique du commerce prime devant la gestion des ressources et des biens publics, dont l'eau. Les politiques sont menées selon la logique du développement économique par les entreprises et de la création d'emploi, qui assureraient l'augmentation des richesses du pays et donc du bien-être de ses habitants. Mais le développement du tourisme oblige à changer de stratégie, car l'attrait d'une destination lointaine et de nature est basé sur une qualité d'ensemble. Une gouvernance locale est donc nécessaire afin de créer un environnement propice au développement du tourisme de nature en concordance avec des secteurs productifs traditionnels et les particularités culturelles du territoire.

2.2. Confrontations autour du développement touristique à Aysén

Les conflits entre acteurs du tourisme et les projets industriels miniers, aquicoles et hydroélectriques représentent le premier souci des entrepreneurs en tourisme. Seule une minorité d'acteurs (les grandes entreprises hôtelières, les casinos et les croisières) pense qu'il est possible de rendre compatibles les usages avec les industries exploitant des ressources naturelles. Petits entrepreneurs, écologistes, acteurs du monde rural, organisations et projets alternatifs se sont unis pour rejeter les tentatives les plus récentes. Cependant, il existe aussi des conflits internes au secteur du tourisme entre des formes de développement portées par des visions différentes du système touristique « idéal ». Le plus souvent, les projets se font concurrence spatialement, afin de profiter d'un lieu déjà positionné dans l'imaginaire touristique. C'est le cas autour du glacier du Queulat, des Capillas de Marmol et d'Exploradores. Les enquêtes de terrain auprès de quatre-vingt-cinq acteurs montrent une diversité de conflits sociaux spatialisés.

2.2.1. Conflits emblématiques autour du développement touristique d'Aysén

La formulation des difficultés rencontrées pour mener à bien le développement des projets touristiques a été abordée dans de nombreuses études de faisabilité et de formulation de stratégies publiques. Il apparaît dans l'étude de la politique régionale de tourisme (SERNATUR, 2009) que l'infrastructure routière et la faible « connectivité », c'est-à-dire l'isolement perçu ou vécu, sont la principale inquiétude des entrepreneurs. Ils considèrent que, dans une région isolée et sans couverture numérique de qualité, le tourisme ne peut se développer. À ces défis, l'État a répondu par des politiques de subventions pour l'investissement, des études de marché ou des campagnes de promotions qui placent la région d'Aysén comme une destination émergente d'« éco-aventure » (CORFO, 2015). Malgré les défis, et grâce, en partie du moins, aux politiques d'État, à la perspicacité entrepreneuriale et à la passion de quelques défricheurs, de nombreuses initiatives ont vu le jour ces quinze dernières années. Elles profitent de niches de marché pour lesquelles les contraintes peuvent être un avantage comparatif. C'est le cas par exemple des rivières sauvages et inaccessibles (sauf en hydravion) pour la pêche à la mouche, des pistes du bout du monde au cœur des Andes pour les motards et les cyclistes, des fjords « mystérieux et inhabités » pour les croisières, des sommets « impossibles » pour les alpinistes, etc. Avec l'arrivée des premiers touristes et l'ouverture de la route australe, de nombreux acteurs locaux ont ensuite offert leurs services et se sont adaptés à cette nouvelle réalité culturelle (Torres & Rojas, 2011).

Peu d'études ont abordé les rapports qu'entretiennent entre eux les acteurs du développement touristique au Chili. Comme cela a été mis en évidence sur des destinations européennes, il existe des jeux de concurrence (Mao, 2003), des évolutions des styles de pratiques (Bourdeau, Corneloup, & Mao, 2006), des stratégies d'évitement, de contestation (Bourdeau, 2003) et de renouvellement des formes de tourisme, notamment dans les marges (Bourdeau, 2012). L'étude de terrain, menée de 2014 à 2017 sur les formes de développement touristique dans la région d'Aysén, montre une diversité et une certaine créativité dans l'offre touristique. Chaque approche requiert des conditions favorables et doit surmonter des défis de trois ordres : économiques, culturels et écologiques. Les difficultés et conflits présents dans la région d'Aysén et évoqués dans les entretiens peuvent être synthétiquement résumés en : 1) l'accès aux sites d'importance touristique, 2) la mise en concession de lieux stratégiques, des parcs nationaux et réserves régionales, 3) le non-respect des us et coutumes et les changements dans les rapports sociaux, 4) le non-respect des orientations d'organisations territoriales établies par l'État, 5) le non-respect des normes existantes sur les espaces

protégés et 6) l'imposition de nouvelles formes de protection privée limitant les usages traditionnels et les mobilités sur des espaces en limites de zones agricoles.

Tensions d'ordre socio-économique

Un conflit évoqué par plusieurs acteurs est celui de la marchandisation des activités de plein air et d'agrément. Comme ailleurs au Chili, l'accès aux lacs et rivières est possible uniquement si une route publique y mène. La pratique de la randonnée étant faiblement développée, cette thématique n'est apparue que récemment dans le débat public : en 2003, avec l'initiative nationale *Sendero de Chile* (des sentiers pour le Chili). La propriété privée étant l'un des premiers droits de la constitution actuelle, l'État n'a pas assuré le libre accès aux lacs, rivières et autres espaces publics. Une fois les terrains riverains acquis, la navigation sur les cours d'eau ou l'usage des plages reste libre, s'il existe un accès. Dans la région d'Aysén, la plupart des terres des vallées ont été cédées aux colons sans exiger de droit de servitude. La coutume des pionniers a été de laisser passer les personnes et les troupeaux. Avec la revente de leurs terres à des néo-ruraux et des investisseurs, cet usage a été remis en question. Cette situation est devenue critique avec l'avènement du tourisme. L'achat d'un terrain ayant une faible valeur agricole permet actuellement de contrôler l'accès à des sites de pratiques récréatives pour la navigation, la pêche, l'escalade et la montagne par exemple. C'est ainsi que de nombreux lacs et rivières, mais aussi d'espaces protégés ont été isolés. Ce phénomène a débuté avec la pêche à la mouche sur les rivières Ñirehuao, Huemul, Blanco et Simpson sur la commune de Coyhaique et continue aujourd'hui dans toute la région : au nord près des rivières Palena, Futaleufú et Figueroa et vers le sud sur les rivières Baker, Cochrane, Pascua et autres cours d'eau. Les entrepreneurs sont prêts à payer de fortes sommes pour garantir l'usage exclusif d'une rivière à leurs clients. Aussi, les opérateurs peuvent demander une concession sur les tronçons de rivières pouvant les intéresser en payant un droit d'usage à l'État. En conséquence, de nombreux mécontentements se sont créés chez les pêcheurs traditionnels, les habitants et les opérateurs de pratiques d'eaux vives du fait de cette limitation d'accès et d'usage. On retrouve cette situation sur les rives du Lac Carrera ou en bordure des réserves et parcs nationaux comme ceux de Laguna San Rafael, Queulat ou Cerro Castillo. L'achat de terrains par de nombreux Chiliens, nationaux et étrangers dès les années 1990, a pris une ampleur nouvelle à partir de l'achat de terrains pour la conservation et pour les projets de construction des barrages hydroélectriques. Les accès aux rivières et lacs ont été fortement restreints le long de la route australe, depuis La Junta et jusqu'à Villa O'Higgins. Un entrepreneur travaillant à Coyhaique et à Puerto Tranquilo remarque : « il y a de moins en moins de lieux d'accès aux rivières, au niveau des ponts encore

et c'est un problème, surtout près de Coyhaique ». Pour un autre entrepreneur, basé à La Junta : « il faut acheter des terrains pour s'assurer l'accès aux rivières, surtout qu'il y a de plus en plus de pêcheurs locaux qui saccagent les rivières ».

Jusqu'à peu encore épargnés, car économiquement moins intéressants, les sites d'escalade sont devenus difficiles d'accès. C'est le cas sur la commune de Coyhaique pour accéder au Cerro Mackay ou aux parois d'Ensenada Valle Simpson ou sur celle de Río Ibáñez et les sites d'escalade non loin de la rivière. Un opérateur de Puerto Tranquilo explique : « j'ai acheté ce terrain il y a 20 ans, il n'y avait pas de route, j'ai tout fait seul, puis la route est arrivée et j'ai fait ce sentier pour que les gens voient le glacier. Alors c'est normal de leur demander de payer quelque chose : il faut entretenir » (voir carte 16 des conflits sur le territoire Chelenko).

Pour certains, la solution est simple : « moi j'aime aller partout, à l'aventure et comme je connais les paysans, il n'y a pas de problème, ils me disent de passer, il suffit de demander », affirme un entrepreneur et fils de paysan de Puerto Tranquilo. Pour un membre de l'organisation Aumen, « les paysans ne savent pas quoi faire quand des touristes arrivent : ils passent sans dire bonjour ou demander la permission, sautent et abîment les clôtures ». C'est ainsi que, parfois, ils lâchent les chiens ou tirent un coup de fusil en l'air. Un visiteur israélien raconte : « quand je passe près d'une ferme, je n'ose pas déranger alors je passe au loin ». Quelques mois après avoir acheté un terrain près de la Réserve Cerro Castillo, un opérateur de Coyhaique constate que ses voisins ont fermé l'accès rural traditionnel : « maintenant on ne fait plus la randonnée ici, on doit aller ailleurs ».

Les abords du Parc National Laguna San Rafael, dans les vallées Exploradores, Leones, Soler et Colonia, ont été achetés par des entrepreneurs et opérateurs en tourisme. C'est ainsi qu'un opérateur de Puerto Bertrand s'est assuré son accès aux glaciers provenant du *Campos de Hielos Patagónicos Norte* dans les vallées Colonia et Soler. Il a par ailleurs demandé et obtenu une concession sur 15 ans avec « la garantie de la CONAF qu'aucune autre ne serait donnée afin de ne pas affecter la qualité de l'expérience de mes clients, car rien ne doit affecter le paysage... on a mis en place un droit d'entrée et d'usage de nos campements, mais on fait venir des groupes de scientifiques ou scolaires gratuitement » (cas près de Cochrane, carte 16). Le problème foncier est ainsi accentué par des concessions octroyées par l'État à des entrepreneurs dans les vallées assurant l'accès aux parcs. En effet, la CONAF n'ayant pas les moyens humains et matériels nécessaires est absente de nombreux sites importants.

Deux étrangers ont tout de même essayé de s'intégrer et surtout de ne pas entrer en conflit avec les voisins : « on a laissé un passage pour l'accès au lac, cela nous semble normal, la plage est à tous, on demande simplement qu'ils

ne jettent pas d'ordures » (selon un acteur de Puerto Guadal). L'animateur d'un projet de conservation privée de la vallée Los Leones, sur la commune de Chile Chico (secteur *Campos de Hielo Norte*, carte suivante) précise : « on a acheté pour conserver alors on laisse passer à pied : il y a eu 900 personnes cette année [en 2017]. On a installé des caméras pour suivre cela... mais le problème, c'est plus avec les paysans qui font rentrer leurs vaches ».

Ce conflit de contrôle des accès, grâce à l'achat de terrains ou aux concessions, oppose d'abord des acteurs traditionalistes encore propriétaires de certains espaces récréatifs importants aux visiteurs. Il implique des entrepreneurs (qui se disputent souvent entre eux), des habitants, résidents et paysans et les touristes ne prenant pas les services payants. Comme le résume un dirigeant de l'organisation Aumen : « l'accès aux espaces publics devient un véritable problème : toutes les vallées sont privées et l'État n'a pas gardé de servitude ni de droit de passage ». Cette organisation gère pour trente ans la concession d'une vallée, dite de *Laguna Caiquenes*, que traverse la route australe sur la commune de Tortel, en chemin vers Villa O'Higgins. En 2017, avec les nouveaux plans d'usage public des aires protégées, l'État semble vouloir s'investir davantage dans l'organisation des activités touristiques, mais certainement sous la forme de nouvelles concessions.

Conflits d'ordre culturel

Un premier conflit d'usage existe entre les activités traditionnelles et les priorités à la restauration du paysage, la conservation et le tourisme. C'est ainsi dans les vallées de Los Leones et de Jeininemi sur la commune de Chile Chico, à Villa Cerro Castillo, vers Cochrane, Villa O'Higgins et Tortel. Alors que le pâturage extensif s'étendait jusqu'au cœur des parcs et réserves, l'achat de terrains par des privés pour des résidences secondaires et des projets touristiques limite ces pratiques. Un membre d'une organisation de Coyhaique précise : « avant, les animaux d'élevage pouvaient pâturer dans les parcs et réserves l'été. Maintenant, ce n'est plus acceptable : c'est un changement pour eux ». Le renforcement des contrôles pour l'application des normes établies dans les aires protégées, comme la circulation à cheval ou l'interdiction d'extraire du bois de Cyprès des Guaitecas sur les rives du Baker et le littoral, restreint les activités traditionnelles et les options touristiques des paysans (cas à Tortel, carte 16). C'est ce qu'indique une habitante de Tortel ; « la tradition du bûcheronnage est en train de disparaître et en dehors de la saison touristique, il faut bien s'occuper... pour le tourisme, on souhaiterait faire une fête traditionnelle, comme la descente du Río Baker sur des radeaux en Cyprès... cela pourrait attirer les visiteurs et c'est important pour nous de garder notre histoire. » Ce manque de considération des modes de vie traditionnels est un véritable enjeu pour la communauté, car « on ne peut pas tout miser sur le tourisme. Le modèle *Aysén Reserva de Vida*, c'est aussi la

sauvegarde des traditions », déclare la propriétaire d'un gîte rural de Puerto Guadal. Pour le propriétaire australien d'un terrain de plus de 1 500 ha dans la vallée du Río Leones (en limite du *Campo de Hielos Patagonico Norte*), les vaches qui entrent pâturer font beaucoup plus de dégâts que les touristes. Un autre opérateur régional de Coyhaique explique : « les paysans ont fermé un sentier et menacé les touristes qui passent chez eux (après le col de La Leona, à la limite de la Réserve de Jeininemi), tout ça pour pouvoir mettre leurs vaches dans la réserve, sans que les touristes les voient et en parlent à la CONAF... et les gardes-parcs ne viennent presque jamais, ils ne veulent pas avoir de problèmes avec les gens du coin » (cas au sud de Chile Chico). Pour un fonctionnaire de l'agence de développement CORFO de Coyhaique, les colons ou « *pobladores* », paysans et pêcheurs, ont du mal à s'adapter à la réalité du tourisme et à devenir plus professionnels : « le problème c'est le manque d'aide aux communautés locales pour qu'elles puissent mettre en valeur des aspects naturels et culturels ». Le projet *Aysén Vistas al Mar*, financé par CORFO, a cherché à aborder ce défi avec les pêcheurs souhaitant se convertir au tourisme.

Des conflits d'usages productifs des ressources naturelles existent depuis plus de 30 ans et le Gouvernement Régional d'Aysén a proposé une organisation spatiale du territoire (Gobierno Regional de Aysén, 2005b) d'abord générale puis plus détaillée à partir de 2015 (le micro-zonage). Dans la pratique cependant, cela reste théorique et, pour se prémunir d'usages industriels, certains entrepreneurs se sont impliqués dans la définition de trois zones touristiques prioritaires (ZOIT) : Queulat, Chelenko et Los Glaciares. Malgré tout, plusieurs conflits pour non-respect des zonages ont été signalés lors des entretiens. Dans le secteur du Parc National Queulat, non loin de Puyuhuapi, l'État a élargi une piste construite 25 ans plus tôt en créant de nombreux dégâts. L'industrie du saumon, dont les autorisations d'opérer dépendent du Sous-Secrétariat de la Pêche, « pollue en toute impunité et ne respecte pas le zonage », critique un opérateur de Coyhaique. C'est ce que confirme la propriétaire d'un hébergement de Puyuhuapi : « l'industrie du saumon ne respecte rien, même pas les sites archéologiques ». Autour du Lac Carrera, la zone touristique de Chelenko a été établie pour empêcher que des piscicultures s'installent (voir carte 16). Pour les animateurs de l'éco-camping près de Cochrane, il faut s'organiser autour des zones touristiques pour empêcher l'État et la région d'autoriser « les grands projets qui détruisent l'harmonie des lieux comme le site historique de Paso San Carlos ». Sur la commune de Tortel, un entrepreneur explique son succès en 2014 : « ils voulaient imposer un grand projet touristique et on s'est opposé, car Tortel est un monument historique ». Un nouveau projet, présenté par l'entreprise maritime Oxcean en 2017 avec l'appui du Gouvernement Régional d'Aysén et sur la base d'une cession de terres par le Ministère des Biens Publics (*Ministerio de Bienes Nacionales*), a été rejeté en avril 2018 par le Conseil Communal qui constate :

« l'État avantage des privés en leur donnant des terrains pour qu'ils investissent, alors que nous ne partageons pas cette idée » (déclaration du maire de Tortel le 2 avril 2018 dans le journal *El Diario de Aysén*).

Il avait été alerté par les organisations locales qui considéraient qu'« il [...] paraît absolument irresponsable de la part des autorités élues et désignées de faire don de terres pour un projet éloigné des intérêts directs de la localité » (extrait du *Diario de Aysén* du 2 avril 2018), alors que les habitants de longue date n'avaient pas encore reçu leurs titres de propriété.

Les entrepreneurs ont finalement renoncé au projet du fait du « rejet de l'initiative par la communauté locale ». Comme le constate la directrice du parc Patagonia, le problème au Chili est que les autorités politiques peuvent décider ce qu'elles veulent, comme changer le statut d'un parc national afin d'autoriser des activités productives, et « c'est pour cela que nous avons demandé des garanties au moment de donner les terres que nous avons acquises pour la conservation ».

Tensions autour de la conservation

Les débats autour de la manière de développer la région existent depuis plus d'un siècle, mais la création de la route australe a accentué les affrontements politiques. L'achat des terres par Douglas Tompkins dans la zone de Palena (au nord de la Patagonie chilienne, non loin de la ville de Puerto Montt) à partir des années 1990 lui a valu les foudres de nombreux Chiliens. Ses achats menaçaient les opportunités de développement de la région en interdisant le prolongement terrestre de la Panaméricaine et sa liaison avec la *Carretera Austral*, *General Augusto Pinochet* (Grenier, 1997). Le fait qu'il s'agisse d'une zone de contreforts granitiques escarpés au sein de laquelle créer une route semble irréaliste n'a en rien enlevé à la véhémence des propos contre les Tompkins. Nombreux sont ceux qui les ont accusés d'avoir un plan secret pour couper le Chili en deux et créer un État indépendant en faveur d'Israël, bien qu'étant favorable à la protection de la région. Un fonctionnaire de Coyhaique reconnaît : « avant, on se méfiait beaucoup de Tompkins, mais le temps a montré qu'il avait de bonnes intentions ».

Nombre d'acteurs de la conservation privée rencontrés lors des entrevues de terrain ont fait part de leurs inquiétudes quant à la conscience de l'importance de la conservation au Chili. C'est ce que laisse entendre un entrepreneur de Tortel : « tout est déjà protégé ici ! Pourquoi faire encore des parcs ? De toute façon, on est chez nous et on va où on veut ». Pour l'administrateur de la réserve privée Añihue, près de Raúl Marín Balmaceda, c'est un travail quotidien de surveiller les travailleurs de l'industrie du saumon qui rejettent tout à la mer et polluent. Pour lui, la multiplication des achats de terrains côtiers devrait permettre d'assurer une conservation effective du littoral, mais

cela inquiète les acteurs locaux. Sur la commune de Villa O'Higgins, un entrepreneur fait ainsi part du conflit presque violent avec le milliardaire chilien Andronico Luksik lors du rachat de l'*Estancia Margarita* (Núñez & Aliste, 2014).

Rejet de projet hôtelier à Tortel, El Diario de Aysén, 2018



(El *Diario de Aysén*, 4 avril 2018)

Cette hostilité envers la conservation est profonde, comme le montre la déclaration du Conseil Municipal de Chile Chico qui rejette la création du parc Patagonia, récemment cédé à l'État chilien par les fondations Tompkins : « le conseil, de manière unanime, en appui aux habitants de Chile Chico, aux paysans, aux agriculteurs, aux colons de la première heure des secteurs concernés, s'accorde à rejeter la création du parc Patagonia » (site au sud de Chile Chico, carte 16). Il ne s'agirait pas d'une absence de volonté de créer une aire protégée, mais de s'opposer à sa mise en œuvre sans participation locale. Les processus de transformation du territoire par le tourisme et la conservation créent ainsi des fronts de mécontentement que chaque nouveau gouvernement attise ou apaise.

Ces tensions s'observent aussi autour des aires protégées de l'État. Leur valeur n'est pas reconnue au point d'accepter d'en payer l'entrée. C'est ce que laisse entendre le refus des opérateurs de croisières à la Laguna San Rafael, comme Loberias del Sur de Puerto Chacabuco : « il n'y a jamais eu d'accord avec la

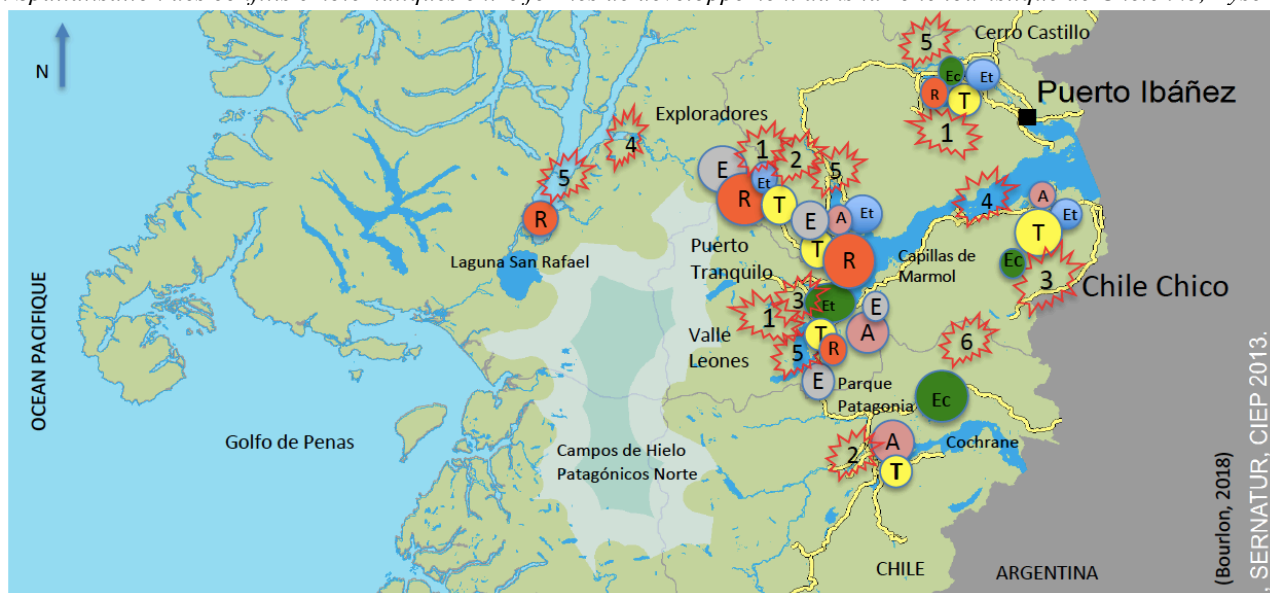
CONAF pour les paiements de l'entrée à la Laguna San Rafael, car il n'est pas clair que la partie maritime soit dans le parc et on ne descend pas à terre ». C'est aussi le cas des opérateurs entrant dans le parc par des secteurs sans présence de gardes-parcs, comme dans la vallée de Los Leones du parc Laguna San Rafael, à la limite du *Campos de Hielos Patagónicos Norte*. En revanche, pour les plus petits opérateurs, comme Emtrex à Puerto Tranquilo, « chaque fois qu'on emmène un groupe au parc, on l'enregistre et à la fin de la saison on paye, c'est l'accord trouvé avec la concession de camping qu'on a ». Sur d'autres sites comme au Parc Queulat (secteur du Bosque Encantado) ou à la Réserve de Cerro Castillo, de nombreux touristes ne payent pas le droit d'entrée et font du camping sauvage. Cela est dû au manque d'aménagements et de moyens humains alloués par l'État selon les gardes-parcs de Cerro Castillo et Queulat. Pour certains, comme un opérateur de Puyhuapi, « les routards campent n'importe où et c'est un vrai problème ». En revanche pour certains visiteurs, comme nos jeunes israéliens, c'est normal : « entre nous, on se passe des infos sur les endroits où on peut camper gratuitement ».

Comme le résume la carte précédente, plusieurs sites régionaux sont soumis à des tensions dans leur mise en tourisme. Six secteurs semblent plus particulièrement affectés. Au nord, vers le glacier du Queulat et la zone touristique éponyme, il s'agit d'une surfréquentation et un usage non régulé de l'aire protégée. S'ajoute à cela un conflit d'aménagement du territoire avec l'intervention routière de l'État et un développement extrême de l'industrie du saumon.

Près de Coyhaique s'expriment des conflits d'accès aux rivières et espaces de pratiques de montagne et d'escalade, du fait de la privatisation des terrains et de la commercialisation des accès. La pression croissante du tourisme, tant des pratiques que de l'achat de terrains de vacances, a aussi créé des tensions avec des paysans et propriétaires qui refusent de laisser le passage et continuent de pratiquer l'élevage extensif dans les aires protégées. Un conflit d'accès au glacier Exploradores s'exprime vers le village de Puerto Tranquilo du fait d'une propriété privée et de concessions touristiques en faveur des locaux mal définis par les services d'État. La surfréquentation du Monument Naturel *Capillas de Marmol* atteint aujourd'hui l'intégrité d'un site protégé.

Un peu plus au sud, dans la vallée Los Leones encore peu visitée, s'affronte la volonté de conserver, d'un grand propriétaire, et celle des éleveurs pour maintenir un pâturage extensif sur ses terres et dans le parc national voisin. Les habitants proposent par ailleurs des activités touristiques à cheval ou en bateau vers les glaciers en passant par ce terrain privé, en arguant des droits ruraux anciens. Le service des parcs, CONAF, n'est pas présent dans le secteur.

Carte 16. Spatialisation des conflits emblématiques entre formes de développement dans la zone touristique de Chelenko, Aysén, en 2017



Types de conflits

- Accès pour les pratiques récréatives
- Concessions & coûts
- Usages culturels



- De zonage entre industries & tourisme
- Non respect des normes des Parcs
- Restrictions par la conservation privée



(Bourlon, 2018)

Formes de développement

- Traditionnaliste
- Etatique
- Ecologique



- Entrepreneuriale
- Industrielle
- Alternative
- Récréative



(Bourlon, 2018)
SERNATUR, CIEP 2013.

Au sud de Chile Chico et au nord de Cochrane se trouve le parc Patagonia, privé, mais récemment donné à l'État chilien. La condition de donation stipule le maintien d'un régime de conservation stricte et rejette les pratiques de pâturage extensif traditionnel. Comme apprécié précédemment, la forte opposition locale à ce parc, présenté comme le futur haut-lieu touristique de la région, en limite déjà les perspectives. Non loin, la majorité des accès aux glaciers du *Campo de Hielos Patagónicos Norte* ont été privatisés. Enfin, à l'extrême sud, vers Tortel et Villa O'Higgins où le tourisme s'installe, des tensions culturelles entre les habitants et l'État existent du fait d'une pression foncière et du possible développement industriel, hydroélectrique et aquicole.

2.2.2. Justification des confrontations entre formes de développement

Données de terrains autour des conflits de développement

Comme le résume l'intervention du Président de l'organisation régionale CODESA lors de la tenue du *Global Sustainable Tourism Council* en septembre 2017, l'État semble se contredire. Il finance la tenue d'un Sommet International sur le Tourisme Durable dans l'hôtel du casino, emblème de l'industrie du tourisme de masse internationalisée. Le dirigeant déclare ainsi « que le GSTC ait choisi notre région pour sa conférence [est positif, mais que le] lieu choisi pour réaliser les conférences principales [, le] Casino Dreams [, non] ! » Il insiste en affirmant que « le tourisme est important, c'est sûr, mais en Aysén nous sommes nombreux à penser que ce n'est qu'un moyen parmi d'autres d'atteindre une aspiration préexistante : celle de vivre dans cette réserve de vie, comme nous l'avons accordé, et cela signifie protéger son patrimoine environnemental, social et culturel » (déclaration au journal *El Mostrador* le 25 juillet 2017). L'État et les communes semblent en effet concevoir le tourisme pour le pays surtout au travers d'un modèle industriel et dans de nombreuses villes du pays, on questionne l'impact que cela peut avoir sur les économies locales : non seulement positif, mais aussi négatif. Dans le cas d'Aysén, le débat est important depuis 2012 parce que de nombreuses autorités communales et du gouvernement ont exprimé leur satisfaction d'accueillir un tel type d'établissement. Il s'agit donc ici d'une position étatique progressiste de pro-entrepreneurs et d'industriels qui n'est pas du goût de la forme alternative. Mais l'État appuie aussi l'idée théorique d'un développement durable. Dans une certaine mesure, il favorise la conservation en acceptant d'intégrer les donations de privés au réseau d'aires protégées du pays.

Le travail de terrain et les entretiens ont montré qu'il existe six grands types de conflits sur le territoire. Ils sont l'expression des oppositions entre formes de développement. Un conflit autour du foncier et de l'accès aux espaces de pratiques oppose les formes entrepreneuriale et traditionaliste et les formes récréative et alternative. La problématique des concessions commerciales est une opposition entre les formes entrepreneuriale et alternative (dans sa variante entrepreneuriale) et les formes récréative et traditionaliste. Les conflits socio-culturels autour des us et coutumes expriment l'affrontement de la forme traditionaliste avec les autres, parfois même avec la forme étatique comme au village de Tortel ou au parc Patagonia. En lien avec l'organisation territoriale et les usages productifs de l'espace s'opposent les formes étatique et industrielle avec les visiteurs et les entrepreneurs en tourisme, alternatifs ou non. Le non-respect des normes établies dans les aires protégées oppose l'État à la forme récréative. Enfin, l'imposition de la conservation privée sur des espaces proches de zones agricoles est une opposition entre les formes écologique, entrepreneuriale et alternative avec la forme traditionaliste, qui reçoit un soutien de l'État et des collectivités locales.

Synthèse des justifications des confrontations

Le nombre de confrontations possibles peut se résumer dans une matrice de confrontations de forme à forme. Sur un territoire, seules certaines dominent et appellent le pouvoir politique et législatif à agir pour réguler la situation. Les conflits d'ordre culturel peuvent demander un accompagnement du processus de mise en tourisme du territoire par des sociologues ou anthropologues alors que d'autres, correspondant à des affrontements de visions et de valeurs, peuvent ne pas s'exprimer dans un système émergent. L'usage agricole peut être toléré tant qu'il ne touche pas un secteur géographique d'importance pour une autre forme : un Parc Naturel Régional accepte un pâturage raisonné et une zone agricole ou un terrain privé peut laisser passer un sentier de randonnée par exemple. Dans un système établi, on peut observer que certaines formes s'accommodent d'usages industriels. Pour certains entrepreneurs, il est absolument concevable de faire du tourisme là où il y a des barrages ou des activités nautiques à côté des cages d'élevage de saumon par exemple. Il est en revanche assez clair que les formes écologiques, alternatives et récréatives ne s'accommodent d'aucun impact sur les ressources naturelles permettant le tourisme de nature. L'État pour sa part peut ne pas accepter d'usages touristiques dans les zones du cœur des aires protégées ou sur des sites publics ou patrimoniaux ou simplement limiter les usages motorisés. La gestion consisterait donc à définir des stratégies et des terrains d'entente spécifiques à un territoire et à un moment donné de son existence. Différents projets de territoire sont possibles dans la mesure où des

compromis sont établis. C'est en substance ce que proposent, par exemple, les Parcs Naturels Régionaux de France avec des chartes du territoire et des plans à dix ans. L'essai d'implantation de ce modèle, entre 1999 et 2005, a cependant échoué en Patagonie chilienne, mais d'autres projets de développement touristique ont été essayés.

2.3. Compromis autour des projets de développement touristique

Nous avons évalué les conflits perçus par les acteurs du territoire, cependant, les enquêtes de terrain ont montré que certains acteurs font bloc autour d'une thématique ou d'un projet. C'est le cas lorsqu'une menace des intérêts et biens communs est réelle, comme pour le rejet des projets de barrages hydroélectriques ou de l'industrialisation du littoral avec la multiplication des élevages de saumon. Plusieurs entretiens indiquent que le travail en association des acteurs locaux est difficile, ce qui fait dire à Michel (2015a) que la région est en grande mesure « non-touristique », car non organisée, le voyageur étant laissé à lui-même. Pourtant, certaines collaborations s'établissent autour de certains projets financés par l'État (surtout entrepreneurs ou ruraux) ou par des organismes privés (pour la conservation ou la valorisation de la culture). En étudiant la participation des acteurs aux projets touristiques emblématiques, il est possible d'évaluer les principes qui sous-tendent des compromis et associations entre formes de développement.

2.3.1. Participation des acteurs aux projets touristiques de la région d'Aysén

Les données de terrain révèlent l'importance de certains projets pour les acteurs. Ces projets sont d'ordre culturel pour trois d'entre eux : le réseau d'agritourisme de *La Casa del Turismo Rural*, la formation des guides de pleine nature de l'*Escuela de Guías de la Patagonia* et l'organisation d'événements traditionnels ou *Fiestas Costumbristas* autour de la pêche, du bois ou de l'élevage. Trois autres projets d'ordre socio-économique sont évoqués : l'établissement de Zones Prioritaires pour le Tourisme (ZOIT Queulat, Chelenko et Los Glaciares), les réseaux d'entrepreneurs dont les *Territorios Emprende* et le *Cluster Pampa a Fiordo* et la plateforme de marketing et d'information pour les voyageurs indépendants *Patagonia por Descubrir*. Un dernier groupe de quatre projets est en relation avec des préoccupations environnementales et touristiques : les réseaux de tourisme *Patagonia Sin Represas* et *Aysén Reserva de Vida*, le programme de tourisme scientifique *Turismo Científico*, des initiatives de conservation privées dont la

plus récente est *Patagonia Mar y Tierra* et les projets de définition des zones touristiques dans les aires protégées (*Planes de Uso Público de la Areas Silvestres Protegidas*).

Compromis autour des projets culturels

Trente acteurs enquêtés font mention du projet de tourisme rural que mène le Service d'Aide à la Petite Agriculture (INDAP, du Ministère de l'Agriculture). Sept ont participé formellement à l'association d'agriculteurs *Asociación Gremial de Turismo Rural* et à un site web et centre d'information dit *Casa de Turismo Rural*. D'autres initiatives, comme *Sabores de Aysén* (réseau de producteurs et de logements touristiques), *Festín Patagónico* (en faveur de la gastronomie locale), le programme des femmes rurales, des usages non extractifs des ressources des forêts et le réseau de permaculture ou de *woofing*, attirent ces mêmes acteurs. Les participants ou usagers des services se rattachent aux localités de Puerto Guadal, Puerto Tranquilo, Villa O'Higgins, Cochrane, Puyhuapi, La Junta, Tortel, Puerto Cisnes et Coyhaique : la dynamique est donc régionale. Les deux services municipaux enquêtés font mention de l'importance du thème sur leur commune : ce sentiment est partagé par tous les maires. Vingt-et-un acteurs non-agriculteurs et les cinq visiteurs enquêtés expriment l'importance de pouvoir compter sur cette option touristique à la ferme. Pour un chercheur du CIEP, la gastronomie à base de produits locaux est essentielle dans la restauration pour le tourisme. Mais dans les faits, l'État a du mal à formaliser la participation des paysans à l'activité touristique. Il apparaît, aussi, que certains opérateurs touristiques ont dû se retirer du projet, car ils n'avaient pas d'activité productive ou de terrain agricole associés à celle-ci, conditions qui sont exigées par le Ministère de l'Agriculture depuis 2008 pour être bénéficiaire des aides et de la promotion du réseau. Ces acteurs sont ainsi fondamentalement associés à la forme de développement traditionaliste.

Plus de la moitié des acteurs visités (quarante-sept) font mention de la formation aux métiers du plein air et de l'École des Guides, mais aussi des formations techniques proposées par INACAP (*Instituto Nacional de Capacitación*) et par l'Universidad Austral de Chile à Coyhaique. La création d'une école des guides a été réalisée grâce à un financement international, celui du projet de coopération franco-chilien de transfert du savoir-faire des Parcs Naturels Régionaux de France (*projet ACCA de la Patagonia*). Des fonds municipaux et privés, les étudiants payant la formation ou obtenant des bourses, complètent le budget de l'association à but non lucratif. L'organisation CODESA a exécuté l'étude de faisabilité qui a donné lieu à la création formelle de l'association, dont les bureaux se situaient dans la localité de Puerto Ibáñez avant d'être transférés à Coyhaique à partir de 2006. L'école a formé plus de 150 jeunes de toute la région en 10 ans et son incidence est

générale, mais les animateurs actuels et les cours théoriques sont donnés à Coyhaique. Vingt-sept acteurs des quatre-vingt-cinq visités ont suivi toute ou partie de la formation. Ils viennent de toutes les localités et, en ce sens, sont activement impliqués dans les formes de développement touristique récréatives (ils pratiquent des sports de nature), traditionalistes (ils sont issus des villages) et alternatives, car ils créent des micro-entreprises qui rivalisent avec de grands opérateurs plus (dans la vallée et aux abords du glacier Exploradores par exemple). Les premiers guides promus sont maintenant à la tête de quelques-unes des importantes entreprises régionales de tourisme d'aventure.

Une autre dynamique de développement touristique est celle des fêtes et rencontres culturelles traditionnelles. Plusieurs initiatives ont vu le jour ces quinze dernières années dans le domaine culturel. La plus emblématique et précoce est celle de Villa Cerro Castillo qui a débuté à la fin des années 1990. Pour le dirigeant de l'organisation régionale CODEFF, basée à Coyhaique, « ce fut la première de ce type et aujourd'hui encore, elle reste la plus authentique en ce qui concerne la mise en valeur des coutumes, de l'identité et des traditions spécifiques du secteur ». On retrouve ces fêtes dans pratiquement tous les villages une fois par an, principalement pendant l'été. Ces festivals sont importants pour quarante-cinq acteurs enquêtés originaires de Puerto Guadal, Tortel, Puyhuapi, Cochrane, Coyhaique, Puerto Tranquilo, La Junta, Raúl Marín Balmaceda, Puerto Cisnes et Puerto Aysén. Le « Festival des traditions » de Villa Cerro Castillo, la « Fête du poisson frit » de Puerto Cisnes ou la « Fête de la cerise » de Chile Chico semblent les plus populaires. Le Service du Tourisme a établi un calendrier des vingt-et-un événements et fait la promotion des fêtes par village afin d'y attirer les touristes. Elles sont inscrites comme thématique de travail dans le Plan d'Aménagement du Tourisme (SERNATUR, 2014). Dans chaque localité, un ou deux acteurs aident à l'organisation de l'événement. En février 2017, des entrepreneurs « alternatifs » ainsi que les organisations écologistes se sont associés avec des acteurs locaux, artisans et paysans pour organiser la première fête du village de Puerto Guadal. Ces événements reçoivent l'appui financier de l'État ou des Communes, mais ce sont des acteurs locaux qui sont chargés de les organiser dans le cadre du budget alloué. Certains sont devenus tellement touristiques que leur « authenticité » en a été perdue. L'événement de Coyhaique est organisé par la Mairie et est prisé par de nombreuses entreprises qui viennent faire la promotion de leurs produits.

Compromis autour des projets socio-économiques

Dans le domaine socio-économique, le projet de définition des « Zones Prioritaires pour le Tourisme » (ZOIT) de Chelenko, Queulat et Los Glaciares est évoqué par trente-sept acteurs. Seule une dizaine d'acteurs d'organisations

locales, de développement local et de la Chambre du Tourisme et quelques entrepreneurs et acteurs locaux ont activement participé à l'élaboration du dossier justifiant le label. Quatorze acteurs de Coyhaique évoquent leur importance, car ils opèrent sur ces secteurs, neuf participent à celle de Chelenko, cinq à celle Los Glaciares et huit à celle Queulat. Ce sont les entrepreneurs, propriétaires et habitants qui s'y intéressent le plus dans l'espoir de garantir la qualité des espaces impliqués : le pourtour du Lac General Carrera et les localités avoisinantes, le secteur des trois villages du nord (Raúl Marín Balmaceda et La Junta, auxquels s'est associé celui de Lago Verde, bien qu'excentré de la zone et très peu touristique) et l'axe de la route australe entre Cochrane et Tortel et Villa O'Higgins. Une fois la zone établie, le Service du Tourisme a nommé un coordinateur afin de créer une dynamique locale et de clarifier l'offre touristique. Sa fonctionnalité reste encore incertaine, car les moyens alloués sont très restreints. Ces zones regroupent des acteurs entrepreneuriaux et alternatifs ayant une offre formalisée et apparaissent dans les plans d'investissement publics comme des secteurs prioritaires. Elles devraient constituer les pôles touristiques régionaux.

Antérieurs à la création des zones touristiques, des projets de réseaux d'entrepreneurs ont reçu l'appui de l'État entre 2008 et 2011. Deux « territoires d'entrepreneurs » ont conduit à la création des zones touristiques de Queulat et Chelenko. L'autre initiative a été le *Cluster Pampa y Fiordos*, regroupant des entreprises de l'aéroport régional de Balmaceda dans la pampa, de Coyhaique et des ports de Puerto Aysén et Puerto Chacabuco dans les fjords. L'objectif était d'améliorer la qualité et l'organisation des services touristiques, entre le lieu de plus grande affluence touristique vers la capitale régionale et le lieu de départ des croisières. Vingt-cinq acteurs font mention de ces projets financés par CORFO et SERCOTEC, les services d'États spécialisés dans l'aide à l'investissement et à l'entrepreneuriat. Aucun de ces clusters n'a perduré jusqu'à ce jour et le nouveau programme de CORFO (2015) n'en fait pas mention comme stratégie d'associativité entrepreneuriale. Ce projet de développement a été d'intérêt pour les formes entrepreneuriale, étatique et industrielle.

Le projet de promotion et marketing *Patagonia por Descubrir* est une initiative du département de tourisme durable du CIEP. Il a cherché à mettre en valeur des lieux et des thématiques avec toutes les informations pratiques pouvant servir aux voyageurs indépendants (Gale, Bosak & Caplins, 2013). Un guide de promotion de grande qualité et un site web proposant beaucoup de photos et de vidéos de promotion, ainsi que des outils marketing sont mis à disposition des entreprises pour structurer leur offre. Seuls dix entrepreneurs enquêtés, sur l'ensemble de la région, font mention du projet, dont deux ont pris une part active dans sa mise en œuvre. Son incidence en termes de promotion touristique est importante et le Service du Tourisme s'en sert fréquemment.

Compromis autour des projets écologiques

Dans le domaine environnemental, l'initiative dont il est le plus fait mention est celle associée à la campagne contre les barrages hydroélectriques. Un réseau d'acteurs du tourisme appuyant le mouvement a donné lieu à une offre touristique appelée *Ruta Turística Patagonia Sin Represas* qui relie toutes les localités de la région. Quarante-quatre acteurs enquêtés y font allusion en revendiquant l'idée qu'Aysén est une réserve de vie (*Aysén Reserva de Vida*). Ces acteurs sont principalement alternatifs, traditionalistes et écologistes. Quelques entrepreneurs proposant des produits verts et durables s'y sont associés.

Le programme de tourisme scientifique est évoqué par cinquante et un acteurs, dont trente-cinq en sont des opérateurs et prestataires de services. Les acteurs estimant le projet important proviennent de Coyhaique (23), des localités du nord (10), des rives du Lac Carrera (13) et de l'extrême sud (5). On retrouve des acteurs locaux traditionalistes offrant des services, des acteurs alternatifs, des guides et opérateurs locaux, des entrepreneurs opérants des programmes complets et des organisations écologistes voulant recevoir des volontaires ou mettre en avant leur initiative. Des acteurs des services publics font mention de l'utilité du projet pour former les acteurs locaux et les gardes-parcs, par exemple. Le projet dirigé par le CIEP a reçu des fonds d'initiative de biens publics de CORFO et une subvention du Fond Multilatéral d'Investissement (FOMIN) de la Banque Mondiale dans l'idée de créer une offre touristique permettant de différencier la région tout en préservant les milieux naturels et les cultures locales. Il a été perçu par ces organismes comme important car permettant la création d'offres touristiques innovantes. Depuis 2016, fin des financements de l'État, le réseau est devenu informel et s'est intégré à d'autres initiatives comme le réseau *Patagonia Mar y Tierra* ou l'initiative de tourisme scientifique menée par le Musée Régional d'Aysén depuis 2017.

Plusieurs initiatives de conservation et de protection de la faune et de la flore ont été mises en œuvre depuis l'année 2003, à partir du projet de Biodiversité d'Aysén mené par la CONAF avec l'aide de la fondation Raleigh et des Musées d'Histoire Naturelle de Santiago du Chili et de Londres. Cette initiative est emblématique d'une approche de type scientifique et touristique, avec des volontaires anglais et chiliens participant à la collecte de données (Mao & Bourlon, 2016). Le projet du parc Patagonia a aussi donné lieu à des démarches de recherches et de conservation avec des volontaires internationaux à partir de 2006. La plus récente initiative est celle de la fondation nord-américaine PEW qui a pour objectif la coordination d'initiatives locales de conservation et d'éducation. L'un des acteurs enquêtés, l'organisation Aumen, est chargé de la coordination régionale en Aysén. Trente-quatre entrevues mentionnent une participation à l'une de ces

initiatives : onze sur Coyhaique, neuf sur la zone du lac Carrera, huit sur le secteur de Queulat et six dans la province Los Glaciares. Tous sont des acteurs engagés dans des problématiques environnementales, de la défense du territoire et en faveur de l'écologie. Avec l'achat de grands nombres de terrains pour la conservation privée, cette dynamique semble s'installer dans la durée. La donation des parcs des fondations Tompkins et l'accord de l'État pour créer le plus grand réseau de parcs d'Amérique du Sud devraient rendre la Patagonie chilienne encore plus attrayante pour le tourisme de nature, malgré la résistance des acteurs traditionalistes et des politiciens conservateurs.

Le programme d'évaluation de la mise en tourisme des parcs et réserves de la région d'Aysén (*Planes de Uso Público*) semble une suite logique à la réalité régionale, dont 50 % du territoire est sous protection et où les initiatives de conservation privées sont nombreuses. Trente-neuf acteurs ont fait mention de l'importance de pouvoir faire du tourisme dans les aires protégées. Vingt-et-un ont pris part aux enquêtes et tables rondes sur l'orientation de la démarche et sur la définition des sites à « sacrifier » et ceux à laisser en protection ou sujets à études scientifiques. Les acteurs qui participent sont des entrepreneurs, des fonctionnaires et des habitants proches des aires protégées concernées : les parcs nationaux Laguna San Rafael (zone de Chelenko) et Bernardo O'Higgins (zone de Los Glaciares), les Réserves Nationales Cerro Castillo, Río Simpson (proche de Coyhaique) et Jeinimeni (proche de Chile Chico). Ce travail, qui fait appel à la participation des acteurs locaux, fait l'objet de plusieurs rapports et publications (Gale, Adiego, & Ednie, 2018). Les perspectives de mise en place des plans dépendent des nouvelles autorités et du renouvellement du plan stratégique régional (SERNATUR, 2014).

Projets de développement et gouvernance

On observe qu'au Chili l'intervention de l'État se base sur des projets de développement et que les acteurs du territoire s'y associent au grès de leurs intérêts directs. La multiplication et diversité des projets donne une impression de manque de clarté dans l'orientation stratégique : pour qui et pour quelle raison certains projets sont-ils financés par l'État ? De plus, selon l'analyse de Pearce & al. (2013) les projets visent à développer l'offre et non à comprendre la demande ou à améliorer l'accueil et l'hospitalité. La question se pose ainsi de la gouvernance des destinations touristiques et des possibilités de créer des synergies qui associent toutes les formes. Ici l'État travaille de manière sectorielle alors que le tourisme requiert une approche systémique. La volonté d'organiser des territoires touristiques semble exister, mais sans structure définie, en faisant la promotion de l'offre existante des entrepreneurs établis. La seule initiative régionale ayant déclaré avoir une approche globale et pluriannuelle autour d'un projet de territoire aura été le projet de Parc Naturel

Régional *A.C.C.A. de la Patagonia* (1999 – 2005). Elle avait pour ambition d'associer les acteurs, mais le projet a périclité en 2005.

2.3.2. Compromis entre formes de développement autour de projets touristiques

Ce panorama des projets auxquels participent les acteurs rencontrés sur le terrain nous permet de voir comment les acteurs de chaque forme de développement s'associent spontanément autour de thématiques culturelles, économiques ou environnementales. D'importantes différences existent entre les initiatives : certaines sont plus politiques, culturelles et de longs termes avec une incidence spatiale diffuse et régionale. C'est le cas de la dynamique *Aysén Reserva de Vida* et de l'organisation des événements culturels. Les projets de tourisme rural, d'école des guides et du réseau *Patagonia Mar y Tierra*, créent des synergies au sein de groupes d'acteurs partageant des valeurs et des approches communes. Les initiatives économiques fédèrent logiquement des entrepreneurs souhaitant renforcer leurs affaires grâce à une mise en réseau (*clusters*) ou à l'élaboration de stratégies de marketing innovantes. Les projets de zones touristiques prioritaires et de mise en tourisme des aires protégées sont des initiatives stratégiques afin de créer un cadre de développement. Certains projets associent deux à quatre formes, mais seul le programme de Tourisme Scientifique trouve intérêt auprès des sept groupes d'acteurs (tableau suivant). L'initiative de tourisme scientifique, qui cumule la mise en réseau d'acteurs et la construction d'une offre thématique autour de la connaissance et des savoirs locaux, semble associer toutes les formes dans sa dynamique. Bien que l'offre soit émergente, la forme récréative y trouve un intérêt puisque certains visiteurs ont pris part à cette dynamique.

Dans la région d'Aysén, les visites de terrain montrent que de nombreux conflits ont lieu sur un territoire en transformation et touristification. Chaque acteur défend son projet et ses valeurs. La forme traditionnelle entre en conflit avec la forme écologique sur les usages des espaces de nature. La forme alternative rejette les projets de tourisme de masse des formes entrepreneuriale et industrielle, une pratique jugée exogène, non intégrée et prédatrice. L'État évoque son intention de favoriser un développement « durable », favorise les entrepreneurs et les initiatives commerciales et donne son label de qualité au casino-hôtel de Coyhaique. Les entrepreneurs s'approprient les accès aux lieux récréatifs et les visiteurs font du camping sur des sites non autorisés alors que les écologistes s'affrontent avec les paysans opposés à leurs pratiques traditionnelles qui affectent la biodiversité des espaces protégés. Cependant, malgré cette apparente situation d'affrontements incessants, des associations de formes apparaissent pour défendre des intérêts communs (dans le cas des

projets de barrages hydroélectriques) mais aussi autour de certains projets. Deux ou trois formes s'unissent pour la promotion touristique, la construction d'une offre structurée en *clusters*, l'organisation d'événements culturels locaux ou d'un projet de structuration identitaire comme *Aysén Reserva de Vida*.

Tableau 32. L'association des formes autour de projets de développement touristique de la région d'Aysén en 2015-2017

Période et nom du projet	Localisation	Nombre de mentions	Formes associées activement au projet
2002-2012 La maison du tourisme rural (Casa del Turismo Rural) : INDAP, Ministère de l'Agriculture	Coyhaique, Ibáñez Cisnes, Chile Chico, Cochrane	30 mentions, 7 participants	Traditionaliste, étatique et alternative
2001-2014 Événements culturels (Fiestas Costumbristas)	Régionale	45 mentions et 27 participants	Traditionaliste, alternative et étatique
2003-2012 École des guides de Patagonie (Escuela de Guías) CODESA, I.M. Ibáñez	Régionale	47 mentions, 27 participants	Traditionaliste, alternative et récréative
2014 -2018 ZOIT (Queulat, Chelenko, Los Glaciares) : Chb. Tourisme SERNATUR	3 zones : nord, centre sud	37 mentions, 10 ont participé	Entrepreneuriale, alternative et étatique
2009-2011 Clusters touristiques (Territorios Emprende et Cluster Pampa a Fiordos) : Chambres de Commerce locales	3 zones : Queulat - Palena, Lac Carrera, Coyhaique - Puerto Aysén	25 ont participé	Étatique, entrepreneuriale et industrielle
2012-2016 Patagonia por Descubrir : CIEP	Régionale	10 mentions, 2 participants	Entrepreneuriale et alternative
Depuis 1990 : réseaux Patagonia Sin Represas et Aysén Reserva de Vida : animation par CODEFF - CODESA	Régionale	44 membres, 15 animateurs locaux	Alternative, écologiste et traditionaliste
2008-2016 Turismo Científico : CIEP	Régionale	51 mentions et 35 participant à l'offre	Alternative, écologiste, récréative, étatique entrepreneuriale, traditionaliste et industrielle
2016-2018 Réseau Patagonia Mar y Tierra : Fondations PEW et Aumén	Régionale	34 mentions, 17 participants	Alternative, écologiste et récréative
2016 -2018 Plans stratégiques Tourisme Aires Protégées (P.U.P.) : CIEP	Centre et sud de la région	39 mentions, 21 participants	Alternative, écologiste, entrepreneuriale et étatique

(Bourlon, 2018)

Pour ne donner que quelques exemples de compromis, le projet de tourisme rural est principalement une association des formes étatique et traditionaliste. L'État cherche à appuyer un secteur en difficulté.

Durant une phase, le projet a associé des acteurs des formes de développement alternative et entrepreneuriale (2005–2012) afin de créer une alliance entre producteurs et clients potentiels. Cependant, le Ministère de l'Agriculture, estimant qu'il devait appuyer la vocation productive et non favoriser le secteur commercial et touristique, a choisi d'exclure les hôteliers et les opérateurs du tourisme rural. La forme industrielle n'a pas trouvé sa place dans ce projet, mais les programmes de visites à terre des croisières pourraient très bien intégrer l'offre du réseau de tourisme rural. Les formes écologique et traditionaliste ne semblent en revanche pas pouvoir, en l'état, travailler ensemble bien que certains agriculteurs sensibles aux problématiques environnementales pourraient s'intéresser aux projets d'agriculture biologique menés dans des parcs privés. Les programmes culturels aidés par des subsides d'État associent principalement les acteurs de la forme traditionaliste, mais aussi de l'alternative, lors d'événement écolo-ruraux. Ces événements attirent les visiteurs et sont aussi l'occasion pour des entrepreneurs d'organiser des circuits qui incorporent ces fêtes. À nouveau, les formes écologique et industrielle semblent peu intéressées à prendre part dans leur organisation, mais pourraient le faire. De manière similaire, l'École des guides est menée par des acteurs des formes alternative et récréative (les praticiens de sports de nature) pour et avec ceux de la forme traditionaliste. Elle s'associe ponctuellement avec les entrepreneurs et les animateurs de projets de conservation afin de fournir des opportunités de stage et de travail aux guides formés. La forme industrielle semble exclue alors que les croisières emploient chaque année plusieurs dizaines de guides régionaux.

Les projets entrepreneuriaux, animés par les Services d'État comme SERNATUR, CORFO, SERCOTEC ou le CIEP, tels que la création des zones touristiques prioritaires, les usages touristiques des aires protégées, les *clusters* de tourisme ou le marketing innovant comme *Patagonia por Descubrir*, intègrent souvent les acteurs des formes alternative et industrielle. Il est plus exceptionnel que la forme récréative s'intègre, avec l'implication des animateurs d'événements sportifs, dans cette offre touristique. La forme écologique ne semble pas avoir été impliquée, pourtant de nombreux acteurs de la conservation sont d'anciens entrepreneurs ayant choisi de réorienter leur vie autour d'un parc privé.

Les initiatives comme la route touristique *Patagonia Sin Represas*, *Aysén Reserva de Vida* ou le réseau *Patagonia Mar y Tierra* sont principalement animés par des acteurs des formes alternative et écologique. Elles associent souvent des entrepreneurs soucieux d'avoir une démarche « verte » et

cherchent à montrer l'importance de leur approche aux acteurs locaux dans l'espoir de faire évoluer des pratiques traditionnelles et à capter le soutien des visiteurs et praticiens de sports de nature, soucieux d'avoir, dans la région d'Aysén, un cadre adéquat pour leur projet d'immersion et d'éloignement de la vie urbaine. La forme industrielle semble exclue de ces projets, car les animateurs estiment que la massification et la technologisation des pratiques récréatives sont négatives. Cependant, il faut constater que de nombreux acteurs alternatifs font appel aux technologies de cartographie, de surveillance et de production d'énergie autonome pour leurs projets.

Le cas du projet de tourisme scientifique intègre un plus grand nombre d'acteurs. Animé par un centre de recherche, financé par le Gouvernement Régional d'Aysén, la CORFO et la Banque Mondiale, il associe au moins partiellement toutes les formes de développement touristique. Pour sa mise en œuvre, le projet a fait appel au soutien d'entrepreneurs, d'animateurs de projets locaux ou traditionnels et d'organisations de conservation intéressées par une approche scientifique. Même un acteur industriel a été associé et des visiteurs et des acteurs sportifs, éducatifs et récréatifs ont pris part à la mise en œuvre de projets pilotes.

Le travail de terrain n'a pas mis en évidence toutes les initiatives, mais il montre la dynamique de développement touristique régionale. L'analyse des projets évoqués permet cependant d'apprécier certaines associations entre formes, en fonction des bénéfices réciproques qu'elles peuvent apporter. Il est clair qu'il est toujours possible de trouver des points d'accord autour du développement touristique. Une matrice de quarante-neuf compromis entre acteurs des sept formes de développement pourrait être ainsi mobilisée. Certains compromis et bénéfices mutuels paraissent évidents, tels que l'État qui aide les entrepreneurs et les paysans à s'installer sur le territoire grâce à des subventions à l'investissement, des industriels qui proposent des solutions technologiques pour résoudre des problématiques complexes ou de grande échelle, des acteurs de la forme alternative qui aident l'État à lutter contre l'exode rural, la forme écologiste qui appuie l'État dans ses obligations de préservation de la biodiversité, etc. D'autres peuvent sembler contre nature, mais existent : les industriels qui aident les acteurs de la forme écologique en offrant des solutions technologiques, la forme traditionnelle qui devient un partenaire dans la conservation des espaces de nature à protéger, la forme récréative qui passe du statut de menace à la préservation des espaces protégés à celui de vecteur de promotion des confins de nature, la forme industrielle qui propose des technologies d'énergies renouvelables aux acteurs de la forme alternative. En bonne intelligence, toutes les associations d'acteurs semblent possibles si le projet est partagé. Un développement touristique intégré requiert ainsi d'être capable de voir l'apport et le rôle bénéfique de chacun des partenaires, plutôt que d'y voir un rival ou un opposant idéologique.

2.3.3. Association des formes de développement autour du projet de tourisme scientifique

Comme nous l'avons vu, l'association des acteurs contre l'industrialisation des barrages a donné lieu à un projet fédérateur opposé à l'interventionnisme descendant de l'État : le Réseau de Tourisme Patagonie Sans Barrages, mené par des organisations locales de la coalition *Aysén Reserva de Vida*. Mais le projet de tourisme scientifique, perçu positivement par un très grand nombre d'acteurs régionaux, semble rassembler au-delà de ses animateurs étatiques, entrepreneuriaux et alternatifs et convaincre ceux des formes écologiste, récréative, traditionnelle et industrielle. Quelle est la raison de ce rapprochement autour de cette dynamique touristique ? Est-ce l'approche scientifique et rationnelle, globale et « durable », le besoin d'explorer méthodiquement un confin de nature encore non touristique ou le rôle fédérateur d'un centre de recherche ?

L'analyse de l'impact du projet, réalisé par le CIEP en 2015, montre une perception globalement positive du projet par les acteurs rencontrés. Selon l'enquête commandée par le CIEP à l'entreprise ARS (données de l'étude ARS 2015, enquêtes réalisées fin 2014 à la demande du CIEP) la connaissance du projet de tourisme scientifique est « importante » pour 35 % des membres du réseau, « moyenne » pour 46 % et « faible » pour seulement 19 %. Leur perception de l'apport du projet est d'abord économique (43 %), car il ouvre de nouvelles perspectives de produits et renforce les connaissances et capacités de l'entreprise pour faire du tourisme (37,5 %). Il a permis pour 86 % d'entre eux d'être mieux ou beaucoup mieux préparés aux défis du développement du tourisme dans la région. En revanche, pour 71,5 % d'entre eux, le projet n'a pas permis de mieux planifier leur affaire, d'identifier de nouveaux clients ou de résoudre les défis de l'entrepreneuriat. Cela semble logique puisque le projet était à cette date (fin 2014) en phase de développement et proposait d'accompagner, mais non de faire le développement commercial de l'offre des participants. Une question supplémentaire, posée par l'enquête de 2015 (CIEP & ARS, 2015), montre que le projet a apporté des informations pertinentes sur l'activité touristique (21,1 %), un espace de formation (21,1 %), une aide à la création de matériaux de divulgation et de promotion thématique (10,5 %) et un espace de rencontres et d'ateliers de travail important (42,1 %). Les entretiens de 2017 auprès d'acteurs de la région ayant pris une part active ou passive au projet, confirme cette perception favorable du tourisme scientifique, 61 acteurs sur 85 (71,7 %) trouvant le concept positif à très positif. Son apport est perçu d'abord comme principalement économique (diversification de l'offre) pour 40 % des acteurs enquêtés. Il est aussi conçu comme important, car il renforce les liens sociaux

par la mise en réseau pour 20 %. Il favorise la protection du patrimoine et le tourisme durable, pour 31,8 %, et l'amélioration des connaissances générales, pour 8,2 % des acteurs. Ces données reflètent un intérêt certain et croissant dans le temps pour le tourisme scientifique, mais il reste à mieux préciser cette dynamique et les mécanismes qui favorisent l'association entre les formes de développement touristique. Au travers de l'étude de la mise en œuvre du projet « Les Archipels de Patagonie, destination internationale du tourisme scientifique » dirigé par le CIEP et financé par la Banque Interaméricaine de Développement, nous chercherons à comprendre les mécanismes par lesquels les acteurs s'y associent.

Essai de création d'une destination de tourisme scientifique (2012-2016)

Entre 2009 et 2012, lors du projet de création d'un Centre pour le tourisme scientifique en Patagonie, le CIEP invite les entrepreneurs locaux à s'associer aux projets de recherches régionaux. Dans un deuxième temps, à partir de 2012, le projet « Les Archipels de Patagonie » propose de focaliser les efforts sur le littoral de la région d'Aysén afin de favoriser « le développement socio-économique des communautés locales et la protection d'écosystèmes de grande fragilité et importance mondiale ». Il s'agit de « connaître pour valoriser et protéger » le territoire en utilisant les connaissances scientifiques dans la création de produits touristiques « économiquement viables, socialement intégrés et écologiquement durables » afin de « transformer les Archipels de Patagonie en une destination touristique internationale du tourisme scientifique » (CIEP, 2016).

Le projet considère cinq étapes dans son déroulement : 1) une caractérisation des spécificités du territoire et des potentialités pour le tourisme scientifique, 2) des tables rondes avec les acteurs des localités du littoral afin de créer un réseau d'opérateurs, de guides et d'organisations, voulant se joindre à la dynamique, 3) la formulation de projets pilotes et potentiels produits de tourisme scientifique afin de créer une offre spécifique, 4) des ateliers de formation à la médiation scientifique et d'accompagnement de la mise en œuvre de projets et 5) la mise en œuvre d'une stratégie de promotion et de communication scientifique.

L'analyse territoriale, menée par l'équipe de projet du CIEP entre 2014 et 2015, définit cinq pôles culturels et thématiques de développement du tourisme scientifique le long du littoral pacifique et de la *Carretera Austral*. Elle s'inspire de travaux sur l'identité culturelle régionale commandés par le gouvernement régional (CEPAL, 2009). Tous sont marqués par une nature omniprésente et une culture régionale tournée vers le monde de la pêche, de la ruralité et de la colonisation. Coyhaique, la capitale régionale, ne figure pas comme pôle : la volonté des acteurs étant de rompre avec le centralisme pour

mettre les périphéries au cœur du processus. D'autres secteurs et localités, telles que Chile Chico, Tapera et Laguna Verde, s'associent indirectement aux pôles précédemment nommés en tant que nœuds des mobilités touristiques et points de passage de l'Argentine vers le littoral pacifique.

Chaque pôle dégage une identité touristique spécifique, ce que résumant, du Nord au Sud, leurs intitulés : « Nomades et colons des canaux australs », « Trois cultures et un monde », « Une vie liée à la mer », « Un territoire d'explorateurs » et « Le début de la fin du monde ». L'idée est alors de différencier les lieux et de structurer l'offre de tourisme scientifique en accord avec les spécificités culturelles : un secteur sera plus propice aux voyages culturels, un autre aux explorations sportives ou encore à l'immersion dans le monde des pêcheurs des canaux de Patagonie. Un produit de tourisme scientifique doit réunir trois conditions pour exister : une thématique scientifique et culturelle forte motivant des recherches scientifiques, des acteurs locaux pour qui le sujet est important et pour lesquels ils s'investiront personnellement (et non pour des raisons économiques) et des partenaires et prestataires ayant les moyens de mettre en œuvre le voyage, dans sa phase exploratoire comme dans celle d'une future commercialisation.

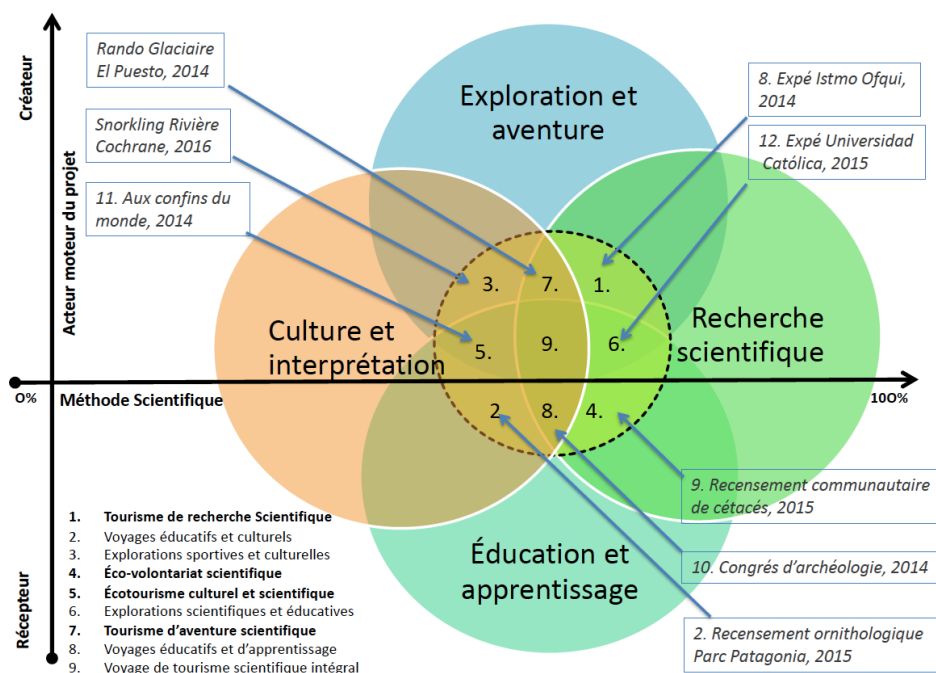
La logique de travail est basée sur l'implication des acteurs locaux dans la construction de leur offre touristique. Une étude culturelle (anthropologique) des participants du réseau permet de présenter le territoire sous son jour le plus authentique tout en tissant des liens et un sentiment d'appartenance au sein du groupe. Ce travail a donné lieu à un livre de voyage, conçu comme une invitation à rencontrer les habitants d'Aysén et à connaître leur quotidien et les défis sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils sont confrontés. Ce livre, « En route pour la Patagonie » (Michel, 2015b), a été publié au Chili et en France. Il introduit ainsi la région aux visiteurs pouvant vouloir ensuite rencontrer ou voyager avec les acteurs du réseau. Afin de créer des produits viables, un grand nombre d'initiatives ou projets pilotes ont permis aux acteurs d'apprendre, de faire des choix et de construire leur offre.

Initiatives pilotes de tourisme scientifique de 2009 à 2018

Pour la période entre 2013 et 2016, soixante-trois initiatives de tourisme scientifique ont été recensées dont certaines sont promues dans le catalogue des produits du réseau d'opérateurs de tourisme scientifique animé par le CIEP. Elles ont impliqué, à plusieurs reprises, plus de cent scientifiques et cent entrepreneurs locaux et permis la participation de 1 190 « touristes scientifiques » (CIEP, 2016). À titre d'exemple, nous présentons succinctement une sélection de quinze projets pilotes (tableau suivant) représentatifs des soixante-trois projets répertoriés pour cette période. Ceux-ci montrent la richesse de cette dynamique, avec les objectifs des entités

organisatrices et les formes de pratiques observées. Cinq font référence à des voyages de tourisme scientifique à but non lucratif et avec la production de connaissances plus ou moins importantes et trois autres sont des produits commercialisés pour lesquels la collecte de nouvelles données est très faible, mais l'encadrement reste scientifique.

Figure 19. Les sphères du tourisme scientifique et hybridation de pratiques à Aysén



(Mao et Bourlon, 2016)

En mars 2014, l'expédition *Istmo de Ofqui 2014* (cas n°8, figure 19) est organisée par le CIEP. L'Université Joseph Fourier de Grenoble, l'Universidad Austral de Chile (UACH) et l'Université Arturo Prat se rejoignent pour explorer, décrire la géographie et la géologie des lieux et faire un recensement préliminaire de la faune et de la flore de l'Isthme d'Ofqui, entre la Lagune San Rafael, le Golfo de Penas et l'océan Pacifique. Elle implique quinze participants durant dix-huit jours et peut être qualifiée à la fois de tourisme d'aventure et de recherche scientifique, car elle produit des rapports de terrain utiles à l'organisation de nouvelles recherches. Faisant suite à deux programmes précédents, qui avaient respectivement pour objectif une étude de la faune et la flore native et une évaluation archéologique avec des étudiants et volontaires, un programme pour un groupe de quinze élèves de l'école de Cochrane s'organise. Il s'agit d'un recensement des oiseaux dans

le parc privé Patagonia en novembre 2015 (cas n°2). Le programme est organisé et financé par la fondation Conservación Patagónica et encadré par des guides locaux, un opérateur et des gardes-parcs de la CONAF venus de la Réserve Tamango voisine. Il s'agit là d'une activité de tourisme scientifique de type éducatif et culturel à but non lucratif. En février 2015, une organisation locale propose un recensement de la faune marine dans le fjord de Puyuhuapi.

L'initiative appelée « Recensement communautaire de cétacés » (cas n°9) est dirigée par deux étudiantes de Master, une biologiste et une géographe, et des marins pêcheurs de Puerto Cisnes, Puyuhuapi et Raúl Marín Balmaceda. Elle implique plus de cinquante personnes de plusieurs localités. L'activité peut être qualifiée d'éco-volontariat scientifique. L'expédition de l'*Universidad Católica* se déroule en février 2015 (cas n°12). Il s'agit d'une expédition scientifique exploratoire vers la Bahía Exploradores organisée dans le cadre d'un programme éducatif par la *Pontificia Universidad Católica*. Elle implique vingt-cinq étudiants et quatre professeurs, biologistes, géographes, paysagistes et architectes pendant dix jours. L'initiative est une exploration scientifique et éducative qui permet de répertorier et cartographier des données pour la mise en place d'une base de recherches sur la forêt froide du littoral. En novembre 2014, le Congrès *Jornadas de Arqueología de la Patagonia* (cas n°10) réunit cent cinquante invités et exposants. S'organisent pour eux les visites du site funéraire de l'Isla Vásquez à partir de Puerto Cisnes, des sites de peintures rupestres de la vallée Simpson (Coyhaique) et de ceux de la vallée du Río Ibáñez. Les visites, post et pré congrès, impliquent cent cinq personnes pour ce voyage culturel et scientifique à but éducatif.

Dans le champ commercial, quatre cas sont emblématiques de projets touristiques avec des contenus scientifiques, mais peu de nouveaux apports à la connaissance. L'opérateur Ecoturismo Patagonia Exploradores ou El Puesto Expediciones propose depuis 2014 la randonnée glaciaire *Tocando el Glaciar Exploradores* menée par un étudiant de Master spécialisé en géomorphologie glaciaire. Cette activité commerciale est offerte pendant les trois mois d'été et a attiré plus de trois cents personnes lors de la saison 2014/2015. Elle se qualifie de programme de tourisme d'aventure à dimension scientifique.

Le circuit « Aux confins du Monde » est un voyage éco-culturel à contenu scientifique. Il est vendu par l'agence internationale Huwans - Club Aventure, opéré par plusieurs structures et prestataires locaux et animé par trois scientifiques et un responsable de parc privé dans le village de Raúl Marín Balmaceda. Il s'agit d'un voyage d'écotourisme culturel pour touristes français avec un contenu scientifique. Ils parcourent toute la route australe en cinq jours, de Raúl Marín Balmaceda à la Laguna San Rafael et au village de Tortel.

Tableau 33. Les projets de tourisme scientifique et les associations entre formes de développement touristique à Aysén entre 2009 et 2018 (1/2)

Nom du projet	Période	Objectifs, sites et domaines scientifiques principaux	Partenaires principaux	Forme de développement animatrice et celles associées
1. Le naufrage de la <i>Wager</i>	2009, 2010 et 2018	Recherches archéologiques	Universités, Musée, opérateurs, volontaires	Entrepreneuriale Étatique Traditionaliste Alternative
2. Éco-volontariat au Parc Patagonia	2009, 2011 et 2015	Recherche de sites, fouilles archéologiques et recensement faune et flore des steppes.	Fondation, Musée, Chercheurs, opérateurs, guides locaux, organisations et volontaires	Écologique, Étatique Entrepreneuriale Traditionaliste Alternative et Récréative
3. Études de Glaciologie sur le <i>Campo de Hielos Patagónicos Norte</i>	2010, 2011 et 2014	Création d'un réseau de stations hydrométéorologiques	Chercheurs, Services d'États (Eau), opérateurs régionaux et guides locaux	Étatique Entrepreneuriale Traditionaliste
4. Écologie forestière de la Réserve Nationale Cerro Castillo	2009 et 2012	Étude des forêts caducifoliées et recensement d'oiseaux montagnards	Opérateurs, guides locaux, services d'État, organisation locale, étudiants régionaux et internationaux	Entrepreneuriale Étatique Traditionaliste Alternative et Récréative
5. Histoire et anthropologie des pionniers d'Aysén	2009, 2012 et 2014	Anthropologie, histoire des peuples premiers et culture de la colonisation	Association locale, chercheurs, Universités, opérateurs, guides	Traditionaliste Étatique Entrepreneuriale Alternative
6. Laguna Caiquenes - La forêt tempérée Magellanique	De 2009 à 2016	Étude des écosystèmes du littoral	Association culturelle, commune, Service d'État, opérateurs, guides, et touristes	Écologique, Étatique Entrepreneuriale Traditionaliste Récréative et Alternative
7. Exploration du Río Palena et du Fjord de Puyuhuapi	2012 et 2014	Découverte en kayak et étude des écosystèmes, de la géologie, histoire et archéologie de la rivière Palena et fjord Puyuhuapi	École de Guides, touristes, chercheurs et opérateurs locaux	Alternative Traditionaliste Récréative

(Bourlon, 2018)

Tableau 33. Les projets de tourisme scientifique et les associations entre formes de développement touristique à Aysén entre 2009 et 2018 (2/2)

Nom du projet	Période	Objectifs, sites et domaines scientifiques	Partenaires principaux	Forme de développement animatrice et associées
8. Expédition Isthme d'Ofqui au parc Laguna San Rafael	2014	Exploration géographique, anthropologique, géologique et écologique	Chercheurs, services d'État, opérateurs et guides	Récréative , Alternatifs, Étatique Traditionaliste Entrepreneuriale
9. Recensement Communautaire de Cétacés du littoral nord d'Aysén	De 2010 à 2016	Étude des écosystèmes marins (biologie, géographie et écologie marine)	Association de la conservation, commune, chercheurs, fondations et prestataires	Écologique Traditionaliste, Étatique Entrepreneuriale Alternative et Récréative
10. Congrès Jornadas de Arqueología de la Patagonia (JAP)	2014	Congrès international d'Archéologie et visites de sites funéraires et rupestres	Chercheurs, opérateurs en tourisme, guides, services d'États de la culture	Étatique Entrepreneuriale Traditionaliste Alternative et Récréative
11. Circuit Aux confins du Monde	2014	Voyage de découverte culturelle avec contenus scientifiques	Opérateurs en tourisme, guides spécialisés et scientifiques	Entrepreneuriale Traditionaliste Récréative Écologique, Étatique
12. Station de recherche australe de Bahía Exploradores	De 2013 à 2016	Station de recherche éducative sur la forêt du littoral, géographie, écologie et gestion touristique	Universités, services d'États, opérateurs, guides, étudiants, professeurs et familles	Étatique , Récréative Entrepreneuriale Écologique Traditionaliste
13. Écologie de la rivière Baker et impact hydroélectriques	De 2008 à 2014	Études de la gestion environnementale des rivières Baker et Los Nadis	Chercheurs, Fondations, Municipalité, guides locaux, étudiants	Alternative Écologique Récréative, Étatique Traditionaliste
14. Paléontologie et Géologie de la Formation Guadal	De 2014 à 2017	Études participatives des sites paléontologiques, de conservation et d'interprétation	Université, Musées, organisations locales, guides et volontaires	Étatique , Écologique Traditionaliste Récréative Alternative
15. Croisières et observation des baleines	De 2014 à 2015	Rencontres, médiation scientifique et navigations en fjords	Entreprise de tourisme, chercheurs, services d'États, guides et agences	Industrielle , Étatique, Alternative Entrepreneuriale Récréative

(Bourlon, 2018)

Le dernier exemple est celui de la plongée de surface (*snorkling*) à partir du village de Cochrane. En janvier 2016, l'opérateur local Katenke organise des sorties de plongée dans le lac et la rivière Cochrane qui impliquent douze clients pour une activité à la journée afin de découvrir la faune et la flore aquatique. Il s'agit du produit commercial d'un opérateur local dont l'animateur est un biologiste. Il peut être qualifié de tourisme d'exploration sportive et culturelle, avec un partage de connaissances scientifiques.

Les initiatives précédentes localisées dans le diagramme théorique (figure précédente) proposé par Mao et Bourlon (2016) permettent d'apprécier la complexité de la segmentation des pratiques et l'hybridation des formes de tourisme scientifique. De plus, chaque projet peut évoluer dans le temps et avoir une préoccupation en matière scientifique plus ou moins importante ou privilégier le transfert de connaissances. Pour ne mentionner qu'un exemple, le projet lié au Naufrage de la Wager a successivement été un tourisme d'aventure scientifique (2007), un tourisme de recherche scientifique (2010 et 2015) et un tourisme de recherche à but éducatif et médiatique en 2018, pour une tentative de sauvetage des canons de la frégate naufragée. Toutes les pratiques récréatives et de médiations sont possibles et évoluent d'un voyage à l'autre tout en étant souvent organisées par les mêmes acteurs, mais avec des objectifs différents.

De nombreux acteurs de la forme alternative estiment que « le tourisme pourrait bien remplacer la pêche. Depuis 2004, la salmoniculture décline et il faut réfléchir à des alternatives fiables. Pour [eux], le tourisme scientifique c'est ce que souhaite les clients et il [leur] faudrait plus de guides de terrain et de connaissances sur l'écosystème marin » (un entrepreneur et coordinateur de la zone touristique de Palena - Queulat). Un guide et animateur de Puyuhuapi y voit des opportunités nouvelles : « j'ai très envie de participer au tourisme scientifique, j'ai des grottes volcaniques qui se visitent et peuvent intéresser des géologues et les touristes ».

Pour une dirigeante locale et hôtelière à Puyuhuapi, « le secteur touristique devrait être mieux organisé, moins chaotique, avec ses dizaines de brochures diverses pour une localité de quelques centaines d'habitants... faire du tourisme scientifique avec du contenu culturel ce serait mieux ». Le « patrimoine historique est à intégrer dans la conscience collective des habitants d'Aysén » selon un animateur culturel de Coyhaique. Le tourisme scientifique pourrait ainsi encourager les acteurs du tourisme à travailler sur des thèmes culturels et mémoriels. Pour une dirigeante du tourisme en milieu rural à Puerto Guadal, cette stratégie permet « d'associer des modes de vie et des manières d'agir et non seulement des entreprises commerciales [avec une] coordination structurelle et le travail de terrain avec les acteurs ».

Pour la forme étatique, plusieurs raisons font penser qu'il faut miser sur le tourisme scientifique : « une première chose, c'est de [le voir] du point de vue

de la science qui apporte à l'expérience touristique à sa manière, en aidant à interpréter, mais avec un contenu plus scientifique. Et l'autre, c'est que l'activité scientifique en soi devient une activité touristique, des personnes qui viennent d'ailleurs, qui restent, travaillent et parcourent la région », selon un fonctionnaire d'un service de développement de Coyhaique. Pour un fonctionnaire l'important c'est d'assurer « la durabilité en termes d'impacts [grâce à] la connaissance du tourisme scientifique de la part des acteurs locaux, mais il faudrait un meilleur gouvernement régional [et des conseillers élus et formés] pour développer le tourisme ». « Le problème entre public et privé est criant [et dans] l'organisation générale du tourisme, le souci n'est pas le secteur privé, mais les relations interpersonnelles entre les différents acteurs ». Pour un fonctionnaire du parc Queulat, « le besoin de formations pour le personnel des parcs est essentiel et urgent [avec] des sentiers sur-fréquentés (effondrés sur 20 cm) ou l'existence d'une route trop élargie [qui sont des] atteintes à la préservation d'un parc qui est national et qui est très visité ». La cohérence de l'intervention étatique est donc mise en avant.

Pour la forme écologique, « le but n'est pas de développer l'offre touristique, mais de se focaliser sur l'environnement et la protection (...) le tourisme peut y passer, mais ce n'est vraiment pas la priorité recherchée (...). Nous sommes dans le business touristique par nécessité et non pas désir [et] il faut travailler de concert avec l'École des Guides d'Aysén, en défrichant de nouveaux champs pour la formation (...). [C'est] une nécessité (...) l'éducation sociale et plus encore l'éducation à l'environnement », selon une organisation de Cochrane. L'animateur de l'organisation Añihue à Raúl Marín Balmaceda, précise : « Nous sommes prêts à collaborer avec le partage de données pour le tourisme scientifique tant que vous nous citez comme collaborateurs ». Sur le sujet des cétacés et de la faune marine, leur contribution sera une publication gratuite sur les oiseaux dans l'Aire Marine Protégée Piti-Palena-Añihue. Le tourisme scientifique est ainsi perçu comme un partenaire dans les projets de conservation. Réaliser des séminaires avec les acteurs du tourisme régional est fondamental pour un résident nord-américain de Puerto Guadal, car, « tant que la route n'est pas asphaltée entièrement, les touristes ne seront pas trop nombreux, mais ensuite le lieu est condamné au succès (car) le développement touristique est irrémédiable et l'important par conséquent est de s'y préparer au mieux et au plus vite ». Mais « le défi, c'est la transition d'une économie d'élevage extensif, à celui d'une activité minière puis au tourisme d'intérêt spécial pour lequel les gens doivent se transformer en quelqu'un d'autre (...) et ne plus pouvoir être eux même », selon l'organisation Aumen basée à Coyhaique. « Il y a des conflits d'accès à l'eau et de servitudes et un manque d'associativité (alors) je rêve d'un développement à échelle humaine avec une souveraineté alimentaire et énergétique avec une grande conscience écologique, qui implique la jeunesse », précise-t-elle.

Pour les acteurs de la conservation et d'un développement écologique, la tâche paraît immense et ils veulent s'impliquer dans un projet qui apporte des éléments de réponse à ce défi. Pour les entrepreneurs, comme un de Coyhaique « on commence à peine dans le tourisme !, mais le tourisme scientifique c'est une super opportunité ». « Il faut sans doute avancer sur de modestes projets, photos, expositions, musée local... », insiste un restaurateur de Puyuhuapi. L'idée semble se résumer à faire prospérer leurs initiatives en misant sur la qualité : « nous aimerions miser davantage sur le tourisme scientifique : moins de dégâts, plus de qualité » pour une gérante d'un hôtel à Tortel. « Le tourisme scientifique autour de la pêche ça serait bien [car] il faut protéger les rivières » selon un opérateur de La Junta. Les opportunités semblent nombreuses : « je suis associé au tourisme scientifique depuis 2009, je travaille vers la Laguna San Rafael et j'opère une concession touristique (...) pour le compte d'une université à Bahia Exploradores » (un entrepreneur de Puerto Tranquilo). Et le tourisme scientifique intéresse un autre à Puerto Guadal : « pour moi, le but c'est plutôt de beaux circuits que plus de monde, mais je suis très inquiet pour l'avenir ». Il faut faire un tourisme de plus grande qualité et innover.

Pour des acteurs de la forme industrielle, l'intérêt et la préoccupation semblent similaires. Les croisières vers les fjords et les glaciers doivent être enrichies et il faut mieux former les guides. Tout en étant prêt à investir un peu (comme pour l'organisation d'ateliers de tourisme scientifique en 2014 et 2015 et le cofinancement d'un premier guide de tourisme scientifique à destination des professionnels) et innover, en créant par exemple des sorties pour l'observation des baleines, c'est « l'État [qui] doit s'investir plus pour construire la destination touristique [et] la communauté scientifique doit composer avec les autorités locales pour pousser à la construction [d'un] musée » par exemple. Il faut « affiner des offres de valeurs, apporter à la différenciation entre sites et attraits [et] l'usage des innovations technologiques de l'information sont clefs », selon un professionnel de projets de développement de Coyhaique.

Pour les acteurs de la forme récréative, le tourisme scientifique est attirant et les résultats de terrain sont satisfaisants même si de nombreux défis existent pour faire coïncider les attentes des uns et des autres. La structuration du tourisme est le premier défi : « il faut mieux informer le touriste pour qu'il sache à quoi s'en tenir quand il vient, tel que le climat rude et les conditions des routes [car] il y a peu de capacité locale pour répondre à nos questions pour organiser notre voyage », selon deux touristes français. Et d'ajouter que le tourisme est une bonne idée qui peut aider : « espérons que les acteurs locaux soient intelligents et ne se prostituent pas pour le tourisme, c'est-à-dire qu'ils restent authentiques, gardent leur identité et soient durables ». Mais faire du tourisme sur un territoire isolé et fragile reste un défi pour des voyageurs expérimentés, comme ce professeur venu du Canada : « jusqu'où

aller ? Quel est le seuil de tolérance d'un territoire à une activité touristique ? [et] est-ce qu'on développe ou bien on protège ? »

L'ensemble des données issues des entretiens de terrain montre que cette dynamique répond à un intérêt réel des acteurs du territoire. Pour la forme traditionaliste, le projet apporte de nouvelles perspectives : offrir des connaissances du terrain, acquérir de nouvelles connaissances, tisser des liens avec des visiteurs (scientifiques et touristes) et offrir des services rémunérés. Il semble à ses acteurs que le tourisme scientifique peut favoriser une concertation au sein de la communauté villageoise, en mettant en valeur un thème culturel ou scientifique pour un événement culturel local. Pour les acteurs des formes alternatives et écologiques, associés aux mouvements locaux, ils voient là un moyen de renforcer leurs initiatives locales (« Patagonie Sans Barrages », « Aysén Réserve de Vie ») et d'acquérir des connaissances pour protéger leur territoire et ses attraits touristiques. C'est le cas des organisations locales qui cherchent à classer les Archipels et les Champs de Glaces Patagoniens au Patrimoine Mondial de l'Humanité et à limiter la prédation des usages industriels. Les acteurs de la forme entrepreneuriale sont motivés et s'investissent dans la création d'une offre de tourisme qu'ils veulent innovante, qui assure la qualité de l'espace de pratiques et semble prometteuse et attractive pour une clientèle étrangère.

Les projets sont toujours animés par une forme, mais associent les autres. Les analyses de terrain nous enseignent que, pour les membres du réseau, le bilan qualitatif de la mise en œuvre de projets de tourisme scientifique est positif. Il apparaît qu'il favorise une concertation au sein de la communauté d'acteurs autour de projets qui allient en bonne intelligence la connaissance scientifique, l'écotourisme et un événement culturel local. Il renforce la connaissance des acteurs du territoire, notamment des villages isolés, sur son patrimoine naturel et culturel. Ils apprécient les connaissances apportées par les acteurs scientifiques, concernant la faune, la flore, l'histoire, les glaciers, les parcs, les traditions, les fêtes locales, l'architecture, la pêche, etc. Ils sont par ailleurs demandeurs de plus de formations pour la gestion des flux touristiques, des prestations et des relations avec les visiteurs.

Dynamique territoriale autour du tourisme scientifique

La dynamique du tourisme scientifique renforce et diversifie les pratiques touristiques, en les adaptant à chaque territoire, site, port ou localité et pour des publics spécifiques. Ainsi, autour du projet de paléontologie, de glaciologie, d'archéologie ou du recensement des cétacés, les acteurs du tourisme ont acquis des connaissances auprès de scientifiques et médiateurs dont ils tirent parti pour des initiatives locales. Ils s'associent pour la création d'un circuit commercial, pour un opérateur international, animé par des

entrepreneurs, mais qui fait appel aux guides locaux pour la visite de sites de conservation gérés par des organisations locales. Ils y trouvent un avantage, car l'activité cofinance et fait la promotion de leur projet.

Le projet de tourisme scientifique se diffuse dans toute la région d'Aysén, bien au-delà de la route australe, sur de nouveaux sites. Il favorise l'associativité entre acteurs de toutes les formes de développement touristique. Chacun élabore ou prend part aux initiatives innovantes, grâce au travail de coordination d'une équipe mise en place par un centre de recherche et développement. Ce modèle d'associativité est-il durable ? De nombreuses questions demeurent quant à la capacité du réseau à se maintenir dans le temps, à intégrer de nouveaux acteurs et à créer de nouveaux projets pilotes avec d'autres institutions scientifiques.

Pour Lajarge et Pecqueur (2011), un développement approprié est celui d'un développement territorial générant ses propres ressources. Pour être durable, six étapes doivent coexister dans l'activation de la ressource territoriale : 1) des territorialités existantes, 2) une ressource révélée (un événement ou des processus d'activation), 3) l'élargissement (à d'autres processus et d'autres attributs), 4) le développement, 5) la recombinaison (avec d'autres acteurs et/ou d'autres territoires) et 6) l'articulation avec d'autres ressources. Or nous avons vu que le projet de tourisme scientifique possède une dynamique locale qui se construit à partir des ressources du territoire : « nous sommes dans un système de valorisation des territorialités actives dans une mondialisation effective » (Lajarge & Pecqueur, 2011). La ressource « science » est spécifiée et appropriée, mais de quelle gouvernance s'agit-il ?

Le développement territorial suppose de passer d'un « modèle ancien où les politiques publiques définissaient les cadres et contextes de la gouvernance impulsant des dynamiques territoriales [dans lesquelles] pouvaient se trouver des ressources [à celui d'] un modèle partant de l'existence de territorialités actives dans une mondialisation effective, générant de la gouvernance qui appelle des politiques publiques, elles-mêmes soutenant la valorisation de ressources territoriales qui, en retour, reconfigurent les systèmes d'acteurs et éventuellement permettent de repenser les cadres de l'action publique » (Lajarge & Pecqueur 2011). C'est dans le processus d'émergence de la ressource territoriale et l'articulation entre politiques publiques et jeux d'acteurs territorialisés que peut se construire une gouvernance et donc un développement approprié d'une destination touristique. Or, « une ressource est dite territoriale lorsqu'elle émerge, se structure et se réalise avec et par la territorialisation » (Lajarge & Pecqueur 2011). Reconnaître le processus d'activation d'une nouvelle ressource, « dite "spécifique", pour laquelle le contexte socio-spatial contribue directement à la valeur de ce qui est produit », et qui permet « d'envisager un mode de développement [et] qui pourrait apparaître même dans des territoires apparemment "mal dotés" en facteurs de

production ». La ressource territoriale est *a priori* inépuisable (comparée à ce que sont les ressources naturelles par exemple), mais « les processus qui la font exister peuvent s'affaiblir jusqu'à disparaître ; alors la ressource territoriale disparaît également même si ses attributs persistent » (Lajarge & Pecqueur, 2011). La ressource territoriale s'active et le succès d'un développement territorial dépend donc d'une coordination d'acteurs « qui permettra de reconnaître, activer, valoriser et assurer [son] renouvellement ».

Le projet de tourisme scientifique semble se fonder sur un processus d'émergence de ressource territoriale, car on y retrouve les cinq facteurs identifiés par Lajarge et Pecqueur (2011) : l'effectivité de la coordination collective, l'appropriation commune, l'apprentissage cumulatif, la spécification progressive de la ressource et sa légitimation dans les formes territoriales existantes. Cependant, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, si bien le projet de tourisme scientifique participe à la révélation de la ressource, l'effectivité de son appropriation collective et sa légitimation territoriale restent à démontrer.

L'activation de ressources territoriales procède d'un processus interactif entre les acteurs et requiert une organisation collective. Le centre de recherches CIEP est l'animateur de l'activation et la valorisation des ressources territoriales pour la création de la destination de tourisme scientifique. En valorisant la ressource « science », il est « l'opérateur territorial » (Landel & Pecqueur, 2011). Sans le CIEP, l'ensemble du processus de révélation et de valorisation n'aurait pas eu lieu : il permet une cohérence d'action et une gestion concertée. Le projet repose sur la révélation des ressources par un acteur étatique qui pose un regard exogène, mais objectif sur le territoire. Il sollicite l'appui et la connaissance d'autres services de l'État, d'organisations locales, d'entrepreneurs et d'acteurs traditionnels.

En dix ans, le CIEP noue un grand nombre de liens plus ou moins forts avec les acteurs des sciences et de la culture et ceux du développement économique). Ses rapports sont forts avec le service régional du tourisme (SERNATUR), avec les services d'État (CORFO, Gouvernement Régional d'Aysén) et avec les universités dont il est l'émanation, mais ses orientations dépendent de choix politiques qui ne sont pas ceux des acteurs du projet de tourisme scientifique. Les liens avec les organisations locales et les entrepreneurs en revanche sont plus faibles. Ceux-ci sollicitent au CIEP des connaissances et un appui technique et le rétribuent occasionnellement avec des informations de terrain ou des appuis logistiques en milieu isolé. Le regard différencié porté sur la destination par le CIEP et par le prisme des problématiques scientifiques constitue l'engrenage déclencheur d'une dynamique de développement.

On observe qu'on est face à une « territorialisation comme processus relationnel, tant matériel qu'identitaire, entre un individu, un groupe social et un territoire [animé par] un médiateur qui ajuste le processus relationnel » (Bourdeau, 2003). Le CIEP facilite la création des produits et des services porteurs de représentations de la destination. Ceci repose cependant sur la capacité des acteurs locaux à mobiliser les ressources requises, en excluant le CIEP. C'est ce que tend à démontrer la constitution d'un comité scientifique chargé de valider le choix des projets pilotes et un *consortium* d'opérateurs qui décident des produits à développer. « Le territoire devient un lieu de coordination d'acteurs [mais] seul le passage des relations entre acteurs à une organisation, permettant la constitution d'un collectif coordonné et structuré dans une proximité organisée, à la fois organisationnelle et institutionnelle, peut accompagner ce changement » (Landel & Pecqueur, 2011). Le CIEP s'apparente à un organisme d'État centralisé qui oriente le devenir du territoire sans se responsabiliser de la permanence de l'intervention déclarée par le projet. Il participe à la révélation de ressources territoriales et à la construction d'imaginaires touristiques, mais avec un engagement sur la durée d'un projet. Sa vocation n'est pas d'animer le projet territorial associé au tourisme scientifique, mais de faire de la recherche. Il « modifie le regard porté sur le territoire, au travers de la spécification de ses ressources [favorisant un] processus d'innovation et de création (...) sur le territoire » (Landel & Pecqueur 2011), mais ne s'engage pas à son maintien. Comme d'autres services d'État au Chili, un pays ultra libéral et encore grandement réticent à l'aménagement territorial, le CIEP intervient de manière sectorielle, sans approche globale, pour la durée d'un projet et dans l'optique de favoriser le développement par la recherche, mais ne s'engage pas au maintien d'une destination de tourisme scientifique.

Appropriation commune du projet de tourisme scientifique ?

« La ressource territoriale procède d'un processus de mise en commun d'idées, d'objets, de produits, de savoir-faire... et nécessite donc une appropriation collective au sein d'un réseau d'acteurs constitué » (Lajarge & Pecqueur, 2011). Existe-t-il une appropriation collective du projet de tourisme scientifique ? L'association d'acteurs de toutes les formes de développement touristique laisse le supposer. Les perceptions positives dominent et l'apprentissage durant le développement du projet donne lieu à des initiatives touristiques innovantes associant la science. « La ressource territoriale procède d'un processus cognitif dans lequel les acteurs apprennent ensemble et de manière cumulative à entreprendre, résoudre des problèmes, changer de manière de faire [pour acquérir] de nouveaux savoirs communs » (*op. cit.*). Cette dynamique a bien eu lieu sur le territoire, comme l'atteste l'importance de l'assistance aux événements organisés ; plus de 200 participants aux Rencontres de tourisme scientifique d'août 2015 ou le succès du compte

Facebook *Turismo Científico CIEP*, qui compte 98 « amis » en 2014 et 5400 en 2016. Ceci est rendu possible grâce à l'animation d'une journaliste spécialisée en médiation scientifique. Tel que le montre une évaluation de l'équipe CIEP réalisée en décembre 2016, certains documents partagés ont été lus par un large public. C'est le cas du guide de terrain pour l'observation des cétacés du Docteur Rodrigo Hucke (téléchargé par 32 608 personnes), des actes des troisièmes rencontres régionales du tourisme scientifique du mois d'août 2015 (téléchargé par 9 878 personnes), du guide de la faune et de la flore du littoral publié par l'équipe du CIEP (téléchargé par 5 236 personnes) ou de la participation à un concours sur les connaissances scientifiques concernant les archipels de Patagonie qui a touché environ 20 719 personnes. Entre les périodes 2009-2012 et 2013-2016, le nombre de membres du réseau est passé de 30 à 103 et le nombre de participants aux activités de 458 à 1 190. Le projet touche ainsi une large audience, crée un réseau d'amis intéressés par la connaissance scientifique sur le web et offre plus de 6 800 journées d'activités de terrain sur la période 2014-2016.

Territorialisation instituée du tourisme scientifique

Pour Lajarge et Pecqueur (2011), « la ressource territoriale procède d'un processus de stabilisation et de légitimation dans des formes territoriales existantes (...) et nécessite donc de s'inscrire dans des cadres, logiques et dynamiques qui sont ceux des territoires ». Est-ce le cas pour le projet de tourisme scientifique mené par le CIEP ? Le projet est animé par un organisme de recherches régionalisé et son financement est approuvé par le Fond de Développement CORFO, validé par une commission des services publics chargée d'appliquer les directives du gouvernement régional et appuyer formellement par le service du tourisme régional. Il s'inscrit donc dans une logique territoriale existante. Le comité scientifique qui suit le projet regroupe des représentants des services publics ayant une ingérence sur les développements touristiques, les activités dans les aires protégées, les ressources naturelles ou la protection du patrimoine, de la faune et de la flore. Les initiatives pilotes de membres du réseau ont une pertinence régionale lorsqu'elles sont appuyées par le CIEP. Le tourisme scientifique est promu comme l'une des thématiques de voyages possibles dans la région d'Aysén sur le site de promotion de SERNATUR et s'inscrit parmi les stratégies de développement de la période 2014-2018 (SERNATUR, 2016 ; CORFO, 2015). Une ligne de financement est approuvée par le gouvernement régional et donne lieu en 2017 à un appel à projets, que remporte le Musée régional d'Aysén. Cependant, l'équipe du CIEP animant le programme mené depuis 2009 est dissoute en mars 2016. Malgré l'intérêt du CIEP à poursuivre son travail de recherche et développement sur le tourisme scientifique, les financements du centre ne permettent pas de maintenir l'équipe. D'autres priorités sont accordées au sein du département de tourisme durable, tel que

la recherche scientifique et les publications académiques, pour répondre aux orientations de son conseil de direction et du Gouvernement Régional d'Aysén. Une continuité de l'équipe dépend de l'obtention d'un autre projet différent des précédents, car il s'agit « d'innover ». Les membres du réseau profitent de la dynamique enclenchée par le projet jusqu'en 2017, notamment la promotion des produits validés par le CIEP en 2016. Certains s'impliquent dans de nouveaux réseaux de conservation ou de création des zones touristiques prioritaires. À partir d'octobre 2017, le Musée régional d'Aysén débute un projet de tourisme scientifique intitulé « La route des musées locaux » qui cherche à développer les liens entre l'institution, les guides, les organisations et opérateurs touristiques pouvant participer à leur animation ou en faire la promotion. Le tourisme scientifique s'inscrit donc dans une logique de développement régional, mais n'est pas « institué » ni consolidé par la création d'une structure pérenne pouvant marquer durablement le territoire.

Perspectives du tourisme scientifique

Le tourisme scientifique continuera d'exister dans la région d'Aysén de manière incertaine et sans appui formel de l'État ou d'une Organisation de Gestion de la Destination (OGD). Il n'existe à ce jour au Chili aucune OGD opérationnelle : elle pourrait pourtant voir le jour dans la vallée de l'Aconcagua, non loin de la région Métropolitaine de Santiago du Chili (Pearce & al., 2016). D'autres défis demeurent pour la poursuite de la dynamique enclenchée par le CIEP. Le constat général est que les acteurs locaux sont peu formés aux métiers du tourisme, notamment au regard de la gestion de l'accueil. Il existe un important déficit en matière de transports publics et les carences de l'État et des autorités municipales sont montrées du doigt par de nombreux opérateurs. Certains dirigeants d'associations touristiques résumant la situation en avançant « des jalousies et des rivalités dans l'ensemble de la communauté villageoise » (une hôtelière et dirigeante associative de Tortel). L'individualisme au sein des entreprises touristiques est prégnant et chacun s'occupe avant tout de défendre ses propres intérêts. Les formes de développement sont diverses, mais ce sont celles des entrepreneurs qui dominent. Les acteurs locaux du monde rural et de la pêche artisanale, les néo-ruraux alternatifs ou les acteurs de la conservation et l'État ont chacun leur priorité. La promotion touristique « globale » continue, tout comme les subsides aux investissements et la mise en concession d'espaces au sein des espaces protégés, afin de pallier le manque de moyens donnés par l'État à son service des parcs. Depuis 2010, les services décentralisés de l'État (Économie, Tourisme et Environnement) et le gouvernement régional discutent de la mise en œuvre d'une structure pouvant articuler le développement touristique régional, mais sans résultats. La logique des projets annuels ou biannuels continue.

III.3. Spécificités de la gestion des confins touristiques de nature

L'étude de la mise en tourisme d'un confin touristique de nature montre des dynamiques propres et enseigne que l'analyse, et la gestion, d'un tel système est spécifique. Il est critique de mettre en évidence les différentes formes de développement touristique qui s'y expriment.

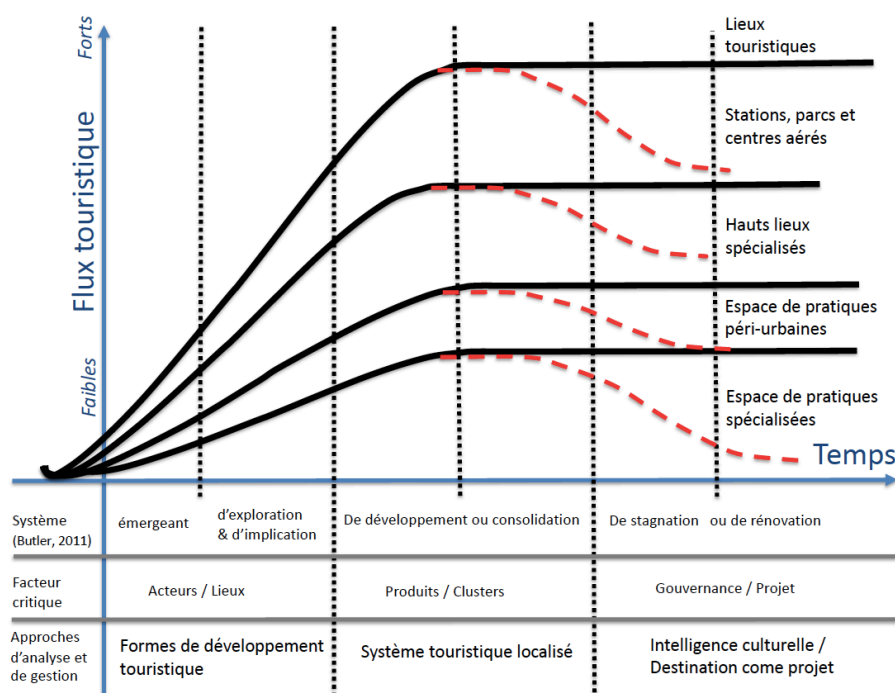
Au regard des étapes théoriques de la construction d'une destination (figure suivante) le confin touristique de nature est l'étape émergente du système ; «un lieu où se rendre» et non «un lieu d'envoi». Les enjeux y sont principalement sociaux, l'offre n'y est pas formellement établie et le modèle économique encore incertain. Dans cette phase émergente ou d'exploration, au sens de Butler (2011), l'implication progressive des acteurs sur chaque lieu touristique est critique. L'étude des formes de développement touristique révèle différentes représentations sociales de la nature et matérialité qui résulte des logiques d'actions de chacun. L'évaluation postérieure des compromis possibles entre acteurs permet d'envisager une gestion intégrée du système touristique émergente. Dans ce système, propre à un front de colonisation, les logiques d'actions sont dominées par une forte opposition entre représentations sociales de la nature d'acteurs exogènes et endogènes. Il s'agit là de gérer des logiques d'actions et une offre spontanée.

Lorsque les potentialités touristiques sont claires aux yeux des acteurs le système entre dans une phase de développement ou de consolidation. On se trouve dans une situation où certaines formes de développement s'imposent sous la forme de produits mieux définis. Dans certains cas des associations d'acteurs se traduisent en clusters économiques où imposent des pratiques spécifiques. L'approche par la description du Système Touristique Localisé semble alors pertinente, il s'agit d'améliorer l'efficacité et d'obtenir des résultats escomptés par des acteurs organisés.

Pour une destination touristique établie, structurée par une offre et des produits, en stagnation ou en phase de rénovation, l'analyse intégrée (Pearce, 2013), par les Systèmes Culturels (Corneloup, Bourdeau & Mao, 2004) ou la « Destination comme Projet » (Kadri & al., 2008) semble plus pertinente. Le marketing territorial, qui associerait tous les acteurs et parties prenantes dans l'offre de la destination, peut être tenté en bonne intelligence, car les acteurs

peuvent se positionner en fonction du projet accordé. L’outil d’analyse des formes de développement dans un confin touristique de nature révèle les enjeux culturels et économiques du territoire et les logiques d’acteurs, où s’opposent les trois représentations sociales de la nature (progressistes, anthropocentriques ou écologiques). Là, seules sont durables les politiques publiques favorisant l’association entre acteurs de chacune des formes de développement présentes.

Figure 20. Les outils d’analyses selon l’état du système touristique



(Bourlon, 2020)

Le développement durable souhaité par l’État et les acteurs locaux oblige à reconnaître l’histoire et la spatialisation des dynamiques propres au territoire. Dans la région d’Aysén on apprécie que les formes de développement étatiques et entrepreneuriales dominant et s’affrontent à celles dites traditionalistes, écologistes et alternatives. La forme étatique cherche à favoriser avant tout les formes entrepreneuriales et industrielles, toutes deux plutôt progressistes. Elles cherchent à tirer profit des ressources naturelles pour créer de la richesse. Cependant, inquiet des conséquences de la déprise agricole et de la globalisation de l’économie du tourisme, l’État met en place certains projets d’aide aux acteurs de la forme traditionaliste, dont l’usage de la nature est progressiste et anthropocentrique. Les formes de développement

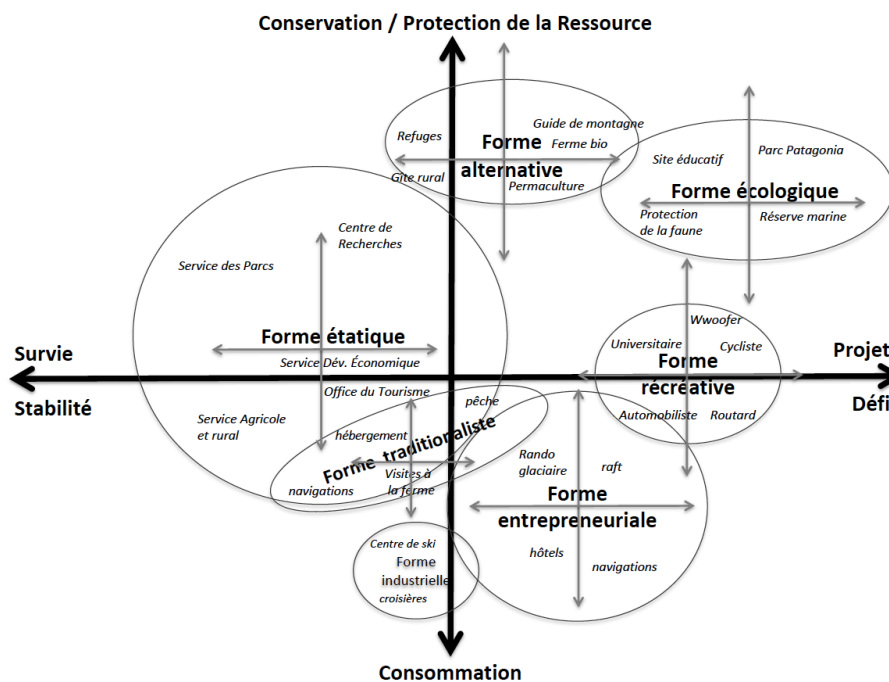
alternatif et écologique ne sont en revanche pas prises en compte car l'État qui n'y voit pas un intérêt économique. Elles ont pourtant une importance territoriale de plus en plus significative. Elles sont spatialement bien localisées et idéologiquement en phase avec les représentations sociales anthropocentriques et écologiques dominantes de la forme récréative (les visiteurs et praticiens de pleine nature spontanés). L'État minimisant l'importance de ces trois formes favorise un déséquilibre dans le système touristique. La forme récréative cherche sa place selon les opportunités et exprime sa déception ou mécontentement (au vu des enquêtes de satisfactions réalisées par SERNATUR en 2017) du fait d'une offre peu consolidée ou incertaine. Les formes appuyées par l'État proposent ce qui est économiquement rentable sans répondre à la demande (Pearce & al., 2016). Il organise le système par des choix politiques (la mise en concession des espaces protégés) et appuis des investissements qui peuvent s'avérer contre-productifs.

Les projets que nous avons identifiés sur le territoire (figure suivante) résultent du positionnement idéologique des différentes formes de développement. Ils sont de l'ordre du défi personnel, écologique ou entrepreneurial ou, à l'inverse, de l'ordre de la survie et du maintien d'un *statu quo* territorial et de la présence nationale pour des raisons géopolitiques, et traditionalistes lorsqu'il s'agit de la poursuite d'un mode de vie. Ils proposent des usages progressistes des ressources naturelles, la consommation des lieux et des paysages ou une volonté de les préserver en l'état, pour soi-même ou pour les générations suivantes.

Pour chaque forme des initiatives emblématiques expriment les variantes de positionnements et de projets. La forme étatique favorise des projets d'entreprises pour promouvoir le tourisme sur le territoire, par le biais des services de gestion des aires protégées du Ministère de l'Agriculture. La forme traditionaliste cherche à installer des projets locaux d'hébergement ou de transport permettant la survie dans les lieux reculés, comme à Tortel, dans les ports de pêche isolés ou dans des secteurs agricoles pauvres. Les acteurs de la forme entrepreneuriale s'expriment par d'innombrables projets personnels, économiques et opportunistes de navigation vers les glaciers du littoral et les Champs de Glace ou d'hébergement près des hauts lieux touristiques à Puerto Tranquilo, Puyuhuapi, La Junta et le glacier Queulat, initiatives plus ou moins exogènes ou écologiques. La forme industrielle cherche à s'installer autour de projets qui ailleurs fonctionnent, mais qui ne font qu'émerger ici, tels que les croisières au départ de Puerto Chacabuco ou le centre de ski El Fraile, en attendant une meilleure reconnaissance de la qualité de la destination. Au sein de la forme alternative, des projets de vie, dans chaque recoin du territoire, essaient de s'intégrer au mode de vie traditionnel, de prendre en considération les urgences environnementales et de profiter des derniers *wilderness* de la planète tout en participant à une économie locale. Les acteurs de la forme

écologique se dépêchent d'acquérir des terrains à sauvegarder, soit pour leur plaisir personnel (la réserve Añihue), leur valeur foncière (la fondation Patagonia Sur), un usage social (le projet Laguna Caiquenes), pour la sauvegarde de la faune et de la flore (l'association CODEFF) ou pour « le bien de l'humanité » (le Parque Patagonia). Tous ces projets locaux attirent les imaginaires des voyageurs en tout genre. Certains rêvent de leur conquête de la route australe, d'une immersion dans un monde rural de pleine nature, d'une compréhension des dynamiques mondialisées (au cours d'un voyage d'études) ou d'un *trip* « *into the wild* » pour échapper à l'horreur de la guerre (pour les routards israéliens).

Figure 21. Le positionnement des formes de développement touristique à Aysén



(Bourlon, 2018)

Chacun élabore son projet dans un confin de nature en développement touristique, mais l'état du système est fonction des confrontations entre des mondes, qui justifient leur logique par des principes et des valeurs spécifiques. Chaque forme se positionne sur le territoire selon des types de projets, de l'ordre du défi ou de la survie et de la stabilité et avec une attitude conservatrice ou consommatrice des lieux. L'État cherche à contrôler le système socio-économique, mais il est en réalité partie prenante dans sa

dynamique. Dans la région d'Aysén il cherche à assoir sa présence régionale et favorise l'usage commercial des ressources plus que la préservation du territoire et son patrimoine.

La caractérisation des projets au sein de chaque forme peut expliquer les fondements des conflits et permettre à l'État de les résoudre en orientant ses stratégies. En évitant de focaliser sur la promotion et le marketing et en cherchant à équilibrer ses interventions il peut véritablement favoriser un développement socio-économique approprié du territoire. Il peut choisir d'appuyer des projets qui facilitent l'association des formes et réduisent les confrontations en permettant une meilleure cohérence dans l'offre. C'est ce que le projet de tourisme scientifique semble avoir permis le temps des financements publics. Le projet, animé par un centre régional de recherches et de développement, a proposé une activation de la ressource scientifique pour la création de produits touristiques. Il se fonde sur un diagnostic territorial des spécificités géographiques et sociales qui identifie les acteurs en présence, les enjeux et les conflits autour de l'usage des ressources. Le projet, ouvert à tous les acteurs du tourisme, favorise l'association des formes de développement autour de projets pilotes. L'opérateur territorial oriente une dynamique socio-culturelle cohérente autour de thèmes structurants. Ce projet d'acteurs consolide une destination autour d'une offre touristique effective qui peut-être mise en marché. Le partage de connaissances et la création de savoirs scientifiques unissent ainsi les acteurs du territoire, car ils s'établissent autour des capacités de chacun à construire son « monde » selon ses priorités. Il renforce une économie territoriale. Au travers d'une appropriation collective des ressources initialement génériques et identifiées collectivement, il devient possible de mettre en œuvre des actions concertées pour la conservation ou l'usage de la nature. Il en découle une action collective plus « durable », car c'est un ensemble d'acteurs territorialisés qui propose de mettre en valeur et de protéger une ressource commune. La diversité de projets pilotes assure l'association d'acteurs autour de valeurs et d'objets partagés avec un objectif socio-économique collectif. Il s'agit d'un projet de territoire et d'une destination touristique basé sur un ensemble de projets (Kadri, Reda-Khoms, & Bondarenko, 2011) qui crée et renouvelle les pratiques touristiques (Bourdeau, 2011). Il permet d'établir de nouveaux liens sociaux et réorganiser les jeux d'acteurs dans « une nouvelle rationalité écologique » (Leff & al., 2002) en proposant la « création et le partage de connaissances scientifiques » (Mao & Bourlon, 2016).

Le tourisme scientifique est une démarche innovante dans un contexte mondial où le débat autour du tourisme durable semble confus ou biaisé par des discours politiques orientés vers le développement économique. Il semble plus solidaire et respectueux des diversités culturelles et prend en compte les défis environnementaux. Le rapport à l'espace est transformé par la mise en valeur de nombreux attraits culturels, écologiques et scientifiques. Un

nouveau rapport au temps est établi par le biais de projets touristiques d'apprentissages et de découvertes. Alors que certains proposent de sensibiliser les touristes en orientant leurs choix par des considérations idéologiques, le tourisme scientifique organise l'offre autour d'un usage des ressources acceptées par les acteurs du territoire. Pour les scientifiques, notamment ceux de la conservation, l'attrait de la démarche réside dans la reconnaissance de l'importance du savoir pour un développement touristique approprié. L'approche commerciale voulue par l'État habituellement, pour favoriser le développement économique, est enrichie par la conscience de l'importance d'un cadrage scientifique qui favorise à la fois la créativité et la compétitivité du territoire. Les projets d'investissements publics peuvent devenir plus pertinents et la promotion du territoire plus proche des acteurs et habitants, car établis autour de projets collectifs. La consolidation des projets de vie se fait par et avec le tourisme. Unis autour de sujets d'importance partagés, en particulier la protection du milieu qui permet leur existence et attire les visiteurs, ils créent une offre spécifique, différente de toute autre destination. L'offre modifie ainsi la nature de la demande. La construction du système touristique se fait alors de manière lente et organique, car elle n'est plus basée sur la vente de biens et services, mais sur l'invitation à intégrer un mode de vie choisi par les acteurs du territoire.

UN NOUVEAU REGARD SUR LES DYNAMIQUES DES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE.

Touristes en route vers le glacier Steffen, commune de Tortel en 2009



(Bourlon, 2009)

« C'est justement de l'infinie contingence de cette dualité inhérente à l'humain, cet être à la fois individuel et collectif, que naissent indéfiniment les histoires humaines. » (Berque 2010)

Migrer du statut d'espace géographique soumis aux logiques de la colonisation (Sacareau, 2017) ou de l'exploitation des matières premières (Grenier, 2003) à celui de destinations touristiques est un défi pour de nombreux pays en développement (Cazes, 1992). Le tourisme est une opportunité pour des confins de Nature et parfois la dernière chance pour revitaliser des communautés traditionnelles contraintes par la globalisation des économies (Blangy & Laurent, 2007). Cependant le tourisme bouleverse les réalités sociales, la culture, les valeurs et les modalités d'habiter de l'espace. Les confins de nature sont la convoitise de nombreux acteurs du tourisme, entrepreneurs, visiteurs, organisations de conservation ou néoruraux, ayant des visions opposées du devenir du territoire. Explorateurs, sportifs, routards ou scientifiques ouvrent les avenues du tourisme de consommation (Mao, 2003 ; Bessy, 2010). Voulant fuir un quotidien urbanisé et normé, ils imposent leurs imaginaires et construisent des mondes exotiques (Staszak, 2004). Des confins passent ainsi du statut de lieu « non-touristique » (Michel, 2015) à celui de lieu à la mode, soumis aux logiques commerciales. La sobriété heureuse (Rabhi, 2014) et l'éthique écologique (Næss & Glasser, 2005) voudraient que chacun reste chez soi et réinvente le bien-vivre ensemble. Cela limiterait les flux de touristes vers des lieux de nature et de culture traditionnelles et favoriserait les voyages autour de l'échange et du partage (Michel, 2011), au lieu de consommer la planète (Urry, 1995). La globalisation met à portée de quelques heures d'avions des lieux qui ressemblent à des Édens qui semblent pouvoir répondre aux insatisfactions des sociétés urbaines. Malgré les impacts qui ne restent plus à démontrer sur les écosystèmes naturels et les cultures (Bushell & Eagles, 2007), le tourisme apparaît pour beaucoup comme la solution pour sortir de la pauvreté ou de la dépendance des transnationales prédatrices (Grenier, 2003). Cependant, les acteurs des confins de nature, non encore intégrés aux logiques de vies de l'Occident, doivent s'adapter ou migrer. Comprendre les dynamiques en cours permet de concevoir des projets de développement pouvant répondre aux souhaits et capacités des acteurs locaux. Équilibrer les rapports de forces, entre participants du développement touristique et structurer un système respectueux des fragilités des confins de nature devraient être un impératif éthique pour les dirigeants et techniciens du tourisme de tous les pays.

La compréhension des dynamiques des confins touristiques de Nature requiert, dans un premier temps, de caractériser leurs réalités géographiques, spatiales, symboliques et techniques (Berque, 2010). Cette approche géographique du tourisme (Knafou & al., 1997) commence par l'identification

des acteurs en présence et leur marquage territorial et culturel. Leurs représentations géographiques (Raffestin, 1977) sont mises en évidence grâce aux enquêtes exploratoires. Ceci permet de cerner la spatialité socioculturelle de confins touristiques de Nature qui requièrent une approche du développement différente de celle des espaces urbanisés. Il ne s'agit plus de gérer des flux et des mobilités (Gay, 2015), mais des rapports humains, multiculturels à la frontière de l'écoumène (Berque, 2010). Dans un deuxième temps, ayant décrit les spécificités du territoire, l'analyse doit préciser les jeux d'acteurs (Gumuchian & al., 2003). L'organisation spatiale répond à des justifications (Boltanski & Thévenot, 1991), des représentations sociales (Moscovici, 1989) de la Nature (Descola, 2006) et des usages de la nature (Vachée, 2001). Les enquêtes approfondies auprès des acteurs du territoire révèlent des discours, des logiques d'action spatialisées et des matérialisations sur des lieux de pratiques. Il existe des formes de développement touristique (Corneloup & al., 2001) dont l'existence et l'importance caractérisent les enjeux du territoire. Des rapports de force, confrontations et compromis, entre formes (Mao, 2003) caractérisent la dynamique territoriale qu'il s'agit, dans un troisième temps, de montrer, grâce à l'analyse critique des dires d'acteurs (Van Dijk, 2002). La compréhension de la nature et des causes qui établissent les rapports entre acteurs (Raffestin, 1986b) montre que les projets d'organisation des destinations favorisent certaines formes de développement touristique. Les approches territorialisées permettent de faire converger les logiques d'appropriation (Gumuchian, 1991) des confins touristique de Nature afin d'assurer des retombées économiques et sociales équitables (Tardif, 2003).

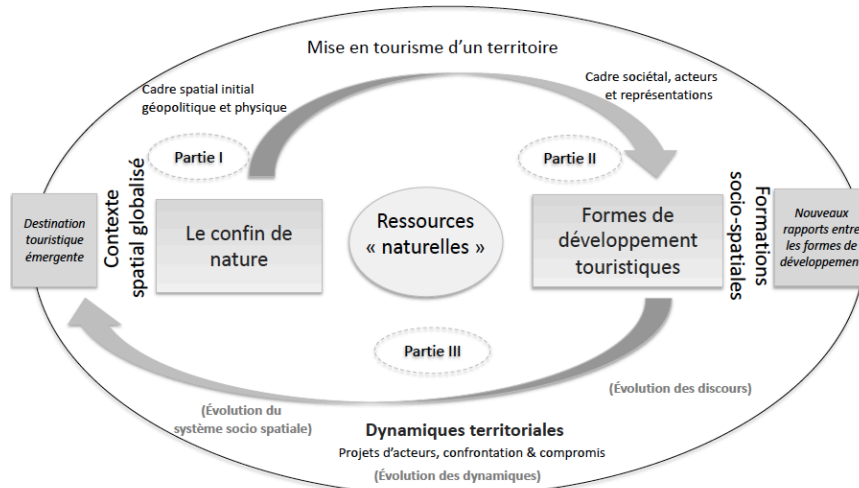
Il s'agissait de montrer les logiques sociogéographiques dans la construction des confins touristiques de nature. Nous pouvons affirmer que les confins touristiques de nature sont des objets spatiaux spécifiques, ils peuvent être décrits par des attributs précis, comme l'isolement, les contraintes naturelles, la distance aux centres urbains, la densité de population, les mobilités et les flux touristiques. Ils ont une réalité spatiale tributaire de représentations et usages de la nature, progressistes, anthropocentriques ou écologiques, propre aux acteurs du développement du territoire, exogènes et endogènes. De même les dynamiques associées à la mise en tourisme des confins de nature sont particulières, car elles sont le résultat de l'importance et des variantes des formes de développement touristique qui s'y impose. La prédominance de certaines formes et les rapports qu'elles entretiennent aux autres, concurrentes, émergentes ou en déclin, marquent la dynamique territoriale. Elle résulte du jeu d'acteurs, de confrontations ou associations, autour de la défense d'intérêts communs ou d'usages différenciés des ressources. La bonne gouvernance supposerait que soient favorisés des projets de développement qui intègrent les différentes approches possibles, économiques, sociales et environnementales, du tourisme. Afin de présenter une cohérence de l'offre

pouvant répondre à une demande adaptée aux réalités socioculturelles locales, les projets publics organisant le système touristique doivent donc se baser sur une stratégie concertée d'acteurs territorialisés (Gumuchian & al., 2003). Alors que de nombreux auteurs proposent des gestions intégrées des destinations (Pearce, 2013), un suivi par des modèles touristiques (De Grandpré, 2005) et des politiques publiques favorisant des « destinations de projets » (Kadri, Reda-Khoms, & Bondarenko, 2011) il ressort de l'étude des confins touristiques de nature qu'il faut prendre en compte, en premier lieu, la dimension socioculturelle du territoire, s'il veut s'ancrer dans une économie touristique pérenne (Janin & al., 2011). Cela est possible dans la mesure où l'ensemble des formes de développement touristique participent de manière proactive et harmonieuse au système. La gestion des confins touristiques de nature nécessite ainsi des outils d'analyse sociogéographique permettant de révéler les projets d'acteurs et identifier les compromis possibles pour un développement approprié.

Le système socio-spatial des confins touristiques de nature (figure suivante) est ainsi un espace géographique à la frontière de l'écoumène soumis à une pression récréative. Sa transformation peut être explicitée par la mise en évidence des rapports de force entre projets de développement. Sa dynamique est tributaire des formes dominantes et des projets d'acteurs qui « révèlent » des ressources (François, Hirczak & Senil, 2006) et structurent l'espace en une destination touristique. En excluant les autres formes de développement, une destination socialement fragile s'institue, car elle ne répond qu'aux attentes de certains acteurs et pour certains visiteurs.

Les enjeux du développement des confins de nature sont idéologiques et culturels. L'usage progressiste, écologique ou anthropique des ressources, favorise soit la création de richesse, la préservation du milieu naturel ou la création d'un lieu de vie, où l'homme impose un rapport de force qui lui est favorable pour y subsister. Chacun souhaite une rétribution monétaire, une reconnaissance symbolique et la possibilité de « bien-vivre », mais en imposant ses valeurs et modalités d'usages de l'espace. Pour cerner l'état du système socio-productif touristique des confins touristiques de nature, les outils d'analyse et de gestion économique par les produits sont insuffisants. La lecture par les formes de développement touristique en revanche aborde le système dans sa globalité. Il permet de montrer les logiques différenciées des collectifs d'acteurs autour des formes de développement étatiques, industrielles, traditionalistes, entrepreneuriales, écologiques, alternatives ou récréatives. Des confrontations, compromis et associations modèlent les dynamiques du territoire. En Patagonie chilienne, la forme de développement écologique semble grandir, alors que la forme traditionaliste peine à exister face aux formes entrepreneuriales et à l'émergence de l'industrie des croisières.

Figure 22. La dynamique du système socio-spatial des confins touristiques de nature



(Bourlon, 2018)

Toutes les formes de développement peuvent exister sur un confin touristique de nature, car le système n'est pas restreint au départ, par l'une d'entre elles, telles que les normes et des législations établies par l'État. Certaines dominent, émergent ou s'éteignent, mais toutes peuvent s'exprimer tant que le système reste ouvert à une pluralité d'acteurs et à diversité de logiques d'actions. Si les projets de développement sont sectoriels et partiels, la diversité est réduite et les perspectives de créer une destination comme « lieu à vivre [et] espace habité et d'expériences » (Kadri, Reda-Khomsî & Bondarenko, 2008) sont affaiblies. Une approche géohistorique permet de montrer l'apparition et les rapports qu'entretiennent à un instant donné les formes sur un territoire. L'évolution du système est fonction des projets d'aménagement qui créent des tensions territoriales. Les identifier peut aider à orienter les politiques publiques afin qu'elles respectent la diversité des sensibilités des acteurs du tourisme, car la qualité du système touristique est tributaire des rapports sociaux que le visiteur ou l'habitant perçoit. Une synergie des projets touristiques permet l'émergence d'une destination qui répond aux attentes sociales, économiques et environnementales de la communauté et des visiteurs.

Le projet de tourisme scientifique, dans la région d'Aysén (Mao & Bourlon, 2011, 2016), du des associations entre formes qu'il favorise, apparaît comme un système touristique localisé approprié par les acteurs. Une synergie est

rendue possible par l'existence d'un projet de territoire et une animation (Landel & Pecqueur, 2011) qui favorise la création, spécification et appropriation collective de la ressource (François, Hirczak & Senil, 2006). Il répond aux imaginaires des uns et des autres. Il favorise le maintien des modes de vie traditionnels, en invitant les visiteurs à vivre au rythme local, à comprendre les enjeux sociaux du territoire et l'importance de la préservation du milieu naturel. Il répond aux imaginaires occidentaux, à la recherche d'altérité, d'une biodiversité et de spécificités culturelles. Par l'activation d'une ressource immatérielle (Landel & Pecqueur, 2009), il renforce les utopies touristiques (Michel, 2017) et néo-rurales, mais permet aussi aux entreprises lucratives, industrielles et technologiques, de profiter de connaissances scientifiques pour assurer la qualité et la « durabilité » de leurs produits. Chacun des projets d'acteurs répond aux imaginaires récréatifs de certains visiteurs et favorise le développement économique qu'ils souhaitent.

Cependant, le tourisme durable qu'appellent de leurs vœux les gouvernements et instances internationales, n'est possible qu'en respectant les communautés isolées et la qualité du milieu d'accueil (Brown & Hall, 2000). Or, malgré les discours de bonne intention et d'acceptation des objectifs pour le prochain millénaire de l'ONU ou du Conseil Global pour le Tourisme Durable (Global Sustainable Tourism Council), les États tendent toujours à favoriser le développement entrepreneurial. Ils réduisent la diversité locale qui favorise un tourisme de qualité. Un développement approprié des confins de nature est basé sur un partage de connaissances (Bourlon & al., 2017). Il est solidaire dans la protection du territoire et équitable dans l'accès aux opportunités économiques. Le concept du développement « durable », ambigu, car proposé seulement sur la base de critères techniques standardisés et définis par des spécialistes et opérateurs globalisés (Bricker, 2010 ; Eagles, McCool & Haynes, 2002), n'existe que lorsque le développement est approprié par la communauté d'accueil. Il y a une bonne gouvernance territoriale (Pecqueur, 2004) lorsque le projet est géré en apportant les bénéfices symboliques, culturels et économiques souhaités par la majorité des acteurs et des habitants (Pearce, 2015).

Nous avons proposé un nouveau regard sur les confins touristiques. L'approche par le lieu, le milieu, les représentations sociales et les formes de développement est-elle généralisable à d'autres systèmes touristiques établis ? Cela est possible et nous avons démontré l'existence de sept formes de développement touristiques, avec des variantes possibles selon trois pôles, socio-économique, écologique et socio-culturel. Mais, existe-t-il d'autres formes sur d'autres lieux de la mondialisation (Retailé, 2014), pour d'autres cultures et sociétés ?

Dans un monde chaque jour plus globalisé, individualiste et hyperconnecté, comment évolueront les formes de développement touristique en Patagonie, au Chili, au sein de régions rurales ou de cultures ancestrales, dans le Grand Nord canadien ou autres nouveaux territoires touristiques (Delaplace & Gravari-Barbas, 2016)? Cette approche par les formes de développement touristique devra être approfondie au regard d'autres réalités et enjeux socioculturels.

Il est encourageant de penser que le tourisme puisse être réinventé par de nouvelles pratiques récréatives (Bessy, 2010, Michel, 2017) dans les périphéries (Bourdeau, 2011), les marges (Antheaume & Giraut, 2002) et les Suds (Sacareau, 2017). Cependant, le développement du tourisme dans les confins de nature peut être un désastre ou une opportunité (Hall & Boyd, 2005), car il engendre une transformation profonde, qui peut être destructrice de territoires fragiles lorsqu'ils sont soumis aux logiques récréatives consommatrices de lieux et de cultures. Mais il est, aussi, un choix d'un développement économique pouvant favoriser la paix et le maintien de populations traditionnelles sur des territoires marginalisés par la globalisation économique et l'urbanisation du monde. Il offre une possibilité d'intégration à la modernité qu'elles espèrent. La voie médiane pour «atteindre une harmonie dans la relation des sociétés humaines à l'étendue terrestre» (Berque, 2000) passe par le renforcement de nos capacités à favoriser les rencontres d'acteurs dont les représentations sociales de la nature construisent des mondes différents. Le développement des confins touristiques de nature doit se baser sur des stratégies politiques et publiques innovantes qui promeuvent l'échange et le partage de connaissances. Elles doivent permettre la mise en œuvre de systèmes sociaux productifs appropriés aux volontés des acteurs locaux et aux conditions sociales et environnementales du moment.

BIBLIOGRAPHIE

- Abbey, E. (1968). *Solitary Desert*. New York : McGraw-Hill.
- Abric, J.-C. (2003). *Méthode d'étude des représentations sociales*. Ramonville : Erès.
- Agosto, P., & Briones, C. (2007). Luchas y resistencias Mapuche por los bienes de la naturaleza. *OSAL*, 22, 295-300.
- Almeida, J., & Suguio, K. (2011). Ecoturismo científico en la planicie costera del extremo litoral sur del estado de São Paulo - Brasil. *Estudios y perspectivas*, 20, 1196-1213.
- Amalric, M. (2005). *Les zones humides : appropriations et représentations. L'exemple du Nord-Pas de Calais*. Lille : Université des sciences et technologies de Lille.
- Amblard, H., Bernoux, P., Herreros, G., & Livian, Y. (1996). *Les nouvelles approches de la sociologie des organisations*. Paris : Le Seuil.
- Amhilat-Szary, A.-L. (1999). *La région, paradoxe territorial néolibéral ? Analyse de l'impact géographique d'un modèle économique sur le Norte Grande chilien*. Université de Toulouse. Toulouse : Université Toulouse II.
- Amilhat Szary, A.-L., & Fourny, M.-C. (2006). *Après les frontières, avec la frontière. Nouvelles dynamiques transfrontalières en Europe*. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.
- Amilhat-Szary, A.-L. (2006). L'émergence d'un référent territorial : ethnie, frontière et projet de territoire dans les Andes. *Premières rencontres internationales du programme CORUS. Les recompositions territoriales et leurs référents, Les territoires à l'épreuve : décentralisation*. Marakech : Université de Marakech.
- Amirou, R., & Bachimon, P. (2000). *Le tourisme local, une culture de l'exotisme*. Paris : L'Harmattan.
- Antheaume, B., & Giraut, F. (2002). Les marges au coeur de l'innovation territoriale ? Regards croisés sur les confins administratifs (Afrique du Sud, France, Maroc, Niger, Togo). *Historiens et Géographes*, 379, 39-58.
- Antheaume, B., & Giraut, F. (2005). *Le Territoire est mort. Vive les territoires !* Paris : IRD Éditions.
- Anthony, B., & Shestackova, E. (2015). Do global indicators of protected area management effectiveness make sense? A case study from Siberia. *Environmental Management* (56), 176-192.
- Arraya, B. (1998). *El gran reportaje de Aysén, aplicación y recopilación bibliográfica cultural regional*. Coyhaique : Gobierno Regional de Aysén.
- Ascher, F. (2001). *La société hypermoderne : ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs*. La Tour d'Aigues : Éd. de l'Aube.
- Astorga, E., & Saavedra, S. (2015). *Istmo de Ofqui, un proceso inconcluso de conectividad en la zona sur austral*. Coyhaique : Ñire Negro.

- Augé, M. (1992). *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la sur-modernité*. Paris : Le Seuil.
- Bachelard, G. (1975). *Le mythe de la digestion. La formation de l'esprit scientifique*. Paris : Librairie Philosophique.
- Bachimon, P. (1990). *Tahiti entre mythes et réalités*. Paris : CTHS.
- Bachimon, P. (2005). Le tourisme de friche, dans R. Amirou, P. Bachimon, J.-M. Dewailly, & J. Malézieux, *Tourisme et souci de l'autre* (pp. 35-59). Paris : L'Harmattan.
- Bachimon, P. (2013). *Vacance des lieux*. Paris : Belin.
- Bachleitner, R., & Zins, A. (1999). Cultural tourism in rural communities: The residents' perspective. *Journal of Business Research*, 44, 199-209.
- Bartholomé, E., & Belward, A. (2005). GLC2000 ; a new approach to global land cover mapping from Earth observation data. *International Journal of Remote Sensing*, 26(9), 1959-1977.
- Bate, J. (1991). *Romantic Ecology : Wordsworth and the environmental tradition*. London : Routledge.
- Baudrillard, J. (1968). *Le système des objets*. Paris : Gallimard.
- Beaud, S., & Weber, F. (2008). *Guide de l'enquête de terrain*. Paris : La Découverte.
- Benson, A. (2005). Research tourism - Professional travel for useful discoveries. dans M. Novelli, *Niche tourism : contemporary issues, trends and cases* (pp. 133-144). Oxford : Elsevier.
- Bentrupperbaumer, J. (2005). Human dimension of wildlife interactions, dans D. Newsome, S. Moore, & R. Dowling, *Wildlife tourism* (pp. 82-112). Clevedon : Channel View Publications.
- Bernoux, P. (1996). Sociologie des organisations. *Revue Sciences humaines* (64), 46-52.
- Bernoux, P. (2014). *Sociologie du changement. Dans les entreprises et les organisations*. Paris : Le Seuil.
- Berque, A. (1990). *Médiance : de milieux en paysages*. Montpellier : Reclus.
- Berque, A. (2000). *Ecoumène, introduction à l'étude des milieux humains*. Paris : Reclus.
- Berque, A. (2010). Logique des lieux de l'écoumène. *Communications*, 85, 17-26.
- Bertella, G., & Vester, H. (2015). Whale watching in Norway caught between more traditional hunting canons and the lucrative promise of sismic airguns. *Tourism in Marine Environments*, 11 (1), 73-77.
- Berthemont, J. (2001). Berque, Augustin (2000), Ecoumène, introduction à l'étude des milieux humains. *Cahiers de géographie du Québec*, 45(124), 129-132.
- Bessy, O. (2005). Sociologie des pratiquants de l'extrême. Le cas de figure des participants au Grand Raid de La Réunion. *STAPS*, 3 (69), 57-72.

- Bessy, O. (2010). Les loisirs sportifs de nature, vecteurs du renouvellement des contours du tourisme. *Sud-Ouest européen, revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 29, 105-114.
- Bessy, O., & Suchet, A. (2016). Une approche théorique de l'événementiel sportif. *Mondes du tourisme*, 11, 1-17.
- Blangy, S. (2006). *Le guide des destinations indigènes : Tourisme équitable*, Indigène édition. Montpellier : Indigène Éditions.
- Blangy, S., & Laurent, A. (2007). Le tourisme autochtone : un lieu d'expression privilégié pour des formes innovantes de solidarité. *Teoros*, 26 (3), 38-45.
- Boltanski, L., & Thévenot, L. (1991). *De la justification des économies de la grandeur*. Paris : Gallimard.
- Boltanski, L., & Esquerre, A. (2016). L'économie de l'enrichissement et ses effets sociaux. *Teoría Política*, VI, 289-306.
- Borrero, L. (1989). *La Patagonia Tragica. Asesinatos, Pirateria y Esclavitud*. Ushuaia : Zagier & Urruty.
- Boschín, M.-T., & Casamiquela, R. (2001). *Patagonia, 13,000 años de historia*. (M. d. Leleque, Ed.) Buenos Aires : Emece.
- Botterill, D., Owen, E., Emanuel, L., Foster, N., Gale, T., Nelson, C., & Selby, M. (2000). Perceptions from the Periphery : The experience of Wales. dans F. Brown, & D. Hall, *Tourism in peripheral areas*. Clevedon : Channel View Publications.
- Botti, L., Peypoch, N., & Solonandrasana, B. (2008). *De la destination touristique, Ingénierie du tourisme : concepts, méthode, applications* (Vol. Les métiers du tourisme). Bruxelles : De Boeck.
- Bouhaouala, M. (1999). *Micro-mentalités et logiques d'action des dirigeants des petites entreprises du Tourisme Sportif*. Grenoble : Université Joseph Fourier.
- Bouhaouala, M. (2007). Micromentalités et logiques d'action des entrepreneurs dirigeants de petites entreprises. *Revue internationale P.M.E.*, 20 (2), 123-149.
- Bouneau, C. (2007). La promotion de l'économie touristique, levier de la politique d'aménagement du territoire en France des années 1950 aux années 1980. *Entreprises et histoire*, 2, 93-108.
- Bourdeau, P., & Mao, P. (2002). Les nouveaux espaces de pratiques sportives de montagne et de nature. *Presse Universitaire du Sport*, pp.83-122.
- Bourdeau, P. (2003). *Territoires du hors quotidien. Une géographie culturelle du rapport à l'ailleurs dans les sociétés urbaines contemporaines, le cas du tourisme sportif de montagne et de nature*. Grenoble : Université Joseph Fourier.
- Bourdeau, P., Corneloup, J., & Mao, P. (2006). *La montagne, terrain de jeu et d'enjeux ; débats pour l'avenir de l'alpinisme et des sports de nature*. L'Argentière La Bessée : Éd. Du Fournel.

- Bourdeau, P. (2011). Rendez-vous dans l'après-tourisme., dans R. Chirstin, & P. Bourdeau, *Tourisme : émancipation ou contrôle social?* Paris : Éd. Du Croquant.
- Bourdeau, P. (2012). Le tourisme réinventé par ses périphéries ?, dans F. Bourlon, P. Mao, M. Osorio, & T. Gale, *Explorando las nuevas fronteras del turismo*, pp. 27-44, Coyhaique : Ñire Negro.
- Bourdieu, P. (1987). *Choses dites*. Paris : Éditions de Minuit.
- Bourg, D., & Fragnière, A. (2014). *La pensée écologique*. Paris : PUF.
- Bourlon, F., Mao, P., Osorio, M., & Gale, T. (2012). *Explorando las nuevas fronteras del Turismo, Perspectivas de la investigación en turismo*. Coyhaique : Ñire Negro.
- Bourlon, F. (2017). La géographie esthétique de Douglas Tompkins, une utopie éco-philanthropique en Patagonie. *Revue Études Caribéennes*, 37/38, [http : //etudescaribeennes.revues.org/11150](http://etudescaribeennes.revues.org/11150).
- Bourlon, F., Bourdeau, P., Michel, F., & Inostroza, G. (2017). Le tourisme scientifique, un Après-Tourisme en Patagonie? *Revue Études Caribéennes*, 37/38, [http : //etudescaribeennes.revues.org/11169](http://etudescaribeennes.revues.org/11169).
- Boyer, M. (2002). Comment étudier le tourisme ? *Ethnologie française*, 32 (3), 393-404.
- Braudel, F. (1979). *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Paris : Armand Colin.
- Brebbia, C. (2006). *Patagonia : a forgotten land, From Magellan to Peron*. (W. I. Technology, Ed.) Southampton : WIT press.
- Bricker, K. (2010). An Analysis of sustainable tourism certification programs in the United States. *University Libraries*, 2-7.
- Bridge, L. (2013). *Aux confins de la terre, une vie en Terre de Feu* (1ère Éd. 1953). Bruxelles : Nevicata.
- Brown, F., & Hall, D. (2000). *Tourism in peripheral areas*. Clevedon : Channel View Publications.
- Brunel, S. (2006). *La Planète disneylandisée. Chroniques d'un tour du monde*. Paris : Éditions Sciences Humaines.
- Brunet, R., & Dollfus, O. (1990). *Mondes nouveaux, géographie Universelle*. Paris : Hachette-Reclus.
- Brunet, R., Ferra, R., & Théry, H. (1993). *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*. Paris : GIR Reclus.
- Buchanan, G., Nelson, A., Mayaux, P., Hartley, A., & Donald, P. (2009). Delivering a global terrestrial biodiversity observation system through remote sensing. *Conservation Biology*, 23 (2), 499-502.
- Buckley, R. (2010). *Conservation tourism*. Oxfordshire : CABI.

- Burgh, J. (1996). *La Cité des Césars : une utopie en Patagonie* (Vol. Coll. UNESCO d'œuvres représentatives). Paris : UTZ.
- Buscaini, G., & Metzeltin, S. (1989). *Les orgues de Patagonie : terre magique des alpinistes et des voyageurs*. Grenoble : Glénat.
- Bushell, R., & Eagles, P. (2007). *Tourism and protected areas, benefits beyond boundaries*. Oxfordshire : Cabi.
- Butler, R. (1980). The concept of the tourist area life-cycle of evolution: implications for management of resources. *Canadian Geographer*, 24 (1), 5-12.
- Butler, R. (2002). The development of tourism in frontier regions, issues and approaches. dans S. Krakover, & Y. Gradus, *Tourism in Frontier Areas* (pp. 3-20). Lanham : Lexington Books.
- Butler, R. (2011). Tourism Area Life Cycle. *Contemporary Tourism Reviews*, 33, 160-180.
- Butler, T. (2008). *Wildlands Philanthropy, The Great American tradition*. San Rafael, California : Foundation for Deep Ecology.
- Butler, T. (2010). *Conservación Patagónica, obra en progreso: Veinte años en retrospectiva*. Puerto Varas : Foundation for Deep Ecology.
- Butler, T. (2012). *Parque Corcovado*. Sausalito, California : The Conservation Land Trust.
- Butler, T. (2013). *Parque Monte Leon*. Sausalito, California : The Conservation Land Trust.
- Callenbach, E. (1975). *Ecotopia: Notebooks and Reports of William Weston*. New York : Bantam Books.
- Canesi, J. (1996). Poussières patagones, épopée du regard, dans G. Schneier-Madanés, *Patagonie, une tempête d'imaginaire*. Paris : Autrement.
- Cantell, L. (2005). Suomi-routsi-suomi-sanakirja. *Environment & Society Portal*.
- Casamiquela, R. (1991). *Del mito a la realidad: evolución iconográfica del pueblo Tehuelche meridional*. Vigente : Fundación Ameghino.
- Casson, S., Vance, M., Watson, A., Stringer, A., Kormos, C. (2016). *Wilderness protected areas: management guidelines for IUCN Category 1b protected areas*. (C. Groves, Ed.) Gland : IUCN International Union for Conservation of Nature.
- Cazes, G. (1992). *Tourisme et Tiers monde un Bilan Controversé*. Paris : L'Harmanttan.
- CEPAL. (2002). *Desarrollo local y alternativas de desarrollo productivo: el impulso de un cluster eco-turístico en la Región de Aysén*. Comisión Económica para América Latina y El Caribe, ILPES, Santiago.
- CEPAL. (2009). *Matices de una identidad que asoma. Estudio Identidad Regional para potenciar el Desarrollo Endógeno de Aysén*. Comisión Económica para América Latina y El Caribe, ILPES, Santiago.

- Chamard, C. (2014). *Le marketing territorial : Comment développer l'attractivité et l'hospitalité des territoires ?* Louvain la Neuve : De Boeck.
- Chapman, A. (1986). *Los Selk'nam, la vida de los Onas en Tierra de Fuego*. Buenos Aires : Emecé.
- Chazeaud, P. (2000). Les nouvelles consommations de loisirs dans une société en mutation. *Revue Spaces*(66), 15-22.
- Chenut, J. (2003). *Nous étions enfants en Patagonie*. Louvain-la-Neuve : Versant Sud.
- Christin, R. (2011). *Tourisme : émancipation ou contrôle social ?* Paris : Du Croquant.
- CIEP. (2012). *Las ciencias al servicio del desarrollo turístico de Aysén; creando el centro para el Turismo Científico de la Patagonia*. Coyhaique : Centro de Investigación en Ecosistemas de la Patagonia.
- CIEP & ARS. (2015). *Establecimiento de línea base operativa para la red del Proyecto Archipiélagos Patagónicos, destino mundial de turismo científico*. Coyhaique : Centro de Investigación en Ecosistemas de la Patagonia.
- CIEP. (2015). *Informe Estudio de oferta y demanda actual y potencial que permita la segmentación de una oferta especializada en turismo científico*. Coyhaique : Centro de Investigación en Ecosistemas de la Patagonia.
- CIEP & SISTME. (2016). *Evaluación externa final del Proyecto Archipiélagos Patagónicos destino internacional para el Turismo Científico*. CIEP, Turismo Sustentable, Coyhaique.
- CIEP. (2016). *Informe Creación de un destino de Turismo Científico. Análisis de ejecución del Proyecto Los Archipiélagos Patagónicos, destino internacional para el Turismo Científico*. Coyhaique : Centro de Investigación en Ecosistemas de la Patagonia.
- CIPMA. (2003). *Manual para Guarda parques, parte uno, Las áreas silvestres protegidas y la conservación de espacios naturales*. Valdivia : Centro de Investigación y Planificación del Medio Ambiente.
- Claval, P. (1972). La réflexion théorique en géographie et les méthodes d'analyse. *Espace géographique*, 1(1), 7-22.
- Claval, P. (1984). *Géographie humaine et économique contemporaine*. Paris : PUF.
- Claval, P. (2001). *Épistémologie de la géographie*. Paris : Nathan.
- Claval, P. (2011). *Géographie culturelle*. Paris : Armand Colin.
- CLS Saguenay–Lac-Saint-Jean. (2005). *Tourisme scientifique, pour voyager autrement*. Saguenay-Lac-St-Jean : Comité Régional en tourisme scientifique.
- CODEFF. (2009). *Sistematización de la experiencia de trabajo de 'Aysén Reserva de Vida'*. CODEFF. Coyhaique : Corporación de Defensa de la Flora y Fauna región de Aysén.
- CODESA. (2009). *Resultados y Lecciones en Gestión del proyecto Sabores de Aysén*. Corporación para el Desarrollo de Aysén. Santiago : Fundación para la Innovación Agraria, Ministerio de Agriculture.

- Cohen, E. (1984). The Sociology of tourism: approaches, issues and findings. *Annual review of Sociology*, 10, 373-392.
- Colletis, G., & Pecqueur, B. (1993). Intégration des espaces et quasi-intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives. *Revue d'économie régionale et urbaine*, (3), 490-507.
- Collignon, B., & Staszak, J.-F. (2004). Que faire de la géographie postmoderniste ? *L'Espace géographique*, 33 (1), 38-42.
- CONAF. (2015). *Estadística Visitantes Unidad SNASPE de Chile*. Gerencia de Areas Protegidas y Medio Ambiente. Santiago : Corporación Nacional Forestal.
- CONAF. (2016). *Plan de manejo, Parque Nacional Laguna San Rafael*. Coyhaique : Corporación Nacional Forestal - Centro EULA Universidad de Concepción.
- CONAF - Universidad Católica. (2017). *Propuesta de zonificación Reserva de la Biosfera Laguna San Rafael*. Corporación Nacional Forestal. Coyhaique : Pontificia Universidad Católica - Instituto de Geografía.
- CONAF & CIEP. (2017). *Planes de uso público para las áreas silvestres protegidas de Aysén*. Coyhaique : Centro de investigación en Ecosistemas de la Patagonia & Corporación Forestal de la región de Aysén .
- CONAMA. (2001). *Plan de Manejo del Área de Conservación de la Cultura y el Ambiente (A.C.C.A.) de la Patagonia*, Coyhaique : Comisión Nacional del Medio Ambiente, Gobierno Regional de Aysén, Fédération des parcs naturels régionaux de France.
- CONAMA. (2008). *Biodiversidad de Chile, patrimonio y desafíos* (Vol. 4). (J. Rovira, D. Ortega, D. Álvarez, & K. Molt, Edits.) Santiago : Ocho Libros Editores.
- Constabel, S., Oyarzún, E., Szmulewicz, P., Guala, C., Alvarez, K., & Pérez, S. (2008). *Agroturismo en Chile : caracterización y perspectivas*. Ministerio de Agricultura, Fondo para la Inovación Agraria. Santiago de Chile : Universidad Austral de Chile.
- Corcuff, P. (1995). *Les nouvelles sociologies* (Vol. 128). Paris : Nathan Université.
- CORFO. (2015). *Diagnóstico económico productivo la Región de Aysén, mapeo de actores y activos, levantamiento de brechas e identificación de oportunidades*. CORFO, Gobierno de Chile, SERNATUR. Coyhaique : CORFO PER TURISMO.
- Corneloup, J. (2000). Les modèles de développement en management des espaces de nature. *Montagnes méditerranéennes*(11), 95-99.
- Corneloup, J., Bouhaouala, M., Vachée, C., & Soulé, B. (2001). Formes de développement touristique des espaces sportifs de nature, *Revue loisir et Société*. *Revue loisir et Société*, 24.
- Corneloup, J. (2004). Sociologie de l'action et processus d'ancrage à la pratique de l'alpinisme chez les aventuriers de la montagne. *Society and Leisure*, 27(1), 251-284.
- Corneloup, J., Bourdeau, P., & Mao, P. (2004). Le marquage culturel des territoires touristiques de nature. *Revue de géographie alpine*, 92 (4), 11-20.

- Corneloup, J. (2010). Innover par la forme transmoderne, dans J. Corneloup, & P. Mao, *Innovation et création dans les loisirs sportifs de nature*. L'Argentière La Bessée : Éd. du Fournel.
- Corneloup, J., & Mao, P. (2010). *Créativité et innovation dans les loisirs sportifs de nature*. L'Argentière La Bessée : Éd. du Fournel.
- Corneloup, J., Bourdeau, P., Bachimon, P., & Bessy, O. (2014). L'habitabilité récréative périurbaine. *Sociétés*, n°3 (125), 47-58. De Boeck Supérieur
- Corneloup, J. (2017). Transition récréative et écologie corporelle. *Les carnets du Labex*.
- Cortés, G. (2008). *Breve Historia de Atacama* (Vol. I). Copiapó: Letras-Uruguay.
- Cronon, W. (1996). The trouble with wilderness: or, getting back to the wrong nature. *Environmental History*, 1 (1), 7-28.
- Crozier, M., & Friedberg, E. (1977). *L'acteur et le système*. Paris : Seuil.
- Cunha, A. (1988). Systèmes et territoire : valeurs, concepts et indicateurs pour un autre développement. *L'espace géographique*, 3, 181-198.
- D'Orbigny, A. (1854). *Voyage dans les deux Amériques*. Paris : Fume et Cie.
- Dardel, E. (1990). *L'Homme et la Terre, Nature de la réalité géographique (1^{ère} édition, 1952)*. Paris : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques.
- Darwin, C. (1875). *Voyage d'un naturaliste autour du monde fait à bord du navire le Beagle de 1831 à 1836*. Paris : C. Reinwald et Cie, Libraires Editeurs.
- DBE. (1995). *Projet Patagonia. Étude de faisabilité pour la gestion du bassin du Río Baker dans la région de Aysén, Patagonie chilienne*. DBEnvironnement, Action Internationale. Paris : Ministère des Affaires Etrangères - Coopération Cône Sud - Chili.
- De Agostini, A. (1929). *Mis viajes a la Tierra del Fuego*. Milán : Éd. De Agostini.
- De Grandpré, F. (2005). *Proposition d'une modélisation du système touristique régional (MTR) et application au Québec*. Aix en Provence : Université Aix Marseille 3.
- De Grandpré, F. (2007). Attractions, attractions et produits touristiques : trois concepts distincts dans le contexte d'un développement touristique régional. *Téoros*, 26(2), 12-18.
- De Grandpré, F. (2016). La visite de parents et d'amis (VPA), un phénomène touristique majeur. Le cas de Trois-Rivières et de la Mauricie en exemple. *Téoros*. 35(2), <https://journals.openedition.org/teoros/2953>.
- De Grandpré, F., LeBlanc, M., & Royer, C. (2017). How various segments of visitors perceive l'accueil in the places where they eat, sleep, and play. *Journal of Quality Assurance in Hospitality & Tourism*, 18 (3), 308-327.
- De Tounens, A. (2005). *Orllie-Antoine I, Rey de Araucanía y de Patagonia, Su asunción al trono y su cautiverio en Chile*. Santiago : Valente Editions.

- Debarbieux, B. (1995a). Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique. *Espace géographique*, 24(2), 97-112.
- Debarbieux, B. (1995b). *Recherches sur les significations et les connaissances de l'espace géographique*. HDR, Université Joseph Fourier, Institut de Géographie Alpine, Grenoble.
- Debarbieux, B. (1997). L'acteur et le territoire. Chronique d'un rendez-vous souvent annoncé, mais toujours différé. *Montagnes Méditerranéennes* (5), 65-67.
- Debarbieux, B., & Marois, C. (1997). Le mont Royal. Forme naturelle, paysages et territorialités urbaines. *Cahiers de géographie du Québec*, 41 (113), 171-197.
- Debarbieux, B. (2001). Les montagnes : représentations et constructions culturelles. dans Y. Veyret, *Les montagnes : discours et enjeux géographiques*. Paris : Éd. Sedes. <http://archive-ouverte.unige.ch/unige:3976>
- Debarbieux, B. (2003). Mythe, dans J. Lévy, & M. Lussault, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (pp. 647-649). Paris : Belin.
- Debarbieux, B. (2004). Présentation générale. De l'objet spatial à l'effet géographique, dans B. Debarbieux, & M.-C. Fourny, *L'effet géographique. Construction sociale, appréhension cognitive et configuration matérielle des objets géographiques*. (pp. 11-33). Grenoble : Maison des Sciences de l'Homme-Alpes.
- Debarbieux, B., & Rudaz, G. (2010). *Les faiseurs de montagne. Imaginaires politiques et territorialités (XVIII^e-XX^e siècle)*. Paris : CNRS Éditions.
- Delaplace, M., & Gravari-Barbas, M. (2016). *Nouveaux territoires touristiques. Invention, reconfigurations, repositionnements*. Montréal : Presse Universitaire du Québec.
- Delas, J.-P., & Milly, B. (1997). *Histoire des pensées sociologiques*. Paris : Sirey.
- Demmen-Meyer, C. (2005). Le tourisme : essai de définition. *Management & Avenir*, 1, 7-25.
- Descola, P. (1986). *La nature domestiquée. Symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*. Paris : Éditions de la MSH.
- Descola, P. (2006). *Par-delà nature et culture*. Paris : Gallimard.
- Dewailly, J.-M. (2006). *Tourisme et géographie entre pérégrinité et chaos ?* Paris : L'Harmattan.
- Di Méo, G. (1985). Les formations socio-spatiales ou la dimension infra-régionale en géographie. *Annales de géographie*(526), 661-689.
- Di Méo, G. (1987). Objectivation et représentation des formations socio-spatiales : de l'acteur au territoire. (A. Colin, Éd.) *Annales de géographie* (537), 564-594.
- Di Méo, G. (1991). *L'homme, la société, l'espace*. Paris : Economica.
- Di Méo, G. (1994). Territoires et réseaux : quelles contradictions ? *Annales de géographie*, 103 (579), 544-545.

- Di Méo, G. (1998). *Géographie sociale et territoires* (Coll Fac. Géographie Ed.). Paris : Nathan.
- Di Méo, G. (2006). Les Territoires de l'action. *Bulletin de la Société géographique de Liège* (48), 7-17.
- Di Méo, G., & Buleón, P. (2007). *L'espace social, Lecture géographique des sociétés*. Paris : Armand Colin.
- Di Méo, G. (2008). Une géographie sociale entre représentations et action. *Montagnes méditerranéennes et développement territorial* (23), 13-21.
- Di Salvia, D. (2011). Para una dialéctica de la naturaleza andina. Aproximaciones filosófico-antropológicas a las creencias quechuas en los Apus y la Pachamama. *Gazeta de Antropología*, 27 (1) <http://hdl.handle.net/10481/15373>.
- Dickason, O. (1995). *Le mythe du sauvage*. Saint Nicolas. Québec : Éd. du Félin.
- Diegues, A. (1999). *El Mito Moderno de la Naturaleza Intocada* (1^{ère} édition : 1996). Quito : Éd. Vela & Gudiño.
- Dillehay, T. (2001). *The settlements of the Americas*. Nueva York : Basic Book.
- Dixie, F. (1880). *Across Patagonia*. Edinburgh : R. Bentley.
- Dollfus, O. (1990). Le Système monde, dans R. Brunet, & O. Dollfus, *Mondes nouveaux. Géographie Universelle* (Vol. 1). Paris : Hachette-Reclus.
- Drengson, A., & Inoue, Y. (1995). *The Deep Ecology movement: an introductory anthology* (Vol. 50). Berkley, California : North Atlantic Books.
- Dumez, H. (2011). Faire une revue de littérature : pourquoi et comment ? *Le Libellio d'Aegis*, 7 (2), 15-27.
- Durafour, J. (2007). Cette frontière qui battait sans cesse en retraite : Turner et le cas américain. *Cités*, 31 (3), 47-58.
- Duvernay-Bolens, J. (1995). *Les géants patagons, voyage aux origines de l'homme*. Paris : Michalon.
- Eagles, P., McCool, S., & Haynes, C. (2002). *Sustainable tourism in protected areas guidelines for planning and management*. Gland : IUCN – The World Conservation Union.
- Edensor, T. (2001). Performing tourism, staging tourism: (Re) producing tourist space and practice. *Tourist studies*, 1 (1), 59-81.
- Empereire, J. (2003). *Les Nomades de la mer* (1^{ère} édition, 1955). Paris : Le Serpent de Mer.
- EnergíaAustral. (2007). *Estudio de linea base de turismo, proyecto de central hidroelectrica El Cuervo, región de Aysén*. Xstrata Copper - Glencore PLC. Coyhaique : Maria Loreta Villegas.
- Escalada, F. (1949). *El complejo Tehuelche*. Comodoro Rivadavia : Instituto Superior de Estudios Patagónicos.

- Escobar, H. (2007). *L'organisation territoriale en Patagonie Chilienne : enjeux et perspectives pour la région d'Aysén*. Brest : Université de Bretagne Occidentale.
- Esquerre, A. (2009). Recensement ; compétences critiques et sens de la justice, dans M. Breviglieri, C. Lafaye, & D. Trom (Éd.), *Colloque de Cerisy*. Paris : Economica.
- Ferrer, D. (2009). El conocimiento geográfico de la Patagonia interior y la construcción de la imagen de Torres del Paine como patrimonio natural a conservar . *Revista de Estudios Geográficos*, LXX(266), 125-154.
- Ferry, L. (1992). *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*. Paris : Grasset.
- Fierro, J., & Geeragat, O. (2004). La memoria de la Madre Tierra : el canto ecológico de los poetas mapuches. *Anales de la Literatura Hispanoamericana*, 33, 77-84.
- Flipo, F. (2010). Arne Næss et la Deep Ecology aux sources de l'inquiétude écologiste. *La revue internationale des livres et des idées*, [https : //halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/958042/filename/Naess_Flipo_Rili.pdf](https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/958042/filename/Naess_Flipo_Rili.pdf).
- Fourny, M.-C. (2005). De la frontière naturelle à la nature comme lien transfrontalier. Du rôle et de la place de l'environnement et du milieu dans les coopérations transfrontalières, dans Bouquet, & Vélasco, *Tropisme des Frontières, Approche pluridisciplinaire*. (pp. 97-117) Paris : L'Harmattan.
- Fourny, M.-C. (2006). Frontières, dans K. Pascal, & D. Vulliamy, *Encyclopédie des Alpes* (pp. 96-99). Paris : Glénat.
- François, H., Hirczak, M., & Senil, N. (2006). Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, (5), 683-700.
- Frémont, A. (1999). *La région, espace vécu ?* Paris : Flammarion.
- Friedberg, E. (1992). Les quatre dimensions de l'action organisée. *Revue Française de Sociologie*, (33), 531-557.
- Friedberg, E. (1993). *Le pouvoir et la règle*. Paris : Seuil.
- Furt, J.-M., & Michel, F. (2011). *Tourismes, patrimoines & mondialisations*. Paris : L'Harmattan.
- Gagnon, G. (2005). *Le wilderness et le paysage comme fondements des principes environnementaux du monde occidental contemporain : l'exemple des aires protégées américaines et françaises*. Laval : Université Laval.
- Gagnon, G. (2006). La construction sociale de la nature en Amérique et en France. Implication dans la gestion de la nature, dans L'IHQEDS (Éd.), *Environnement développement et société* (pp. 6-10). Laval : Université Laval.
- Gagnon, C., & Gagnon, S. (2006). *L'écotourisme, entre l'arbre et l'écorce : de la conservation au développement viable des territoires*. Montréal : PUQ.
- Gagnon, S. (2007). L'attractivité touristique des territoires. *Téoros*, 26(2), 3-4.

- Gale, T. (2006). *Finding meaning in sustainability and livelihood based on tourism*. Forestry and Natural Resources. Morgan town : West Virginia University.
- Gale, T., Bosak, K., & Caplins, L. (2013). Moving beyond tourists' concepts of authenticity: place-based tourism differentiation within rural zones of Chilean Patagonia. *Journal of Tourism and Cultural Change*, 11(4), 264-286.
- Gale, T., Adiego, A., & Ednie, A. (2018). A 360° Approach to the Conceptualization of Protected Area Visitor Use Planning within the Aysén Region of Chilean Patagonia. *Journal of Park and Recreation Administration* (à paraître).
- Gallois, L. (1903). La frontière argentino-chilienne. *Annales de géographie*, 12(61), 47-53.
- Garnier, C., & Sauvé, L. (1999). Apport de la théorie des représentations sociales à l'éducation relative à l'environnement. Conditions pour un design de recherche. *Éducation Relative à l'Environnement*, (1) 65-77.
- Gay, J.-C. (2006). Transport et mise en tourisme du monde. *Cahiers de géographie* (4), 11-22.
- Gay, J.-C., Vacher, L., & Paradis, L. (2011). *Quand le tourisme se diffuse à travers le monde*. Obtenu sur www.geoconfluences.ens-lyon.fr.
- Georges, P. (1970). *Dictionnaire de la géographie*. Paris : PUF.
- Ginet, P. (2012). Le territoire, un concept opératoire pour la géographie appliquée à l'aménagement. *Sciences de l'Information*, 49 (3), 26-33.
- Giraut, F. (1997). Pays et arrière-pays. Quelques hypothèses sur la nature et les fonctions contemporaines des arrière-pays de montagnes méditerranéennes. *Montagnes Méditerranéennes* (6), 15-18.
- Giraut, F., Guyot, S., & Houssay-Holzschuch, M. (2004). Les aires protégées dans les recompositions territoriales africaines. *L'information géographique*, 68(4), 340-368.
- Giraut, F. (2008). Conceptualiser le territoire. *Historiens et Géographes*, 19(403), 57-68.
- Giraut, F. (2013). Territoire multisitué, complexité territoriale et postmodernité territoriale : des concepts opératoires pour rendre compte des territorialités contemporaines. *L'Espace géographique*, 42 (4), 293-305.
- Glasser, N., Jansson, K., Harrison, S., & Kleman, J. (2008). The glacial geomorphology and Pleistocene history of South America between 38 S and 56 S. *Quaternary Science Reviews*, 27(3), 365-390.
- Gobierno Regional de Aysén. (2000). *Plan de manejo del proyecto de Area de la Conservación de la Cultura y del Ambiente (A.C.C.A.) de la Patagonia*. Coyhaique : Comision Nacional para el Medio Ambiente - Fédération nationale des parcs Naturels de France.
- Gobierno Regional de Aysén. (2005a). *Carta Magna del Area de Conservación de la Cultura y el Ambiente (A.C.C.A.) de la Patagonia*. Gonierno Regional de Aysén, CONAMA, Fédération nationale des Parques Naturels de France, División de Planificación y Desarrollo. Coyhaique : Gobierno Regional de Aysén.

- Gobierno Regional de Aysén. (2005b). *Plan Regional de Ordenamiento Territorial, Región de Aysén*. Departamento de Planificación Regional y Coordinación Territorial, Servicio Regional de Planificación y Coordinación SERPLAC. Coyhaique : SERPLAC.
- Gobierno Regional de Aysén. (2009). *Diseño de una propuesta de política regional de turismo, considerando los factores críticos para el desarrollo económico*. Coyhaique : Appplus Consultores & Gobierno Regional de Aysén, Dirección de Planificación y Desarrollo.
- Gobierno Regional de Aysén. (2013). *Actualización del plan regional de ordenamiento territorial de Aysén*. Coyhaique : Gobierno Regional de Aysén, División de planificación y desarrollo regional.
- Godet, L. (2010). La Nature Ordinaire dans le monde occidental. *L'Espace géographique*, 39(4), 295-308.
- Grataloup, C. (2007). *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*. Paris : Armand Colin.
- Grebe, M. (1994). Meli-witran-mapu: construcción simbólica de la tierra en la cultura mapuche. *Pentukun*(1), 55-67.
- Grenier, A. (2009). Conceptualisation du tourisme polaire : cartographier une expérience aux confins de l'imaginaire. *Téoros*, 28 (1), 7-19.
- Grenier, C. (2000). *Conservation contre nature : les îles Galapagos*. Paris : IRD éditions.
- Grenier, P. (1988). L'effet-frontière dans l'utilisation et l'organisation de l'espace des Andes argentines. *Revue de géographie alpine*, 76(1), 7-44.
- Grenier, P. (1996). Histoires de voir, dans G. Schneider-Madanes, *Patagonie une tempête d'imaginaire*. Paris : Autrement.
- Grenier, P. (1997). L'ouverture de la *Carretera Austral* dans les Andes du Chili méridional : quel modèle de développement touristique soutenable ? *Revue de géographie alpine*, 85 (1), 75-85.
- Grenier, P. (2003). *Des tyrannosaures dans le paradis : la ruée des transnationales sur la Patagonie chilienne*. Nantes : L'Atalante.
- Grenier, P. (2013). *Histoires du Bout du Monde*. Bruxelles : Nevicata.
- Grosse, J. (1955). *Visión de Aysén*. Santiago : Instituto Geográfico Militar.
- Grosse, J. (1990). *Expediciones en la Patagonia Occidental : hacia la Carretera Austral*. Santiago : Andrés Bello.
- Guala, C., & Szmulewicz, P. (2007). Evaluación de buenas prácticas en servicios de ecoturismo comunitario en la ecorregión valdiviana, Chile. *Gestión Turística*, 8, 9-23.
- Guffroy, J. (1994). Le développement des premières sociétés agricoles aux confins du Pérou et de l'Équateur. *Bulletin de la Société Préhistorique*, 91(4), 302-315.
- Guichonet, P. (1988). La frontière dans les Alpes. L'effet frontière dans les Alpes. *Colloque de Saint-Vicent*. Aoste : Assessorat à l'Instruction publique, 8-27.

- Gumuchian, H. (1997). À propos de quelques notions : marges, périphéries et arrière-pays. *Montagnes méditerranéennes*, 9-14.
- Gumuchian, H., Grasset, E., Lajarge, R., & Roux, E. (2003). *Les acteurs, ces oubliés du territoire*. Paris : Anthropos.
- Gumuchian, H., & Pecqueur, B. (2007). *La ressource territoriale* (Coll. géographie ed.). Paris : Economica, Anthropos, 252 p.
- Guyot, S., & Richard, F. (2009). Les fronts écologiques, Une clef de lecture socio-territoriale des enjeux environnementaux ? *L'Espace Politique*, URL : <http://espacepolitique.revues.org/1422>.
- Guyot, S. (2012). L'émergence d'un front touristique transfrontalier dans les Andes centrales, une triple frontière : Argentine, Bolivie et Chili. *ACME International Journal for Critical Geographies*, 11 (2), 304-334.
- Haila, Y. (1997). Wilderness' and the Multiple Layers of Environmental Thought. dans T. Myllyntaus, & M. Saikku, *Encountering the Past in Nature* (pp. 129-147). Columbus : Ohio University Press.
- Hall, M. (2005). Reconsidering the Geography of Tourism and Contemporary Mobility. *Geographical Research*, 43 (2), 125-139.
- Hall, M., & Boyd, S. (2005). *Nature-based tourism in Peripheral areas: Development or Disaster?* (M. Hall, & S. Boyd, Edits.) Clevedon : Channel View Publications.
- Hall, M. (2007). North-south perspectives on tourism, regional development and peripheral areas. dans B. Jansson, & D. Müller, *Tourism in Peripheries : Perspectives from the Far North and South* (pp. 19-37). Wallingford : CABI.
- Hall, M., & Page, S. (2009). Progress in tourism management: From the geography of tourism to geographies of tourism- A review. dans M. Hall, *Tourism Management* (pp. 3-16). London : Routledge.
- Hall, M. (2014). Extracting culture or injecting nature? Rewilding in transatlantic perspective. dans M. Drenthen, & J. Keulartz, *Old World and New Perspectives in Environmental Philosophy* (pp. 17-35). London : Springer International Publishing.
- Ham, S. (2010). From interpretation to protection: is there a theoretical basis? *NAI International conference April 13-17, 2010*. Townsville : NAI, 98 -107.
- Hamon, V. (2005). Authenticité, tourisme durable et marketing. *Revue Espaces*, 228, 42-56.
- Harvey, D. (1992). *The conditions of postmodernity. An enquiry into the origin of cultural changes*. Oxford : Blackwell Publishers.
- Hatem, F. (2004). Attractivité : de quoi parlons-nous. *Pouvoirs locaux*, 61(2), 34-43.
- Heim, A. (2009). *Un geólogo Suizo en la Cuenca del Lago Buenos-Aires / General Carrera* (1^{ère} édition, 1953). Buenos Aires : Nativa.

- Héritier, S., Arnaud de Sartre, X., Laslaz, L., & Guyot, S. (2009). *Fronts écologiques : dynamiques spatio-temporelles et dominations multi-scalaires*. [http : //espacepolitique. revus. org/1453](http://espacepolitique.revus.org/1453).
- HidroAysén. (2008). *Estudio de Impacto Ambiental Proyecto Hidroeléctrico Aysén, Centrales Hidroeléctricas de Aysén S.A.* Coyhaique : Hidroeléctricas de Aysén S..A.
- Higginbottom, K. (2004). *Wildlife tourism: Impacts, management and planning*. Altona : Common Ground.
- Hill, J., & Gale, T. (2009). *Ecotourism and Environmental Sustainability : Principles and Practices*. Farham : Ashgate.
- Hirczak, M., Moalla, M., Mollard, A., Pecqueur, B., Rambonilaza, M., & Vollet, D. (2008). Le modèle du panier de biens. *Économie rurale* (308), 55-70.
- Hobbes, T. (1651). *Léviathan*. London : A & C BLACK.
- Hochkofler, G. (2002). Sur le voyage en Patagonie. *Le Globe*, 142, 83-112.
- Hudson, W. (1992). *Sous le vent de la Pampa*. Paris : Hoëbeke.
- Humes, E. (2010). *Eco Barons : The new heroes of environmental activism*. New York : Ecco & Harper Collins.
- Huriot, J.-M., & Perreur, J. (1995). Centre et périphérie fondements et critères. *Document de Travail*. Dijon : LATEC (CNRS).
- IICA. (2009). *Estudio sobre turismo rural en Chile*. (Herrera, R; Ed) Muñoz. Valdivia : Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura.
- INDAP. (2008). *Líneamientos estratégicos turismo rural región de Aysén*. Ministerio de Agricultura de la región de Aysén, Departamento de Fomento. Coyhaique : Instituto de Desarrollo Agropecuario.
- INDAP. (2016). *Bitacora de la oferta de turismo rural 2016 - 2017, Zona Austral*. Instituto de Desarrollo Agropecuario y Productivo. Santiago : Ministerio de Agricultura de Chile.
- INE. (2009). *Turismo, Informe Anual*. Santiago : Instituto Nacional de Estadísticas.
- INE. (2012). *Censo Nacional de población*. Santiago : Instituto Nacional de Estadísticas.
- INE. (2014). *Compendio estadístico nacional de Chile*. Santiago : Instituto Nacional de Estadísticas de Chile.
- INE. (2014). *Turismo y naturaleza : Tipología de destino turístico para la región de Aysén, y puesta en valor para el territorio* (Santana, A. ; Rojas, F.; Ojeda, R. ; Vivar, M., Ed.). Coyhaique : Instituto Nacional de Estadísticas, División Región de Aysén.
- INE. (2017). *Compendio Estadístico de Chile 2017*. Santiago : Instituto Nacional de Estadísticas.
- Inostroza, G., & Cànoves, G. (2014). Sustainable tourism and hydroelectric projects: contradictions in Patagonia, Chile. *Cuadernos de Turismo*, 34, 397-400.

- Inostroza, G. (2016). *Turismo sostenible y conflicto por el uso de los recursos. Estudio de caso: Patagonia Chilena Región de Aysén*. Barcelona : Universidad Autónoma de Barcelona.
- IREN. (1979). *Perspectivas de desarrollo de los recursos de la. Región Aysén del General Carlos Ibáñez del Campo*. Intendencia Región de Aysén, SERPLAC. Santiago : IREN-CIREN.
- Itier, C. (2013). Viracocha o el océano : naturaleza y funciones de una divinidad inca. *IFEA Instituto Francés de Estudios Andinos* (17), 329-332.
- IUCN UNEP-WCMC. (2016). *The World Database on Protected Areas (WDPA)*. (I. U. Nature, Producer, & World Commission on Protected Areas) Obtenu le 14/03/2018 de Protected Planet : [http : // .protectedplanet.net](http://protectedplanet.net)
- Ivanoff, D. (2014). *La guerra de Chile Chico o los sucesos del Lago Buenos Aires*. Santiago : Lom Ediciones.
- Janin, C., Grasset, E., Lapostolle, D., & Turquin, E. (2011). *L'ingénierie, signe d'intelligence territoriale ?* Paris : Anthropos.
- Jaramillo, A., Sapians, R., Salamanca, F., & Castillo, E. (2008). *Impacto de los proyectos de represas en Aysén en el desarrollo del turismo*. Santiago : Universidad de Chile, Facultad de Sociología.
- Kadri, B., Reda-Khomsy, M., & Bondarenko, M. (2011). Le concept de destination : Diversité sémantique et réalité organisationnelle. *Téoros*, 30 (1), 12-24.
- Kalaora, B. (1995). Les cités du littoral : le littoral dans tous ses états. *Ethnologie française*, 76-88.
- Kalaora, B. (2001). À la conquête de la pleine nature. *Ethnologie française*, 31 (4), 591-597.
- Kaufmann, J. (2008). *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.
- Keerle, R. (2006). *De l'usage de la notion d'acteur en géographie (ou comment la géographie sociale, après avoir gagné la guerres des sciences, peut construire la paix)*. [http : //eegeosociale.free.fr/rennes2006](http://eegeosociale.free.fr/rennes2006).
- Kirchhoff, T., & Trepl, L. (2009). *Vieldeutige natur: landschaft, wildnis und ökosystem als kulturgeschichtliche Phänomene*. Bielefeld : Transcript Verlag.
- Knafou, R., Bruston, M., Deprest, F., Duhamel, P., Gay, J.-C., & Sacareau, I. (1997). Une approche géographique du tourisme. *Espace géographique*, 26 (3), 193-204.
- Knafou, R., & Stock, M. (2003). Tourisme, dans J. Lévy, & M. Lussault, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (pp. 931-933). Paris : Belin.
- Krakover, S., & Gradus, Y. (2002). *Tourism in frontier areas*. Lexington : Lexington Books.
- Krosnick, J. (1991). Response strategies for coping with the cognitive demands of attitude measures in surveys. (W. a. lrd., Éd.) *Applied Cognitive Psychology*, 5 (3), 213-236.

- Kuenzi, C., & McNeely, J. (2008). Nature-based tourism, dans O. Renn, & K. Walker, *Global Risk Governance ; concept and practice, using the IRGC framework* (pp. 155-178). Dordrecht : Springer.
- Kupper, P. (2012). *Wildnis schaffen : Eine transnationale Geschichte des Schweizerischen Nationalparks*. Bern : Haupt.
- Lafaye, C., & Thévenot, L. (1993). Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature. *Revue française de sociologie*, 34 (4), 495-524.
- Lajarge, R., & Pecqueur, B. (2011). *Ressources territoriales : politiques publiques et gouvernance au service d'un développement territorial générant ses propres ressources*. Grenoble : Université de Grenoble Alpes.
- Lamic, J.-P. (2008). *Tourisme durable : utopie ou réalité ? Comment identifier les voyageurs et voyageurs éco-responsables*. Paris : L'Harmattan.
- Landel, P.-A. (2004). Invention de patrimoines et construction des territoires. *Colloque Ressource Territoriale*. Le Pradel : Université Joseph Fourier, 1-11.
- Landel, P.-A., & Pecqueur, B. (2011). L'opérateur territorial, vecteur du changement. *Colloque ASRDLF, Migrations et territoires*. Fort de France : ASRDLF, 1-13.
- Landel, P.-A., Mao, O., Rey, A., & Robinet, N. (2017). *Les dynamiques des arrière-pays méditerranéens français : une marqueterie territoriale entre marge et périphérie*. Clermont-Ferrand : Presses universitaires Blaise Pascal.
- Latour, B., Schwartz, C., & Charvolin, F. (1991). Crise des environnements, défis aux sciences humaines. *Futur antérieur* (6), 28-56.
- Latour, B. (2010). L'alternative compositionniste, pour en finir avec l'indiscutable. *Ecologie & Politique* (40), 81-93.
- Le Bot, J.-M. (2007). *Les schèmes d'identification : ontologie ou ontonomie ?* <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00294234>.
- Le Moigne, J.-L. (1990). *La modélisation des systèmes complexes, Afcet systèmes*. Paris : Dunod.
- Lefebvre, H. (1974). *La production de l'espace*. Paris : Anthropos.
- Leff, E., Argueta, A., Boege, E., & Gonçalves, C. (2002). Más Allá del Desarrollo Sostenible: La Construcción de una Racionalidad Ambiental para la Sustentabilidad: una visión desde América Latina. dans E. Leff, E. Ezcurra, I. Pisanty, & P. Romero, *La transición hacia el desarrollo sustentable: perspectivas de América Latina y el Caribe* (pp. 477-576). Ciudad de México : Instituto Nacional de Ecología.
- Legoupil, D. (1989). *Ethnoarchéologie dans les archipels de Patagonie : les nomades marins de Punta Baja, mémoire de l'ADPF*. Paris : Recherches sur les Civilisations.
- Lepart, J., & Marty, P. (2006). La nature : un antimonde ? *Géographie et cultures*, 57, 87-102.
- Lepart, J., & Marty, P. (2009). Sortir des espaces protégés pour conserver la biodiversité. *Géographie et cultures*, 69, 11-24.

- Lévy, J. (1993). A-t-on encore (vraiment) besoin du territoire. *Espaces Temps*, 102-142.
- Lévy, J., & Lussault, M. (2003). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin.
- Lézy, E., & Chouquer, G. (2006). Autour du livre de Philippe Descola. *Études Rurales*, 2 (178), 229-252.
- Lipovetsky, G. (2004). *Les temps hypermodernes*. Paris : Grasset.
- Lliboutry, L. (1953). La région du Fitz Roy (Andes de Patagonie). *Revue de géographie alpine*, 41 (4), 667-694.
- Ludwig, L. (2011). *Puyuhuapi: curanto y Kuchen; historia oral de un pueblo de Aysén*. Santiago : Lom Ediciones.
- Lussault, M. (1996). *L'espace en action, de la dimension spatiale des politiques urbaines*. Université François Rabelais, Politique sociale. Tour : Université François Rabelais.
- Lussault, M. (2012). Transpatialités urbaines. *Hérmès, La Revue*, 2 (63), 67-74.
- Lussault, M. (2017). *Hyper-lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*. Paris : Le Seuil.
- MacCannel, D. (1976). *The Tourist, a New Theory of the Leisure Class*. New York : Schocken.
- Maldona, F., & Medel, C. (2016). *Distribución regional de la Inversión Pública*. Santiago : Comisión de Desarrollo Social, Superación de la Pobreza y Planificación de la Cámara de Diputados.
- Malhotra, N., & Krosnick, J. (2007). The effect of survey mode and sampling on inferences about political attitudes and behavior: comparing the 2000 and 2004 ANES to Internet Survey with Nonprobability Sample. *Political Analysis* (15), 286-323.
- Mandujano-Bustamante, F., Rodríguez-Torrent, J.-C., & Reyes-Herrera, S. (2016). El Estado chileno y la Patagonia : conflictos territoriales. *Bitácora Urbano Territorial*, 26 (1), 83-92.
- Mao, P. (2003). *Les lieux de pratiques sportives de nature dans les espaces ruraux et montagnards*. Grenoble : Université Joseph Fourier.
- Mao, P., Corneloup, J., & Bourdeau, P. (2003). Analyse des processus de territorialisation des hauts lieux de pratiques touristiques et sportives de nature : l'exemple des gorges du Verdon. *Téoros*, 22 (2), 52-62.
- Mao, P., & Bournon, F. (2011). Le tourisme scientifique : un essai de définition. *Téoros*, 30 (2), 94-104.
- Mao, P., & Bournon, F. (2016). *Le tourisme scientifique en Patagonie chilienne. Un essai géographique sur les voyages et explorations scientifiques*. Paris : L'Harmattan.
- Martin, N., Bourdeau, P., & Daller, J.-F. (2012). *Du tourisme à l'habiter : les migrations d'agrément*. Paris : L'Harmattan.

- Martinic, M. (1999). *Cartografía Magallánica 1523 - 1945*. Punta Arenas : Ediciones de la Universidad de Magallanes.
- Martinic, M. (2004). *Archipiélago patagónico : La última frontera*. Punta Arenas : Universidad de Magallanes.
- Martinic, M. (2005). *De la Trapananda al Aysén : una mirada reflexiva sobre el acontecer de la Región de Aysén desde la prehistoria hasta nuestros días*. Santiago : Pehuén Editores.
- Martinic, M. (2006). *Historia de la Región Magallánica* (Vol. II). Punta Arenas : Universidad de Magallanes.
- Martinic, M. (2007). Los Césares de la Patagonia, ¿otra fuente indígena para la leyenda o una hasta ahora desconocida creación del imaginario aónikenk? *Magallania*, 35 (2), 7-14.
- Maslow, A. (1943). *A Theory of Human Motivation*. Washington, EUA.
- Matos, G. (1996). Conflictos geográficos en las tierras patagónicas chilenas. *Ería*, 41, 206-212.
- Maturana, H., & Varela, F. (1994). *De máquinas y Seres Vivos. Autopoiesis: La organización de lo Vivo*. Santiago : Edición Universitaria.
- Mc Ewan, C., Borrero, L., & Prieto, A. (1997). *Patagonia, natural history, prehistory and ethnography at the uttermost end of the earth*. London : British Museum Press.
- McGivney, A. (2003). *Leave No Trace : A guide to the new wilderness ethic*. Seattle : The Mountaineers Books.
- McIntyre, G. (1993). *Sustainable tourism development: guide for local planners*. Madrid : World Tourism Organization.
- Meier, C. (2011). *Hidroelectricidad Realmente Sustentable para Chile*. Concepción : Universidad de Concepción.
- Mena, F., & Ocampo, C. (1993). Distribución, localización y caracterización de sitios arqueológicos en el río Ibáñez (XI Región). *Actas del XII congreso nacional de arqueología chilena*, 33-58.
- Mena, F., Lucero, V., Reyes, O., Trejo, V., & Velásquez, H. (2000). Cazadores tempranos y tardíos en la cueva Baño Nuevo 1, margen occidental de la estepa centropatagónica (XI región de Aysén, Chile). *Anales del Instituto de la Patagonia*. Punta Arenas : Universidad de Magallanes.
- Mena, F., Reyes, O., Stafford, T., & Southon, J. (2002). Early human remains from Baño Nuevo- 1 cave, Central Patagonian Andes, Chile. *Quaternary International*.
- Mena, F. (2004). Arqueología de Jeinimeni. dans J.-C. Torres-Mura, & G. Rojas, *Historia natural reserva nacional Lago Jeinimeni*. Coyhaique : Museo Historia Natural de Santiago.

- Mercure, D. (2001). Une société-monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation. *Colloque Association internationale des sociologues de langue française*. Saint Nicolas : Presse Universitaire de Laval.
- Michel, F. (2001). *En route pour l'Asie : le rêve oriental chez les colonisateurs, les aventuriers et les touristes occidentaux*. Paris : L'Harmattan.
- Michel, F. (2003). Le tourisme sexuel en Thaïlande : une prostitution entre misère et mondialisation. *Teoros*, 22(1), 22-28.
- Michel, F. (2004). *Éloge du voyage désorganisé*. Annecy : Livres du Monde.
- Michel, F. (2009). *Éloge de l'Autonomie. Une anthropologie du voyage, du nomadisme et de l'autonomie*. Québec : Hommnisphères.
- Michel, F. (2011a). Patrimoines communs, tourisms et business. dans J-M. Furt, & F. Michel, *Tourismes, patrimoines & mondialisations*. Paris : L'Harmattan.
- Michel, F. (2011b). Ubud, centre culturel d'un Bali exotique, dans J-M. Furt, & F. Michel, *Patrimoines communs, tourisms et business* (pp. 305-312). Paris : L'Harmattan.
- Michel, F. (2011c). *Voyages pluriels. Échanges et mélanges*. Annecy : Livres du monde.
- Michel, F. (2012). Tourisme et Anthropologie, pour des voyages pluriels ? dans F. Bourlon, P. Mao, M. Osorio, & T. Gale, *Explorando las nuevas fronteras del Turismo, Perspectivas de la investigación en turismo* (pp. 75-106). Coyhaique : Ñire Negro.
- Michel, F. (2013). *Du voyage et des hommes, Désirs d'ailleurs revisited*. Annecy : Livres du Monde.
- Michel, F. (2015a). Une destination non touristique à la mode : la région d'Aysén en Patagonie chilienne. *Études Caribéennes* (30), URL : <http://etudescaribeennes.revues.org/7402>.
- Michel, F. (2015b). *En route pour la Patagonie*. Annecy : Livres du Monde.
- Michel, F. (2017). De l'utopie à l'Autonomie, un autre voyage est possible ! *Études Caribéennes*, 37/38.
- Mieczkowski, Z. (1995). *Environmental Issues of Tourism and Recreation*. Maryland : University Press of America.
- MINTUR. (2014). *Anuario estadístico de Turismo de Argentina*. Buenos Aires : Ministerio de Turismo de Argentina, Subsecretaría de Desarrollo Turístico.
- Mintzberg, H. (1989). *Management inside our strange world of organizations*. New York : Simon & Schuster.
- Mittermeier, R., Mittermeier, C., Brooks, T., Pilgrim, J., Konstant, W., Da Fonseca, G., & Kormos, C. (2003). Wilderness and biodiversity conservation. *PNAS*, 100 (18), 10309-10313.
- Monbeig, P. (1966). *Les franges pionnières, géographies générales*. Paris : Gallimard.

- Moore, A. (1993). *Manual para la Capacitación del Personal de Áreas Protegidas*. Washington : National Park Service.
- Moreira-Muñoz, A., García, J., & Sagredo, E. (2014). Reserva de la Biosfera Laguna San Rafael : sitio de importancia global para la investigación del cambio climático. dans A. Moreira-Muñoz, & A. Borsdorf, *Reservas de la Biosfera de Chile : Laboratorios para la sustentabilidad* (210-227). Santiago : Instituto de Geografía.
- Moscovici, S. (1977). *Essai sur l'histoire humaine de la nature*. Paris : Flammarion.
- Moscovici, S. (1984). The phenomenon of social representations. dans R. Farr & S. Moscovici, *Social Representations* (pp. 3-69). Cambridge : Cambridge University Press.
- Moscovici, S. (1989). Des représentations collectives aux représentations sociales, dans D. Jodelet, *Les représentations sociales*. (pp. 62-86). Paris : Presses Universitaires de France.
- Moss, C. (2008). *Patagonia, a cultural history, Landscapes of the imagination*. Oxford : Oxford University Press.
- Mougenot, C. (2003). *Prendre soin de la nature ordinaire*. Paris : INRA Maison des sciences de l'homme.
- Mowforth, M., & Munt, I. (2009). *Tourism and sustainability. Development globalisation and new tourism in the Third World* (1^{ère} édition, 1998). London : Routledge.
- Muir, J. (1912). *The Yosemite*. New York : The Century Co.
- Muir, J. (1981). *Our National Parks* (1^{ère} 1901). Madison : The University of Wisconsin Press.
- Muñoz, M., & Torres, R. (2010). Conectividad, apertura territorial y formación de un destino turístico de naturaleza. El caso de Aysén (Patagonia chilena). *Estudios y perspectivas en turismo*, 10, 447-470.
- Næss, A., & Glasser, H. (2005). *The selected works of Arne Næss*. Sausalito, California : Foundation for Deep Ecology.
- Næss, A., & Rotenberg, D. (2009). *Vers l'écologie profonde*. Marseille : Wildproject.
- Nash, R. (2001). *Wilderness and the American mind* (1^{ère} édition, 1967). New Haven : Yale University Press.
- National Park Service. (2009). *A Report on visitors to the National Park System, 2008*. Idaho : The Park Studies Unit.
- Navet, E. (2011). Explorateurs, missionnaires et agences de voyages à la découverte de la Guyane, sa forêt, ses indiens, son or, dans J.-M. M. Furt, *Tourismes, patrimoines et mondialisation* (pp. 205-230). Paris : L'Harmattan.
- Newsome, D., Dowling, R., & Moore, S. (2005). *Wildlife Tourism*. Clevedon : Channel View Publications.
- Newsome, D., Moore, S., & Dowling, R. (2012). *Natural area tourism: Ecology, impacts and management* (Vol. 58). Clevedon : Channel view publications.

- Ngar-Odjilo, M. (2012). *Voyages et voyageurs dans le bassin du Tchad : aux marges du tourisme*. Grenoble : Université de Grenoble Alpes.
- Núñez-Ávila, M., Corcuera, E., Fariás, A., Pliscoff, P., Palma, J., Barrientos, M., & Sepúlveda, C. (2013). *Diagnóstico y caracterización de iniciativas de conservación privada en Chile*. Santiago : Fundación Senda Darwin.
- Núñez, A., & Aliste, E. (2014). El discurso del desarrollo en Patagonia-Aysén : la conservación y la protección de la naturaleza como dispositivos de una renovada colonización, Chile, siglos XX-XXI. *Revista de Geografía y Ciencias Sociales*, 493 (46).
- Núñez, A., Aliste, E., Bello, A., & Osorio, M. (2017). *Imaginario geográfico, prácticas y discursos de frontera, Aisén-Patagonia desde el texto de la narración*. Coyhaique : Ñire Negro.
- O.D.D.T, CIEP & BID FOMIN. (2015). *Identificación y mapeo de « hot spots » para el desarrollo del turismo científico del Destino Archipiélagos Patagónicos*. O.D.D.T. ; Université de Grenoble Alpes ; CIEP; Universidad Austral de Chile ; Banque Interamericaine de Développement. Coyhaique : Université Grenoble Alpes.
- Obin, O. (2006). *Territoires en construction. De la géographie sociale à l'acteur-réseau. Une lecture des dynamiques sportives de nature dans les Grandes Causses*. Grenoble : Université Grenoble Alpes.
- Ocampo, C., Quiróz, D., & Aspillaga, E. (2002). *Chonos, Un mundo ausente*. Santiago : Universidad de Chile.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2010). *Anthropologie et développement*. Saguenay : APAD-Karthala.
- Olmsted, F. (1865). *The value and care of parks*. San Francisco : Congress of the State of California.
- OMT - CSNU. (2000). *Recommandations sur les statistiques du tourisme*. New York : Organisation Mondiale du Tourisme & Commission statistique des Nations Unies.
- Osorio, M., Saavedra, G., & Velásquez, H. (2007). *Otras narrativas en Patagonia. Tres miradas antropológicas a la región de Aisén*. Coyhaique : Ñire Negro.
- Osorio, M. (2012). Un episodio de violencia en el Baker : la muerte de tres Kawésqar en Bajo Pisagua. *Magallania*, 40 (2), 41-60.
- Osorio, M. (2016). *La tragedia obrera de Bajo Pisagua*. Coyhaique : Ñire Negro.
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2008). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin.
- Parks Canada. (2010). *Standards and guidelines for the conservation of historic places in Canada*. Ottawa : Parks Canada.
- Pasche, K., & Bertrand, B. (2013). *Arts de vie sauvage*. Escalquens : Édition de Terran.

- Patagonia, U. (2006). *Rapport scientifique, expédition franco-chilienne et internationale à Madre de Dios (Magallanes, Chili)* Paris : Association Centre-Terre.
- Pearce, D. (1992). Alternative tourism : Concepts, classifications, and questions. *Tourism alternatives : Potentials and problems in the development of tourism*, 15-30.
- Pearce, D. (1995). Planning for tourism in the 1990s : a dynamic integrated multiscale approach. dans R. Butler, & Pearce (Éd.), *Change in Tourism : people, places, processes* (pp. 229-244). London : Routledge.
- Pearce, D., & Butler, R. (1999). *Contemporary issues in tourism development*. London : Routledge.
- Pearce, D. (2013). Toward and integrative conceptual framework of destinations. *Journal of Travel Research*, 28 (4), 141-153.
- Pearce, D., & Schott, C. (2005). Tourism distribution channels : The visitors' perspective. *Journal of Travel Research*, 40 (1), 50-63.
- Pearce, D. (2015). Destination management in New Zeland : Structures and functions. *Journal of Destination Marketing & Management*, 1-12.
- Pearce, D., Guala, C., Veloso, K., Llano, S., Negrete, J., Rovira, A., Llano, S; Negrete, J; Rovira, A; Gale, T ; Reis, A. (2016). Destination management in Chile : objectives, actions and actors. *International Journal of Tourism Research*, DOI : 10.1002/jtr.2083.
- Pecqueur, B. (2004). Territoire et gouvernance : quel outil pertinent pour le développement ?, dans A. Ferguène, *Gouvernance locale et développement territorial. Le cas des pays du Sud*. (pp. 27-48). Paris : L'Harmattan.
- Peel, M., Finlayson, B., & McMahon, T. (2007). Updated world map of the Köppen-Geiger climate classification . *Hydrology and earth system sciences discussions*, 4 (2), 439-473.
- Peeters, P., & Landré, M. (2012). The emerging global tourism geography. An elemental sustainability perspective. *Sustainability*, 4 (1), 47-71.
- Pelluchon, C. (2015). *Les nourritures. Philosophie du corps politique*. Paris : Éd. Seuil.
- Perkins, G. (1898). *Man and Nature ; or, Physical Geography as modified by Human Action*. New York : Scribner.
- Peuziat, I. (2006). *Chili : les gitans de la Mer, pêche nomade et colonisation en Patagonie chilienne*. Paris : L'Harmattan.
- Peuziat, I., Brigand, L., Arenas, F., Núñez, A., & Salazar, A. (2012). L'isolement géographique : contrainte ou opportunité pour les territoires ? Regards croisés en Patagonie chilienne. *Noröis* (4), 47-59.
- Peyrache-Gadeau, V. (2004). Ressources patrimoniales, milieux innovateurs, variations des durabilités des territoires. *Montagnes méditerranéennes*, 20, 7-19.

- Ponce, R., Vásquez, F., Stehr, A., Debels, P., & Orihuela, C. (2011). Estimating the economic value of landscape losses due to flooding by hydropower plants in the Chilean Patagonia. *Water Resources Management*, 1 (25), 2449–2466.
- Prebisch, R. (1962). The economic development of Latin America and its principal problems. *Economic Bulletin for Latin America*, 7 (1).
- Proulx, M., & Tremblay, D. (2006). Marketing territorial et positionnement mondial. *Géographie, économie, société*, 8 (2), 239-256.
- Quiroz, D. (2015). Balleneros en la niebla : una mirada para-etnográfica de la caza de ballenas en Chile. *Chungará*, 47 (2), 319-330.
- Rabhi, P. (2014). *Vers la sobriété heureuse*. Paris : Actes Sud.
- Raffestin, C. (1973). Formation et évolution d'un paysage humanisé. *Alliance culturelle romande* (19), 39-40.
- Raffestin, C. (1977). Paysage et territorialité. *Cahiers de géographie du Québec*, 21 (53-54), 123-134.
- Raffestin, C. (1986). Territorialité : concept ou paradigme de la géographie sociale ? *Geographica Helvetica* (2), 91-96.
- Raffestin, C. (1990). La frontière comme représentation : discontinuité géographique et discontinuité idéologique. *Relations Internationales* (63), pp 295-303.
- Ratzel, F. (1881-1891). *Anthropogeographie, oder Grundzüge der Anwendung der Erdkunde auf die Geschichte* (Vol. 2). Stuttgart : Engleborn.
- Reclus, E. (1881). *La Terre ; description des phénomènes de la vie du globe. Les continents* (Vol. 2). Paris : Hachette.
- Rees, W. (2012). Cities as dissipative structures : Global change and the vulnerability of urban civilization. dans M. Weinstein, & R. Turner, *Sustainability science : the emerging paradigm and the urban environment*. New York : Springer.
- Reichert, F. (1967). *En la cima de las montañas y de la vida*. Buenos Aires : Academia Nacional de Agronomía y Veterinaria.
- Retailé, D. (2007). Quel est l'impact de la mondialisation sur le développement local ? *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 167-183.
- Retailé, D. (2014). *Les lieux de la mondialisation*. Paris : Le Cavalier Bleu Editions.
- Reynolds, C., & Braithwaite, D. (1999). Towards a conceptual framework for wildlife tourism. *Tourism Management*, 22, 31-42.
- Reynaud, A. (1981), *Société, espace et justice*, Paris : PUF.
- Reynaud, A. (1992), Centre et Périphérie, dans : Bailly A., Ferras R., Pumain D. (Eds.), *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica, 599-615.
- Rivera, C., & Vallejos-Romero, A. (2015). La privatización de la conservación en Chile : repensando la gobernanza ambiental. *Bosque*, 361, 15-25.
- Roberts, T., & Gavirati, M. (2008). *Diarios del explorador Llwyd ap Iwan: el desvío del río Fénix y la colonia galesa de Santa Cruz que pudo ser*. General Roca : La Bitácora Patagónica.

- Rodrigo, P. (2007). *Patagonia chilena : ¡sin represas!* Santiago : Ocho Libros.
- Ross, K. (2001). *Nagarjuna, psychologie bouddhiste de la vacuité*. Paris : Kunchab.
- Rousseau, J.-J. (1755). *Discours sur l'origine et le fondement de l'inégalité parmi les hommes*. Genève : Marc-Michel Rey.
- Rouvière, L. (2009). ¿Un territorio político transfronterizo? formas de legitimación de una experiencia de acción política intermunicipal entre Bolivia, Chile y Perú. *Estudios Transfronterizos, IX* (2), 13-29.
- Ruiz, E., Hernández, M., Coca, A., Cantero, P., & del Campo, A. (2008). Turismo comunitario en Ecuador. Comprendiendo el community-based tourism desde la comunidad. *Pasos, 6* (3), 399-418.
- Saarinen, J. (2015). Wilderness use, conservation and tourism, what do we protect and for and from whom? *Tourism Geographies, 18*(1), 1-8.
- Saavedra, G. (2012). Pesca artesanal y salmonicultura en Aysén. Itinerario de una investigación crítica sobre el desarrollo en el sur austral de Chile. *Cultura-Hombre-Sociedad, 22* (1), 35 -60.
- Sacareau, I. (2003). *La montagne, une approche géographique*. Paris : Belin.
- Sacareau, I., Taunay, B., & Peyvel, E. (2015). *La mondialisation du tourisme : les nouvelles frontières d'une pratique*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Sacareau, I. (2017). Montagnes et montagnards des Suds dans la mondialisation touristique : imaginaires et pratiques. *Revue de Géographie Alpine, 105*(3), 1-9.
- Sæþórsdóttir, A., Hall, M., & Saarinen, J. (2011). Making wilderness : tourism and the history of the wilderness idea in Iceland. *Polar Geography, 34* (4), 249-273.
- Salamanca, F. (2011). Rentabilidad social regional Proyecto HidroAysén-Transec. *Sociedad Hoy, 131-144*.
- Salès-Wuillemin, E. (2006). Méthodologie de l'enquête, dans M. Bromberg, & A. Trognon, *Psychologie Sociale* (pp. 45-77). Paris : PUF.
- Sandoval, O. (2007). *Epopéya de la Minería en Aysén*. Santiago : Lom Ediciones.
- Santos, M. (1996). *Metamorfosis del espacio habitado*. Barcelona: Oikos Tau.
- Santos, M. (2006). *A Natureza do Espaço : Técnica e Tempo, Razão e Emoção*. São Paulo : Universidade de São Paulo.
- Sarrazy, B. (2012). Du donné aux données : analyse épistémologique et méthodologique de quelques effets de l'usage de données vidéographiques sur l'activité de recherche. *Éducation et didactique, 6* (3), 179-184.
- SASI Group & Newman. (2006). Obtenuto le 01/03/2018, de World Mapper — Tourism Destination Arrivals 2003 : <http://archive.worldmapper.org/display.php?selected=19>.
- Sauvé, L. (1994). *Pour une éducation relative à l'environnement : éléments de design pédagogique*. Montréal : Guérin.

- Schlüter, R. (1999). Sustainable tourism development in South America, The case of Patagonia, Argentina, dans D. Pearce, & R. Butler, *Contemporary Issues in Tourism Development* (pp. 176-191). London : Routledge.
- Schneier-Madanes, G. (1996). *Patagonie, une tempête d'imaginaire*. Paris : Autrement.
- Schneuwly, B. (1999). Le développement du concept de développement chez Vygotski, dans Y. Clot, *Avec Vygotski*. Paris : La dispute.
- Scholz, W., Breuste, J., Bourlon, F., Rojas, J., & Torres, R. (2012). El desarrollo sustentable del turismo en Aysén y perspectivas de clusterización de los actores del turismo en las comunas de Coyhaique y Aysén. *Tourism Review International*, 15, 355–361.
- Schwede, M. (1966). *An ecological study of Nez Perce settlement patterns*. Seattle : Washington State University.
- Segura, P., & Bourlon, F. (2011). Represas en Aysén: ¿traba o trampolín para el desarrollo turístico regional? *Sociedad Hoy*, 20, 145-157.
- Segura, P., & Huenchuñir, N. (2014). *Manual de Carreño de la Patagonia Aysén. Coyhaique ; Ñire Negro*.
- Sepúlveda, C., & Villarroel, P. (2006). Servicios ecosistémicos y financiamiento de la conservación privada en Chile. *Revista Ambiente y Desarrollo*, 22 (1), 12-20.
- Sepulveda, L. (1995). *Le monde du bout du monde*. Paris : Seuil.
- Sepulveda, L. (1996). *Le neveu d'Amérique*. Paris : Métailié.
- Sepúlveda, L. (2011). *Histoires d'ici et d'ailleurs*. Paris : Point.
- SEREMI-Economía-Aysén. (2014). *Datos estadísticos de economía de la región de Aysén*. Ministerio de Economía Fomento y Turismo, División de la política comercial e industrial. Coyhaique : Ministerio de Economía de la región de Aysén.
- SERNATUR. (1981). *Inventario del patrimonio turístico XI Región de Aysén*. Santiago : Servicio Nacional de Turismo, Dirección Regional de Aysén.
- SERNATUR. (2007). *Estrategia de desarrollo turístico, Región de Aysén*. Coyhaique : Servicio Nacional de Turismo, Dirección Regional de Aysén.
- SERNATUR. (2013a). *Turismo de cruceros internacionales en Chile*. SERNATUR Chile, Subdirección de Estudios. Santiago : Servicio Nacional de Turismo de Chile.
- SERNATUR Aysén. (2013b). *Plan de acción, región de Aysén del General Carlos Ibañez del Campo, sector turismo 2014-2018*. Ministerio de Economía Fomento y Turismo. Coyhaique : Servicio Nacional de Turismo, Dirección Regional de Aysén.
- SERNATUR. (2013c). *Informe inversión privada 2013*. Servicio Nacional del Turismo, Subdirección de Estudios. Santiago : Ministerio de Economía, Fomento y Turismo.

- SERNATUR. (2013d). *Anuario estadístico de turismo años 2011-2012, Región de Aysén*. SERNATUR, Programa Observatorio Turístico de la Región de Aysén. Coyhaique : Servicio Nacional de Turismo, Dirección Regional de Aysén.
- SERNATUR. (2016). *Estadísticas de turismo 2008-2015*. Santiago : Subsecretariat de Turismo de Chile.
- SERNATUR Aysén. (2017). *Anuario de Turismo, Región de Aysén*. Coyhaique : Servicio Nacional de Turismo, Dirección Regional de Aysén.
- SERNATUR. (2018). *Recorre Aysén Patagonia*. (S. N. Aysén, Productor) Obtenue le 7/4/ 2018, du site web Aysén Patagonia : [http : //recorreaysen.cl/destinos/](http://recorreaysen.cl/destinos/)
- SERPLAC. (2005). *Plan Regional de Ordenamiento Territorial (PROT) Región de Aysén*. Coyhaique : Secretaria Regional de Planificación y Coordinación, Dirección Región de Aysén.
- SERPLAC. (2006). *Estrategía de Desarrollo Region de Aysén 2000-2006*. Coyhaique : Ministerio de Planificación y Cooperación, Servicio Regional de Planificación y Coordinación, Dirección Región de Aysén.
- Serres, M. (1990). *Le contrat naturel*. Paris : Flammarion.
- Shaw, G., & Williams, A. (2002). *Critical issues in tourism: a geographical perspective*. Wiley-Blackwell. : Royal Geography Society.
- Sheail, J. (2010). *Nature's spectacle: the world's first national parks and protected places*. London : Earthscan.
- Silva, D. (1936). *El Rey de Araucanía*. Santiago : Zig-Zag.
- Silva, F. (2013). *Flora Agropecuaria de Aysén*. Coyhaique : Ministerio de Agricultura, Servicio Agrícola y Ganadero, Dirección Regional de Aysén.
- Simmel, G. (1981). Essai sur la sociologie des sens. *Sociologie et épistémologie*, 223-238.
- Simonneaux, J. (1999). *Acteurs, enjeux et régulation dans la dynamique du tourisme en espace rural*. Toulouse : Université de Toulouse — Le Mirail.
- Smith, V., & William, R. (1992). *Tourism alternatives: potentials and problems in the development of tourism*. Eadington : University of Pennsylvania Press.
- Soja, E. (1989). *Postmodern geographies. The reassertion of space in critical theory*. London : Verso.
- Sorre, M. (1943). *Les fondements biologiques de la géographie humaine. Essai d'une écologie de l'homme* (Vol. 1). Paris : Armand Colin.
- Sosa, M. (2012). *¿Cómo entender el territorio?* (Vol. XI). Ciudad de Guatemala : Cara Parens de la Universidad Rafael Landívar.
- Staszak, J.-F. (2001). Nouvelles approches du lieu, dans J.-F. Staszak, géographies anglo-saxonnes. *Tendances contemporaines* (pp. 249-255). Paris : Belin.
- Staszak, J.-F. (2003). *Géographies de Gauguin*. Paris : Bréal.
- Staszak, J.-F. (2006). Voyage et circulation des images : du Tahiti de Loti et Gauguin à celui des voyageurs. *Société & Représentations*, 1(21), 79-99.

- Steffen, H. (1994). *Patagonia occidental, las cordilleras patagónicas y sus regiones circundantes: descripción del terreno basada en exploraciones propias, con un bosquejo de la historia de las expediciones practicadas en la región*. Santiago : Universidad de Chile.
- Stronza, A. (2001). Anthropology of tourism: forging new ground for ecotourism and other alternatives. *Annual Review of Anthropology*, 30, 261-283.
- Suchet, A. (2015). Pour en finir avec Butler (1980) et son modèle d'évolution des destinations touristiques. *Loisir et Société*, 38 (1), 7-19.
- Szcutnicki, A. (2017). *Du post-army trip au post-tourisme, une approche géographique du backpacking israélien au Chili*. Grenoble : Université Grenoble Alpes.
- Szmulewicz, P., Gutiérrez, C., & Winkler, K. (2012). Asociatividad y agroturismo, evaluación de las habilidades asociativas en redes de Agroturismo del sur de Chile. *Estudios y perspectivas en turismo*, 21, 1013-1034.
- Talandier, M. (2009a). Une autre géographie du développement rural : une approche par les revenus. *Géocarrefour*, 83 (4), 259-267.
- Talandier, M. (2009b). Mesurer l'impact des aménités naturelles, culturelles et environnementales sur le développement économique local. *XLVIe Colloque de l'ADSRDLF*. Clermont-Ferrand : Association de Science Régionale de Langue Française, 1-13.
- Tardif, J. (2003). Écotourisme et développement durable. *Vertigo*, 4 (1) URL : <http://vertigo.revues.org/4575>.
- Tecklin, D., Bauer, C., & Prieto, M. (2011). Making environmental law for the market: the emergence, character, and implications of Chile's environmental regime. *Environmental Politics*, 20 (6), 879-98.
- Terray, L. (1961). *Les Conquérants de l'inutile*. Paris : Gallimard.
- The Conservation Land Trust. (2002). *Los diez primeros años, 1992 - 2002*. Sausalito, California : Foundation for Deep Ecology.
- Thebault, M. Le Marketing Territorial. Obtenu le 20/01/2018 sur <http://thebaultmarc.expertpublic.fr/>
- Theroux, P. (1988). *Patagonie express*. Paris : Grasset.
- Thoreau, H. (1971). *Walden* (1ère édition 1854). Princeton : Lyndon Shanley UP.
- Thurner, I. (1999). Wissenschaftstourismus: Der Forscher als Tourist? *Anthropologischen Gesellschaft*, 129, 227-246.
- Tilden, F. (1957). *Interpreting our heritage : principles and practices for visitor services in parks, museums, and historic places*. Chapel Hill : University of North Carolina Press.
- Tissier, J.-L. (2014). *Oekoumène*, Obtenu le 14/12/2017 sur : www.hypergeo.eu/spip.php?article27

- Toloza, R., Tompkins, D., Butler, T., Espinoza, I., & Tejas Flores, L. (2012). *La Carretera Austral, El camino mas espectacular de Sudamérica*. (T. Butler, Éd.) Santiago : Ocho Libros.
- Tompkins, D. (2012). The next economy. Transitions from globalization to eco-localism. dans F. Bourlon, P. Mao, M. Osorio, & T. Gale, *Explorando las nuevas fronteras del Turismo, Perspectivas de la investigación en turismo* (pp. 107-124). Coyhaique : Nire Negro.
- Torres, R., & Rojas, J. (2011). Naturaleza, cultura y formas turísticas de vida en Aysén. *Sociedad Hoy*, 20, 77-109.
- Tourisme Québec. (2016). *Étalonnage des principales destinations touristiques nordiques*. Montréal : Direction des politiques et de l'intelligence d'affaires du Ministère du Tourisme du Québec.
- Touzani, L., & Giannelloni, J.-L. (2010). Le choc culturel dans l'expérience d'hospitalité touristique. Une approche ethnographique. *Actes des XIVèmes Journée de Recherche en Marketing de Bourgogne*. Dijon : CERMAB-LEG, Université de Bourgogne, (3) 1-17.
- Trentini, F. (2012). Ecología política y conservación: el caso del co-manejo del parque nacional Nahuelhuapi y el pueblo mapuche. *Revista Pilquen*, 14(15), 1-11.
- Tschifely, A. (1933). *Tschifely's ride: ten thousand miles in the saddle from southern cross to pole star*. Roseburg, Suisse : Simon and Schuster.
- Turner, & F. (1996). *The frontier in the American History* (1^{ère} publication 1893). Mineola, New York : Dover Publications.
- UNESCO. (2001). *Des outils et des hommes pour une gestion intégrée des zones côtières*. Paris : UNESCO.
- Urbain, J. (2002). *L'idiote du voyage. Histoires de touristes*. Paris : Payot.
- Urbain, J.-D. (2002). *Paradis verts. Désirs de campagne et passions résidentielles*. Paris : Payot.
- Urbina, M.-X. (2009). *La frontera de arriba en Chile colonial. Interacción hispano-indígena en el territorio entre Valdivia y Chiloé e imaginarios de sus bordes geográficos, 1600-1800*. Santiago : Ediciones Universitarias de Valparaíso.
- Urry, J. (1995). *Consuming places*. London : Routledge.
- Urry, J. (2001). *The tourist gaze* (1^{ère} édition 1990). London, UK : Theory, Culture & Society.
- Urry, J. (2002). *The tourist gaze, Theory, culture & society*. London : SAGE.
- Vachée, C. (2000). *Représentation de la nature et comportements d'offre en escalade, Étude à partir de trois catégories d'acteurs : présidents de club, moniteurs brevetés d'État et équipiers de falaise*. Grenoble : Université Joseph Fourier.
- Vachée, C. (2001). Représentation de la nature et offre sportive : le cas des moniteurs d'escalade. *Montagnes Méditerranéennes* (13), 99-104.
- Van Dijk, T. (2002). El análisis crítico del discurso y el pensamiento social. *Revista de Pensamiento e Investigación Social* (1), 18-24.

- Velut, S. (2009). Argentine — Chili : Une si longue frontière. *Confins* (7), 1-19.
- Vernadsky, V. (2012). *The biosphere* (Vol. Science & Business Media). New York : Springer.
- Veschambre, V. (2009). La dimension spatiale de la construction identitaire : patrimonialisation, appropriation et marquage de l'espace, dans P. Grandjean, *Construction identitaire et espace*. (pp. 137-152). Paris : L'Harmattan.
- Viard, J. (2000). *Réinventer les vacances*. Paris : La documentation française.
- Viard, J. (2002). *La France des temps libres et des vacances*. Paris : DATAR de l'Aube.
- Vidal de la Blache, P. (1913). Des caractères distinctifs de la géographie. *Anales de géographie*, 22, 289-299.
- Violier, P. (2009). Proposition pour un modèle d'analyse et de management des lieux touristiques, dans J.-P. Lemasson & P. Violier (Éd.), *Destinations et territoires* (pp. 23-37). Sainte-Foy : Téoros.
- Waidhofer, L. (2010). *La Patagonie inconnue*. Colorado : Western Eye Press.
- Waidhofer, L. (2012). *La Carretera Austral, El camino más espectacular de Sudamérica*. Santiago du Chili : Ocho Editores.
- Waidhofer, L. (2014). *Chelenko, Las mil y una caras de un lago patagónico*. Colorado : Western Eye Press.
- Wall, R. (2009). *Protected attractions : Tourism and wilderness in the Swedish mountain region*. Stockholms : Stockholms Universitet.
- Wallerstein, E. (1974). *The modern world-system : Capitalist agriculture and the origins of the European world-economy in the sixteenth century* (Vol. 1). Berkley : University of California Press.
- Wearing, S., & Neil, J. (2000). Refiguring self and identity through volunteer tourism. *Loisir et société*, 23 (2), 389-419.
- Weaver, D., Faulkner, H., & Lawton, L. (1999). *Nature-based tourism in Australia and beyond: A preliminary investigation*. Bundall : Cooperative Research Centre for Sustainable Tourism.
- Weber, C., & Gutiérrez, A. (1985). Áreas Silvestres Protegidas, dans *Medio Ambiente en Chile* (pp. 139-163.). Santiago : Universidad Austral de Chile.
- Willemsen, R. (2012). *Les bouts du monde*. Paris : Arthaud.
- Zillinger, M. (2005). *A spatial approach on tourists' travel routes in Sweden*. European Tourism Research Institute. Östersund : MID Sweden University.
- Zimmerer, K. (2007). Cultural ecology (and political ecology) in the environmental borderlands': exploring the expanded connectivities within geography. *Progress in Human Geography*, 31 (2), 227-244.

TABLES DES FIGURES, TABLEAUX, CARTES ET SIGLES

FIGURES

FIGURE 1. LES APPROCHES THEORIQUES ET CONCEPTUELLES POUR L'ANALYSE GEOGRAPHIQUE DES DYNAMIQUES TERRITORIALES	14
FIGURE 2. LES FLUX COMPARES DES VOYAGEURS ENTRE LES TROIS REGIONES DE LA PATAGONIE CHILIENNE EN 2014	58
FIGURE 3. LES FORMES DE RAPPORTS A LA NATURE POUR CERTAINS GROUPES CULTURELS	93
FIGURE 4. LES SPECIFICITES TOPOGRAPHIQUES ET CLIMATIQUES DE LA REGION D'AYSEN	99
FIGURE 5. LES AIRES CULTURELLES CONTEMPORAINES DE LA REGION D'AYSEN	114
FIGURE 6. LES USAGES PASSES ET CONTEMPORAINS DE LA NATURE.....	126
FIGURE 7. LES DIFFERENTES PRATIQUES TOURISTIQUES DE NATURE	135
FIGURE 8. LES PERIODES D'IMPLICATION DES ACTEURS ENQUETES DANS LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE A AYSSEN ENTRE 1980 ET 2015.....	158
FIGURE 9. LES MOBILITES TEMPORAIRES DANS LES CONFINES TOURISTIQUES DE NATURE	165
FIGURE 10. LES SYSTEMES TOURISTIQUES DE NATURE SELON LES FLUX ET NIVEAUX D'AMENAGEMENTS	166
FIGURE 11. LES PERIMETRES D'ACTION DES ACTEURS D'UN TERRITOIRE SELON RAFFESTIN, 1977	188
FIGURE 12. LES PERIMETRES ET LOGIQUES D' ACTIONS DES ACTEURS TERRITORIALISES	221
FIGURE 13. LES LOGIQUES D' ACTIONS, PRATIQUES ET USAGES DE LA NATURE	222
FIGURE 14. LES JUSTIFICATIONS SOCIALES, REPRESENTATIONS DE LA NATURE ET FORMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE.	224
FIGURE 15. UN SCHEMA ORGANISATIONNEL DE L'ÉTAT CHILIEN POUR LE DEVELOPPEMENT DU TOURISME A AYSSEN EN 2014	234
FIGURE 16. LES INTERVENTIONS DES SERVICES PUBLICS CHILIENS DANS LE DEVELOPPEMENT DU TOURISME A AYSSEN EN 2014	249
FIGURE 17. LES VARIANTES POSSIBLES AU SEIN DES FORMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	366
FIGURE 18. LA GESTION DES DESTINATIONS TOURISTIQUES SELON LEUR PHASE DE MATURITE	379

FIGURE 19. LES SPHERES DU TOURISME SCIENTIFIQUE ET HYBRIDATION DE PRATIQUES A AYSEN	438
FIGURE 20. LES OUTILS D'ANALYSES SELON L'ETAT DU SYSTEME TOURISTIQUE.....	452
FIGURE 21. LE POSITIONNEMENT DES FORMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE A AYSEN	454
FIGURE 22. LA DYNAMIQUE DU SYSTEME SOCIO-SPATIAL DES CONFIN TOURISTIQUES DE NATURE	461

TABLEAUX

TABLEAU 1. UNE APPROCHE DES CONFIN GEOGRAPHIQUES PAR LE COUPLE CENTRE - PERIPHERIE.....	34
TABLEAU 2. UNE MATRICE DE CARACTERISATION DES SPECIFICITES D'UN CONFIN GEOGRAPHIQUE.....	46
TABLEAU 3. LA POPULATION ET LES SURFACES COMMUNALES DE LA REGION D'AYSEN EN 2017	61
TABLEAU 4. LES ACTIVITES PRODUCTIVES PRINCIPALES D'AYSEN PAR COMMUNE EN 2014	68
TABLEAU 5. LA STRUCTURE DU PIB DE LA REGION D'AYSEN DE 2005 ET 2012	70
TABLEAU 6. LES IMAGINAIRES DE LA NATURE ET LIEUX DU WILDERNESS, SELON DES PAYS ET DES CULTURES PASSEES ET CONTEMPORAINES..	88
TABLEAU 7. LES PRATIQUES DES CONFIN TOURISTIQUES NORDIQUES EN 2013.....	143
TABLEAU 8. LA DENSITE ET LA PRESSION TOURISTIQUE SUR DES DESTINATIONS NORDIQUES EN 2013-2014.....	144
TABLEAU 9. LES PERIODES, LIEUX ET ACTIVITES DES ACTEURS ENQUETES A AYSEN EN 2014 - 2017	159
TABLEAU 10. UNE ANALYSE SOCIO-SPATIALE DU CONFIN TOURISTIQUE DE NATURE D'AYSEN EN 2014	169
TABLEAU 11. LES JUSTIFICATIONS ET PRINCIPES SUPERIEURS COMMUNS DES CITES PROPOSEES PAR BOLSTANSKI, THEVENOT ET LAFAYE EN 1991 & 1993	191
TABLEAU 12. LES REPRESENTATIONS SOCIALES DE LA NATURE SELON VACHEE EN 2000.....	193
TABLEAU 13. UNE SYNTHESE DES ACTEURS ET LEURS LOGIQUES D' ACTIONS DANS LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE.....	211
TABLEAU 14. LES TYPOLOGIES ET PRINCIPES DES FORMES DE DEVELOPPEMENT DES CONFIN TOURISTIQUES DE NATURE	226

TABLEAU 15. UNE SYNTHÈSE DES LOGIQUES D'INTERVENTION DES ACTEURS DE LA FORME ETATIQUE A AYSEN	253
TABLEAU 16. LIEUX ET ACTIVITES D'ACTEURS DE LA FORME ENTREPRENEURIALE D'AYSEN EN 2015	279
TABLEAU 17. LES VARIANTES ACTUELLES DE LA FORME DE DEVELOPPEMENT ENTREPRENEURIALE D'AYSEN.....	283
TABLEAU 18. LES VARIANTES AU SEIN DE LA FORME DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIELLE D'AYSEN	296
TABLEAU 19. LES SITES DE LA CONSERVATION PRIVEE A PALENA ET LA REGION D'AYSEN EN 2014	317
TABLEAU 20. LES VARIANTES DE LA FORME ECOLOGIQUE A AYSEN	321
TABLEAU 21. LES VARIANTES DE LA FORME DE DEVELOPPEMENT ALTERNATIVE A AYSEN	338
TABLEAU 22. LES SITES D'IMPORTANCE TOURISTIQUE IDENTIFIES POUR LA FORME RECREATIVE ENTRE 2014 ET 2017	356
TABLEAU 23. LES VARIANTES DE LA FORME DE DEVELOPPEMENT RECREATIVE A AYSEN.....	362
TABLEAU 24. LES LOGIQUES SOUS-JACENTES AU SEIN DES FORMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA REGION D'AYSEN EN 2014-2018.....	363
TABLEAU 25. LES FORMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'UN CONFIN DE NATURE.....	364
TABLEAU 26. LES EXPRESSIONS SOCIO-SPATIALES DES FORMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES CONFINS DE NATURE	368
TABLEAU 27. DES EXEMPLES DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA REGION D'AYSEN SUR LA PERIODE 1990-2018.	383
TABLEAU 28. UNE GEOHISTOIRE DES FORMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA REGION D'AYSEN	391
TABLEAU 29. LES POSITIONNEMENTS DES FORMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'AYSEN EN 2016.....	395
TABLEAU 30. LES POSTURES D'ACTEURS FACE AUX PROJETS DE BARRAGES HYDROELECTRIQUES DE 2008 A 2014, EN 2016	404
TABLEAU 31. UNE SYNTHÈSE DES CONFRONTATIONS AUTOUR DES PROJETS DE BARRAGES HYDROELECTRIQUES A AYSEN EN 2016	411
TABLEAU 32. L'ASSOCIATION DES FORMES AUTOUR DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA REGION D'AYSEN EN 2015-2017	432
TABLEAU 33. LES PROJETS DE TOURISME SCIENTIFIQUE ET LES ASSOCIATIONS ENTRE FORMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE A AYSEN ENTRE 2009 ET 2018 (1/2)	440

CARTES

CARTE 1. LES LIMITES HISTORIQUES DE LA PATAGONIE D'APRES GARNIER EN 1860	48
CARTE 2. LES LIMITES HABITUELLEMENT ACCEPTEES DE LA PATAGONIE CHILIENNE ET ARGENTINE	50
CARTE 3. LA REGION D'AYSEN EN PATAGONIE CHILIENNE	52
CARTE 4. LA TERRITORIALITE PRECOLONIALE DES POPULATIONS NATIVES DE PATAGONIE)	108
CARTE 5. LES AIRES PROTEGEES DE LA PATAGONIE CHILIENNE ET ARGENTINE, 2016	117
CARTE 6. LES FLUX TOURISTIQUES DE LA PATAGONIE EN 2014.....	147
CARTE 7. LES ZONES TOURISTIQUES PRIORITAIRES SELON LES SERVICES D'ETAT D'AYSEN	163
CARTE 8. LES ACTEURS ENQUETES ET LEUR PARTICIPATION AUX FORMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE, REGION D'AYSEN EN 2016	232
CARTE 9. SPATIALISATION DE LA FORME DE DEVELOPPEMENT ETATIQUE DE LA REGION D'AYSEN SELON LE PLAN D'INVESTISSEMENT DE 2013...251	
CARTE 10. SPATIALISATION DE LA FORME DE DEVELOPPEMENT TRADITIONALISTE DE LA REGION D'AYSEN EN 2017	266
CARTE 11. SPATIALISATION DE LA FORME DE DEVELOPPEMENT ENTREPRENEURIALE DE LA REGION D'AYSEN EN 2014	271
CARTE 12. SPATIALISATION DE LA FORME DE DEVELOPPEMENT ECOLOGIQUE DANS LA REGION D'AYSEN EN 2014.....	318
CARTE 13. SPATIALISATION DE LA FORME DE DEVELOPPEMENT ALTERNATIVE DE LA REGION D'AYSEN, EN 2017	337
CARTE 14. SPATIALISATION DE LA FORME RECREATIVE DE LA REGION D'AYSEN EN 2014.....	358
CARTE 15. SPATIALISATION DES FORMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA REGION D'AYSEN EN 2104.....	389
CARTE 16. SPATIALISATION DES CONFLITS EMBLEMATIQUES ENTRE FORMES DE DEVELOPPEMENT DANS LA ZONE TOURISTIQUE DE CHELENKO, AYSSEN, EN 2017	422

SIGLES

ORGANISMES PARTICIPANTS AU DEVELOPPEMENT REGIONAL DU TOURISME AU CHILI

SIGLE	DETALLE
ACCA.	Area de Conservación de la Cultura y del Ambiente
ARV	Aysén Reserva de Vida
BBNN	Ministerio de Bienes Nacionales
CEPAL	Comisión Económica de Naciones Unidas para América Latina y el Caribe
CIEP	Centro de Investigación en Ecosistemas de la Patagonia
CODEFF	Corporación de Defensa de la Fauna y Flora
CODESA	Corporación Privada para el Desarrollo de Aysén
CIDT	Comité Interministerial para el Desarrollo del Turismo
CONAF	Corporación Nacional Forestal
CONAMA	Comisión Nacional del Medioambiente
CONICYT	Comisión Nacional de Investigación Científica y Tecnología
CORFO	Corporación de Fomento de la Producción
DGA	Dirección General de Aguas
DIPLADE	División de Planificación y Desarrollo
ENDESA	Empresa Nacional de Electricidad
FOSIS	Fondo de Solidaridad e Inversión Social
FEDETUR	Federación de Empresas de Turismo de Chile
GORE AYSÉN	Gobierno Regional de Aysén
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IGM	Instituto Geográfico Militar
INACAP	Instituto Nacional de Capacitación Profesional
INDAP	Instituto Nacional de Desarrollo Agropecuario
INE	Instituto Nacional de Estadísticas
I.M.	Ilustre Municipalidad

MINAGRI	Ministerio de Agricultura
MINECON	Ministerio de Economía
MMA	Ministerio del Medio Ambiente
MINVU	Ministerio de Vivienda y Urbanismo
MOP	Ministerio de Obras Públicas
ONEMI	Oficina Nacional de Emergencia de Ministerio del Interior
OMT	Organisation Mondiale du Tourisme
PEDZE	Plan de Desarrollo de Zonas Extremas
PNRF	Parc Naturel Regional de France
PRODEMU	Fundación para la Promoción y Desarrollo de la Mujer
PER	Plan Estratégico Regional
PROT	Plan Regional de Ordenamiento Territorial
PSR	Patagonia Sin Represas
SAG	Servicio Agrícola y Ganadero
SEIA	Sistema de Evaluación de Impacto Ambiental
SERCOTEC	Servicio de Cooperación Técnica
SEREMI	Servicio Ministerial
SERNAGEOMIN	Servicio Nacional de Geología y Minería
SERNAPESCA	Servicio Nacional de Pesca
SERNATUR	Servicio Nacional de Turismo
SERPLAC	Servicio regional de planificación y cooperación
SII	Servicio de Impuestos Internos
SNASPE	Sistema Nacional de Areas Silvestres Protegidas del Estado
SUBDERE	Subsecretaría ministerial de desarrollo regional
SUBPESCA	Subsecretaría de Pesca
SUBTEL	Subsecretaría de Telecomunicaciones
ZOIT	Zona de Interés Turístico Nacional

TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE

PROPOSITION POUR UNE APPROCHE GÉOGRAPHIQUE DES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE.....	9
<i>Une Approche géographique sociale et culturelle</i>	<i>12</i>
<i>Notions clefs</i>	<i>15</i>
<i>Choix du terrain</i>	<i>20</i>
<i>Méthode de recherche</i>	<i>20</i>
<i>Les acteurs rencontrés.....</i>	<i>22</i>
PARTIE I. LES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE, ESPACE, REPRÉSENTATIONS ET PRATIQUES	27
I.1. LES CONFINS, ESPACE GÉOGRAPHIQUE POLARISÉ	29
1.1. <i>Fondements pour une approche des confins géographiques : périphérie, centralité, frontières et marges.....</i>	<i>30</i>
1.2. <i>La région d'Aysén en Patagonie, un confin emblématique.....</i>	<i>47</i>
I.2. REPRÉSENTATIONS SOCIALES DES CONFINS DE NATURE	78
2.1. <i>Fondements pour une approche géographique des confins de nature.....</i>	<i>78</i>
2.2. <i>Confins de nature emblématiques : la Patagonie et Aysén.....</i>	<i>98</i>
2.3. <i>Grille de lecture géographique selon les rapports à la nature.....</i>	<i>124</i>
I.3. LES USAGES TOURISTIQUES DES CONFINS DE NATURE	127
3.1. <i>Pratiques touristiques dans les espaces de nature.....</i>	<i>128</i>
3.2. <i>La Patagonie chilienne, un espace en développement touristique.....</i>	<i>142</i>
3.3. <i>Les confins touristiques de nature, espaces spécifiques</i>	<i>164</i>
I.4. PROPOSITION D'UN CADRE D'ANALYSE DES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE.....	167
PARTIE II. LES ENJEUX TERRITORIAUX DES CONFINS DE NATURE, UNE LECTURE PAR LES FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE.....	173
II.1. APPROCHE ORGANISATIONNELLE DU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES CONFINS DE NATURE	175
1.1. <i>Acteurs au cœur du développement touristique.....</i>	<i>176</i>
1.2. <i>Lecture socio-spatiale des dynamiques touristiques de nature.....</i>	<i>184</i>
1.3. <i>Logiques d'action des acteurs des espaces touristiques de nature.....</i>	<i>195</i>
1.4. <i>Formes de développement touristique des confins de nature</i>	<i>203</i>
1.5. <i>Les formes de développement touristique, un outil d'analyse des dynamiques territoriales.....</i>	<i>219</i>
II.2. FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA RÉGION D'AYSÉN	230
2.1. <i>Forme de développement touristique étatique et législative.....</i>	<i>233</i>
2.2. <i>Forme de développement touristique traditionaliste</i>	<i>255</i>
2.3. <i>La forme de développement touristique entrepreneuriale</i>	<i>268</i>
2.4. <i>La forme de développement touristique, industrielle et technologique..</i>	<i>284</i>
2.5. <i>La Forme de développement touristique écologique</i>	<i>297</i>
2.6. <i>La forme de développement touristique locale alternative</i>	<i>323</i>
2.7. <i>La forme de développement touristique récréative.....</i>	<i>339</i>

II.3. EXISTENCE ET SPÉCIFICITÉS DES FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'UN CONFIN TOURISTIQUE DE NATURE	362
PARTIE III. LA MISE EN TOURISME D'UN CONFIN TOURISTIQUE DE NATURE.....	369
III.1. DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES TOURISTIQUES ÉMERGENTS	371
1.1 Développement des destinations touristiques	371
1.2 Développement touristique dans la région d'Aysén	380
1.3 Analyse géohistorique des formes de développement en Aysén.....	387
III.2. CONFRONTATIONS ET COMPROMIS ENTRE LES FORMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE.....	398
2.1. Conflits autour de l'usage des ressources naturelles à Aysén.....	398
2.2. Confrontations autour du développement touristique à Aysén.....	413
2.3. Compromis autour des projets de développement touristique.....	425
III.3. SPÉCIFICITÉS DE LA GESTION DES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE	451
UN NOUVEAU REGARD SUR LES DYNAMIQUES DES CONFINS TOURISTIQUES DE NATURE.....	457
BIBLIOGRAPHIE.....	464
TABLES DES FIGURES, TABLEAUX, CARTES ET SIGLES	494
FIGURES.....	494
TABLEAUX	495
CARTES.....	497
SIGLES	498
TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE	500